GERMAIN AYACHE

LES ORIGINES DE LA GUERRE DU RIF



Edité conjointement par :

SMER (Rabat)

PUBLICATIONS DE LA SORBONNE

LES ORIGINES DE LA GUERRE DU RIF

© 1981
SOCIÉTÉ MAROCAINE DES ÉDITEURS RÉUNIS
PUBLICATIONS DE LA SORBONNE

PUBLICATIONS DE LA SORBONNE
SÉRIE INTERNATIONALE
TOME 19

Université de Paris I Panthéon-Sorbonne

INSTITUT D'HISTOIRE DES RELATIONS
INTERNATIONALES CONTEMPORAINES
(IHRIC)

GERMAIN AYACHE

LES ORIGINES DE LA GUERRE DU RIF

PUBLICATIONS DE LA SORBONNE
14, RUE CUJAS
75231 PARIS CEDEX 05

SOCIÉTÉ MAROCAINE DES ÉDITEURS RÉUNIS
S. M. E. R.
3, RUE GHAZZA - RABAT (MAROC)

NOTE SUR LA TRANSCRIPTION DES MOTS ET DES NOMS PROPRES ARABES

Le présent livre étant écrit pour tous, nous avons évité, pour ces mots et ces noms, toute transcription savante, hormis le cas des titres des ouvrages arabes, auxquels les spécialistes voudraient se référer et qui, à cet effet, ont seuls été transcrits en caractères diacrités.

INTRODUCTION

Le demi-siècle qui nous sépare déjà de ce qu'on appela « la guerre du Rif » a été si rempli lui-même, d'autres événements tellement plus importants, qu'on ne peut s'étonner si la plupart de nos contemporains ne savent même pas que se situe, à leur époque, un fait historique de ce nom. Ce qui est plutôt remarquable, c'est de voir au contraire, combien le souvenir de cette même guerre du Rif, ignorée du grand nombre, demeure profondément gravé chez la plupart de ceux qui étaient là déjà, jeunes ou adolescents, lorsqu'elle se produisit.

Remarquable sans doute, mais non pas surprenant. Depuis vingt ou trente ans, l'humanité entière s'est sentie concernée par des événements pourtant bien circonscrits, en Indochine, en Algérie, au Moyen-Orient, à Cuba. C'est qu'on y distinguait, plus ou moins clairement, les signes d'une époque où, les colonisés secouant leur tutelle, et les grands empires finissant, une mutation s'opère dans le destin des hommes. Or, si même aujourd'hui, les uns s'inquiètent à cette perspective, d'autres espèrent et beaucoup réfléchissent, alors que les esprits ont eu tout le loisir de s'adapter au nouveau cours des choses, on imagine quelle émotion, quelles alarmes ou quelle folle espérance put susciter, il y a soixante ans, l'événement alors inconcevable, qui, ébranlant d'un coup, deux dominations conjuguées, celles de l'Espagne et de la France, inaugura avec fracas cette période que nous vivons encore.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit.

Tout avait commencé, apparemment du moins, dans l'été 1921. Tandis que les Français tenaient déjà solidement, au sud, presque tout le Maroc, les Espagnols, dans le nord du pays, où une zone leur était concédée, s'évertuaient encore à conquérir leur part de territoire. Pourtant, depuis un an, les choses allaient bon train, et deux armées qui opéraient séparément, l'une à l'est, l'autre à l'ouest, étaient même à portée d'objectifs essentiels, quand celle de l'est, soudain, malgré ses vingt mille hommes, se fit littéralement tailler en pièces, jonchant le pays de ses morts, laissant à l'adversaire ses stocks de munitions et ses dépôts de vivres. Tant en

Espagne que dans le monde, ce fut une vague de stupeur. Car enfin, l'adversaire ne consistait qu'en quelques bandes de paysans rifains piteusement armés et qui faisaient tout juste le coup de feu avant de s'esquiver. On incrimina donc, pour expliquer la chose, la fougue irréfléchie du chef, le général Silvestre, perdu lui-même dans la tourmente, ou le laisser-aller de l'armée espagnole. Mais on se rassura. Après ce dur réveil, l'Espagne, nation européenne, saurait prendre vivement sa revanche et accomplirait sa mission.

Il en advint tout autrement. Certes, on achemina des renforts imposants sur le lieu des combats et, en partie du moins, on reconquit le territoire perdu. Mais il y fallut de longs mois. Car en face, désormais, avaient surgi une organisation, une manière d'Etat, en tout cas une armée, avec un chef improvisé, un certain Abdelkrim dont la trempe s'avérait peu commune. Et l'on dut se convaincre que le problème n'était plus tant de réduire les Rifains que de savoir comment leur résister. Bien plus, alors que dans le Rif puis, dans le reste de la zone dévolue à l'Espagne, le pouvoir d'Abdelkrim et son prestige allaient s'affermissant, c'est à Madrid que les convulsions du régime s'achevaient sur une dictature militaire. Or, le nouveau maître de l'Espagne, Primo de Rivera, n'en fut pas, pour autant, plus heureux au Maroc. Fin 1924, son armée refluait sous les coups des Rifains, jusqu'aux murs de Tétouan. La guerre était alors virtuellement gagnée pour Abdelkrim qui préparait déjà le double assaut final, vers Melilla à l'est, et sur Tétouan à l'ouest. Pourtant, à ce moment précis, il dut se tourner face au sud où, dans des conditions obscures, un troisième front soudain, s'était ouvert.

La France, car c'était elle qui, à son tour, venait d'entrer en lice, était un tout autre adversaire que l'Espagne. En métropole, elle disposait à cette époque, de la plus forte armée du monde. Quant à ses armées coloniales, elles n'avaient eu, depuis longtemps, sous toutes les latitudes, que des victoires. Celle du Maroc, tout particulièrement, se trouvait à pied d'œuvre depuis près de vingt ans. Elle avait le pays bien en mains. Elle y disposait du terrain, des ressources et des hommes. Elle possédait des cadres formés et aguerris sur place. Son chef enfin, le maréchal Lyautey, était aux yeux du monde comme un vivant symbole de la réussite coloniale. A son contact évidemment, l'humble Etat paysan des Rifains crèverait comme une bulle.

Aussi, n'y a-t-il pas de mots pour exprimer l'étonnement universel quand on vit à leur tour, les Français bousculés, renversés, piétinés, plus vivement encore que les Espagnols avant eux. Fès, Taza, Ouezzane se trouvèrent en danger. Battu, Lyautey fut, en pleine bataille, relevé par Pétain, maréchal plus illustre dont le choix n'allait pas sans évoquer Verdun. Venant à point, l'évacuation de la Ruhr permit de déployer, sur trois cents kilomètres, une formidable armée de cent cinquante mille

hommes. Avec les Espagnols qui en avaient autant de leur côté, on contracta hâtivement alliance. Tout ce train et ce grand branle-bas pour une simple affaire coloniale ? En fait, on s'avisa que depuis le début, dès sa phase espagnole, une véritable guerre était en cours. On découvrait « la guerre du Rif ».

Au bout du compte, c'est à la France et à l'Espagne coalisées que revint la victoire. L'occupation du Rif qui s'ensuivit et la reddition d'Abdelkrim ouvrirent alors la voie au protectorat espagnol et rétablirent l'assise de la domination française. Aussi, à ne considérer de ce conflit que l'issue et les résultats immédiats, on pourrait aujourd'hui, être enclin, grâce au recul du temps, et l'émotion passée, à le réduire à des proportions plus modestes pour n'y voir seulement qu'une péripétie de la conquête, et donc un épisode, sans plus, de l'époque coloniale. Un épisode assurément tardif. Mais après tout, en 1925, l'ère coloniale n'était pas close. Quant à la gravité qu'il revêtit, elle ne fut pas non plus absolument exceptionnelle, car l'expansion européenne n'a pas toujours été facile. Elle fut même jalonnée de revers dont quelques-uns, dans le passé déjà, avaient été tragiques.

Ce point de vue, bien sûr, n'est pas tout à fait faux, mais il laisse de côté l'essentiel. Entre les moyens de l'Europe et ceux des peuples qu'elle soumettait, la disproportion était telle, en effet, que seule l'inexpérience ou des bévues très graves peuvent rendre compte d'événements comme la défaite des Anglais à Khartoum, en 1885, ou celle des Italiens à Adoua, en 1896. Dans le cas du Rif, au contraire, pareille explication vaudrait à la rigueur pour la phase initiale des combats. Elle n'est plus recevable pour la somme des défaites conjointement accumulées ensuite par deux armées européennes.

Il y a bien un cas avec lequel il semblerait permis et même requis d'établir une comparaison, c'est celui de la guerre que les Français ont dû mener dans les débuts de leur conquête en Algérie contre l'émir Abdelkader. Par leurs causes essentielles, par la proximité de leur théâtre, par leur durée et leur acharnement, par leur incarnation enfin, chacun en la personne d'un chef exceptionnel, les deux conflits d'Algérie et du Rif, à quatre-vingts ans d'intervalle, ont un grand air de parenté. Pourtant, que de distance et quelle irréductible opposition si l'on y regarde de plus près.

Quand il entra, en 1839, en guerre avec la France, Abdelkader était déjà un chef d'Etat dont l'autorité s'affirmait sur les deux tiers de l'Algérie. Il disposait au sud, avec le Sahara, d'étendues sans limites. De l'ouest, il recevait l'appui de son grand voisin marocain. Face à lui, les Français se trouvaient, au contraire, confinés dans des réduits côtiers qui ne communiquaient entre eux que par la mer. Si, à partir de là, on suit la lutte par le menu, on y relèvera sans doute, du côté algérien, de valeureux

exploits, des chevauchées épiques, des coups très durs portés à l'ennemi. Mais bien que tant de résistance et de succès tactiques aient ralenti considérablement le cours des choses, ils n'ont jamais pu l'arrêter, et encore moins le renverser. Entamé dès les premiers chocs, l'appareil mis sur pied par Abdelkader allait, au fil des mois et des années, se gripper, se démanteler, se réduire à néant. Aussi, unie et cohérente, dans les débuts, la lutte dégénéra en guérilla avant de s'achever en une véritable chasse à l'homme. Au niveau de l'histoire, elle ne fut donc, d'un bout à l'autre, qu'un acheminement inexorable vers la défaite (1).

Dans le Rif au contraire, il n'y eut, on l'a vu, au début, qu'une poignée de paysans assez déraisonnables pour se mettre en travers de l'avance espagnole. Presque sans armes, en butte à la réprobation de leurs frères de tribus qui redoutaient les représailles de l'ennemi, ils ne pouvaient même plus arguer de la légitimité de leur cause, puisque l'Espagne, en vertu de traités, intervenait sous la bannière de leur souverain, le sultan. Il fallut leur premier combat, et son succès qui dépassa toute espérance, pour que soudain pourvus en armes, riches d'adeptes et surtout, engagés sans retour, ils se choisissent un chef en se donnant une organisation rudimentaire. Mais depuis lors, et toujours en réponse aux besoins de leur lutte, ils entamèrent un processus irréversible et continu de renforcement militaire, d'unification politique et d'extension territoriale qui donnera, chemin faisant, naissance à une armée et à l'Etat rifain.

Ainsi, à une époque où les Européens ne disposaient encore que de marine à voile et où l'on chargeait sabre au clair, l'Etat préexistant d'Abdelkader fut progressivement détruit sous les coups de Bugeaud, tandis que les Rifains, minerai brut à l'origine, puis fondus au creuset des batailles, furent eux, si l'on peut dire, forgés par le martèlement de l'ennemi lui-même. Et ils se trouvèrent en mesure, à l'âge des cuirassés, des canons lourds et de l'aviation, d'infliger à l'Espagne et ensuite à la France, sur une période de cinq années, des revers stratégiques. Leur défaite elle-même, étant donné le prix qu'il en coûta, fut regardée par des secteurs très larges de l'opinion mondiale, moralement, comme une victoire. S'il est donc vrai que les conflits d'Algérie et du Rif relèvent tous les deux de l'époque coloniale, leur cours absolument inverse malgré le prodigieux écart séparant désormais les moyens en présence, rappelle cependant qu'ils s'en situent aux deux moments extrêmes, l'un au début, l'autre à la fin. Abdelkader battu, éliminé, c'était le signe que rien n'arrêterait, à l'avenir, l'expansion de l'Europe. Rien ne l'arrêta en effet. Ce n'est que lorsqu'elle achevait de submerger le monde qu'eut lieu le

(1) Voir René GALLISSOT : *La guerre d'Abd el Kader ou la ruine de la nationalité algérienne (1839-1847), in* « Hespéris-Tamuda », 1964, vol. V, fasc. unique, pp. 111-149.

choc des événements dans le Rif. Un choc assurément produit au passage de son flot, mais dessinant déjà l'onde en retour qui, à se propager, balaierait un jour les empires.

Dans les sphères dirigeantes de l'époque, on perçut clairement la nature et l'ampleur du péril, et l'on y prit, en conséquence, sans marchander, toutes les mesures de sauvetage correspondantes, comme on sut, d'un pays à l'autre, faire taire des divergences et des rivalités traditionnelles. A titre indicatif, on peut encore noter la peur que continua d'inspirer Abdelkrim même après sa défaite. Alors qu'Abdelkader, après une période de détention, avait pu se fixer et vivre librement en plein milieu du monde musulman, le chef rifain fut déporté et maintenu pendant vingt-et-un ans dans une île écartée de l'Océan Indien. Hormis un précédent illustre, jamais un adversaire, une fois désarmé, ne fut l'objet de telles rigueurs ni de telles précautions.

Dans le monde des colonisés, que l'après-guerre avait ouvert beaucoup plus largement aux nouvelles du dehors, la réaction était évidemment bien différente. C'était l'enthousiasme délirant. D'Algérie en Egypte, de l'Inde jusqu'à la Chine, d'Argentine aux Etats-Unis, partout où un peuple entier, une minorité nationale ou raciale se reconnaissait plus ou moins dans la cause des Rifains, leurs faits d'armes incroyables ressuscitaient les espérances déçues de l'ère wilsonienne, mais en leur conférant une consistance toute nouvelle. Pourquoi attendre, en l'implorant, la manne venue d'en haut, puisque David, comme on le crut jusqu'au dernier moment, était en train de terrasser Goliath ? Le fameux publiciste, Chakib Arsalan, déclarait alors fièrement : « Ben Abdelkrim est le héros de notre temps, non pas seulement entre les musulmans, mais entre toutes les nations. » (2).

Pourtant, c'est encore au sein du mouvement communiste, partout où des partis suffisamment puissants s'étaient constitués, en Europe avant tout, mais déjà aussi hors d'Europe, que l'on suivit la guerre du Rif avec la plus active et la plus vigilante attention. On connaît la fameuse théorie de Lénine élaborée alors depuis quelques années et qui devait régir la stratégie de la « révolution prolétarienne » dans les conditions nouvelles de l'époque. Depuis la fin de l'autre siècle, le vieux capitalisme industriel avait, dans quelques grands pays d'Europe et aux Etats-Unis, cédé le pas au capitalisme financier beaucoup plus expansif que son prédécesseur à cause de son besoin aigu de marchés extérieurs non plus

(2) *Al Amīr Muḥammad ibn ᶜAbdelkarīm zaᶜīm al Rīf,* dans *Ḥāḍir al ᶜAlam al islāmī,* ouvrage de Lothrop STODDARD dont la traduction arabe, publiée au Caire en 1343 H. / 1924-25, est entremêlée d'études personnelles de Chakib Arsalan, t. III, p. 184.

en vue d'y écouler uniquement des marchandises, mais aussi et surtout, pour y investir les énormes surplus de capitaux devenant sans emploi. D'où le partage du monde jusqu'au dernier arpent, en colonies et zones d'influence, subissant à leur tour, depuis lors, et plus cruellement encore, la dure exploitation réservée autrefois aux prolétaires des métropoles. Il est certain que le système, en parvenant ainsi au stade impérialiste, s'était consolidé dans la mesure où il disposait pleinement des ressources et des hommes dans l'univers entier. Mais il s'était, dans le même temps, créé sur tous les continents, de nouveaux ennemis par centaines de millions. C'est dire qu'en ces derniers, les ouvriers d'Europe et d'Amérique disposaient désormais en puissance, d'innombrables alliés que la nature des choses devait inévitablement conduire à leurs côtés dans le combat où eux-mêmes ils étaient engagés. Et en effet, à certains signes, on avait pu prévoir comme imminente, dès 1919, l'entrée en jeu de ces forces nouvelles aux Indes et en Afghanistan, en Tripolitaine, en Egypte, en Turquie, en Chine et en Indonésie. Il en résultait une attente d'autant plus impatiente que la révolution victorieuse en Russie, mais assaillie de toutes parts, risquait de succomber sans que l'Europe, où les remous de l'après-guerre s'étaient pour le moment calmés, pût fournir à elle seule les secours suffisants. Mais il fallut bientôt se rendre à l'évidence : d'Orient non plus, où les yeux se fixaient avant tout sur la Chine et sur l'Inde, le renfort espéré ne se présentait pas.

Les choses en étaient là lorsque, dans un secteur quelque peu imprévu, se déclara la guerre du Rif.

A ses débuts pourtant, excepté la première grande défaite espagnole que l'on put croire accidentelle, elle n'attira sur elle qu'assez peu d'attention. L'affaire était encore trop limitée. D'ailleurs, l'Espagne apparemment seule concernée, n'était pas une puissance coloniale. Ne pouvait-on penser enfin, que les tribus rifaines, inconsciemment peut-être, servaient au bout du compte, les buts secrets des milieux coloniaux de la France ? Les suites ne pouvaient donc pas être considérables ni, dans tous les cas, favorables.

L'attitude commença à changer fin 1923, après l'instauration de la dictature à Madrid. C'était déjà le signe que la question rifaine était capable de se répercuter sur une partie du continent européen. Six mois plus tard, avec l'avance française jusqu'à proximité des zones de combat, l'extension du conflit devenait prévisible. Puis, il y eut, dans la seconde moitié de 1924, la succession impressionnante des victoires qu'Abdelkrim remporta bien contre la seule Espagne, mais qui fut clairement ressentie, dans tout le monde colonisé, comme une revanche sur la domination européenne, sans distinction aucune. Il n'était plus permis, dès lors, de mettre en doute ni l'ampleur, ni le sens révolutionnaire de la crise. Et en

effet, lorsqu'au printemps suivant puis, au cours de l'été, survinrent les gros revers français, en France même, les difficultés financières s'aggravèrent, le malaise politique fut profond, des problèmes se posèrent jusque pour le maintien de la couverture militaire. Quant à l'Empire, il y eut un moment où l'on pouvait vraiment s'attendre à une rupture aux conséquences incalculables. D'abord jugée insignifiante, la guerre n'allait-elle pas opérer la percée des positions impérialistes si longtemps souhaitée ? C'est la question qu'en vinrent à se poser un peu partout les communistes. Il en était pourtant qu'à des degrés divers et sous des angles différents, elle concernait directement.

Ceux d'Espagne tout d'abord. Toutefois, encore faibles à l'époque, ils n'ont pas eu, apparemment, de prise sur les événements. Leurs voisins français au contraire, dotés d'un fort parti, suivis par un électorat nombreux, ayant au Parlement un groupe actif et homogène, contrôlant d'importants syndicats, des organisations sociales, purent eux du moins, mener une action remarquée. Elle ne se bornait plus, comme au temps de Jaurès, au désaveu, même éloquent, de la politique marocaine. C'était, sur tous les plans, une obstruction systématique aux préparatifs militaires, puis, à la poursuite de la guerre, en acculant le Gouvernement à la Chambre, en publiant d'embarrassants secrets, en invitant le contingent à mettre la crosse en l'air, en déclenchant des grèves et conduisant des manifestations. Une telle campagne pour « arrêter », comme on disait alors, « le bras de l'agresseur », s'inscrivait bien dans une ligne tracée déjà par les mutins de la Mer Noire. Mais cette fois, c'est dans le pays même qu'elle se menait, et à une échelle bien plus vaste. Et puis surtout, on n'avait jamais vu encore, l'exemple d'une métropole où une partie notable de la population prenait consciemment, jusqu'au bout, fait et cause pour des colonisés luttant les armes à la main contre la mère patrie. L'effet produit dans les consciences fut très profond en France, mais aussi hors de France où il devait avoir un jour de lointaines conséquences.

La cause rifaine ne pouvait pas manquer d'intéresser aussi de près, les milieux dirigeants en Russie soviétique. Ceux-ci n'avaient alors vraiment pas les moyens, en admettant qu'ils en aient eu envie, de lui fournir directement, comme ils l'ont fait depuis dans des cas bien connus, une aide matérielle. Mais ils ne cachaient pas leur sympathie, ni le grand prix qu'un éventuel triomphe des Rifains présentait à leurs yeux. Le chef de l'Armée Rouge lui-même, Michel Frounzé, écrivait par exemple : « Ce qui se joue là-bas, dans le bruit des canons, c'est toute la puissance coloniale de l'Europe d'Occident, et surtout le destin de l'Empire africain de la France. » Précisons que ces lignes sont tirées d'un ouvrage que

rédigea Michel Frounzé sur la question au cours même des événements (3). C'est un fait littéraire assez rare et suffisamment éloquent par lui-même. Mais la lecture du livre fait découvrir, en sus d'un intérêt d'ensemble, celui qu'une armée pauvre, mal équipée, du temps de la révolution, éprouvait forcément pour les victoires à la rifaine où la technique cédait en face de l'élément humain.

Ce dernier type de considérations intéressait bien plus encore les rares noyaux de communistes qui, en Orient, cherchaient à ce moment, péniblement leur voie. De ce côté, on ne possède que peu d'indications précises. Ces dernières années cependant, le Président chinois, Mao Tsé Toung, avait tenu à s'en ouvrir à des délégations arabes. Pourquoi, leur déclarait-il en substance, venir prendre en Chine des leçons, quand vous avez en Abdelkrim, le maître auprès duquel nous nous étions nous-mêmes instruits ? On peut, bien sûr, flairer dans ces propos une part d'exagération calculée. Mais l'hommage reste entier. Car les événements du Rif, dès que la page en fut tournée, se sont trouvés ensevelis dans le silence. Pour des raisons particulières, même les pays qui, les premiers, auraient pu ou dû en garder la mémoire, l'Espagne, la France et le Maroc, leur refusaient une place dans leur histoire. Si donc, le Président Mao était encore naguère, en mesure d'évoquer la figure d'Abdelkrim, il fallait bien qu'il l'eût directement connue à travers les nouvelles de l'époque et qu'il en eût depuis, gardé le souvenir présent. Sans quoi, on ne voit guère ce qui, dans l'intervalle, aurait soit réparé son ignorance, soit retracé dans son esprit des contours oubliés.

Quant aux enseignements que l'on tira des événements dans le Rif, ils ont été ici ou là, contradictoires. Dans de nombreux pays, dont le Maroc lui-même, où l'épopée rifaine avait pourtant fait naître des espérances démesurées, on en resta, en fin de compte, sur l'impression de la défaite. Les illusions ruinées firent rechercher des voies plus pacifiques, sinon l'entente avec les occupants. Dès lors, la guerre du Rif devint un souvenir gênant qui fut gommé tout simplement. Et si, depuis, la jeunesse marocaine notamment, essaie de le restituer en traits nécessairement imaginaires, le crédit dont on dit qu'il jouit en Orient n'y est pas tout à fait étranger.

Abdelkrim, en effet, n'a pas été prophète en son pays, mais il a semble-t-il, fait école à l'autre bout du monde. Dans les pays d'Orient, la Chine ou l'Indochine, où existaient déjà des communistes issus du

(3) Michaïl W. FRUNSE : *Die europäischen Zivilisatoren und Marokko,* pp. 441-533 de l'édition allemande des œuvres choisies (Ausgewählte Schriften) de cet auteur publiée à Berlin en 1955. Frounzé mourut avant la fin de la guerre du Rif. Son étude en russe se trouve dans le vol. II de ses œuvres complètes publiées par les Editions d'Etat, Moscou-Léningrad, 1927.

cru et décidés à jouer leur partie dans la révolution universelle, la guerre du Rif faisait un peu figure de ce qu'avait été pour Marx, un demi-siècle plus tôt, la Commune de Paris. Bien qu'écrasés après quelques semaines à peine, les communards avaient créé, face à la bourgeoisie, le premier Etat du prolétariat dans l'histoire. De même, bien qu'à la fin vaincu, Abdelkrim avait pu créer et diriger pendant cinq ans, sans défaillance, le premier Etat paysan qui soit né dans l'histoire, en combattant l'impérialisme. Il découvrait au monde que cet impérialisme, malgré tous ses moyens et l'avantage de sa technique, a aussi son talon d'Achille. Quelques-uns même, à l'avenir, n'allaient-ils pas y voir un simple « tigre de papier » ?

Ce qu'Abdelkrim avait inversement prouvé par son exemple, c'est la puissance insoupçonnée que des populations, même primitives et sans armée ni sans Etat préexistants, étaient capables de développer dès qu'elles étaient unies avec la volonté de secouer la tutelle coloniale même acceptée par leurs vieux maîtres nationaux.

Enfin, sans toutefois l'avoir cherché, il avait donné l'occasion à un prolétariat européen, venu se joindre à son combat, de désigner l'impérialisme comme le seul adversaire des peuples coloniaux et l'adversaire commun de toute l'humanité. Pour les néophytes de l'Orient, la guerre du Rif avait ainsi fourni un banc d'essai à la théorie de Lénine. C'était l'illustration et la mise en pratique de thèses élaborées en leur présence et avec leur concours, dans les congrès de l'Internationale.

Et si, d'après son témoignage, on peut admettre qu'il en fut bien ainsi pour l'homme qui deviendrait Président de la Chine, devra-t-on hésiter à l'admettre dans le cas mieux connu du futur Président du Viet Nam ? Nous n'avons pas d'écrit, malheureusement, où Ho Chi Minh ait fait connaître, soit à l'époque, soit de façon rétrospective, ses réactions aux événements du Maroc. On sait pourtant qu'en 1923, quand fut créé l'Etat rifain, il était lui-même à Paris, militant dans les rangs des communistes français. L'année suivante, quand l'armée espagnole se trouva acculée à la mer, il était en Russie, comme dirigeant de l'Internationale paysanne et membre de l'école où se formaient des chefs pour la révolution des colonies. En 1925, revenu en Orient pour préparer dans son pays la lutte contre l'impérialisme français, il apprenait que celui-ci essuyait dans le Rif la première vraie défaite de l'histoire coloniale. Enfin, plus de vingt ans après, quand il fut à son tour dans la position qu'Abdelkrim avait eue autrefois, que ce dernier, par contre, eut échappé à la garde des Français, il s'adressa à lui pour lui demander de l'aider. Ce que fit Abdelkrim par une adresse aux soldats marocains engagés sur le front d'Indochine. Il est bien difficile de concevoir qu'une solidarité si naturelle, perçue quand Abdelkrim n'était plus qu'un grand nom oublié,

n'ait pas été sentie plus vivement encore quand il portait des coups si durs à l'ennemi commun.

D'ailleurs, plutôt que de vouloir trouver dans les événements du Rif une tardive répétition de la résistance algérienne du temps d'Abdelkader, comparons-les, à ce qui est, depuis, advenu au Viet Nam. Alors, vraiment, on y verra une sorte de préfiguration : dans la nature des forces en présence, leur rapport initial, l'évolution de ce rapport, les voies et les moyens, la relève d'un impérialisme par un autre, les répercussions au sein même des deux pays venus porter la guerre. Sans doute, dans les deux cas, les faits ne peuvent-ils pas se mesurer avec la même échelle. Sans doute encore, se situent-ils à deux niveaux très différents : ici, celui d'un empirisme tâtonnant, et là, celui d'une démarche plus assurée à la lumière d'une théorie. Mais la deuxième étape n'aurait-elle pas été encore plus difficile, si Abdelkrim et les Rifains n'avaient pas déjà abordé la première, un quart de siècle auparavant ? La question doit au moins se poser. Et quand ce ne serait que pour y donner la réponse, la guerre du Rif méritait bien qu'on y revienne. Et même dans l'hypothèse fort improbable, où il n'y aurait pas, d'un fait à l'autre, la moindre relation, au moins dans la pensée des hommes qui, témoins du premier, furent ensuite les acteurs du second, comment l'histoire de la libération des peuples coloniaux dont notre époque est si profondément marquée, pourrait-elle ignorer, avec la guerre du Rif, l'événement qui en donna, en quelque sorte, le coup d'envoi ?

Pourtant, c'est bien ce qui se passe actuellement.

On comprend qu'en Espagne, dès qu'y fut dissipé ce qui avait été pendant cinq ans le « cauchemar marocain », on se soit efforcé d'oublier. Aussi, hormis quelques travaux de militaires ou de spécialistes coloniaux, le flot d'écrits et de paroles, de manifestes et de récits, de témoignages et de pamphlets qui submergeait la Péninsule, fut-il alors, presque aussitôt tari. La France n'ignora pas non plus, ce brusque arrêt d'une activité littéraire qui n'épargna ni le roman, ni la chanson. Et bien que, dans son cas, des préoccupations ou anciennes ou nouvelles, financières notamment, y aient sans doute été pour quelque chose, on peut se demander dans quelle mesure le silence et l'oubli, après une aussi chaude alerte, ne furent pas ressentis comme moyens de nature à en conjurer le retour. N'a-t-on pas interdit, pendant bien des années, dans les casernes du Maroc, de fredonner l'air innocent disant la nostalgie d'un jeune soldat « au pays des Rifains » ? Quoi qu'il en soit, voulu ou non, le silence retomba et l'oubli est venu, au moins dans les générations qui sont montées depuis. Mais la torpeur de l'opinion ne saurait justifier le silence de l'histoire. Or, c'est un véritable escamotage dont fait l'objet, jusqu'à ce jour, la guerre du Rif, réduite à quelques lignes, quand elle n'est pas

tout juste incidemment nommée, dans des ouvrages récents et consacrés précisément à la période en cause et au fait même qu'on appelle désormais « décolonisation ».

Pour être exact, ajoutons cependant qu'un regain d'intérêt a commencé à se faire jour pour la question, comme en réponse à un besoin latent. Sans parler d'un ouvrage soviétique déjà vieux de quinze ans, mais qui s'inscrit plutôt dans la sphère d'intérêt communiste que nous tracions plus haut, et qui, d'ailleurs, n'est pas connu en Occident, deux livres, depuis peu, existent en anglais et ont été traduits, le premier en arabe, et le second en espagnol. Depuis, un troisième livre, d'un auteur marocain, a paru en arabe, au Caire. Ajoutons-y enfin deux brochures assez minces, en arabe également. Mais ces travaux, sauf le premier, sont d'une inspiration journalistique et commerciale. N'offrant, les uns, qu'une resucée plus ou moins rajeunie de ce qui fut écrit jadis, et les autres, qu'une imagerie d'Epinal, ils ne sauraient constituer même un premier apport à l'œuvre de restitution qui reste donc entièrement à faire (4).

Il faut en effet, préciser que, dans la profusion des écrits de l'époque, il y a tant d'erreurs, de lacunes, tant de passion, de mauvaise foi, sinon de pur mensonge, que même les vérités, s'il s'en rencontre, sont révoquées en doute. A vrai dire, quelques œuvres, chez les Français comme chez les Espagnols, se détachent de l'ensemble par la qualité de l'auteur qui, acteur ou témoin, bénéficia ou d'une information directe, ou de l'accès aux documents. D'ordinaire, cependant, elles ne traitent qu'une partie de la crise et n'envisagent qu'un seul aspect des choses. C'est que, et là réside leur principal défaut, elles constituent des plaidoyers pour les chefs successifs, militaires ou civils, dont s'affrontèrent les conceptions. Mais, de façon ou d'autre, et, françaises, espagnoles, voire anglaises, ces sources sont toutes en provenance soit du parti en guerre contre l'Etat rifain, soit de prétendus neutres qui nourrissaient à son égard une dédaigneuse hostilité. Sans doute, y eut-il bien aussi, quatre ou cinq journalistes à pouvoir pénétrer dans le Rif et à obtenir d'Abdelkrim quelques minutes d'entretien. Mais, de retour, ils ont mal résisté tant au besoin de romancer leur équipée et de gonfler le lot de leurs informations, qu'à la nécessité de reconstituer, en y mettant du leur, des propos recueillis par des truchements de fortune et donc, grossièrement compris. Quant aux écrits arabes, car il en existe quelques-uns, ce n'est pas du Rif, eux non plus qu'ils émanent, mais du Moyen-Orient où les nouvelles ne parvenaient, déjà faussées, que par les voies européennes. C'est dire que,

(4) Cette situation n'a pas été modifiée par la publication intervenue au Maroc, depuis que ces lignes furent écrites, de deux ouvrages, en arabe, que l'on trouvera mentionnés dans l'appendice bibliographique : le livre d'Ahmed El-Bou Ayyachi et celui de Mohammed Omar El-Qadi.

de réalité rifaine, il n'y a guère de trace ni dans l'une, ni dans l'autre des deux figurations aussi grossières quoique opposées, qu'on en donnait ici et là. Diable cornu, selon les uns, tapi dans l'ombre de Berlin, d'Ankara, de Moscou ou d'ailleurs, Abdelkrim, au contraire, était aux yeux des autres, l'Archange venu du ciel avec l'épée de feu. Voilà pourquoi, en cette question d'histoire, la condition de tout progrès, c'est de comprendre l'impérative nécessité de répudier, à quelques exceptions, toutes les sources imprimées.

Il va sans dire que la répudiation ici préconisée, ne veut pas dire refus de prendre connaissance. Elle n'exclut nullement la lecture méthodique de la presse et de tout livre ayant quelque rapport avec l'événement, quand ce serait seulement pour sonder l'opinion du moment et retrouver l'image qu'on lui donnait des choses. Mais, vu la proportion énorme des contre-vérités dans ce qui fut alors, et depuis, imprimé sur le sujet du Rif, le doute systématique est ici de rigueur, et jamais la critique n'aurait devoir de se montrer plus soupçonneuse. Il existe par exemple des « Mémoires d'Abdelkrim » qui ont paru en plusieurs langues. Ils constituent depuis un demi-siècle, la référence fondamentale, sans que jamais personne ait mis leur authenticité en doute. N'avaient-ils pas été notés directement sous la dictée par un journaliste de renom et dans des conditions, à des dates, en des lieux précisés sinon tout à fait contrôlables ? Ils étaient de surcroît, certifiés par des photographies, une dédicace, et même une attestation autographe établie dans les règles. Mais, le moment venu, nous soumettrons à examen ces prétendus « Mémoires » dont on découvrira qu'ils ne sont qu'un montage où le faux pur et simple voisine avec des éléments toujours douteux ou controuvés puisés à toutes les sources, excepté celle, peut-être, que le titre annonçait. On voit d'après ce cas choisi entre bien d'autres, que c'est ailleurs, décidément, où l'historien doit chercher sa matière.

Evidemment, c'est dans les sources documentaires qu'il pourra d'abord la trouver. Or, déjà au cours de la guerre ou aussitôt après, des pièces d'archives se trouvèrent divulguées en Espagne puis en France, par des chefs militaires ou des hommes politiques soit pour se justifier aux yeux de l'opinion, soit pour revendiquer des lauriers contestés. Et c'est par elles, nous l'avions dit, que, se distinguant de l'ensemble, les œuvres où elles étaient produites, méritent la considération de l'historien. Mais, trop rares, et choisies à des fins tendancieuses, elles nourrissaient souvent l'incertitude plus qu'elles n'apportaient de lumière.

Beaucoup plus tard furent rassemblés, en une copieuse publication, lettres, dépêches et rapports du Maréchal Lyautey dans ses fonctions de Résident et de Commandant en chef au Maroc. Source nouvelle assurément, et d'un intérêt primordial. Pourtant, il se trouva que l'on était

devant une entreprise familiale, destinée, elle aussi, à garder pour l'histoire une belle image du disparu. En conséquence, les documents avaient été soigneusement triés, puis tronqués au besoin, sans avis, parfois même corrigés. Point n'est besoin de souligner le désastreux effet de cette pieuse toilette. Malgré le grand usage qu'on peut encore en faire, ces textes seuls, et en l'état où on les a réduits, ne pouvaient, sur des points essentiels, que bloquer la recherche, et même la dévoyer.

Il aura donc fallu qu'avec l'expiration des délais de rigueur, l'accès direct soit ouvert par degrés, depuis peu, aux archives de Madrid, de Paris, de Rabat, de Genève et de Londres, pour que, sans se flatter d'avoir tout exploré même de ce qui subsiste, on puisse enfin connaître, non certes dans sa totalité, mais pour l'essentiel tout au moins, et avec quelque certitude, l'aspect européen de la question.

Quant à l'autre aspect, marocain et rifain, le plus défiguré et, de toutes façons, méconnu, les fonds européens ne sont pas, en ce qui le concerne aussi, dénués d'importance. Surtout du fait que plus d'un document émanant d'Abdelkrim ou des siens s'y retrouve aujourd'hui. A part cela, on y trouve bien aussi tous les renseignements que les services de l'occupant se procuraient sur la situation de l'adversaire. Mais encore que l'on essayât dans ce cas, de s'informer soi-même avec plus de sérieux que l'on informait à son tour l'opinion, et qu'en particulier, les Espagnols, en butte dès le début à des difficultés, aient eu par suite, une vue plus réaliste et donc plus vraie des choses, il y a lieu de n'en tirer parti qu'avec une prudence extrême, si l'on n'est pas conduit à les rejeter simplement.

En effet, les services qui reçurent pour mission de s'informer sur la vie politique et sociale dans le Rif, avaient déjà, avant de se mettre à la tâche, leur théorie de la société marocaine, une théorie parfaitement au point, élaborée au cours de décennies, et qui d'ailleurs, de l'avis unanime, avait subi avec brio l'épreuve de la pratique, puisque c'est d'elle que s'inspirait étroitement Lyautey dans la conquête qu'il poursuivait de main de maître depuis avant 1912. Aussi, que pouvaient faire de mieux ces services, que d'appliquer au Rif aussi, leurs schémas établis ? Et si les Espagnols, qui se voulaient pourtant disciples de Lyautey, y avaient éprouvé et y éprouvaient encore des déboires, c'est eux que l'on blâmait comme de mauvais élèves, et non la théorie que l'on mettait en cause. On ne le fit d'ailleurs pas davantage lorsque le maître, autrement dit Lyautey, se fit battre lui-même à son tour. On s'y cramponna au contraire de plus belle, jurant que seule la main de l'étranger perturbait les données du problème. Aujourd'hui, nous savons qu'une telle allégation était imaginaire. C'est dire que tous les imprévus que comporta la guerre du Rif, étaient en vérité, le résultat d'un élément interne que l'on n'avait pas pris

en compte. Cet élément, l'histoire, bien sûr, en a besoin pour y voir clair dans ce qui fit de l'événement une espèce de mystère aux yeux de ses participants et des contemporains. Mais on conçoit que ce n'est guère dans les archives européennes que quelque chance existe de le trouver.

Du côté marocain, il faut bien dire que la situation n'est pas précisément de celles qui permettraient de combler aisément la lacune. Au Rif, il n'existait ni livre, ni presse où la mémoire des faits, tels qu'on les y voyait, se serait conservée. La guerre et l'administration, comme la diplomatie, exigeaient sans doute des messages. Mais, rédigés de la main même des chefs aidés d'un nombre infime de secrétaires, ils étaient brefs, nécessairement, voire laconiques, et assortis, le plus souvent, d'un complément verbal à présenter par le courrier porteur. On n'avait pas non plus, le loisir ou l'idée d'en garder la minute. Quant à l'original, hormis le cas où, expédié à l'extérieur, il y a été conservé, il a souvent été détruit par son destinataire pour éviter que l'Espagnol vainqueur ne s'en empare, ou il s'est perdu avec lui. Il est donc plutôt rare que l'historien parvienne à découvrir un document écrit à l'instant même des faits ou à leur occasion. Et même alors, il est parfois déçu. Car, que de manifestes, d'adresses, de lettres circulaires, prétendument signés par Abdelkrim, le furent en fait par des faussaires plus ou moins bien intentionnés.

A défaut de pareils documents en nombre suffisant, a-t-on au moins, des témoignages autorisés, même s'ils ont été rédigés après coup ? Sur ce chapitre encore, les conditions n'ont guère été propices. Ceux qui pouvaient surtout nous renseigner, les dirigeants rifains, furent eux-mêmes rarement des lettrés. De plus, la guerre finie, ils se retrouvèrent tous ou détenus, ou maintenus sous surveillance étroite, ou intégrés dans l'appareil de l'occupant. Et si, malgré tous ces obstacles, ils avaient pu écrire, pour qui l'auraient-ils fait dans un pays où l'analphabétisme conjuguait ses effets à ceux de la censure ? Aussi, est-ce un peu un miracle, dans un climat aussi stérile, si quelques fruits, même peu nombreux, ont néanmoins mûri. Nous y distinguerons surtout deux témoignages, tant pour la personnalité de leur auteur, que pour la date où ils furent exprimés, un peu après l'événement dont ils gardent l'empreinte encore fraîche. L'un d'eux est d'Abdelkrim lui-même, dans les débuts de sa déportation. Précision importante, c'est le mémoire qu'un prisonnier aux perspectives absolument bouchées, adresse à ses gardiens pour demander qu'on l'élargisse. Comment l'auteur de ce plaidoyer « pro domo » n'aurait-il pas tenté d'atténuer ce qui, aux yeux des autorités françaises tout au moins, constituait une raison d'expiation ? Il ne nous livre donc assurément, et en l'affadissant encore, qu'une part bien mesurée de la vérité qu'il détient. Mais cette part, venant de lui, a déjà un grand prix.

Fort heureusement, le second témoignage procède d'une considération toute différente. C'est en effet, à l'intention de ses compatriotes, mais un peu comme on jette une bouteille à la mer, qu'un ministre d'Abdelkrim, Mohammed Azerkane, a relaté par le menu, des faits auxquels, de bout en bout, il fut intimement mêlé. Il est bien regrettable que, lui aussi, astreint à résidence sous surveillance française, il ait jugé prudent, même dans une œuvre à ce point clandestine que seul, le manuscrit en existe à ce jour, d'expédier vivement la partie où la France est en cause. Malgré cette réserve, nous pouvons dire qu'en le suivant, nous nous tenons au cœur de ce qui fut, victorieux puis perdu, l'étonnant combat des Rifains. Nous retrouvons alors, cet éclairage interne qui lui faisait défaut.

Hormis ces deux écrits, on sait maintenant qu'Abdelkrim, beaucoup plus tard, au Caire, et sa liberté recouvrée, reprit, dans des conditions moins scabreuses, la rédaction de ce qu'on doit vraiment et exclusivement considérer comme ses mémoires. Et il est bien certain qu'un document de cette espèce, encore indisponible, hélas, fournira d'importants compléments au récit d'Azerkane précédemment cité. Mais il n'y a pas lieu de craindre, au moins dans ses grands traits, qu'il vienne l'infirmer. Ce qui permet d'en décider, c'est la confrontation avec une autre source, la dernière dont dispose l'historien du côté marocain, celle des témoignages oraux.

Nous entrons là dans un domaine où l'on aurait, voilà quinze ou vingt ans, joui d'une grande latitude. Les survivants du drame étaient alors nombreux. Rien ne prouve cependant, et l'on en peut juger d'après certains exemples, qu'il eût été possible d'en tirer grand parti. Un témoignage sur des événements déjà lointains, multiples et complexes, demeure en général fort vague à moins d'une collaboration active de l'enquêteur. Aussi paradoxale que la chose puisse paraître, celui-ci doit déjà être informé avec pas mal de précision sur ce qu'il veut voir éclairer par le témoin. Lui seul peut orienter son interlocuteur vers les points importants et rétablir pour lui toute l'ossature chronologique perdue avec le temps. Mais n'ayant pu tirer lui-même, en général, ces précisions que des archives, il aura dû attendre que leurs cartons aient livré, récemment, leurs secrets. Or, à ce moment-là, un demi-siècle étant passé, les plus jeunes des témoins survivants étaient des septuagénaires. Et, des anciens, la plupart n'existait déjà plus. Considérablement réduit, le champ s'amenuisait encore. C'est dire combien de témoignages précieux se sont perdus. Mais ceux qui ne l'ont pas été, et qui ont pu être obtenus à différents niveaux, chefs militaires, organisateurs politiques, secrétaires ou soldats du rang, ceux-là au moins étaient précis et contrôlables. De plus, en entendant parler ces hommes très simples qui ont pourtant été les grands acteurs d'un drame considérable, on découvrait les vraies raisons de leur combat, un idéal, des sentiments de très réelle humanité. Pas un instant

on ne perçut en eux ces demi-bêtes que nous présentent, dans leur ensemble, les documents européens. Ce ne fut pas le moindre résultat de cette enquête.

Un résultat d'ailleurs, à l'occasion duquel c'est tout le point de vue d'une historiographie traditionnelle qui nous semble à revoir. Sauf de très rares exceptions, l'historien abordant jusqu'ici le domaine colonial, n'accordait pas du tout une attention égale, ni de même type aux deux parties que la conquête oppose. Dans tous les cas, c'était l'Européen, anglais, français ou autre, qui fixait avant tout son regard, qui jouissait de sa sollicitude, dont il épousait le problème face au peuple à soumettre. Par contre, loin de lui apparaître lui aussi, comme une communauté humaine tendant tous ses ressorts dans le but légitime de survivre, ce dernier se muait à ses yeux, par son refus de la domination européenne, en rocher obstruant les allées du Progrès, en lion de Némée devant trouver son maître, en mal à extirper. Et l'examen occasionnel dont il était alors l'objet, visait en conséquence, à découvrir dans le passé et le présent, non pas les circonstances de son évolution interne, mais plutôt les sutures par lesquelles on pourrait l'entamer.

Notons qu'à la limite extrême, une vue aussi étroite et partiale à la fois, pouvait se justifier aussi longtemps que, cédant tour à tour, les peuples coloniaux n'avaient, en fin de compte, qu'un rôle passif dans l'histoire générale. Mais comment s'y tenir sans une espèce d'aveuglement à partir de l'instant — et cet instant fut justement la guerre du Rif — où les Puissances ont commencé à affronter des partenaires au poids croissant qui finiraient par renverser le cours des choses ?

Quoi qu'il en soit, c'est un esprit tout différent qui nous animera ici. Bien sûr, puisque la guerre a été menée dans le Rif par l'Espagne et la France, on ne peut pas ne pas l'envisager comme une affaire espagnole et française. C'est dire que nous devrons tenter, à ses divers moments, de faire toute la lumière sur les desseins et sur l'action des deux Puissances. De même, quelques problèmes d'ordre international s'étant posés, avec l'Angleterre notamment, il nous faudra les démêler. Mais si nous bornions là notre ambition, nous manquerions au principal. Car, sans parler du fait que la guerre a eu lieu sur le territoire marocain et qu'elle a donc été subie avant tout par les gens du pays, il est un trait fondamental à ne pas oublier : ce sont des Marocains, et des Marocains seuls, qui, imprimant à cette guerre un caractère absolument nouveau dans les annales coloniales, en ont fait le prélude à la libération des peuples sous tutelle. Pour l'historien sans préjugé, ce ne peut être là une bavure de la conquête, un accident, un pur hasard. D'où la nécessité de raccorder l'événement à un passé récent ou plus lointain, celui d'un peuple fier, aux traditions invétérées d'indépendance, mais abreuvé d'humiliations, depuis

cent ans, par les Européens, et subissant mille avanies. Retrouver alors la logique de cette implantation paradoxale, celle d'une guerre libératrice du XX[e] siècle dans une tradition millénaire et figée, voilà un digne objet d'étude, et fait pour nous aider à comprendre notre temps.

Il ne nous paraît pas contradictoire de préciser dès maintenant, que cette logique — nous disons bien logique, et non nécessité — a eu besoin, pour se réaliser, d'un élément qu'on peut considérer comme contingent, à savoir un cerveau capable de la penser et de s'en faire l'agent d'exécution. Or, c'est précisément en Mohammed ben Abdelkrim qu'elle le trouva.

Il n'y a sans doute pas de nos jours, un autre exemple de personnage qui ait tant fait parler de lui, tout en demeurant à ce point inconnu. Certains, des Espagnols, l'avaient bien fréquenté dans le passé. Mais ils avaient à peu près tous péri dès la première bataille qui révéla son existence au monde. D'ailleurs, quelle relation entre l'humble employé dans leurs services dont ils auraient pu dessiner le portrait, et ce chef victorieux, fascinant et lointain que seuls, de rares Européens, portés eux-mêmes sur le sensationnel, avaient pu depuis, approcher ? Voilà pourtant qu'après avoir paru soudain, comme la comète, au firmament de l'actualité, et enfiévré comme elle, les imaginations, il avait disparu tout aussi brusquement sans qu'on ait rien su de lui-même, ni ses idées, ni sa nature, ni même les traits de son visage. Jusqu'à son nom qui a été et qui demeure l'objet d'une méprise. Car, c'est son père, et non pas lui qui, en réalité, s'appela Abdelkrim. On fit ainsi, sur lui, les fables les plus extravagantes. Et depuis, on en est resté là.

Dans de telles conditions, il s'avérait indispensable de faire aussi, dans les pages qui suivront, une très large place à Mohammed ben Abdelkrim lui-même, en tant qu'individu, à son éveil dans un milieu déterminé, à ses débuts, au lent cheminement de ses idées, aux grands principes qui l'orientèrent diversement face aux réalités de son pays et de son temps jusqu'au jour de son choix décisif, enfin, à ses vertus, et en particulier, à ce talent de haute classe que plus d'un homme d'Etat à l'étoile plus heureuse eût pu lui envier. C'est lui qui, en effet, dès le premier moment exerça constamment une telle emprise sur les événements, qu'on peut se demander comment, sans lui, ils se seraient seulement produits. Si nous ne nous appliquions pas à retrouver sa vraie figure sous les masques divers dont on l'a affublée, c'est donc un peu l'âme des choses qui nous ferait défaut.

Ainsi, de tout ce qui précède, on induira le contenu des pages qui suivront. Notre intention première était bien de tirer de l'oubli la guerre du Rif elle-même par le moyen d'un récit neuf et plus conforme à ce qui fut vraiment. Cette intention demeure. Mais bien que la matière dudit

récit soit prête, celui-ci ne pourra faire encore l'objet du présent livre, sauf à la fin où nous l'amorcerons. C'est que notre ambition, comme on l'aura senti, ne se limitait pas à raconter des faits, même en rétablissant à leur sujet, la vérité. Il fallait aussi les comprendre. D'où la nécessité de dissiper d'abord la nuée d'idées fausses qui les obscurcissait. Puisque la guerre du Rif eut lieu, et qu'elle fut soutenue brillamment contre deux grands Etats européens par d'humbles paysans, en pays marocain, on n'a le choix qu'entre deux attitudes : ou crier au miracle — ce que jamais n'acceptera un historien — ou répudier toutes les idées en cours sur la foncière inaptitude du Maroc de l'époque et sur celle des Rifains. Ayant opté pour la seconde des attitudes, nous nous devions de revenir sur le passé proche et lointain de ce Maroc et de ses fils rifains pour un lucide réexamen et une systématique remise en cause. Nous l'avons fait. Et maintenant, dans un Maroc et dans un Rif ainsi redécouverts, dans leur histoire et dans leur société, nous allons ci-après, chercher pour le lecteur, les origines réelles, logiques, intelligibles de l'important événement que fut la guerre du Rif et dont un autre livre, auquel nous travaillons, racontera prochainement le cours.

L'EMPIRE DES SULTANS

PERMANENCE DE L'ÉTAT

ET FORMATION D'UN PEUPLE

Pour situer la guerre du Rif et en retracer la genèse, le Président Paul Painlevé faisait, dans un discours de 1925, un récit coloré, échelonné sur trois époques. C'était d'abord, l'évocation d'un passé encore proche, quand le Maroc se débattait dans une bien trouble indépendance :

> « Il y a un siècle, disait-il, les voiliers ne pouvaient longer la côte marocaine sans risquer d'être capturés, et les équipages et les passagers d'être vendus comme esclaves sur les marchés maures. Il y a vingt ans, le Maroc était encore déchiré en fractions féodales. Le laboureur était pressuré, opprimé, pillé. Foyer de désordre et d'anarchie, en même temps que proie offerte, le Maroc recelait la guerre dans son sein et risquait de l'allumer entre les nations de l'Europe. ».

Ainsi allaient les choses quand, en 1912, survint la transfiguration. C'était le Protectorat de la France :

> « Un traité a été signé.
>
> Aujourd'hui, dans les mêmes régions, règnent l'ordre, l'hygiène, la sécurité. Les religions et les mœurs sont respectées, et chacun jouit en paix du fruit de son travail. ».

Tout aurait pu, par conséquent, continuer au mieux. Seulement, comme on sait, la France avait été contrainte de s'en remettre aux Espagnols d'une partie de son soin. Et c'est par là que la boîte de Pandore s'étant trouvée mal refermée, la guerre, ce mal que « le Maroc recelait dans son sein », trouva par où faire irruption :

« Qu'est-il donc arrivé », interrogeait le Président ?

Voici les termes de sa réponse :

« Dans la zone espagnole, des tribus montagnardes, effroi des tribus voisines et qui, depuis des siècles, sont en rébellion constante contre le Sultan, ont, au fond de leurs gorges désertiques, profitant d'un terrain convulsé, fait subir à des troupes qui les voulaient soumettre, des échecs meurtriers. Enhardies, grisées par les succès, elles ont envahi la zone française. » (1).

Voilà pourquoi, à l'heure où le Président s'exprimait, le maréchal Pétain lançait ses divisions sur le réduit rifain. C'était simple, on le voit. Trop simple même, et trop conforme aux exigences dont souvent s'accompagne l'exercice du pouvoir. Mais ajoutons, pour être justes, que même les historiens n'avaient alors rien dit de plus ni de bien différent. Et depuis, ils ne l'ont pas fait davantage.

S'agissant du Maroc d'autrefois, car c'est par là que tout commence, l'image qu'on en conserve est toujours celle qui se transmet d'Eugène Aubin, dans les débuts du siècle, à Augustin Bernard qui le plagiait vingt ans après, et à Henri Terrasse, tout près de nous, qui s'y réfère avec constance (2). Entre un Etat européen centralisé et unifié qui, en principe, assume les intérêts de la nation entière, et ce qui, au Maroc, faisait figure d'Etat, il n'existait, dit-on, que de lointaines analogies. Tout d'abord, le « Makhzen », c'est-à-dire le Sultan et la caste dirigeante dont il était le chef, était un appareil essentiellement parasitaire. Imposé au début par l'épée, et maintenu depuis par elle, sa fin unique était la sauvegarde des intérêts que valait à ses membres leur position privilégiée. Il exploitait en conséquence, et pressurait les populations laborieuses qu'il réprimait à l'occasion avec une rare férocité. Mais en contrepartie, il ne rendait aucun service : pas de travaux publics, pas de sécurité, rien pour l'enseignement ni la santé. Et, face à « l'ouverture » et aux « réformes » que l'Europe éclairée tentait ou proposait comme propres à aider le progrès du pays, il adoptait une attitude « conservatrice », « réactionnaire », voire « fanatique », n'y flairant que des pièges contre son arbitraire ou contre ses profits.

Mais, pour brutal qu'il fût, le régime marocain n'en était pas plus fort. Maître des villes et des plaines, il n'avait jamais pu étendre sa conquête jusqu'aux montagnes et aux régions périphériques dont sont formés pourtant les deux tiers du pays. Il s'y heurtait à des tribus jalouses de leur indépendance, difficiles à atteindre et redoutables par leurs vertus guerrières. Elles voulaient bien que le Sultan, descendant du Prophète, fût

(1) Discours prononcé à Nîmes le 3 octobre 1925.

(2) Eugène Aubin : *Le Maroc d'aujourd'hui,* Paris, 1904. Augustin Bernard : *Le Maroc,* F. Alcan, Paris, 1921. Henri Terrasse : *Histoire du Maroc,* Ed. Atlantides, Casablanca, 1950.

un chef religieux, mais ne supportaient pas qu'il réclamât l'impôt ou le service, et prétendît les gouverner. Elles s'en chargeaient fort bien elles-mêmes, constituées en de petits Etats, suivant chacun ses us et ses propres coutumes. C'est dire que le Maroc était formé en fait, de deux constituants hétérogènes dont l'un seulement, et on le baptisait « Bled el Makhzen », était soumis et intégré, tandis que l'autre, « Bled es-Siba », flottait comme une poussière autour de ce noyau selon les lois d'une indécise gravitation. Et de ce côté-là existait un danger de rupture. N'obéissant à aucun maître, les tribus turbulentes de la zone insoumise étaient d'abord toujours en guerre les unes avec les autres. Elles menaçaient aussi, vers l'intérieur, tout le pays soumis où s'installaient déjà des négociants européens. Elles y semaient la peur et l'insécurité. Vers le dehors enfin, et pour l'Europe si proche et maintenant voisine, voici qu'elles devenaient, par leurs pillards en Algérie, ou leurs pirates en Méditerranée, un danger permanent mais néanmoins insaisissable.

Que tous ces vices et ces périls aient enfin été balayés, abolis à jamais par le Protectorat, c'était aussi et c'est encore une opinion solidement ancrée. Bénéficiant enfin de la médecine appropriée, « l'homme malade d'Occident », comme on désignait le Maroc, avait en un jour fait peau neuve et, franchissant d'un bond dix siècles de barbarie, le voilà qui s'ouvrait, dans l'ordre et la prospérité, à tous les avantages d'une civilisation moderne. Sans doute, y voyait-on encore, ici ou là, quelques populations assez farouches pour rejeter la main qu'on leur tendait. Mais il n'est pas facile de renoncer d'emblée à une anarchie séculaire. Surtout, et tel avait été le cas de l'Espagne, si des maladresses sont commises au moment de l'approche. La guerre du Rif elle-même, avait-elle au fond d'autres causes ? Non pas, selon l'avis des esprits avertis. Ce n'est même pas Abdelkader que, par exemple, évoque à son sujet Robert Montagne, mais bien l'antique Ibn Toumert qui, voilà huit cents ans, défiait des sommets de l'Atlas, le pouvoir du Sultan cantonné dans la plaine. En somme, Ben Abdelkrim n'avait été que la dernière incarnation d'un vieux mal récurrent niché depuis toujours dans les profondeurs du pays, la manifestation la plus récente de l'antagonisme séculaire : Bled el Makhzen contre Bled es-Siba (3).

Ainsi, en la personne du Président Paul Painlevé, la politique n'avait fait vraiment que reprendre, trait pour trait, le point de vue des historiens. Mais une harmonie si parfaite a de quoi éveiller certains doutes. On ne peut oublier que l'histoire du Maroc, telle qu'elle nous est contée, a été l'œuvre d'Européens et précisément à l'époque où l'Europe, convoitant d'abord ce pays, en effectua ensuite la conquête, une époque où la

(3) Robert MONTAGNE : *Les Berbères et le Makhzen dans le sud du Maroc,* F. Alcan, Paris, 1930, pp. 402-404.

science, selon le mot d'un précurseur, se devait d'être une arme aux mains des conquérants, et « la première à mettre à l'œuvre car c'est elle qui déblaie le terrain où il faut avancer » (4), une époque, à parler franchement, où la frontière n'était pas sûre entre géographie et espionnage, non plus qu'entre la propagande et certain type d'histoire. Or, ce Maroc en deux tronçons inajustés avec, pour corollaires, l'anarchie des tribus et l'oppression du paysan, est une idée dont il faut dire qu'en chaque circonstance, elle a fort bien servi la politique de l'heure. Ainsi, comment, dans les débuts, eût-on pu dire crûment que les nations d'Europe devaient se faire la guerre pour le motif sans gloire de cette « proie offerte » à laquelle Painlevé, par mégarde, se réfère ? Mais que l'on proposât par contre, de mettre à la raison des tribus insolentes, en libérant, chemin faisant, le pauvre laboureur, quoi de moins indécent, et même, de plus flatteur (5) ? Plus tard, encore, après 1912, il était malaisé de comprendre qu'un Protecteur aux mains pleines de bienfaits dût guerroyer plus de vingt ans pour se faire reconnaître. Il suffisait alors de rappeler l'opposition classique Bled el Makhzen, Bled es-Siba, et le combat patriotique des Marocains contre l'envahisseur était soudain escamoté, faisant place à des luttes purement intestines que l'étranger était simplement là pour apaiser (6).

Précisons que l'idée servait à justifier la politique pour l'opinion. Elle ne l'inspirait pas. Quand en 1903, les espoirs de la France se précisèrent sur le Maroc, il fallut faire un choix. Par quel bout attraper la question ? Mettrait-on dans son jeu le Sultan que l'on disait si faible et sans aucun crédit ? Jouerait-on au contraire, contre lui, la carte de ses tribus rebelles ? Or, contre toute attente, c'est pour le premier terme que le gouvernement opta. Sur divers bancs de l'Assemblée, la surprise fut intense. N'allait-on pas à contresens de la situation ? Pour Deschanel, c'était absurde « de rétablir l'autorité du Sultan là où elle n'existe pas et de

(4) R. Thomassy : *Le Maroc. Relations de la France avec cet Empire,* 3e édition, Paris, 1859, p. 93.

(5) Parmi cent autres, voici la justification de Michaux-Bellaire : « C'est cette impuissance du Makhzen à établir son autorité effective dans toutes les régions de l'Empire qui a autorisé notre intervention et l'établissement du régime de Protectorat. » (*Le Rif,* conférence prononcée au Cours des Affaires indigènes, Rabat, 1925, p. 3).

(6) Bien qu'une véritable guerre ait été menée pendant vingt-deux ans pour achever la conquête du Maroc, les termes qui pouvaient traduire cette situation, tels que « front » ou « opérations » ont été systématiquement évités en dehors des documents militaires eux-mêmes. Dans ses rapports au Ministère de la Guerre, Lyautey parlait bien des divers « fronts d'opération ». Pour le grand public, il n'a jamais été question que de « pacification ». C'est encore ce terme dont la conquête demeure baptisée, sans les moindres guillemets, même par les historiens d'aujourd'hui.

soumettre par la force des tribus sauvages et indépendantes à une souveraineté qu'elles n'ont jamais reconnue » (7).

Plus alarmé encore, Jaurès criait casse-cou :

« Je suis convaincu, disait-il, que le gouvernement veut la paix... Mais je doute qu'il l'obtienne avec la politique qu'on nous conseille. Nous n'aurons pas une guerre contre le Sultan, mais je crains que nous finissions par être obligés de la faire en faveur du Sultan et contre la majeure partie du Maroc. » (8).

Faut-il alors penser que le gouvernement était inconséquent ou mal informé, pour de bon ? Ce serait bien naïf. Les augures du Parti Colonial, car c'étaient eux qui lui traçaient alors sa politique, connaissaient trop cette image du Maroc qui se profile derrière les réactions de Deschanel et de Jaurès puisque eux-mêmes en étaient les auteurs. Mais, tout en s'appliquant avec succès, comme on le voit, à la répandre en lui donnant couleur de vérité, ils professaient entre eux une autre religion. S'ils opinaient, tout bien pesé, que pour entrer dans le pays aux moindres risques, il valait mieux miser sur l'autorité du Sultan, c'est qu'à leurs yeux au moins, ladite autorité n'était ni si mythique, ni même si contestée qu'ils parvenaient à le faire croire (9). Et l'avenir leur donnera raison. Ce n'est pas contre le Sultan, ni même sans lui que s'effectuera la conquête. Malaisément sans doute, et non sans de sérieux à-coups, elle ne fut menée qu'avec lui. On peut même certifier que dans toute autre condition, elle eût été infiniment plus dure, en admettant qu'elle eût été seulement possible.

Car il y eut une contre-épreuve. En effet, la conquête se trouvant engagée sous l'égide du Sultan, à peine eut-on posé le pied en pays réputé rebelle à son autorité, qu'on s'appliqua à y créer vraiment l'état

(7) Séance de la Chambre du 19 novembre 1903, « J.O. », p. 2794.

(8) Séance du 23 novembre 1903, « J.O. », p. 2838.

(9) Au cours de la séance du 23 novembre, intervint le ministre des Affaires étrangères, Delcassé. Répondant aux impatients qui voulaient intervenir directement auprès des tribus soit pour les contraindre, soit pour les séduire, il déclara que le Gouvernement préférait « une politique à échéance moins prochaine peut-être, du moins apparemment, mais aussi plus sûre, mieux préparée, moins onéreuse... Seulement, on ne fait pas de politique avec le néant. Il saute aux yeux que cette politique pacifique ne peut se faire qu'avec le Gouvernement marocain ». Il est significatif de constater que si le porte-parole du Gouvernement se bornait à définir ainsi la politique officielle, c'est à Eugène Etienne, chef de file du Parti colonial, qu'il revint d'argumenter après lui, pour la justifier et pour la faire admettre. (Compte rendu des débats reproduit dans « Renseignements Coloniaux », supplément au « Bulletin du Comité de l'Afrique Française », année 1903, décembre, pp. 312 *sqq.*)

d'indépendance qu'on disait exister. Dès 1914 fut amorcée la « politique berbère » consistant à soustraire en effet, toutes les tribus de la montagne et des régions lointaines à la juridiction du souverain (10). Nouvel et implicite hommage à la réalité de son prestige dans l'ensemble du pays. Car c'est par précaution, pour lui faire pièce et pour créer « un contre-poids » à son autorité, que l'on cherchait ainsi à « briser le miroir » (11), c'est-à-dire l'unité du pays. Et cette fois encore, tandis que ce langage sans fard ne fleurissait qu'en la pénombre des commissions, de doctes historiens se mirent, pour le public, à rafraîchir le dogme de l'éternelle « Siba ». Hélas, dira alors Robert Montagne, on s'est trop laissé prendre à la « fiction » d'une unité qui, au Maroc, n'a jamais existé. D'où l'erreur d'avoir soutenu « les prétentions du Makhzen à la constitution d'un Etat sans frontières intérieures » (12). Et d'émettre le vœu, pour revenir au droit chemin, que

> « les tribus de la montagne pourront, grâce à notre appui, s'affranchir dans une certaine mesure, des liens trop étroits dans lesquels les enserre aujourd'hui la tradition chérifienne » (13).

(10) Le dahir du 11 septembre 1914 comportait à son article 1er : « Les tribus dites de coutumes berbères sont et demeurent régies et administrées selon leurs lois et coutumes propres sous le contrôle des autorités. ». On notera l'imprécision évidemment calculée du dernier membre de phrase qui, en évitant de désigner nommément le Sultan ou son Gouvernement, le Makhzen, devait permettre, et permit en effet, la substitution des « autorités » (françaises) aux « autorités » (marocaines) dans l'exercice du contrôle prévu.

(11) Lyautey avait constitué une Commission d'étude de la réglementation de la justice berbère. Dans le procès-verbal de sa séance du 8 octobre 1924, on relève : « Il n'y a aucun inconvénient... à rompre l'unité judiciaire de la zone française, dès lors qu'il s'agit de renforcer l'élément berbère en vue du rôle de contrepoids qu'il peut être appelé à jouer. Il y a même au contraire, un avantage certain, au point de vue politique, à briser le miroir. ». Ces paroles, qui ne font qu'exprimer le point de vue maintes fois énoncé par Lyautey et ses conseillers dans d'autres documents, ont été révélées par la revue « Maghreb » et reproduites à diverses reprises par la presse nationale marocaine. (Voir notamment l' « Action Populaire » du 20 mai 1937.) La même préoccupation se percevra chez Georges Surdon quand il dira : « S'arabiser est, pour le Berbère, une manière de se défendre contre nous. ». Comment reconnaître plus clairement, chez le Berbère réputé irréductible, l'existence d'un sentiment (nous dirons plus loin « un sentiment national ») qui le rapproche des autres Marocains face à l'occupant étranger ? Surdon affirmait d'ailleurs l'urgence qu'il y avait à contrecarrer ce sentiment par la politique de division dite « politique berbère » : « Si nous n'y prenons garde, nous aurons... creusé un abîme infranchissable entre Berbères et nous. » (*Esquisses de droit coutumier berbère marocain,* conférences données au Cours préparatoire au Service des Affaires indigènes pendant l'année scolaire 1927-1928. Rabat, Félix Moncho édit., 1928).

(12) Robert Montagne : *Op. cit.*, p. 414.

(13) *Ibid.* : p. 419.

Plus question comme on voit, de « briser le miroir », mais bien plutôt, de revenir à la dualité inscrite dans la nature et dans l'histoire, Bled el Makhzen, Bled es-Siba, une dualité où jadis et naguère, on avait vu, remarquons-le, la source de tous les maux, et qui, miracle de la science, se prenait à couler désormais en source de vérité.

La suite est bien connue. Avec la caution du Sultan, la nation protectrice occupait le royaume sans encombre. En voulant le scinder en deux blocs, elle provoqua tout au contraire, autour du souverain redevenu symbole de l'unité, un sursaut national qui la força d'abord à reculer avant de la convaincre un jour de s'en aller. Cette dualité à laquelle le pays, disait-on, de lui-même aspirait, et à laquelle on escomptait qu'au moins il se résignerait, fut ressentie en fait, et conjurée par lui comme une menace littéralement mortelle (14).

*
* *

Si le problème était de pure logique, la théorie des deux Maroc qui se repoussent n'aurait pas survécu au démenti renouvelé des faits. Mais des fins politiques venant interférer, plus la réalité se déclarait, et plus au contraire s'affirmait le besoin de cette même théorie pour en brouiller les traits. Voilà pourquoi, vu les cautions illustres dont elle bénéficie, il n'y a pas, jusqu'à ce jour, sauf exception montrée du doigt, de livre ou simplement d'écrit sur le Maroc, qui oserait manquer d'y proclamer son adhésion. Aussi, puisque à l'inverse, notre intention à nous était de nous passer de ses services dans les analyses qui suivront, on voit que nous devions, comme nous l'avons fait, avertir le lecteur, que ce n'est certes, ni par mégarde, ni par méconnaissance que nous empruntons d'autres voies.

Qu'on nous comprenne bien. Même quand un siècle est grand, on le découvre misérable à n'en regarder que l'envers. Or, d'un Maroc déjà si différent de tout ce qu'a connu l'Europe, si attardé dans son évolution, et même si décadent, c'est l'envers et lui seul qu'on s'est appliqué à fouiller. Dès lors, notre intention n'est pas de substituer une image idyllique à un tableau résolument poussé au noir, mais c'est tout simplement,

(14) Sur la « politique berbère », l'étude la plus récente et la plus au point est celle de C.R. Ageron : *La politique berbère du protectorat marocain, 1913-1934, in* « Revue d'Histoire moderne et contemporaine », t. XVIII, janvier-mars 1971. Sur le développement de la réaction nationale, voir Allal el Fasi : *Al Ḥarakāt al Istiqlaliya fi-l-Maġrib al*ᶜ*Arabī* (Les mouvements pour l'indépendance dans le Maghreb arabe), Le Caire, sans date mais probablement 1948. Pour les développements ultérieurs à 1947, voir notamment Ch. A. Julien : *L'Afrique du Nord en marche* dont la seconde édition (1972, Paris) ajoute au récit de « la crise marocaine » une très précieuse bibliographie critique.

dans une brève esquisse, et juste autant qu'il le faudra pour éclairer l'objet de notre étude, de remettre quelque peu les choses à l'endroit. Que la société marocaine ait subi la violence et les contradictions internes, c'est une donnée que nous ne chercherons ni à cacher ni à atténuer. Mais pourquoi oublier, dans le cas du Maroc seulement, que jamais un Etat ne s'est constitué ni maintenu sans étouffer les résistances rencontrées en son sein ? Pourquoi considérer la Grande-Bretagne comme un Royaume-Uni malgré les problèmes irlandais, écossais et gallois, ne retenir de l'Italie et de l'Allemagne que leur unité toute récente, malgré des siècles de division, passer ici et là, sur les conflits de classes, les guerres civiles, les guerres de religion, pour ne voir la révolte qu'en ce Maroc où un Etat pourtant, constitué dès l'aube du IX^e^ siècle, s'est maintenu ou rétabli, identique à lui-même, quand il changeait de mains, jusqu'à l'époque que nous vivons ? Une telle continuité serait-elle concevable sans un agent de cohésion en définitive plus puissant que les éléments de rupture ? C'est la question très simple qu'il suffit de poser pour que tout apparaisse sous une optique nouvelle.

Il faudrait, tout d'abord, se défaire d'une idée trop souvent invoquée malgré son incongruité dans le cas du Maroc : l'idée de féodalité. Il est vrai que le terme est surtout employé avec une intention péjorative. Disons qu'alors, il manque deux fois son but, car il est excessif et insuffisant à la fois. D'un côté, il ne fait aucun cas de toute la civilisation urbaine dont le Maroc fut le foyer longtemps avant l'Europe, tandis qu'il surestime de l'autre, et de beaucoup, le niveau général du pays. De grandes cités déjà prospères comme l'Europe féodale n'en a jamais connues, alors que les campagnes, jusqu'au début du XX^e^ siècle, stagnaient encore à un niveau voisin de la Germanie des anciens, voilà la vraie, la grande contradiction de la société marocaine. Là se trouve la raison de l'infériorité fondamentale qu'elle présenta dans la lutte imposée par l'Europe. Mais c'est aussi, inversement, le secret de la résistance opiniâtre et longtemps victorieuse qu'elle sut y déployer.

Bien que d'autres moyens plus avancés aient été employés çà et là, c'était encore, dans un Maroc récent, comme il y a vingt siècles, l'araire en bois, la houe, la meule à bras, le pressoir, la quenouille, la poterie grossière qui assuraient, pour l'essentiel, la production. La formation sociale prédominante était donc, comme toujours en ce cas, la tribu, groupement primitif qu'unit le sentiment d'une ascendance commune, et distinct par là-même, des groupements voisins. Ne consommant en gros, que les produits de leurs cultures, de leurs troupeaux, de leurs forêts, capables d'administrer chacune ses affaires intérieures, toutes les tribus pouvaient avoir des intérêts de nature similaire, sans avoir pour autant, à l'origine du moins, de liens entre elles, ni d'intérêts communs. D'elles-mêmes, par conséquent, elles n'étaient pas portées à se confédérer

pour former un Etat. C'est la conquête musulmane qui, du dehors, en intégrant tout le pays dans un réseau intercontinental de routes commerciales, a déclenché l'évolution. Par le trafic longeant ou traversant leur territoire, toutes les tribus qui jalonnaient les grands itinéraires furent tirées de leur léthargie millénaire. Pour le trafic, pour sa sécurité et ses besoins, une administration qui dépassait le cadre de la tribu et n'émanait bien sûr pas d'elle, dut être instituée. Ce fut d'abord celle du Calife, comme dans l'ensemble de l'Empire musulman. Mais bientôt, le Maroc, simple province, allait devoir à son éloignement, à sa conformation géographique tranchée et à sa position privilégiée au confluent des voies terrestres et maritimes entre l'Afrique et l'Europe d'Occident, de prendre une figure distincte et de s'émanciper. Dès l'an 800, un royaume marocain est créé. Et le grand nombre des ateliers où l'on frappait monnaie d'argent d'un bout à l'autre du pays, celui des mines qui leur fournissait le métal, attestent assez que le nouvel Etat, plus qu'une simple étape ou un lieu de transit, est déjà un foyer de transactions actives (15).

Pourtant, Idris, son fondateur, est encore un Arabe fraîchement arrivé de l'Orient, un dissident sans doute, mais un fruit de l'Empire. Or, il existe maintenant dans la région elle-même, des groupements tribaux assez riches ou assez bien placés pour revendiquer le pouvoir. Et en effet, pendant quelque cinq siècles, trois grandes tribus deviendront tour à tour, maîtresses de l'Etat.

Dans un pareil Etat, né du commerce et reposant sur lui, il est certain que les profits et privilèges allaient surtout à la tribu régnante, aux auxiliaires de son pouvoir, soldats, fonctionnaires et lettrés, à ses associés en affaires, marchands et artisans, en gros, toute la population des villes que le commerce encore avait fait naître. Par contre, loin de ces villes, à l'écart du trafic, quel accueil les tribus pouvaient-elles réserver à un système hors de leur conception et qui, dans son principe, n'était pas fait pour elles ? Elles n'y perçurent souvent qu'une sujétion sans une contrepartie bien claire. Et leur réserve ou leur refus allaient être dans l'histoire du Maroc, l'origine de conflits répétés et quelquefois cruels. Mais ce que doit en retenir l'histoire, c'est que toujours ils s'achevèrent par la soumission des tribus. Tout comme les pendaisons sans nombre de paysans français au temps du Roi Soleil, les têtes coupées à profusion par Ismaïl le Grand maintinrent ou raffermirent l'unité du pays.

(15) Voir Daniel EUSTACHE : *Les ateliers monétaires du Maroc, in* « Hespéris-Tamuda », vol. XI, 1970 (fasc. unique), pp. 95-102. Sur 51 ateliers monétaires dont l'auteur a pu établir l'existence au Maroc au cours de l'histoire, 21 étaient déjà utilisés par les Idrissides, premiers rois du pays et avaient presque tous été fondés par eux. Voir aussi Bernard ROSENBERGER : *Tamdult, cité minière et caravanière présaharienne,* IXe-XIVe *s., in* « Hespéris-Tamuda », vol. XI, 1970 (fasc. unique), pp. 103-139.

Pourtant que l'on se garde de trouver là l'unique explication, comme c'est souvent le cas quand on reconnaît l'existence de l'Etat marocain. Sans doute, les chroniqueurs ont-ils, selon l'usage, noté surtout les expéditions punitives. Mais l'historien doit-il s'y laisser prendre ? Que l'on fasse le décompte de ces expéditions en regard de la multitude des tribus. On verra bien que la plupart de ces dernières n'ont pu avoir affaire, ne serait-ce qu'une fois, aux soldats du Sultan. On sait d'ailleurs que la violence n'a pas d'effet durable si elle ne vient pour couronner l'action patiente et souterraine d'autres agents moins remarqués. Or, les facteurs d'intégration ne faisaient pas défaut. Pour être différents de ceux qui façonnèrent la société européenne, ils n'en sont pas, bien au contraire, moins dignes de considération.

Notons d'abord le facteur religieux, et sa combinaison avec des conditions sociales aussi particulières. Entre le IX^e^ siècle et le XII^e^, trois dynasties sont venues au pouvoir en affichant comme but de leur action, de propager l'islam ou de le restaurer. Leurs adeptes, peu nombreux au départ, mais soudés par la foi en une phalange irrésistible, exerçaient par là-même, sur des populations portées vers le surnaturel, un effet fascinant. Comme en témoigne la promptitude de leur triomphe, ils opéraient bien plus des conversions qu'ils ne livraient de vrais combats. Or, à peine convertie, toute tribu avait sa place dans la communauté nouvelle. Loin d'avoir un statut de vaincus, elle était invitée à s'associer à la victoire. Sans doute alors, n'est-elle dans la pratique, qu'une associée subordonnée à la tribu régnante. Il n'en reste pas moins, et c'est une différence fondamentale avec l'Europe, qu'elle est toujours, après comme avant la conquête, maîtresse de ses terres, et qu'en fait comme en droit, ses membres demeurent des hommes libres. Sauf exceptions locales ou temporaires, on ne connaît ici ni seigneuries, ni biens d'Eglise, ni terres de la Couronne. Donc, point d'esclaves, ni de colons, ni de serfs attachés à la glèbe. L'Etat bornait son exigence à une contribution. Si lourde qu'on la suppose, c'était bien peu de chose auprès des charges du paysan européen. Et elle se justifiait de plus, par le succès ou la nécessité d'une entreprise commune.

Pendant plus de trois siècles, cette entreprise a consisté en une guerre menée, longtemps avec succès, sur la terre espagnole, et donc hors du pays. Campagnes fructueuses, mais non pas réservées, pour autant, comme en Europe, à une caste de chevaliers. De chaque tribu, c'étaient de libres paysans qui partaient pour l'armée. Et, s'ils regagnaient leurs foyers, ils ramenaient leur part réglementaire perçue sur le butin. Ajoutons qu'en leur âme et conscience, ces conquérants se dévouaient pour la défense de leur foi que l'avance des chrétiens menaçait, et l'on verra comment, sans nul recours à la contrainte, le profit matériel se conjuguait à l'idéal pour agréger à la tribu régnante ce qui, un jour, n'avait été

qu'une constellation de groupes indépendants. La nouvelle unité ainsi réalisée trouva dès lors son expression dans un islam triomphant d'où toutes les hérésies naguère encore vivaces, se trouvaient à jamais extirpées. C'est à ce moment-là que le Sultan devint le « Prince des musulmans » ou le « Prince des croyants ». Comment, derrière l'autorité et l'unité spirituelles que le titre déclare, et dont chacun convient qu'elles du moins, ont existé jusqu'à ce jour, refuser de toucher la réalité politique qu'elles ne font que traduire ?

Autorité et unité tendaient ensuite à s'étayer l'une l'autre, sans que, bien sûr, le recours à la force fût exclu, mais sans qu'il fût non plus obligatoire. Et notons sur ce point, le rôle joué par l'arbitrage. Pour maintenir la paix entre elles, les tribus du Maroc, tout comme en Gaule, lorsque César y vint, possédaient un système d'assistance mutuelle qui assurait tant bien que mal, un équilibre de toutes les forces. Le système n'était pas sans vertus puisqu'il se maintenait encore à notre époque, partout où la tribu, en tant que corps social et cadre politique, était encore vivante. Mais il avait ses défaillances et ses limites, comme souvent dans le cas d'assistance mutuelle. D'où le besoin ou l'occasion, quand un conflit se déchaînait ou menaçait, d'une intervention supérieure capable de contenir les deux parties. Du jour où les tribus furent rassemblées dans la communauté, c'est le Sultan à qui l'on demanda ou bien qui prit sur lui d'assumer ces fonctions (16). Fonctions irremplaçables dont l'exercice avait un double résultat. Le maintien de la paix justifiait, pour les tribus bénéficiaires, la nécessité de l'Etat. Quant au Sultan, les circonstances de l'arbitrage lui permettaient d'asseoir localement son influence en maintenant sur place tel délégué de son autorité. La paix à l'intérieur et un pouvoir mieux assuré lui permettaient alors d'avoir dans ses tribus, acquises déjà par le butin et la communauté de foi, un instrument plus maniable pour les guerres de conquête.

Car comment un Etat commerçant aurait-il résisté au besoin de s'étendre toujours plus le long des voies dont il contrôlait déjà des parties ? Et en effet, c'est bien ainsi que le Maroc, depuis le XI^e^ siècle, n'est que le tronc d'un vaste corps poussant des tentacules au sud, au nord, à l'est, vers le Soudan, l'Europe et l'Orient musulman. Ce fut la grande époque de son histoire. De tous ces horizons, vaisseaux et caravanes apporteront, pendant plus de trois siècles, de l'or, du sel, de l'ambre, des fourrures, des esclaves, de la soie, des épices, des pierreries, des toiles,

(16) Nous avons pu personnellement étudier plusieurs procès-verbaux d'arbitrage rendus au siècle dernier, soit à la Cour même du Sultan, soit localement et en son nom par tels de ses représentants. Voir Germain AYACHE : *Etudes d'Histoire Marocaine,* SMER, Rabat 1979, notamment l'étude : *La fonction d'arbitrage du Makhzen,* pp. 159-176.

des armes, de la quincaillerie, et reprendront ces marchandises pour une nouvelle distribution, en y joignant du cuivre et de l'argent, du blé, de l'huile, des cuirs, du corail, produits bruts ou ouvrés des mines, des champs et des ateliers du pays. Et, tandis qu'en Europe, Italie mise à part, les villes, neuves ou anciennes, faisaient pauvre figure et méritaient à peine ce nom, le Maroc vit grandir sur son sol des cités prestigieuses dont aujourd'hui encore, comme à Fès notamment, il est parfois possible de découvrir l'immensité et la splendeur. Malgré le bas niveau des moyens existants, mais grâce à leur emploi massif, on avait su exécuter de grands travaux, édifier de fort beaux monuments, remparts, réseaux d'adduction d'eau, palais, minarets imposants. Outre les marchandises, les techniques, les idées arrivaient de partout et fructifiaient sur place. Un peuple d'artisans livrait à la consommation locale et à l'exportation des produits réputés. Dès cette époque, les arts décoratifs avaient acquis une perfection classique. Il existait une pensée vivante et créatrice. C'est à la Cour de Marrakech, au XII[e] siècle, qu'a médité Averroès. Héritier d'Aristote, mais surtout novateur audacieux, il devait enfiévrer jusqu'à la Renaissance, le moyen âge européen ([17]).

Quel étonnant contraste entre une vie urbaine aussi active et aussi avancée pour l'époque, et l'état archaïque où les campagnes restaient plongées. Mais la ville, au Maroc, n'était pas le produit d'un changement interne. C'était le grand commerce qui, par son irruption, l'y avait installée. Dès lors, ville et campagne représentaient non pas les deux niveaux d'une civilisation commune, mais bien plutôt, comme aujourd'hui, la tente du bédouin et le derrick érigé auprès d'elle, deux types de civilisation étrangers l'un à l'autre et sans commune mesure, dont l'un se juxtapose à l'autre en s'y superposant. Et l'on comprend comment cela, en fin de compte, devait faire la faiblesse du Maroc face à la poussée de l'Europe. L'état marchand n'a pas trouvé dans ses campagnes arriérées ce que l'Europe, évoluant, put bientôt trouver dans les siennes.

*
* *

En vérité, dans cette course où le substrat rural déciderait un jour de la victoire, les Marocains étaient partis handicapés, mais ils avaient fait du chemin. Apparemment, rien ne bougeait au cours des siècles dans le monde des tribus. En fait, bien que fort lent et donc peu perceptible, le

(17) L'*Averroès* de RENAN, bien que le plus ancien (1852), et, à beaucoup d'égards, très insuffisant, est encore celui qui souligne le mieux l'aspect rationaliste de sa pensée. Il y a un fait certain que même Renan n'a pas relevé, c'est que Saint Thomas a pu digérer Aristote, mais jamais il n'a pu le faire avec Averroès. Quelle meilleure preuve du fait qu'Averroès était un penseur différent, original, et non un simple « commentateur » comme on s'entête à le désigner ?

changement se produisait. Le grand trafic qui traversait tout le pays ne pouvait manquer de drainer vers son cours des bras et des produits. Le fait qu'au XI[e] siècle une tribu se soit emparée de l'Etat, indique assez que dès ce moment-là, il y avait à la campagne, des points où le goût du commerce était prédominant. D'ailleurs, selon le témoin de l'époque, El Bekri, l'économie marchande s'insinuait fort loin, jusque dans les montagnes, y animant une petite activité industrielle ([18]). Les villes surtout furent les grands foyers d'attraction. Pour les nourrir, les fournir en charbon et procurer à leur artisanat le cuir, la laine, le bois, le cuivre, les matériaux de construction, il fallait que, très loin à la ronde, des paysans dégagent des surplus de leurs champs ou se transforment en bûcherons, en charbonniers et en mineurs, recevant en échange de la ville, de l'outillage, des instruments et des produits divers. D'autre part, artisans et marchands dont était faite, autour des premiers groupes d'Arabes et d'Andalous, la masse de la population urbaine, n'étaient-ils pas eux-mêmes originaires des tribus ?

On voit que si l'on parle, comme nous faisions plus haut, de types juxtaposés de civilisation, c'est sous réserve de voir aussi qu'ils ne restaient pas étrangers l'un à l'autre. Des liens croissants, matériels et humains, venaient estomper entre eux les frontières. Sans doute, au même moment, d'autres facteurs agissaient-ils encore en sens inverse. Car la balance ne pouvait être égale au cours des transactions, entre la ville organisée, instruite et experte en affaires, et les tribus dispersées et rustiques, mais assez éveillées pour constater combien c'était à leurs dépens que se partageait le profit. D'où cette hostilité invétérée du campagnard face à laquelle la ville érigeait ses murailles. Et en effet, les tribus maintes fois s'ameutaient, harcelant alors les faubourgs ou dressant même un siège en règle. Mais le Sultan dépêchait un arbitre ou des troupes et, de façon ou d'autre, il fallait bien que l'on se mît d'accord. Car le besoin qu'avaient les uns des autres, citadins et ruraux, était déjà bien plus impératif que leur antagonisme.

Ainsi, par la conquête, et sous la bannière de l'islam, les sultans avaient pu, dans une première étape, rassembler autour d'eux des tribus que rien n'eût, autrement, poussées à se confédérer. Et grâce à l'appareil d'Etat, ils s'appliquaient à maintenir cette unité qui n'existait encore qu'au niveau politique. Mais leurs efforts étaient à la merci d'événements contraires. Que la conquête cessât, qu'elle devînt moins payante, et les tribus risquaient de retirer leur mise. C'est alors qu'ils trouvèrent devant eux une situation nouvelle. Grâce au commerce qui, justement dans

(18) Voir Jean Michel LESSARD : *Sijilmassa : la ville et ses relations commerciales au* XI[e] *siècle d'après El Bekri, in* « Hespéris-Tamuda », vol. X, 1969, fasc. 1-2, pp. 5-36.

le cadre de l'Empire unifié, avait connu un grand essor, des liens économiques internes, des liens sociaux aussi, s'étaient tissés, enserrant les tribus et créant les prémisses d'une unité plus stable. Certes, le processus d'intégration économique n'avait suivi que lentement et, moins que vers la formation d'une unité d'ensemble, c'est à celle d'unités régionales qu'il conduisait encore, autour de villes parfois rivales sinon tentées par une vie séparée. Mais ses effets s'accumulaient depuis le lendemain de la conquête arabe et n'allaient pas cesser même quand, sept siècles plus tard, les Portugais prendraient pied à Ceuta. Aux diverses époques, le témoignage en est fourni par des auteurs comme El Bekri, El Idrissi, et Léon l'Africain notamment (19). Il l'est aussi par l'extension des zones où l'on parlait arabe. En effet, l'adoption de l'islam traduisait l'unité politique dès que celle-ci était constituée. Par contre, le lent recul du berbère ancestral devant l'arabe des commerçants ne s'opérait qu'au rythme où se formaient et prévalaient les liens économiques nouveaux (20).

On peut penser que dès le XII[e] siècle, la base économique d'une certaine unité avait pris consistance. Sans quoi, comment l'Empire n'aurait-il pas sombré lorsque la dynastie almoravide, sa fondatrice, fut elle-même renversée ? Or, en fait, il n'y eut que transfert du pouvoir d'une tribu à une autre avec laquelle l'Empire n'allait au contraire, que gagner en puissance. Notons d'ailleurs, que les nouveaux maîtres almohades étaient aussi des Marocains. L'unité maintenue ne résultait par conséquent que du jeu d'une force intérieure. Et c'est toujours de cette façon, en soi révélatrice, qu'elle sera dans la suite, ou maintenue ou restaurée.

*
* *

Il n'en reste pas moins que cet empire uni, prospère, puissant, capable en ses débuts, de tenir les chrétiens en respect par ses armes, de leur enseigner même les arts et la philosophie, allait, dès le début du XIII[e] siècle, perdre son souffle avant de refluer inexorablement devant la reconquête puis la conquête européennes. C'est qu'en effet, pour des raisons que, jusqu'ici, les historiens n'ont pas cherché vraiment à découvrir, l'essor économique pourtant impétueux qui l'avait soulevé, n'a pas con-

(19) El Bekri : *Description de l'Afrique septentrionale,* traduction M.G. de Slane, Alger, 1913. Idrisi : *Le livre de Roger ou amusement de celui qui désire voyager autour de la terre* ; extrait : *Description de l'Afrique et de l'Espagne,* traduction R. Dozy et J. de Goeje, Leyde, 1866. Léon l'Africain : *Description de l'Afrique* (XVI[e] siècle), traduit de l'italien et annoté par A. Epaulard, Th. Monod, H. Lhote et R. Mauny, A. Maisonneuve, Paris, 1956.

(20) Mohammed El Menouni : *Apparition à l'époque mérinide et ouattasside des éléments constitutifs du sentiment national marocain, in* « Hespéris-Tamuda », vol. IX, 1968, fasc. 2, pp. 219-228.

duit aux résultats qu'à la même époque justement, il donnait au contraire en Europe.

Nous ne partageons pas sur ce sujet, l'engouement suscité par la fameuse théorie selon laquelle c'est la présence de l'élément arabe qui a tout compromis et tout voué à la stérilité (21). Déjà Ibn Khaldoun à qui pourtant l'idée fut empruntée, était tout plein de faits et d'arguments qui en montraient l'inanité (22). Et aujourd'hui, alors que l'on répugne à imputer la chute de l'Empire romain d'Occident aux invasions barbares malgré leur masse et leur tour réellement conquérant, il faudrait s'entêter, dans le cas du Maroc alors en expansion, à mettre en cause quelques pauvres tribus utilisées comme auxiliaires par le pouvoir depuis le XII^e^ siècle et toujours cantonnées depuis lors, dans un rang subalterne ? Il serait, pour l'histoire, plus profitable de rechercher les causes non pas dans la présence de telle ou telle minorité raciale, mais dans les conditions générales du pays, conditions naturelles, niveau préexistant des forces productives, formes sociales et système politique, sans oublier de tenir compte aussi, mais simultanément, de l'attraction et de l'antagonisme du monde européen. Et bien que l'on ne puisse ici, pousser une pareille étude, quelques indications sont néanmoins indispensables.

Quand, à l'orée du XII^e^ siècle, la dynastie almoravide, fondatrice de l'Empire marocain, est au sommet de sa puissance, c'est le commerce qui, au cours d'une période antérieure déjà longue, a fait la prospérité du pays. Commerce de transit, comme dans l'ensemble du monde musulman, et portant donc sur des produits venus de l'étranger pour en reprendre le chemin, mais qui, forcément, suscita une participation croissante des productions locales : des surplus de récoltes, puis, à mesure que les villes grandissaient, des objets fabriqués. Toutefois, l'industrie, mettant en œuvre pour l'essentiel, du bois, du cuir et de la laine, n'était qu'un appendice et un relais de la vie agricole. Seule exception notable, les ustensiles en cuivre, d'un grand usage à cette époque. C'est que le cuivre, par ailleurs, sous son espèce monnayée, entrait directement dans les caisses de l'Etat. Aussi, tout comme l'argent également présent dans le sol marocain, il avait fait très tôt l'objet d'efforts particuliers avec des résultats d'ailleurs fort appréciables. Argent et cuivre ont compté pour

(21) Cette thèse, empruntée à Ibn Khaldoun, a été exploitée par G. MARÇAIS : *Les Arabes en Berbérie du* XI^e^ *au* XIV^e^ *siècle* (Paris-Constantine, 1913), et surtout E.F. GAUTIER : *L'islamisation de l'Afrique du Nord : les siècles obscurs du Maghreb,* 1927.

(22) Voir sur ce point, Germain AYACHE : *Ibn Khaldoun et les Arabes, in* « Ibn Khaldoun », Actes du Colloque de la Faculté des Lettres de Rabat en mai 1962 (Dar el Kitab, Casablanca, 1962). Dans son *Ibn Khaldoun* (Paris, 1966), Yves LACOSTE s'en prend vivement à ce qu'il appelle le « mythe » de l'invasion arabe.

beaucoup dans l'essor de l'Empire (23). Dans son ensemble donc, la vie économique, quoique très animée, restait dans des limites traditionnelles ou, en tous cas, déjà atteintes ailleurs. Des procédés d'irrigation furent importés, mais le vieux système de culture demeurait. Le trafic fut accru sans qu'un réseau routier et des charrois aient supplanté le bât. On s'activa à l'extraction du cuivre et de l'argent. Mais on laissait dormir le fer.

C'était pourtant l'époque où en Europe, alors que le commerce y était loin d'être prospère, l'agriculture et l'industrie entraient dans leur première révolution. Défrichements massifs, usage de la charrue, assolement triennal doublaient les rendements et le produit total. Aux voies anciennes héritées des Romains, s'en ajoutaient de neuves. On édifiait des ponts. Un attelage perfectionné renforçait la capacité des charrois. On pouvait disposer de voies d'eau navigables. L'adoption du rouet animait les tissages. Par dessus tout, se produisait le démarrage de la métallurgie du fer, avec les progrès techniques afférents, du moulin à eau notamment, avec aussi, la nouvelle impulsion que l'outil de métal imprimait à l'économie tout entière, avec enfin, un redoutable apport de puissance militaire. La production, dans son ensemble, faisait un bond qui débouchait inévitablement sur une économie marchande. Image inverse de l'évolution au Maroc. Là, le commerce ayant pris les devants, c'était la production qui suivait mal ou qui ne suivait pas.

Or, de ce décrochage non plus, l'explication n'est pas à rechercher dans le sens d'un racisme déclaré ou honteux. On en peut bien trouver assez d'autres raisons. Dans les conditions naturelles tout d'abord, où une subtile combinaison de facilités et d'obstacles dispensait de l'effort pour, ensuite, quand il intervenait, le vouer à l'échec. Dans un pays où le chameau se frayait partout un chemin, où les rivières presque jamais n'étaient infranchissables, ni les routes ni les ponts ne s'imposaient absolument. Au contraire, la rigueur des étés s'opposait à l'assolement triennal. Mais ce qui fut essentiellement en cause, c'est le milieu fragile offert à l'homme par les régions semi-arides. Cependant qu'en Europe où abondaient le bois et l'eau, la lutte contre l'arbre toujours prêt à renaître se menait pied à pied, mais efficacement, grâce à l'emploi devenu usuel des outils de métal, c'était au Maroc, la forêt au contraire qui fuyait

(23) Bernard ROSENBERGER : *Autour d'une grande mine d'argent du moyen âge marocain : le Jebel Aouam, in* « Hespéris-Tamuda », vol. V, 1964, fasc. unique, pp. 15-78. Voir également, du même, *Les anciennes exploitations minières et les anciens centres métallurgiques du Maroc, in* « Revue de Géographie du Maroc », année 1970, nos 17 (pour la première partie) et 18 (pour la seconde). Combinant l'étude des textes à l'archéologie, les études de Rosenberger, qui sont des modèles de méthode, éclairent d'un jour nouveau le lointain passé marocain.

devant l'homme en le laissant aux prises avec une sécheresse accrue. Comment alors, sans bois ni cours d'eau réguliers, tirer parti de gisements de fer dont l'existence était pourtant connue ? Et en effet, jamais les Marocains n'ont pu produire que peu de ce métal, et de qualité fort mauvaise (24).

Sans doute, y avait-il d'autres raisons pour faire qu'on ne parvenait pas à prévenir ces difficultés naturelles, ni à les surmonter. Mais elles étaient de type politique ou social.

Quand, bien plus tard, l'Europe aussi connut l'essor du grand commerce, c'était le fait d'une bourgeoisie qui était née et avait grandi avec lui. La noblesse et le Roi, qui méprisaient marchands et marchandise pour avoir, quant à eux, toujours tiré de leurs domaines leur force et leurs profits, essayèrent bien alors de s'en approprier les fruits. Mais ils trouvèrent à qui parler. La Couronne espagnole y perdit la Hollande. Les Stuart y laissèrent qui sa tête, qui son trône. En France, la « vile bourgeoisie » permit au Roi de ravaler les Grands. Industrieux et économes, hardis, intelligents, c'est dans la lutte que les bourgeois européens avaient acquis les qualités qui leur permettaient d'affronter aussi bien la nature que leurs rivaux sociaux.

Rien de tel ne s'était produit au Maroc. Ici, c'était en s'emparant des mines d'argent, des principaux passages et des grands axes commerciaux que l'Etat s'était établi. C'était donc lui, dès le principe, le grand maître du trafic, et il allait toujours veiller à demeurer le principal entrepreneur et le premier marchand dans le pays. Le monopole que le Sultan exerce directement ou qu'il adjuge à des fermiers, sera de tradition jusqu'au milieu de l'autre siècle où seule la vive pression européenne a pu le battre en brèche (25). De cette situation on voit alors les conséquences. C'est la bureaucratie qui, de tout temps, a eu la haute main sur les affaires. Aussi longtemps qu'une dynastie gardait cette jeunesse qu'Ibn Khaldoun limite à deux générations, les choses pouvaient encore aller. Mais le terme passé, la gabegie et la corruption s'installaient. L'élan était brisé. Quant à la bourgeoisie, il en existait une, car comment nommer autrement les artisans et les marchands dont on sait que certains, au XI[e] siècle déjà, maniaient d'importants capitaux (26) ? Mais elle devait la vie à la faveur du souverain qui l'associait à ses desseins dans la mesure où il lui semblait bon. Grandie à l'ombre du pouvoir, elle restait en tutelle. Une tutelle qui parfois, lui pesait, comme en font foi certains conflits, sans

(24) B. ROSENBERGER : *Op. cit.*

(25) C'est le traité de commerce imposé en 1856 par l'Angleterre qui interdit au Sultan le maintien de son monopole.

(26) Lessard relève chez Ibn Hawqal (977), le cas d'un commerçant de Sijilmassa qui émet une reconnaissance de dette de 42 000 dinars (*op. cit.*, p. 14, n. 32).

qu'elle conçût pourtant l'idée de s'en passer. Voilà pourquoi, et non parce qu'elle était d'un autre sang que celle de Londres, Amsterdam ou Paris, la bourgeoisie de Fès ou Marrakech fut incapable d'assumer le même rôle historique que sa jeune sœur européenne.

Gestion bureaucratique et bourgeoisie sans nerf, milieu d'abord propice mais aux ressources en voie d'épuisement, telles furent les raisons politiques, sociales et naturelles de l'échec que n'avait pu laisser prévoir un départ prometteur. Brillante et expansive aussi longtemps qu'aucun obstacle à sa mesure ne barrait encore le chemin, la civilisation dont le Maroc fut alors le foyer, resta de type marchand, ne produisant elle-même que sur la base de ses moyens traditionnels désormais désuets et surclassés par la nouvelle technique européenne. Déséquilibre qui ne se perçut pas sur l'heure. L'Europe industrieuse devait avoir besoin, et pour longtemps, des fournitures que le Maroc lui assurait, et ce client fidèle fit de la sorte, jusqu'au début du XV^e^ siècle, la prospérité d'un Empire dont la puissance était pourtant en plein déclin. Mais le Maroc offrait surtout des produits bruts contre des toiles ou des fers travaillés. C'est dire que son économie était déjà vassale. Vassalité accrue par le monopole des transports maritimes qui permettait au commerçant européen de vendre et d'acheter en maître du marché. Dès lors, le temps n'était plus loin où Castillans et Portugais viendraient qui, pour détruire Tétouan, qui pour prendre Ceuta, le grand port ouvert sur l'Europe. Tandis que le Maroc étendait naguère sa conquête aux avancées du continent européen, c'était l'Europe qui, à son tour, venait jusque chez lui pour l'évincer de son commerce. Et en effet, au cours du XV^e^ siècle, ses ports connurent à peu près tous le même sort que Ceuta. De plus, les Portugais parvenus bientôt en Guinée, purent même capter par voie de mer une part grandissante du commerce saharien ([27]). Quasiment emmurés, les Marocains virent échapper dès lors de leur pays l'essentiel du transit. Quant à leur production du cru, plus de moyen pour eux, de l'écouler à l'étranger hors de l'implacable entremise hispano-portugaise, donnant par conséquent beaucoup pour ne recevoir que très peu. Enorme contraction de leur activité marchande dans l'immédiat, puis, déperdition continue de substance par la disparité des valeurs échangées, voilà qui dessinait irrémédiablement la courbe de leur décadence.

*
* *

Mais le commerce, en vérité, n'était pas seul en cause. A voir, d'après leurs chroniqueurs eux-mêmes, comment les Portugais, depuis leurs bases portuaires, lançaient à l'intérieur des terres des raids au cours desquels

(27) Voir Robert RICARD : *Le commerce de Berbérie et l'organisation économique de l'Empire portugais aux* XV^e^ *et* XVI^e^ *siècles, in* « Annales de l'Institut d'Etudes orientales », Faculté d'Alger, II, 1936.

ils détruisaient, pillaient, capturaient, massacraient sans merci, il est bien clair que c'est la vie elle-même des Marocains qui courait grand péril (28). Si, en définitive, ceux-ci n'ont pourtant pas connu le triste sort des populations d'Amérique à l'époque, c'est que leur unité qui s'ébauchait et mûrissait depuis six siècles dans les conditions qu'on a vues, avait déjà assez de consistance et de conscience de soi pour les conduire à réagir en masse aux coups qui n'atteignaient encore qu'une partie d'entre eux. Et en effet, jusqu'à ce moment-là, c'était la dynastie régnante qui avait constamment pris sur elle d'assembler les tribus et de faire l'unité du pays. Cette fois au contraire, alors que justement, par impuissance ou par calcul, les derniers sultans mérinides et leurs épigones ouattassides ne répondaient que mollement aux coups des Portugais, c'est au cœur des tribus que joua le réflexe unitaire. De même, dans le passé, c'était toujours une tribu, la mieux placée, qui s'était imposée à l'ensemble. Or, cette fois, ce fut l'ensemble qui se dressa dans un élan commun pour les besoins d'une défense qu'il faut bien appeler nationale, à moins qu'on nous propose un terme plus adéquat que, quant à nous, nous ne connaissons pas. On nous dira que les animateurs, Mohammed Jazouli notamment, et ceux qui le suivirent, se présentèrent devant leur peuple en champions de l'islam. Bien sûr, mais n'est-ce pas l'islam qui traduisait depuis toujours l'unité politique des tribus ? Par quelle aberration, si même ils avaient pu le concevoir, auraient-ils renoncé à ce moyen d'union juste au moment où les envahisseurs dressaient contre eux l'emblème de la croix ? Notons d'ailleurs, qu'à part la confrérie des Chadlia, dont Jazouli était le chef, il en existait d'autres, tout aussi religieuses, tout aussi musulmanes, la Quadiria par exemple. Mais elles n'appelaient pas à la Guerre sainte. Notons inversement qu'un peu plus tard, la lutte menée d'abord contre les Portugais dut être poursuivie aussi contre les Turcs qui, eux, étaient mahométans. Et elle le fut de connivence avec l'Espagnol infidèle. C'est donc que, quant au fond, le problème n'était pas religieux, mais vraiment politique et, répétons-le, national (29). Et si les Saadiens, sans avoir eu au préalable, comme leurs prédécesseurs,

(28) Sur ce point, voir par exemple Vasco DE CARVALHO : *La domination portugaise au Maroc du* XV^e^ *au* XVIII^e^ *siècle (1415-1769),* Lisbonne, 1942, et Damiao DE GÓIS : *Les Portugais au Maroc de 1495 à 1521,* Extraits de *La chronique du Roi D. Manuel de Portugal,* traduction de Robert RICARD, Rabat, 1937 (Publications de l'I.H.E.M., t. XXXI).

(29) On consultera A. COUR : *L'établissement des dynasties des Chérifs au Maroc et leur rivalité avec les Turcs d'Alger (1509-1830),* Publications de la Faculté des Lettres d'Alger, 1904. LÉVI-PROVENÇAL : *Le Maroc en face de l'étranger à l'époque moderne, in* « Bulletin de l'Enseignement public au Maroc », 1925, pp. 95-112. Mohammed HAJJI : *L'idée de nation au Maroc aux* XVI^e^ *et* XVII^e^ *siècles, in* « Hespéris-Tamuda », vol. IX, 1968, fasc. 1, pp. 109-122.

l'appui d'un groupement tribal, furent à ce moment-là, hissés sur le pavois en leur seule qualité de lointains descendants du Prophète, ce n'est donc pas parce que les Marocains auraient été touchés à leur sujet, d'une grâce bien tardive, mais le choix de ces chefs en fonction de l'islam, commun à toutes les tribus, était celui qui permettait le mieux d'asseoir l'Etat sur une très large base, comme l'exigeait la lutte à mort contre l'envahisseur. L'avènement de souverains « Chorfa », c'est-à-dire du sang même du Prophète, les Saadiens d'abord, et les Alaouites après eux, ne fut pas, comme on donne à l'entendre, le simple fait d'une mentalité fétichiste, mais bien le signe d'un grand progrès de l'unité grâce à un sentiment plus clair d'appartenance à une communauté transcendant de très haut la tribu. D'ailleurs, d'autres « Chorfa », membres aussi, à des degrés divers, de cette même noblesse du sang, avaient fait souche de longue date, un peu partout dans le pays. Leurs descendants, groupés autour de leur tombeau, étaient l'objet de la vénération des tribus alentour. Comme ils étaient eux-mêmes tout dévoués à la famille régnante puisque c'était la leur, on voit inversement, de quel nouveau moyen le Sultan disposait en ces cousins fidèles, pour amener ou retenir sous son autorité, sans nul recours à la violence, même les plus isolées ou les plus rétives des tribus.

Le Maroc avait pu trouver ainsi une parade au danger encouru, par un surcroît de cohésion. Cohésion à vrai dire, encore très loin d'être parfaite. Les nouveaux maîtres du pouvoir n'avaient en rien changé l'essence du vieux « Makhzen » dont ils reçurent en héritage, de leurs prédécesseurs, l'onéreux appareil avec ses fonctionnaires privilégiés et ses usages de Cour. Ils ne portèrent non plus aucune atteinte — comment l'auraient-ils pu ? — aux rapports sociaux existants. Entre la ville et la campagne, toujours même inégalité par le seul jeu des transactions, mais aussi par l'impôt pesant presque exclusivement sur le monde paysan. La langueur du commerce ralentissait ou arrêtait l'intégration économique. D'où le maintien toujours vivace de la tribu comme formation sociale et cadre politique. Le rapport de tribu à tribu restait donc un problème, mais plus encore, l'antagonisme entre ruraux et citadins favoris du pouvoir. En provoquant par intervalle, comme de brutaux retours de manivelle, un tel antagonisme devait rester jusqu'à la fin, le grand défaut de la machine marocaine. Mais malgré ce défaut, la machine, on l'a vu, fut capable d'enrayer l'invasion qu'elle maintint tout d'abord circonscrite dans les ports, avant de la chasser, après cent cinquante ans, de la côte atlantique tout au moins. C'est en terre marocaine, à la fameuse bataille de l'Oued el Makhazen, qu'avec son roi et son armée, le Portugal perdit pour près d'un siècle, son existence en tant qu'Etat. A deux ou trois reprises, on put même croire, sous El Mansour le Saadien par exemple, et sous l'Alaouite Ismaïl, que le Maroc repartait en avant.

C'était bien sûr, une illusion. Car les choses ne pouvaient arriver jusque-là. Entre un pays à la production stationnaire d'où s'était détourné le grand négoce de jadis, et l'Europe à l'essor continu, l'écart n'était allé qu'en se creusant. Rien que pour libérer leurs ports, ce qui n'était qu'un pas vers une hypothétique renaissance, il fallait aux Sultans des canons et des vaisseaux de ligne. Or, c'est déjà d'Europe qu'ils devaient faire venir ou des fondeurs pour leur artillerie, ou le gréement complet de leurs navires, et jusqu'au bois des coques et des mâtures. Ils s'y ruinèrent sans jamais parvenir pour autant à desserrer entièrement l'étreinte. Quand Mohammed ben Abdallah, libérateur de Mazagan, se résigna en 1774, à mettre fin au siège de Melilla, c'était aussi le point final d'une tentative séculaire qui se soldait par un échec puisqu'elle laissait aux mains des Espagnols les débouchés en Méditerranée, et notamment Ceuta (30).

Ainsi, quand le XIX^e siècle commence, le Maroc est encore l'un de ces rares pays extra-européens qui, en dépit de très anciens contacts avec l'Europe, ont pu sauvegarder et la vie de leur peuple et l'existence de leur Etat. Mais c'est le résultat de tels efforts, avec de telles entraves à ses mouvements depuis des siècles, qu'exsangue et profondément décadent, il est voué à succomber sous la pression autrement redoutable des nouvelles Puissances coloniales. Cependant, même ainsi, l'opération se présentait malaisément. Le Maroc était loin de ressembler, bien sûr, à une nation moderne. Ses techniques archaïques et le maintien correspondant du fractionnement en tribus n'avaient jamais permis un degré suffisant d'unité organique. Mais quoique inachevée, cette unité avait pris forme depuis longtemps, grâce au commerce, sous les espèces d'un Etat qui, groupant les tribus au sein d'une religion commune, les associa d'abord à ses entreprises de conquête, puis, les prenant dans un réseau d'institutions et d'intérêts, les garda en tutelle et les lia indissolublement aux grandes cités marchandes. Vint alors l'invasion hispano-portugaise. En ruinant le commerce, elle enraya, et ce fut là le préjudice irréparable, l'intégration économique en cours. Mais d'autre part, en menaçant la vie de groupes habitués déjà à partager un même destin, en stimulant en eux l'instinct de la conservation, elle vint donner à l'unité assurée jusque-là par l'Etat, une cohésion toute nouvelle. Quatre siècles de combats sans merci contre l'envahisseur chrétien, voilà de quoi grandir dans l'esprit de tribus musulmanes, l'autorité d'un chef commun, le Sultan par elles-mêmes investi. Voilà aussi qui devait modeler une certaine identité définie avant tout comme opposée à celle des conquérants. Voilà enfin, de quoi ancrer dans les consciences l'idée d'une solidarité sacrée. Et en effet, ces sentiments de loyalisme, de parenté et d'obligation mutuelle sont bien

(30) Germain AYACHE : *Beliounech et le destin de Ceuta entre le Maroc et l'Espagne, in* « Hespéris-Tamuda », vol. XIII, 1972, fasc. unique, pp. 5-36.

ceux que nous livrent les documents chaque fois qu'il s'agit de l'intégrité du pays. Sans doute, les occupants y sont nommés « chrétiens » et « ennemis de Dieu ». Mais, pour cela, en sont-ils moins des occupants ? Et après tout, n'étaient-ils pas aussi chrétiens ? Et si, de leur côté, les Marocains s'y donnent le nom de « musulmans », ce n'est jamais qu'eux-mêmes qu'ils y désignent ainsi, en excluant de leur pensée leurs coreligionnaires, qu'ils fussent de Chine ou même d'Algérie.

C'est donc vouloir se laisser prendre aux mots que de toujours juger la réaction anti-européenne des Marocains depuis cent cinquante ans comme un effet du « fanatisme » ou de « l'esprit de guerre sainte ». Malgré l'absence dans le pays, de tous les caractères constitutifs d'une nation moderne, il s'est agi en fait, dès le principe, d'un sentiment qui s'exprimait sans doute, par tradition, et comme d'ailleurs les circonstances l'y invitaient encore, en termes qui opposaient islam et chrétienté, mais dont le contenu était d'essence nationale. Sentiment assez fort et assez partagé pour animer de larges masses et pour les pousser vers leurs chefs dont elles attendaient le signal ([31]). Quand il devint patent qu'elles attendraient en vain, elles s'ébranlèrent alors d'elles-mêmes, ici et là, dans un élan désordonné mais pourtant orienté, en suscitant de nouveaux chefs pour rétablir leurs rangs, défendre à tout le moins l'indépendance, et satisfaire peut-être d'autres aspirations mal définies et confusément associées, de liberté et de justice sociale.

Résumée à grands traits, voilà ce qu'allait être, dans sa période récente, l'histoire sentimentale d'un peuple, sinon d'une nation : le peuple marocain.

(31) Germain AYACHE : *Le sentiment national dans le Maroc du* XIX^e^ *siècle, in* « Revue Historique », oct.-déc. 1968, fasc. 488, pp. 393-410.

LA MAINMISE ÉTRANGÈRE

Avant d'être soumis à la domination française et espagnole, il est certain que le Maroc a traversé des troubles graves. Mais si les historiens insistent sur cet aspect des choses, parlant même d' « anarchie », de « chaos », ce qui est excessif, ils s'inquiètent beaucoup moins des vraies raisons de cette situation. Car ils se bornent à dire, ou ils donnent à entendre, que c'était là la manière d'être du pays, l'effet normal et permanent de l'esprit de ses gens et des défauts de son gouvernement. Comme si, depuis dix siècles, un Etat marocain avait pu naître, grandir et subsister dans le chaos et l'anarchie.

En fait, les pages qui précédaient l'ont indiqué, à la prospérité et à l'essor des premiers siècles, avait fait suite une longue époque de décadence. Mais le pays continuait à vivre, à se défendre. Il était libre et respecté. Les chrétiens immigrés se pliaient à ses lois, et les captifs n'étaient rendus qu'en échange de captifs marocains. En un mot, le Sultan était maître chez lui. Il pouvait faire régner la paix et l'ordre. En général, il le faisait.

Cela n'existait plus, c'est vrai, au début de ce siècle. Mais c'était là un fait récent et qui, précisément, a commencé à se faire jour aux environs de 1850. Comment alors, ne pas voir le rapport avec l'action irrésistible, depuis la même époque, des grandes Puissances européennes ?

*
* *

A la fin du XVIII[e] siècle, les Sultans avaient pu libérer toute leur côte atlantique. Les Espagnols, restés à Melilla et à Ceuta, interdisaient encore pratiquement l'accès en Méditerranée. Mais bloqués eux-mêmes dans ces places, ils ne menaçaient plus du moins, l'intérieur du pays. Un équilibre s'était ainsi institué. D'où un répit de quelques décennies durant lesquelles l'illusion prévalut au Maroc, que l'on pouvait vivre entre soi sans plus se soucier de l'Europe.

Pourtant, l'Europe était bien là. Non plus tellement sous les espèces du Portugal ou de l'Espagne, mais sous celles désormais, de la très puis-

sante Angleterre et de la France, sa rivale. Déjà, vers 1800, un Français Broussonet, avait, dans un mémoire circonstancié, montré tout l'intérêt pour son pays, de la conquête du Maroc afin de dominer en Méditerranée et d'en évincer l'Angleterre (1). Et en 1808, Napoléon envisagea la possibilité de rééditer au Maroc l'expédition menée contre l'Egypte quelque dix ans plus tôt (2). Mais la menace n'allait se préciser qu'une fois réglés les grands problèmes continentaux. Et ce n'est d'ailleurs pas vers le Maroc qu'elle sera d'abord dirigée. Pourtant, lorsqu'en 1830 les Français débarquèrent à Alger, le Sultan, dans toutes ses provinces, fit dire le « Ya Latif », prière que l'on récite dans les moments d'alarme. C'est dire combien lui-même se sentait concerné. Aussi, les Tlemcéniens, voisins de ses frontières, lui demandant d'entrer sous son autorité, contre l'envahisseur, il ne refusa pas. De même qu'il accepta plus tard l'hommage d'Abdelkader, champion de la résistance aux Français, et lui fournit longtemps des moyens de combattre. Mais ces essais de résistance active eurent tôt fait d'avorter. Tlemcen dut être évacuée après une brève occupation. Et les Français venant poursuivre Abdelkader jusqu'en territoire marocain, n'eurent pas de peine à bousculer et à mettre en déroute la grosse armée que le Sultan leur opposait sur l'Oued Isly. Or leur marine, au même moment, pouvait, sans résistance, écraser de ses feux deux des ports marocains, Tanger et Mogador.

Ce double événement venait de révéler au monde et au Maroc lui-même, combien les temps avaient changé depuis que Sébastien, le Roi du Portugal, était venu périr avec toute son armée sur la terre marocaine. Devant les bataillons aguerris de Bugeaud, et sous les coups précis de son artillerie, l'arrière-ban des tribus s'était décomposé. En mer, pas un vaisseau, à terre, pas une pièce capable de répondre à l'escadre ennemie. Face à un agresseur venu d'Europe, le Maroc désormais était livré à découvert. Telle fut, plus ou moins claire, la conviction de ses chefs de l'époque. Idée qui s'installa et ne les quitta plus. Comment l'aurait-elle pu d'ailleurs, puisque quinze ans plus tard, malgré une résistance plus sérieuse et plus longue, le Maroc à nouveau, fut battu sur son sol par l'Espagne que l'on savait moins redoutable que la France ?

Exploitant cet état et ce sentiment de faiblesse, les Puissances s'employèrent à arracher des concessions ruineuses pour l'économie du pays, pour son intégrité, pour sa paix intérieure. Le Sultan, quant à lui, ne voyait plus pour se défendre, que les moyens diplomatiques, jouant de

(1) P. BROUSSONET : *Mémoire sur la Barbarie,* publié par Jacques CAILLÉ *in* « Hespéris-Tamuda », vol. II, 1961, avec une étude d'ensemble sous le titre *Le vice-consul Broussonet et ses « Mémoires » sur le Maroc.*

(2) Jacques CAILLÉ : *La mission du Capitaine Burel au Maroc en 1808,* Paris, 1953.

la rivalité entre ses adversaires. Contre Français et Espagnols, il se tournait vers l'Angleterre. Plus tard, il se tournera vers l'Allemagne. Mais que pouvait donner cette tactique que, non sans impudence, on a taxée de fourberie ? Elle était proprement illusoire. Car le soutien des tiers devait évidemment, être lui-même payé de concessions. Or, vu la clause de « la nation la plus favorisée » dont chaque Puissance avait ou s'adjugeait le bénéfice, toute concession à l'une était *ipso facto* acquise à toutes les autres. Comme un homme qui s'enlise, le Maroc s'enfonçait en essayant de se sauver.

Ouvrant le jeu, la Grande-Bretagne avait, sous la menace, imposé un traité fixant une fois pour toutes, et depuis 1856, à 10 % au maximum, les droits sur les importations (3). C'était la brèche par où s'engouffrerait la concurrence européenne, tandis que le Sultan, privé du droit de formuler lui-même sa politique douanière, perdait déjà un attribut du pouvoir souverain.

Quatre ans plus tard, venait le tour des Espagnols. Vainqueurs sur le terrain, ils purent dicter des conditions sévères. Ils exigèrent le versement de cent millions d'indemnité, saignée dont le pays n'allait plus se remettre (4). Quant au traité lui aussi imposé peu après, il octroyait le droit à tous les Espagnols de venir s'installer librement au Maroc, de n'y payer aucun impôt, et, en cas de délit, de n'en répondre que devant leur consul, en lieu et place des juges marocains. Les autochtones à leur service auraient aussi tous ces mêmes privilèges (5).

(3) Art. VII du Traité de commerce et de navigation conclu entre la Grande-Bretagne et le Maroc le 9 décembre 1856.

(4) Germain AYACHE : *Aspects de la crise financière au Maroc après l'expédition espagnole de 1860, in* « Revue historique », t. CCXX, oct.-déc. 1958.

(5) Art. IV, V, IX, X et XV du Traité de commerce conclu entre l'Espagne et le Maroc le 20 novembre 1861. On fait observer d'habitude, que le traité avec l'Espagne étant, en 1861, calqué sur le traité passé cinq ans plus tôt avec la Grande-Bretagne, n'en est en somme qu'une réédition en faveur de l'Espagne. Ce n'est vrai qu'en partie. Car, comment ne pas voir le pas énorme franchi d'un document à l'autre par l'adjonction, dans le second, de deux articles : l'article IX qui, au Maroc, soustrait à l'autorité du Sultan même les auteurs de crimes, quand ils sont espagnols, avec l'article XV qui, pour la première fois, donne aux Marocains « protégés », tous les mêmes droits et privilèges qu'aux ressortissants de Puissances étrangères.

D'autre part, la défaite survenue entre temps, face à l'Espagne, était venue réduire encore la capacité marocaine de résistance à l'usage que feraient les Puissances tant des dispositions de 1856 que des dispositions de 1861. Rien d'étonnant alors, si au Maroc, on ne perçut la gravité de la nouvelle situation qu'après 1861, comme il ressort de ce qu'en dit l'historien Naciri, *Op. cit.*, IX, 101.

Dispositions très graves surtout que, notons-le, elles s'étendraient aux autres étrangers puisque ceux-ci avaient tous droit au traitement de la nation la plus favorisée. Elles mettaient le Sultan dans l'incapacité soit d'arrêter, soit même de contrôler l'immigration. Une colonie européenne aux éléments souvent douteux allait se développer. Dispensée de l'impôt, elle serait en mesure, même en restant bien sage, d'accumuler plus que les nationaux. Mais la quasi-impunité dont la couvrait en outre, sa juridiction consulaire, l'inciterait, pour s'enrichir plus vite encore, à mille abus et passe-droits au détriment de la population. Elle y serait aidée par ceux des Marocains, courtiers ou associés, qui se mettraient à son service. Car ces Marocains-là, les « protégés » comme on les appela, étaient, par leur situation, nantis des privilèges de l'étranger, tout en continuant, en tant que nationaux, à détenir les quelques droits dont l'immigrant était encore privé : le droit à la propriété foncière entre autres, ou bien celui de circuler dans l'ensemble du pays. L'union du « protecteur » et de son « protégé » aboutissait par conséquent, à les doter ensemble de la totalité des droits du sujet marocain sans la contrepartie indispensable de ses devoirs. Si bien qu'une colonie interlope, aux effectifs croissants, grossie de « protégés » à son entière dévotion, devenant à leur tour « protecteurs » de parents, d'associés ou d'amis, allait former et forma en effet, un cancer rongeant de proche en proche le corps de la nation, sans que ni le Sultan ni ses agents, ni sa justice n'aient plus aucun moyen d'en arrêter l'effet.

En moins de vingt années, le mal était si grand que le Sultan s'adressa aux nations pour leur demander grâce. Condescendant à sa prière, celles-ci réunirent à Madrid un congrès qui ne fit cependant, en juillet 1880, qu'entériner l'état de choses créé. Il faisait en effet référence, sans les remettre en cause, aux traités inégaux dont la situation était précisément issue. Bien mieux, la protection, privilège concédé, en principe révocable, et dont l'usurpation à tout le moins, devait être proscrite, fut alors érigée en notion intangible, définie comme un « droit » que le Maroc était en conséquence, tenu de respecter. Par la même occasion, les Puissances arrachèrent au Sultan l'octroi pour leurs ressortissants résidant au Maroc, ce droit qui leur manquait à la propriété foncière. Encore une concession, et de quelle conséquence ! Car l'étranger n'étant pas justiciable de la loi du pays, la terre acquise par lui y échappait aussi, devenant en fait une enclave. Tel fut pour le Maroc le profit d'un recours aux nations dont le congrès qui s'achevait établissait en outre, que c'était elles désormais, à qui il revenait, par dessus le Sultan, de décider et de légiférer dans le pays.

Ainsi était posée « la question marocaine ». Façon de dire que le Maroc était publiquement voué à la domination européenne sans que l'on sût encore à laquelle des Puissances le bénéfice en reviendrait. Pré-

sente en Algérie, la France avait le droit de se flanquer à l'ouest en arrondissant son domaine. Mais l'Angleterre, qui dominait déjà le marché marocain, avait aussi le droit, en s'installant en face de Gibraltar, de rester maîtresse du Détroit. L'Espagne, quant à elle, arguant de ses présides à Melilla et à Ceuta, faisait valoir son voisinage et les droits historiques hérités d'Isabelle. Enfin, l'Allemagne, sevrée de colonies, avait bien droit aussi à une compensation.

Bien sûr, entre les partenaires, ce fut une belle concurrence. Mais dire, comme on le fait, que leur rivalité a sauvé pour un temps de la ruine un édifice déjà croulant, c'est oublier, sinon dissimuler que chacun des rivaux était lui-même démolisseur. Moins qu'à parer les coups des autres, il s'employait à frapper le premier et plus fort. L'histoire de cette fin de siècle, pour le Maroc, est faite d'avanies de la part des Français, des Anglais, des Espagnols et des Allemands, séparément ou de concert. Menaces, ultimatums, envoi de canonnières menaient inéluctablement au versement d'amendes, d'indemnités, de prétendues réparations qui vidaient le trésor, ou bien, ce qui n'était pas mieux, à des cessions de territoire. Dans l'intervalle, d'un coup de force à l'autre, c'était en plus, réalité de tous les jours, la plaie chronique des « protégés » qui n'avait fait que s'élargir depuis Madrid. Disposant désormais d'une puissance quasi-tribunicienne, mais au service de l'étranger, le « protégé » qui lui-même, était intouchable, s'interposait en outre, entre l'autorité et tels ou tels administrés qu'il prenait en tutelle. Exemple : en 1894, la seule tribu des Médiouna comptait plus de deux cent soixante courtiers ou associés d'Européens qui « protégeaient » eux-mêmes, contre l'autorité de leur pays, mille cent soixante-six tentes, chaque tente abritant une famille (6). Nul de ces gens ne payait plus l'impôt ni ne fournissait le service. Les débiteurs ne réglaient plus leurs dettes. D'autres forgeaient de faux titres de créances que le consul, leur « protecteur », se chargerait de faire régler par le Sultan lui-même. Beaucoup se faisaient maraudeurs. Les plus hardis étaient bandits de grand chemin. Tout cela au grand dam des autres habitants et à la barbe des agents du Sultan qu'en fin de compte, victimes et malfaiteurs en arrivaient à mépriser pareillement (7).

Ajoutons qu'au-dessus du tout venant des « protégés », il en existait d'autres de plus haute volée : officiers, dignitaires, ministres même, dans les tout derniers temps, enfin, maîtres de confréries dont on sait qu'au Maroc ils étaient les relais, dans les régions ou les diverses catégories

(6) Lettre de Moulay El Hassan à son représentant Mohammed Torrès, du 24 choual 1311/30 avril 1894, « Archives de Tétouan », XX, 26.

(7) Les exemples pullulent, dans les archives marocaines, de ces cas d'infractions et de crimes contre lesquels le seul recours, dérisoire tant il était vain, était d'élever une plainte auprès du ministre étranger concerné.

sociales, de l'autorité du Sultan. Plus que personne, ces révérends étaient à même, en prenant le service étranger, d'ébranler la communauté. Ainsi, le chérif d'Ouezzane frayant la voie aux Français dans le Touat ou provoquant à leur service, la sédition dans les tribus rifaines (8). Ou bien le cheikh de Tamesloht qui fomenta la grande révolte des Rehamna et qui, lorsqu'on voulut l'appréhender, se révéla couvert par la « protection » des Anglais (9).

* * *

Voilà où il convient de situer les racines du désordre. A l'inverse des historiens, le peuple ne s'y trompait pas (10). De là, envers les « protégés » et leurs patrons européens, ce vif ressentiment qu'on a mis jusqu'ici, au compte de la xénophobie ou du fanatisme religieux, quand il n'était que légitime défense. Bien sûr, c'est du Sultan, selon la tradition, que l'on attendait la parade. Mais le Sultan, et tous les hommes sensés, comme ils aimaient eux-mêmes à se nommer, ne croyaient plus qu'il fût possible de tenir tête à la volonté des Puissances. Vis-à-vis de l'Europe, disait en 1886, l'historien Naciri, nous sommes l'oiseau sans ailes, rampant au sol, sur lequel fond du ciel l'épervier (11). Hélas, cédant à la colère, le menu peuple portait parfois la main sur la personne ou sur les biens d'Européens. Mais c'était faute de discerner les conséquences. Ces algarades n'étaient que l'occasion de représailles qui laissaient chaque fois le pays humilié, appauvri, amoindri. Le désastreux conflit avec l'Espagne, en 1860, avait-il commencé autrement ? C'est pourquoi en haut lieu, on ne craignait rien tant que ces émotions populaires que l'on s'évertuait à prévenir puis, que l'on réprimait avec rigueur pour tenter d'apaiser les Puissances. Mais dans le peuple, on murmurait alors que le Sultan abandonnait les siens, qu'il choisissait contre eux le parti des chrétiens. Or, du dépit à la colère, le pas était franchi d'autant plus aisément, que tout allait de mal en pis. La marchandise européenne était funeste aux artisans. L'exportation raréfiait les denrées. Ruiné par les amendes et les indemnités, l'Etat alourdissait l'impôt. L'argent manquait et se dévaluait tout à la fois (12). Dès lors, où demeurait la légitimité du pouvoir souverain ? La tension s'installait. Ici ou là se faisait jour la sédition. Et plus qu'à

(8) Germain AYACHE : *Société rifaine et pouvoir central marocain, 1850-1921, in* « Revue Historique », t. CCLIV-2, 1975.

(9) Lettre de Moulay Abdelaziz à Mohammed Torrès, du 12 hijja 1312/6 juin 1895, « Archives de Tétouan », XIII, 132.

(10) Comme en témoignent les pamphlets de l'époque.

(11) Ahmed EN-NACIRI : *Kitāb Al Istiqṣā,* vol. IX, p. 190, édition de Casablanca, 1956.

(12) Germain AYACHE : *Aspects de la crise financière..., op. cit.*

résister aux convoitises européennes, c'est à la conjurer que le monarque appliquait tout son soin et consumait son bien (13).

Tel fut le cas, durant les vingt-et-un ans de son règne, de Moulay el Hassan. Et bien que les Européens aient vu en lui le dernier grand Sultan du Maroc d'autrefois, c'est un trône chancelant qu'il légua au jeune Abdelaziz, en 1894. C'est qu'à maintenir l'ordre en matant ses sujets mécontents avant tout de l'invasion chrétienne, il avait isolé le pouvoir. La révolte grondait. Mais on doit bien comprendre qu'au-delà du pouvoir incapable, c'est aux intrus européens qu'elle en avait. En d'autres temps et dans ce cas, c'étaient les confréries qui rassemblaient les masses et leur proposaient d'autres guides. Mais aujourd'hui, si l'influence des confréries demeurait grande, leurs chefs n'étaient que des suppôts de l'Angleterre ou de la France. Aussi, s'appliquaient-ils à égarer la lutte. Ils fomentaient la sédition, mais la canalisaient à la seule encontre du Sultan, de façon qu'acculé par ses propres sujets, celui-ci en appelle de lui-même à la rescousse européenne. Ou bien, si le sens national l'emportait, on voyait s'ériger des champions douteux ou faux d'une noble cause : ainsi, le bandit d'honneur Risouni, ou l'aventurier Bou Hmara.

Cependant, les périls devenaient plus pressants. De tous les concurrents en lice, il était apparu que les Français, les mieux placés, étaient aussi bien décidés à aller jusqu'au bout, y mettant tout le prix. La politique de leurs rivaux ne tendit plus, dès lors, qu'à les mettre en demeure de partager leurs titres de propriétaires virtuels, ou bien de consentir à des compensations à la mesure des prétentions abandonnées. Le 8 avril 1904, la Grande-Bretagne leur laissa les mains libres au Maroc, moyennant la pareille pour elle-même en Egypte, mais moyennant aussi, l'engagement de renoncer au littoral en face de Gibraltar. En foi de quoi, il leur fallut, la même année, promettre aux Espagnols de leur céder, quand le moment serait venu, tout le nord du pays. Laissée pour compte par ces accords, l'Allemagne montra les dents. Guillaume II débarqua à Tanger pour proclamer son intention de s'opposer aux plans français. Mais le Congrès d'Algésiras auquel ce geste conduisit les Puissances, ne fit, malgré quelques réserves, que sanctionner la décision d'une prochaine mainmise commune, française et espagnole, sur le Maroc. Bien mieux, il en jeta les bases.

Déjà inquiète des précédents accords pourtant très mal connus entre Français, Espagnols et Anglais, l'opinion marocaine fut cette fois, profondément émue. On décidait publiquement de l'étranger, que le pays serait soumis et démembré. Elle blâmait sans doute le Sultan pour y avoir souscrit. Elle l'en jugeait disqualifié. Il n'en restait pas moins, pour elle,

(13) Germain AYACHE : *Le sentiment national dans le Maroc du* XIX^e^ *siècle, in* « Revue Historique », fasc. 488, oct.-déc. 1968.

que le péril venait de l'extérieur, plus précisément de l'Espagne, mais surtout de la France. La France qui s'infiltrait de l'est, entre Oujda et Figuig, qui avait pris le Touat, qui avançait enfin, au sud, à travers les régions sahariennes. Il y eut dans le peuple un sursaut balayant les conseils de prudence du Sultan et les efforts de diversion des chefs de confréries. La colère de la foule se déchaîna à deux reprises sur des Européens, des Français notamment, fournissant l'occasion à la France de prendre pied aux deux bouts du pays, à Oujda et Casablanca, mais marquant le début d'une phase populaire de lutte selon les formes traditionnelles : naissance d'une confrérie nouvelle fondée par Mohammed el Kettani, pour rassembler les masses et pour les orienter, et, simultanément, apparition du prétendant au trône, Abdelhafid, pour réparer les abandons de son actuel détenteur. Abdelhafid bénéficia de larges ralliements. Mais à l'instigation d'El Kettani, il ne fut investi qu'à condition de s'engager à restaurer l'indépendance et l'intégrité du pays.

Porteur de grands espoirs, Abdelhafid ne tarda pas à trahir, un à un tous ses engagements, allant jusqu'à faire mourir sous le fouet El Kettani qui les avait dictés. Le héros qu'il était tomba au rang de « Sultan des Français ». Et de fait, les tribus soulevées l'ayant bloqué dans Fès, c'est aux Français qu'il fit appel pour être délivré. Délivré de son peuple, mais prisonnier de ses libérateurs. Voilà comment, en mars 1912, il se vit obligé de signer un traité qui lui laissait son trône, mais à seule fin de donner apparence de légitimité au pouvoir absolu pris par la France dans le pays.

C'est ce qu'on appela « Protectorat ».

Le stratagème avait du bon. Car la mainmise française heurtait si violemment le sentiment des Marocains que l'on devait prévoir une volonté farouche d'y résister. Or, la fonction catalysante remplie par le Sultan était si essentielle, que, sans lui, il serait moins facile de trouver les chemins de l'union.

Moins facile, mais non pas peut-être impossible. Et la question restait posée de savoir si, sans le Sultan, voire contre lui, les volontés diffuses ne sauraient pas se rassembler et prendre corps, et si, en conséquence, la résistance que l'on devait de toutes façons prévoir, resterait fragmentaire, sporadique, ou gagnerait de proche en proche l'ensemble du pays. Une réponse, presque aussitôt, allait être fournie par le soulèvement qui, dans le sud, portait à sa tête El Hiba (14).

*
* *

(14) Pour les témoignages marocains concernant le soulèvement d'El Hiba, nous avons utilisé Mokhtar Es-Soussi : *Al Maᶜsūl,* vol. IV, et Abbas Ben Brahim El Marrakchi : *Al Iᶜlām bi man ḥalla Murrakeš wa Aġmāt min al Aᶜlām,* vol. II, Fès, 1936.

Si Ahmed El Hiba jouissait à l'époque, d'une certaine notoriété, il la devait à la mémoire de son illustre père, Ma El Aïnine, bien connu des Français pour la défense qu'il anima contre eux au Sahara. Ma El Aïnine n'était pas homme de guerre. Dans sa famille, qui résidait de longue date dans le bourg de Chenguit, au cœur du Sahara, en l'actuelle Mauritanie, on s'adonnait, de père en fils, aux exercices de piété, à la prédication et à l'enseignement des connaissances qui faisaient alors le savant. On a peine aujourd'hui, à concevoir tout l'ascendant de pareils personnages sur un milieu social où rien ne se faisait sans qu'on prît leur avis. L'autorité spirituelle se muait volontiers en pouvoir politique. Ma El Aïnine dont les disciples, de tous les coins du Sahara, se comptaient par milliers, s'était ainsi, depuis Moulay Abderrahman, vers le milieu de l'autre siècle, attiré la faveur des Sultans. Il crût en importance après 1880. C'était l'époque où Moulay El Hassan cherchait à préserver ses rivages sahariens des Espagnols et des Anglais. Ma El Aïnine était alors son truchement pour la mise en garde des populations. Sous le règne suivant, le fameux Vizir Ba Ahmed et d'autres dignitaires voyaient en lui leur maître spirituel. Et venait-il à Marrakech, tout le Gouvernement, avec le peuple, sortaient pour l'accueillir. Quelques années plus tard, les Français entreprirent leur avance, depuis le Sénégal et le Soudan, en direction du Nord. Ce fut Ma El Aïnine, avec les armes et les subsides que lui dépêchait le sultan, qui conduisit la résistance. Sa renommée vola alors dans le Maroc entier. Et il mourut couvert de gloire à Tiznit, dans le Sous El Adna où il se replia après la perte du Sahara.

On vivait une époque, en fin 1910, où sa présence aurait été bien nécessaire, car l'invasion française et espagnole était déjà en train. Bien que fort vieux, Ma El Aïnine était donc mort trop tôt. Mais les regards se reportèrent alors sur son fils préféré, choisi selon l'usage par les compagnons de son père, pour assurer la succession. Voilà comment, comblé à trente-trois ans, des mêmes honneurs que son vieux père, le jeune cheikh Ahmed El Hiba se découvrit dépositaire d'une confiance qu'il n'avait pas encore pu mériter. Milieu 1911, les Français avancèrent jusqu'à Fès. Le Sous fut en ébullition, et dès ce moment-là, on n'y parla que d'El Hiba. L'année suivante, un mois après la signature du traité mettant fin à l'indépendance du pays, un congrès réunit les tribus de la région du Sous. Il décida qu'au cas où l'on prendrait les armes contre l'envahisseur, ce serait sous les ordres d'El Hiba. Un mois plus tard, tandis qu'à Fès, Abdelhafid se refusait, après avoir signé, à jouer le rôle de « Sultan des Français », il y eut à Tiznit, à la prière du vendredi, des gens pour exiger que le nom d'El Hiba fût prononcé comme celui de l' « Emir des Croyants ». Ainsi fut fait, et la nouvelle s'en répandant comme une traînée de poudre, les députés de toutes les tribus accoururent pour prêter le serment d'allégeance.

Selon certains ([15]), les Allemands, dans les derniers moments de leur rivalité avec la France — elle ne prit fin qu'avec l'accord du 4 novembre 1911 — auraient été, par leurs incitations, à l'origine de la promotion d'El Hiba. C'est très plausible. Mais l'adhésion massive et spontanée qui l'accueillit n'en fut pas moins l'effet d'un sentiment réel et très profond des masses. Le ralliement fut si total et si impératif, que le Pacha de Taroudant, représentant pourtant dans la région, Abdelhafid, Sultan en titre, se vit contraint de dépêcher son fils à El Hiba.

Après avoir levé des contingents et mis sur pied l'équipe de son Gouvernement, celui-ci décida d'aller prendre Marrakech, la capitale du Sud, pour y installer son pouvoir. Moins qu'une campagne, ce fut, de bout en bout, une marche triomphale. Chacun voulut en être, lettrés, artistes et religieux, et, d'une étape à l'autre, tumultueux et composite, le cortège s'enflait. Les tribus oubliaient leurs querelles. La foi en El Hiba les avait toutes unies. Il bouterait d'abord les ennemis hors du pays. Mais on disait aussi que sous son règne, les Caïds seraient abolis. Les yeux se désillaient, les langues se déliaient, et l'on grondait contre les Goundafi, les Metougui, les Glaoui, et les ʿIyyadi, ces grands Caïds qui, depuis vingt ou trente années, tyrannisaient tout le sud du pays. Chemin faisant, voici que justement, on parvenait sur les domaines du Metougui, au défilé d'Imi n'Tanout. Allait-il fermer le passage ? Logiquement, il le devait. Mais confondu par l'unité étrange, presque contre nature, réalisée par les tribus, et redoutant d'être emporté par le torrent, il livra le passage. Mieux encore, il se mit aux ordres d'El Hiba.

On descendit alors sur Marrakech. La ville était en grand émoi, et le Pacha Mennou fit mine, naturellement, de vouloir la défendre. Mais comme il l'a lui-même raconté par la suite, en approchant d'un corps de garde, il entendit ses gens qui s'exclamaient : « Est-ce que le Pacha se figure que nous allons l'aider contre nos frères du Sous qui défendent le pays ? Par Dieu, nous ne nous battrons pas contre eux ([16]). Au bout du compte, Mennou, suivi des grands Caïds, sortit en grande pompe pour accueillir le nouveau Sultan choisi par le peuple, El Hiba.

En faisant allégeance, toutes les tribus du Sous et, après elles, la ville de Marrakech, avaient remis à El Hiba leur sort entre ses mains. A lui d'exercer seul le pouvoir absolu. C'était l'investiture traditionnelle, et le Maroc, hormis le précédent sans lendemain d'Abdelhafid, ne savait pas encore d'autre formule. Mais l'homme allait-il être à la mesure de ses devoirs dans la crise la plus grave qu'ait connue son pays ? On ne l'avait choisi qu'en souvenir de son illustre père. Or, il n'avait de ce dernier ni

(15) Mokhtar Es-Soussi : *op. cit.*, vol. IV, p. 104.
(16) *Ibid.*, p. 132.

l'expérience, ni la lucidité, ni la vigueur de caractère. Ce pieux lettré, grandi loin de la politique, vit dans le choix dont il était soudain l'objet, le doigt de Dieu le conduisant aux destinées de Youssef Ben Tachfine. La force venue d'En Haut expliquait seule une réussite où il n'était lui-même pour rien. Sa soumission à Dieu devait donc lui suffire comme garant du succès. « Voilà, dit-il un jour, en brandissant son chapelet, ce qui me permettra d'aller jusqu'à Damas et jusqu'au Caire » (17).

Fort de cette analyse, il s'enferma à Marrakech, dans les palais royaux d'où étaient refoulés, quand ils se présentaient, les délégués de ceux qui l'avaient porté jusque-là. Cependant, ses amis sahariens se répandaient par la cité où les biens et les gens souffraient de leurs molestations. Enfin, les grands Caïds et les hauts dignitaires, acquis aux intérêts français, se conciliaient par des cadeaux ses bonnes grâces et le circonvenaient. Le résultat fut que, très vite, cruellement déçus, ses bataillons ruraux se clairsemèrent, beaucoup rentrant chez eux. De leur côté, les citadins déchantant aussi vite, se renfermèrent dans une sourde hostilité. Quant aux Français dont El Hiba recevait les amis en privé, ils approchaient en attendant que la situation fût mûre. Le 7 septembre 1912, à Sidi Bou Othman, il leur suffit, avec la connivence de certains Grands d'en face, de quelques heures de canonnade, pour faire crouler comme un château de cartes, l'éphémère royauté d'El Hiba.

De retour dans le Sous, quoique déchu, il trouva les tribus encore prêtes à s'unir sous son nom. Pendant sept ans, jusqu'à sa mort, face à l'envahisseur, il sera leur emblème. Et après lui, l'un de ses frères prendra la succession pendant quinze autres années. Mais cependant qu'à Marrakech il avait remis le Protectorat en question, il n'était plus, dans son refuge du Sous, qu'un assiégé face à ces grands Caïds qui l'avaient adulé et qui depuis, luttaient au service des Français. Résistance héroïque, mais confinée et condamnée à terme, comme celle qui se mena en divers autres points du pays.

Que conclure cependant, de l'échec d'El Hiba ? Etait-il donc inscrit, comme on a pu le croire, dans la nature des choses, du fait du tribalisme et des rancunes entre ruraux et citadins ? C'étaient là, il est vrai, des éléments contraires. Mais on a vu qu'ils s'effacèrent devant le flot qui déferlait entre Tiznit et Marrakech. Si la marée ne monta pas plus haut, si le reflux fut si soudain, on ne le dut qu'au manque de direction ou, pis encore, à l'ineptie du chef. Choisi pour des mérites qui n'étaient pas les siens, El Hiba fut porté par ses troupes, au lieu de les conduire. Et quand, circonvenu par l'adversaire, il se mêla de commander, c'est lui-

(17) Cette déclaration fut faite par El Hiba au Cadi de Marrakech, à l'époque, Abou Chaïb Ed-Doukkali. C'est le témoignage direct de ce dernier qu'a recueilli Mokhtar Es-Soussi, *in op. cit.*, p. 148.

même qui dès lors, brisa tous les élans. Mais d'autre part, sa nullité offre au moins l'avantage de laisser voir à l'historien la courbe nue des forces qui le poussèrent. Face à l'invasion étrangère, de larges masses populaires, à la campagne comme à la ville, furent traversées d'un sentiment assez puissant pour les mouvoir ensemble, sans le besoin de l'appareil d'Etat ni pour les ébranler au préalable, ni pour les encadrer, malgré lui au contraire, en essayant de s'en créer un neuf. C'est là d'ailleurs, en cet essai de création, que l'échec les guettait pour n'avoir su trouver le chef capable de s'orienter dans la situation. Echec aux lourdes conséquences puisqu'il minait à l'avenir, la foi dans le succès de toute autre entreprise similaire. Pourtant, comme allait le montrer la poursuite du combat dans les régions encore inoccupées, malgré la défaite d'El Hiba et le défaut de perspectives, le peuple ne se résignait pas, la flamme était toujours ardente. Aussi, qu'à un moment, ici où là, les circonstances vinssent à y concourir, mais que se présentât aussi un chef à leur niveau, et tout pouvait recommencer pour mener cette fois, à une suite bien différente.

Voilà ce qui, neuf ans plus tard, et à l'autre bout du pays, surviendra en effet, après d'ailleurs toute une suite d'avatars. Et ce sera la guerre du Rif.

LA RÉUSSITE FRANÇAISE

A l'annonce du Protectorat, une grave émeute avait secoué Fès. Nous n'avons pas à en donner ici la relation. Mais sa violence, et cela nous concerne, avait montré que, le Sultan une fois soumis, il faudrait néanmoins réduire aussi les Marocains. El Hiba et la vague populaire qui l'avait soulevé, étaient venus ensuite le confirmer. Le problème colonial reprenait donc, et garderait sans doute longtemps, un côté militaire. Or, nul n'était mieux indiqué pour le régler dans ses divers aspects, que l'homme choisi à cet effet, le général Lyautey. Formé sous Galliéni en Indochine et à Madagascar, politicien autant que militaire, favori du « Parti colonial » et lui-même dévoré d'ambition, Lyautey s'était trouvé depuis 1903, en Algérie, aux confins du Maroc, et son activité, pendant neuf ans, n'avait tendu qu'à la conquête de ce pays. Tirant parti d'accords qui permettaient, depuis 1901, de franchir la frontière marocaine sous le prétexte de l'ordre à maintenir, il avait mis au point, à titre de « jalon... d'indication » (1) pour l'avenir, une méthode de « lente infiltration », de « pénétration progressive », de « désagrégation occulte » (2) qui lui avait permis, « par tache d'huile » (3), grâce « aux coups frappés

(1) Dans une lettre de janvier 1905, au commandant Reibell, Lyautey explique que ce qu'il réalise à la frontière marocaine, « servira de jalons et d'indication pour le mode à suivre sur les autres points du Maghreb ». Cette lettre a été publiée par Lyautey dans le recueil intitulé *Vers le Maroc. Lettres du Sud oranais, 1903-1906,* Paris, 1937, p. 165.

(2) Ecrivant à Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie, le 3 octobre 1906, Lyautey lui dit : « Ce que je demande... c'est qu'on me laisse... continuer l'infiltration lente, la pénétration progressive, la désagrégation occulte que j'ai pratiquée et qui a réussi jusqu'ici. », *ibid.,* p. 300.

(3) « La constitution du système de protection... se fera non par colonnes ni par coup de force, mais par tache d'huile, par une progression faite pas à pas... en utilisant les rivalités des tribus entre elles et de leurs chefs... Cette action de dissociation est une de celles à poursuivre dès maintenant. » Instructions de Lyautey au commandant Pierron, fin novembre 1903, *ibid.,* pp. 25-26.

en sourdine et au terrain gagné en tapinois » (4), d' « engager clandestinement... la pénétration du Maroc » (5). Et dès 1906, il pouvait dire : « Je sens que je tiens ce pays... C'est ainsi... que je rêvais de pénétrer le Maroc, de proche en proche, sûr de mon outil et de ma méthode » (6). Aussi, quand en 1912, il fut nommé Résident général de la France au Maroc, ce n'était pas pour commencer, mais pour poursuivre et couronner une entreprise en bonne voie et à lui familière.

Surtout que maintenant, il trouvait devant lui des conditions et des moyens nouveaux. Car le Protectorat était une formule qui lui donnait à lui, tous les pouvoirs, ne laissant au Sultan que le droit, ou mieux, l'obligation de les légitimer en couvrant de son sceau les décisions à prendre. Sans être roi, Lyautey était le maire du Palais. Et c'était mieux ainsi. Avec la coiffe et les lunettes de Mère-grand, Sire le Loup se faisait fort, selon son vieux dessein, de « digérer » la proie sans le désagrément des violences préalables (7).

Il ne manquait pourtant ni de griffes ni de dents. En arrivant, il disposait de 47 000 hommes dotés du meilleur armement, et il en eut bientôt 80 000 (8). Ce dont jamais Sultan n'aurait rêvé. De plus, la France lui allouait par an, quelque cinq cents millions, soit près de trente fois les ressources ordinaires de l'Etat marocain (9). De quoi payer ses troupes et édifier, pour leur intervention, des routes, des pistes, des voies ferrées, des ports et des camps fortifiés. De quoi alimenter aussi, cette « cavalerie de Saint Georges » (10) qui faisait succomber au Maroc, les consciences

(4) « Je ne crois qu'aux coups frappés en sourdine et au terrain gagné en tapinois. » Lettre à E.M. de Vogüé, le 13 janvier 1904, *ibid.*, p. 35.

(5) « Cette pénétration discrète du Maroc que j'ai commencée clandestinement et qui est désormais engagée. » Au même, le 17 juillet 1904, *ibid.*, p. 81.

(6) Au même, le 31 mai 1906, *ibid.*, p. 280.

(7) « Il faudra digérer et non conquérir le Maroc. » Lettre à Max Leclerc, le 29 octobre 1903, *ibid.*, p. 32.

(8) *Les opérations militaires au Maroc,* ouvrage collectif publié par le Ministère de la Guerre, Imp. nat., Paris, 1931, p. 53.

(9) Rapport de Lyautey au Ministre de la Guerre Maginot, le 13 août 1923. Y compris la contribution du Protectorat, Lyautey disposait de 496 millions en 1921. Ce rapport se trouve dans le recueil publié par Pierre Lyautey sous le titre : *Lyautey l'Africain, lettres et documents,* Paris, 1953-1957, vol. IV, pp. 227-228. La contribution du Protectorat était alors minime. En 1912, les recettes n'atteignaient pas 18 millions. *Cf.* Albert Ayache : *Le Maroc, Bilan d'une colonisation,* Paris, 1956, p. 121.

(10) « Ce qui manque le plus ici, c'est la cavalerie de Saint Georges », lettre à Eugène Etienne, le 17 février 1904, dans Lyautey : *Vers le Maroc...,* p. 38. C'était alors en 1904. Il en ira autrement à partir de 1912.

de caïds, de vizirs, de chefs de confréries, et en France, sur « le front parisien », celles de grands journalistes et de parlementaires (11).

Par un adroit recours à ses divers moyens, Lyautey avait d'abord, au nom d'Abdelhafid, maté l'insurrection de Fès que nous évoquions à l'instant, puis déposé Abdelhafid devenu indocile, au profit de son frère, Moulay Youssef plus complaisant, enfin, au nom de ce dernier, conjuré la menace d'El Hiba. Tenant dès lors, les plus grands centres du pays, couvert par un Sultan qui lui devait son trône, il put en deux années, étendre sa conquête au Maroc atlantique, constitué de plaines et de plateaux, à l'exclusion des grands massifs qui les entourent. Ce que dans son langage, il désignait comme « le Maroc utile ». Utile assurément puisque c'est là qu'étaient les bonnes terres à distribuer aux colons et qu'on pouvait sur l'heure, y commencer l'implantation européenne. Utile aussi, car on pouvait y vivre en y organisant tout à son aise, les actions offensives à engager aux points et aux moments choisis, contre la montagne insoumise. Cette première étape s'acheva en mai 1912, par la prise de Taza où se fit la jonction avec l'armée française en Algérie. Auparavant, la liaison avec la « métropole » n'était possible que de Casablanca, par la voie maritime. Désormais, les moyens acheminés aussi par voie de terre, seraient bien plus vite à pied d'œuvre.

Quant au pays qui demeurait encore en dissidence, c'était toute la montagne, soit, au Maroc, les deux-tiers du pays. Mais les tribus retranchées là, et qui, bien sûr, tiraient parti de leur terrain pour se défendre, étaient gênées par contre, si, pour s'unir, elles désiraient communiquer entre elles. De plus, quoique placées à la périphérie, elles ne cernaient pas l'occupant installé dans les plaines. Bien au contraire, c'est ce dernier qui, d'Algérie et des territoires sahariens, les prenait à revers. Economiquement aussi, elles étaient dépendantes de la plaine. Pour acheter ou vendre, l'année durant, elles devaient y descendre. L'hiver surtout, elles étaient bien forcées d'abandonner leurs cimes enneigées pour leurs cultures et leurs pâturages de piémont, tout au contact de l'occupant et à portée de ses canons. Or, voilà pour finir, que celui-ci s'interposait entre elles et le Sultan, traditionnel arbitre de leurs litiges, indispensable animateur de leurs actions communes. Isolement géographique, économique et politique qui leur rendait bien difficile, sinon même impossible, toute opération d'envergure comme en eût exigée l'offensive, mais donnait au

(11) Lettre adressée par le Chef du cabinet civil de Lyautey, Vatin-Pérignon, à Pierre Lyautey, neveu du maréchal, le 25 mai 1925. Cette lettre, qui révélait les manipulations auxquelles se livrait Lyautey dans le monde de la presse et de la politique, a été publiée à l'époque par le journal l' « Humanité ». On en trouvera le texte dans pierre SEMARD : *La guerre du Rif,* Paris, 1925, pp. 125-128.

contraire à Lyautey latitude de ne s'en prendre à elles que tour à tour, au moment de son choix et de les picorer en quelque sorte, comme les grains d'une grenade dûment décortiquée.

Il avait verrouillé les issues de vallées de petits postes dotés de mitrailleuses et de canon. En cas d'attaque, fort improbable, ces postes étaient capables de soutenir le premier choc en attendant l'intervention d'une formation de six à sept mille hommes, stationnée à l'arrière, toujours prête à marcher, le « groupe mobile », qui assurait dans tous les cas, la supériorité du nombre et des moyens. Si l'ennemi n'attaquait pas, ce qui était le cas en général, Lyautey aussi se cantonnait, le temps qu'il y fallait, dans une attitude pacifique. Ses chefs de postes laissaient soumis et insoumis franchir les lignes dans les deux sens. Ils encourageaient même contacts et transactions pour créer un climat propice à la collecte d'informations sur les tribus d'en face, leur terrain, leurs ressources, leurs moyens militaires, leurs querelles de familles. Ainsi se découvraient ici ou là, le chef de zaouïa, le notable ambitieux que quelques sacs d'écus assortis de promesses parvenaient à convaincre. A eux, dès lors, notable ou chef de zaouïa, de faire jouer leur influence pour restaurer dans la région, le pouvoir de l'Emir des Croyants dont les Français n'étaient en l'occurrence, que le bras séculier. A eux de provoquer à cet effet, la zizanie pour saboter entre tribus, et jusqu'au sein de chacune d'elles, toute tentative de résistance commune. C'était la phase indispensable de « l'action politique » (12).

Quand ce travail occulte avait porté ses fruits, quand la tribu que l'on voulait réduire avait ses rangs minés, ses alliances compromises, alors, mais alors seulement, on passait aux moyens militaires sans recourir pourtant, ni à l'assaut ni aux affrontements. On commençait par le blocus, qui fermait le passage entre la plaine et la montagne et privait la tribu de l'essentiel de son ravitaillement (13). Puis, les contacts de la tribu avec le reste de la montagne étaient aussi interrompus par le bombardement, depuis les postes ou par l'aviation, de ses marchés forains. Enfin, l'un

(12) Outre les renseignements fournis par Lyautey lui-même dans ses lettres et rapports, il existe une abondante littérature sur les méthodes de cette « action politique ». A titre indicatif, on pourrait citer : J. DU TAILLIS : *Le nouveau Maroc,* Paris, 1923, et Capitaine Pierre VALLERIE : *La pénétration militaire au Maroc,* Paris, 1934.

(13) « Le principe du blocus était que nous ne laissions venir en territoire soumis aucun représentant des fractions qui d'une façon ou d'une autre, manifesteraient contre nous de l'hostilité. D'autre part, nous essaierions d'empêcher le ravitaillement de la montagne en céréales et matières premières. » Note rédigée en 1914, par le commandant du Bureau des Renseignements de l'Ouergha, sous le titre *Politique suivie depuis 1912,* Archives de Rabat (sans cote).

après l'autre, tous ses moyens de vie étaient atteints. Ses laboureurs étaient, de loin, tués à leur charrue. L'artillerie interdisait à ses troupeaux l'accès des pâturages et des points d'eau. Ou bien, un raid de cavalerie les lui raflait tout simplement. Entre la neige de ses montagnes et la bouche des canons, la tribu affamée, isolée, divisée, s'épuisait. Un jour, elle se rendait (14).

Ce n'était pas pourtant, la fin de ses épreuves. Les conditions qu'elle subissait n'étaient pas tendres. Rendre d'abord ses vieux fusils bien archaïques, mais grâce auxquels elle avait eu le sentiment de vivre libre ; puis livrer des otages ; sacrifier au vainqueur un nombre de taureaux proportionnel au nombre des familles ; payer une accablante indemnité de guerre ; fournir enfin les hommes requis par l'occupant pour ses cor-

(14) Sur ces procédés de guerre, on lira avec fruit, du capitaine COUTARD : *Au Maroc, contre la montagne insoumise. Méthodes d'action politique, économique et militaire,* dans « Revue d'Infanterie », décembre 1920, mars 1921, avril 1922. Relevons-y notamment ce passage : « Villages et casbahs où s'engrangent les récoltes, où les montagnards se réfugient pendant les plus dures journées de l'hiver, terrains de culture dans le haut et le bas du pays, troupeaux de bœufs, de moutons et de chèvres en perpétuelle migration, douars alternativement campés en plaine ou en montagne, jardins, points d'eau et marchés sont autant d'objectifs vulnérables... L'action militaire vise plutôt la conquête de ces objectifs que la poursuite et la défaite. » (mars 1921, p. 33).

Voici d'ailleurs, un exemple concret d'application de la méthode :

« Privés de leurs pâturages habituels de la rive droite de l'Oum er-Rebia que leur interdisent de façon absolue nos postes de Taka Ichian, d'oued Amassine, de Khénifra, de Zaouïa des Aït Ishaq, les insoumis Zaïan, Ichkern et Aït Ishaq n'ont trouvé d'autre refuge contre les rigueurs de la saison qu'au pied même de leurs montagnes, à la portée limite de nos canons. Dans le court espace où ils peuvent se mouvoir, leurs troupeaux pressés ne rencontrent qu'une nourriture insuffisante. Ils sont, en outre, exposés aux razzias de nos partisans qu'appuient nos éléments mobiles, et au bombardement de nos avions dont l'action prolonge efficamement celle de nos postes. Dans une seule affaire, le 13 décembre, les Imzinaten ont perdu plus de 3 000 têtes de bétail. ». Cet exemple est relevé dans le « Rapport mensuel du Protectorat » de décembre 1920.

Pour terminer ce bref échantillonnage, voici le texte du télégramme 15430 adressé par le colonel Colombat à ses commandants d'unités : « Prière de faire connaître si vous avez été appelés à donner à vos commandants de postes des instructions différentes de celles ordonnées au paragraphe 3 de mon télégramme 1468 du 22 novembre en ce qui concerne tirs artillerie et mitrailleuses sur laboureurs dissidents ensemençant dans rayon action des postes. Dans quelques semaines, il sera possible de repérer tous les territoires ensemencés, et c'est à ce moment-là qu'il sera possible de me rendre compte de quelle façon ont été exécutés sur tout le front insoumis les prescriptions de mes télégrammes 1468 du 22 novembre et 1481 du 25 novembre. Ouezzane, 13 décembre 1921. ». Le texte de ce télégramme fut révélé au public français en 1925, par le journal l' « Humanité ».

vées multiples de génie militaire ([15]). Voilà qu'alors, taxée de trahison par les tribus voisines demeurées insoumises, elle subissait encore leurs représailles contre lesquelles, sans armes désormais, elle n'avait plus d'autre recours que les Français. Quand en échange, ceux-ci lui demandaient des « partisans » payés jusqu'à trois francs par jour, pour les lancer, armés de vrais fusils, sur les tribus voisines, avec mission de les piller et le droit de garder le butin, comment, dans sa frayeur et son absolu dénuement, ne pas accueillir l'offre comme une aubaine ? ([16]). Mais après çà, la haine inexpiable qui l'opposait à tous ses voisins libres, lui faisait faire de nouveaux pas au service des Français. Elle fournissait entre autres, des tirailleurs pour des régiments mis sur pied à l'arrière. C'est là, dans une commune servitude, que se ferait tant bien que mal, la réconciliation avec ceux qui, la veille encore, prêtaient la main contre elle.

La réduction patiente de tribus successives permettait à Lyautey d'enfoncer çà et là, des coins dans la montagne suivant la ligne des vallées. Quand les fissures étaient assez profondes et que la tâche de corruption menée par ses services avait suffisamment pourri le terrain au-delà, il y lançait soudain, par une manœuvre conjuguée, deux ou trois « groupes mobiles », qui s'engouffrant chacun de son côté, se rabattaient ensuite vers un point de jonction choisi pour isoler tel massif de l'ensemble. Il fractionnait ainsi la dissidence en poches, ou, pour parler comme lui en « taches », auxquelles il s'attaquait ensuite séparément pour les réduire

(15) Voici, à titre d'exemple, les conditions imposées à la tribu des Sanhadja du Mosbah après sa soumission, le 23 décembre 1925 :

1. Sacrifice d'un taureau par dix familles.
2. Engagement de nous fournir des travailleurs pour la mise en état des routes et pistes. Ces travailleurs seront rétribués.
3. Réfection gratuite des routes détruites par eux.
4. Remise de 35 otages qui répondront de la sécurité de nos troupes sur le territoire Sanhadja.
5. Versement d'un fusil et de 300 F par famille dans les huit jours. Versement immédiat de 12 000 F.
6. Engagement de nous fournir des partisans pour les opérations futures.

(Cité par le « Bulletin du Comité de l'Afrique française », janvier 1926, pp. 52-53.)

(16) Voir dans la « Revue de Cavalerie », t. III, mars-avril 1923, l'étude du Capitaine TARRIT sur l'*Emploi des Partisans au Maroc,* pp. 197-211. C'est, note-t-il, « l'attaque par surprise de douars insoumis » et « la razzia de leurs troupeaux » qui conviennent le mieux aux partisans. « Car ils escomptent le butin qui en sera le résultat positif. Ramener au douar des bœufs, des moutons, des chèvres, qui sait, des biens pillés à l'intérieur même des tentes des insoumis... ce sera la bombance pendant plusieurs jours. » (p. 203)

toujours suivant la même méthode, mais avec plus d'aisance chaque fois, et plus de résultats dans son application.

En 1922, quand la conquête entrait déjà dans la neuvième année de cette deuxième phase, la moitié des régions à réduire demeurait hors d'atteinte. C'était, dans le Moyen Atlas, une vaste poche, « la tache de Taza ». C'était aussi tout le pays au sud du Haut Atlas, soit le Saghro, l'Anti-Atlas et le Tafilalet. Mais les Français tenant l'autre moitié, dont surtout les hauteurs qui encadraient directement le Maroc atlantique, il leur suffirait de patience pour en venir un jour ou l'autre à bout. En attendant, ils dominaient et exploitaient déjà un Maroc assez vaste, assez sûr, assez riche pour les payer de leur effort sans plus de crainte pour leur établissement. De grands domaines étaient passés aux mains de leurs colons. Leurs capitaux s'investissaient en terrains, en immeubles, dans les transports, les mines et le commerce. Du haut en bas de l'appareil d'Etat, Vizirs, Caïds, Pachas étaient doublés de Directeurs ou Contrôleurs français qui détenaient la décision. Les techniciens étaient français. Les administrations et les services que l'on créait étaient peuplés de fonctionnaires et d'employés français. Auprès de chaque ville, une cité nouvelle, française, avait surgi, qui en captait les principales fonctions. En face de ces foyers en expansion, le vieux Maroc, autrement dit les Marocains, dont la croyance et les usages étaient pourtant l'objet des égards officiels, semblaient voués à s'effacer sinon à disparaître. A la présence armée, s'ajoutait une emprise économique et administrative plus pénétrante et plus prégnante. Tout retour en arrière était inconcevable. On était tout surpris si quelqu'un rappelait qu'un bon tiers du pays restait en dissidence. Pour l'opinion, tout le Maroc était conquis ou, comme on disait, « pacifié ». Pays français comme l'Algérie, c'était même le fleuron de l'Empire. Des publicistes, des écrivains en vue venaient y ranimer la flamme de leur lyrisme. Ils y trouvaient l'illustration du pur génie français mêlant puissance et générosité. Ils soulignaient l'aisance de la conquête qui s'était faite, à ce qu'on prétendait, sans effusion de sang ou presque. C'est qu'on avait conquis aussi les cœurs et les esprits. Voilà qui justifiait, même après coup, tout le passé de l'œuvre coloniale en lui restituant son vrai visage humanitaire. Lyautey enfin, l'artisan du miracle, dominait le tableau couronné de lumière. La République venait de consacrer sa gloire en lui donnant bâton de Maréchal comme aux triomphateurs du grand conflit mondial. Il devenait figure universelle. On se mettait à son école. Des visiteurs admiratifs, militaires de haut rang, espagnols, italiens, voire anglais, s'en venaient essayer de lui prendre son secret. Les hommes d'Etat cédaient à l'engouement. Le Chef du Foreign Office, Sir Austin Chamberlain écrivait de sa main dans une note confidentielle :

« La réussite du maréchal Lyautey... fait mon admiration. C'est un grand soldat-administrateur. Et l'hommage le plus beau à lui rendre de la part d'un Anglais, c'est de dire que si le Maréchal était lui-même anglais, son œuvre s'inscrirait dans le meilleur de notre tradition en rehaussant encore le lustre de notre riche histoire. » (17).

On le voit, la mesure était comble.

*
* *

Pourtant, on ne peut rien comprendre à la tempête qui allait suivre si l'on s'obstine à regarder Lyautey dans le ciel bleu de sa légende. Doué bien entendu, des qualités requises, et tendu tout entier vers son but, il sut indiscutablement tirer un excellent parti de conditions d'abord toutes favorables. Mais devenu trop sûr de son étoile, trompé sur les raisons et sur l'ampleur de son succès, il ne perçut jamais dans son élan, la vraie nature de forces qu'il comprimait quand il croyait les conjurer.

Il existait en France des groupements industriels et financiers qui retiraient, depuis des décennies, des profits grandissants du Maroc alors indépendant. Ils en escomptaient plus encore, si le Maroc venait parfaire le domaine africain de la France (18). Mais sa conquête, en attendant, grâce aux besoins qu'elle impliquait en fournitures de guerre et en transports de troupes, représentait déjà une fructueuse affaire. C'était là le ressort, et la puissance s'en mesurait aux intérêts en cause.

Sur le plan politique, ces intérêts avaient pour les traduire et les servir, le « Parti colonial » (19). Ce qu'on nommait ainsi n'était pas en fait un parti, mais un groupe d'influence, un organisme semi-occulte qui agissait par noyautage. Il disposait d'intelligences et d'amitiés actives dans le monde de la presse, les divers groupes parlementaires et les Services ministériels. Il arrivait par leur moyen, à former l'opinion, à peser sur les choix politiques et à placer ses gens aux postes clés de l'administration. Il s'employait, aux différents niveaux, à faire voter crédits et effectifs, puis il veillait, quitte à forcer souvent la main des responsables, à leur emploi au mieux des intérêts servis. C'est lui qui, par Jonnart, Gouverneur général à Alger, avait choisi Lyautey pour commander dans le

(17) Note manuscrite du 18 décembre 1924, For. Off. 371/10584-408, f° 119.

(18) Les groupes principaux étaient la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Société Schneider et Cie, la Banque de l'Union parisienne. Mais la liste est bien plus longue. *Cf.* Albert AYACHE, *op. cit.*, chap. V et *passim*.

(19) Sur les hommes de ce « Parti colonial », cf. Henri BRUNSCHWIG : *Mythes et réalités de l'impérialisme colonial français, 1871-1914,* Paris, 1960.

Sud oranais (20). C'est lui, en la personne du député d'Oran, Eugène Etienne, qui l'avait fait nommer au grade de général (21). C'est lui, et par Jonnart encore, qui l'imposa, trois ans plus tard, malgré Picquart, ministre de la Guerre, pour commander la Division d'Oran (22). A l'entière dévotion de ses « chefs et patrons, Jonnart, Etienne, Thomson » (23), mais « couvert » (24) en retour, « immunisé » (25) par eux, et « appuyé à fond » (26), ce subdivisionnaire pouvait défier, narguer même, ceux qui, jusqu'au sommet, n'étaient ses chefs que par la hiérarchie. Il refusait de rendre compte de l'usage de ses fonds, faisait marcher ses troupes sans autorisation (27), franchissait la frontière et, entrant au Maroc, il occupait des positions qu'il refusait ensuite d'évacuer malgré les ordres exprès de son Gouvernement (28).

Mais en servant avec un tel brio les plans de ses patrons, Lyautey n'oubliait pas, dès ce moment, de se servir lui-même. Il invitait au siège de son commandement, des journalistes, des hommes de lettres qu'il régalait en grand seigneur. Au faste et au panache, il savait joindre dans son accueil, une chaleureuse intimité. Le quittant éblouis et flattés, ses

(20) LYAUTEY : *Vers le Maroc...*, pp. 1 et 2, n. 3.

(21) *Ibid.*, p. 9. Lettre à E. Etienne, le 28 octobre 1903.

(22) *Ibid.*, p. 347. Lettre à E.M. de Vogüé, le 28 décembre 1906.

(23) « Appuyé à fond par mes chefs et par mes patrons, Jonnart, Etienne, Thomson. » Lettre de Lyautey à J. Silhol du 27 novembre 1904, *ibid.*, p. 132.

(24) « Jonnart est parfait et me couvre à fond. » Lettre à E.M. de Vogüé du 16 février 1904, *ibid.*, p. 37.

(25) « L'amitié d'Etienne m'immunise. » Lettre à Max Leclerc du 6 mai 1906, *ibid.*, p. 269.

(26) Voir note 23.

(27) A peine avait-il pris son commandement qu'il écrivait à sa sœur : « Je me suis décidé, à la stupeur de mes officiers, à tout faire sans attendre d'ordre » (11 novembre 1903), *ibid.*, p. 11. Trois jours plus tard, il écrivait à Galliéni : « En dépit de l'hostilité visible des grands chefs militaires... j'ai pris mon parti et j'ai envoyé mes ultimatums... demandant [au Gouverneur Jonnart] :

1° Le commandement de mes troupes.
2° L'autonomie de ma subdivision.
3° La correspondance directe avec lui.
4° Une délégation de crédits.
5° Le droit de mouvoir mon monde sans attendre l'autorisation.

Ibid., p. 13.

(28) Début juillet 1904, Lyautey avait occupé de son propre chef Ras el Aïn en territoire marocain. Le 30 juillet, le Conseil des ministres décida le retrait de Ras el Aïn. Lyautey refusa d'obtempérer. Et de fait, le Gouvernement finit par accepter de l'y laisser « provisoirement », mais, commente Lyautey sur un ton goguenard, en écrivant à Etienne, « d'un provisoire qui durerait plus longtemps que nous ». Lettre du 31 juillet 1904, *ibid.*, p. 83.

hôtes s'en allaient lui tresser des couronnes à Paris où bientôt il jouit d'une manière de popularité. Après n'avoir été qu'un commis du Parti colonial, voilà qu'il s'y hissait au niveau des « patrons », avant d'en être un jour, sans doute, figure de proue. Ce fut donc lui que l'on choisit, dès que le Protectorat fut signé, pour exercer sur place la domination de la France. Le Parti colonial et les groupes qu'il servait, pouvaient être assurés qu'à une plus grande échelle, il le ferait dans le même sens qu'en Algérie. De son côté, Lyautey pouvait aussi partir tranquille. Revêtu au Maroc des pouvoirs du Sultan, il était sûr, de par le poids de ses amis, que, pour en bien user, il recevrait de France tout ce qu'il lui faudrait en hommes et en argent, sans subir de contrôles tatillons ni être à la merci d'un vote parlementaire. Et tandis qu'à Paris, les Assemblées faisaient et défaisaient les ministères, c'était pour lui, un long règne de treize ans qui allait commencer à Rabat.

En arrivant dans un pays profondément hostile, il affrontait sans doute une périlleuse situation. Mais il avait tous les atouts en main. Nombreuses, bien entraînées, dotées d'armes puissantes, les troupes dont il venait prendre la tête, pouvaient à tout moment, être ravitaillées ou renforcées. Sauf Marrakech, elles occupaient déjà les grandes villes et contrôlaient d'importants territoires. En face, il n'y avait aucune armée. Les maigres unités entretenues par les Sultans étaient alors en décomposition et en principe, vu le Protectorat, il leur fallait passer sous le contrôle français. En fait, dans cette perspective, ces unités se mutinèrent à Fès. Mais il suffit, pour les réduire, d'une action de police, sans le besoin d'une vraie campagne. Seules, des tribus se soulevant en nombre pouvaient constituer un adversaire sérieux. Encore eût-il fallu qu'ayant de l'ennemi une meilleure connaissance, et tenant compte de la disparité énorme des moyens, surtout qu'elles se battaient en plaine, elles aient, pour le combat, trouvé des formes appropriées. Tel n'était pas le cas. Dressées hâtivement au moment du danger, elles accouraient en rangs serrés pour s'opposer avec leurs pauvres armes, au feu roulant de l'ennemi. Bataille désespérée, mais bataille perdue qui suffisait en général, vu le manque de réserves et de terrain pour le repli, à entraîner la reddition. Si bien que la leçon de la défaite ne pouvait plus servir aux tribus occupées, cependant qu'en arrière, le même sort attendait celles qui, pour n'être pas encore entrées en lice, ne l'avaient pas encore tirée. C'est dans ces conditions que depuis cinq années, dès avant la venue de Lyautey, le corps d'occupation avait largement avancé la conquête. Lyautey lui-même, s'étant défait ainsi de l'armée d'El Hiba, n'eut plus qu'à terminer, comme une course aux obstacles réglés, l'occupation du plat pays. Côté français, on disait même que les tribus ne se livraient, dans chaque cas, qu'à un « baroud d'honneur », tant l'issue des combats paraissait assurée.

*
* *

Cependant, tout ne peut s'expliquer par l'avantage des armes. Pour conquérir les plaines et pour en maintenir surtout l'occupation aux moindres frais, Lyautey bénéficia aussi, et même au premier chef, de la situation confuse où le Protectorat avait mis les esprits. Depuis longtemps déjà, la carence du Makhzen devant l'Europe envahissante était la cause d'un désarroi profond. Et au début du siècle, les fautes d'Abdelaziz avaient été si graves que le pays s'était enfin dressé pour le destituer. Mais voilà que son frère, Abdelhafid, mis sur le trône comme un libérateur, avait porté lui-même le dernier coup en ouvrant le pays aux Français. Dans cette extrémité, la tradition, l'état des mœurs et de la société ne permettaient d'autre recours que de s'unir autour d'un prétendant capable, en conduisant la lutte, d'évincer le Sultan défaillant. Or, l'échec d'El Hiba avait mis fin à cet ultime espoir. Dès lors, le souverain en place, tout soumis qu'il fût aux Français, restait, faute de rechange, la seule incarnation de la communauté. Dans les consciences et dans les groupes, cela posait un délicat problème. Le cœur disait que l'on devait se battre, même en se passant de Sultan. Mais la raison faisait valoir qu'un combat dispersé n'offrait plus guère d'espoir tout en brisant l'union de la communauté. Obéissance ou rébellion, où était le vrai mal ? Indépendance ou cohésion, où était le devoir ? Or le seul fait que la question pût se poser était l'annonce d'une cassure que l'ennemi s'appliquerait à prononcer.

Le partage, en effet, ne tarda guère à s'opérer. Les négociants qui trafiquaient depuis longtemps avec l'Europe ou qui pourraient le faire avec l'armée d'occupation, ceux qui vivent de l'Etat ou ne peuvent s'en passer, dignitaires, fonctionnaires, possédants, citadins d'une façon générale, optèrent pour le Sultan, se résignant par conséquent, même avec répugnance, à pactiser avec les occupants. Ainsi, dès le début, les villes, soumises à peu de frais, fournissaient à Lyautey des points d'appui solides.

Quant aux tribus, qui composaient la grande majorité de la population, il y régnait, par contre, une volonté farouche de résister, mais jamais néanmoins tout à fait sans partage. Parmi les cheikhs de zaouïas bénéficiant dans la région d'une autorité religieuse, il s'en trouvait bien un à demeurer, en son âme et conscience, fidèle au souverain. C'est lui, armé et financé secrètement par les Services de Lyautey, à qui il revenait, dans telle ou telle tribu, de créer un parti pro-français sous le couvert du loyalisme et de la foi. Même composé de quelques stipendiés, ce parti aidait fort, par le renseignement, la diversion, la division, à réduire l'appareil qu'exigeait la conquête. Il recevait ensuite sa récompense quand la tribu était soumise et désarmée : ses membres accédaient aux postes de caïds, de cheikhs, de moquaddems ou de chaouchs, avec pouvoir discrétionnaire sur les gens et les biens. Puissants et riches par la grâce des

Français, mais menacés sans eux, des pires représailles, ces hommes étaient évidemment les plus fervents soutiens de l'occupant. A cet effet, on les dotait d'une gendarmerie tout aussi dévouée, mokhaznis bien armés, bien payés, levés sur place et connaissant de la tribu, tous les recoins et les secrets. Le tout était coiffé d'un officier ou contrôleur français.

Voilà qui dispensait Lyautey d'éparpiller son monde pour maintenir l'occupation de chaque tribu conquise. Aussi put-il, quand il fut maître du plat pays, conserver sous la main, à l'arrière, en quelques points choisis, le plus gros de ses forces, et n'avancer, tout contre la montagne, qu'un effectif réduit, disséminé en petits postes qui surveillaient la dissidence. Dans l'entre-deux, caïds et mokhaznis, plus quelques officiers, lui répondaient de la sécurité.

Dispositif économique grâce auquel notamment, les quatre années de guerre européenne n'eurent pas de conséquence sur la mainmise en cours de la France au Maroc. Il est tout naturel qu'on ait alors conçu, dans les sphères dirigeantes, une très grande estime à l'égard de Lyautey. L'erreur fut cependant de faire de lui un thaumaturge comme si, son seul talent expliquant le miracle, devait en conséquence, être capable de le perpétuer. On oubliait que ce talent d'ailleurs indiscutable, aurait été inopérant si Lyautey n'avait eu dans son jeu le Sultan sans lequel, au Maroc, on ne savait encore comment réaliser l'union. Que cette carte en vînt à perdre un jour, de sa valeur d'atout, et les choses deviendraient moins faciles. D'ailleurs, même au début, tout eût pu suivre un autre cours si, méritant le choix qu'on avait fait de lui, El Hiba avait su se conduire en Sultan. Ou bien tout simplement si, se ressaisissant, Abdelhafid avait polarisé autour de lui, comme le ferait un jour Mohammed V, les volontés de résistance dans le pays. En fait, pris de remords tardifs, Abdelhafid ne voulut pas tenir le rôle qu'il s'était condamné à jouer. Il refusa en conséquence, de rien signer des lois préparées en son nom. Mais ce refus, qui mit d'ailleurs Lyautey dans un bel embarras en grippant l'appareil habilement monté, ne fut qu'une fausse alerte. Il apparut bien vite comme un moyen, non pas de relancer la lutte, mais simplement de marchander une démission. Si bien qu'acceptant en effet de partir et de laisser le trône vacant, Abdelhafid légitima à tout le moins, le choix que devait faire Lyautey d'un successeur à son entière dévotion. C'est dire que par ce geste, il accordait en une fois, son blanc seing pour toujours. El Hiba incapable, Abdelhafid pusillanime, ce fut la chance de Lyautey, et non pas son génie.

Sans doute, sut-il en général, tirer tout le parti de conditions si favorables. Ce n'était pourtant pas un exploit. Car c'est trop peu de dire, comme nous faisions plus haut, que les Français avaient pour eux l'avantage des moyens. En fait, ils se battaient, rappelons-le, non pas contre

une armée organisée, mais dans chaque tribu, contre des groupes indépendants de paysans qui n'avaient vu du monde que leur coin de montagne et n'avaient pour toute arme que d'antiques fusils, lents à charger, sans précision et sans portée. En face, avec ses bataillons, ses fusils meurtriers, ses mitrailleuses et ses canons qu'il déployait ou concentrait à volonté en quelques heures de camion, avec aussi, le téléphone, la radio et l'avion, lui permettant, soit lui, soit ses seconds, de tout voir, tout savoir, d'être partout et d'y frapper à tout moment, Lyautey faisait figure de Jupiter tonnant. Est-ce à dire pour autant, qu'il avait remporté ses succès sans dommage ? Il s'en faut de beaucoup. Il lui advint dans la seconde étape de la conquête, d'essuyer même quelques cuisants revers. Ainsi, en 1914, au sud de Khénifra, à El Herri où, ce qu'on appelait une « colonne punitive », fut elle-même châtiée par Moha Ou Hamou et sa tribu Zaïan, laissant sur le terrain, outre tous ses canons, 600 hommes et 33 officiers. Ou bien en 1919, quand l'avant-garde française, avec 300 tués et perte de son artillerie, fut rejetée au sud de l'Ouergha où elle attendit cinq ans sa revanche. Mais alors qu'on montait les succès de Lyautey en épingle, en se gardant d'ailleurs d'en révéler le prix, on passait ses revers sous silence. Cela n'eût pas été possible quand Jules Ferry, pour une affaire apparemment moins grave, était tombé, après Lang Son, en 1885. Maintenant au contraire, un Parti colonial existait, plus actif et plus fort que jamais. De plus, donnée nouvelle fondamentale, les pertes au combat n'affectaient désormais, sauf pour les officiers, que des troupes de couleur ou les mercenaires étrangers. Le contingent français, moins que le quart de l'effectif, n'allait jamais au feu.

Voilà qui devait être dit pour achever de dessiner ce qui se profilait derrière Lyautey et nous conduire à apprécier plus justement les choses.

D'abord, il y eut bien, dans la conquête du Maroc, une réussite française. Mais plus que le talent d'un homme ou que les vertus de la race, ce qui en est l'explication dernière, c'est tout l'ensemble de ressources économiques et financières, d'influences politiques, de moyens militaires, de bases territoriales, de réserves humaines dont disposaient de plus en plus, les milieux coloniaux. Bref, le poids d'un Empire constitué, organisé et presque à l'apogée de sa puissance. Voilà ce qui avait, de longue date, préparé le terrain à Lyautey et mis entre ses mains tous les moyens de l'exploiter, y compris l'instrument politique remarquable constitué par le Protectorat. Et voilà qui devait par la suite, lui procurer une aide de chaque instant, dans la période de mise en œuvre de ces divers moyens.

Ensuite, s'il n'est que juste de convenir de cette réussite, tout ce qui précédait s'accorde mal, par contre, avec les mythes dont elle était parée. On dit qu'elle révélait l'union des cœurs entre colonisés et colonisateurs. Mais quand pareille union se serait-elle réalisée ? Est-ce au cours des combats, alors que la tribu, plutôt que de se rendre, mourait de faim et

succombait sous la mitraille ? Ou, la paix revenue, quand, écrasée d'amendes et de réquisitions, dépouillée de ses terres au profit des colons, elle subissait le double joug de l'étranger et du tyran local, cheikh ou caïd, nommé par les Français ? Voici ce que chantait l'aède dans les veillées berbères :

« Le caïd, c'est la meule du moulin,
Les Français, c'est l'eau vive qui l'entraîne,
Ah, malheur à nous, pauvre grain. »

Entre le grain broyé et le cours d'eau qui fait tourner la meule, quel magicien aurait fait naître l'amitié ? L'aède encore répond. Il chante :

« J'ai soif de vivre selon la foi,
Soif de mes brebis,
Oh, soif d'une paire de bêtes à ma charrue,
Soif des jours anciens, et de vivre
Sans toi, Matraque, au-dessus de ma tête. » ([29]).

L'effroi, le désespoir que dit cette complainte, tels étaient bien, à des degrés divers, les sentiments réels des Marocains face à leurs conquérants. D'où une morne passivité qui pouvait bien conduire à la résignation, mais au consentement, à l'adhésion des cœurs ? Comment eut-on la vanité d'y croire ? Qu'un jour vînt, de façon ou d'autre, à se desserrer le carcan, et l'on verrait combien restait ardente « la soif des jours anciens ». Là était le défaut, la menace latente qui pèserait, malgré sa réussite, sur l'emprise française au Maroc.

*
* *

On doit pourtant admettre que vers 1920, une telle menace pouvait sembler plus hypothétique que réelle. Pour prendre corps, elle avait besoin d'unité, et à tous les niveaux : à l'intérieur de chaque tribu, entre tribus voisines, entre régions, entre ruraux et citadins. Or, le pays était encore tout disloqué par la conquête. De plus, il faut le reconnaître personne mieux que Lyautey, ne comprenait que si tout l'appareil qui le servait tant en France qu'au Maroc, était la condition première de son succès, il resterait pourtant de peu d'effet si, de surcroît, lui-même ne parvenait à susciter et maintenir la division chez l'adversaire. Et si, en un domaine au moins, il fut un maître, c'est bien en celui-là. Depuis son arrivée, quinze ans plus tôt, en Algérie, il avait vu en regardant vers le Maroc, que là serait la voie à suivre. Une voie sûre et facile si, comme il observait dès août 1904, « partout... il y a deux çofs [deux partis] dont l'un serait avec nous parce que l'autre serait contre. Et nous trouverions

(29) *Poèmes de la résistance berbère,* recueillis par M.A. Galmiche et J. Robichez, *in* « Les Temps modernes », déc. 1949, pp. 973-987.

partout des points d'appui » ([30]). L'heureuse application qu'il fit d'emblée de cette découverte ne put, bien sûr, que renforcer son optimisme.

Pourtant, deux ans plus tard, il fut contraint de repenser l'ensemble de la question. C'était après Algésiras qui faisait passer au Maroc, un frisson de colère. Se référant alors à la « résignation passive » qui y régnait encore un an plus tôt, il notait qu'au contraire, « on parlait couramment » à présent, « d'insurrection prochaine » et « de guerre sainte ». Lyautey ne voulut voir la cause du changement que dans un sursaut religieux. On devrait donc, à son avis, considérer à l'avenir le facteur religieux qu'il avait négligé jusque-là. Si ce facteur, écrivait-il, « entrait définitivement en cause, si les influences jusqu'ici rivales s'entendaient pour présenter l'autorité chérifienne [c'est-à-dire le Sultan] comme gardienne de l'islam menacé, on ne saurait répondre des conséquences » ([31]). En risquant en effet, de réduire à néant l'indispensable effort de division, voilà qui compliquait énormément la tâche.

Mais il existait un remède. Et c'est du mal lui-même qu'on pouvait le tirer. A dire vrai, Lyautey avait déjà rencontré ce problème, dans un cadre toutefois plus étroit, celui d'une tribu, en Algérie. C'est là que, visitant un an plus tôt, les Oulad Sidi Cheikh, il avait mesuré l'influence religieuse de leur chef. Il s'était aussitôt, en bon professionnel, avisé du parti qu'on en pouvait tirer. Et le moyen, écrivait-il, « c'est de la confisquer [l'influence] à notre profit, et de le maintenir [le chef] dans nos intérêts, en ménageant avant tout son amour propre » ([32]). C'était d'avance, et de façon exacte, la solution que le Protectorat lui permettrait un jour, à une plus vaste échelle, d'appliquer au Maroc. Puisque là, en effet, c'est lui qui « détenait toutes les ficelles » ([33]), que le Sultan était sa chose, il avait désormais tout à gagner et rien à redouter de la vénération dont ce dernier était l'objet auprès de ses sujets. Il joua donc la carte à fond. Alors que le Sultan ne gardait plus une ombre de pouvoir, lui, le maître absolu, le représentant de la France, se répandait publiquement en marques d'un respect presque dévot pour ce saint héritier du Prophète. Chacun devait savoir qu'il n'en était que le soutien, l'ami, le premier serviteur.

Mais quel profit aussi, retirait-il de cette feinte humilité ! Dans le pays conquis, il maintenait plus aisément sous sa houlette, des musulmans que

(30) Lettre à Etienne du 6 août 1904, *ibid.*, p. 87.

(31) Lettre à Jonnart du 2 mars 1906, *ibid.*, pp. 252 et 254.

(32) A sa sœur, le 14 juin 1905, *ibid.*, p. 198.

(33) Le 2 mars 1906, Lyautey écrivait à Etienne qu'il concevait mal une politique s'appuyant sur le Sultan et le Makhzen, « à moins d'en tenir toutes les ficelles ». Cette condition impérative se trouvera pleinement réalisée, *ibid.*, p. 255.

consolait au moins la vue d'une communauté maintenue dans la foi. Quant aux tribus qui refusaient de s'incliner devant la France, elles n'étaient pas seulement rebelles, elles étaient aussi schismatiques. Merveilleux argument pour « l'action politique ». On était sûr ainsi, que même dans les tribus les plus unies et les plus réfractaires, on pouvait ébranler des consciences avec des émissaires de l'Emir des Croyants. Alors, partout s'ouvrait la voie à ce travail occulte de division qui réduisait sensiblement les frais de la conquête. Et vraiment, la méthode triomphait. Premier temps, diviser, deuxième temps, occuper. Précise et régulière comme le geste d'un moissonneur, la double opération renouvelée mois après mois, de tribu en tribu, avait de quoi griser Lyautey. Ravi de sa formule, il voulait l'appliquer à la planète entière. N'en vint-il pas à conseiller sans rire, à son Président Poincaré, d'opposer entre elles « les Russies », ainsi que « les Allemagnes », pour les faire graviter, au grand dam des Anglais, dans l'orbite de la France ? (34). Sans s'arrêter, bien sûr, à de telles rêveries, force est de dire qu'au moins dans les limites du champ de son action, Lyautey avait tout lieu d'être content de lui. Mais les succès passés suffisaient-ils à garantir une réussite aussi facile dans l'avenir ? Bien que nul n'en doutât à l'époque, la question se posait.

En mettant le Sultan dans la main des Français, il est certain que le Protectorat avait permis de confisquer aussi son autorité religieuse. Mais cette autorité, quoique considérable, ne devait pas être estimée comme une espèce de talisman aux vertus infaillibles et constantes. Elle n'était pas une entité en soi et pouvait s'altérer ou sombrer comme elle s'était constituée. Comment n'aurait-elle pas souffert alors, des circonstances nouvelles ? Résultat sublimé de services que les Sultans avaient rendus dans le passé en faisant l'unité, en maintenant la paix sociale et en sauvant l'indépendance, voici qu'elle devenait aux mains des conquérants, un instrument en vue de parvenir aux fins contraires. La force d'inertie pouvait la maintenir un temps dans cette fonction contre nature. Mais le besoin aigu de maintenir ou rétablir l'indépendance finirait bien par l'émousser et l'inhiber, sinon par la détruire. C'est alors que sans elle ou contre elle, se remettrait en marche le processus devant conduire à l'unité, non dans la servitude, mais dans la liberté. Cela, Lyautey ne le

(34) On ne peut s'empêcher de citer la conclusion de son plan tel qu'il l'expose au Président Poincaré :

« Et alors, voici le faisceau qui se forme : la Turquie remise dans notre jeu, puis, par elle, les Russies du Sud, et avec elles, les Balkans, la Petite Entente, tout un groupement de forces autour du Bassin méditerranéen, venant se boucler à nous par les Allemagnes du Sud et la Rhénanie. Cela vaut la peine d'être joué. » Lettre du 1er mars 1922, dans Pierre LYAUTEY : *Lyautey l'Africain...*, t. IV, p. 120. Voilà qui fait un peu songer à certain conseiller du vieux Roi Pichrocole.

soupçonnait pas. Il n'avait pas compris que le culte voué par son peuple au Sultan, n'était que le transfert sur le plan religieux, d'un sentiment patriotique dont l'origine était sur terre et non au ciel. Il se croyait dès lors, suffisamment paré s'il tenait « confisquée » l'influence religieuse du Sultan. Ainsi, il n'aurait pas de « guerre sainte » à affronter. Quant au danger d'une guerre patriotique, il n'y pensait même pas. Car comment concevoir un patriotisme marocain ?

Pourtant, des faits comme ceux qui entraînèrent, en 1914 et 1919, les gros revers dont nous avons parlé, auraient dû l'avertir. Mais il fut plus têtu que les faits. Et même face aux événements qui allaient secouer bientôt tout le nord, avant de provoquer sa chute, il n'ouvrirait jamais les yeux.

LES PROBLÈMES DE L'ESPAGNE

Qu'allait donc faire l'Espagne dans la galère marocaine ? Sans doute, y tenait-elle encore en Méditerranée, quelques points de la côte : Ceuta, à l'ouest, sur le Détroit, et Melilla, à l'est, à l'autre pointe du croissant formé par le massif rifain, ainsi que deux îlots d'où les canons étaient braqués vers le rivage tout proche, l'un dans la baie d'Alhucemas, le second dans la crique de Badis. Mais la présence qu'elle maintenait péniblement dans ces bastions réduits au rôle de garnisons et de pénitenciers, était déjà anachronique. Si elle barrait toujours aux Marocains l'accès en Méditerranée, elle témoignait aussi de l'échec conjugué du Portugal et de l'Espagne dans leur tentative séculaire de conquête (1).

Il est vrai qu'au début de ce siècle, l'Espagne disposait de moyens militaires très modernes, alors que le Maroc vivait toujours à l'heure d'autrefois. Mais ces moyens s'appuyaient-ils sur une économie assez puissante pour rendre nécessaire une politique d'expansion ? L'essor industriel du Pays-Basque ou de la Catalogne n'effaçait pas le caractère agraire et arriéré de l'ensemble du pays. Propriété latifundiaire, procédés archaïques de culture, bas niveau des salaires, pesaient sur la consommation des masses, freinant par contrecoup, l'essor de l'industrie où la part étrangère était d'ailleurs considérable. Pas de surplus à exporter à des tarifs compétitifs, pas d'excédents à investir hors du pays (2). Au Maroc notamment, le commerce espagnol venait très loin derrière ceux des

(1) Voir Germain AYACHE : *Beliounech et le destin de Ceuta entre le Maroc et l'Espagne, in* « Hespéris-Tamuda », vol. XIII, 1972, fasc. unique.

(2) En avril 1912, « La Correspondancia de España » écrivait : « Le régime de la porte ouverte [au Maroc] ne nous permettra pas de vendre nos produits qui sont inférieurs aux produits étrangers et plus chers. » (cité par le « Bulletin du Comité de l'Afrique française », 1912, p. 137). Sur la situation de l'Espagne au début du siècle, voir Gerald BRENAN : *Le labyrinthe espagnol, Origines sociales et politiques de la guerre civile,* édition française traduite de l'anglais, Ruedo Ibérico, Paris, 1962. Voir aussi le tableau présenté par Manuel TUÑON DE LARA : *La España del siglo XX,* Paris, 1966.

Anglais et des Français. Et, fait encore plus significatif, il se trouvait très largement déficitaire, le Maroc exportant en valeur, vers l'Espagne, quelque huit fois plus qu'il n'en recevait (3). Soit l'inverse de rapports susceptibles de conduire à une mainmise coloniale. D'ailleurs, bien loin de se livrer à des conquêtes, l'Espagne, avec la perte des Philippines et de Cuba, venait de se montrer inapte à conserver même les débris de son Empire. Ortéga y Gasset avait raison par conséquent d'écrire, en voyant son pays s'engager dans l'affaire marocaine, que c'était « une erreur historique », car on ne pouvait pas « chercher une expansion sans avoir de force expansive » (4).

Il faut pourtant considérer qu'il n'était pas facile de se détacher du passé. La défaite de Cuba laissait l'Espagne en crise. La monarchie était discréditée, tout comme les deux partis, conservateur et libéral, qu'elle faisait alterner au pouvoir. L'économie était frappée par le soudain arrêt des commandes pour la guerre, et un prolétariat déjà puissant donnait naissance à une sérieuse agitation sociale et politique. En Catalogne industrielle, où l'on supportait mal l'hégémonie de la Castille agraire, le peuple, sans distinction de classes, voulait l'autonomie. Il en allait un peu de même au Pays-Basque. Face à tant de périls, le régime menacé, et le Roi en premier, ne voyaient de recours qu'en l'armée. Mais c'est l'armée où justement, la crise était la plus profonde. Battue et humiliée, elle avait dû se regrouper en Péninsule où elle rongeait son frein, n'ayant plus guère de raison d'être. Officiers sans soldats, cadres en demi-solde, loin d'aider le régime, risquaient, bien au contraire, de se retourner contre

(3) En 1904, le chiffre exprimé en francs du commerce hispano-marocain s'élevait à 7 173 725. dont seulement 795 825 F d'exportations espagnoles contre 6 377 000 F d'importations. Soit un rapport déficitaire de un à huit. La même année. le chiffre du commerce anglo-marocain atteignait, en francs également, 43 445 575, et le commerce avec la France était évalué à 45 000 000 au total. Soit en gros, dans les deux cas, six fois plus que le commerce avec l'Espagne. Surtout, dans ces deux cas, les exportations marocaines étaient plusieurs fois moindres en valeur, que les importations. Les exportations d'Angleterre s'élevaient à 31 161 550 contre 12 184 025 pour les importations. Soit un rapport de cinq contre deux en faveur de l'Angleterre. Quant à la France, si l'on s'en tient au commerce qu'elle faisait avec le Maroc soit par voie maritime, soit par l'Algérie (il existait d'autres voies pour lesquelles nous ne disposons pas de chiffres détaillés), les chiffres étaient les suivants : exportations de France : 19 676 425, et exportations du Maroc : 9 766 650. Soit un rapport de deux contre un environ, en faveur de la France. (Chiffres cités par André LEBLANC : *La politique européenne au Maroc,* thèse, 1906.)

(4) Dans un article paru dans « El Imparcial » en 1912. Cité sans date précise par le « Bulletin du Comité de l'Afrique française », 1912, p. 137.

lui (5). D'où la nécessité impérative de leur ouvrir un nouveau champ d'action, avec la perspective d'une revanche, de récompenses, d'avancement. Or, le Maroc tout proche, était alors visiblement voué à la conquête, et en Espagne, où sommeillaient toujours des souvenirs de guerre aux infidèles, il remuait des sentiments patriotiques et religieux. C'était donc là que l'on pourrait tout à la fois, redorer le blason de l'armée sans grands frais, et ressouder les rangs de la nation.

Pourtant, ce n'était plus l'époque de Cisneros et d'Isabelle. Le champ n'était pas libre comme autrefois. Anglais, Français et Allemands s'y affrontaient déjà. L'Espagne, qui ne pouvait se mesurer à eux, ne dut qu'à la rivalité franco-anglaise d'entrer en ligne pour le partage. L'Angleterre ne voulait surtout pas voir la France s'installer en face de Gibraltar. Aussi, quand, en 1904, elle convint avec elle de lui faire place nette au Maroc, ce fut à condition que le nord du pays reviendrait à l'Espagne (6). L'Espagne ferait ainsi tampon entre les deux Puissances. Pour elle, assurément, c'était un résultat, mais qui n'était ni très glorieux, ni dénué de risques. Réduite au rôle de planton, et de plus, pour aider les Anglais à conserver chez elle leur base de Gibraltar, elle se trouvait encore leur obligée, et se devrait en conséquence, de demeurer dans cette situation paradoxale même si son intérêt lui commandait, un jour, de faire machine arrière.

Or, quel était le prix reçu pour cette vassalité ? La France, se réservant la part du lion, ne lui avait laissé que la portion congrue : une bande côtière d'un peu plus de trois cents kilomètres en longueur et d'une soixantaine en largeur, allant de l'Océan et du Détroit, à l'ouest, jusqu'à la Moulouya, tout près de l'Algérie, à l'est. Un peu plus de 20 000 kilomètres carrés au total, un vingt-cinquième à peine, de la superficie du

(5) En 1900, l'armée espagnole comptait 24 705 officiers pour un effectif de 80 000 hommes de troupes. Soit moins de quatre hommes pour un officier. Beaucoup d'officiers sans affectation pratiquaient un second métier. Chiffres empruntés à Stanley G. Payne : *Los militares y la política en la España contemporánea,* édition espagnole traduite de l'anglais, Ruedo Ibérico, Paris, 1968, p. 76. Tout le chapitre VI est consacré à la situation de l'armée espagnole au début du siècle.

(6) « Les deux Gouvernements s'inspirant de leurs sentiments sincèrement amicaux pour l'Espagne, prennent en particulière considération les intérêts qu'elle tient de sa position géographique et de ses possessions territoriales sur la côte marocaine de la Méditerranée, et au sujet desquels le Gouvernement français se concertera avec le Gouvernement espagnol. Communication sera faite au Gouvernement de Sa Majesté britannique de l'accord qui pourra intervenir à ce sujet entre la France et l'Espagne. » Art. 8 de l'accord franco-anglais du 8 avril 1904.

Maroc actuel (7). Ce petit territoire presque tout recouvert par le massif rifain, était, pour les deux tiers, un terrain montagneux et inculte (8). Seuls étaient cultivables et fertiles, le chapelet de mamelons bien arrosés du versant sud, le mince liséré de la côte atlantique et quelques échancrures dans le versant qui surplombait la Méditerranée. A l'est de la chaîne, se trouvaient bien des plaines un peu moins exiguës. Mais c'étaient des cuvettes que désolait un an sur deux la sécheresse. Enfin, beaucoup d'espoirs étaient fondés sur les richesses minières que devait abriter la montagne (9). Ce n'étaient là pourtant, que des spéculations qui, d'ailleurs, se révèleraient illusoires. Il ne s'agissait donc en fait, que d'une région juste capable de nourrir plus ou moins chichement, une population déjà bien dense : 600 000 habitants vivant, pour l'essentiel, du produit de la terre (10). On y comptait en tout, dans l'ouest uniquement, six petites villes, pour ne pas dire des bourgs. Encore, Tanger, la principale et la mieux située, formait, avec ses environs, une enclave échappant à la zone espagnole (11). Devant une telle réalité, comment prendre au sérieux le Ministre d'Etat Prieto jugeant que le cadeau fait à l'Espagne parvenait à combler à la fois tous les vœux de son peuple ? « Il offre, expliquait-il, assez de champ à nos impérialistes pour absorber leurs énergies en excédent depuis bien des années, tout en donnant aux autres, partisans du repli, moyen de mesurer la tâche aux possibilités qu'offre la Métropole

(7) Compte non tenu de ses territoires sahariens. La surface de la zone espagnole du nord était exactement de 20 312,94 km². Chiffre officiel donné par Rafael de Roda Jiménez dans *Economía marroquí : los problemas del campo,* Imprenta Imperio, Ceuta, 1941, p. 9.

(8) 1 300 000 ha de terrain montagneux et inculte. Sur les 681 100 ha considérés comme cultivables, 351 000 seulement se prêtaient aux cultures herbacées, le reste, 330 000 ha, ne convenant qu'à des plantations (chiffres établis après la conquête par le Service agronomique de la zone et cités par R. de Roda Jiménez, *op. cit.*, pp. 9 et 10).

(9) Dans son premier numéro, paru en janvier 1924, la « Revista de Tropas coloniales » répétait encore sous le titre : *Es necesario llegar a Alhucemas,* que tous les explorateurs, de Roland Fréjus au XVII^e siècle, à Auguste Mouliéras, à la fin du XIX^e, avaient souligné la richesse minière extraordinaire de la région d'Alhucemas au centre du Rif. Elle soulignait que, pour Mouliéras, il s'agirait, ni plus ni moins, d'un nouveau Transvaal.

(10) Recensement provisoire effectué par les Espagnols en 1927. Cité par le général Goded dans *Marruecos ; las etapas de la pacificación,* Madrid, Barcelone, Buenos-Aires, 1932.

(11) C'est à dessein que nous ne mentionnons pas ici les territoires désertiques qui étaient aussi attribués à l'Espagne dans le sud du Maroc. D'une part, ils ne nous concernent pas ici, et de l'autre, l'Espagne ne songera guère à les occuper avant 1934. La délimitation entre les zones française et espagnole sera établie d'abord par la Convention franco-espagnole du 27 novembre 1912, puis fera l'objet de précisions et de confirmations, le 25 juillet 1925 et le 10 juillet 1926.

et aux exigences de la renaissance espagnole » ([12]). En somme, grâce à ce lambeau de Maroc, allaient s'identifier et se réaliser ensemble, les vues de Don Quichotte et de Sancho Pança. C'était là s'aveugler sur une situation dont nous n'avons cité jusqu'à présent, que les premiers inconvénients.

Dès le moment où, en novembre 1912, l'Espagne avait signé avec la France pour avoir sa place au Maroc, elle s'était ménagé une très fâcheuse position. Car à ce moment-là, la France avait déjà acquis, et du Sultan lui-même, la qualité de Protectrice pour le Maroc dans son ensemble. C'est à ce titre qu'elle avait pu, en lieu et place du Sultan, s'en remettre à l'Espagne du soin d'administrer une portion du territoire que l'on prit soin de désigner comme « une zone d'influence » et non comme un second « Protectorat ». En acceptant un tel mandat, et de telles mains, l'Espagne reconnaissait, bon gré, mal gré, le privilège qu'avait acquis sa partenaire, et elle se ravalait elle-même, à un rôle de second. Pour reprendre l'image désobligeante dont usèrent alors les journaux, elle entrait bien dans la maison, mais comme sous-locataire de la France.

Ce n'est pas tout. Aux termes du traité, « il lui appartenait... de veiller à la tranquillité » dans sa « zone d'influence... et de prêter son assistance au Gouvernement marocain pour l'introduction de toutes les réformes... dont il avait besoin » ([13]). C'étaient là des formules rassurantes du fait qu'elles répétaient les termes par lesquels la France s'était elle-même, de son côté, « engagée » à l'égard du Sultan. Mais quel rapport pourtant, entre une France qui imposait sa « protection » à un monarque ayant remis entre ses mains son pouvoir souverain, et cette faible Espagne qui s'engageait envers un Etat marocain devenu la chose des Français ? De quoi s'agissait-il pour la seconde, d'un privilège, ou bien plutôt, d'une sujétion ? N'allait-elle pas, pour faire honneur à ses engagements, être pressée par sa puissante partenaire, de laquelle elle tenait justement son mandat, de lui servir d'exécutant docile et bénévole ?

Elle avait vu le risque et, pour le conjurer, elle avait obtenu dans sa zone, l'institution d'un « Khalifa », manière de vice-roi à la mesure de son petit domaine. L'investiture serait donnée par le Sultan, mais l'hom-

(12) Cité par Carlos Hernández Herrera et Tomás García Figueras dans *Acción de España en Marruecos,* Madrid, 1929, t. I, p. 197. Sauf indication contraire, les textes espagnols cités sont traduits par l'auteur.

(13) « Le Gouvernement de la République française reconnaît que dans la zone d'influence espagnole, il appartient à l'Espagne de veiller à la tranquillité de ladite zone et de prêter son assistance au Gouvernement marocain pour l'introduction de toutes les réformes administratives, économiques, financières, judiciaires et militaires dont il a besoin. » Art. 1[er] du Traité franco-espagnol du 27 novembre 1912.

me serait choisi par elle (14). En lui, et en lui seul, s'incarnerait, dès lors, cet Etat marocain qu'elle devait assister. Ce qui lui permettrait, en séparant sa cause de celle des Français, d'agir selon ses propres intérêts.

Sous cet angle du moins, le moyen était bon. Mais vis-à-vis des Marocains, quel serait le crédit d'une pareille créature, roitelet de rechange, que ne pouvaient voir d'un bon œil ni le Sultan en titre, ni les populations auxquelles on l'imposait comme un double symbole de soumission à l'étranger et de partage de la nation ? Obéir aux Français n'était encore que demi-mal puisque le Sultan se trouvait avec eux. On pouvait donc à la rigueur, s'y résigner. Mais accepter les Espagnols, c'était en plus, se séparer de la communauté. Or çà, jamais. Bien plus, pour l'empêcher, la France elle-même apparaissait comme un recours.

Tel était donc, dès le départ, le dilemme espagnol : s'en remettre à la discrétion des Français, ce qui n'était guère concevable, ou se heurter de front au refus obstiné du pays à soumettre.

Il semble en vérité, que jamais en Espagne, on ne perçut très clairement la chose. C'est que, de ce côté non plus, on ne soupçonnait pas la force, l'existence même, du sentiment patriotique des Marocains. On ne mesurait pas la différence énorme qui opposait une zone à l'autre, la zone française où ce patriotisme était, pour le moment, désorienté et engourdi par l'accord du Sultan avec les occupants, et la zone espagnole où l'éclipse du Sultan et le démembrement avaient pour double effet de l'exaspérer au contraire. On se berçait en conséquence, de l'illusion qu'en appliquant les mêmes recettes au nord, on obtiendrait les résultats du sud.

Une illusion entretenue d'ailleurs, par de premiers succès renouvelés quoique toujours fragiles et remis en question, et obtenus par des méthodes étrangement semblables à celles des Français. Les Espagnols imitaient-ils déjà Lyautey qu'ils pouvaient voir à l'œuvre, pas très loin d'eux en Algérie, ou trouvaient-ils spontanément des solutions voisines à ce qui à l'époque, n'était encore qu'un même problème ? Le fait est que, depuis 1908, donc avant le Protectorat, et en dépit de gros échecs dont nous reparlerons, ils avaient su aussi, depuis leur base de Melilla, se propager « par tache d'huile », par « lente infiltration », par « désagrégation

(14) « Ces régions seront administrées, sous le contrôle d'un haut commissaire espagnol, par un khalifa choisi par le Sultan sur une liste de deux candidats présentés par le Gouvernement espagnol. Les fonctions du khalifa ne seront maintenues ou retirées au titulaire qu'avec le consentement du Gouvernement espagnol. Le khalifa... sera pourvu d'une délégation générale du Sultan, en vertu de laquelle il exercera les droits appartenant à celui-ci. Cette délégation aura un caractère permanent. » Art. 1er du traité précédemment cité.

occulte ». De même que les Français avaient à cet effet un « Service des Affaires Indigènes », ils avaient mis eux-mêmes sur pied les « Oficinas de Asuntos Indigenas » ([15]) qui pratiquaient dans les tribus, la corruption, la diversion et l'espionnage. Comme les Français, ils recrutaient sur place l'équivalent des « partisans » qu'ils enrôlaient dans les « harkas », celui des « goums » et des « makhzens » qui formaient leur « policía », celui enfin des « tirailleurs », dans leurs régiments de « regulares ». Tout comme Lyautey, tant que ce fut possible, ils poussèrent en avant de faibles effectifs, pour garder à l'arrière, leurs réserves mobiles. Et de même que Lyautey se servirait des « grands caïds » pour se frayer la voie au sud, ils avaient su, plus tôt peut-être, gagner l'appui de Risouni, Pacha et grand Caïd du nord qui leur permit de débarquer sans coup férir dans le port de Larache, puis de rentrer à Asilah, et qui, jusqu'à la fin, malgré bien des retournements, devait leur rendre de grands services.

Plus tard, dès que se prononça au sud la réussite française, il ne fait plus de doute que c'est Lyautey lui-même dont le modèle hante l'esprit des Espagnols au nord. Alors qu'il commandait à Melilla, dans les années 1912-1915, voici comment le général Gómez Jordana comprenait sa mission : il disait :

> « Mon système consiste à ne pas creuser d'abîme entre les Maures et nous, et à ne pas m'aventurer dans des entreprises guerrières sans être sûr d'avance, que le succès sera acquis sans pertes, un succès préparé par l'indispensable action politique. Je suis un apôtre convaincu de cette idée et je suis sûr qu'en s'y tenant et en nous attachant les indigènes par ces liens matériels et moraux nés des bons traitements et de ces relations qu'on est forcé d'avoir entre voisins... nous parviendrons à occuper toute notre zone d'influence sans qu'il en coûte beaucoup de sacrifices à la Patrie, et même peut-être, sans prononcer le mot de guerre. » ([16]).

Nommé ensuite Haut Commissaire de l'Espagne au Maroc et Général en chef, il restera fidèle jusqu'à son dernier jour, à cette méthode « que les Français suivent dans leur zone ». En 1918, juste avant de mourir à son poste, il écrira encore :

(15) Les *Oficinas de Asuntos indigenas* ont commencé à fonctionner en 1908. Sur les activités de ces *Oficinas,* voir le témoignage du colonel Riquelme, qui en fut longtemps le chef, devant la Commission d'enquête nommée par les Cortes pour rechercher les responsabilités de la défaite d'Anoual, reproduit dans les procès-verbaux de ladite Commission publiés sous le titre *De Anual a la República. El expediente Picasso. Las responsabilidades de la actuación española en Marruecos,* Javier Morata, Madrid, 1931.

(16) Cité par HERNÁNDEZ HERRERA y GARCÍA FIGUERAS, *op. cit.*, t. I, p. 227.

« Foin de la guerre... qui sème de haine et de rancœur le terrain séparant les protecteurs des protégés. Se borner aux opérations... indispensables pour frayer la voie au progrès et à la civilisation, quand il n'y a pas moyen de faire autrement. Et pour cela, d'abord l'action politique intense, en guise d'anesthésie. Puis, l'opération chirurgicale limitée au strict minimum. Puis, cicatriser au plus vite la blessure en ouvrant des écoles, des dispensaires etc... » (17).

Quant au général Berenguer qui prit sa succession pour demeurer plus de quatre ans en poste, il devait être plus explicite encore. Voici comment il s'exprimait en prenant ses fonctions :

> « Je vous dirai dès maintenant que je juge extrêmement juste la ligne appliquée par le général Lyautey qui avance peu à peu, grignotant avec prudence mais résolution, les territoires que la France est chargée d'ouvrir à la civilisation. ».

Puis, ajoutant qu'il tâcherait de n'employer lui-même que des troupes indigènes, sans faire venir un seul soldat de plus de métropole, qu'il confierait aussi toute l'administration aux indigènes sous le simple contrôle des agents espagnols, ils lançait ces paroles qui sonnent comme un défi :

> « Qui a dit qu'en Afrique il existe... un problème militaire ? J'ai déjà dit que le problème d'Afrique n'est pas un problème militaire. » (18).

Il nous fallait citer ainsi longuement ces deux chefs qui ont, rappelons-le, représenté l'Espagne pendant les onze premières années de son Protectorat, pour faire sentir, contrairement à l'opinion commune, l'entière identité des vues qui les guidaient, avec celles que la France appliquait dans sa zone. Ajoutons que tous deux ne se sont pas bornés à déclarer leurs intentions. Ils les firent passer dans les faits avec beaucoup de compétence. Mais voilà que soudain, leur talent faillissait, et la situation qu'ils tenaient bien en mains, se renversait inexplicablement. Alors, bon gré, mal gré, et en dépit des grands principes, il ne restait que le recours aux armes. S'il n'avait donc tenu qu'aux Espagnols eux-mêmes, le problème en effet, n'aurait pas été militaire, ou il l'aurait été tout juste autant que pour les Français dans le sud, se réduisant, selon l'image de Jordana, à des opérations chirurgicales bien préparées et menées prestement. Mais il se trouve que les patients offraient deux terrains différents. Ce que l'un supportait, l'autre y était, à terme, réfractaire. Aussi, malgré les fiers propos de Berenguer, la conquête espagnole ne pouvait pas se faire par le scalpel ou la lancette. Elle ne s'effectuerait que par l'épée.

(17) *Ibid.*, p. 249.
(18) *Ibid.*, p. 266.

Mais ce serait un épineux problème. Autant les conditions géographiques avaient été, de bout en bout, propices à l'action militaire des Français, autant elles se montraient contraires à celle des Espagnols. Les premiers avaient pu débarquer dans de très vastes plaines, s'y déployant à l'aise avant d'atteindre le pied des monts, à la périphérie. Ils eurent ensuite tout le loisir d'entamer la montagne en choisissant l'heure et le lieu, en disposant, dans chaque opération, de l'ensemble de leurs forces, avec recours possible à des manœuvres de flanc, de revers même, depuis le territoire de l'Algérie. Les Espagnols par contre, butaient partout sur des difficultés. La chaîne du Rif, qui s'encadrait assez exactement dans les limites de leur zone, en la couvrant presque en entier, naissait à l'est, sur la côte même, en hauteurs isolées, puis s'étendait d'un seul tenant vers l'ouest, en un massif épais et de hauteur croissante, avant de se cambrer pour s'achever au nord, sur le Détroit où son dernier chaînon se dresse encore à plus de huit cents mètres au-dessus de la mer qui le baigne. Sur trois cents kilomètres, peu de cols praticables, et la ligne des sommets oppose de ce fait, les versants nord et sud, en deux régions presque étrangères entre elles. Le versant nord, le plus abrupt, surplombe le rivage en un mur continu qu'échancre bien par intervalles, le débouché de courts torrents. Mais ces vallées, trop encaissées, finissent en cul-de-sac. Elles ne mènent nulle part. Ce n'est donc pas par là qu'un assaillant pourrait s'aventurer. L'autre versant, au sud, lui aussi très sauvage et de formes à peu près symétriques, eût été dans l'ensemble, d'un accès moins risqué. Mais cet accès n'était possible que de la zone limitrophe dévolue aux Français. C'est dire que là encore, la route était barrée aux Espagnols. Seul, le dernier tronçon qui, aux approches de l'Océan, s'oriente face à l'ouest, était bordé, sur une centaine de kilomètres, par le ruban étroit d'une plaine côtière.

De ce côté au moins, les Espagnols avaient moyen de prendre pied. Ce que du reste, ils avaient fait avant que le Protectorat ait eu le temps d'être signé, imitant en cela leur partenaire français. En juin 1911, ils débarquaient dans le petit port de Larache. Ils occupèrent ensuite El Ksar et Asilah, les deux seuls autres centres de la région. Ils étaient désormais à pied d'œuvre sur la côte atlantique, en face de la montagne, à l'ouest. Il en allait de même, mais sur l'autre versant où Ceuta, au nord-ouest, et Melilla à l'est, formaient déjà pour eux, deux têtes de pont en Méditerranée, aux cornes du croissant que le Rif y dessine. Seulement, c'était là tout ce dont disposaient les Espagnols pour entreprendre une conquête. C'est-à-dire peu, et de peu de valeur.

Notons d'abord que ces trois bases, chacune à un sommet d'un quadrilatère allongé, les contraignaient, pour maintenir trois corps d'occupation, à fractionner leurs forces tout en triplant leurs charges et leurs besoins d'encadrement. Et elles étaient par contre, trop éloignées entre

elles pour pouvoir se fournir un appui mutuel. Bien mieux, quoique soumis eux-mêmes au Général en chef, leurs commandants particuliers que séparaient tant de distance ou de sommets impraticables, ne pouvaient guère, dans des situations si différentes, ne pas mener leur jeu dans des sens quelquefois divergents. D'ailleurs, Ceuta et Melilla étaient blotties entre la mer et la montagne, ce qui rendait très difficiles les premiers pas vers l'intérieur. Et si, à Melilla, ces premiers pas franchis, on se trouvait pour quelque temps en plaine, c'était dans un pays sans culture et sans eau qu'il valait mieux avoir devant soi que derrière. Quant à Larache et Asilah, sur l'Atlantique, elles n'avaient guère de champ non plus, et, coupées à la fois de Tanger vers le nord, et de la zone française au sud, elles ne pouvaient que vivoter sans guère fournir à l'occupant pour ses besoins de guerre.

De plus, la progression depuis ces bases, devrait s'effectuer obligatoirement selon un parallèle. Son axe, en conséquence, et sur les deux versants, se briserait de proche en proche, sur des vallées très encaissées et sur les contreforts qu'elles découpaient suivant des méridiens.

Ce n'est pas tout. Bien qu'assez escarpé pour opposer de grands obstacles à une armée en marche, et assez rigoureux de climat, brûlant le jour, glacé la nuit, pour lui donner beaucoup de peine, le Rif est cependant différent de l'Atlas. Moins enneigé l'hiver, il se prête à la vie sédentaire. Aussi, tandis que les Français pouvaient attendre les tribus au pied de leurs montagnes où l'hiver les chassait, les Espagnols, au Rif, étaient contraints d'aller eux-mêmes chercher leur adversaire sur les hauteurs ou les versants, dans le creux des vallées, partout où il se retranchait quelle que fût la saison.

Enfin, nous avons vu comment, dans le blocus, les Français disposaient d'une arme redoutable. Or, non seulement les Espagnols ne pouvaient pas y recourir, mais c'est contre eux que l'arme allait jouer. Car les tribus qu'ils combattaient s'étaient toujours ravitaillées au sud, vers la zone des Français, cependant qu'au contraire, sauf en cas de disette, les bases espagnoles achetaient des vivres en tribu.

Telles étaient les données naturelles du problème militaire sur lequel, malgré eux, les Espagnols allaient venir buter. Mais à part les données naturelles, il en existait d'autres qui n'étaient pas plus favorables. Les unes étaient constituées par l'adversaire particulier qui s'opposait aux Espagnols dans ces régions. Nous en reparlerons plus loin. Les autres résidaient dans la situation du conquérant lui-même. Et il faut en dire ici quelques mots.

*
* *

Ne nous attardons pas sur les critiques dont on a accablé le soldat espagnol et ses chefs. On sait par expérience, qu'il est toujours possible,

quand s'effondre une armée, si prestigieuse qu'elle ait pu être, de l'expliquer par mille exemples dénoncés après coup, d'incompétence, de lâcheté, de corruption. C'est ce qu'ont fait, avec délectation, les rivaux français de l'Espagne, lors de son désastre d'Anoual, et ce qu'ont fait les Espagnols eux-mêmes, avec une douloureuse consternation, quand il s'agit pour eux de découvrir les responsables de ce désastre. Mais une fois là, il resterait à expliquer pourquoi, malgré les tares irrémédiables dont on s'avise, et dont l'effet n'est pas intermittent, les mêmes soldats, avec leurs chefs, avaient su jusque-là, remporter des succès, puis se ressaisissant, purent en remporter par la suite quelques autres. A bien y regarder, ce genre d'explication ne fait guère plus que de constater la défaite, sans mettre au jour les vrais points faibles où la rupture ne se produit que si, de l'extérieur, une force imprévue vient à s'y appliquer. Rien ne permet de dire que dans une autre guerre, une guerre nationale notamment, les forces espagnoles n'auraient pas fait bonne contenance. Mais au Maroc, c'est une conquête coloniale qu'elles affrontaient. Malgré tout leur passé lointain, étaient-elles prêtes pour l'aventure ? C'est la question qu'il faut poser.

Nous avons vu déjà comment Lyautey, dans son domaine, avait toujours agi avec indépendance vis-à-vis du Pouvoir et des instances militaires. Nous verrons encore mieux dans la suite, comment il concevait et conduisait lui-même sa politique, dressait ses plans avec ses seuls subordonnés et n'informait Paris que quand l'exécution déjà en train, ne pouvait plus être arrêtée ; comment aussi, il choisissait lui-même son monde, militaires et civils, qu'il s'attachait par la faveur de promotions rapides pour s'en faire une équipe homogène, dévouée, tout entière dans sa main ; comment enfin, mettant bien en relief ses succès, il jetait au contraire, un voile sur ses échecs. Nous l'avons dit, cela était possible parce qu'il existait en France un Parti colonial qui le « couvrait et l'appuyait à fond », qui tenait sur « le front parisien », les secteurs névralgiques des ministères, du Parlement, de l'opinion publique. C'était aussi possible parce que la France avait déjà son armée coloniale, Nord-Africains, Sénégalais, mercenaires étrangers, qui dispensaient de faire marcher le contingent.

Or, à ce double égard, quelle était la situation en Espagne ? Certes, il y existait depuis la fin de l'autre siècle, un groupement d' « Africanistes » menant campagne en vue d'une politique active de l'Espagne au Maroc. Pourtant, que devait être précisément cette politique ? Il est bien malaisé de le savoir, car ceux qui en parlaient n'y voyaient pas eux-mêmes très clair. Penseurs mélancoliques que chagrinait la décadence de leur pays, ils s'entêtaient, chacun de son côté, à trouver au Maroc la clé de la restauration. Leurs rêveries répondaient bien en gros, aux desseins

du régime. Elles n'en étaient pas moins des rêveries ([19]), sans rien de comparable avec les idées claires, la froide résolution, l'action organisée qui se notaient en France. Rien de commun, en d'autres termes, à part les intentions, entre les coloniaux français et les Africanistes d'Espagne.

Ce qui manquait à ces derniers, c'était l'assise qu'auraient pu leur donner des intérêts économiques puissants. La finance et la grande industrie espagnoles avaient encore besoin, contrairement à celles de France, de concentrer leurs forces à l'intérieur de leurs frontières. Elles n'étaient donc pas mûres pour une politique coloniale. Aussi, sans s'opposer de front sur ce point-là, à un régime dont elles avaient besoin, elles voyaient néanmoins avec peine, une entreprise aléatoire engloutir des millions qui pouvaient mieux s'utiliser ailleurs. Avec le temps, elles en viendraient à s'en ouvrir tout haut. Mais depuis le début, le Maroc ne fut guère leur affaire. Les intérêts qui essayèrent de s'y constituer au cours de la conquête, dans le commerce, les mines, les terres de colonisation, restèrent en général, le fait d'entrepreneurs moyens. Dans son ensemble, le grand capitalisme était ailleurs. Voilà ce qui explique au fond, l'inconsistance et la totale inefficacité de l'Africanisme espagnol ([20]).

(19) Un échantillonnage intéressant en est fourni par Simon Lévy dans *La guerre du Rif sous le règne d'Alphonse XIII,* mémoire pour le diplôme d'Etudes supérieures, Institut d'Etudes hispaniques de la Faculté de Paris, mai 1958.

(20) Le 7 août 1923, le Consul général de France à Barcelone notait dans une dépêche au Ministre des Affaires étrangères à Paris :

« L'action de l'Espagne au Maroc est assez peu populaire en Catalogne. Les industriels et les hommes d'affaires de ma région estiment qu'elle est mal conduite et que les dépenses qu'elle entraîne sont hors de proportion avec les profits qu'on en peut retirer. Les nationalistes voient avec regret les sacrifices d'hommes et d'argent qu'elle occasionne à leur région pour un idéal qui n'est pas le leur. Il n'est guère que les négociants en rapports d'affaires avec la zone espagnole et le Parti de l'Union monarchiste qui, les uns pour des motifs d'intérêt, les seconds, pour des raisons de patriotisme, ne partagent pas sur ce point, les sentiments des autres Catalans. Tout récemment, la « Diputación » (Conseil général) de la Province de Gerone a adopté une proposition demandant de dénoncer les conventions internationales « qui assignent à l'Etat une tâche permanente en Afrique », et d'abandonner « sans distinction ni limitation... ce qu'on appelle les possessions espagnoles dans le nord de l'Afrique ». Le 6 septembre suivant, dans une nouvelle dépêche, le Consul général signale que, après celle de Gerone, la Diputación de Tarragone, le 20 août, et celle de Sabadell, le 27, avaient toutes deux émis un vœu préconisant l'abandon de la zone espagnole au Maroc. ». (Archives des Affaires étrangères, Paris : *Maroc* 11-2, pièce 90.)

En avril 1924, le Conseil supérieur des chambres de commerce d'Espagne, préoccupé par la baisse de la peseta, adressait au Directoire une motion dans laquelle on peut lire :

Par référence au cas français, on voit ce que tout cet ensemble aurait de conséquences à chacun des deux pôles entre lesquels l'affaire se situait : le Maroc et l'Espagne.

Au Maroc même, sur le terrain, les hommes qui commandaient n'avaient personne pour les couvrir et les soustraire en quelque sorte, à la double tutelle du grand Etat major et du gouvernement. Quand il n'aurait dû être encore qu'un fort modeste exécutant, Lyautey osait déjà marcher sans ordre, et même contrevenir ouvertement à ceux qu'il recevait. Quelle différence avec un Marina qui, général d'armée, et commandant à Melilla, devait, par télégramme adressé à Madrid, demander, et se voir refuser la permission de prendre, aux portes de la ville, une hauteur qui le prémunissait contre une attaque de l'ennemi. Opérant peu après, une sortie pour repousser l'attaque, car elle se produisit, il dut renouveler son télégramme pour être enfin autorisé à conserver au moins le terrain occupé ([21]). Que fallait-il attendre d'une stratégie à ce point entravée ? Or, il devait toujours en être ainsi. Car même le général Silvestre dont on a cru pourtant qu'ami du Roi, il avait carte blanche, même lui n'a jamais fait plus tard ce qu'il voulait. Ses plans étaient soumis à l'accord préalable que devaient y donner tour à tour, le Général en chef, à l'autre bout du territoire, puis le Gouvernement, au-delà du Détroit ([22]). A ce régime, le lièvre était parfois bien loin quand parvenait enfin le permis de tirer.

Notons d'ailleurs, qu'il y avait d'autres raisons à cette situation. Car si l'Espagne n'avait pas, en effet, son Parti colonial, si le grand capital s'y désintéressait de l'affaire marocaine, il revenait au Roi et au Gouvernement, puisque c'est d'eux qu'était venue l'initiative, de procurer à

« Le Trésor ne trouvera jamais au Maroc la contrepartie des dépenses qu'il s'y est imposées [notons l'emploi du passé dans la relative ; il indique assez clairement que la réprobation de la politique marocaine ne concerne pas seulement son étape présente]... Cependant si, pour faire honneur à des engagements internationaux, ou pour quelque raison importante, nous devons rester indéfiniment au Maroc, il sera nécessaire et urgent de modifier le *statu quo,* et que la permanence en Afrique ne représente pas pour la métropole un sacrifice supérieur à cent millions de pesetas par an durant les cinq premières années à venir, et de cinquante millions dans la suite. ». Après avoir qualifié l'affaire marocaine d' « entreprise stérile », la motion concluait : « Il n'y a pour nous au Maroc aucune question de dignité et d'honneur. ». Il y a, disait-elle, nécessité supérieure de penser d'abord « à la maison paternelle, et de vivre et de travailler pour l'Espagne ». (Cité en traduction française par le « Bulletin du Comité de l'Afrique française », avril 1924, pp. 250-251.)

(21) Jeronimo BECKER : *Historia de Marruecos,* pp. 507-516.

(22) On pourra s'en assurer en son temps dans les chapitres qui suivront.

leurs représentants tous les moyens requis et, avant tout, la liberté d'action. S'ils ne le faisaient pas, c'est qu'eux non plus, ils n'avaient pas les coudées franches. Et cela nous ramène en Espagne où l'on devait compter avec deux éléments de poids et tous les deux rétifs, chacun à sa manière : l'armée et l'opinion.

Il peut sembler paradoxal qu'en la matière, l'attitude de l'armée ait posé des problèmes, puisque c'était pour elle surtout, qu'on était au Maroc. Mais ce Maroc n'était au bout du compte, qu'un fort mince exutoire. Le gros des officiers piétinait toujours en Espagne. Envers les « Marocains », qui avançaient plus vite et faisaient parler d'eux, régnait une franche hostilité chez les « Péninsulaires » qui ne pouvaient se prévaloir au moins, comme leurs voisins français, d'une « ligne bleue des Vosges » à surveiller. Aussi, y gardait-on les yeux braqués sur Melilla et sur Ceuta : les officiers d'abord, pour s'assurer que chacun n'y allait qu'à son tour et n'y demeurait pas pour faire carrière au détriment des camarades ; l'Etat major ensuite, pour rappeler et justifier son existence par l'exercice de ses prérogatives sur ce théâtre unique d'opérations. Situation menant à une opposition ouverte des « juntes » d'officiers qui critiquaient les chefs engagés dans l'action et proposaient pour la relève, leurs propres candidats. Quant à l'Etat major, il épluchait les plans, multipliait les inspections et soupesait nominations et mutations. De ce filet et cette glu, ni le Roi ni le Gouvernement ne pouvaient dépêtrer les chefs qu'ils désignaient pour le Maroc sans s'aliéner l'armée péninsulaire. Or, ils avaient un grand besoin de cette armée pour se garder des réactions de l'opinion. Et là, nous butons à nouveau, sur la tiédeur des grands milieux d'affaires et sur le manque d'organismes coloniaux agissants.

En France, l'opposition critiquait bien l'action du Gouvernement au Maroc. Mais sa voix se perdait dans le concert que dirigeait d'en face, le Parti colonial. Et l'opinion suivait. Elle s'agitait avec passion et se scindait sur le problème de la laïcité, mais elle se ressoudait pour défendre les couleurs de la France en Afrique. En Espagne au contraire, la voix des socialistes, des anarchistes et des syndicalistes ne se brisait pas contre un mur. Des voix lui répondaient, venues parfois de loin, hors du monde ouvrier. Et elles étaient souvent plus claires, plus décidées. Ainsi, celle de républicains qui réclamaient comme Marcelino Domingo, un « abandon complet de l'action en Afrique » ([23]). Ou mieux encore, celle de Primo de Rivera, officier général, Gouverneur de région militaire qui, lui aussi, publiquement, se présentait comme le champion

(23) « La majorité des républicains... lutte pour un abandon complet de notre action en Afrique. » Cité par HERNÁNDEZ HERRERA et GARCÍA FIGUERAS, *op. cit.*, t. I, p. 258.

de ce qu'il appelait « une glorieuse politique d'abandon » (24). Peut-on imaginer un seul instant l'équivalent en France ?

A cela, il convient d'ajouter un dernier élément de portée décisive : il manquait à l'Espagne une armée coloniale. En vérité, elle entreprit d'en créer une sur le modèle français en espérant qu'un jour, ces nouvelles unités constitueraient pour elle aussi, le plus gros de ses troupes au Maroc. Depuis 1911, elle s'appliqua à recruter dans les tribus des mercenaires pour les « regulares » et la « policía », ou bien des supplétifs pour les « harcas » (25). Mais l'entreprise était tardive, et dans un territoire aussi réduit que la zone espagnole, dont seule une part infime se trouvait occupée, elle ne pouvait connaître un réel développement. Et si des recruteurs s'aventuraient au sud, dans la zone des Français, ils étaient vivement refoulés (26). Vers 1919, en profitant de la misère consécutive à des années de sécheresse, il fut possible de mettre enfin sur pied

(24) C'est en 1917, dans son discours de réception à l'Académie royale hispano-américaine de Cadix, que Primo de Rivera fit connaître, pour la première fois, sa position : « Si jadis, déclarait-il, il y a eu une glorieuse politique africaniste, il y a eu aussi une non moins glorieuse politique d'abandon de l'Afrique. » (*La cuestión del día : Gibraltar y Africa,* discurso del general Miguel Primo de Rivera y Orbaneja, Cadiz, Alvarez, 1917.) Le discours, prononcé puis publié, fit sensation. Le général fut relevé de son commandement. Ce qui ne l'empêcha pas de récidiver en 1921 pour être relevé une deuxième fois.

(25) Voir dans « Revista de Tropas coloniales », juin 1924, l'article d'Emilio Mora : *Los primeros regulares.*

(26) Dans une dépêche du 30 mars 1914 (n° 899.CM), Lyautey rend compte des entretiens qu'il vient d'avoir avec le Roi Alphonse XIII. Répondant aux plaintes de Lyautey, le Roi a reconnu que le recrutement clandestin auquel se livraient à Casablanca des agents espagnols, était inadmissible. Mais il demande aux Français de faire preuve de bonne volonté. Les Français, dit-il, peuvent recruter tant qu'ils veulent dans leur zone, tandis que les Espagnols ne disposent que d'une zone très petite, très partiellement occupée, peuplée de Berbères montagnards qui se prêtent mal au recrutement. C'est vrai, reconnaît Lyautey dans sa lettre au Ministre : « Nous-mêmes ne recrutons pas dans les groupements analogues et ne trouvons de ressources que dans les tribus de la plaine ou dans les populations du sud. » Et d'ajouter : « D'autre part, nous recrutons chez nous aussi facilement que nous voulons et nous pourrions recruter au-delà de nos besoins. » Lyautey promet bien au Roi de rechercher une formule qui donnerait satisfaction aux Espagnols. Pourtant, dix ans plus tard, quand ceux-ci se débattaient au milieu des pires difficultés, une circulaire du Secrétaire général du Protectorat à Rabat, rappellera, en date du 30 juin 1924, qu' « il est interdit aux indigènes de notre zone de contracter... un engagement dans les forces auxiliaires de la zone espagnole » (« Recueil des Actes internationaux et à incidence internationale concernant le Maroc », Rabat, Imprimerie officielle, 1936, pp. 114-115).

un certain nombre d'unités. Mais elles devaient représenter toujours une part trop faible de l'effectif total pour épargner sensiblement le sang du soldat espagnol ([27]). Surtout qu'elles n'étaient jamais sûres. Les Français d'ordinaire, n'utilisaient leurs « partisans » et leurs « goumiers », levés sur place, que pour la couverture ou les raids de pillage. Mais au combat proprement dit, c'étaient des légionnaires, des Algériens ou des Sénégalais qu'ils poussaient en avant. Quant aux gens du pays, tirailleurs marocains, ils les envoyaient sur le Rhin. Voilà ce que les Espagnols ne pouvaient se permettre. Ils étaient bien forcés d'utiliser leurs réguliers, « regulares », à l'endroit même où ils les recrutaient, et ne pouvaient y employer rien d'autre. Aussi, la dénomination commune de « troupes indigènes » dissimulait entre eux et leurs rivaux français une singulière différence. Les « indigènes » du Sénégal ou d'Algérie étaient des étrangers perdus sur le sol marocain. Malgré ses chefs français, leur unité y devenait leur oasis. Dans un monde ennemi, ils étaient bien forcés de s'y serrer les coudes et de faire corps avec leurs cadres. Mais « l'indigène » rifain était vraiment un indigène, au Rif. Il y était partout chez lui. Bien encadré de troupes espagnoles — nous disons bien de troupes, et non seulement de chefs — il pouvait remplir son office. Mais au moindre relâchement, il n'avait qu'à faire demi-tour pour se confondre avec les siens d'en face. Ce qui fixait d'ailleurs à son emploi, une limite supplémentaire. D'où la nécessité de mettre aussi sur pied, comme les Français, une Légion étrangère. Mais, ironie du sort, elle n'attirait, pour l'essentiel, que des mercenaires espagnols. Si bien que le « Tercio », ainsi qu'on l'appelait, étant plutôt, depuis 1920, date de sa fondation, une « Légion nationale », n'apporta lui aussi, qu'une médiocre contribution à la solution du problème ([28]). Dans son ensemble, le corps d'occupation demeura composé de conscrits espagnols. Et chaque perte était ressentie au pays. Ressentie et très mal supportée car des voix écoutées, dans les divers milieux, en proclamaient la vanité. Aussi est-il frappant de constater combien, dans cette Espagne où la classe ouvrière était encore bien moins nombreuse, bien moins unie et moins organisée qu'en France, bien moins représentée aussi au Parlement, l'opinion se montra, dans l'affaire maro-

(27) En octobre 1924, les troupes engagées dans le secteur Ceuta-Tétouan comptaient 52 143 hommes. Sur ce total, il y avait seulement deux groupes de *regulares* comptant à eux deux 4 484 hommes, cadres espagnols compris. Soit à peine un peu plus du douzième (Etat des forces des corps et unités permanentes et expéditionnaires du secteur Ceuta-Tétouan, remis au général en chef le 29 octobre 1924. Archivo histórico militar, Madrid, Comandancia general de Ceuta, 1924, legajo 71).

(28) Sans compter que, même constitué en majorité d'Espagnols, le *Tercio* n'occupait, comme les *regulares,* qu'une maigre proportion de l'effectif. Sur l'état cité dans la note précédente, il ne figure que pour 4 131 hommes, sur le total de 52 143. Soit un peu plus que la treizième partie seulement.

caine, beaucoup plus indocile. Alors qu'à cette époque, on ne nota en France, aucune protestation, sinon au Parlement, contre l'occupation qui commençait, c'est en Espagne, une terrible insurrection qui, en juillet 1909, ensanglanta toute une semaine, la ville de Barcelone, dès qu'y parvint l'annonce des combats. Depuis, hantés par cette peur des « convulsions épileptiques d'une opinion mal dirigée », selon les termes du Président Canalejas (29), les dirigeants tiendront à suivre pas à pas, les opérations du Maroc. D'accord pour l'omelette, mais sans casser les œufs. Sur le terrain, le Général en chef et ses seconds étaient en conséquence paralysés avant le moindre geste dont ils n'étaient pas sûrs — comment pouvaient-ils l'être — qu'il se ferait sans pertes.

Une armée nationale fourvoyée dans une guerre coloniale, sans l'appui nécessaire, ni même le franc assentiment des classes de la nation qu'aurait pu concerner la conquête, voilà en résumé, les traits de la situation inextricable où les chefs militaires espagnols avaient à se débattre pour remplir une mission hérissée par ailleurs, d'obstacles naturels. Encore ignoraient-ils que les Français, leurs partenaires, leur dresseraient bien des embûches. Il sera temps d'en reparler quand le moment sera venu. Ils ne pouvaient prévoir non plus, de quel ressort serait capable leur adversaire. Un adversaire que cependant, ils croyaient bien connaître. N'étaient-ils pas à son contact depuis des siècles ? Mais qui donc, à l'époque, ne se méprenait pas sur ces populations qui vivaient au nord du Maroc ? Surtout, au premier rang de ces populations, qui connaissait vraiment le Rif et les Rifains ?

(29) Déclaration aux Cortes, le 7 mars 1912. Cité dans le « Bulletin du Comité de l'Afrique française », avril 1912. Canalejas devait lui-même périr assassiné peu de temps plus tard.

LE RIF ET LES RIFAINS

Les soixante-six tribus vivant dans la région dévolue à l'Espagne se partageaient en quatre groupes issus de différents rameaux de la famille berbère et installés chacun dans un secteur de l'ensemble rifain. Deux de ces groupements occupaient par moitié le versant atlantique : les Senhaja à l'est et les Jebala à l'ouest. Quant au versant méditerranéen dont la moitié occidentale était peuplée de Ghomara, c'est lui qui pour le reste, constituait à l'est, le Rif proprement dit, le pays des Rifains.

A l'abri de leur côte très inhospitalière, les Ghomara ne ressentirent que tard la menace espagnole. Tel fut aussi, au sommet opposé, le cas des Senhaja, car les Rifains au nord, et les Jebala à l'ouest, s'interposaient entre le conquérant et eux. L'affaire, par conséquent, ne se mena à ses débuts, qu'avec les Jebala et les Rifains. Mais les premiers étaient alors sous la férule de Risouni, pacha et grand caïd qui, s'abouchant avec les Espagnols, leur fraya le chemin et compromit, dès le départ, toute action de défense concertée. Dans le Rif au contraire, les tribus étaient libres. De plus, les Espagnols étaient bien connus d'elles. Depuis des siècles, ils occupaient ou contrôlaient tous les points accessibles de leur côte. Et c'était elles, depuis toujours, qui montaient la garde face à eux. De plus, entre les deux parties, s'étaient multipliés, bien avant le Protectorat, les démêlés sanglants. C'était donc là que l'incendie pouvait se déclarer. Et c'est là qu'il prit en effet.

A vrai dire, les Rifains, dix-huit tribus en tout, et environ trois cent mille âmes (1), ne représentaient pas grand chose. Ils s'étaient acquis néanmoins, depuis la fin de l'autre siècle, une célébrité de fort mauvais aloi. Alors, le monde avait soudain entendu parler d'eux comme de pirates plus qu'à demi-sauvages, assez hardis pour s'attaquer à la marine européenne, et assez heureux à la fois, pour en esquiver la réplique. Et

(1) D'après un recensement évidemment approximatif effectué pendant la guerre du Rif par le Gouvernement de Mohammed ben Abdelkrim et dont fait état Mohammed AZERKANE dans sa relation : *Aḍ Ḍill al warīf fī Muḥārabat ar-Rīf* (manuscrit). pp. 3 et 4.

lorsque les nations, impuissantes, demandaient à leur maître le Sultan, d'assurer la police de ses côtes, il s'en révélait lui aussi incapable. Si bien qu'une peuplade dont la présence aux portes de l'Europe, était déjà en soi, un fait paradoxal, défiait à la fois, le monde civilisé et l'autorité défaillante de son souverain nominal.

Les choses étant ainsi posées, un vrai courant d'idées s'institua autour du thème de la férocité rifaine. A en croire Mouliéras, qui écrivait en 1895, les Rifains égorgeaient froidement, neuf fois sur dix, l'infortuné Européen qui leur tombait entre les mains. Cela cadrait encore avec l'idée du grand péril que l'on voyait en eux. Mais voilà qu'aussitôt, sans prendre garde à la contradiction, on les montrait non moins féroces envers les leurs, et déchirés en luttes intestines qui, en bonne logique, loin d'en faire un danger pour les autres, auraient dû les vouer plutôt eux-mêmes à la disparition. Toujours au dire de Mouliéras, un « souk », marché comme il s'en tient plusieurs toutes les semaines dans chacune des tribus, semblait vraiment bien terne si l'on n'y pouvait dénombrer que dix tués à l'issue des combats qui s'y seraient livrés, au lieu des cinq à six douzaines que la norme exigeait (2). Issus de la même veine, il y eut par la suite des récits d'épopée relatifs à des « Guerres de sept ans » qui s'allumaient non pour la belle Hélène, mais pour la mort d'un chien (3). On observa d'ailleurs, que la maison rifaine, munie d'une tourelle, était en fait, un poste toujours paré pour le combat. Enfin, pour résumer, on accueillit comme vérité la surprenante affirmation de Westermarck selon laquelle on n'était pas un homme chez les Rifains, si l'on n'avait tué une fois au moins, avant de prendre femme (4). Ainsi, mue par le seul ressort de la férocité, la société rifaine réalisait, si l'on peut dire, son existence dans un suicide perpétué.

Tableau de moraliste très sombre assurément, mais auquel il manquait un métaphysicien pour lui donner ses dimensions tragiques. Ce fut tout récemment la tâche de David Hart. Celui-ci voit plus haut et plus loin. A l'origine de ces massacres en séries, il n'y a pas pour lui, comme on l'avait pensé, la malice des Rifains. En vérité, ceux-ci n'étaient que les jouets de forces supérieures. Pays trop pauvre, le Rif ne fut jamais capable de nourrir tous ses fils. C'est donc pour éponger les excédents de sa population qu'il lui fallait offrir en holocauste, son tribut quotidien à la

(2) Auguste MOULIÉRAS : *Le Maroc inconnu,* Oran, 1895, pp. 132 et 83.

(3) Jacques DUMAINE : *Les éléments du problème rifain, in* « Renseignements coloniaux », février 1926, pp. 89-99. Robert MONTAGNE : *Les Berbères et le Makhzen dans le sud du Maroc,* pp. 238-241 (Paris, 1930), et *La vie sociale et politique des Berbères* (leçons professées à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris, nov.-déc. 1930). Paris, 1931, p. 82.

(4) Edward WESTERMARCK : *Ritual and belief in Morocco,* 2 vol., Londres, 1928, vol. II, p. 12.

Mort (5). D'où la loi du talion promue au rang de principale institution (6). Sauf en des cas très limités dans l'espace et le temps, pas de sanction sociale pour l'homicide qui se trouvait ainsi autorisé et même, tacitement recommandé (7). Disons en somme, pour résumer la théorie de Hart sans en trahir l'esprit, qu'au « tu ne tueras pas » des tribus mosaïques, les tribus du Rif, leurs cousines, avaient tout bas substitué « massacrez-vous les uns les autres ». Or, ce commandement ne datait pas d'hier. Car la même loi d'airain avait toujours pesé sur le pays. Cela permet à Hart de rectifier, à ce qu'il pense, l'erreur commise par les Rifains eux-mêmes, quand les plus vieux d'entre eux lui disaient que leurs troubles étaient nés récemment, tout à la fin de l'autre siècle, dans des conditions qu'ils racontent. Non, c'est à tout le moins depuis un millénaire que le Rif a subi l'anarchie (8). Une anarchie prouvant, faut-il le dire, que jamais il n'avait obéi au Sultan. Car celui-ci y aurait mis bon ordre s'il avait eu sur place un brin d'autorité.

Tel est le dernier mot sur un problème qu'ont mené par degrés à ce terme, les travaux convergents de divers sociologues. Pour en avoir parlé ailleurs (9), nous ne reviendrons pas ici sur les reproches que l'on peut faire à la méthode suivie par eux : méthode qui, en scrutant l'objet de

(5) « In the last century, the Ait Wuryaghil found blood feuding a sure outlet to reduce their overpopulation », David Montgomery Hart : *An ethnologic survey of the rifian tribe of Ait Wuryaghil, in* « Tamuda », II, 1954, pp. 51-86. Et ailleurs : « Le Rif central a toujours été une région surpeuplée. Il n'y a eu toujours que deux solutions pour résoudre ce problème : 1) l'émigration ouvrière vers l'Algérie... 2) la *lex talionis,* la vengeance, la vendetta, les dettes du sang qui étaient probablement plus développées chez les Ait Waryaghar [*sic*] que dans toutes les autres tribus marocaines... » : *De Ripublik à République : les institutions sociopolitiques rifaines et les réformes d'Abdelkrim,* communication présentée au Colloque international d'Etudes historiques et sociologiques tenu à Paris du 18 au 20 janvier 1973. Pp. 36-37 des Actes dudit colloque publiés sous le titre *Abdelkrim et la république du Rif,* Maspero, Paris, 1976.

(6) *De Ripublik à République, ibid.,* p. 37.

(7) « Le but principal de ce règlement était de faire du souk et du jour du souk le seul jour et le seul lieu de paix au cours d'une semaine ordinairement vouée à la vengeance. » *Ibid.,* p. 37.

(8) Après avoir dit que chez les Rifains, le mot « Ripublik » désigne l'état d' « anarchie tribal », Hart ajoute : « Si certains de nos informateurs ont insisté sur le fait que la « Ripublik » a commencé après l'expédition au Rif de la mehalla chérifienne de Bouchta el Baghdadi pour lutter contre les pirates des Ibouqqouyen... en 1898, nous pensons personnellement que la rubrique « Ripublik » résume la plus grande partie de l'histoire sociale du Rif. » (*ibid.,* p. 35). Plus loin, il fixe le début de cette période d'anarchie à la destruction du royaume de Nokour par Yousouf ben Tachfin en 1084 (ère chrétienne), *ibid.* p. 36.

(9) Germain Ayache : *Société rifaine et pouvoir central marocain, 1850-1920, in* « Revue historique », CCLIV, 2, 1975.

son étude, néglige les circonstances dont il est entouré ; qui calque le passé le plus lointain sur un passé récent refaçonné lui-même sans précautions d'après des traditions douteuses ou les dires de témoins à l'horizon borné. Mais il nous faudra bien par contre, tenter de présenter une vision tout à la fois moins fantastique et moins figée du petit monde rifain. Car comment aurait-il survécu sans un ordre intérieur et sans l'Etat dont il faisait partie ? Comment n'aurait-il pas, comme le Maroc entier, depuis un siècle, ressenti les effets de la pression européenne ? Comment enfin, put-il se ressouder et déployer, pour de bon cette fois, une puissance déconcertante et sans rapport aucun ni avec son niveau, ni avec ses ressources, ni moins encore, avec ses dimensions ?

*
* *

Assurément, la société rifaine était très primitive. Elle se composait bien déjà, de paysans dont la plupart étaient fixés au sol, cultivateurs de céréales et de légumes, planteurs d'arbres fruitiers, éleveurs de petit bétail et experts en irrigation. Mais le travail s'effectuait avec des instruments rudimentaires : l'araire en bois, la houe, la meule à main bien plus que le moulin à eau, la quenouille, la poterie grossière. Ni routes ni charrois. Peu de bêtes de somme, le portage à dos d'homme étant prédominant.

Sans doute, un tel retard existait-il aussi dans le reste du Maroc. Mais on a vu que dans bien des régions, le bas niveau technique allait de pair avec une plus grande concentration des instruments de production. De plus, le grand commerce avait permis ailleurs, l'essor d'une civilisation urbaine. Dans le Rif au contraire, région périphérique et montagneuse dont les ouvertures sur la mer étaient en outre, depuis des siècles, aux mains des Espagnols, le peuplement est demeuré agraire. A peine plus concentré dans telle plaine de la côte, il s'essaime surtout dans le fond des vallées ou sur les méplats de versants. Et pas la moindre ville hormis l'enclave de Melilla, garnison espagnole menant sa vie indépendante. Du reste, le sûr indice du décalage rifain, c'est le maintien massif, presque sans faille, des dialectes berbères, seuls quelques scribes possédant de l'arabe les rudiments indispensables aux actes juridiques (10).

(10) On ne dispose pas de données écrites originelles sur les conditions de la vie économique dans le Rif avant le Protectorat. Mais elles sont demeurées perceptibles même après l'occupation espagnole et les transformations qu'elle a pu introduire, notamment en ce qui concerne le niveau des moyens de production, la répartition des terres et les rapports dans la production. On consultera Emilio Blanco Izaga : *La vivienda rifeña* (Curso de perfeccionamiento de oficiales del Servicio de Intervención, Revista « Africa », Ceuta, 1930), Andres Sánchez Pérez : *Aprovechamientos comunales y formas de cooperación en las Yemaas del Rif,* « Africa », Madrid, noviembre 1947, et G. Maurer : *Les paysans du Haut Rif central, in* « Revue de Géographie du Maroc », n° 14, 1968.

Avec un tel niveau, et malgré l'existence de la propriété privée des terres de culture, comme en dépit d'une division déjà poussée dans le travail, la tribu reste ici, plus qu'en d'autres régions, le cadre rigoureux de toute l'existence (11). Divisée en fractions, subdivisée en groupes de familles qu'unit entre elles un sentiment de parenté, elle est un corps social distinct. Elle est aussi une unité géographique au territoire précisément délimité, constitué en parts équilibrées, de cultures, de forêt, de terrain de parcours. Dans ces limites, autour des différents marchés hebdomadaires, la vie économique se déroule avant tout sur elle-même, encore que les échanges entre tribus voisines, et même, de proche en proche, avec la ville de Fès, soient également d'usage. Il s'ensuit que la vie politique à son tour, demeure inscrite dans le même cadre, en s'étageant d'ailleurs aux différents niveaux qui se distinguent dans la tribu, à savoir les fractions et, tout en bas, les groupes de familles.

Quant aux formes de cette vie politique, elles sont déterminées par la répartition des terres entre les membres de la tribu. Dans la période contemporaine, ces membres ne sont pas tous propriétaires. Les paysans sans terre en sont réduits par conséquent, au rôle de clients de ceux qui les emploient. D'autre part, les propriétés sont sans doute d'étendue variable. Mais vu l'exiguïté des surfaces disponibles, et vu le nombre demeuré grand des possédants, il y a bien des paysans cossus, mais non de

(11) Dans les limites étroites de cette étude dont l'orientation est plus historique que sociologique, nous nous bornons à esquisser les traits les plus généraux de la vie sociale et politique en évitant notamment, sauf exceptions nécessaires ou commodes, d'utiliser la terminologie arabe ou berbère pour désigner les institutions. Pour plus de détails, on consultera essentiellement Robert MONTAGNE, *op. cit.*, où de nombreux développements sont consacrés au Rif, et surtout David HART qui est de loin le connaisseur le plus précis de la vie rifaine pour l'avoir longuement étudiée sur place. Bien que nous nous écartions absolument, comme on l'a vu, des conclusions essentielles de David Hart, nous ne pouvons nous dispenser de proclamer notre dette envers lui. L'œuvre de David Hart était sous presse au moment où ces pages étaient écrites, mais l'auteur avait bien voulu nous communiquer les chapitres qui nous concernaient directement. Par ailleurs, il a déjà rendu publiques ses vues sur la question dans les études que nous avons citées précédemment ainsi que dans les études suivantes : *Emilio Blanco Izaga and the Berbers of the Central Rif, in* « Tamuda », VI, 1958, pp. 171-237, et *Clan, lignage et communauté locale dans une tribu rifaine, in* « Revue de Géographie du Maroc », n° 8, 1965, pp. 25-33. Nous avons utilisé essentiellement une petite mais précieuse collection de documents en langue arabe recueillis dans le Rif par Emilio Blanco Izaga et publiés par lui accompagnés d'une traduction espagnole et de commentaires sous le titre : *El Rif, 2ª parte : La ley rifeña, II. Los canones rifeños comentados,* Ceuta, 1939. C'est en reprenant personnellement l'examen direct de ces documents, eux-mêmes éclairés par d'autres documents marocains inédits en notre possession, que nous avons été conduit à des conclusions qui diffèrent de celles de Blanco Izaga et de Hart.

grands propriétaires. D'où une situation équilibrée et assez stable ou si l'on veut, stagnante. Car la propriété peut bien changer parfois de mains, surtout lors des épidémies, quand la mort frappe aveuglément. Souvent alors, les survivants de telle famille propriétaire deviennent eux-mêmes clients d'une famille plus pauvre épargnée par le mal. Mais sans que cela change la figure de l'ensemble. Il y a rotation et non évolution (12). Les paysans propriétaires, forts de leur plus ou moins nombreuse descendance et de leur poignée de clients, se partagent le pouvoir, parfois en se le disputant, au sein des assemblées constituées par eux en corps ou par délégation, aux niveaux ci-dessus mentionnés : le groupe de familles, la fraction, peut-être aussi, mais exceptionnellement, la tribu tout entière.

Des documents écrits, procès-verbaux de réunions, nous permettent d'éclairer le système. Au niveau le plus bas, tous les problèmes qui se posent au groupe de familles relèvent de la « jamaᶜa », une assemblée groupant tous les propriétaires chefs de famille. C'est elle qui légifère, en fixant par exemple, les peines à infliger pour infraction au droit de voisinage ou aux devoirs de l'hospitalité. C'est elle aussi, qui investit de son autorité le « cheikh » chargé de la représenter et d'appliquer en permanence sa volonté. Choisi entre les membres de la « jemaᶜa », celui-ci remet son mandat une fois son temps fini (13).

Un degré au-dessus, c'est une autre assemblée qui gère les intérêts d'ensemble de toute la fraction. Elle assure notamment, de semaine en semaine, la tenue du marché qui doit se dérouler dans l'ordre. A part quelques notables, elle se compose pour l'essentiel, des cheikhs élus par les groupes de familles (14).

La logique du système voudrait qu'à un niveau de plus, celui de la tribu, nous retrouvions encore une direction de même type collégial, mais cette fois, élue à trois degrés. En fait, il n'en est rien. On peut penser qu'après avoir jadis existé en effet, ce collège supérieur cessa un jour de fonctionner, tout au moins comme instance régulière. Car la tribu est bien une unité distincte, mais elle est intégrée depuis quelque dix siècles dans un Etat qui, on l'a vu, a tenu bon, même en changeant de mains, jusqu'à nos jours. D'où l'existence de deux forces politiques opposées

(12) Dans une étude récente, le jeune chercheur marocain Ahmed Taoufik a parfaitement éclairé cette rotation sans évolution à propos des Inoultane, tribu berbère du versant nord du Haut Atlas central dont la situation rappelle à certains égards, celle des tribus rifaines : *Contribution à l'étude de la Société marocaine au* XIXᵉ *siècle : Inoultane, 1850-1912* (en arabe), Publications de la Faculté des Lettres de Rabat, vol. I, 1978, vol. II, 1980.

(13) Document nº 4 du recueil précédemment cité d'Emilio Blanco Izaga.

(14) *Ibid.* : « canon de los Ait Jattab ».

dont le destin de la tribu est en réalité la résultante : l'une qui lui est propre, et montant de la base, tandis que l'autre, venant de l'extérieur à sa rencontre, émane du Makhzen, c'est-à-dire de l'Etat. La connexion se réalise en la personne du caïd qui, dépêché par le Sultan, ou désigné par lui entre les membres de la tribu, vient occuper la place laissée vacante par l'ancien conseil dirigeant.

D'après ce qui précède, on voit que cette connexion, dont nous reparlerons, laisse en tout cas intact l'essentiel du système politique à l'intérieur de la tribu. Des assemblées primaires légiférant à l'échelon local, investissant de leur autorité des « cheikhs » gouvernant en leur nom et les représentant au conseil de fraction pour y participer, à part égale, à la direction collégiale. Il s'agit là, comme on l'a dit d'autres tribus, et dans d'autres régions du Maroc, d'institutions républicaines ([15]). Mais on peut ajouter, dans le cas du Rif tout au moins, qu'on se trouve en présence d'une certaine démocratie : démocratie des paysans pourvus. Ce n'est donc pas bien sûr, une démocratie absolue puisque d'abord, les seuls chefs de familles, comme on a lieu de le déduire des documents, sont membres en titre des assemblées, à l'exclusion de leurs enfants même avancés en âge ; puisque ensuite et surtout, les paysans sans terre ne participent pas. C'est pourtant une démocratie assez large, car en ce qui concerne les familles, la convergence des intérêts y est plus forte que les contradictions, et en pratique, selon les témoignages, la décision souvent, y était collective. Quant aux paysans démunis, ils ne sont pas la multitude en face de quelques gros terriens. Les propriétés sont nombreuses, modestes sinon petites. Elles ne sauraient fournir la base économique de l'oppression brutale qu'exige une sévère exploitation. Contrairement à ce qui fut à Athènes ou à Rome, le paysan sans terre est dépendant mais non réduit en esclavage. Associé au cinquième, il est certes exploité, mais il reste associé. Client soumis, il pense cependant qu'il est l'allié de son patron quand il lui fournit son appui. Rapports patriarcaux rappelant assez bien la république des Troglodytes imaginée jadis par Montesquieu. Est-ce-à-dire cependant que les Rifains, pour faire aller leur république, ne s'inspiraient, comme ces bons Troglodytes, que des principes de la vertu ? Non, mais c'est dire que l'on voit mal inversement, comment ils auraient ressemblé au portrait qu'on en fait, « méchant sauvage » tel que l'a fabriqué tardivement, l'idéologie coloniale. C'est dire aussi, sans idéaliser le moins du monde, que les Rifains devaient plutôt garder encore ces traits d'humanité dont la présence est attestée chez plus d'un peuple primitif et dont l'individu des sociétés modernes s'est en général dépouillé. Ainsi, ce sentiment qui fait de l'hôte, même inconnu, un

(15) Robert Montagne : *Les Berbères et le Makhzen...*, ch. IV et V du livre II.

envoyé de Dieu à honorer absolument. Pour les Rifains, comme en font foi les documents, il entraînait non un simple devoir, mais une obligation, et qui s'y dérobait en répondait comme d'un délit devant la collectivité (16). Encore en 1923, le Français du Taillis qui circula au Rif sans prévention et sans a priori philosophique, déclare n'y avoir vu « que la fidélité à la parole donnée, la prévenance pour les hôtes, la sécurité des voyages » (17). Même aujourd'hui, dans les sentiers de la montagne, le marcheur altéré trouve de proche en proche, mais loin de tout point d'eau, une cruche abritée des rayons du soleil que des mains invisibles remplissent chaque jour. Ou s'il s'arrête au seuil d'une chaumière pour demander à boire, on l'oblige à rentrer prendre une collation (18). Au dire de leurs auteurs, ces gestes ne s'accomplissent que « pour l'amour de Dieu ». Ils n'en excluent pas moins l'idée que les mœurs d'autrefois, dont ils ne sont que les vestiges, aient pu être fondées sur la haine du prochain. En soi d'ailleurs, les contes de Mouliéras accumulant toutes les semaines sur le marché des monceaux de cadavres, sont proprement grotesques. A ce train-là, il eût suffi de quelques lustres pour tout exterminer. La thèse de Hart qui, à l'inverse, fait du marché le havre de la paix, mais dans un monde livré partout ailleurs, par la loi même, à la vindicte et au massacre mutuel, n'est pas non plus fondée. Qu'il fût commis sur le marché ou n'importe où ailleurs, tout meurtre était l'objet d'un châtiment social. Un châtiment sévère allant jusqu'à ruiner et exiler le meurtrier et sa famille entière. Seule la peine capitale n'était pas en usage. Remarquable exception dans une société qui, nous dit-on, avait besoin d'immoler ses enfants (19).

Il conviendrait par conséquent, de se débarrasser enfin de la vision dantesque qui prévalait depuis quatre-vingts ans. Tout comme une autre, la société rifaine connaissait des conflits intérieurs. Mais comme une autre aussi, elle avait su trouver les moyens d'y parer. Les crimes et les délits y étaient sanctionnés. En dépit des accrocs, la paix sociale s'y maintenait. C'est à ce prix que les Rifains avaient sinon évolué sensiblement, du moins, perpétué leur existence. Il est bien vrai qu'à une époque récente et facile à dater, ils ont connu des troubles graves. Mais c'était une crise. Brisant soudain le cours de la vie plus paisible d'autrefois, elle prit dans les esprits, l'allure d'un cataclysme qu'on traduisit en termes d'épopée. Or, non seulement les sociologues ont reçu comme des faits historiques

(16) Même référence que ci-dessus, note 13.

(17) J. DU TAILLIS : *Le nouveau Maroc,* Paris, 1923, p. 327.

(18) Témoignage personnel de l'auteur.

(19) Pour plus d'informations, nous nous permettons de renvoyer à notre étude précédemment citée : *Société rifaine et pouvoir central marocain* où le problème est présenté et discuté sous ses divers aspects.

ces récits de légende, mais en dépit des témoignages rifains eux-mêmes, ils ont voulu y voir l'histoire du Rif de toute éternité. Il fallait bien alors, en situer la cause dans quelque tare originelle nichée depuis toujours dans le cœur du Rifain ou dans la société qui est la sienne. Ce qui ne manqua pas de reléguer dans l'ombre l'intervention européenne qui s'est pourtant, au cours du dernier siècle, précisée dans l'ensemble des affaires marocaines, en trouvant dans le Rif justement, l'un des points préférés de son application. On ne s'en avisait qu'en fin de course pour opiner que seule, elle avait mis un terme à une anarchie séculaire. C'est renverser du tout au tout l'image de la réalité. Bien que stagnant à un niveau très bas, la société rifaine vivait et se perpétuait. Elle le devait, nous l'avons dit, à des institutions appropriées. Nous allons voir qu'elle le devait aussi à son appartenance à l'Etat marocain. C'est la pression européenne qui, déréglant tout le système, a engendré la crise évoquée ci-dessus et dont, pour terminer, nous tenterons de dégager les aspects essentiels.

*
* *

Le cas du Rif est l'un de ceux qu'on cite volontiers pour illustrer la théorie fameuse qui limite les pouvoirs du Sultan, dans le Maroc ancien, au seul pays « makhzen » à l'exclusion du pays de « siba » où les tribus, tout en reconnaissant au souverain une autorité religieuse, rejetaient son pouvoir temporel et refusaient de lui payer l'impôt. Car même sans retenir l'idée qu'il régnait une anarchie perpétuelle, comment interpréter ces pouvoirs étendus qu'exerçaient dans les divers domaines, sans excepter celui de la justice, des assemblées directement issues de la population locale ? Pas de trace en cela, de l'autorité de l'Etat. N'en faut-il pas conclure à une indépendance de fait ? Surtout que par ailleurs, au cours des démêlés qui, depuis 1860, ont opposé certains pays européens à des tribus rifaines, il arriva que le Sultan lui-même arguât de son impuissance à faire obéir ces tribus. Pour répondre, il convient de revoir le problème de plus près.

Habitués aux choses d'aujourd'hui, on ne veut croire à la consistance d'un Etat que s'il se manifeste, près du moindre hameau, par un gendarme, un juge, un percepteur, tous désignés depuis la capitale. On oublie que naguère, même en Europe, dans des Etats bien charpentés, plus d'une ville jouissait de franchises, mainte province conservait ses Etats qui, d'année en année, marchandaient au Roi leur contribution. Voyant alors avec quelle liberté les Rifains maniaient les rênes de leur existence quotidienne, on en conclut que le Sultan, despotique par définition, avait dû se casser les dents en essayant de les réduire. On ne s'avise pas que le Makhzen, remplissant des fonctions sociales positives, pouvait s'attacher les tribus sans les soumettre absolument par la violence ; que le

Sultan avait tout intérêt à respecter une organisation qui répondait si bien, localement, aux besoins de ses peuples, tout en le dispensant d'administrer lui-même, pourvu que s'accomplissent son dessein et le leur. Qu'attendait le Sultan de ses tribus rifaines ? L'impôt d'abord, de façon régulière. Ensuite, mais à l'occasion seulement, une contribution militaire. Quant aux tribus, que leur fallait-il en contrepartie ? Une autorité décisive pour aplanir ou pour trancher entre elles les litiges susceptibles de dégénérer, et l'appui du pays face aux chrétiens qui occupaient leurs côtes où, réduites à elles-mêmes, elles n'auraient pu les contenir. Chacune des deux parties honorait-elle les termes de ce contrat ? C'est la vraie question et la seule. Si tel n'était pas le cas, et qu'on l'établît documents en mains, on aurait le droit de parler de « siba », d'insoumission et même d'indépendance. Mais les documents, à mesure qu'on en trouve, nous indiquent que ce fut justement le contraire, sinon toujours, du moins, comme nous l'avons laissé entendre, jusqu'à l'aube de ce siècle. Ils nous apprennent d'abord que le Sultan a toujours eu au Rif un gouverneur pour le représenter ; qu'il y entretenait aussi, d'un bout à l'autre de la région, une demi-douzaine de kasbas, casernes fortifiées, avec leur garnison. Comment un Rif indépendant ou insoumis aurait-il supporté chez lui ces deux signes de l'autorité du Makhzen ? Ajoutons que ces signes n'étaient pas symboliques. Investi de pouvoirs, le gouverneur les exerçait vraiment. Des pouvoirs militaires face aux troupes espagnoles installées sur la côte et que surveillaient la moitié des kasbas, tandis qu'au cœur même du pays, le reste des kasbas offrait au gouverneur une gendarmerie pour l'exercice de ses pouvoirs civils. De quelle nature ces derniers étaient-ils ? En voici deux exemples pour le comprendre.

Un litige intervient entre trois des fractions de la tribu Beni Ouriaghel pour le partage des eaux d'irrigation. Les deux d'entre elles qui se jugeaient lésées par la troisième, dépêchent leurs délégués auprès du gouverneur. Convoquant les parties, celui-ci, assisté d'un conseil de juristes, procède à la conciliation, puis, les parties s'engagent par écrit, à respecter l'accord intervenu ([20]).

Une autre fois, c'est un litige opposant deux tribus limitrophes, mais dont l'une, les M'tioua, est rifaine, tandis que l'autre est de la confédération des Ghomara. Dans la seconde, un groupe de familles qui doit répondre du meurtre commis par l'un des siens, a l'idée de se faire adopter et, en quelque sorte annexer avec son territoire, par les M'tioua voisins. Il se soustrait ainsi à la justice de sa propre tribu. Mais celle-ci, dont le ressentiment est concevable, se tourne contre les M'tioua qui ont prêté la main au stratagème. Voilà le germe d'un conflit. C'est alors qu'intervient au nom de la tribu lésée, le gouverneur des Ghomara. Non

(20) Document reproduit p. 120 par E. Blanco Izaga, *op. cit.*

pas directement, puisque les M'tioua, rifains, ne relèvent pas de son autorité. Mais il en réfère au Sultan. Celui-ci, informé, donne aussitôt à son gouverneur dans le Rif, l'ordre d'astreindre les M'tioua à respecter les droits de leurs voisins des Ghomara ([21]).

Dans les deux cas, il s'agit de questions où s'opposent entre elles ou des fractions ou des tribus. C'est à ce niveau, en effet, que se situe l'action du gouverneur dont la mission est de veiller à la paix générale, sans s'immiscer plus bas dans les affaires internes. C'est ce qui permet de comprendre qu'un gouverneur unique ait suffi à la tâche jusque vers 1880. Sauf dans les tribus très petites, c'est avec les fractions qu'il était alors en rapport par l'un des « cheikhs » qui, de ce fait, acquérait une place et sans doute, un pouvoir qui le distinguaient de ses pairs. Dans le règlement des litiges, le gouverneur avait sans doute recours à ses gendarmes, mais, semble-t-il, comme estafettes, sans plus, vu leur effectif dérisoire. La réalité de sa force, c'était l'autorité qu'il incarnait aux yeux de tous, comme représentant du Sultan, une autorité dont, spontanément, on demandait dans le besoin, l'intervention. Il pouvait aussi compter sur l'appui, dans chacune des tribus, de quelques « chorfa » ou « tolba » auréolés de religion et qui, dans l'ancienne société marocaine, pesaient plus que des bataillons. Gouvernement très souple assurément, et très économique, mais néanmoins gouvernement. Et si un changement se produit sous le règne de Moulay el Hassan, ce ne fut que pour rapprocher le pouvoir central des tribus en remplaçant le gouverneur unique pour tout le Rif, par un caïd dans chacune des tribus composantes. A quel moment alors, y aurait-il eu de la part du Makhzen, renoncement à ses prérogatives ?

Quant aux Rifains, personne jusqu'à présent, n'a établi qu'ils ne donnaient pas leur contribution à l'Etat soit en argent, soit en soldats. Au contraire, nous voyons qu'au moment de la Guerre de Tétouan contre l'Espagne en 1860, des contingents rifains arrivent sur le front de Ceuta qui est déjà fort loin du Rif ([22]), tandis que leurs contribules assumaient sur place, la charge du front de Melilla, y infligeant des coups sévères à l'ennemi. Ce qui conduit Mohammed el Khatib, ministre du Sultan, en rapportant ces faits, à suggérer qu'on lève toute une armée rifaine, quitte

(21) Lettre de Ahmed ben Merzouq, gouverneur des Ghomara au Sultan Moulay Abderrahman en date du 6 rabi^{c} I 1263/22 février 1847, avec les annotations apposées au verso après réception dans les bureaux du Sultan (Collection d'archives de l'auteur).

(22) Lettre de Mohammed el Khatib à Mohammed Zebdi en date du 27 joumada I/20 décembre 1859, *in* Ben Zidane : *Itḥāf Aᶜlām an-Nās bi Jamāl Aḫbār Ḥāḍirat Miknās,* III, 429-430, Rabat, 1931.

à récompenser le Rif d'une exemption d'impôts pendant dix ans (23). On voit par là deux choses. D'abord que les Rifains acceptaient de mourir pour la défense non pas seulement de leur petit terroir, mais de toute la terre marocaine. Et cela compte. Quant à refuser leur argent d'autre part, si telle était leur habitude, il faut bien croire qu'à tout le moins, elle n'était pas notoire, si un conseiller du Sultan lui-même l'ignorait, comme il résulte de sa proposition d'exempter les Rifains d'impôts. Il l'ignorait en vérité, parce qu'il n'en était rien. En 1889, soit vingt-neuf ans plus tard, quelques tribus du Rif n'ont pas déféré à l'ordre d'envoyer leur escorte se joindre à la tournée effectuée par le Sultan dans tout le nord-ouest du pays. Ce ne fut sans doute qu'en raison du moment qui était celui des moissons. Le Sultan n'en sanctionne pas moins leur absence en leur infligeant à chacune une amende (24). D'un bout à l'autre, pareil comportement n'est-il pas une preuve que le souverain s'adressait aux Rifains comme à tels autres de ses sujets, et qu'il était à même de le faire ?

*
* *

Encore, le dernier fait cité se situe-t-il à une époque où de graves secousses ont ébranlé déjà la conscience des populations concernées. Chez ces gens simples, le sentiment de dépendance et d'obligation à l'égard de leur souverain se traduisait par une dévotion religieuse. Encore au début de ce siècle, quand la pluie tardait à tomber, on disait dans le Rif : « Notre Maître le Sultan est fâché contre nous. » Aussi, notons en passant, comme il est plaisant d'entendre répéter qu'en pays insoumis, dont le Rif, l'autorité du souverain n'était que religieuse sans plus, comme si, dans une population tout imprégnée de religion, cette autorité religieuse ne dépassait pas, en l'impliquant par conséquent, le pouvoir temporel. Mais pour revenir aux Rifains, disposés à subir humblement la colère de leur maître qui retenait la pluie à cause de leurs péchés, ils ne pouvaient manquer d'être désorientés s'il venait au contraire, à les punir en considération de leurs mérites. Or, comment auraient-ils compris autrement le nouveau cours des choses au lendemain de 1860 ? Cette année-là, ils avaient justement, comme leurs aïeux depuis trois siècles, maintenu l'Espagnol bloqué derrière ses murs à Melilla. Mais voilà que, la paix revenue, c'est le Sultan lui-même qui leur enjoint d'abandonner à l'ennemi une partie de leur territoire, des champs, des maisons, la mosquée. Com-

(23) Lettre de Mohammed el Khatib au Sultan Sidi Mohammed en date du 8 chaᶜban 1276/2 mars 1860, Archives de la « Kettânia », Rabat, 1, V, zaï.

(24) Etat des amendes infligées aux tribus du Rif, document daté du 14 rabiᶜ II 1307/8 décembre 1889, Archives royales de Rabat, Dépôt B, non numéroté.

me le note justement un témoin espagnol, « ce fut une émotion profonde pour les tribus de voir, spectacle sans précédent, dans cet empire, les troupes du Sultan, et un prince à leur tête, venir leur imposer la volonté d'une nation étrangère » ([25]). Emotion profonde en effet, et sans doute très complexe, faite de colère contre l'envahisseur, mais aussi de douleur, d'abord, puis de désaffection à l'égard du Sultan lorsque des faits pareils, jusqu'à la fin du siècle, vont se renouveler. Car à quatre reprises, les troupes du Sultan reviendront dans le Rif, elles y tueront des gens et y détruiront des maisons ([26]). Or, ce fut chaque fois la conséquence de démêlés locaux avec les Espagnols. Dira-t-on pour cela que les Rifains ne voulaient pas être des Marocains, ou dira-t-on plutôt que, Marocains, ils acceptaient très mal la conquête espagnole ?

*
* *

Nous savons bien qu'ici, nous nous heurtons au point de vue traditionnel suivant lequel c'est au contraire la turbulence rifaine qui contraignit à la réplique les Espagnols et, avec eux, d'autres Puissances européennes. Mais le maître argument à l'appui de la thèse, c'est cette fameuse piraterie dont nous parlions en commençant et qui fit grand bruit à l'époque. Or, les documents marocains jusqu'ici négligés, permettent, on va le voir, de projeter sur la question un éclairage nouveau.

C'est du côté de l'Atlantique, presque exclusivement, que s'effectuait le commerce maritime du Maroc, car, sur la Méditerranée, tous les points accessibles étaient depuis des siècles, aux mains des Espagnols ou contrôlés par eux. Aussi, quoique en bordure des eaux du globe les plus passantes, le Rif, cul de sac de l'Empire marocain, était au bout du monde. Et sans doute est-ce là, bien plus que ses montagnes ou la pauvreté de son sol, la raison de son grand retard historique. Mais après 1860, quand s'avivait la concurrence entre divers pays européens en vue de conquérir le marché marocain, le Rif, tout juste en face de Gibraltar et Malaga, offrit sa côte désertée à un commerce de contrebande intéressant à plus d'un titre. Il dispensait bien sûr, de droits de douane, mais

(25) Dépêche de Merry y Colón, ministre résident d'Espagne à Tanger adressée au Ministère d'Etat à Madrid le 19 novembre 1863. Cité par Jeronimo Becker : *Historia de Marruecos,* p. 286.

(26) En 1864, expédition punitive contre la population de la baie d'Alhucémas, à la requête des Espagnols qui avaient eu une barque capturée et ses deux occupants tués. En 1871, le Sultan dut envoyer une armée à Melilla pour contraindre la tribu limitrophe des Guel^{c}ia à accepter le détournement, par les Espagnols, d'un cours d'eau à proximité de la ville. En 1893, après la capture par les Beqquioua d'un petit navire se livrant apparemment à la contrebande des armes, nouvelle action punitive. Enfin, en 1898, dans des conditions qui seront évoquées ci-dessous.

aussi, il ouvrait le trafic à des marchandises prohibées, notamment les armes, à l'entrée, et le bétail à la sortie. Il permettait enfin, dans les tribus côtières, des connivences ouvrant la voie à l'infiltration politique. Pour le pays, outre le tort subi par ses finances et son économie, la contrebande était génératrice de troubles intérieurs qui minaient le pouvoir de l'Etat, et d'incidents donnant prétexte à intervention étrangère. Cela contribuait à faire mûrir ce qui s'appelait la question marocaine.

Alarmé, le Sultan adressait des appels pressants et réitérés aux principaux Gouvernements en cause pour qu'ils cessent de couvrir leurs contrebandiers respectifs. Mais en vain (27). C'est dans la Baie d'Alhucémas le plus souvent, qu'avaient lieu les opérations. Il y a là, à quelques brasses du rivage, une place espagnole bâtie sur un îlot. Sous l'œil du Commandant, des navires provenant de Malaga ou Gibraltar y débarquaient pétrole, bougies, tissus, fusils, cartouches. La marchandise était ensuite, par petits lots, retransportée jusqu'au rivage sur quelques barques appartenant à des individus de la tribu des Beqqioua, une douzaine au total, se partageant le monopole de ce trafic (28). Pourtant, il arrivait qu'un grain de sable se mît dans les rouages. Une commande, bien que payée d'avance, n'était jamais livrée. Ou bien quelque Rifain étant allé régler ses comptes en face, sur l'îlot, était rejeté mort par les flots sur la grève. Faute de recours, il fallait bien alors régler soi-même ses comptes avec les moyens qui s'offraient. Le plus commode, c'était, quand un petit voilier européen était, tout près des côtes, retenu par le calme plat,

(27) Le 9 novembre 1896, le Sultan donne instruction à Mohammed Lebbadi, membre de sa Délégation à Tanger, de saisir le ministre de Grande-Bretagne au sujet de la contrebande s'effectuant à partir de Gibraltar et dont celui-ci est d'ailleurs, dit-il, tout à fait averti (lettre du 3 joumada II 1314/9 novembre 1896, Archives de Tétouan, XXIII, 26). Le 27 juillet 1897, nous apprenons par une lettre du même au même, que Mohammed Lebbadi a eu de nouveaux pourparlers avec les ministres d'Espagne et d'Angleterre qui lui ont donné de bons conseils pour que le Sultan surveille lui-même la côte marocaine, alors qu'on leur demandait l'intervention des autorités de Gibraltar et de l'îlot d'Alhucemas (Nokour), pour empêcher le trafic entre ces deux points (lettre du 26 safar I 1315/27 juillet 1897, Tétouan, XXIV, 29).

(28) Le 16 août 1897, le Sultan écrit à son délégué à Tanger, Mohammed Torrès, et il lui signale notamment que le 13 juillet précédent, un bateau est arrivé de Gibraltar à l'îlot d'Alhucémas où se trouve la place espagnole et qu'il y a débarqué plus de 700 fûts de pétrole et une grande quantité de tissus, le tout étant ensuite digéré par les embarcations rifaines. « Si ce trafic n'était pas toléré, on n'en arriverait pas à ce que l'on sait. » (Lettre du 17 rabi° I 1315/16 août 1897, Tétouan, XXIV, 39.) Le 19 juillet 1898, le Sultan informait Mohammed Torrès qu'un bateau français était venu sur la côte rifaine où il avait embarqué clandestinement 300 bœufs livrés par les contrebandiers de la tribu des Beqqioua (lettre de Moulay Abdelaziz à Mohammed Torrès, fin safar 1316/19 juillet 1898, Tétouan, XXVII, 28).

d'y capturer quelques otages qu'on monnayait pour obtenir enfin réparation ([29]). Après bien du tumulte, il est vrai. La presse européenne se déchaînait, des unités navales se présentaient en rade de Tanger, le Sultan aux abois, fulminait, négociait, suppliait. Il finissait par acquitter la note, quitte à la faire payer en bloc à tous les Beqqioua, et même à leurs voisins, quand l'occasion, un jour, le permettrait.

Tel est le scénario suivant lequel souvent, les choses se passèrent dans les années 90, jusqu'à ce que, en 1896, l'affaire se corsât. Les Espagnols détenaient treize Rifains. De leur côté, les Beqqioua avaient pris un Français et un Grec, plus quelques Portugais. Mais malgré des trésors de diplomatie, le Sultan cette fois, n'obtint des Beqqioua la moindre concession. Or, quelle fut sa stupeur en découvrant que ces mutins n'agissaient pas d'eux-mêmes. Revêtu par la France de pouvoirs consulaires, un Algérien était venu sur place pour animer leur résistance conjointement avec la branche locale de la Confrérie d'Ouezzane, elle aussi protégée de la France et dévouée à son service. Ce n'est pas tout, car lorsque le Sultan, ne voyant plus d'issue que dans la force, dépêcha une expédition punitive sur les lieux, les coupables ne s'y trouvaient plus. Ces dangereux pirates, leurs familles, leurs comparses voguaient paisible-

(29) « L'origine des méfaits que commettent les Rifains réside dans leurs litiges avec leurs complices européens en contrebande. » (Moulay Abdelaziz à Mohammed Lebbadi, 3 joumada II 1314/9 novembre 1896, Tétouan, XXIII, 26.) « Il arrive que des Espagnols disparaissent en emmenant des notables rifains ou de l'argent qu'on leur a confié. C'est alors que les Rifains guettent l'occasion de se venger. Ce qui a causé la dernière algarade des Rifains, ce sont des griefs précis contre les Espagnols. C'est ainsi qu'un riche Rifain a été tué et dépouillé de ses biens en territoire espagnol [dans l'enceinte de la place d'Alhucemas] sans que, malgré de nombreuses plaintes, réparation ait pu être obtenue par ses enfants. C'est ainsi encore qu'un capitaine espagnol n'a pas restitué une somme de 5 000 rials à un riche Rifain avec qui il faisait de la contrebande. » (Lettre de Moulay Abdelaziz à Mohammed Torrès le 17 rabi^{c} I 1315/16 août 1897, Tétouan, XXIV, 39.) « Quand les patrons des bateaux ne tiennent pas leurs engagements envers leurs compères dans la population rifaine, ceux-ci guettent les bateaux de la nationalité à laquelle appartiennent leurs débiteurs et les attaquent. La preuve, c'est que les Rifains ne touchent à rien dans la cargaison ou dans le matériel des bateaux assaillis, se contentant de capturer un nombre déterminé de ses occupants correspondant au tort subi. Si les ministres des Puissances s'occupaient d'interdire à leurs nationaux de se livrer à la contrebande sur ces côtes, tout cela ne se produirait pas et le Gouvernement marocain ne serait pas obligé de payer des indemnités. » (Lettre d'Ahmed Ben Moussa à Mohammed Torrès, 7 rabi^{o} II 1315/5 septembre 1897, Tétouan, XXIV, 48.) Notons que le souhait du Sultan était très facile à réaliser, puisque les navires contrebandiers venaient débarquer leur marchandise dans la place même d'Alhucémas.

ment vers l'Algérie sur un vapeur de ligne venu jusque chez eux pour les prendre à son bord (30).

Voilà qui donne à la piraterie rifaine ses dimensions réelles et sa vraie signification : chez les Izemouren, fraction de la petite tribu des Beqqioua, une douzaine de malfaiteurs relayant sur leur sol la contrebande européenne dont ils étaient le fruit, couverts et manœuvrés par une nation qui, elle aussi était européenne, pour servir ses desseins de conquête. Et c'est à eux que les Rifains, dans leur totalité, sont redevables d'un renom de férocité que les historiens ont perpétué et légué après eux, comme donnée de travail, à la sociologie.

*
* *

(30) Il existe toute une série de lettres à travers lesquelles on peut suivre comment le Gouvernement marocain découvre progressivement le rôle joué dans cette affaire d'abord par la branche locale de la confrérie d'Ouezzane, puis par la Maison mère dont il se plaint au ministre de France, son protecteur, puis, par le nommé ᶜAllal ᶜAbdi, revêtu de fonctions consulaires et amené sur les lieux par une frégate française, enfin par le ministre de France lui-même : entre autres, les lettres de Moulay Abdelaziz ou d'Ahmed Ben Moussa à Mohammed Torrès du 16 joumada I 1315/13 octobre 1897, Tétouan, XXIV, 69 ; du 23 joumada I 1315/20 octobre 1897, Tétouan, XXIV, 76 ; du 17 joumada II 1315/13 novembre 1897, Tétouan, XXIV, 88 ; du 17 chaᶜban 1315/11 janvier 1898, Tétouan, XXIV, 125 ; du 10 chaoual 1315/10 mars 1898, Tétouan, XXIV, 143 ; du 3 rabiᶜ I 1316/22 juillet 1898, Tétouan, XXV, 37. Dans cette dernière lettre, on lit notamment que, lors de sa venue à Marrakech, le ministre de France avait assuré qu'il avait interdit à ᶜAllal el ᶜAbdi de continuer à se mêler dans cette affaire. « Du moment que le ministre nous avait donné ces assurances, nous étions persuadés que nous mettrions la main sur ces bandits. Or, quand après les mises en demeure, la colonne d'intervention se mit en marche, elle constata qu'un premier groupe avait fui, et quand elle passa à l'attaque, le reste se sauva à son tour et fut pris en charge par le ministre qui les fit transporter à Oran. Or, il s'agit non seulement de grands malfaiteurs, mais des chefs mêmes de la rébellion. Mieux, parmi eux se trouvent les personnages qui détenaient les prisonniers européens (dont un capitaine de navire français), notamment Hadj Ali Omar Ouziane, Hadj Omar Chouaïb et Daddi ben Messaoud qui incitait à ne pas livrer les Européens tant que le Gouvernement marocain ne relâcherait pas leurs contribules détenus par lui... Le Gouvernement marocain comprend difficilement les raisons de ceux qui se sont mêlés à cette affaire y prenant ouvertement fait et cause pour un groupe de sujets marocains contre lui, sur son propre territoire, alors que les crimes de ces gens sont notoires, que l'on a payé des indemnités considérables en réparation de ces crimes. Quand le Gouvernement a voulu ramener ces bandits à la raison, on lui a créé des difficultés par de multiples démarches et des interventions en faveur des chefs de la rébellion, sous prétexte qu'ils étaient amis d'El ᶜAbdi dont le rôle est clair maintenant... Que l'on compare cette attitude avec celle du Gouvernement marocain qui fait tout son possible pour donner satisfaction aux nombreuses demandes françaises. »

Vers le même temps où, en pays rifain, la foi dans le Makhzen se trouvait ébranlée par tous les événements évoqués ci-dessus, d'importants changements intervenaient au sein même des tribus. Dans le Rif autrefois, comme ailleurs au Maroc, et dans les tribus tout au moins, tout homme, dès qu'il en avait les moyens, était en possession de son fusil. Mais le vieux fusil de jadis, démuni en pratique de système de pointage, qu'on épaulait péniblement pour manquer son homme à vingt pas, convenait à merveille dans un conflit entre deux groupes pour faire parler la poudre sans faire couler le sang, juste de quoi sauver l'honneur des deux parties et de permettre alors l'entrée en jeu des éléments conciliateurs.

Il en ira bien autrement quand le fusil de guerre européen qui tue, et de loin, commencera à pénétrer en contrebande à partir des années 80. Ayant acquis cette arme, un individu à lui seul, pouvait faire échec, dans son groupe, à la volonté collective. Bien sûr, d'autres fusils apparaissant bientôt en d'autres mains, l'équilibre était rétabli. Mais un équilibre différent. Non pas tellement parce qu'il était instable, comme toute paix armée. Car vu le prix, il fallait être riche pour posséder la nouvelle arme et acquérir des munitions à suffisance. Les risques de conflit étaient donc circonscrits. La véritable nouveauté, c'est qu'une fois armés, les riches minoritaires ne pouvaient pas, malgré les causes de dissensions, ne pas comprendre qu'ils avaient plutôt avantage à s'entendre pour s'imposer ensemble et sans risques, au grand nombre de leurs « frères » ou mal armés ou désarmés. Et en effet, même à l'époque la plus troublée qu'il faut, nous le verrons, placer de 1910 à 1920, alors que le fusil moderne n'était plus rare dans le pays, il ne se passa jamais quoi que ce soit qui évoquât, même de loin, les massacres narrés ou suggérés par Mouliéras et Westermarck. Au plus fort des passions politiques, le souk, pour ces républicains invétérés, demeura un forum. Le combat s'y livrait en paroles. On n'y venait aux mains que dans les cas extrêmes. C'était par contre, leur République qui avait maintenant un visage différent. Le visage d'une oligarchie où les plus riches d'autrefois, forts de leurs armes, mais forts aussi de leur entente, s'étaient enrichis davantage aux dépens du grand nombre. Sans changer les institutions, en en faussant le jeu tout simplement, ils avaient pu muer leur influence en un vrai pouvoir politique ([31]). Quant aux paysans pourvus de naguère, même s'ils le demeu-

(31) Ce n'est pas par hasard si, à partir de la même époque, ceux qu'on appelle les Grands Caïds apparaissent dans le sud du Maroc. Robert Montagne avait déjà remarqué un rapport entre la formation des « Grands commandements » du Sud et l'apparition du fusil moderne (*Les Berbères et le Makhzen...*, p. 335). Mais, tout en constatant que la contrebande des armes s'effectuait « à la fois sur les côtes du Rif et sur celles du Sous », il ne s'interroge pas sur les conséquences de ce phénomène à l'intérieur de la société rifaine.

raient encore, leur position économique et politique s'amenuisant, ils passaient à leur tour, peu ou prou, à l'état de clients.

*
* *

On imagine le désarroi qui, dans ces conditions, avait pu s'emparer des esprits dans le Rif, au début de ce siècle. Aux deux pôles de la vie, tout chancelait de leurs notions traditionnelles. Tandis qu'à l'un, le souverain les abandonnant à eux-mêmes, leur semblait quelquefois prendre contre eux le parti de l'Espagne, voici qu'à l'autre, ils devaient, eux, des hommes libres, courber la tête devant un petit nombre de leurs pairs d'autrefois. Quoi d'étonnant alors, si le Rif répondit aussitôt largement, à l'appel du fameux Bou Hmara, Pougatchev marocain, dressé depuis 1902 contre Moulay Abdelaziz ? De la part des Rifains, ce ne fut pas, comme on l'a bientôt dit, par manie de la dissidence, puisque ce prétendant était au contraire à leurs yeux, l'héritier légitime, le fils aîné du souverain défunt, et qu'en ce faux champion de l'indépendance nationale, ils pensaient justement retrouver leur Sultan. Ils ne quittèrent cette illusion que pour accrocher leurs espoirs, avec l'ensemble des Marocains, à un autre fils de Moulay el Hassan, Abdelhafid, qu'on espérait voir sauver le pays. Mais voilà qu'à son tour, les laissant seuls se battre contre les Espagnols, le nouveau Sultan n'intervint à la fin des combats, que pour accepter la défaite en signant les accords de 1910. Et puis, deux ans plus tard, il signait encore le Traité de Protectorat, livrant alors le pays tout entier. Décidément, de ce côté, on ne pouvait plus rien attendre.

Pouvait-on du moins compter sur soi-même, vu la situation nouvelle qui régnait dans nombre de tribus ? Les petits oligarques qui s'y imposaient désormais avec leurs armes, leurs biens et leurs clients, n'avaient pas été les derniers à tirer les leçons des échecs de la monarchie marocaine. La mainmise à venir de l'Espagne sur le Rif ne faisant plus de doute, de larges perspectives s'ouvraient à ceux qui, les premiers, et avec plus d'effet, auraient aidé le cours des choses. Se disputant déjà les faveurs et pensions que les Espagnols répandaient à l'avance, ils s'offrirent à ceux-ci en diligents fourriers.

Dès lors, il ne restait donc plus au menu peuple qui, lui, n'attendant rien de bon des Espagnols, était farouchement hostile à leur domination, qu'à essayer, pour leur résister, de se grouper derrière tel nouveau chef qui se présenterait. C'est en effet ainsi que dès 1908, apparaît Mohammed Ameziane avec lequel s'amorce la conjuration de ceux qui s'appelleront le « Parti des petites gens ». Mais la mort d'Ameziane au combat en mai 1912, creuse un immense vide ressenti d'autant plus que le Makhzen a sombré tout de bon cette fois, dans le Protectorat, et livré sans retour à elles-mêmes, ces unités tribales dont il était depuis toujours, l'agent de cohésion. Il faut à ces petits Etats, se chercher l'un l'autre à tâtons.

et trouver par eux-mêmes désormais, les chemins de l'union. Or, en chacun d'entre eux, le petit groupe des notables, pensionnés de l'Espagne et commandés de Melilla, s'emploie de toute son influence, devenue grande, à fomenter bien au contraire les dissensions. Alors, mais alors seulement, le Rif se prit à ressembler, mais de très loin, précisons-le, à ce tableau sinistre qu'on aime à en brosser. Nous citerons à ce sujet deux témoignages on ne peut plus autorisés. Le premier en effet, émane de l'officier qui, pour le compte de l'Espagne, dirigea en personne la subversion dont nous parlons. S'en expliquant plus tard devant une commission d'enquête nommée par les Cortes, cet officier, le colonel Riquelme, dit en parlant de l'un de ses agents, notable de la tribu Beni Ouriaghel :

> « La tactique consistait à faire en sorte que les Beni Ouriaghel se trouvent dans un état constant de guerre, et cela en ruinant le système qu'on appelle le système des amendes. Quand un meurtre est commis, la tribu inflige une amende, et voilà la paix qui est faite. Mais sa méthode à lui, c'était d'empêcher justement que l'amende soit payée. Dès lors, on en venait aux coups de feu tirés sur les marchés dont la tenue était interrompue. Il en résultait des vengeances, des dettes de sang, on tuait d'un village à un autre, et jamais la tribu n'arrivait à s'entendre pour venir rallier ceux qui nous combattaient. Nous avons pu aller ainsi bien des années. La guerre était toujours entre eux, et jamais contre nous. » ([32]).

Le second témoignage vient encore de plus haut. C'est celui de Gómez Jordana qui fut pendant trois ans Commandant général des troupes d'occupation dans le secteur de Melilla, puis, Général en chef, jusqu'à sa mort, en 1919, du Corps expéditionnaire espagnol au Maroc. En 1914, il écrivait au sénateur Don Tomás Maestre, parlant du Rif qu'il s'employait à conquérir :

> « C'est ce parti dont je dispose sur tout le territoire de l'ennemi qui permet de dissoudre comme par enchantement, des groupements armés qui s'étaient rassemblés pourtant avec enthousiasme pour nous exterminer. Les membres de ce parti ne manquent pas de s'inclure à ces groupes. Mais c'est pour y semer le défaitisme avant qu'aucune action ne commence contre nous. C'est aussi ce parti qui, à ma convenance suscite entre eux de sanglants conflits comme ceux qui par exemple, déchirent en ce moment, à mon

(32) Déposition du colonel Riquelme, le 29 juillet 1923 devant la commission d'enquête des Cortes, *in De Anual a la República ; Documentos relacionados con la información instruida por la llamada « Comisión de Responsabilidades » acerca del desastre de Anual,* Madrid, Javier Morata, 1936.

> instigation, les deux tribus des Beqqioua et des Beni Ouriaghel, dans le but d'empêcher que le Rif envoie le moindre contingent se battre sur le Kert... Pour ces indigènes, la guerre continuelle reste toujours un idéal. La preuve en est qu'ils ne cessent de lutter entre eux, tribu contre tribu, famille contre famille, homme contre homme. Mais ce qu'il y a, c'est que notre action politique fait dévier leur volonté du but qu'eux-mêmes auraient voulu lui assigner. Aussi, inconsciemment, comme nécessité préalable à la lutte qu'ils voudraient ensuite mener contre nous, ils se détruisent, s'anéantissent eux-mêmes, tandis que nous, tranquilles et résolus, nous poursuivons notre chemin. » (33).

*
* *

Il y a bien, dans la déclaration qu'on vient de lire, mention d'un « idéal de guerre continuelle » qui travaillerait les Rifains et qui ressemble fort à ce qu'ont invoqué tous les auteurs dont nous prenons le contrepied. Mais remarquons que le général Jordana n'exprime, en la faisant, qu'une opinion dont on est bien forcé de dire qu'elle est peu réfléchie puisque de bout en bout, son propre témoignage la contredit, et que la contredit aussi, le témoignage en tous points concordant du colonel Riquelme. Il reste donc que, par leur franchise méritoire, les deux témoins cités nous remettent en présence d'un élément de la situation délibérément ignoré, alors qu'il constitue la clé même du problème. On étudiait la société rifaine sans tenir compte des interférences étrangères. Un peu comme si l'on s'enfermait dans l'œuf en oubliant la poule qui le couve. Quand Hart nous dit qu'on préférait souvent laisser courir la dette de sang plutôt que d'en toucher le prix (34), il ne sait pas que c'était là l'ouvrage du colonel Riquelme. D'où son explication par le sol infertile et l'excessive fécondité rifaine. Emilio Blanco Izaga s'apitoie sur une société dont les institutions, dit-ils, sont incapables de la tirer de l'anarchie (35). David Hart renchérit car, selon lui, ces institutions sont précisément établies pour organiser l'anarchie. Le colonel Riquelme, qui était bien placé et qui, au sens exact du mot, payait pour le savoir, remet les choses au point : « Quand un meurtre est commis, la tribu inflige une amende, et voilà la paix qui est faite ». Autrement dit, conformément à l'analyse que nous faisions plus haut, les règlements de la tribu n'ont d'autre but que d'assurer la paix sociale et, dans les conditions habituelles, ils l'assurent en effet. On ne put créer le désordre qu'en en paralysant le jeu de l'extérieur. Autrement dit encore, mais cette fois, d'un point de vue chronologique, le Rif vivait en paix, et c'est quand survint l'étranger

(33) *Ibid.*, lettre figurant parmi les documents annexes, pp. 28 *sqq*.
(34) D.M. Hart : *An ethnographic survey...*, p. 63.
(35) E. Blanco Izaga : *op. cit.* Commentaire du document n. 1.

que, peu à peu, la guerre s'est allumée. Conclusion rejoignant ce que nous avons dit du caractère récent des troubles, et ce qu'en disent aussi les Rifains.

Pour mieux dater les choses, disons qu'ici, l'étranger, ce n'est pas seulement l'Espagnol, dans les débuts surtout. C'est, on l'a vu, le représentant officiel de la France qui, dès avant 1900, orchestra la fameuse affaire des pirates. Or, l'action des Français dans le Rif, à supposer qu'elle ait un jour pris fin, allait continuer au moins près de dix ans encore. A ce propos, un fait curieux est d'ailleurs à noter. Pour désigner cette période troublée qui nous occupe, c'est un terme imprévu que les Rifains ont adopté, celui de « République ». Comment est-il arrivé là, et pour tenir ce rôle ? Hart qui l'a découvert, ne semble pas s'en étonner outre mesure. Ce point de sémantique et d'étymologie serait pourtant intéressant à démêler. Car il est clair que les Rifains n'ont pu d'eux-mêmes, aller pêcher ce mot. Quant à savoir qui le leur a soufflé sur place, ce n'est pas simple. Mais on constate que seul ou presque, parmi tous les emprunts faits à l'époque, aux langues européennes, ce mot, tel que Hart l'a perçu, « Ripublik », et tel que nous l'avons perçu nous-même, « Réfoublique », est prononcé non pas à l'espagnole, mais bien à la française.

Précisons toutefois que les désordres d'avant 1910, malgré leur importance, et qu'ils soient mis au compte soit des Français, soit de leurs rivaux espagnols, n'étaient encore que des prodromes. Par contre, c'est en 1908 que sont instituées les « Oficinas de Asuntos Indigenas ». Partant de là, la crise se prononce, prenant bientôt un caractère aigu, au point que le général Jordana se flattera six ans plus tard, de déclencher ici ou là, les conflits à sa convenance. Et c'est la vérité. Il en sera ainsi en gros, jusqu'en 1920.

Quant au parti dont les Espagnols se servaient à ces fins, nous le verrons à l'œuvre dans les pages qui suivront. Bornons-nous à en dire pour l'instant, que bien avant 1908, les Espagnols avaient au Rif, des relations suivies avec les petits oligarques surgis au cours des précédentes décennies. Et nous savons, en ce qui concerne ces derniers, que leur apparition était à rattacher avec celle du fusil moderne, et donc, avec la contrebande et l'ingérence européenne. Les Espagnols n'avaient pas manqué pour leur part, d'en asseoir l'influence par divers privilèges, en leur permettant notamment, de se procurer des armes en Espagne, et en en faisant les intercesseurs obligés entre eux et les populations rifaines dans les rapports de voisinage, bons ou mauvais qui, peu à peu, se développaient. C'est entre ces notables, « hombres de prestigio », que se répartiront bientôt, en proportion de leurs mérites, des pensions mensuelles, pour former le parti des Amis de l'Espagne et se livrer à l'activité que l'on sait.

Cela n'aurait pas pu se faire si librement sans la vacance survenue dans le Rif, de l'autorité du Sultan. Vacance de fait d'abord, consécutive, comme on l'a vu, à la faiblesse accrue de l'Etat marocain devant les empiètements des Puissances, puis, vacance officielle quand le nord du pays fut, en 1912, soustrait à sa juridiction. Absente désormais, ladite autorité ne pouvait plus, comme autrefois, intervenir pour couper court à tout rapport irrégulier entre l'Espagne et tels de ses sujets. Elle ne pouvait plus arbitrer les litiges, éviter les conflits, fendre l'oreille aux fauteurs de désordre. Aussi, contrairement à l'opinion reçue, ce n'est pas l'anarchie prétendue des Rifains qui aurait provoqué une insoumission chronique à l'égard du Makhzen, c'est au contraire, la défaillance tardive de ce dernier qui laissa le champ libre à une anarchie effective.

*
* *

Il resterait à préciser d'ailleurs, le contenu réel d'une situation que, par commodité, et après d'autres, nous désignons ici de ce terme d'anarchie pris, on l'aura compris, avec son sens vulgaire. C'est une situation qu'on concevait jusqu'à présent, comme un chaos d'événements rebelles à tout contrôle humain, sans but, sans direction, sauf à pousser la société à se meurtrir et se détruire elle-même. Un futile incident allumait des combats, et l'incendie se propageait de proche en proche par le jeu d'un système très compliqué d'alliances dont on s'évertuait à discerner l'indéchiffrable linéament. Quant aux individus, aveugles instruments de la fatalité, il ne leur restait plus qu'à tuer et à se faire tuer jusqu'à épuisement. Tableau bien fait pour rappeler la tragédie d'Eschyle — ce n'est peut-être pas un hasard — mais ses rapports ne sont qu'assez lointains avec la réalité historique. D'abord, nous l'avions dit, l'exagération est énorme. Il n'y a pas, dans les rapports bien informés, transmis au jour le jour par les officiers des Renseignements espagnols, la moindre trace de ces carnages. On brûlait parfois des maisons. On tuait beaucoup moins. Et le meurtre du chérif Bourjila par exemple, fit tant de sensation qu'on en parle aujourd'hui encore dans le Rif. Ensuite, et c'est là l'essentiel, la lutte véritable ne se déroulait pas autour d'un chien tué, ni même pour des questions de mitoyenneté. Elle n'était pas non plus aveugle. L'enjeu s'en situait à un niveau bien supérieur : « Le but que les Rifains auraient voulu s'assigner, dit le général Jordana, c'était de mener l'action contre nous ». Il s'agit là, ni plus ni moins, d'une aspiration nationale. Or, elle était largement partagée puisque selon le même témoin, « des groupements armés se formaient dans l'enthousiasme pour nous exterminer ». D'où la nécessité de l'action politique espagnole par le moyen d'agents rifains qui s'ingéniaient à provoquer des conflits subalternes. Ainsi bien sûr, ils rabaissaient le niveau de la lutte et en obscurcissaient le but. On se querellait entre soi au lieu d'aller se battre sur le Kert. Mais si beaucoup cédaient à la provocation, d'autres par contre, la démasquant, se

dressaient contre ses auteurs : « Comme nécessité préalable à la lutte qu'ils voudraient ensuite diriger contre nous, ils se détruisent et s'anéantissent eux-mêmes ». Modérons un peu l'hyperbole de cette fin de phrase puisque les Rifains en définitive, ne se sont pas détruits entre eux, et retenons, comme le général Jordana nous l'indique, mais avec d'autres mots, que la lutte nationale, celle qu'il fallait livrer contre les Espagnols, était doublée d'une lutte politique à mener préalablement ou concurremment au dedans, contre les artisans de la discorde. Si, à l'instigation de ces derniers, il arrivait que l'esprit de vengeance prévalût, dressant par solidarité des groupes entiers les uns contre les autres, de plus en plus, les éléments conscients intervenaient pour rétablir la paix. Les querelles de personnes et de clans cédaient alors la place à des actions assurément violentes, mais dirigées contre tel ou tel des notables au service de l'Espagne, contre ses biens que l'on mettait à sac, ou contre sa personne, mais beaucoup moins souvent. De telles actions entraînaient, elles aussi, des désordres, mais ces désordres-là, l'Espagne les déplorait. A les confondre avec les autres, ceux qu'elle-même fomentait, on se condamne à ne rien voir du changement profond intervenu dans les tribus rifaines et des conséquences historiques qu'il devait entraîner. Dans les discordes organisées par les pensionnés de l'Espagne, c'étaient encore les anciens liens de solidarité de groupe ou de fraction qui étaient mis en jeu. Mais dans la lutte contre l'Espagne, c'est un nouveau critère de type social et politique qui préside au regroupement. D'un côté, les notables, sinon dans leur totalité, du moins dans leur majorité, à quelque groupe, quelque fraction, quelque tribu qu'ils appartiennent. Du côté opposé, le « Parti des Petites Gens », des hommes qui, eux aussi, se cherchent et se trouvent par-delà les frontières de groupes. Entre les deux, une masse indécise, encore soumise à l'atavisme et entrant donc dans le jeu des notables, mais qui, sous la pression des faits, s'éveille à la conscience de la réalité nouvelle et prêtera de plus en plus l'oreille aux appels du parti opposé. Situation troublée bien sûr, car la lutte politique est intense. Situation confuse, mais en apparence seulement, pour un observateur non averti. Elle ne l'était ni pour les Espagnols, ni pour chacun des deux partis qui s'affrontaient à leur sujet. Situation aussi de lutte apparemment désordonnée parce que souvent recommencée. Elle s'orientait pourtant vers une issue, à mesure que la masse indécise se libérait de l'emprise des notables pour basculer un jour dans l'autre camp. Or, ce jour arriva. Sept ans après les déclarations satisfaites de Gómez Jordana, et malgré les effets conjugués de la défaillance du Makhzen et de la trahison de leurs notables, tous les Rifains se trouveront unis d'un bout à l'autre du pays et sans distinction de tribus. Ils ne s'étaient donc pas anéantis eux-mêmes, et, au contraire, quoique péniblement acquise dans des conditions si nouvelles, leur union les dota d'une force que seuls leurs ennemis eurent en définitive à éprouver.

RIFAINS ET ESPAGNOLS

Voilà qui peut aider à démêler l'imbroglio rifain. On ne comprenait pas jusqu'à présent, comment l'union et l'ordre qui frapperont tous les observateurs pendant la guerre du Rif, s'étaient soudain substitués au chaos antérieur. C'est qu'on ne savait pas d'où venait le chaos. Depuis toujours, la vie au Rif était conditionnée par la présence des Espagnols contre lesquels, avec l'appui des autres Marocains, tous les ressorts étaient jadis tendus. Les choses alors étaient très simples et leur sens était clair. Mais elles s'étaient brouillées pour les dernières générations. La menace espagnole s'était fondue depuis, dans un ensemble de périls qui surgissaient de tous côtés alors que justement, se distendaient les liens traditionnels entre le Rif et tout le reste du pays. Dès lors, est-ce que la lutte était encore possible ? Contre qui, avec qui la mener ? A ces questions, seule l'expérience devait permettre de répondre, et l'expérience ne put se dégager, par bribes, qu'au prix de mille échecs, parmi les controverses, les heurts et les luttes intestines. Mais une fois acquise, elle s'imposa à tous. Et le chaos cessa. Ce fut donc moins une rupture, comme on l'avait pensé, qu'une succession logique, et le raccordement d'une phase à l'autre est tout à fait possible. Il est même nécessaire. On y verra beaucoup plus clair dans ce que fut la guerre du Rif, si l'on en suit d'abord la gestation dans les désordres qui précédèrent.

*
* *

Entre la fin du XV[e] siècle et le milieu du XVII[e], les Espagnols avaient pris pied en trois points essentiels du littoral rifain. Ce fut d'abord, à l'est, la place de Melilla, juchée sur une menue presqu'île. Puis, deux îlots, dressés chacun tout contre le rivage, l'un à l'ouest, dans la crique où se trouvait alors la cité de Badis, le second, le rocher de Nokour, au fond de la grande baie centrale d'Alhucemas (1).

(1) Melilla fut occupée en 1497. Cf. *Sources inédites de l'Histoire du Maroc,* 1re série, *Espagne,* t. I, *Introduction.* Le rocher de Badis (en espagnol : Peñon de Velez) fut occupé en 1564, *ibid.,* t. III, pp. 59 *sqq.* Le rocher de Nokour (en espagnol : Alhucemas) fut occupé en 1673, *ibid.,* IIe série, *France,* t. I, p. 391, n. 1.

Depuis ces bases apparemment insignifiantes, les Espagnols ne pouvaient certes pas lancer dans le pays des incursions profondes. C'était pourtant à condition que ne fléchît jamais la vigilance des tribus limitrophes. D'autre part, et c'était le plus grave, les accès à la mer se trouvaient interdits. A l'est, la voie qui vient du Sahara par l'Oued Ziz et par la Moulouya, butait sur Melilla. Au centre, Nokour fermait la baie d'Alhucemas au commerce de Taza. Et à l'ouest, prisonnière dans sa crique, Badis ne pouvait plus desservir l'hinterland. Elle eut d'ailleurs tôt fait d'être détruite (2).

On comprend donc que les Sultans aient multiplié leurs efforts pour libérer ces places. Ce fut pourtant en vain, car ils n'avaient pas de marine. Tandis qu'ils l'assiégeaient par terre, leur adversaire était ravitaillé par ses escadres qui l'appuyaient aussi de leurs canons. La dernière tentative, en 1774, échoua comme les autres (3). Il apparut dès lors, qu'il faudrait bien se résigner à la présence de ces enclaves. Du moins, s'agissait-il d'en circonscrire le mal. Les tribus au contact eurent pour mission de ne jamais lever le siège. Ce dont elles s'acquittaient ponctuellement. Les places devaient tout recevoir d'Espagne, y compris l'eau, lorsque les citernes étaient vides. Et dès qu'une ombre se profilait sur les remparts, elle essuyait le tir des Marocains d'en face. Dans tout le Rif, cela entretenait une atmosphère d'exaltation patriotique. Autour de Melilla, le groupe de cinq tribus appelé Guel°ia et, en face de Nokour, la grande tribu Beni Ouriaghel, vouaient surtout à l'Espagnol, une haine implacable. On y avait le sentiment aigu d'assurer la défense avancée de la communauté (4).

(2) Les Espagnols avaient entrepris la démolition de ses remparts lors même de l'occupation du rocher. *Sources inédites de l'Histoire du Maroc*, 1re série, *Espagne*, t. III, p. 77.

(3) Elle fut effectuée par Sidi Mohammed ben Abdallah. Les historiens marocains Ezziani et Naciri la situent par erreur en 1771. Voir Germain AYACHE : *Beliounech et le destin de Ceuta entre le Maroc et l'Espagne in* « Hespéris-Tamuda », vol. XIII, 1972, et Ramon LOURIDO DIAZ : *Estrategia militar y diplomática previa al asedio de Melilla, 1774-1775, in* « Revista de Historia militar », año XVIII, n 36 (1974).

(4) Nous n'avons pas de témoignage écrit sur cet état d'esprit des tribus. Mais on peut l'inférer et de leur comportement général, et de l'état d'esprit qui existait autour de Ceuta où la situation était identique et à propos duquel nous disposons d'un témoignage. Ahmed el Ghazal qui s'y rendit en 1766, raconte qu'il y avait, à une portée de pierre de cette place, des positions tenues en permanence par des combattants des tribus voisines. Ces combattants qu'il nomme « moujahidine » c.-à-d. combattants pour la foi, menaient le siège de la ville « en quête de bénédiction », *Kitāb Natījat al Ijtihād fil Muhādana wal Jihād*, texte arabe édité par Farid BUSTANI, 1941, p. 13. Notons que la plage qui fait face au rocher de Nokour porte elle aussi le nom de « Moujahidine ».

Pendant un demi-siècle, la situation se maintint. Les Espagnols ne partaient pas, mais ils n'avançaient pas non plus. Ou bien, s'ils le tentaient, les tribus répliquaient avec l'approbation et l'appui du Sultan. Mais du nouveau survint après 1830, avec la prise d'Alger et les progrès de la conquête française. Pour le pays entier, cette conquête était une menace, comme on le vit à la bataille de l'Oued Isly où l'armée du Sultan fut défaite, mais elle plaça encore une fois, le Rif au premier plan. Car c'est au Rif qu'Abdelkader battu, avait cherché refuge. C'est là que, grâce aux gens et aux biens des tribus, il établit la base d'où il reprit ses incursions en Algérie (5).

Le soutien résolu fourni ainsi par les Rifains à la cause algérienne s'identifiait pour eux, avec leur propre lutte contre les Espagnols. Comment douter que, sur les deux tableaux, ils méritaient autant la gratitude de leurs compatriotes ? Et en effet, Abdelkader avait chez tous les Marocains, une popularité immense. Il avait au surplus, la caution du Sultan. Pourtant, voilà qu'un jour, c'est le Sultan lui-même qui dépêcha ses troupes pour le chasser du Rif, le contraignant ainsi à se rendre aux Français (6). Le coup fut rude pour les Rifains qui l'avaient hébergé. Tout en obtempérant aux ordres de leur maître, comme leur devoir le commandait, pouvaient-ils cependant, désavouer leur tout récent comportement ? Et comment expliquer, avec leurs idées simples, que le devoir pût se scinder en exigences aussi contradictoires ? Ce fut, dans les consciences, comme un premier accroc.

Néanmoins, leurs regards allaient bientôt être orientés ailleurs. L'Espagne que stimulaient apparemment les entreprises françaises, recommença à s'affirmer dans la région. En avril 1845, elle avait imposé au Sultan une première extension des limites de Ceuta, autre base qu'elle tenait sur la côte marocaine, à l'entrée du Détroit (7). Un peu plus tard, elle lui prenait encore les trois îles Zafarines qui flanquent, à l'est, la place de Melilla, face à la Moulouya. Par degrés, la menace devenait plus précise. Elle aboutit en 1860, à une guerre d'invasion. La victoire

(5) Voir Philippe DE COSSÉ BRISSAC : *Les rapports de la France et du Maroc pendant la conquête de l'Algérie, 1830-1847,* ch. VIII, *in* « Hespéris », t. XIII, 1931, fasc. I et II.

(6) *Ibid.,* ch. X.

(7) Ce n'est pas ce qui résulte à première lecture du texte de la Convention du 6 mars 1845. On y lit en effet à l'*art. I* : « Les frontières de Ceuta seront rétablies dans l'état où elles se trouvaient autrefois » (Rouard DE CARD : *Les relations de l'Espagne et du Maroc pendant le* XVIII^e^ *et le* XIX^e^ *siècles,* Paris, 1905, p. 191). En somme, il s'agirait non pas d'une extension, mais du rétablissement de limites existant antérieurement. Nous avons montré ailleurs (*Beliounech et le destin de Ceuta..., loc. cit.*) combien ce texte dénaturait la vérité historique.

obtenue par l'Espagne après six mois de durs combats, lui permit d'infliger au Maroc une écrasante indemnité et d'annexer une bande de territoire en bordure de Ceuta (8). La guerre était perdue. Mais les Rifains avaient, dans cette affaire, retrouvé le Sultan uni au peuple, comme autrefois, contre leurs ennemis. Ils s'étaient donc, nous l'avons vu (9), jetés dans la bataille à corps perdu, s'y distinguant par leurs faits d'armes, entre les contingents venus d'autres régions. Aussi, ramenaient-ils chez eux un esprit de revanche plutôt que la résignation de gens vaincus.

Or, à peine revenus, ils apprenaient que, par accord entre les Espagnols et le Sultan, ils auraient à céder à leur tour, sans combat, un territoire autour de Melilla (10). La nouvelle fit flamber les colères, et quand les Espagnols s'aventurèrent sur le terrain pour le délimiter, ils furent bien vite contraints de rebrousser chemin. Puis ils durent attendre une année que le Sultan se décidât à envoyer son propre frère avec une force armée, pour imposer obéissance aux cinq tribus des Guel°ia. Les tribus se soumirent. Mais un témoin, un Espagnol, note à quel point les gens étaient amers. Ils disaient : « Nous ne savions pas que l'Espagne pouvait nous obliger à nous blesser de nos propres mains » (11). Et ce n'était pour eux, que le début d'un long apprentissage qui durerait jusqu'à la fin du siècle. Ils ignoraient que le Sultan, battu, ruiné et endetté, serait conduit de plus en plus, à céder aux menaces et aux ultimatums, et que cela se traduirait à leur niveau, par une série de nouveaux abandons. S'y refusant toujours obstinément, ils placeraient leur souverain dans la cruelle obligation de les frapper pour les plier chez eux, à une volonté étrangère.

(8) Voir Germain AYACHE : *Aspects de la crise financière au Maroc après l'expédition espagnole de 1860, in* « Revue historique », t. CCXX, oct.-déc. 1958, et *Beliounech et le destin de Ceuta..., loc. cit.*

(9) Cf. *supra,* pp. 105-106.

(10) Cette cession avait été prévue par un accord intervenu dès avant la guerre, le 24 août 1859. Les hostilités survenant, elle n'avait pas été réalisée en son temps. Le traité de paix de 1860 en renouvela l'exigence. La délimitation fut en effet effectuée le 26 juin 1862. Elle privait entièrement de leurs terres cinq fractions de tribus. Enfin, la cession eut effectivement lieu en novembre 1863, grâce à l'intervention de l'armée marocaine pour contraindre les Rifains à l'évacuer. Voir Jeronimo BECKER : *Historia de Marruecos,* Madrid, 1915, pp. 286-290, ainsi que les lettres de Moulay Abbas, frère et khalifa du Sultan Sidi Mohammed ben Abderrahman, à Mohammed Bargach, délégué du Sultan à Tanger, le 2 juin 1862, et de Sidi Mohammed à Bargach, le 28 juin 1869, reproduites en fac-similé par Mohammed NEHLIL *in Lettres chérifiennes,* Paris, 1915, doc. X et XXVI.

(11) Dépêche du Ministre d'Espagne, Francisco Merry y Colón au Ministre d'Etat à Madrid, de Melilla le 19 novembre 1863. J. BECKER, *op. cit.*, p. 290.

En juillet 1866, ils surent que le Sultan avait cédé aux Espagnols au sujet d'une douane que ceux-ci réclamaient depuis longtemps à la frontière. C'était, en d'autres termes, la levée du blocus que leur mission avait toujours été de maintenir à Melilla. Ils s'opposèrent tant et si bien à la mesure, qu'en désespoir de cause, et au bout d'une année, la douane fut installée, une douane marocaine, à l'intérieur de Melilla, à l'abri de leurs coups ([12]). C'était assurément une reculade. Il n'en restait pas moins qu'en droit, le blocus était aboli et que les transactions finiraient bien, avec le temps, par s'établir entre la place et les tribus.

Trois ans plus tard, nouvelle affaire. Violant l'engagement qui les liait de ne rien modifier dans la zone depuis peu concédée, les Espagnols se mirent à dériver le cours d'un oued qui y coulait. Les Rifains s'ameutèrent. Ils creusèrent des tranchées, assiégeant les chantiers et bloquant les travaux ([13]). Appelé de nouveau en renfort, le Sultan résista. Mais harcelé pendant deux ans depuis Madrid, et voyant les Anglais s'en mêler, il envoya enfin une force de trois mille hommes pour combler les tranchées marocaines et permettre à l'Espagne d'achever les travaux ([14]).

*
* *

Malgré le cadre étroit où s'enfermaient encore ces incidents, on aurait tort de les juger insignifiants, de n'en voir l'origine que dans l'esprit borné, arriéré des Rifains hostiles à toute innovation. L'Espagne, nation européenne, n'aurait pas menacé, comme elle le fit souvent, d'entrer en guerre pour des querelles de village ([15]). La vérité, c'est qu'on sentait des

(12) J. Becker, *op. cit.*, p. 300.

(13) Dans la lettre précédemment mentionnée de Sidi Mohammed à Bargach du 29 juin 1869 (*supra,* n. 10), il est rappelé que les Guelᶜia n'avaient accepté de céder une partie de leurs terres qu'à condition que les Espagnols n'y fassent aucune innovation. Sur leur réaction et le détail des événements, cf. Becker, *op. cit.*, p. 309.

(14) Au sujet de la pression anglaise sur le Sultan, voir chez Mohammed Daoud : *Ta'rīḫ Tiṭwān,* t. VI, pp. 152-154, le procès-verbal établi par le Ministre d'Angleterre, Drummond Hay, et dans lequel celui-ci consigne les résultats auxquels a abouti sa médiation entre Espagnols et Marocains le 12 juin 1871. C'est lui qui avait plaidé le point de vue espagnol et recommandé de mettre les Rifains à la raison s'ils s'obstinaient dans leur refus.

(15) Le 19 septembre 1863, Merry y Colón adressait de la part de son Gouvernement, l'ultimatum suivant à Mohammed Bargach : « Si le Gouvernement marocain ne satisfait pas immédiatement et à la lettre toutes nos légitimes revendications, s'il ne châtie pas les Rifains pour faire réparation à l'Espagne des actes d'insolence accomplis par les tribus envers les troupes de S.M. la Reine, le Gouvernement espagnol donnera l'ordre d'envahir le Rif sans délai, à l'armée qui se tient prête à embarquer à Malaga. » (document rédigé en arabe, ainsi que le procès-verbal précédemment cité de Drummond Hay et reproduit chez M. Daoud, *op. cit.*, t. VI, p. 139).

deux côtés, combien ce qui était en cause dépassait l'actuel objet du litige. Pour s'en convaincre, voici un témoignage dont nous avons cité déjà quelques fragments. C'est celui de Merry y Colón, le ministre espagnol au Maroc. Alors qu'en sa présence, on chassait les Rifains du territoire cédé à Melilla, l'un d'eux lui adressa ces mots :

« Nous, les Maures, nous ne valons plus rien. Il ne nous reste plus qu'à nous retirer au désert. ».

A quoi, le diplomate ajoute, dans son rapport, le commentaire suivant :

> « Ce vieillard se rappelait sans doute, que, voici moins de quatre ans, la sentinelle qui penchait par mégarde, la tête au-dessus des murailles de Melilla, tombait aussitôt, frappée à mort. Et à voir le chemin parcouru par l'Espagne, il pressent que les événements d'aujourd'hui ne sont que le début de ce qui doit se réaliser forcément un jour : l'extension des domaines de l'Espagne sur les côtes de... cet empire africain... qui, désormais caduc et abattu. ... devra achever son existence dans les sables du Sahara. » ([16]).

Ainsi, derrière la garnison paisible de Melilla, il y avait l'Espagne envahissante, et derrière les Rifains, tout le Maroc à prendre. Dès lors, comment penser que ces derniers étaient émus par des vétilles ? Ce qu'ils supportaient mal, dans la cession d'un territoire aux Espagnols, ce n'était pas de voir certains des leurs expropriés, surtout que le Sultan s'offrait à les indemniser, mais bien le fait que Melilla, à l'avenir, allait disposer contre eux d'un glacis. Ils comprenaient aussi qu'en commerçant et donc, en se ravitaillant sur place, en disposant de l'eau d'une rivière, la garnison multiplierait ses effectifs ; que par ailleurs, la création de liens économiques dissocierait leur rangs en entraînant nombre d'entre eux dans l'orbite espagnole. Ils prévoyaient enfin, que le nouveau glacis, destiné en principe, à les maintenir eux-mêmes à distance, serait un jour garni de positions d'où l'ennemi viendrait les attaquer de près. D'assiégeants qu'ils étaient, ils deviendraient alors les assiégés, sans même avoir, contrairement aux Espagnols, d'épais remparts derrière lesquels se retrancher. D'où leur refus de rien voir modifier dans la zone concédée. Et en veillant à découvrir le moindre pas de l'ennemi fait dans leur direction, en le contrecarrant, ils défendaient d'abord leurs personnes et leurs biens, mais au-delà, ils se battaient aussi pour le pays. Voilà pourquoi les incidents de Melilla qui concernaient apparemment les seules tribus voisines, les Guel°ia, allaient intéresser de proche en proche, toutes les tribus rifaines.

(16) Dépêche au Ministre d'Etat adressée de Melilla le 19 novembre 1863, *in* J. Becker, *op. cit.*, p. 290.

Cette extension nécessitait pourtant sinon un chef, du moins un guide ou un inspirateur. Comme à l'accoutumée, le rôle échut à un saint personnage que désignait son influence spirituelle. En l'occurrence, ce fut un certain cheikh Mimoun dont nous savons le nom sans en connaître la figure, mais qui, durant les quatre années de sa brève carrière, a pesé, semble-t-il, sur les événements. Il n'a d'abord qu'une influence locale, vers Nokour et Badis, et donc, fort loin de Melilla. En 1889, ses partisans capturent un bateau espagnol qui se livrait à des opérations de contrebande. Suivant le schéma établi, l'Espagne proteste et le Sultan sévit. Le cheikh Mimoun a sa maison brûlée, son fils et certains de ses hommes sont tués (17). Mais lui s'échappe et va ailleurs ameuter les tribus. Et en effet, d'après les Espagnols, ses partisans répandent un peu partout un esprit de vengeance, mais dirigé contre l'Espagne, notons-le bien, non contre le Sultan (18). Un an plus tard, il est déjà aux portes de Melilla, et quand une unité de cavalerie aventurée trop loin est assaillie par les Rifains, les Espagnols ont reconnu sa main. Ils la reconnaîtront plus nettement encore, lors des événements très graves qui surviendront trois ans plus tard.

En 1893, comme les Rifains l'avaient prévu depuis longtemps, la garnison se mit à édifier un fort aux limites du glacis. La réaction ne tarda guère. Un combat éclata qui s'acheva par la déroute d'une unité sortie de Melilla. C'était, en bien plus grave, ce qui s'était passé trente-trois années plus tôt aux abords de Ceuta, et qui avait jeté alors, le Maroc et l'Espagne dans la guerre. L'affrontement allait-il donc reprendre ? On le crut un moment. L'Espagne était déjà entrée en lice. Alors que de nouveaux combats très durs s'étaient encore livrés entre la garnison et les Rifains, elle débarqua, sous la conduite d'un grand chef militaire, une véritable armée à Melilla. Mais le Sultan ne se présenta pas. Ou plutôt, quand ses troupes arrivèrent, ce fut avec le drapeau blanc. Elles se tournèrent vers les Rifains qu'elles refoulèrent en détruisant tous leurs retranchements. Elles s'emparèrent du cheikh Mimoun et le livrèrent aux

(17) Sur cet incident et son règlement, voir J. Becker, *op. cit.*, pp. 370-376. L'auteur, un historien espagnol, ajoute à son récit le commentaire suivant : « Nous réservons entièrement notre opinion sur cet incident... Mais nous avons parfaitement le droit de noter d'une façon générale, sans référence à aucun fait précis, que le Gouvernement espagnol s'est vu contraint, sous la pression d'une opinion peu réfléchie, à se faire d'une certaine façon, le complice de gens qui, s'adonnant à un commerce criminel..., se sont mis à l'abri du drapeau national pour se dédommager des pertes subies dans leurs opérations illicites. », *op. cit.*, p. 372, n. 2.

(18) J. Becker, *op. cit.*, p. 382.

Espagnols. Le souverain, de son côté, prenait l'engagement de réparer la faute de ses sujets par une indemnité de vingt millions ([19]).

Il est frappant de constater que les Rifains, réputés intraitables, et qui l'étaient vraiment devant les Espagnols, plièrent docilement devant les troupes du Sultan. Mais, quel que fût le loyalisme dont, une fois de plus, ils donnaient la mesure, comment douter qu'une telle épreuve fût de nature à l'altérer profondément ? La même année, d'autres faits comparables s'étaient produits en un autre point du pays. Vers Figuig, les autorités françaises d'Algérie poussaient certaines tribus de leur ressort sur le territoire marocain, en en chassant les occupants. Ceux-ci vinrent alerter le souverain qui s'employa à les calmer en se portant garant des intentions françaises. Mais, écrit alors le Sultan, notant la vanité de ses efforts,

> « ils sont persuadés que leurs craintes sont fondées, et ils sont fort montés contre les Algériens. Ils sont aussi montés contre notre Makhzen, car ils le croient d'accord avec les Algériens et leurs autorités qui les chassent de leur terre ancestrale ».

(19) Sur les événements de 1893, voir J. Becker, *op. cit.*, ch. XXXIX. Quant à la version marocaine des premiers combats, la voici telle que nous l'avons trouvée dans une lettre du Sultan Moulay el Hassan à son représentant à Tanger, Mohammed Torrès, en date du 22 joumada I 1311/1er décembre 1893, lettre qui reproduit elle-même le rapport adressé au Sultan par son Gouverneur dans le Rif en date du 25 rabi° I 1311/6 octobre 1893. Ce Gouverneur, Ahmed ben Bouchenafa el Jami°i, rend compte de ce qu'il était allé, avec une délégation de notables, voir le Commandant de Melilla, lorsqu'il eut appris que celui-ci se proposait de construire un fort. Il lui avait demandé de surseoir à l'entreprise jusqu'à l'arrivée d'instructions du Sultan. Il avait essuyé un refus. Les Espagnols pénétrèrent alors dans le sanctuaire de Sidi Ouriach, se mirent à y puiser de l'eau et à s'y comporter comme chez eux. Si bien qu'au marché voisin, éclata une échaufourée où de nombreux Marocains furent blessés. Les batteries de Melilla tirèrent, détruisant des habitations, le sanctuaire et des mosquées. Puis, les Espagnols entreprirent leur construction sans ménager leurs mauvais traitements aux Marocains. Les Guel°ia s'étant de nouveau rassemblés au même marché, les batteries tirèrent des forts et leur firent quatre morts. Ils convinrent alors avec les Espagnols de l'ouverture des hostilités. La tribu des Oulad Settout leur prêta l'assistance de tous ses cavaliers. La cavalerie des deux tribus réunies se dissimula dans un repli de terrain. Dans un autre, s'embusquèrent les fantassins. Un groupe de cavaliers s'avança en terrain découvert. Hissant le drapeau noir, les Espagnols sortirent de Melilla à sa rencontre. Après un échange de coups de feu, les Guel°ia tournèrent bride et s'enfuirent, poursuivis par les Espagnols. Quand ceux-ci eurent dépassé les deux replis de terrain, cavaliers et fantassins firent irruption. Les Espagnols s'enfuirent à leur tour vers la ville qu'ils trouvèrent fermée. Les Guel°ia les massacrèrent jusqu'au dernier. (Archives de Tétouan, XX, 22.)

Voilà pour le présent. Quant aux conséquences à prévoir, le souverain ajoute :

« Si la France ne rétablit pas la situation en rappelant ses tribus à l'ordre, il arrivera forcément que nos tribus lésées se retourneront contre notre Makhzen en lui prêtant de noirs desseins, et, rejetant l'obéissance, elles feront fi de nos appels à la prudence pour prendre elles-mêmes en mains leur propre cause. » (20).

Voilà une analyse qu'on pourrait appliquer trait pour trait aux Rifains, sauf qu'en leur cas, le souverain était allé beaucoup plus loin dans la compromission, sauf aussi que d'avance, ils avaient eux-mêmes pris en main leur défense, et l'avaient fait avec succès, opérant des ravages dans les rangs ennemis, y tuant même un général (21), et restant maîtres du terrain. N'eût été le Makhzen, les Rifains seuls auraient vaincu. A tort ou à raison, voilà ce qu'on pourrait penser à l'avenir, dans les tribus.

Or, une nouvelle affaire très grave allait surgir encore cinq ans plus tard, pour porter à son comble le ressentiment des Rifains. Nous avons vu déjà que les places espagnoles, et notamment Nokour, s'étaient muées, dans les dernières années du siècle, en des foyers de contrebande. Sur cette contrebande, s'était greffé le cas des « pirates rifains » manipulés de l'extérieur et qui, narguant les ordres de leur maître, se refusaient à libérer leurs prisonniers européens. En fin de compte, ces quelques malfaiteurs appartenant à la tribu des Beqqioua, avaient été sauvés du châtiment par un navire français qui les prit à son bord (22). Mais l'aventure, qui s'achevait pour eux, n'était qu'à son début pour leurs innocents contribules. Pour conduire la colonne punitive, le Sultan excédé, avait choisi Ben Bouchta Ben el Baghdadi. Déjà, en arrivant, cet homme dont la brutalité était notoire, s'était ouvert aux chefs de la tribu voisine, de son dessein de capturer sans doute les criminels, mais d'opérer surtout une bonne dragonnade pour montrer aux Puissances, qui feignaient d'en douter, que le Sultan était le maître ici. Bien qu'il ne l'eût pas dit, on comprit aussi qu'il voulait avant tout, en faisant un exemple, donner satisfaction aux Espagnols (23). Mais quand les vrais coupables lui eurent glissé entre les doigts, il ne lui resta plus qu'à appliquer, avec la colère qu'on devine, le reste du programme. Il le fit d'une façon dont la légende

(20) Lettre du Sultan Moulay el Hassan à Mohammed Torrès à Tanger, le 22 chaᶜban 1310/11 mars 1893. Archives de Tétouan, XX, 16.

(21) Le général Margallo, commandant la place de Melilla, fut tué au cours des combats des 27 et 28 octobre 1893. J. BECKER, *op. cit.*, p. 385.

(22) Voir *supra,* pp. 107 à 110.

(23) Mohammed AZERKANE : *Aḍ Ḍill al warīf fī Muḥārabat er Rīf,* p. 7 du manuscrit. Bien que ce manuscrit ait été rédigé par Ahmed Skirej, nous le mettons sous le nom d'Azerkane, puisque c'est lui qui l'a dicté.

s'est depuis emparée pour creuser les détails en grossissant les faits (24). Ce qui en soi, traduit d'ailleurs le profond émoi ressenti. Il n'en reste pas moins que Ben el Baghdadi prit effectivement dans ses filets quelque deux cents chefs de famille, et qu'il les fit traîner dans les prisons de l'intérieur. Jusqu'alors, le Makhzen s'était interposé entre les Espagnols et les Rifains, mais il n'avait pas frappé ses sujets, sauf des particuliers, et pour des actes que l'on pouvait leur imputer. Maintenant au contraire, c'est en masse qu'il frappait des gens à qui il ne pouvait rien reprocher. Passe encore pour l'exil. Mais la prison que les Rifains ignorent, qui n'a pas place dans leurs institutions, pour eux quel déshonneur ! Si l'on ajoute qu'alors, la prison marocaine était une dure épreuve, on conçoit l'émotion que suscitèrent, par leurs récits de détention, les malheureux captifs, quand ils rentrèrent un ou deux ans après (25). Or, c'est à cette époque précisément datée, que dans le Rif, la mémoire populaire situe depuis, la fin d'un monde et le début de grandes calamités (26).

*
* *

D'ailleurs, à des degrés divers, les Marocains partageaient tous le sentiment que leur pays était alors à un tournant. Quand Moulay el Hassan était mort brusquement, quelques années plus tôt, sans avoir pu régler sa succession, c'est un enfant, son plus jeune fils, Abdelaziz, qui fut hissé au trône par Ahmed ben Mousa, l'intrigant chambellan, au préjudice des héritiers adultes (27). Cela permit à Ahmed ben Mousa d'être le maître pendant six ans. Mais à sa mort, en 1900, Abdelaziz se trouva seul, sans expérience et d'ailleurs contesté, pour assumer des charges bien au-dessus de ses moyens. Or l'heure était d'une gravité particulière. Alors que l'on sentait déjà partout la main des étrangers, la France n'hésitait pas à pénétrer ouvertement sur les terres marocaines. A l'instant où Ahmed ben Mousa expirait, elle occupait le Gourara. Six mois plus tard, elle s'emparait du Touat et, peu après, elle se faisait céder

(24) David Montgomery Hart s'en fait l'écho dans son œuvre importante *The Aith Waryagher of the Moroccan Rif* dont il a bien voulu nous communiquer en manuscrit et avant leur publication, les chapitres II et III de la première partie sous-titrée : *A history*.

(25) M. Azerkane, *op. cit.*, p. 12 du manuscrit.

(26) D. Hart l'a noté très nettement en refusant d'ailleurs d'y croire. Voir *supra*, p. 97, n. 8. De même, dans son œuvre d'ensemble, mentionnée note 24, ci-dessus, on peut lire : « Plusieurs de mes informateurs âgés m'ont déclaré qu'avant cette date, les Ait Waryagher avaient vécu en paix, dans un état de respect et d'harmonie mutuels ».

(27) Voir chez Abderrahman Ben Zidane : *Itḥāf Aᶜlām an-Nās bi Jamāl Aḫbar Ḥāḍirat Miknās*, Rabat, 1929, t. I, pp. 373 *sqq.*, le récit de la prise des pleins pouvoirs par Ahmed ben Mousa.

la Zousfana ([28]). De son côté, l'Espagne revendiquait Ifni et tentait d'obtenir la Saquia el Hamra ([28*]). Malgré l'absence de tout moyen moderne d'information, ces faits étaient connus. Ils suscitaient partout inquiétude et colère. Abdelaziz était tenu personnellement pour responsable. On connaissait sa vie frivole. On le disait acquis à l'ennemi chrétien. Le bruit courut que les Français avaient même pu lui substituer un sosie ([29]).

Dans ce climat d'excitation où l'opinion croyait n'importe quoi, se produisit alors l'événement le plus propre à troubler les esprits. A la fin de 1902, on apprit que Moulay M'hammed, le frère aîné d'Abdelaziz, prince héritier frustré et en prison depuis huit ans, venait de s'échapper. Et du refuge que lui avaient offert les tribus situées entre Fès et Taza, il proclamait qu'il chasserait l'usurpateur Abdelaziz et reprendrait le trône de ses ancêtres pour défendre et sauver le pays ([30]).

En fait, il s'agissait d'une imposture. L'héritier prétendu n'était qu'un homme du commun, un certain Jilani Zerhouni, connu depuis sous le surnom de Bou Hmara, mais un homme audacieux, rusé et expérimenté, qui connaissait fort bien, pour y avoir longtemps servi, les usages et les gens du Makhzen. Imaginant à un moment aussi propice, la même su-

(28) Le Gourara fut occupé en mai 1900, le Touat en janvier-février 1901. Quant à la vallée de la Zousfana qui reliait Figuig au Touat, elle fut incorporée au territoire algérien en vertu de l'art. IV de l'accord franco-marocain du 20 juillet 1901. P. Louis Rivière : *Traités, codes et lois du Maroc,* Sirey, Paris, 1924, t. I, pp. 70-71.

(28*) Voir Germain Ayache : *Les visées sahariennes de l'Espagne en 1900 : la question de la Saquia el Hamra, in* « Hespéris-Tamuda », vol. XVI, fasc. unique, 1975.

(29) A.G.P. Martin raconte dans *Quatre siècles d'histoire marocaine,* p. 358, qu'une délégation de la tribu des Ihamed, dans le Touat, envoyée chez le Sultan Moulay Abdelaziz, revint dans sa province en rapportant la nouvelle « que le Sultan avait été ensorcelé par une femme envoyée par les Français, par elle mis dans une caisse, expédié en France et remplacé par un sosie ».

(30) « Il se prit à affirmer qu'il était Moulay M'hammed, fils du Sultan défunt Moulay el Hassan et frère du Sultan actuel Moulay Abdelaziz, et que s'il se dissimulait sous un nom d'emprunt, c'était uniquement par précaution contre l'usurpateur du trône de son père, usurpateur qui abusait de sa situation pour asservir ses sujets alors que Dieu veut qu'on les protège, qu'on s'y intéresse, qu'on les défende, qu'on se dépense pour eux. Mais cet homme, disait-il, faisait bon marché de la morale et de la religion, s'abandonnant entièrement à ses passions, à ses plaisirs, à ses appétits... Lui, par contre, il restaurerait la justice. C'est pourquoi il revendiquait le trône de son père sur lequel il avait plus de droit qu'un autre. », *in* Ben Zidane, *op. cit.*, t. I, pp. 401-402. Et ailleurs : « Il déplorait que le Makhzen se fût assujetti au mode de vie européen. », *ibid.*, p. 401 (traduit de l'arabe par l'auteur).

percherie que jadis Pougatchev en Russie, il ne pouvait manquer de faire des dupes dans un pays où les sujets ne connaissaient, pas même en effigie, ni le Sultan, ni aucun prince du sang. Aussi, quand le Makhzen se dépensa pour rétablir la vérité, il y parvint tant bien que mal, mais pas partout. Et le faux prince put rallier assez de monde pour se poser en prétendant sérieux et faire échec, durant six ans, aux armées du Sultan.

Voilà qui nous ramène au Rif. Car c'est au Rif qu'il rencontra bien vite ses plus chauds partisans. C'est là que, pour la guerre, il trouva des ressources et des hommes. C'est là enfin qu'après l'avoir en vain tenté ailleurs, il établit la base de son gouvernement. Dès fin janvier 1903, alors que Zerhouni s'était à peine manifesté, le caïd Bouziane ben Ali es-Saᶜidi écrivait au Sultan :

> « Nous approchions encore du Rif, et déjà nous trouvâmes les gens en pleine effervescence sous l'effet des nouvelles provenant du rebelle qui a séduit les musulmans... Quand nous fûmes parvenus, nous voulûmes chapitrer notre monde... Mais nous ne réussîmes qu'à buter davantage les esprits dans leur attitude de révolte... Bref, il n'y a plus dans la région, ni un chérif, ni un cadi, ni un adoul qui ne soit allé visiter l'imposteur ou qui, au moins, ne lui ait pas écrit. » (31).

Le 12 avril, deux mois plus tard, on sent dans un rapport du caïd Ben Sennah, que la situation, encore mouvante auparavant, est désormais cristallisée :

> « Tous les Rifains, lit-on, se sont rangés comme un seul homme au parti du rebelle Jilani Zerhouni, et c'est en pure perte que nous leur avons dit qui est vraiment le personnage, et quel but il poursuit. » (32).

Et en effet, le lendemain exactement, le 13 avril, les tribus Guelᶜia se débarrassent de Ben Sennah, le caïd du Sultan, et de la garnison qu'il commandait, et accueillent Zerhouni (33). Désormais, à leurs yeux, c'est lui le vrai Sultan. Ils combattront plus de deux ans à ses côtés pour lui permettre de s'emparer d'Oujda. L'entreprise échouant, ils l'installeront parmi eux, et ils accepteront pendant trois ans encore, de rester ses sujets.

(31) Lettre du caïd Bouziane ben Ali es-Saᶜidi au Sultan Moulay Abdelaziz en date du 2 qaᶜda 1320/31 janvier 1903. Original en arabe aux Archives du Palais royal à Rabat, non coté, copié et traduit par l'auteur.

(32) Lettre du caïd Bachir Ben Sennah au Sultan Moulay Abdelaziz en date du 14 moḥarram 1321/12 avril 1903. Document non coté des Archives du Palais royal de Rabat, copié et traduit par l'auteur.

(33) Eduardo Maldonado : *El Rogui,* Tétouan, 1949, p. 138.

Il n'est pas très sensé de soutenir, comme c'est l'usage, que le choix des Rifains fut, en la circonstance, dicté par le désir d'indépendance à l'égard du Sultan. S'il en était ainsi, pourquoi eux et pas d'autres, aussi épris de liberté ? Leurs voisins de l'est, par exemple, Angad, Beni Snassen, que le rebelle trouva toujours en face de lui ? Ou ceux de l'ouest, les Anjera et d'autres, qui reçurent ses appels mais qui, tout bien pesé, demeurèrent à l'écart (34) ? Et puis, pourquoi troquer un souverain lointain, peu exigeant et laissant à chacun, au sein de sa tribu, une très large autonomie, contre un tyran brutal, vivant d'eux, parmi eux, avec ses mercenaires, déchets d'autres tribus, intervenant de près dans leurs affaires, levant en permanence impôts et contingents pour mener ses campagnes ?

La vérité est tout à l'opposé. Le reproche qu'ils faisaient au Sultan, c'est au contraire, qu'il était devenu trop lointain, qu'il les laissait se battre seuls contre les Espagnols, à moins qu'il n'intervînt tardivement, mais au côté de l'ennemi et non du leur. Avec Jilani Zerhouni, ils s'imposaient de très gros sacrifices, mais c'était là le prix dont il fallait payer l'unité de leurs rangs, et tant qu'il serait là, à Selouane, en face de Melilla, il tiendrait l'Espagnol en respect. L'indépendance, non des tribus mais du pays, voilà dans son programme, l'article qui les avait séduits, réduisant à néant la contre-propagande d'Abdelaziz. Zerhouni imposteur ? Comme la plupart des autres Marocains, ils auraient pu le croire. Mais ils ne voulaient pas. Leur choix étant fonction des démêlés qu'ils avaient eus avec les Espagnols, et de la crainte qu'ils avaient encore de l'Espagne, ils restaient seuls dans le pays, à s'entêter dans leur erreur. Surtout qu'Abdelaziz, loin de se ressaisir, lâchait de plus en plus devant l'Europe. La Convention d'Algésiras qui, en 1906, esquissa le démembrement du Maroc par la France et l'Espagne, fut, dans tout le pays, perçue à la manière d'un glas. Mais les Rifains surtout y virent, et ils avaient raison, la cession pure et simple du Rif à leur ennemi de toujours, l'Espagnol. Comment alors, auraient-ils pu remettre en cause l'identité, et donc la légitimité, de leur chef, le pseudo-M'hammed, dernier garant de leur indépendance ?

*
* *

(34) Dans une lettre au Sultan en date du 14 ḥijja 1320/14 mars 1903, Seddiq ben Mohammed Bargach annonçait de Tanger que les tribus de la région, Anjera, Beni Mansour, Beni Ider et autres, étaient convenues de se réunir au sanctuaire de Moulay Abdesselam ben Mechich pour examiner les propositions de ralliement que venait de leur adresser Jilani Zerhouni. Archives du Palais royal à Rabat. Document non coté, copié et traduit par l'auteur. Les tribus en question ne se rallièrent pas.

Encore convenait-il que ce dernier remplît vraiment ce rôle. Il le leur fit croire très longtemps. Il entretenait bien avec les Français d'Algérie, des relations qui n'ont jamais jusqu'à présent, été tirées au clair. Elles lui permirent d'avoir de l'armement et des équipements (35). Mais c'était justement, disait-il, pour tenir l'étranger en respect. Pourtant, en mars 1907, l'armée française prenait Oujda, aux portes même du Rif, et Zerhouni ne broncha pas. Bien qu'il n'y parût pas dans l'immédiat, c'était un premier coup pour son autorité. Or, d'autres faits suivirent, plus éloquents encore. En juillet, Zerhouni en personne, fit concession aux Espagnols et aux Français, de deux mines situées en plein milieu du territoire des Guel°ia (36). Peu après, les travaux commencèrent tandis qu'une voie ferrée était mise en chantier pour relier les mines à Melilla. Le tout étant gardé par les soldats de Zerhouni lui-même. Comme le notait Delbrel, un Français qui faisait auprès de ce dernier, office de conseiller secret, ce fut pour les Rifains, comme un révélateur :

> « La cession des mines, écrit-il, ... et l'introduction de l'élément européen dans la région déplurent au parti fanatique qui, depuis lors, regarda le Prétendant [le pseudo-M'hammed] comme un dangereux allié des chrétiens. » (37).

Mais ce n'était encore qu'une première surprise. Six mois plus tard, en février 1908, les Espagnols osèrent sortir en force de Melilla, ce que jamais ils n'avaient fait au cours de siècles de présence, et, s'avançant le long du littoral, ils s'emparèrent, vingt kilomètres plus loin, d'une installation portuaire (38). C'était indiscutablement le premier pas de la conquête. Et si l'événement s'était produit quelques années plus tôt, quand les Rifains ne dépendaient que du Sultan de Fès, il est certain que d'elles-mêmes, les tribus y auraient mis bon ordre. Mais Zerhouni, qui se devait

(35) Voir notamment chez MALDONADO, *op. cit.*, Ier chapitre, pp. 285-310, relatif à l'établissement à Aregmane (Restinga), d'une factorerie par le Français Say, fondateur de Port-Say à la frontière algéro-marocaine, avec le concours d'un autre Français, Delbrel, qui vivait d'ailleurs dans l'intimité de Zerhouni et qui en était le conseiller très écouté.

(36) L'exploitation des mines de fer de Ouixane fut concédée par Zerhouni à un groupe madrilène qui constitua le « Sindicato español de Minas del Rif ». Celle des mines de plomb d'Afra fut concédée à la « Compañía Norte Africana » domiciliée également en Espagne, mais à capitaux en majorité français. Voir J. BECKER, *op. cit.*, pp. 507-516, et E. MALDONADO, *op. cit.*, pp. 346-351.

(37) Cité par E. MALDONADO, *op. cit.*, p. 349.

(38) Il s'agissait de la factorerie de Restinga établie par Say et Delbrel dans la lagune d'Aregmane (Mar Chica). Elle avait été occupée par les troupes du Sultan, puis abandonnée par elles. C'est à ce moment que, le 18 février 1908, les Espagnols sortirent de Melilla pour s'en emparer. MALDONADO, *op. cit.*, p. 341.

pourtant de les mobiliser pour refouler l'envahisseur, ne fit pas même le geste d'une protestation. Ce n'était pas pour en arriver là que l'on s'était soumis à son autorité.

*
* *

Au moment-même où les Rifains cédaient ainsi à leurs regrets et sentaient monter la colère, de grands événements survenus dans le sud allaient les inciter à reviser leur position. En fin juillet 1907, quand chez eux Zerhouni cédait les mines aux étrangers, Casablanca se soulevait contre l'installation d'un contrôleur français dans les services douaniers du port ([39]). La ville étant alors tombée au pouvoir des Français, les Chaouïa, tribus environnantes que l'inertie de leur Sultan Abdelaziz désespérait, s'étaient retournées vers son frère Abdelhafid dont les fonctions de vice-roi à Marrakech avaient établi le renom. Dès le 16 août, Abdelhafid accueillait leur demande :

> « Nous nous sommes levé, disait-il, pour écouter les doléances des musulmans et prendre en mains leurs intérêts afin qu'ils puissent rester, dans leur pays, indépendants des infidèles. » ([40]).

Le 4 septembre, toute la région de Marrakech le proclamait Sultan. On retrouvait en somme, rééditée cinq ans plus tard, la même opération que les Rifains avaient menée, ou cru mener avec l'autre frère du Sultan, M'hammed, sauf qu'à présent, personne ne contestait l'identité d'Abdelhafid, et que l'accueil infiniment plus ample dont il bénéficiait d'emblée, pouvait fort bien gagner l'ensemble du pays. Et en effet, l'une après l'autre, des villes ou des régions se ralliaient. Le 5 janvier 1908, ce fut le tour de Fès. L'investiture y fut d'ailleurs expressément liée à l'obligation pour l'élu, de révoquer la Convention d'Algésiras et de récupérer les territoires perdus ([41]). Pour les Rifains, Abdelhafid se présentait dès lors, comme une heureuse alternative à leur Sultan local qui glissait à son tour sur la même pente qu'Abdelaziz et dont très volontiers, ils acceptaient enfin de reconnaître l'imposture.

Mais comment maintenant, secouer sa tutelle ? Il disposait d'un corps de mercenaires et il avait dans les tribus, des partisans aveugles qu'il s'était attachés par des liens personnels et par l'octroi de privilèges ou de fonctions dans son gouvernement. Ce qui lui permettait de faire mar-

(39) Voir Germain AYACHE : *Le sentiment national dans le Maroc du* XIX[e] *siècle, in* « Revue historique », fasc. 488, oct.-déc. 1968, où la relation de ces événements et leur signification se révèlent très différentes de celles qui en étaient présentées traditionnellement.

(40) Cité par A.G.P. MARTIN, *op. cit.*, pp. 446-47.

(41) Voir BEN ZIDANE, *op. cit.*, t. I, pp. 449-453, les conditions contenues dans la déclaration d'allégeance (Baï[c]a) de la ville de Fès.

cher, bon gré mal gré, les contingents levés dans les tribus et de tenir l'ensemble avec la contribution de chacun. On ne pouvait non plus s'attendre à ce qu'Abdelhafid lui-même vînt croiser le fer avec lui. Il avait trop à faire avec Abdelaziz. D'où les lenteurs et les hésitations devant le choix d'une attitude.

Pourtant, de mois en mois, la position de Zerhouni s'affaiblissait. Chaque victoire de son nouveau rival faisait sentir même dans le Rif, que le destin des Marocains allait se décider sans lui, donc contre lui. C'est ce qui le poussa, apparemment, après l'entrée d'Abdelhafid à Fès en juin 1908, à réagir et à reprendre en mains, avec rigueur, ses Rifains hésitants. Il regardait surtout vers ses tribus de l'ouest, que la distance rendait moins contrôlables, les Beni Ouriaghel notamment. Cette tribu, la plus nombreuse et la plus forte, s'était soumise certes, à son autorité, mais sans se départir jamais d'une attitude un peu frondeuse. Or, au surplus, c'est sur son territoire, dans le Jebel Hamam, qu'on situait des gisements miniers, les plus riches du Rif. Leur concession à des Européens remplirait son trésor. Raison de plus pour s'affirmer là-bas en maître ([42]).

En août 1908, alors qu'Abdelhafid en finissait une bonne fois au sud, avec son frère Abdelaziz, Zerhouni dépêcha vers l'ouest une armée commandée par un chef redouté, Moul Oudou. Celui-ci, parvenu chez les Beni Touzine, fit massacrer, dit-on, la procession d'enfants qui s'avançait pour l'accueillir ([42*]). Alors, et sous l'effet de la terreur ainsi semée dans la région, il préleva tributs et contingents chez les Beni Touzine eux-mêmes, puis chez les Tafersit, les Beni Oulichek et les Beni Saïd, enfin, les Temsamane. Il s'installa alors chez ces derniers avec ses effectifs et ses moyens accrus, aux portes mêmes de la tribu Beni Ouriaghel, car c'était elle surtout, le but de son expédition. Mais là, le cours des choses allait changer.

(42) C'est la seconde raison sur laquelle Delbrel met l'accent pour expliquer l'expédition contre les Beni Ouriaghel. Il écrit : « Croyant... qu'il pourrait tripler ses revenus en faisant exploiter de nouvelles mines par les Européens, le Prétendant [Zerhouni] tourna ses regards vers les gisements de cuivre et de plomb du Jebel Hamam chez les Beni Ouriaghel... Il fut décidé qu'avant tout, une expédition serait envoyée contre les Beni Ouriaghel dont l'attitude n'avait rien de favorable aux intentions du Prétendant... [pour] les réduire à l'obéissance en pénétrant sur leur territoire à feu et à sang. ». Cité par E. MALDONADO, *op. cit.*, p. 351.

(42*) Le fait est rapporté par le Cadi El ᵒArbi ben Mohammed EL OURIACHI dans un ouvrage inédit, *Al Kachf wal Bayāne min Sirati al Charif Al Ghāzī Baṭal al Rīf al Awal Sayidi Muḥammad Ameziāne* dont il a bien voulu nous communiquer le manuscrit. Mais comme il n'est pas connu de Maldonado, on peut se demander s'il n'est pas, lui aussi, un événement légendaire. Ce qui confirmerait néanmoins le caractère d'extrême brutalité que revêtit, dès le départ, l'expédition de Moul Oudou.

Les Beni Ouriaghel, en effet, ne s'étaient pas laissés intimider. Persuadés que Moul Oudou était venu pour les mater quelle que fût la manière dont ils le recevraient, ils avertirent Abdelhafid qu'ils se rangeaient à son parti et lui demandèrent du secours (43). Mais l'aide n'arrivant pas, il ne leur resta plus qu'à se défendre eux-mêmes en jouant leur va-tout dans une partie on ne peut plus risquée.

Leur adversaire était nombreux, organisé, armé. Il disposait d'artillerie et de fort nombreux cavaliers. Seul, le séparait encore d'eux, le petit fleuve Nokour, facile à traverser à gué même en ce point proche de son embouchure. Eux-mêmes s'étaient massés dans la plaine littorale, entre le Nokour en avant, et le Ghis dont le cours parallèle se trouvait derrière eux : un lieu fait de jardins, avec un sol très meuble et des canaux d'irrigation partout. Ils étaient tous à pied et seuls, un petit nombre avaient de bons fusils. Mais ils savaient se retrancher et ne tiraient qu'à bout portant. De plus, lorsque leur ennemi eut franchi le Nokour, ils noyèrent le terrain en ouvrant les vannes des canaux. Les chevaux s'empêtrèrent. Leurs cavaliers furent massacrés ou pris. Le reste fut rejeté par-delà la rivière. Le soir tombé, ce fut au tour de la tribu de partir en avant pour attaquer de nuit, le camp d'où Moul Oudou ne pouvait pas sortir. A l'aube, elle regagna son territoire (44).

Assurément, l'armée de Zerhouni était encore capable de reprendre le combat. Mais jamais jusque-là, une des tribus soumises ne s'était dressée devant lui. Les Beni Ouriaghel l'avaient fait, et leur premier combat était une victoire. L'événement eut un écho considérable. Dès la seconde partie de la bataille, des combattants Beni Touzine étaient venus se joindre aux assaillants du camp. Les autres contingents, le lendemain, commencèrent à lâcher Moul Oudou. N'étant plus sûr de ses arrières, ce dernier décida le repli. Or, la retraite se fit en combattant à travers

(43) Maldonado a publié dans *El Rogui,* encarté entre les pages 418-419, le fac-similé d'une lettre de Moulay Abdelhafid à Mohammed Akhemlich, chérif influent chez les Beni Ouriaghel, où l'on lit : « Nous avons bien reçu la lettre où vous nous dites que la tribu des Beni Ouriaghel s'est placée avec empressement sous notre autorité et qu'elle a proclamé sur les marchés son ralliement à notre parti... Vous nous y demandez aussi un appui militaire... Nous savions déjà que la tribu sus-nommée nous avait fait acte d'allégeance par les lettres qu'elle nous avait écrites elle-même. ». Lettre datée du 3 cha^{c}ban 1326/30 août 1908.

(44) Cet événement n'a pu être restitué qu'à partir de récits oraux. C'est le cas de Maldonado lui-même, et celui d'El ^{c}Arbi el Ouriachi dans son manuscrit précédemment cité. Nous en avons retenu ce qui semble bien établi par la concordance entre ces deux auteurs entre eux et avec des récits que nous avons nous-même entendus. Maldonado, qui est le plus précisément informé et qui dispose de points de repère chronologiques, situe la bataille décisive le 9 septembre 1908.

des tribus qui, par bonheur, n'avaient presque pas d'armes, mais qui se déclaraient dorénavant, ouvertement hostiles. Bientôt, même les tribus fidèles des Guel'ia entrèrent en rébellion. Le 6 octobre 1908, sur un marché, chez les Beni Sidel, les mercenaires de Zerhouni qui se trouvaient présents, furent massacrés avec son collecteur d'impôts (45). Zerhouni réagit durement. Mais quelques jours plus tard, il trouva devant lui l'ensemble des tribus où Moul Oudou était passé et qui accouraient au combat. Vu la faiblesse de leurs moyens de feu, elles se bornèrent à occuper et à tenir les hauteurs dominant Selouane, chef-lieu de son gouvernement, pour lui barrer l'accès de Melilla au nord, et de leur territoire à l'ouest. Après presque deux mois de durs combats pour forcer ce barrage, Zerhouni renonça. C'était la fin de ses Etats du Rif. Il ne lui restait plus qu'à décamper. Le 4 décembre, avec ses mercenaires, il fit mouvement en direction du sud où l'attendait sa propre fin dans les prisons d'Abdelhafid.

*
* *

L'échec de Zerhouni était aussi celui de l'expérience que les Rifains avaient tentée en lui prêtant la main. Leur but alors, avait été de retrouver dans un Makhzen régénéré, la direction dont leurs tribus éparses avaient besoin pour se défendre ensemble contre les Espagnols. Ce but avait été aussi et du même coup, de renouer avec les Marocains des villes et des campagnes dont ils étaient en droit d'escompter le soutien. Le résultat avait été à l'opposé. Ils s'étaient retrouvés pendant cinq ans, faisant cavalier seul, et s'ils s'étaient donné, par contre, un chef en Zerhouni, cela n'avait servi qu'à les dresser contre ces Marocains, leurs frères, cependant que l'Espagne avait fini par avancer chez eux bien plus qu'elle n'avait fait dans le passé.

Pourtant ce qui sans doute, et à leurs yeux, était à mettre en cause dans cet échec, c'était uniquement la personnalité de Zerhouni. Il n'était pas, comme il avait su leur faire croire, le fils du souverain défunt et ne pouvait, en conséquence, exercer les fonctions d'un Emir des croyants. Mais puisqu'il y avait un autre candidat muni incontestablement des titres nécessaires, on était sûr de réussir en renouvelant le pari sur son nom. C'est en effet, le sens du ralliement que les Beni Ouriaghel, à l'ouest, avaient effectué dès le mois d'août, à la personne d'Abdelhafid. Et quand, au mois d'octobre, les Guel'ia furent à leur tour en rébellion

(45) Ces faits et les suivants s'étant produits à proximité immédiate de Melilla, les Espagnols en ont été informés instantanément, et la date en est restée consignée chez eux par écrit. C'est ce qui permet de la citer avec certitude. MALDONADO, *op. cit.*, p. 433. El Ouriachi cite également le fait, mais il ne peut le dater.

à l'est, c'est encore lui dont ils se réclamèrent (46). Donc, à les voir rééditer telle quelle, leur précédente tentative, on aurait pu penser que les Rifains allaient eux-mêmes se retrouver sans plus, cinq années en arrière. Mais ce n'était qu'une apparence. En fait, quoique soldée par un échec, leur expérience, à leur insu, les avait bien changés. Naguère, si les tribus voisines de Melilla avaient maille à partir avec la garnison, ou que telle autre, ici ou là, réalisât un coup de main contre des Espagnols contrebandiers, elles le faisaient isolément, et malgré l'intérêt suscité, toutes les tribus non concernées demeuraient étrangères à l'action. Mais maintenant, quelle différence ! Zerhouni prétendait rester le maître au Rif, même après que son jeu eut été découvert. Sentant pourtant monter l'hostilité dans les tribus, il recourut aux armes pour aller, une à une, les réprimer chez elles. Jusqu'au moment où, échouant devant la plus lointaine, il les ramassa toutes contre lui au cours de sa retraite. Sans s'être concertées, du simple fait d'une poursuite menée d'un bout à l'autre du pays, elles arrivèrent, tous éléments mêlés, au terme de la course où elles allaient, pendant deux mois, combattre puis vaincre ensemble. Le tout, spontanément, avec leurs seuls moyens, sans l'aide habituelle qu'aurait dû leur fournir le Makhzen, ni même ses directives. Bien mieux, alors qu'elles espéraient en vain ces directives ou cet appui d'Abdelhafid, c'est elles qui, au contraire, en rabattant dans les filets de ce dernier leur faux Sultan déchu, lui avaient procuré le moyen d'achever son triomphe. Dès lors, l'union réalisée fortuitement, sous la pression des faits, pour vaincre Zerhouni qui devait, en principe, être leur chef contre les Espagnols, ne pouvait-elle se recréer, encore sans lui et sans Abdelhafid, mais de façon réglée et volontaire, pour opposer un front uni aux Espagnols eux-mêmes ? Assurément, cela exigerait une direction. Mais les derniers événements avaient aussi montré que les tribus pouvaient elles-mêmes produire des hommes capables de l'assurer. Ils venaient même de révéler celui qui désormais, et pendant quatre années, apparaîtrait comme une incarnation de la conscience et de la volonté de tous, Mohammed Ameziane.

Mohammed Ameziane qui, hors du Rif, est encore ignoré de ses compatriotes, était alors un homme de cinquante ans. D'une famille de « chorfa » dont un ancêtre, Ahmed ben Abdesselam, avait fondé la zaouïa de Seghanghan, non loin de Melilla, il avait toujours eu, dans sa tribu des Beni Bou Ifrour, la préséance que l'on accorde à un descen-

(46) Ils le déclarèrent nettement au cours d'une entrevue de quelques-uns de leurs notables avec le général Marina, Commandant de la place de Melilla : « Ils prétendaient prendre la douane en charge, alléguant qu'ils étaient maintenant les plus forts et qu'ils avaient réduit le Prétendant [Zerhouni] à néant. Le général leur demanda : « A quel Sultan obéissez-vous ? ». Sans hésiter et d'une seule voix, ils répondirent : « A Moulay Abdelhafid. » La chose était claire. ». E. MALDONADO, *op. cit.*, p. 439.

dant du Prophète. Il présidait aux actes collectifs. On s'adressait à lui pour régler des litiges. Mais on devine, à la façon dont les Rifains évoquent sa mémoire, qu'il possédait en plus, une large gamme de vertus personnelles, intelligence et probité, amour de son pays, force du caractère, génie de l'organisation et du contact avec les gens, tout ce qui fait les individualités hors pair. Pourtant, à toutes ces qualités, il ne trouva longtemps qu'un champ d'application modeste dans la gestion des biens de sa famille. Mais le commerce l'avait, dès sa jeunesse, souvent conduit en Algérie, et tout le long de son itinéraire, on l'accueillit bientôt avec autant de dévotion que dans sa tribu même. Aussi, les saisonniers venus du Rif entier et qui allaient eux-mêmes en Algérie pour moissonner ou vendanger, se groupaient-ils de préférence autour de lui pour la sécurité de leur voyage. C'est ainsi en effet, sous l'autorité d'un passeur, le « zettat », que dans le monde des tribus, se faisait la police des chemins. Et pour avoir longtemps rempli ce ministère, Ameziane jouissait dans l'ensemble rifain, dès les premières années du siècle, d'une très large notoriété (47).

On raconte aujourd'hui, que, dès 1903, lorsque le Rif se ralliait à Zerhouni, Ameziane au contraire, se dressa contre lui. Ce n'est ni établi, ni même très vraisemblable. Contre un courant trop fort, il se serait brisé. Par contre, il est certain qu'il fut l'un des premiers à percevoir la collusion de Zerhouni avec les étrangers, et à la dénoncer. Il dut alors s'enfuir pour ne pas être pris, allant rejoindre les troupes du Sultan — c'était encore Abdelaziz — qui venaient d'occuper, en mai 1907, un point voisin de Melilla. Lorsque, huit mois plus tard, abandonnées et affamées, ces troupes en furent réduites à demander asile aux Espagnols, il entra avec elles dans la place. Il ne devait en ressortir qu'au mois d'octobre 1908 (48),

(47) Mohammed Ameziane a certainement été une grande figure. Or, on ne sait presque plus rien de lui. La plupart des renseignements qu'il nous a été possible de récolter nous ont été fournis par le Cadi El Ouriachi qui les a d'ailleurs consignés dans son manuscrit précédemment cité et consacré justement à l'évocation du personnage. D'autres renseignements résultent d'indications éparses fournies par les Espagnols. Mais il est clair que dans ce dernier cas, il ne s'agit que de notations chronologiques. A l'époque où les Espagnols eurent des contacts directs avec Ameziane, celui-ci n'était encore pour eux qu'un personnage insignifiant.

(48) En réalité, il était sorti quelque temps de Melilla. Mais c'était avec l'autorisation des Espagnols, et pour se rendre à Cap de l'eau récemment occupé par eux. En somme, là aussi, il échappait à l'autorité de Zerhouni. Les Espagnols, qui lui reprochaient de se livrer à une propagande dirigée contre eux, le firent rentrer à Melilla où il se défendit en prétendant que sa propagande était en réalité dirigée contre Zerhouni. Mais que pouvait-il reprocher à ce dernier, sinon justement sa collusion avec les Espagnols ? Maldonado, qui rapporte ces faits, *op. cit.*, p 413, n. 1, et p. 450, prétend que les Espagnols lui obtinrent à ce moment le pardon de Zerhouni, ce qui lui aurait permis de rentrer dans sa tribu des Beni Bou Ifrour. On voit mal comment, lui reprochant eux-mêmes d'être anti-espagnol, ils se seraient entremis en sa faveur auprès de Zerhouni contre lequel il leur disait lui-même avoir pris parti.

quand affluaient tous les Rifains de l'ouest sur les talons de Moul Oudou battu. Très vite, il occupa les premiers rôles pour orienter et organiser tout ce monde, pour arbitrer entre représentants des diverses tribus, pour préparer enfin, et conduire en personne les combats. Deux mois plus tard, Zerhouni ayant fait place nette, le Rif qui se retrouvait seul en face des Espagnols, savait qu'il disposait en Ameziane, d'un chef capable d'être suivi de tous. Si bien qu'à l'instant même où ils avaient spontanément repris leur place autour d'Abdelhafid, dans la communauté, l'idée se faisait jour chez les Rifains, d'une possible autonomie si l'avenir le commandait.

*
* *

Une fois de plus, il reviendrait aux Espagnols d'en décider.

Entre eux et les Rifains, beaucoup de changements étaient en vérité, intervenus, grâce au commerce institué depuis déjà quarante années entre la place de Melilla et les tribus environnantes. Jadis pénitencier et ville de garnison coupée de l'extérieur, la place s'était doublée d'une cité marchande dont l'attraction était indiscutable (49). Les paysans rifains y pénétraient journellement pour y vendre leurs produits et acheter denrées et marchandises européennes. Les mieux placés d'entre eux qui avaient fait fortune dans ce commerce et acquis par là-même une influence accrue au sein de leur tribu, avaient perdu beaucoup de leur raideur vis-à-vis de l'Espagne. Ils s'étaient fait des associés et des amis parmi les commerçants et même les militaires de Melilla où la population compta bientôt un certain nombre de Marocains. Situation nouvelle qui permettait aux Espagnols d'avoir dans les tribus, tout un réseau de partisans encore discrets mais influents dont ils prenaient l'avis et qu'ils chargeaient de modérer les réactions brutales du menu peuple contre leurs entreprises. C'est là, nous l'avons vu (50), un élément qui ne ferait sentir tous ses effets que les années suivantes. Mais il pesait déjà d'un certain poids en cette fin d'année 1908.

Le 6 octobre, soit le jour même de leur entrée en rébellion contre Jilani Zerhouni, les Guel'ia s'étaient portés contre les Espagnols employés aux travaux dans les mines concédées et, les chassant avec brutalité, avaient mis fin à toute exploitation (51). Ainsi pouvait-on voir dès le début, que la révolte était en fait tournée contre l'Espagne avec laquelle, pour le moment, les mines seraient l'enjeu de la dispute. Les Espagnols resteraient-ils sur leur échec, ou bien tenteraient-ils d'imposer

(49) Melilla s'était même mise à desservir l'intérieur vers Taza et Figuig. En raison de la concurrence que le port faisait désormais au commerce de la colonie française voisine, des maisons françaises d'Algérie y avaient établi des succursales. MALDONADO, *op. cit.*, p. 368.

(50) Voir *supra, Le Rif et les Rifains,* pp. 112, *sqq.*

(51) MALDONADO, *op. cit.*, p. 433.

la reprise des travaux ? Prenant l'avis de leurs amis dans les tribus, ils préférèrent dans l'immédiat, agir avec prudence. Il valait mieux laisser passer l'orage ([52]). Mais voilà que l'orage ne voulait pas passer. Au contraire, Zerhouni qui avait assuré jusque-là la défense des travaux, disparut, balayé de la scène. Restait encore la voie de la conciliation par entente directe avec les gens du lieu. Mais si l'entente serait facile avec les « amis de l'Espagne » qui disposaient eux-mêmes d'une certaine influence, comment réagirait la masse aux appels d'Ameziane ? Car celui-ci, on le savait, était hostile ([53]). On tenta néanmoins d'obtenir son accord. Mais il se récusa, se réfugiant derrière l'autorité d'Abdelhafid, le nouveau souverain auquel le Rif s'était soumis. Il envoya d'ailleurs, début 1909, des émissaires à Fès pour poser la question. Mais les mois s'écoulèrent, et la réponse ne venait pas ([54]). Aussi les Espagnols trouvèrent-ils le temps long. Surtout que les Français les talonnaient, les menaçant de se substituer à eux pour relancer l'exploitation minière ([55]). D'autre part, en Espagne, la presse se plaignait du marasme dont souffrait Melilla ([56]).

(52) *Ibid.*, p. 438.

(53) « Pour le moment, personne ne s'opposait à la poursuite des travaux de construction de la voie ferrée, ni même à ceux de la mine. Mais qui pouvait protéger ces travaux sans qu'il en résulte un danger ? Car déjà, dans les assemblées, s'élevait la voix fanatique de Sidi Mohammed Ameziane. » MALDONADO, *op. cit.*, p. 450.

(54) Témoignage du chérif Mohammed Tebbaº, neveu de Mohammed Ameziane, qui fit partie de la délégation envoyée à Fès. Il a été recueilli directement de sa bouche par le Cadi el ºArbi al Ouriachi qui l'a consigné dans son *Kachf wal Bayāne*... Parvenue à Fès, la délégation fut prise en charge par les autorités, mais reçut l'ordre d'attendre des instructions. Après une très longue attente dont la durée n'est pas précisée, les délégués furent convoqués par le Sultan Abdelhafid qui se contenta de leur annoncer : « Vos frères sont entrés en guerre avec les Espagnols. Rentrez chez vous. ». Sans plus d'autres instructions.

(55) Venant d'Algérie, le Français Massenet s'était avancé en territoire marocain avec un groupe armé, en mai 1909, et, franchissant la Moulouya, il était arrivé jusqu'à quelques kilomètres de Sélouane et de l'emplacement des mines, « démontrant, selon le « Bulletin du Comité de l'Afrique française », qu'il pouvait parvenir à la région minière à partir de la frontière française. ». Cité par J. BECKER : *Historia de Marruecos,* Madrid, 1915, p. 510.

(56) Candido LOBERA, directeur du « Telegrama del Rif », quotidien de Melilla, écrivit dans une brochure intitulée *El problema rifeño* : « L'activité qui se faisait jour, le pullulement vital qui existait avant les événements de Beni Bou Ifrour, se sont mués en une paralysie mortelle. Les commerçants ne vendent pas. Les caravanes n'arrivent plus par crainte de l'anarchie régnant au Rif, des centaines d'ouvriers sont en chômage et les travaux municipaux eux-mêmes se ressentent du malaise général... Ce dont il s'agit ici, ce n'est pas seulement la protection des travaux des entreprises [minières], mais celle de nombreux intérêts existants qui ont le droit d'être protégés. ». Cité par J. BECKER, *op. cit.*, pp. 509-510.

Si bien que le 31 mai 1909, avec l'accord de deux fractions directement intéressées, les Ferkhana et les Beni Emzar, Madrid décida d'en finir, ordonnant la reprise des travaux, quitte à les protéger, s'il le fallait, par l'armée espagnole ([57]). C'était l'épreuve de force. Mais après tout, la France avait bien pris de son côté, Oujda, Casablanca et la région des Chaouïa. Tout s'était passé sans encombre. Abdelhafid protesterait sans plus, car il n'avait aucun moyen d'agir. Quant aux Rifains, beaucoup d'entre eux étant déjà en route pour l'Algérie où ils demeureraient jusqu'à l'automne, ils n'étaient guère à redouter non plus pour le moment. D'ailleurs, par précaution, la garnison de Melilla fut renforcée de quelques milliers d'hommes, cependant qu'en Espagne, les mesures étaient prises pour l'envoi de renforts si la situation venait à l'exiger.

Ainsi, l'activité reprit tant dans les mines que sur la voie ferrée en construction. De son côté, l'armée se tenait prête à entrer d'un moment à l'autre en action. Mais comme prévu, il n'y eut pas de résistance. Du moins dans l'immédiat. Car peu après, l'agitation se mit chez les Beni Sicar et les Oulad Settout où Ameziane parcourait les marchés pour haranguer les gens. Le 5 juillet, au cours d'une réunion d'ensemble tenue dans la tribu des Mazouja, la décision fut prise de passer à l'action. Et dès le 9, un groupe de pontonniers qui opérait sur le terrain des Beni Bou Ifrour, fut assailli et refoulé avec six hommes tués. Alors, dans l'instant même, comme répondant à un signal, la garnison de Melilla survint en masse, anéantit les assaillants et garda le terrain occupé ([58]).

Avec son dénouement heureux, l'affaire préfigurait apparemment, comme un schéma, ce qui allait se reproduire dans l'avenir. Les deux tiers des Rifains ne disposaient que de massues cloutées. Quant aux autres, s'ils avaient des fusils, ils n'avaient guère de munitions. C'étaient en général, des cartouches usagées qu'ils garnissaient eux-mêmes de poudre noire et d'un embout de plomb ([59]). Ils n'iraient donc pas se risquer contre des mitrailleuses et des canons. Ils s'en prendraient, ici

(57) Télégramme du Ministère d'Etat au Gouverneur militaire de Melilla : « Les entreprises minières... seront, en cas de nécessité, protégées par le Gouvernement militaire de Melilla de la façon qu'il conviendra et pour laquelle vous avez toute latitude. ». *Livre Rouge espagnol de 1911,* p. 251, cité par J. Becker, *op. cit.,* p. 251.

(58) Pour les événements de l'année 1909 qui précèdent et qui suivront, nous avons consulté surtout J. Becker : *Historia de Marruecos* déjà cité, Général de Torcy : *Les Espagnols au Maroc en 1909,* Paris-Nancy, 1910 (témoignage oculaire), Eduardo Gallego Ramos : *La campaña del Rif, 1909,* Madrid, 1909 ?, et Simon Lévy : *La guerre du Rif sous le règne d'Alphonse XIII,* Mémoire de D.E.S. à l'Institut d'Etudes hispaniques de Paris, mai 1958.

(59) Maldonado, *op. cit.,* p. 440.

ou là, à des travailleurs désarmés. Il n'y aurait alors qu'à riposter comme cette fois, en frappant fort et en restant sur le terrain conquis.

En fait, rien n'arriva comme la logique laissait prévoir. Dès le soir même, des foyers s'allumèrent sur toutes les hauteurs. C'était là le tocsin des Rifains, capable en une nuit, de répandre l'alarme jusqu'au cœur du pays. Accourus de partout, les combattants, en quelques jours, furent rassemblés dans la tribu des Mazouja. Ayant acquis de leurs deniers, outils ou munitions sur le marché local, ils gravissaient, par le versant caché, la montagne dominant Melilla. La nuit, ils descendaient l'autre versant et creusaient en bas, des tranchées d'où ils pouvaient s'interposer quand les corvées venaient ravitailler les avant-postes. Ou bien, à la faveur de nuits obscures, ils attaquaient ces avant-postes eux-mêmes, tuant des gens dans leur sommeil et emportant des armes (60).

Ce n'était pas encore une véritable guerre. Pourtant, les Espagnols étaient tenus de mettre fin à ce harcèlement. Ils décidèrent de réagir, et le 23 juillet, ils se lancèrent dans une puissante attaque déclenchée avant l'aube pour créer la surprise. Mais les Rifains veillaient. Ils attendirent au fond de leurs tranchées, ne se manifestant que quand leur adversaire étant déjà sur eux, l'artillerie ne pouvait plus donner. Ils fusillèrent alors à bout portant puis attaquèrent à l'arme blanche. L'ennemi perdant pied, ils le chassèrent jusqu'aux murailles de Melilla, opérant dans ses rangs un carnage.

Quand la nouvelle de ce premier et très sérieux revers fut connue en Espagne où l'opinion était montée contre la guerre, elle provoqua des troubles graves. A Barcelone, ce fut une véritable insurrection assez cruelle et assez longue pour mériter d'être appelée depuis, « la semaine sanglante ». Quant aux Rifains, même sans avoir écho encore de ces répercussions, ils avaient pris courage et, quatre jours plus tard, ils infligèrent à l'ennemi, dans la bataille de l'Oued Dib (Barranco del Lobo), une espèce de désastre où succombèrent le général Pintos, qui commandait l'armée, et une partie de son état-major.

Par le butin qu'elle lui valut en munitions et en fusils, cette nouvelle victoire permit à Ameziane d'élever le niveau du combat. Mais en Espagne, une fois l'opposition brisée, on rassembla et mit en route plus de quarante mille hommes. Dès lors, malgré tout leur mordant, et en dépit des durs revers qu'ils allaient infliger encore à l'adversaire, ainsi le 30 septembre, à la bataille de Souk el Khemis, les Rifains, submergés, finiraient par céder pas à pas le terrain. Surtout que dans leurs rangs, tout n'allait plus très bien. Au moment des semailles, il fallut bien penser à retourner aux champs si l'on voulait manger l'année suivante. Dans la

(60) Précisions fournies dans le *Kachf wal Bayāne*... du Cadi el ᶜArbi EL OURIACHI.

portion du territoire tombé aux mains de l'ennemi, rien ne s'opposait plus à ce que les notables, vieux « amis de l'Espagne », agissent ouvertement pour lasser les courages. Quand un premier village des Ferkhana se rallia aux Espagnols, d'autres suivirent, et des notables Guel'ia poussèrent leurs contribules à s'enrôler comme mercenaires parmi les rangs de l'occupant. En zone libre, où l'on apprit ces défections, les combattants venus de loin furent écœurés et demandèrent à s'en aller. Ceux qui venaient d'une tribu passée à l'ennemi, ne savaient plus quel parti prendre. L'armée se débandait. Quand, en novembre 1909, toute la presqu'île des Guel'ia se trouva occupée par l'Espagne, Ameziane replié à l'ouest de l'Oued Kert, dans la tribu des Metalsa voisine, ne gardait plus autour de lui qu'un dernier carré de fidèles.

C'était un lourd bilan pour les Rifains après une campagne de quatre mois où, pourtant, ils avaient accompli des prouesses. Ils n'avaient plus de troupes, leurs rangs s'étant dissous. Des tribus s'étaient même ralliées à l'Espagne, ce qui naguère, aurait été inconcevable. Enfin, l'espoir placé dans le nouveau Sultan était cruellement déçu. Au lieu de leur fournir l'aide qu'ils lui demandaient, Abdelhafid leur dépêcha un émissaire pour les presser de faire la paix, autrement dit, de se soumettre (61).

Mais la lutte devait-elle s'arrêter pour autant ? Le territoire perdu était bien peu de chose au regard de l'ensemble. Pour l'ennemi, le prix et les moyens avaient été démesurés : cent millions de pésètes et une armée de 43 000 hommes (62). Ses pertes avaient été spectaculaires jusque parmi les officiers, sans épargner les généraux. Sans doute n'avait-on guère encore au Rif, de précisions sur les remous qu'avait subis aussi la Péninsule (63). Mais les rapatriements effectués à grande échelle indiquaient bien que pour l'instant, les Espagnols n'étaient pas prêts à pousser plus avant. D'ailleurs, le « banditisme » qu'ils dénonçaient déjà dans la zone occupée, était en fait le signe que la résistance commençait et que les ralliements acquis par les notables demeuraient bien fragiles. Enfin, un homme comme Ameziane ne pouvait ignorer combien dans les

(61) Ce fut le Caïd Bachir ben Sennah, celui-là même qui avait été chassé par les Rifains, six ans plus tôt, à l'arrivée de Jilani Zerhouni. D'emblée, il se montra un collaborateur de la politique espagnole. Il devait le rester jusqu'en 1912. Becker, *op. cit.*, p. 520. Voir aussi Carlos Hernández Herrera y Tomás García Figueras : *Acción de España en Marruecos*, 2 vol., Madrid, 1929, vol. I, ch. XI, pp. 133 et 140.

(62) Chiffres fournis par Hernández Herrera y García Figueras, *op. cit.*, pp. 85 et 88 du vol. I.

(63) Selon le Cap. Barbeta : *Cronica artillera de la campaña de Melilla*, l'insurrection de Barcelone fut connue en août par un Juif de Tétouan. Elle fut commentée avec vivacité et animation. Cité par Simon Lévy, *op. cit.*, p. 66.

tribus, la vie subit le cycle des saisons et que l'été pourrait refaire ce que l'hiver avait défait. Il ne pouvait manquer d'avoir noté surtout, qu'un élément nouveau avait surgi au Rif puisque, sans autre chef que lui-même, un chef choisi par elles et issu de leurs rangs, toutes les tribus s'étaient trouvées soudées pour faire barrage à l'invasion. Si l'unité spontanément constituée avait cédé sous une pression trop forte, il lui appartenait à lui, chef désigné et dépositaire de l'idée, de recréer les conditions de sa restauration et d'aviser dorénavant à son maintien. Mais cette fois, il lui faudrait quitter toute illusion. Le Rif aurait à se défendre seul, sans l'aide que le Sultan aurait dû lui fournir. Bien pis, le résultat de négociations en cours entre l'Espagne et le Maroc fut, en novembre 1910, de placer la zone occupée sous le contrôle conjoint des Espagnols et du Sultan (64). C'est dire qu'en reprenant les armes contre les Espagnols, qui demeuraient en fait les maîtres de la situation dans le pays conquis, on entrerait pourtant, d'une certaine façon, en rébellion contre son propre souverain. Plus grave que d'être seuls, c'était le risque de se trouver au ban de la communauté. Or, l'argument serait de poids pour les notables acquis aux Espagnols jusque dans les tribus demeurées libres. Maintenant que les jeux semblaient faits, ils ne ménageaient plus d'ailleurs leur zèle pour servir l'étranger en provoquant la zizanie, quand la nécessité de l'heure était, plus que jamais, l'union. Si bien que les Rifains, déjà seuls et bannis, devraient encore, par eux, subir la division.

*
* *

L'Espagne avait mené une guerre de quatre mois, alors qu'en droit, l'état de paix régnait entre elle et le Maroc, alors aussi que nul « protectorat » ne justifiait encore une invasion tant aux yeux des nations qu'à ceux des Espagnols eux-mêmes. De plus, contrairement aux guerres classiques, où le vainqueur en général, n'a plus qu'à occuper les territoires cédés par l'adversaire, ici, chaque tribu pouvait encore choisir de poursuivre la lutte sur son sol après l'échec de la défense commune. Aussi, loin d'exploiter son avantage après la retraite d'Ameziane, l'envahisseur avait-il arrêté la campagne et procédé d'urgence à des rapatriements pour apaiser son opinion. Il avait néanmoins fixé à 25 000 l'effectif permanent du corps d'occupation dans le secteur de Melilla. Il s'employa aussi à

(64) L'article XIII de l'accord hispano-marocain du 16 novembre 1910 prévoyait que les fonctionnaires, dans la zone occupée par les Espagnols ainsi que dans trois importantes tribus de la zone libre, seraient nommés conjointement par deux hauts commissaires, l'un espagnol, l'autre marocain. D'autre part, l'occupation espagnole serait maintenue jusqu'à ce que l'armée espagnole pût être remplacée par une force marocaine instruite et commandée par des Espagnols. C'était pratiquement, la légitimation d'une occupation perpétuée. Voir J. BECKER, *op. cit.*, p. 525.

recruter de premières unités de troupes indigènes et à organiser la zone conquise en vue d'opérations futures. En attendant, il relaya l'action armée par l'action politique et, opérant grâce aux notables des soumissions locales, il progressa par « tache d'huile », selon la formule de Lyautey, durant l'année 1910 et les premiers mois qui suivirent ([65]). Mais à mesure qu'il approchait de l'Oued Kert, se reposait pour lui la question d'Ameziane avec les inconnues qu'elle comportait.

Pendant cette période, on ne peut pas appréhender directement ce que fut l'action d'Ameziane. Du côté marocain, les sources font défaut. Quant à l'Espagne, elle n'avait pas non plus, à cette date, d'antennes assez sensibles pour situer à tout moment son adversaire, ni mesurer précisément son influence. Elle en avait assez pourtant, pour le sentir toujours présent, pesant d'un poids croissant dans le choix des tribus. Elle disposait, nous l'avons vu, bien au-delà du Kert, au flanc même du pays à soumettre, de deux bases insulaires qui lui servaient d'observatoires : le rocher de Badis, en espagnol Velez, et celui de Nokour, en espagnol Alhucemas. De celui-ci surtout, au territoire des Beqqioua et des Beni Ouriaghel tout proche, avait fini par s'établir ouvertement un va-et-vient de marchandises et de personnes qui, en plus des nouvelles qu'il permettait de recueillir, faisait en soi, par ses fluctuations, office de baromètre. Si les notables ne venaient plus qu'isolément et à la dérobée, ou si les transactions se faisaient réticentes, c'est qu'Ameziane en face, marquait des points. On sut ainsi qu'il en avait marqués après le désarroi inévitable de la défaite. Quand en janvier 1910, le Commandant du front de Melilla vint visiter Alhucemas, il reçut des notables acquis aux Espagnols, un accueil chaleureux. On lui sacrifia même un bœuf en signe de soumission ([66]). Mais en octobre, son successeur arrivant à son tour, ne reçut qu'un accueil poli et réservé. Il repartit avec le sentiment que tout projet de débarquer en force en ces régions pour y créer un nouveau front était encore prématuré ([67]). Sans doute. Mais il ne pensait pas apparemment, qu'il lui faudrait lui-même, plutôt que d'attaquer, subir bientôt le choc de la nouvelle armée levée par Ameziane. En vérité, il y eut bien des bruits, un peu plus tard, selon lesquels des contingents se rassemblaient dans les tribus. En mai 1911, une canonnière des forces espagnoles fut attaquée depuis la côte qu'elle longeait de trop près, et le caïd

(65) Pour les années 1910 à 1912, nous avons consulté Teniente Coronel Calvo Gonzalo : *España en Marruecos, Cronicas de las campañas del Rif de 1911-1912-1913,* Barcelone, 1913-14, et surtout Hernández Herrera y García Figueras, *op. cit.,* qui donnent un exposé minutieusement détaillé des faits tels qu'ont pu les connaître les Espagnols, et tels aussi, qu'ils ont bien voulu les révéler ou les présenter.

(66) Hernández Herrera..., *op. cit.,* p. 94 du t. I.

(67) *Ibid.,* t. I, p. 106.

Amar, un « ami de l'Espagne », fut abattu chez les Beni Ouriaghel (68). Ces faits et ces rumeurs attestaient bien l'hostilité qui grandissait contre les conquérants. Mais que ce sentiment pût engendrer une puissante action, on ne s'en doutait guère. Aussi, le 24 août, quand une mission topographique qui opérait vers l'Oued Kert fut assaillie de l'autre rive, et refoulée avec des pertes malgré les forces qui la couvraient, on le mit sur le compte de « bandits » plus audacieux qu'à l'ordinaire, et l'on pensa qu'il suffirait de représailles assez sévères pour en éviter le retour. Et en effet, deux jours de suite, les Espagnols, franchissant la rivière, saccagèrent le pays sans rencontrer la moindre résistance, raflèrent les grains et le bétail, incendièrent et rasèrent les villages (69). La besogne accomplie, ils regagnèrent leurs bases, persuadés sans doute, qu'ils s'étaient prémunis pour longtemps. Mais ils n'avaient en fait, qu'accéléré le cours des choses et hâté le début d'une nouvelle confrontation dont volontiers, ils auraient fait l'économie.

Huit jours avaient à peine passé, lorsqu'une armée rifaine, surgie on ne sait d'où, franchit le Kert, le 7 septembre, et se lança furieusement sur tout le front tenu par l'adversaire. Contenue de justesse, puis repoussée péniblement, la même attaque, mais plus violente, fut relancée encore deux fois en moins de deux semaines. Grâce aux renforts acheminés d'urgence depuis la Péninsule, les Espagnols parvinrent, jusqu'à la fin, à maintenir en gros, leurs positions (70). Mais comment ne pas voir le tour nouveau pour eux, de la situation ? Deux ans plus tôt, malgré de gros revers, surtout dans les débuts, ils avaient eu de bout en bout, l'initiative, et les Rifains, même en contre-attaquant, ne s'étaient battus qu'en retraite. Tandis que maintenant, c'est Ameziane qui leur faisait la guerre, une guerre véritable, offensive et puissante. Sans doute, n'avait-il pu encore les bousculer, mais il les acculait à la défense.

Le fait fut jugé à Madrid assez grave pour exiger l'envoi sur place du ministre de la Guerre qui étudia avec l'état-major un plan d'ensemble pour la réplique. On décida alors, de combiner une double opération : d'abord, une offensive de front, puis un débarquement dans la région d'Alhucemas qui, au plus fort de la bataille, surprendrait les Rifains à revers. Mais ce plan avorta. Lancée le 9 octobre, l'attaque frontale fut enrayée dès le début, et l'assaillant dut repasser le Kert qu'il avait

(68) *Ibid.*, t. I, p. 106.

(69) « Razziant les villages, confisquant les grains qui avaient été laissés dans les silos, incendiant les maisons dont la destruction était achevée par le Génie », HERNÁNDEZ HERRERA..., *op. cit.*, t. I, p. 133.

(70) *Ibid.*, t. I, pp. 133-140.

franchi le jour-même. Quant au débarquement qui n'avait plus sa raison d'être, on l'annula tout simplement (71).

Ainsi, les Espagnols n'avaient pas pu reprendre l'initiative. Mais Ameziane en face, pourrait-il la garder ? Son armée, au moment des semailles, n'allait-elle pas, comme deux années plus tôt, se débander ? On pouvait s'y attendre. Mais non, il n'en fut rien. Et c'était là un autre fait nouveau, signe certain d'un grand progrès dans l'organisation et la distribution des rôles au sein de la constellation tribale. S'il est vrai qu'Ameziane, pendant deux mois, relâcha sa pression, ce fut pour préparer une nouvelle offensive qui fut lancée en plein hiver, à la fin de décembre. Mais en dépit de sa vigueur accrue, l'offensive échoua parce que les Espagnols en avaient su d'avance toutes les dispositions (72). Autrement dit, si les Rifains étaient en train d'apprendre à faire la guerre, leur ennemi aussi avait fait des progrès.

Le résultat, pour le moment, c'est qu'Ameziane, sans avoir pu percer le front adverse, évoluait pourtant fort librement sur les deux rives du Kert, et les coups redoublés qu'il assénait aux Espagnols ranimaient à l'arrière, dans la zone occupée, la volonté de s'affranchir. Des contacts

(71) C'est évidemment leur échec qui a conduit les Espagnols à dissimuler, même après coup, l'existence de ce plan d'ensemble. L'offensive de front fut présentée comme une action isolée de simples représailles qui aurait été un franc succès compte tenu de l'objectif très limité qui lui aurait été assigné. Mais une action de représailles, quand la situation réclamait une véritable contre-offensive, aurait été militairement une ineptie. D'ailleurs, on ne comprendrait pas pourquoi, à une pareille action sans lendemain, aurait dû être combiné un imposant débarquement de plus de 6 000 hommes dans le dos des Rifains. C'est si vrai que l'existence de ce projet avorté de débarquement ne fut jamais révélée officiellement. Or, il ne fait aucun doute que ce projet a existé et qu'il a été annulé à la dernière minute. Les détails en ont été puisés par Herrera et Figueras dans *La marina de guerra española en Africa* dont l'auteur E. Quintana avait consulté les archives des unités qui devaient y participer. Il est significatif que des chefs aussi haut placés que le lieutenant-colonel Riquelme, chef de la Oficina de Asuntos indigenas dans les années suivantes, ou le général Berenguer, qui sera Haut Commissaire et Commandant en Chef dix ans plus tard, amenés à en parler, l'aient fait l'un et l'autre comme s'ils ne l'avaient connu que par ouï-dire, et en se déclarant incapables d'expliquer pourquoi on l'avait brusquement annulé malgré les conséquences politiques fâcheuses qui devaient en résulter. Hernández Herrera et García Figueras ne mettent, quant à eux, en doute, ni le projet de débarquement, ni l'existence du plan combiné dont il faisait partie. Contraints de s'interroger eux aussi sur les raisons qui conduisirent à annuler le débarquement, ils opinent que ce fut probablement parce que l'effet de surprise n'avait pas été suffisamment ménagé. C'est dire qu'ils veulent fermer les yeux sur le fiasco du plan d'ensemble. *Op. cit.*, vol. I, pp. 145-147.

(72) Hernández Herrera..., *op. cit.*, t. I, p. 150.

étaient pris avec la zone demeurée libre, et l'on se préparait de part et d'autre, en vue d'un grand soulèvement. La position des Espagnols se dégrada assez pour que, le 6 avril 1912, le général Aldave qui commandait à Melilla, crût devoir adresser un appel aux Guel^{c}ia et aux tribus du Kert déjà soumises, les adjurant de résister à leurs mauvais bergers ([73]). Tentative dérisoire qui ne pouvait avoir aucun effet. Aussi ne peut-on dire jusqu'où les choses seraient allées, si un événement fortuit n'en avait pas interrompu le cours.

C'est le 15 mai 1912 qu'étant sorti, apparemment pour une reconnaissance, Mohammed Ameziane se heurta à une troupe adverse qu'il ne pouvait, vu son grand nombre, ni affronter ni esquiver. S'avisant cependant que c'étaient des Rifains, de ces « regulares » enrôlés par l'Espagne, il se porta vers eux en faisant de grands signes, comme s'il se proposait de leur parler. Mais il tomba frappé à mort, avant d'avoir été ni reconnu ni entendu. Ce n'est qu'alors, qu'un des regulares, en s'approchant, l'examina et sut que c'était lui ([74]). Identifié, le corps fut aussitôt porté à Melilla où, si l'on croit la tradition rifaine, on l'exposa publiquement ([75]). Et quelques jours plus tard, on l'envoya à Seghanghan pour son inhumation. Mais sans attendre jusque-là, et dès le lendemain 16 mai, le général Aldave diffusait largement une adresse aux tribus, leur disant :

> « Dieu, Maître du monde, a décidé de faire mourir hier, sur le champ de bataille, le chérif Ameziane qui vous incitait à la guerre. C'est comme si au contraire, le Très Haut vous conseillait la paix. Suivez donc ses desseins et acceptez ce que je vous propose. » ([76]).

Aldave avait vu juste. Il avait compris qu'Ameziane étant l'homme en qui, et en qui seul, s'incarnaient à l'époque, le besoin d'unité et l'esprit offensif des tribus, les Rifains après lui, ne se sentiraient plus capables de conserver leur cohésion et donc, de maintenir à son niveau la lutte en cours. Et en effet, dès le 16 mai, ce fut pratiquement la fin d'une campagne qui, sans avoir certes abouti, ouvrait pourtant, après huit mois d'offensives répétées, les perspectives de la victoire.

Surtout que pour leur part, les Espagnols non plus n'avaient rien fait pour exploiter l'événement sur le terrain. Ils firent même le contraire. Ils stoppèrent brusquement l'exécution d'un plan d'opérations engagées le jour même où Ameziane avait péri, avec, pour objectif, l'occupation totale de la rive droite du Kert. Décision surprenante que Gómez Jordana,

(73) *Ibid.*, vol. I, p. 163.

(74) *Ibid.*, vol. I, p. 153.

(75) Le fait est rapporté par Mohammed Azerkane : *Aḍ Ḍill al warīf...* (manuscrit), et El ^{c}Arbi el Ouriachi : *Al Kachf wal Bayāne...*, également manuscrit.

(76) Le texte de ce document est reproduit par Hernández Herrera..., *op. cit.*, t. I, pp. 166-167.

le successeur du général Aldave, expliquera pourtant deux ans plus tard, quand, rappelant ce plan d'action prévu et déjà mis en train, il écrira :

> « Mais la mort d'Ameziane au cours de ce premier combat, l'effet produit par cet événement dans la zone occupée, où l'indigène, des jours durant, resta perplexe et indécis sur le parti à prendre, tant l'accablait, l'hébétait même, la perte du pontife, à ses yeux envoyé du Prophète pour délivrer les musulmans de notre domination ; le souvenir aussi des précédents combats où l'adversaire disputait le terrain pied à pied et nous causait beaucoup de pertes au grand scandale de l'opinion chez nous ; et enfin, la quasi certitude qu'il en irait de même si nous risquions une entreprise aussi ardue que celle qu'on projetait, tout cela fit qu'alors ... il ne fut pas jugé prudent de l'entreprendre et qu'elle fut purement annulée. » (77).

Bien que de prime abord, l'explication ne soit pas assez claire, qu'elle pèche même par inexactitude dans l'énoncé de certains faits, elle nous met cependant sur la voie. En vérité, malgré les risques, le général Aldave avait déjà lancé l'exécution du plan. S'il l'arrêta soudain à la mort d'Ameziane, au lieu de la pousser comme la logique semblait le commander, ce n'était pas évidemment, que cette mort constituât pour lui un contretemps. Bien au contraire, il essaya, nous l'avons vu, d'en tirer sur le champ tout le profit possible en ruinant le moral des Rifains. Mais c'était un profit de nature politique. Et il n'était réalisable qu'à condition de ne pas provoquer les tribus au combat, ce qui les eût forcées à resserrer leurs rangs quand la mort de leur chef justement, devait les ébranler. Les Espagnols savaient, ou bien ils le sentaient, qu'un chef comme Ameziane n'avait surgi que pour répondre à ce besoin d'union que leur présence envahissante exacerbait dans les tribus. Lui disparu, le même besoin, si on le stimulait, risquait de susciter l'apparition d'un autre chef à sa mesure. Vu la précarité de leur situation à l'arrière comme au front, ce dont le témoignage de Gómez Jordana ne fait aucun mystère, la prudence exigeait de ne pas attiser inconsidérément dans le cœur des Rifains, le regret d'Ameziane, mais de laisser plutôt son souvenir s'éteindre, tout en favorisant par des moyens appropriés, l'inévitable relâchement consécutif à sa disparition. Voilà pourquoi, dès le 16 mai, la partie espagnole elle aussi, fit cesser les combats au profit d'une action purement politique

(77) Ce texte est extrait d'une lettre adressée, le 29 octobre 1914, par le général Gómez Jordana au sénateur Tomás Maestre et dont il sera fait état en 1923, devant une commission d'enquête des Cortes. Les actes des travaux de cette commission ont été publiés sous le titre *De Anual a la República. Documentos relacionados con la información instruida por la llamada Comisión de Responsabilidades acerca del desastre de Anual,* Javier Morata, Madrid, 1931. La lettre se trouve en appendice, p. 32 dudit appendice.

d'information, de corruption, de subversion. Et, résultat inattendu, alors que le « Protectorat » intervenu depuis, leur ouvrait maintenant le pays, et tandis qu'en effet, à l'autre extrémité, vers Larache et Ceuta, ils progressaient et occupaient Tétouan, dans le Rif au contraire, le Kert allait rester la ligne extrême de leur avance, prenant le caractère, avec le temps, de frontière intangible entre eux et presque tout le Rif, resté indépendant.

*
* *

En perdant Ameziane, ce Rif indépendant avait perdu d'un coup, beaucoup de sa vigueur. La pression collective, organisée, croissante, qu'il exerçait depuis huit mois, avait cessé comme on l'a vu, dès le 16 mai. Mais huit mois de combats offensifs ne pouvaient pas ne pas laisser leur marque. Tribus du littoral, de la montagne et de la steppe qui s'ignoraient naguère, s'étaient trouvées mêlées le long d'un front de quelques kilomètres. Des liens entre elles s'étaient alors noués. Le Kert surtout, dans l'avenir, demeurerait l'affaire de toutes, et aller le défendre apparaîtrait comme un devoir patriotique commun. Pour toutes, huit mois au feu c'était aussi une riche école qui leur avait appris à affronter un ennemi doté de mitrailleuses et de canons, sans pour autant lui céder l'avantage. Enfin, huit mois de guerre avaient notablement accru leur armement. Car c'est au feu surtout, des mains de l'ennemi ou dans ses cartouchières, que les Rifains d'abord munis de coutelas ou de massues, arrachaient le fusil et puisaient les cartouches qui serviraient pour les prochains combats (78). En Ameziane, le Rif avait assurément subi une perte immense. Cependant après lui, les Rifains n'étaient plus ce qu'ils étaient avant.

(78) Du moment où ils durent s'équiper de façon plus massive pour soutenir une véritable guerre, la contrebande ne pouvait plus répondre que très partiellement aux besoins des Rifains en armement. Aussi, le combat lui-même fut-il considéré comme le principal moyen de s'armer. Les armes étaient prises surtout au cours d'attaques nocturnes contre des postes isolés, ou au cours d'embuscades contre des éléments également isolés. Surgissant de sa cachette, l'assaillant aveuglait l'adversaire d'une poignée de cendre, le poignardait et le dépouillait. Voici d'ailleurs, ce qu'on peut lire dans un rapport officiel espagnol : « Les tribus du Rif, spécialement celles de la région de Melilla et d'Alhucemas, faisant preuve d'un grand sens politico-militaire, se sont toujours efforcées d'avoir un armement où elles pourraient utiliser les mêmes cartouches que nos troupes... L'expérience leur avait enseigné que leurs parcs à munitions pourraient se trouver dans la cartouchière des soldats et dans les magasins de la place. Les Rifains ont actuellement [1920], une grande quantité d'armement Mauser, une bonne partie de celui-ci prise à nos troupes en combat, surprises, aiguades, une partie non négligeable emportée par les déserteurs indigènes, quelques pièces étant fournies par la contrebande. ». Constatant l'abondance et le bas prix des cartouches Mauser sur les marchés rifains, et l'expliquant par le fait qu'elles sont « tombées sur le champ de bataille, emportées par les déserteurs, détournées des magasins, introduites en contrebande », l'auteur du rapport précise :

Surtout que loin de l'oublier, ils le grandirent dans leur mémoire. Cet homme qui avait su trouver les mots pour les toucher et qui avait tiré tout le meilleur d'eux-mêmes, ce conseiller à la logique si doucement impérative, ce chef chevaleresque, au premier rang dans les combats, ce martyr que la mort avait frustré de la victoire, était entré directement dans la légende. Il devint le Roland des Rifains. On racontait dans les veillées comment, ayant franchi le Kert avec une grosse escorte, il s'était installé pour la nuit, dans un village, chez les Beni Sidel. Mais avisés de sa présence par un espion, les Espagnols, grâce à l'obscurité, affluèrent de partout, fermant le cercle autour de lui. Quand Ameziane s'en aperçut, il rassembla ses hommes et demanda des volontaires pour mourir avec lui dans son dernier combat. Demeuré avec eux, il acheva sa nuit dans la prière puis, au matin, il se battit en attendant la mort. Quand l'ennemi vint relever son corps, il trouva, ô prodige, le cheval du héros qui pleurait sur son maître et qui ne voulait pas se séparer de lui (79). On dit aussi que rien, après sa mort, n'a jamais plus poussé autour du lieu où il tomba, car la Nature en deuil ne se consolait pas (80).

La geste d'Ameziane, c'était le rêve d'une unité perdue à l'instant même où elle s'était constituée. Un rêve dont les esprits ne cesseraient d'être hantés, car l'espoir demeurait de le réaliser encore. Mais quand ? Et qui s'en chargerait ? Partout, sur les marchés, des hommes ne manquaient pas, chaque semaine, de haranguer leurs frères, prêchant la paix entre les musulmans afin d'aller ensemble combattre l'infidèle. On les applaudissait. A leur instigation, de petits groupes s'en allaient même monter leur tour de garde à la frontière du Kert puis brusquement, se produisaient comme autrefois, de grands rassemblements armés. Mais, sans qu'on sût comment, ils se désagrégeaient avant d'aller au front. Aussi, et dans l'ensemble, chacun était repris par ses affaires. Surtout que le danger semblait s'être éloigné. Hormis les raids lancés de temps en temps, par les Rifains eux-mêmes sur des postes ennemis, le front là-bas,

« La première source [le champ de bataille] est de loin la plus importante. Le prix des cartouches Mauser tombe de 75 % après certaines batailles, ce qui semblerait à première vue paradoxal, puisque la « harca » [l'armée rifaine] a brûlé elle aussi des cartouches dans cette bataille. ». Rapport de Carlos de Lamela, Chef du Bureau du Maroc au Ministère de la Guerre espagnol, en date du 27 août 1920. Document cité par le Ministre de la Guerre, vicomte DE EZA : *Mi responsabilidad en el desastre de Melilla como Ministro de la Guerra,* Madrid, 1923, pp. 91 et 140.

(79) C'est le récit qu'en donne El ᶜArbi EL OURIACHI dans *Al Kachf wal Bayāne...,* précédemment cité.

(80) Trait de légende rapporté par Ahmed EL BOU AYYACHI : *Ḥarb al-Rīf al-taḥrīriya wa Marāḥil al Niḍal,* Tanger, 1974, t. I, p. 416.

était très calme. Au point qu'on en pouvait franchir la ligne très librement, dans un sens ou dans l'autre. Ainsi, tout comme avant, les moissonneurs pouvaient se rendre en Algérie. Les Espagnols, au bout du compte, se révélaient d'accommodants voisins. Pourquoi toujours les craindre puisqu'ils n'avançaient plus ? C'était du moins l'avis de gens fort écoutés qui disaient même tout haut, en parlant d'eux, beaucoup de bien. Surtout que maintenant, ils étaient, paraît-il, des amis du Sultan. Alors, qui croire et que penser ? Et puis, avant de les combattre, il convenait de reformer ses propres rangs. Or, justement, il y avait comme un esprit malin qui s'était mis soudain, à dresser les familles, les fractions, les tribus, les unes contre les autres, chaque querelle entre voisins, même des plus banales, s'envenimant et grossissant comme si les gens avaient perdu le sens. A croire que les Rifains sans Ameziane et réduits à eux-mêmes ne feraient rien de bon.

Si l'on applaudissait encore ceux qui tâchaient de maintenir la flamme, c'était déjà de la routine, car dans le fond, beaucoup se sentaient pris dans un courant qui refluait. Autrement dit, dorénavant, le Rif allait offrir un champ propice à une action plutôt contraire : celle que menait ouvertement déjà, le parti des « amis de l'Espagne ». Pendant combien de temps et pour quels résultats ? Il était bien difficile de le prévoir encore.

LE CADI ABDELKRIM
ET SON FILS MOHAMMED

La disparition d'Ameziane et la fin des combats sur le Kert allaient permettre aux Espagnols de redonner le pas à l'action politique sur l'action militaire, surtout que le Protectorat, tout récemment institué par les Français, leur donnait en principe le moyen d'intervenir, quoique indirectement, en représentants du Sultan. Or, c'est la Baie d'Alhucemas qui présentait à leurs nouveaux efforts le point d'application le plus propice et le mieux indiqué. Ils disposaient, nous l'avons vu, soit dans la baie elle-même, soit plus à l'ouest, mais à proximité, des deux bases insulaires de Nokour et Badis dont les contacts avec la terre voisine s'étaient multipliés depuis plus de trente ans. La contrebande qui maintenant, s'effectuait ouvertement dans les deux sens, avait créé des liens d'affaires et des amitiés politiques. En cultivant ces relations, les deux « Oficinas de asuntos indigenas » qui fonctionnaient, une dans chaque île, depuis 1908, s'étaient acquis dans les tribus un lot de partisans prêts à frayer la voie au futur occupant. Pour un débarquement, la baie offrait ses belles plages. Le plat pays environnant autorisait une solide implantation, et il formait, au cœur du Rif, une région essentielle par sa fertilité, par l'importance de sa population, par sa situation qui permettait dans l'immédiat, de liquider le front du Kert, pris à revers, puis de tendre la main aux effectifs qui, de Larache et de Ceuta, auraient à progresser vers l'est. Si enfin, les tribus riveraines comptaient des partisans zélés de l'occupation espagnole, c'est elles qui dans leur masse, lui opposaient par contre, la plus active opposition et dont l'exemple était suivi par celles de l'intérieur. D'où l'intérêt que présentait leur soumission, et avant tout, celle des Beni Ouriaghel, les plus voisins, les plus nombreux et dont on se rappelle le grand prestige acquis par eux quatre ans plus tôt, en refoulant l'armée de Zerhouni.

En ce temps là, le Rif entier avait repris contact avec son souverain en la personne d'Abdelhafid dont il escomptait le soutien. Puis, déçu et livré à lui-même, il avait pu se regrouper sous l'autorité d'Ameziane. Mais

à la mort de ce dernier, il ne subsista plus dans la partie du Rif demeurée libre, de direction d'ensemble, ni nationale ni provinciale. Il n'existait même plus de direction partielle d'une certaine ampleur. Ainsi, dans la région bordant la Baie d'Alhucemas, aucun pouvoir n'était habilité à dresser une tribu, et encore moins l'ensemble, contre un éventuel débarquement. Au niveau le plus haut, les conseils de fractions ne commandaient qu'à la partie de la tribu dont ils étaient l'émanation. Or, on a vu le poids qu'y avaient pris depuis quelques générations, les petits oligarques devenus très souvent les amis de l'Espagne (1). Il suffisait par conséquent aux Espagnols de s'assurer la connivence de quelques-uns d'entre eux dans les fractions peuplant directement la côte, pour débarquer et établir à tout le moins, une tête de pont sans rencontrer de résistance unie. Et en effet, ils n'étaient guère que deux ou trois dizaines, parmi les Beqqioua et les Beni Ouriaghel, ceux qui, bien que notables, acceptaient sans façons la pension mensuelle de soixante-quinze pésètes allouée par l'Espagne à qui prenait l'engagement de la servir. Les plus saillants d'entre eux dans la tribu des Beqqioua, étaient Daddi ben Messaoud qui avait très longtemps travaillé pour la France jusqu'au moment de la dévolution du Rif aux Espagnols, et son contribule Sibera. Ce dernier, lui aussi rallié sur le tard, après avoir de son vivant, soutenu Ameziane, était depuis, devenu un très sûr partisan : « Ce Maure, dira plus tard de lui le Chef de la Oficina de Melilla, décidé, énergique, influent, ancien pirate [lisez contrebandier], et aujourd'hui riche propriétaire, est devenu conservateur selon une loi naturelle et veut que l'Espagne occupe son territoire pour profiter de sa fortune ou bien ou mal acquise. Aussi, en raison de ses intérêts, nous pouvons compter sur sa loyale coopération » (2). Le même avis aurait pu s'appliquer aux chefs de file des « Amigos de España » chez les Beni Ouriaghel et, plus précisément, dans la fraction Aït Khattab, autour de la bourgade d'Ajdir, exactement en face de l'îlot de Nokour. Citons-en quatre : Bou Selmane, Boubeker Belhaj Hachem, et surtout Mohand Abocoy et Mohammed Cheddi (3).

(1) Voir ci-dessus, pp. 112-113.

(2) Rapport du colonel Morales au général Silvestre, le 13 février 1921. Cité par Luis DE EZA : *Mi responsabilidad en el desastre de Melilla como Ministro de la Guerra,* Madrid, 1923, p. 323. Quant à Daddi ben Messaoud, Azerkane rapporte que c'est lui, lors de l'expédition de Ben el Baghdadi contre les Beqqioua, en 1898, qui s'était rendu, au nom de la tribu, pour demander l'appui du consul de France à Tétouan (*Aḍ Ḍill al warīf fī muḥārabat ar-Rīf,* pp. 10-11 du manuscrit).

(3) Voir notamment un document du 30 mai 1914, signé par trois d'entre eux, et où ils s'engagent à rester unis pour continuer à servir l'Espagne : Servicio histórico militar à Madrid (désigné ci-après S.H.M.), fonds Melilla, carton I, dossier 7, pièce 57 (ci-après la référence se fera sous la forme suivante : Mel. I, 7, 57). Voir aussi un rapport du Commandant de Melilla au Commandant en chef, du 29 janvier 1917, S.H.M., Mel. III, 9, 14.

La puissance de ces hommes était pourtant, comme leur fortune qui lui servait d'assise, extrêmement localisée. Leur influence diminuait sensiblement hors des limites de leur fraction, et plus encore à l'extérieur de leur tribu. Ils ne pouvaient donc pas être d'un grand recours pour une occupation plus large portant sur des tribus entières. Là, les fractions, bien que ne décidant chacune que pour elle-même, pourraient, face à une invasion déjà en cours et les menaçant toutes, s'unir pour résister ensemble comme cela s'était fait précédemment, dans le secteur de Melilla. Pour les y inciter, ou pour les y aider, il y avait dans la région aussi, des familles de « chorfa », descendant du prophète et vénérées comme telles, se partageant entre elles l'obédience des tribus. On se souvient qu'elles exerçaient par tradition, leur influence comme auxiliaires, sur le plan régional, de l'autorité du Sultan. Vu la carence de ce dernier, c'est donc à elles que désormais, il incombait de rassembler les volontés, et avec elles qu'un occupant devait compter. Pour avancer et demeurer sans trop de risques dans le pays, il eût fallu aux Espagnols neutraliser leur influence, ce qui n'était pas simple, ou mieux, se la gagner. Ils tentèrent les deux voies, et d'abord la seconde, suivant l'exemple des Français. Ils réussirent sans trop de peine, à obtenir l'appui de l'un de ces « chorfa », Abdesselam Bourjila qui embrassa dès lors, avec son fils Ahmed, leur cause ouvertement et sans nuance (4). Mais la famille des Bourjila ne jouissait que d'une influence limitée à la région d'Ajdir, celle où, précisément, l'Espagne avait déjà un fort parti constitué. Bien que localement très appréciable, son adhésion devait rester de peu d'effet à une plus grande échelle si les autres chorfa, ceux qu'on suivait plus largement dans les tribus de l'intérieur, n'accordaient pas aussi la leur.

Il en existait deux familles. La première résidait à Snada, bourgade à la frontière des Beqqioua et des Beni Itteft, dans le couloir qui joint la Baie d'Alhucemas à la crique de Badis. Avec son chef, Si Hamidou, elle jouissait d'une grande autorité dans les tribus côtières, tout autour de Badis. Mais elle se rattachait par cousinage aux fameux chorfa d'Ouezzane, et ceux-ci, dont elle recevait ses mots d'ordre, étaient comme on le sait, tout à fait dévoués à la France. Aussi, jusqu'au Protectorat, la filiale de Snada avait-elle, dans le Rif, servi les intérêts français contre ceux de l'Espagne (5). Il est vrai qu'à présent, le partage du Maroc la plaçait dans la zone espagnole. Mais Ouezzane devant rester, avec la maison mère, dans l'autre zone, du côté de la France, il paraissait exclu que son chef, Hamidou, se ralliât aux Espagnols. En effet, il choisit le parti, dans

(4) Voir le rapport du 29 janvier 1917 mentionné note 3.

(5) Voir ci-dessus, p. 109, le rôle joué par la branche locale des Ouazzani dans « l'affaire des pirates ».

la nouvelle situation, de travailler contre eux en faisant l'union des tribus (6). Il ne mécontentait ainsi ni les Français ni les populations locales.

Quant à l'autre famille, la famille Akhemlich — soit au pluriel, les Khemlalcha — elle vivait à Zerkat, dans la montagne, non loin des sources de l'Ouergha, et son chef, Mohammed Seddiq Akhemlich, était très écouté dans toute la confédération des Sanhaja, sur les deux versants de la chaîne, et même chez les Beni Ouriaghel de la montagne. Mais Mohammed Seddiq était de ces chorfa de l'intérieur que n'avait pu encore corrompre nulle Puissance étrangère. Ses ancêtres, avant lui, avaient toujours mené la lutte contre les infidèles. Son père encore s'était battu contre les Espagnols dans la guerre de Tétouan en 1860. A son tour maintenant, il ne songeait lui-même, qu'à refouler l'envahisseur sans distinguer entre Français et Espagnols. Les uns au sud, allaient bientôt apprendre à le connaître. Les autres au nord, savaient déjà quel rôle actif avait été le sien aux côtés d'Ameziane. De lui non plus, on ne pouvait donc espérer un concours (7).

Aussi, faute de pouvoir se concilier en Akhemlich et en Si Hamidou les forces spirituelles classiques, les Espagnols furent tout heureux de placer dans leur jeu un homme qui, sans avoir précisément de caractère sacré, s'était acquis dans l'exercice de ses fonctions à demi-religieuses, un grand crédit moral dans la région, le cadi Abdelkrim.

Il ne faut pas confondre cet Abdelkrim avec celui qui, par la suite, allait se rendre illustre en dirigeant la guerre du Rif. Entre eux, l'homonymie est d'autant plus trompeuse que tous les deux furent des cadis, qu'ils étaient père et fils, et que le fils s'est présenté pendant quinze ans, jusqu'à la mort du père, comme le second de ce dernier. Notons pourtant, afin d'y voir plus clair, que cette fâcheuse homonymie n'existait pas à l'origine, et qu'elle n'exista même jamais pour les intéressés. C'est le père qui vraiment, s'appelait Abdelkrim, d'un nom qui le désignait seul, comme le prénom français, à l'exclusion de ses enfants. Son fils portait un autre nom, celui de Mohammed. En précisant la filiation, selon l'usage arabe, cela donnait donc Mohammed ben Abdelkrim, à traduire par « le fils d'Abdelkrim ». Ce sont alors les Espagnols qui du « fils d'Abdelkrim » firent un « fils Abdelkrim » à la manière dont ils disaient « le fils Garcia »

(6) Rapport sur le travail politique réalisé à Alhucemas entre le 20 mai et le 10 juin 1915, S.H.M., Mel., II, 9, 68.

(7) Sur Mohammed Akhemlich et les Khemlalcha, voir E. Lévi-Provençal : *Les influences religieuses au Riff et chez les Djebala de l'est,* note inédite établie pour la Direction des Affaires indigènes près la Résidence générale de France au Maroc, pp. 12 *sqq.*, janvier 1926 (Archives de Rabat, non cotée), et Robert Montagne : *Notice sur les Kemlalcha,* Service historique de l'Armée à Vincennes (désigné ci-après S.H.A.), fonds Fès, carton 156. Voir aussi le rapport cité *supra,* note 6.

ou « le fils Hernandez ». Convertissant le nom du père en patronyme, ils appelèrent le fils Mohammed Abdelkrim puis, Abdelkrim tout court. La mutation était complète, et c'est ce dernier nom qu'ils firent connaître au monde.

Maintenant que ce nom est entré dans l'histoire, il est sans doute bien tard pour l'en faire ressortir. Il n'en reste pas moins que jamais les Rifains n'ont connu d'Abdelkrim que le père, et que le fils, de son côté, était pour eux Si Mohammed, ou encore Si Mohand, diminutif Rifain du nom, pour devenir à l'apogée, Moulay Mohand, c'est-à-dire Monseigneur Mohammed.

Cela aussi c'est de l'histoire. On ne peut pas ne pas en tenir compte. Dans la période où nous entrons, quand le père et le fils n'étaient encore connus que dans le Rif, ce serait pur anachronisme que de ne pas rendre à chacun son nom. Ce serait au surplus bien compliquer la tâche quand, de l'un et de l'autre, il faudra tant parler conjointement. Depuis 1912, le cadi Abdelkrim et son fils Mohammed sont mêlés de si près à tout ce qui se passe dans les tribus, pesant sur les événements ou orientés par eux, qu'on ne comprendrait rien au cours des choses si l'on en dissociait leur personnalité. Et il faudra braquer sur eux d'autant plus de lumières que leur image n'est pas uniquement à dessiner, mais à refaire entièrement, n'ayant été tracée jusqu'à présent, que d'imagination.

*
* *

Comme ailleurs au Maroc, il existait, disséminées dans les tribus du Rif, un petit nombre de familles où l'on se transmettait de père en fils, le flambeau de la science. La science, à ce niveau, et en milieu berbérophone, c'était d'abord la langue arabe, la seule écrite et donc indispensable à la correspondance et à la rédaction des actes ou des procès-verbaux. Savoir lire et écrire en arabe, connaître aussi les sept façons dont on psalmodie le Coran, voilà déjà un beau bagage qui donnait le titre de « taleb » avec licence d'enseignement. Qu'il s'y ajoutât du calcul, de la grammaire, un peu de lettres, les éléments du droit en liaison avec la religion, et l'on passait au rang de « fquih », c'est-à-dire de savant et de jurisconsulte.

Le rôle social du fquih était considérable. Car le droit coutumier qui réglait les litiges les plus simples était inopérant quand les affaires se compliquaient. D'où le recours, comme conseiller ou comme arbitre, au fquih, dépositaire local du « chra^{c} », droit musulman écrit et bien élaboré. Dans la vie collective, les assemblées de la fraction ou du groupe de familles ne manquaient pas non plus de consulter le fquih, surtout qu'en

général, outre sa compétence, on le savait prudent et avisé. Pour devenir aussi savant malgré les conditions d'étude assez rudimentaires, il fallait en effet, un esprit délié et de bonnes aptitudes à penser. Si bien qu'étant mêlé aux affaires tant publiques que privées, et s'imposant de plus par ses qualités propres, le fquih était à même de devenir très influent entre ses contribules, et parfois au-delà, dans les tribus voisines.

Le cadi Abdelkrim était l'un de ces fquihs, et sa famille était aussi de celles qui produisaient à chaque génération quelque sujet d'élite. Son oncle, Sidi Ziyane, avait, dit-on, été nommé à cause de ses mérites, gouverneur du Sultan pour la région du Rif bordant la Baie d'Alhucemas. Son frère, Si Mohammed, assez brillant pour que l'on fît le sacrifice de l'envoyer poursuivre à Fès des études supérieures, s'était, là-bas encore, fait remarquer au point d'être choisi par le Sultan pour enseigner à ses enfants (8). Lui enfin, Abdelkrim impressionnait par son intelligence. Un journaliste de Melilla qui l'avait bien connu dira un jour de lui que c'était « le Rifain le mieux pourvu de matière grise » (9).

Avant 1911, nous le connaissons mal. Il était né autour de 1860 dans le hameau d'Ajdir avoisinant la baie, en territoire Aït Khattab, fraction de la tribu Beni Ouriaghel. D'où les deux dérivés, « el Khattabi », « el Ouriaghli », qu'il accolait, pour éviter les confusions, à son nom trop commun et trop nu d'Abdelkrim. Ce n'était qu'un moyen d'identification par référence aux groupements dont il faisait partie, tout comme Dupuy ou Duchâteau le furent à l'origine, par référence à certains lieux repères. Une façon comme une autre d'indiquer son adresse. Cela n'en a pas moins donné naissance à une fable dont le crédit n'est pas à ce jour, épuisé. Ne retenant de ces deux noms que le premier, El Khattabi, on le fit dériver faussement d'El Khattab, nom que porta jadis Omar, compagnon du Prophète, calife et fondateur de l'empire musulman. Et l'on cria à l'imposture, car ce nom, disait-on, usurpé à dessein par Mohammed ben Abdelkrim, c'est-à-dire par le fils, devait permettre à ce dernier, en se

(8) Renseignements provenant du mémoire rédigé par Mohammed ben Abdelkrim au début de sa déportation à La Réunion et que nous n'avons pu consulter que dans la traduction française inédite établie par le regretté Thami Azemmouri. Nous le désignerons ci-après *Mémoire de La Réunion*.

(9) Candido Lobera : *Abdelkrim el Khettabi a muerto, in* « Telegrama del Rif » du 11 août 1920.

forgeant une ascendance illustre, de soutenir des prétentions au sultanat (10).

On ignore où et quand Abdelkrim avait fait les études qui l'élevèrent au rang de fquih. Le premier témoignage qui fasse mention de lui nous le présente déjà cadi en précisant que sa nomination avait été le fait de Moulay el Hassan. Cela situe en 1894 au plus tard, son accession à une charge aussi considérable (11). Il n'avait pas alors la quarantaine. C'était, pour le Maroc de cette époque, une promotion précoce, surtout sans de forts appuis au Makhzen. Et l'on peut en déduire qu'Abdelkrim, « le fquih », comme on le désigna toujours, même quand il fut nommé cadi, avait très tôt su s'imposer comme le premier entre ses pairs de la région.

En vérité, ladite nomination n'était pas de nature à entraîner vraiment des conséquences pratiques. Le fquih, nous l'avons vu, était choisi spontanément par la population comme conseiller ou comme arbitre. S'en remettant à lui pour décider entre elles, les deux parties s'engageaient bien par cela même, à se soumettre à son autorité, mais si pourtant elles rejetaient sa décision, il n'avait nul moyen pour les contraindre à s'y plier. Le cadi, au contraire, est un juge représentant l'Etat, et il peut requérir l'autorité publique pour faire exécuter ses jugements. Abdelkrim, en principe, se trouvait donc nanti de cette nouvelle prérogative. Mais quelle autorité en fait, pouvait-on requérir dans le Rif ? Le gouverneur détenait bien l'exécutif à l'échelle régionale, mais il ne s'occupait en général, que des litiges où s'opposaient non des personnes, mais des

(10) Cette allégation qui a couru un peu partout au moment de la guerre du Rif, est accréditée à nouveau par David Hart qui, toutefois, attribue à toute la fraction Aït Khattab la prétention de descendre du calife Omar. Mais, ajoute-t-il, « this claim... was... very strongly supported by Abdelkrim himself » (ch. XVI de l'ouvrage dont l'auteur a bien voulu nous communiquer le manuscrit avant sa publication et auquel nous nous référions *supra,* p. 99, n. 11). Cela permet à David S. Woolman de se rallier au même point de vue dans son récent ouvrage *Rebels in the Rif,* Oxford University Press, London, 1969, p. 75. Le maréchal Lyautey, quant à lui, donnait une variante de cette accusation : « Comme la tradition religieuse exige encore au Maroc que le sultan soit de dynastie chérifienne, voici qu'Abdelkrim s'est forgé une ascendance idrissite. », rapport au Président Herriot du 20 décembre 1924, « Archives privées du Président Painlevé », Archives de France, carton 205/3, document annexé à la lettre 2403 du 21 décembre 1924. Ce fonds des « Papiers Painlevé » sera désigné ci-après PP.

(11) Azerkane, *op. cit.*, p. 8 du manuscrit. En fait, depuis que ces lignes furent écrites, un nouveau document nous a permis non seulement de confirmer le témoignage d'Azerkane sur lequel nous nous étions appuyé, mais de reculer de onze années la date *ante quam* retenue ici. Il s'agit d'une lettre de Moulay el Hassan adressée à « Abdelkrim ben Mohammed El Ouriaghli » salué des titres de « fquih » et de « cadi ». Cette lettre est datée du 2 rajeb 1300, soit le 9 mai 1883, Affaires étrangères de France (A.E.P.), Maroc, 520, 154.

fractions ou des tribus. Quant aux conseils qui dirigeaient à chaque niveau la vie interne de la tribu, ils punissaient eux-mêmes, après condamnation, les délits et les crimes, mais rien n'était prévu pour faire exécuter par eux les sentences d'un cadi. Son nouveau titre ne conférait par conséquent à Abdelkrim aucun pouvoir réel pour étayer l'autorité morale que lui valait déjà son rôle d'arbitre et de conciliateur. Cela peut expliquer d'ailleurs, qu'au regard des Rifains, il fut toujours le « fquih » plutôt que « le cadi ».

Il est clair cependant que si lui-même ne renonça jamais à déclarer sa qualité, « cadi de la tribu Beni Ouriaghel » (12), c'est qu'il y découvrait des avantages. Le choix qu'on avait fait de lui à la cour du Sultan consacrait à l'échelle du pays, sa position locale. Consécration qui l'honorait bien sûr, mais qui, surtout, le désignait aux yeux de tous comme un intercesseur auprès du souverain. Les délégués de ce dernier, venant au Rif, ne manquaient pas de l'informer ou de le consulter. Ainsi, lors de l'expédition fameuse d'El Baghdadi contre les Beqqioua (13). De plus, avec le gouverneur, quelques caïds et les chorfa en vue, il partageait le privilège insigne de pouvoir écrire au Sultan en lui faisant rapport sur tout et sur chacun (14).

Voilà ce qui, dans la région, donnait au personnage une dimension spéciale. Les notables locaux fondaient leur influence sur la fortune et l'accomplissement de tâches politiques. Lui au contraire, sans être pauvre, ne fut jamais bien opulent. En 1917, trois ans avant sa mort, il estimait à 25 000 pésètes l'ensemble de ses biens, dont sa maison d'Ajdir et trois petites propriétés rurales (15). Bien peu de chose, même dans le Rif, si l'on doit être un homme de premier rang. Quant à la politique, un

(12) C'est le titre dont il accompagne sa signature dans les documents que nous avons pu lire de sa main.

(13) AZERKANE, *op. cit.*, p. 8 du manuscrit.

(14) C'était le cas général. Mais son fils Mohammed le confirme pour lui en particulier, dans le *Mémoire de La Réunion* : « Que de fois il envoya des conseils au Sultan et aux gouverneurs des différentes provinces. ». Mohammed dit même que son père avait été chargé par Moulay Abdelaziz de contrôler l'activité des caïds chez les Beni Ouriaghel, et qu'il était devenu « l'homme de confiance du Sultan dans le Rif ». *Mémoire de La Réunion*, ch. *Notre père Sidi Abdelkrim*. Nous avons aussi, depuis que ces lignes furent écrites, trouvé des documents qui confirment ces dires même s'ils en réduisent quelque peu les prétentions. Il y a notamment un dahir de Moulay Abdelaziz en date du 20 ḥijja 1324/4 février 1907, désignant Abdelkrim comme « amine », c'est-à-dire investi de la confiance du Sultan, pour être l'intermédiaire entre la tribu Beni Ouriaghel et le pouvoir, A.E.P. Maroc 520, 4. Il faut noter que ce dahir date des derniers mois qui précédèrent la chute d'Abdelaziz.

(15) Requête présentée par Mohammed ben Abdelkrim pour l'indemnisation de son père dont les biens ont été détruits, S.H.M., Mel., II, 2, 216.

document de juin 1907 nous fait savoir qu'à cette date, il ne figurait pas dans le conseil de sa propre fraction ([16]). Tout cela cependant n'était pas, dans son cas, l'indice de la médiocrité. Songeons que pour un juge, trop de richesse n'est pas une bonne enseigne. Par ailleurs, le cadi de la tribu entière, celui qui seul portait ce titre dans la région, aurait-il eu vraiment sa place dans le sein d'un conseil de fraction ? Modicité de la fortune et abstention dans l'exercice direct de fonctions politiques ne pouvaient que grandir au contraire le cadi Abdelkrim devant tous les Rifains et le mettre en mesure, si les événements le réclamaient, et qu'il s'y résolût, d'avoir un rôle de premier plan.

Il semble bien que de lui-même, il n'ait été ni ambitieux ni intrigant. Pendant longtemps, il ne se consacra qu'à ses affaires professionnelles et familiales. Il avait eu deux fils et plusieurs filles dont il tenait à surveiller l'éducation, ainsi que celle d'un frère tout jeune, de l'âge de son aîné et resté à sa charge. Selon la tradition de la famille, c'était à lui qu'il revenait d'être le précepteur de ses garçons après leurs études coraniques. Il s'acquitta de ce devoir conjointement à l'égard de l'aîné, Mohammed, et d'Abdeslam, le tout jeune oncle grandi dans la maison. Il leur transmit au fil des ans, ce qu'il avait lui-même appris, théologie, grammaire, histoire et droit, mais en les associant déjà de près à sa pratique de toute la vie rifaine. Il en alla ainsi jusqu'en 1902, quand, parvenus à l'âge de vingt ans, les deux garçons partirent pour l'université à Fès ([17]).

C'était, on s'en souvient, l'année où allaient commencer, pour le Maroc encore indépendant, les convulsions de l'agonie. L'insurrection de Zerhouni que le Rif justement, accueillit en Sultan, l'Acte final d'Algésiras qui amorçait, avec l'aval d'Abdelaziz, l'installation des étrangers dans le pays, la rébellion d'Abdelhafid contre son frère, trois secousses ébranlant les consciences en cinq ans, et acculant chacune, à la nécessité d'un nouveau choix.

Nous ne savons rien de certain sur le comportement du cadi Abdelkrim au cours de l'aventure qui entraîna le Rif dans le sillage de Zerhouni. Selon le témoignage tardif que portera sur lui son fils, il aurait pris alors, activement parti contre la rébellion au point d'avoir pesé d'un

(16) Procès-verbal de l'assemblée des Aït Khattab qui, le 11 juin 1907, procéda à la fondation du Souk el Arbaᶜa. Reproduit par Emilio Blanco Izaga dans l'ouvrage cité *supra,* p. 99, *Los canones Rifeños comentados,* doc. nº 7.

(17) « Lorsque nous eûmes vingt ans, il nous envoya à Fès où nous pûmes suivre, pendant deux ans, des études secondaires à l'Université Qarawiyine, auprès des différents maîtres, en particulier le regretté chérif Sidi Mohammed el Qadiri et le regretté Sidi Thami Guenoun. », *Mémoire de La Réunion,* ch. *Mon enfance et mon adolescence.*

poids déterminant sur l'issue du conflit ([18]). C'est là en vérité, lui faire la part trop belle. Que dans son cœur, il soit resté fidèle au souverain, puisqu'il était lui-même de l'appareil d'Etat, qu'il lui ait même, durant la crise, adressé des rapports en sous-main, rien de plus vraisemblable. Mais s'il s'était vraiment jeté dans la bataille, on comprend mal qu'aucun écho ne s'en soit transmis jusqu'à nous. N'a-t-on pas dit, tout au contraire, qu'au moment décisif, ce fut sans lui et malgré lui que sa tribu courut aux armes pour affronter l'armée de Zerhouni ([19]) ? Quoi qu'il en soit de cette allégation peut-être malveillante, il semble bien que son action, s'il en eut une dans ces événements troublés, fut prudente et discrète au point de ne jamais paraître, dictée comme elle l'était, par le seul intérêt. Un intérêt qui le liait d'abord à la personne d'Abdelaziz, sauf s'il fallait bien sûr, en arriver pour lui au sacrifice de soi. L'élan qui animait le menu peuple contre les Espagnols, le gagnant tour à tour à Zerhouni puis à Abdelhafid, n'était pas fait pour entraîner un dignitaire soucieux par-dessus tout, de maintenir sa position, et donc de s'orienter à temps à travers le tumulte, vers le vainqueur probable de la bataille en cours ([19*]).

Or, sur ce point, en plus des trois compétiteurs internes, Abdelaziz, Abdelhafid et Zerhouni, il fallait aussi tenir compte des étrangers, Espagnols et Français. Car si la masse irréfléchie croyait pouvoir se prémunir contre ces étrangers en choisissant un chef plutôt qu'un autre, l'élite aurait été impardonnable de s'aveugler encore sur la réalité. Le Maroc archaïque aurait à se plier, bon gré mal gré, devant la science et la puissance européennes et quel que fût par conséquent le Sultan de demain, ce serait un Sultan en tutelle. Par delà sa personne, pour l'instant inconnue, c'est donc vers le tuteur qu'il convenait dès maintenant de faire les

(18) Mohammed Ben Abdelkrim : « On le vit alors délaisser ses propres affaires, sacrifier sa fortune personnelle et consacrer tous ses efforts à réprimer la sédition. On sait quel fut le sort final du rebelle après sa déroute sur le territoire des Beni Ouriaghel. », *Mémoire de La Réunion,* ch. *Notre père Sidi Abdelkrim.*

(19) « El fakih Abdelkrim el Jatabi, que capitaneaba el llamado partido españolista y, por lo tanto, se inclinaba a la paz, ahora no se mostraba fuera de la casa y procuraba pasar desapercibido. », Eduardo Maldonado : *El Rogui,* Instituto General Franco, Tétouan, s.d., p. 427.

(19*) Sur cette conduite opportuniste du cadi Abdelkrim, un document nouveau en notre possession nous autorise à dépasser la simple conjecture. Par une lettre que le nouveau Sultan Abdelhafid lui adressait le 5 ḥijja 1326/ 29 décembre 1908, nous avons en effet appris qu'il dut en rendre compte devant ses contribules et qu'il en fut puni par une amende. A.E.P., Maroc, 520, 100.

premiers pas ([20]). La prudence l'exigeait, mais la sagesse aussi. De bons rapports s'établissant dès le départ, ne pourrait-on faire de l'épreuve que le destin réservait au pays, un moyen de salut et de rénovation ?

Pour le fquih Abdelkrim, les Espagnols avaient cessé depuis longtemps d'être le loup garou. Dans l'îlot de Nokour n'existaient pas que des casernements. Il s'y trouvait quelques boutiques fort bien achalandées d'où provenaient denrées, tissus et appareils, tout ce qui rend la vie plus commode et plus douce. Comment ne pas être tenté d'aller soi-même s'y approvisionner ? La plupart des notables ne s'en faisaient pas faute. Pour un cadi, c'était plus délicat, mais Abdelkrim finit par céder lui aussi à l'usage. On le reçut là-bas avec de grands égards, et bientôt il y fut en pays d'amitié. Il s'y lia intimement avec des commerçants : Las Heras, Antonio Ibancos, deux chrétiens, et un juif, Messaoud Benhaïm ([21]). Les militaires, de leur côté, furent pleins de prévenances et le traitèrent en « homme de grand prestige ». Ils l'invitèrent à faire un pas de plus en se rendant à Melilla où l'éclat d'une ville espagnole, si humble qu'elle pût être, ne devait pas manquer de l'éblouir, et dès 1902, on lui paya même le voyage ([22]).

Mais c'est à Francisco Marín qu'il incomba apparemment de lui ouvrir des horizons nouveaux en l'initiant à la situation mondiale et en lui révélant tous les tenants et les aboutissants du problème marocain. Marín était l'interprète militaire de la base de Nokour. Il pouvait donc avoir des entretiens directs et prolongés avec celui qui n'allait pas tarder à devenir son grand ami. Il put lui faire savoir très tôt, que le Maroc était, entre Français, Anglais et Espagnols, l'objet de tractations qui ne pouvaient laisser de doute quant à l'avenir du pays. Mais d'autre part, il put aussi lui faire valoir quel avantage il y aurait pour les Rifains à trouver face à eux, à l'issue du partage, non pas une nation puissante à l'égal de la France, mais la modeste Espagne qui serait bien forcée d'user, pour s'installer, de politique plus que de force brute. Dans cette optique, il lui fit entrevoir à quel rôle éminent allaient être appelés les

(20) « Cependant... il voyait lucidement que l'état du Maroc... était parvenu à la vieillesse et à la décrépitude et que l'intervention étrangère y était devenue fatale. Cette vision conduisit notre père... à se préoccuper de l'avenir de cette zone [le Rif] par rapport à la nation étrangère mandatée par les autres Puissances pour y promouvoir des réformes conformément aux traités que l'on connaît. », *Mémoire de La Réunion, ibid.*

(21) Andrés Sánchez Pérez nomme ainsi les deux premiers : *Abdelkrim, in* « Selección de conferencias y trabajos realizados por la Academia de Interventores durante el curso 1949-50 », Imprenta del Majzen, Tétouan, 1950. Quant à Messaoud Benhaïm, il est désigné dans les documents d'archives comme « gran amigo de Sidi Abdelkrim ». Voir notamment S.H.M., Mel., I, 7, 38.

(22) S.H.M., Mel., I, 4, 19.

hommes de sa valeur qui, sachant épargner à leurs frères les souffrances d'une guerre sans espoir, décideraient de les conduire eux-mêmes dans la voie du progrès que l'Espagne quant à elle, se bornerait à leur tracer. Et puisque telles étaient les probabilités, pourquoi ne pas poser déjà, à tout hasard, quelques premiers jalons par le moyen de ses deux fils qui, s'installant à Melilla, s'y formeraient eux-mêmes pour les tâches de demain et le tiendraient à tout moment, au fait de la situation (23) ?

Le cadi Abdelkrim n'était pas un marchand ou un contrebandier. Il avait des principes. Et l'on devine que tout en faisant naître en lui des ambitions, ces propos le plongeaient dans un trouble profond, car ce qu'ils formulaient paraissait évident mais conduisait à rompre avec des traditions sacrées. Que deviendraient la religion et les institutions ? Et en prêtant la main à l'aventure, n'allait-on pas se retrouver au ban de la communauté ?

Nous ne pouvons savoir combien de temps il fut ainsi en proie à ces hésitations. Mais on voit bien que brusquement, depuis 1906, elles se sont dissipées. C'est que cette année-là a lieu la Conférence d'Algésiras. Les nations réunies pour régler la question marocaine y ont pris des mesures que le pays presque unanime a accueillies avec colère comme une annonce de soumission prochaine aux étrangers. Mais les gens avertis n'y ont vu pour leur part, que la confirmation d'une fatalité depuis longtemps prévue par eux et à laquelle ils avaient su se préparer. L'avenir au surplus, se dessinait à leur avis, en traits moins noirs qu'on n'avait pu le redouter. Les étrangers se borneraient à envoyer des instructeurs pour un corps de police qui serait marocain et resterait placé sous l'autorité souveraine du Sultan. Ils s'engageaient par contre, à apporter des capi-

(23) Azerkane, *op. cit.*, p. 13 du manuscrit, nous fait voir très clairement dans quel sens s'exerçait l'influence de Marín sur le cadi Abdelkrim, quand il lui fait dire dans l'une de ses conversations avec lui : « Mon cher ami, si j'ai un bon conseil à vous donner, c'est de faire un choix qui ménage votre avenir et celui de vos enfants. Il y aura bientôt de grands changements. » Et l'auteur d'ajouter : « Il lui ouvrit les yeux sur les problèmes politiques. Ce qui contribua à sa décision d'envoyer ses deux fils [à Melilla] pour apprendre la langue [espagnole], et d'établir des liens avec les autorités espagnoles. » (traduit de l'arabe. Sauf indication contraire, toutes les traductions en français de textes ou documents arabes, anglais ou espagnols sont de l'auteur). A. Sánchez Pérez, *loc. cit.*, parle d'un interprète Francisco Martín et non Marín. C'est une erreur. L'examen des archives militaires permet d'établir qu'il y eut deux interprètes ayant servi dans le secteur de Melilla à la même époque ; l'un fut Francisco Marín, l'ami du cadi Abdelkrim, l'autre, Domingo Martín. D'où la confusion de Sánchez Pérez. Ce problème a été éclairci pour nous par notre ami le colonel Ramón Sánchez Díaz de la Direction du S.H.M. de Madrid.

taux pour fonder une banque au service de l'Etat marocain (24). Sa compétence incontestée et sa richesse tant enviée, voilà en somme, si l'on savait y regarder, ce que l'Europe offrait aux Marocains pour les tirer de la misère et du désordre où ils se débattaient. Le fait que ces mesures étaient le fruit d'une volonté commune et qu'elles restaient par conséquent, dans leur exécution, sous l'égide des nations, prémunissait enfin contre l'abus que telle ou telle de ces dernières pourrait être tentée d'en faire. Ainsi perçu sous l'angle favorable d'une assistance européenne dans le respect, ou même avec la garantie de l'indépendance maintenue, l'Acte final d'Algésiras ne laissait plus de doute au cadi Abdelkrim sur la justesse et le sérieux des perspectives qu'on lui faisait apercevoir. Et puisque le Sultan avait participé à l'élaboration de cet Acte final, qu'il avait donc, en le contresignant, réclamé notamment l'assistance de l'Espagne, rien n'interdirait plus à son serviteur Abdelkrim d'accepter l'offre de collaboration que lui faisaient, dans son secteur, les Espagnols précisément. Désormais, c'était même plutôt son devoir.

Et en effet, depuis ce moment-là, on le voit brusquement suivre une orientation nouvelle. L'indice révélateur en est d'abord le choix inattendu des études qu'il fit suivre à M'hammed, le second de ses fils. Tandis que Mohammed, l'aîné, était allé, quatre ans plus tôt, parachever à Fès les connaissances arabes et musulmanes qu'il lui avait lui-même communiquées, ce fut à Melilla que le cadet alla, à peine adolescent, afin d'y commencer des études espagnoles. Ce n'est pas tout, car même l'aîné qui, revenu de Fès, restait auprès de lui à ne rien faire depuis deux ans, ce fut cette année-là, après Algésiras, qu'il décida de l'envoyer aussi à Melilla pour y tenter fortune au service de l'Espagne (25). On imagine l'effet produit par ces deux décisions. Vu l'état des esprits dans le Rif, elles ne pouvaient être accueillies que comme un geste effectué en direction de l'ennemi, et d'autant plus choquant que l'auteur en était une personne de haut rang. Abdelkrim ne pouvait l'ignorer. S'il acceptait par conséquent de braver ainsi l'opinion, c'est que son parti était pris. Puisque les Espagnols n'étaient plus désormais les conquérants que l'on se figurait, mais venaient simplement, avec l'accord du souverain, pour aider les élites marocaines à faire de leur pays une nation moderne, il se devait, étant de ces élites, de bien les accueillir, mais aussi et surtout, de les

(24) Chapitres premier et troisième de l' « Acte général de la Conférence d'Algésiras ».

(25) Voir *infra,* note 31, les éléments qui nous ont permis d'établir cette date. Nous avisons le lecteur une fois pour toutes, qu'à quelques exceptions près, les faits et dates rapportés ci-dessous reposent sur l'examen critique de documents d'archives. Ce qui nous dispensera de discuter les myriades de relations différentes qui ont été données de ces faits avec des divergences constantes de datation.

aider à s'établir. Cela n'irait pas pour lui sans problèmes, car s'il espérait bien gagner quelques adeptes à sa façon de voir, il était clair par contre, que la masse ignorante ne voudrait pas se départir de sa farouche opposition. Seul le fait accompli l'amènerait, au vu des résultats, à revenir de son erreur. Aussi, malgré l'inévitable impopularité qu'il faudrait encourir, tous les moyens devraient être employés pour en arriver là.

Voilà quelle fut, dès lors, la façon de penser d'Abdelkrim comme en font foi le propre témoignage de son fils Mohammed (26) et le comportement qui restera le sien presque jusqu'à la fin. Mais depuis quand précisément conforma-t-il ses actes à cette nouvelle façon de voir ? Hormis l'envoi de ses deux fils à Melilla, nous ne le savons pas. Notre première information certaine est de novembre 1907, date à laquelle on lui délivre un billet permanent pour voyager gratuitement sur le courrier joignant par mer Nokour à Melilla. Ce billet permanent, renouvelé d'ailleurs à l'échéance (27), ne peut laisser de doute sur le fait qu'en 1907 tout au moins, les relations entre Abdelkrim et la base de Nokour venaient de prendre un tour nouveau. L'ami d'hier s'était mué en collaborateur.

En s'engageant lui-même, il entraînait, nous l'avons vu, ses deux garçons dans l'entreprise. L'un d'eux, M'hammed, douze ans à peine, était trop jeune encore pour que cela pût, de son fait, avoir des conséquences dans l'immédiat. Mais l'aîné, Mohammed, était âgé de vingt-quatre ans et, tout en demeurant, comme il se doit chez tout Rifain, aux ordres de son père, il affirmait déjà sa personnalité. Aussi, très vite, l'action qu'inaugurait le père au sein même des tribus fut-elle doublée à l'extérieur par l'action jumelée de son fils Mohammed dont le crédit et les moyens iraient en grandissant à Melilla. Dès lors, on ne peut plus parler de l'un si l'on ne parle aussi de l'autre.

*
* *

(26) On lit dans le *Mémoire de La Réunion* : « Il jugea sage et perspicace d'aider l'Espagne dans les tâches qui lui étaient dévolues en application des clauses du traité d'Algésiras... Mais cette attitude lui attira les pires ennuis, les Rifains n'ayant rien compris au traité international. », ch. *Notre père Sidi Abdelkrim*. Et encore : « Notre père ne voyait pas l'intérêt de ses compatriotes dans une résistance aux Espagnols, mais dans une soumission au Protectorat. Voyant les choses ainsi, il rendit un grand service à l'Espagne dans la mesure où son action allait à l'encontre de l'union des Rifains pour une résistance armée. », ch. *L'action de notre père dans la guerre avec l'Espagne*.

(27) S.H.M., Mel., III, 3, document du 9 novembre 1907, non numéroté.

Mohammed — Si Mohand, dans le Rif — était né en 1882 ([28]). De ses années d'enfance et de jeunesse, on sait sans plus, qu'il les passa dans la maison d'Ajdir, à l'ombre de son père, et donc mêlé de près à la vie des Rifains dont néanmoins, par ses études, il avait lieu déjà de se sentir distinct. Qu'il soit, par contre, allé dès cette époque, flâner, comme on l'a dit, tout à loisir dans la base de Nokour, épiant la façon dont on pointe un canon, surprenant çà et là des propos défaitistes sur l'incapacité des Espagnols, après Cuba, d'accomplir une mission coloniale ([29]), on ne saurait y croire. Cela sent trop la tradition inventée après coup pour dénoncer la félonie précoce d'un homme dont l'amitié n'aurait jamais été qu'un masque. A supposer que Mohammed, enfant, ait visité deux ou trois fois Nokour, il ne pouvait en ramener d'autre impression que fugitive et rien de plus que visuelle puisqu'il ignorait l'espagnol ([30]). D'autre part, on voit mal ce qui permet de suspecter la véritable estime qu'il ne pouvait manquer de partager avec son père à l'égard de l'Espagne telle que la présentaient les amis de Nokour. C'était d'ailleurs un autre point sur lequel il devait, plus ou moins clairement, se sentir différent de ses frères de tribu.

Le grand tournant pour lui fut, à n'en pas douter, le séjour de deux ans effectué comme étudiant à Fès. On ne sait pas encore avec exactitude ce qu'étaient les idées qui circulaient à Fès dans les années 1902-1904 ([31]).

(28) Azerkane, *op. cit.*, p. 85 du manuscrit, le fait naître en 1304 de l'Hégire, soit entre le 30 septembre 1886 et le 18 septembre 1887. Mais il citait cette date de mémoire, et il lui arrive plusieurs fois de se tromper en pareil cas. Léon Gabrielli, qui était chargé de recueillir des renseignements sur le Rif et ses dirigeants pour le compte des autorités françaises de Protectorat, situe sa naissance vers 1883 (*Abdelkrim et les événements du Rif*, Casablanca, 1953, p. 42). Idris El Khattabi, fils de Mohammed ben Abdelkrim, nous a dit que dans la famille, on ignorait la date exacte de sa naissance, mais qu'on la situait en 1882. Voir aussi *infra*, n. 31.

(29) Andrés Sánchez Pérez, dans la conférence précédemment citée n. 21.

(30) Azerkane nous dit — voir *supra*, n. 23 — que le cadi Abdelkrim envoya ses fils à Melilla « pour apprendre la langue », c'est-à-dire la langue espagnole. Lui-même, Mohammed nous dit que c'est à Melilla qu'il « essaya » d'apprendre l'espagnol (*Mémoire de La Réunion*, ch. *Mon entrée dans l'administration espagnole*.

(31) Dans le *Mémoire de La Réunion*, Mohammed dit que c'est à l'âge de vingt ans qu'il alla étudier à Fès où il resta deux ans (ch. *Mon enfance et mon adolescence*). En plaçant sa naissance en 1882, cela situe ses études dans les années 1902-1904. Evidemment, si l'on acceptait la date de naissance donnée par Azerkane, soit 1887, cela nous mènerait en 1907-1909. Ce qui est impossible puisque fin 1906, Mohammed arrivait déjà à Melilla. D'ailleurs, Mohammed nous dit aussi, *ibid.*, que deux ans après la fin de ses études, il retourna à Fès, chargé par son père « d'une mission politique concernant le rebelle Zerhouni ». En acceptant la date d'Azerkane, on serait obligé de placer cette mission en 1911, date à laquelle Zerhouni avait depuis longtemps disparu. Tout cela confirme d'ailleurs le choix que nous avons fait de l'année 1882 comme date de naissance.

Mais où, sinon là-bas, le jeune Rifain à l'horizon borné, aurait-il pu se faire cette opinion d'ensemble, complète et cohérente, qu'il n'allait pas tarder à formuler peu après son retour, et à laquelle, sur bien des points, jusqu'à la fin il resterait fidèle ? Il fallait être à Fès pour découvrir qu'à se braquer, comme les Rifains faisaient encore, sur les seuls Espagnols, on ignorait le vrai danger, car l'ennemi c'était la France. Alors qu'en quarante ans, l'Espagne avait acquis quelques arpents de la terre marocaine pour protéger ses bases, la France, depuis deux ans, en avait annexé des provinces. Et maintenant, elle venait jusqu'à Fès talonner le Sultan pour le presser de lui livrer le reste du pays. Il fallait être à Fès pour réfléchir avec ses condisciples et certains de ses maîtres sur les raisons de cet immense écart de civilisations qui mettait le Maroc à la merci de telle ou telle Puissance européenne. La raison entre toutes était que les lumières, se propageant dans toute l'Europe, y avaient provoqué l'essor de l'industrie et de la liberté, tandis que le Maroc, toujours plongé dans l'ignorance et dans l'obscurantisme, avait pour lots inévitables, le despotisme et la misère ([32]). D'où l'existence, face à l'Europe prise comme un tout, d'un double sentiment cruellement contradictoire d'hostilité pour le danger représenté par elle, et de fascination pour sa culture et ses institutions. Et puisqu'on ne pouvait rester dans la contradiction, mais qu'on ne pouvait pas non plus, comme Prométhée, ravir son feu à la puissante Europe, on s'en tirait en essayant, au vu des apparences, de trouver en son sein des nations tutélaires à opposer aux malfaisantes et, réservant son aversion à ces dernières, on souhaitait, on bénissait l'intervention des autres.

La théorie allait trouver sa plus parfaite illustration juste après le retour de Mohammed de Fès, quand l'Empereur Guillaume, débarquant en personne à Tanger, arracha le Maroc à l'étreinte de la France. La preuve était ainsi donnée qu'on avait tout à craindre de l'Europe, mais qu'on pouvait aussi beaucoup espérer d'elle. C'est sous cet angle que Mohammed jugea encore, l'année suivante, les résultats d'Algésiras, en ne voulant y voir que la barrière dressée contre la mainmise directe de la France. Opinion différente de celle de son père moins inquiet semble-t-il de la menace française. Mais le transfert sur les Français de l'aversion qu'en bon Rifain il aurait dû vouer aux Espagnols, disposait Mohammed à ranger ces derniers parmi les « bons Européens » puisque eux aussi, on le sentait, ils étaient opposés à la France. Non pas sans doute avec l'éclat ni avec la force des Allemands, mais cependant à leur manière à eux, et en fonction de leurs moyens. Si bien qu'à leur sujet, et quoique en cheminant par des voies différentes, le fils aboutissait en fait à la même

(32) On verra dans la suite de ce chapitre, comment cette vision générale a reçu son expression de la plume même de Mohammed.

conclusion que son père : loin d'être illégitime, la coopération avec l'Espagne serait un bon moyen de servir son pays.

Y avait-il une place, dans ce calcul, faite à l'ambition personnelle ? Et le jeune homme prévoyait-il jusqu'où son choix risquait de l'entraîner ? Nul ne saurait le dire, mais on devine qu'il cédait moins à la malice qu'à une sincère inclination car, dans les débuts tout au moins, il n'y eut rien dans sa conduite qui pût heurter son idéal.

Les Espagnols qui s'initiaient alors à la politique « d'attraction » familière aux Français, venaient d'ouvrir à Melilla une petite école pour les enfants des Marocains, des commerçants pour la plupart, établis dans la ville. Choisissant d'y nommer un maître marocain, c'est le fils du cadi Abdelkrim qu'ils désignèrent pour cet emploi. Mohammed pouvait-il hésiter, lui qui voyait dans l'instruction, la clé pour son pays, de la rénovation ? Il accepta et, de 1907 jusqu'à 1913, il éduqua de jeunes concitoyens avec le sentiment du plus beau des devoirs accomplis (33).

Mais voilà qu'aussitôt, un second sacerdoce se présentait à lui. Il s'imprimait à Melilla un quotidien nommé « Telegrama del Rif », réservé jusque-là aux Espagnols de la cité. Or, son rédacteur, Lobera, conçut l'idée, hardie pour cette époque, de se gagner aussi des lecteurs marocains par l'insertion en première page, d'une chronique journalière rédigée en arabe. Et son choix se porta à son tour sur Mohammed ben Abdelkrim, en vue de l'assurer.

(33) « J'étais à cette époque plein d'enthousiasme et d'espoir. Aussi, je n'augurai que le plus grand bien de ce projet d'écoles si généreux qui représentait à mes yeux la seule action digne des nations civilisées à l'égard des hommes et le moyen le plus honorable de se concilier la sympathie et l'estime, de façon à faire régner la concorde, à promouvoir l'amitié entre les nations et à rapprocher les peuples. », *Mémoire de La Réunion* : ch. *Mon entrée dans l'administration espagnole*. Nous n'avons pas pu établir la date exacte de l'entrée en fonctions de Mohammed à l'école de Melilla. Lui-même se contente de nous dire : « Je fus nommé instituteur peu avant 1909. », *ibid*. L'état de ses services que nous avons pu retrouver (S.H.M., Mel., II, 9, 37 à 40 du 30 octobre 1915), indique : « A exercé la charge de professeur auxiliaire à l'école d'enseignement primaire pour les enfants indigènes de cette place, depuis la création de cette école en juillet 1907. ». Mais cette indication est malheureusement erronée, la date étant trop tardive. En effet, outre que l'on conçoit mal l'ouverture d'une école en juillet, nous avons trouvé un document (S.H.M., Mel., II, 8, 64) indiquant textuellement que le 17 juillet 1907 précisément, « le professeur maure, Si Mohammed ben Abdelkrim de l'école pour indigènes, demande un congé pour se rendre dans sa tribu ». Comment aurait-il pris un congé à l'instant même où il entrait en fonctions ? Force est d'admettre qu'il avait débuté soit au début de l'année scolaire qui s'achevait alors, c'est-à-dire vers octobre 1906, soit dans les tout premiers mois de 1907, époque à laquelle nous sommes certain qu'il était déjà à Melilla. Voir ci-après, n. 35.

Pour mesurer l'effet produit sur le jeune homme par une pareille proposition, il faut savoir qu'il n'existait alors, dans le Maroc entier, qu'un seul journal en langue arabe, la « Saada », paraissant à Tanger. Or, ce journal, c'était la Légation de France qui l'éditait. Il servait donc dans le pays, la cause la plus haïe des patriotes sans que d'ailleurs, personne fût en mesure de lui répondre. Car en 1901, des lettrés avaient bien essayé de fonder un journal, un journal marocain qui aurait dit la vérité. Mais ils s'étaient heurtés à l'interdit stupide d'un pouvoir despotique. On savait donc depuis, qu'il fallait renoncer (34). Que dire alors de l'occasion offerte à Mohammed ? Ne permettrait-elle pas de lever tant soit peu le manteau de ténèbres sous lequel étouffait son pays ? Il estima que l'expérience devait être tentée (35).

(34) Voir ci-après, p. 184.

(35) Le premier de ses articles que nous ayons consigné — mais non pas qu'il ait écrit — est daté du 31 mars 1907. La question de cette participation au « Telegrama del Rif » nous a posé un problème. Cette participation se trouvait mentionnée par de nombreux auteurs, mais en allusions si vagues ou si divergentes dans la précision, qu'on était en droit de penser à une légende. Nous avons donc recherché et heureusement retrouvé, à Melilla, une collection complète du journal. Il comporte en effet, non pas « une page arabe » comme on l'a écrit, mais un article quotidien en arabe en première page, et de longueur variable, et cela entre mars 1907 et avril 1915, soit huit années. Cependant, aucun de ces articles n'est signé. Qui nous permettait de les attribuer à Mohammed ben Abdelkrim ? D'ailleurs, selon les époques, ils avaient deux sons tellement discordants, que le premier mouvement était de conclure à la succession de deux rédacteurs au moins. Dans ce cas, si l'un des deux avait été Ben Abdelkrim, lequel aurait-on dû choisir ? Ces questions ne furent élucidées que par étapes. En 1970, notre amie, l'historienne soviétique Nathalie Loutskaïa, nous communiquait le procès-verbal des entrevues qu'elle avait eues en 1958 au Caire, avec Ben Abdelkrim. Celui-ci lui avait alors confirmé sans aucune réticence, qu'il avait été rédacteur de la partie arabe du « Telegrama ». Mais un témoignage, même de ce poids, restait un témoignage verbal et tardif. C'est alors que dans le « Telegrama » lui-même, nous avons découvert le témoignage écrit et contemporain du Directeur du journal, Candido Lobera. Dans l'article nécrologique consacré le 11 août 1920 au cadi Abdelkrim, père de Mohammed, celui-ci écrivait : « Le fils aîné d'Abdelkrim [Mohammed] a rempli à Melilla des charges importantes. Il fut Premier Cadi de la Oficina de Asuntos Indigenas et rédacteur arabe du « Telegrama del Rif. ». Ce véritable certificat levait définitivement le doute. Il avait été rédacteur, et rien n'autorisait, dans l'expression de Lobera, à croire encore qu'il n'eût été que « l'un des rédacteurs ». C'est enfin la critique interne plus poussée des différents articles qui allait permettre de détruire tout à fait l'hypothèse d'une dualité de rédacteurs, en faisant apparaître le fil qui reliait les phases successives d'une même évolution. Résultat qui d'ailleurs, ne put lui-même être obtenu qu'au prix d'autres difficultés. Voir *infra*, n. 58.

Pour commencer, il ne passa que des dépêches impersonnelles pour relater les faits les plus saillants de la vie marocaine. Mais pour le Rif, où ne filtraient que des nouvelles rares et tardives, l'information en temps voulu était déjà un grand progrès rendant possible une participation active à la vie nationale. La « Saada » le sentit bien et elle en prit ombrage. Depuis Tanger, elle s'attaqua au plumitif de Mellilla qui outrageait les gens de goût en écorchant la langue arabe. Car il faut dire pour être vrai, que notre auteur cultivait peu la rhétorique. Mais la critique eut l'avantage de le piquer au vif. Il répondit qu'il pouvait bien s'il le voulait, fleurir son style tout comme un autre, mais que les bons Rifains n'étant pas des lettrés, il se mettait à leur niveau pour être sûr d'être bien compris d'eux. Là se bornait son ambition ([36]).

Croisant ainsi le fer avec la « Saada », il avait mis à son insu, plus de lui-même dans ce qu'il écrivait. Il avait formulé son dessein et en le formulant, il en avait acquis une conscience plus claire. Il put noter de plus, que ce n'était pas lui mais l'adversaire de qui l'attaque était venue. L'adversaire ? Autant dire les Français. Ils étaient donc inquiets. Quel excellent indice ! Il avait eu raison de tenter l'expérience et il la poursuivrait. Puisque déjà, inconsciemment, il gênait les Français, qu'en serait-il à l'avenir, si, à le faire, il s'appliquait ?

Mais comment oublier que ses moyens d'action, il les avait trouvés à Melilla, sous l'égide espagnole ? Aurait-il pu, dans sa tribu, ou même à Fès, avoir autour de lui ses élèves, dans sa classe, avec des livres, des bancs et un tableau ? Aurait-il pu là-bas, imprimer sa pensée pour la transmettre à ses concitoyens ? Le malheur du Maroc, c'est qu'il allait périr s'il ne s'éclairait pas à la lumière de la pensée moderne mais que, précisément, tout le poids du pouvoir despotique pesait pour l'empêcher d'émerger de la nuit. Bien pis, il ignorait, tant il souffrait de cécité profonde, que réduit à lui-même, il n'en sortirait pas. D'où cet entêtement, dans le Rif notamment, à repousser les Espagnols sans distinguer entre eux et les Français. Or, si l'Espagne trouvait bien sûr, son intérêt à venir au Maroc, ce n'était pas pour dominer, mais bien pour vendre et acheter à l'avantage des deux parties. Et avec elle, elle apportait les acquis de l'Europe dont le Maroc avait si grand besoin. N'avait-elle pas déjà permis à Mohammed, quoique Rifain, de mettre en œuvre au profit de ses frères, les deux meilleurs de ces acquis, le journal et l'école ? Voilà qui augurait de l'avenir partout où, depuis Melilla, la présence espagnole pourrait gagner dans le pays. Si son père Abdelkrim se trompait lourdement en faisant confiance aux Français, il avait bien raison par contre, d'ouvrir les bras aux Espagnols. La France, c'était la servitude, tandis qu'avec

(36) « Telegrama » du 1er novembre 1907.

l'Espagne on sauvait l'essentiel et l'on ouvrait la voie de la restauration. Pourquoi ne pas être alors conséquent en aidant lui aussi, par tous moyens appropriés, à son installation ?

*
* *

Voilà pourtant qu'une avalanche d'événements déconcertants allait pendant près de deux ans, déferler sur la vie marocaine, et forcer un moment Mohammed à repenser tout son système.

Il est vrai qu'au début, les faits étaient plutôt pour lui donner raison. Ainsi, quand en juillet 1907, la mine de fer des Guel°ia fut concédée aux Espagnols, ceux-ci mirent en chantier une voie ferrée la reliant à Melilla ([37]). Est-ce qu'on ne devait pas savoir gré à l'Espagne pour cet ouvrage qui amorçait une modernisation dont le Maroc, hélas, était à lui seul incapable, mais dont il resterait, même en payant le prix, le grand bénéficiaire ? A la même date, Casablanca fut le théâtre d'une sanglante émeute causée par la présence d'agents français venus pour contrôler les douanes. Sur le champ, les Français ripostèrent en occupant la ville ([38]). Ainsi, le but ayant été de tenir l'ennemi à l'écart, on lui avait en fait livré la place. N'avait-on pas alors la preuve, après Oujda perdue dans les mêmes conditions, qu'en l'état actuel, le Maroc ignorant, démuni, ne pouvait affronter l'appareil monstrueux d'une Puissance européenne ? Et puisque par soi-même on n'avait pas la force de se tirer de cet état, ne fallait-il, comme Mohammed et Abdelkrim, son père, faisaient avec l'Espagne, chercher l'appui d'une nation moins dangereuse que les Français, en acceptant bien sûr, de le payer son prix ?

Sans doute. Mais contre toute attente, il apparut soudain que le Maroc avait en lui plus de ressources peut-être, qu'on ne pouvait penser. Et d'abord, à l'inverse de la grande apathie qui, quatre mois plus tôt, avait suivi l'occupation d'Oujda, le nouveau coup de force des Français ne se fit pas impunément, car les tribus avoisinant Casablanca, les Chaouïa, se soulevèrent, obligeant l'occupant à une vraie campagne militaire. Vu le rapport des forces, c'était en soi déjà bien surprenant. Mais, autre aspect non moins inattendu, c'est que les Chaouïa étaient entrés en guerre contre l'ordre exprès du Sultan. Bien plus, ils retirèrent leur allégeance au souverain en place, Abdelaziz, pour désigner eux-mêmes son frère Abdelhafid comme candidat au trône ([39]). Même si le choix de l'occasion paraissait contestable, le fait que des populations aient pris ainsi leurs destinées en mains était un coup très dur. Il ébranlait l'absolutisme dont

(37) Voir *supra,* p. 132.

(38) Cf. Germain AYACHE : *Le sentiment national dans le Maroc du* XIX^e^ *siècle, in* « Revue historique », fasc. 488, oct.-déc. 1968.

(39) Voir *supra,* p. 133.

le pays mourait. S'il parvenait au trône, le successeur d'Abdelaziz serait l'élu du peuple. Beaucoup d'espoir était alors permis. Et en effet, un vent de liberté souffla sur le Maroc. Fait inouï dans l'histoire du pays, Abdelhafid ne put avoir l'investiture de Fès, la capitale, que sous des conditions énumérant les droits de la nation et les devoirs du souverain. Outre l'obligation de dénoncer l'acte final d'Algésiras, de recouvrer les territoires perdus et de chasser les troupes étrangères, le Sultan se voyait imposer tout un plan de réformes. Entre autres choses, on y parlait de la nécessité de prendre avis de la nation pour tout ce qui touchait aux affaires étrangères, de protéger l'individu dans sa personne et dans ses biens, de garantir l'indépendance de la justice contre l'arbitraire du pouvoir, de réorganiser la défense du pays, enfin, d'améliorer et de répandre l'enseignement (40).

C'était là le triomphe des idées que jusqu'alors, les patriotes n'avaient pu nourrir qu'en secret. Du grand bouillonnement de la vie politique dont il était accompagné, surtout à Fès, émergeait la figure de Mohammed el Kettani en qui l'esprit de tradition savait se convertir en une aspiration ardente au changement. On lui attribuait, avec raison sans doute, les conditions incluses dans le document d'allégeance, et l'on savait qu'il harcelait Abdelhafid, le nouveau souverain, de rappels aux devoirs que sa charte lui faisait. Enfin, nul n'ignorait qu'il inspirait de loin le « Lisan el Maghrib », nouveau journal tout récemment né à Tanger, à la faveur des circonstances, pour donner la réplique à la « Saada » des Français. Or, voici un exemple de ce qu'on pouvait lire dans ce journal :

> « Puisque l'heure est venue d'accomplir des réformes, et que les cœurs de la nouvelle génération battent de joie et d'espérance, puisque Sa Majesté, notre nouveau Sultan Abdelhafid, sait tout à fait à quoi il est tenu, nous ne cesserons pas de réclamer de lui, publiquement, par voie de presse, qu'il les réalise ces réformes. Il sait bien en effet, que si nous lui avons donné notre allégeance, si nous l'avons choisi pour chef en prêchant pour sa cause de notre propre mouvement, sans qu'il ait eu à nous contraindre, ni par ses cavaliers ni par ses fantassins, c'était uniquement dans l'espérance qu'il nous tirât du gouffre où nous avaient plongés le despotisme et l'ignorance. A lui donc de réaliser nos espoirs et de prouver à tous qu'il est capable de relever son peuple et qu'il est digne de la mission reçue de la nation.
>
> « Ce que nous attendons de lui d'abord et avant tout, c'est qu'il ouvre des écoles, répande l'instruction et institue l'enseignement

(40) Le texte de cet acte d'allégeance — « Baïᶜa » — est reproduit par Abderrahman Ben Zidane dans *Itḥāf Aᶜlām en-Nās bi Jamāl Aḫbār Ḥāḍirat Miknās* (en arabe), Rabat, 1929, vol. I, pp. 449 *sqq*.

primaire obligatoire, qu'il nomme des fonctionnaires honnêtes et compétents, qu'il prenne pour conseillers des personnes efficaces, à l'esprit libre, aux idées avancées, mais qu'il se garde de ces mouchards et ces espions qui noircissent devant lui l'image de son peuple et s'interposent entre ce peuple et lui. C'est une engeance, hélas, qui pullule dans son noble palais. S'il ne se prémunit contre eux et s'il ne leur résiste, leur malfaisant virus pourra finir par le contaminer.

« Mais la main d'un seul homme ne pourra pas suffire à relever un peuple profondément déchu, non plus qu'à rénover une machine retardataire comme celle de notre Etat. Il y faut donc une participation nombreuse de bras et de cerveaux tant pour la conception et pour la décision que pour l'exécution. Et il n'y a absolument pas d'autre solution pour notre souverain, que de doter son peuple d'une Constitution et d'une Chambre de députés, et de lui accorder la liberté d'action et de pensée. A ce prix seulement, il pourra rénover son pays à l'exemple des nations avancées dans le monde musulman ou chrétien. Au temps où ces nations civilisées pliaient aussi sous l'arbitraire et sous le despotisme, elles étaient méprisées, et l'on ne percevait en elles aucun indice de leur capacité. Mais lorsque Dieu y libéra les âmes des chaînes de l'arbitraire et de la servitude, ces nations s'arrachèrent à leur humilité pour gravir les chemins du progrès et parvenir enfin où elles sont aujourd'hui. Qu'il suffise de citer en exemple le Japon, ce soleil qui s'élève dans le ciel de l'Asie : en quarante ans, il est passé du rang des pays arriérés au rang de la Puissance qui vient de remporter une victoire étonnante sur le plus grand Etat du monde. De même, plus près de nous, le merveilleux retournement qu'ont entraîné, dans les Etats de la Sublime Porte, l'octroi à ses sujets d'une constitution par l'Emir des croyants, et la création sur son ordre, d'une Assemblée de la nation.

« Qui sait si nous ne pourrions pas les imiter en servant nous aussi notre pays et en bandant nos forces pour modifier du tout au tout notre situation ? » (41).

(41) La courte série du « Lisan el Maghrib » est malheureusement introuvable. Ce texte unique en a été republié par le journal du Parti de l'Unité et de l'Indépendance qui paraissait à Tétouan à l'époque du Protectorat. Il a été repris par Mohammed El Baquer El Kettani dans l'ouvrage biographique consacré à Mohammed El Kettani, son père : *Aš Šaïḫ Muḥammad al Kettānī aš Šahīd,* sans lieu de publication (Rabat probablement), 1962, pp. 205-206. La date de cet important article n'ayant pas été notée par ceux qui l'ont reproduit, on peut seulement dire qu'il est postérieur au 19 juillet 1908, date de la proclamation de la constitution turque ici mentionnée.

Oui, en effet, qui sait ? Les esprits éclairés se posaient tous la même question.

A Melilla, la rédaction de son journal était pour Mohammed un excellent observatoire d'où il suivait assidûment le nouveau cours des choses. Que de révélations, et quel enseignement pour tous ceux qui avaient, comme lui, désespéré trop tôt de leur pays. Il avait cru, comme beaucoup d'autres, qu'on ne pouvait, de l'intérieur, venir à bout du despotisme. Or, celui-ci s'était, en quelques mois, écroulé de lui-même. Sans doute attendait-on toujours l'avènement d'une vraie constitution. Mais l'acte d'allégeance en contenait déjà l'ébauche, et désormais, le peuple entier la réclamait. Car lui aussi, ce peuple que l'on croyait atteint de léthargie, avait ouvert les yeux, et voici au surplus, qu'il découvrait en lui pour lui montrer la voie, un homme de l'envergure de Mohammed el Kettani. Alors, pourquoi pas au Maroc comme en Turquie ? Et pourquoi pas comme au Japon ?

Nul ne peut dire à quel nouveau parti se serait rangé Mohammed si les événements avaient suivi le cours prévu par lui. Mais au moment où il rêvait ainsi de l'avenir, il ignorait qu'Abdelhafid, soucieux tout à la fois de se concilier les Puissances, et de ne rien céder de ses prérogatives, n'attendait plus que l'occasion de sa revanche sur Kettani et son parti. Aussi, un jour apprendrait-on soudain que l'homme dont le nom signifiait indépendance, grandeur et liberté, avait été sauvagement soumis au fouet et qu'il était mort supplicié. Peu de semaines après ce dénouement atroce, le « Lisan el Maghrib » à son tour, était sommé de disparaître. A quoi d'ailleurs, aurait-il servi désormais ? L'aurore ayant tout juste lui, le pays retombait dans sa nuit de toujours (42).

La déception était à la mesure des illusions perdues. Mohammed fut repris par son vieux pessimisme. Décidément, il ne fallait rien espérer des Marocains aussi longtemps qu'ils resteraient, comme ils l'étaient, les yeux bandés, les bras couverts de chaînes. Ils ne savaient que se débattre aveuglément sans rien pouvoir contre leurs ennemis, mais se blessant eux-mêmes à leurs entraves et repoussant qui aurait pu les délivrer. Cependant, pour l'Espagne, la sympathie de Mohammed tournait à l'engouement, surtout que maintenant, il lisait l'espagnol et le parlait passablement (43). Les journaux madrilènes, et plus encore les belles revues ornées

(42) L'ouvrage cité note 41, de Mohammed B. El Kettani, est une source importante pour la connaissance du mouvement politique dont Mohammed El Kettani, son père, avait été l'animateur.

(43) Il nous dit dans le *Mémoire de La Réunion* qu'il n'obtint pas beaucoup de succès dans son étude de l'espagnol, « sauf, ajoute-t-il, que je peux le parler pour mon besoin personnel ». Nous avons retrouvé une longue lettre écrite de sa main en espagnol à l'époque, et qui s'inscrit tout à fait en faux contre ce jugement défavorable (S.H.M., Mel., II, 8, 28, du 23 février 1919).

d'illustrations l'éblouissaient comme un aveugle à qui l'on rend la vue. C'est qu'il était soudain, par le texte et l'image, emporté dans un monde de dix siècles en avance sur le sien. Ce monde que, jusque-là, il avait bien tenté, mais toujours vainement, de se représenter, voilà que maintenant, il y baignait, il s'y acclimatait, il s'en sentait le citoyen. A tout le moins, il était un autre homme. Or, si l'Espagne l'avait lui-même à ce point transformé par la vertu du seul contact, qu'en serait-il de son pays, si elle pouvait y déployer tous ses moyens ? Plus que jamais, après le lamentable échec qu'on venait d'essuyer, l'Espagne serait l'inévitable intermédiaire, voire l'artisan de la restauration.

Voilà en gros, dans quelles dispositions se trouvait Mohammed quand, en juillet 1909, le raid d'un commando rifain sur des pontonniers espagnols fut le signal d'une campagne de quatre mois d'opérations sanglantes (44). Nul ne pouvait en être plus affecté que lui puisque son cœur se partageait entre les deux partis. Pourtant, ses frères rifains ne devaient pas compter sur son accord, ni moins encore sur son soutien. Car l'Espagne étant forte et venant en amie, c'était tout à la fois une ineptie et une tragique erreur de se dresser contre elle. Elle aurait le dessus, et c'était bien ainsi.

En vérité, nous le savons, tout ne fut pas si simple, car les Rifains furent d'un mordant qu'on ne soupçonnait pas, et c'est l'Espagne qui au contraire, donna des signes de faiblesse tant ici-même que dans la Péninsule. Que penser notamment de la révolte de Barcelone dès l'annonce des combats ? L'Espagne souffrait-elle donc aussi des maux dont on croyait que le Maroc était seul affligé ? Il dut en résulter pour Mohammed certains moments d'incertitude. Mais ils ne purent durer, car la révolte à Barcelone, fut promptement matée, et la situation sur le terrain fut bientôt redressée. Non, les choses au Maroc se seraient passées autrement. Dans le conflit qui, selon lui, n'aurait jamais dû naître entre Rifains et Espagnols, Mohammed, comme on voit, en venait chaque jour de plus près, à épouser la cause de ces derniers. Etait-ce à dire qu'il aurait pris les armes contre ses frères ? Il n'en était pas là. Mais ne pourrait-il pas, tout au contraire, bien les servir en les dissuadant de choisir le combat ?

*
* *

Dans ce petit champ clos que formait à l'époque Melilla, rien n'était plus aisé, pour les autorités, que d'observer l'itinéraire suivi depuis son arrivée, par le fils du cadi Abdelkrim. Malgré sa tête enturbannée, sa rude jellaba et ses pieds nus dans les babouches, accoutrement qui, d'ordinaire, dissimulait aux yeux d'Européens, l'humanité de qui s'en affu-

(44) Voir *supra,* p. 141.

blait, elles prirent très vite en considération ce jeune Rifain que désignaient d'ailleurs ses qualité et condition : fils de cadi et lui-même diplômé. Il avait l'air modeste, humble peut-être, mais le regard étonnamment perçant (45). Tout en menant avec enthousiasme son petit rôle d'éducateur, il s'était mis à l'espagnol qu'il eut tôt fait d'assimiler. On sut aussi, bien qu'il ne signât pas, que la chronique arabe dans le « Telegrama » était tenue par lui. Le directeur de ce journal, Candido Lobera, ne devait pas manquer, dans les sphères officielles où il était très répandu, de se flatter lui-même de sa nouvelle recrue. Ce Maure apparemment mal dégrossi avait du premier coup saisi ce qu'on voulait de lui. C'était un journaliste né. Au surplus, assidu, ponctuel et loyal, autant de qualités étrangères à sa race. Que dire aussi de son avidité à tout savoir de la vie espagnole, de l'Europe et du monde, ou de son aptitude à en juger avec modération et à propos ? On oubliait, quand on discutait avec lui, que l'on avait en face, un Marocain.

C'était juste à l'époque où les « Oficinas de asuntos indigenas » étaient organisées. Leur rôle était de s'informer sur la situation dans les tribus et d'y faire pénétrer l'influence espagnole. Mais elles ne disposaient alors que d'interprètes de langue arabe, alors que les agents ou les informateurs étaient berbérophones. Aussi, étant donné ce qu'on savait de lui, on s'avisa que le fils du cadi Abdelkrim était celui qui répondait aux exigences d'une telle situation. Outre sa double compétence tant en berbère qu'en espagnol, il connaissait intimement les gens et leurs institutions, et aspirait lui-même aux buts que l'on voulait atteindre. Mohammed en effet, accepta volontiers les fonctions d'interprète auxquelles on l'appelait (46). D'après les éloges de ses chefs et ses promotions à venir, il est bien clair qu'il les remplit non en intermédiaire passif, mais bien en associé, sinon en conseiller. Il n'avait quitté cependant ni son école ni son journal. Ce dernier allait même retenir au contraire, une part gran-

(45) Treize ans plus tard, alors que, dans la force de l'âge, et après une carrière marquée de constants succès, il dirigeait depuis un an déjà la guerre du Rif, il conservait encore le même costume, sa modestie d'allure et son regard perçant. C'est alors en effet, en août 1922, que furent prises les meilleures d'entre les rares photographies qu'on ait de lui à cette époque. Elles le furent par le photographe accompagnant Luis de Oteyza, du journal « Libertad » de Madrid.

(46) D'après son état des services, il aurait pris ses fonctions de secrétaire interprète en octobre 1910. Mais c'est là évidemment une seconde erreur (voir *supra,* n. 33). En effet, d'après le même état, il avait cessé lesdites fonctions en juin 1910, et à la même date, indiquée une seconde fois, il avait été nommé cadi. Cette dernière date mentionnée deux fois de la même façon ne peut donc être celle qui a fait l'objet d'une erreur de transcription. On en déduit qu'il avait pris ses fonctions de secrétaire interprète suffisamment avant juin 1910, pour avoir eu le temps de se faire apprécier par ses chefs.

dissante de son soin puisqu'il offrait un instrument de choix pour une meilleure exécution de sa mission nouvelle.

Comment douter pourtant que cette même mission vint aggraver considérablement ses problèmes de conscience ? L'Espagne jusqu'à présent, n'avait eu que son cœur quand, par l'école et le journal, c'est à ses frères qu'il consacrait sa peine. Or, voici qu'il était désormais engagé bel et bien au service de l'Espagne. Sans doute lui-même était-il convaincu qu'ainsi, il demeurait fidèle aux intérêts réels de son pays, mais la masse des Rifains ne pourrait pas avant longtemps, l'entendre ainsi. Il resterait par conséquent dans la cruelle situation d'un homme écartelé entre deux conceptions de son devoir absolument inconciliables. A moins que par un choix délibéré, il ne s'en tirât en tranchant. Et c'est ici peut-être qu'il faudrait situer l'origine d'une idée à tout le moins déconcertante. Car à ce moment-là, Mohammed, l'Abdelkrim de l'histoire, celui en qui l'Espagne verrait un jour son ennemi le plus haï, cet homme prit le parti, le croira-t-on, de se faire lui-même Espagnol. Et si l'idée n'aboutit pas, ce ne fut pas du tout son fait, mais bien celui de l'administration qui garda son dossier trop longtemps à l'étude à Madrid. Jusqu'au jour où les choses ayant sensiblement changé, il parut plus utile à ceux qui l'employaient, de le laisser dans son état de Marocain, que de lui faire changer de nationalité ([47]).

Que fût-il advenu si sa demande avait reçu satisfaction ? Là n'est pas notre affaire, car l'histoire n'a d'objet que le réalisé. Mais puisque la demande fut elle-même bel et bien formulée, elle a le droit de retenir encore notre attention. Nous l'avons imputée aux scrupules d'un sujet tâchant de rétablir l'ordre de sa conscience, étant donné qu'elle se situe dans le courant de l'an 1910 ([48]), donc au moment où ce sujet était happé dans l'engrenage du service espagnol. Mais nous aurions pu recourir à d'autres hypothèses. Par exemple Mohammed allait écrire un peu plus tard dans le « Telegrama » :

> « Le Maroc tout entier est en proie à un désordre si général que le soleil lui-même est sur le point de s'en voiler la face... Comment trouver la paix en des temps si troublés, à moins de se placer sous protection de l'étranger, ou d'en finir avec la vie ? » ([49]).

(47) Réponse du Commandant de Melilla à la demande d'information du Haut Commissaire à Tétouan en date du 14 août 1915, S.H.M., Mel., II, 3, 3 à 5.

(48) Le document cité note 47 indique que la demande avait été faite « il y a environ cinq ans ». Or, le document est d'août 1914.

(49) « Telegrama » du 14 octobre 1910.

N'en pourrait-on conclure que s'il voguait ainsi vers le havre espagnol, c'était très égoïstement pour prendre ses distances vis-à-vis d'un navire qui lui semblait en perdition ? N'était-il pas conduit aussi par des appétits de carrière ? Encore plus prosaïquement, ne se pliait-il pas à des instructions paternelles ? Car il se trouve, par une coïncidence qui ne pouvait être fortuite, que le fquih Abdelkrim avait vers le même temps, déposé sa demande pour être lui aussi, naturalisé espagnol (50). Ces hypothèses sont tout à fait plausibles. Mais même en admettant qu'elles aient pris corps à des degrés divers, elles ne sauraient mettre en question le fonds patriotique qui existait en Mohammed et lui dictait en fin de compte ses attitudes, aussi étranges qu'elles puissent de loin, et après coup, nous apparaître. Sans quoi, on ne comprendrait pas que celui-ci ait pu se ressaisir comme il le fit un jour, au lieu de demeurer jusqu'à la fin l'exécutant docile ou de l'Espagne ou de quiconque l'eût mieux rétribué.

Une telle vision des choses peut prêter à sourire. Comment oser parer de sentiments patriotiques un Marocain se vouant au service de l'Espagne alors qu'elle s'installait chez lui ? Il y a là deux termes qui aujourd'hui, c'est vrai, seraient inconciliables. Mais l'historien a le devoir de retrouver l'optique des époques révolues. Or, il y a soixante-dix ans, bien des notions étaient moins claires qu'elles ne sont à présent. Un Marocain au fait de la situation mondiale voyait toutes les issues bouchées pour son pays, à moins d'un vigoureux secours venu de l'étranger, et il pouvait fort bien se bercer d'illusions sur l'intérêt de telle ou telle nation européenne à fournir ce secours justement. Dès lors, puisque par ignorance, la masse des Marocains s'y refusait, le devoir n'était-il de le lui imposer ? Il y eut une époque en Europe, où l'on crut au despote éclairé pour assurer aux peuples le bien qu'ils n'auraient su eux-mêmes réaliser. De façon analogue, Mohammed comptait bien que la force éclairée de l'Espagne rendrait aux Marocains, fût-ce contre le gré de la plupart d'entre eux, le sens et les moyens d'une restauration qui les sauvât de la domination française, ou qui les en tirât, si ce fléau venait à les frapper. Ulysse dut bien recourir à la force pour arracher ses compagnons à l'envoûtement de Circé.

*
* *

Les Espagnols avaient, on s'en souvient, refoulé, vers la fin de 1909, Ameziane et les siens jusqu'au-delà du Kert, puis obtenu la soumission de plusieurs tribus en deçà. Cessant alors leur progression, ils consacrèrent tout leur effort à se gagner, sur l'étendue du territoire conquis,

(50) S.H.M., Mel., I, 5, 7, note prescrivant, en date du 1er octobre 1912, un supplément d'enquête au sujet de la demande de naturalisation du cadi Abdelkrim.

celles des tribus qui demeuraient hostiles, et à jeter les bases d'une administration (51). C'est dans ce cadre qu'en juin 1910, Mohammed fut promu aux fonctions de cadi à la « Oficina de asuntos indigenas » qui dirigeait de Melilla toute l'action politique (52).

A regarder de près, ce n'était pas une promotion mais une transmutation. Mohammed interprète n'était qu'un employé des services espagnols, tandis qu'avec son nouveau titre, il se muait en fonctionnaire de l'Etat marocain. Le changement était très gros de signification, car si les Espagnols avaient le droit de recruter Mohammed ou tout autre dans leurs propres services, ils ne pouvaient toucher aux cadres marocains sans usurper chez lui, les prérogatives du Sultan. Mohammed le savait. En recevant son titre de cadi du Roi d'Espagne et non plus du Sultan, il admettait ni plus ni moins, que la zone occupée avait changé de souverain. C'était si vrai que, non content de le penser, il l'écrivait publiquement à l'intention de ceux qui résistaient encore à l'occupant en se réclamant du Sultan :

> « Jusqu'à présent, rappelait-il, les Guel'ia n'avaient aucun gouvernement. Mais ils en ont un maintenant. C'est l'Espagne qui l'exerce. L'Espagne et nous, avons uni nos mains pour l'entente et la paix. » (53).

Avec ou sans naturalisation, voilà, vis-à-vis de l'Espagne, jusqu'où sa dialectique le conduisait.

Pourtant, il est frappant de constater qu'au même moment, ce qui le hante, c'est l'avenir de son pays, et que les Marocains, les « Musulmans », selon le terme dont ces derniers se désignaient alors eux-mêmes, restent l'objet de ses pensées ferventes. « Réformez-vous, modernisez votre pays sur le modèle européen », tel est, sous des formes variées, le thème constant de ses exhortations dans le « Telegrama ». Un jour, il écrivait :

> « Musulmans, ô mes frères, écoutez mon conseil, car le seul but que je poursuis de toutes mes forces et avec l'aide de Dieu à qui je m'en remets pour le succès, c'est la réforme et le progrès. Soyez persuadés que nous n'avons en vue que votre bien et la rénovation de ce pays... La plupart d'entre vous vivent dans la pauvreté... Eh bien, prenez modèle sur les Européens, et votre terre vous comblera aussi de biens et de profits... Elle abonde en ressources. Quelle bonne et belle terre si on la cultivait comme on fait en Europe... Là-bas, vous le savez, on étudie les choses pour épar-

(51) Voir *supra,* pp. 142-143 et 144-145.
(52) Voir *supra,* n. 46.
(53) « Telegrama » du 12 octobre 1910.

gner sa peine. Face aux difficultés de la culture, les gens y ont conçu et fabriqué les machines agricoles. Mais vous hélas, vous en êtes à l'araire, à la houe et autres vieilleries. » (54).

Evidemment, ce plaidoyer pour le progrès était loin de déplaire au nouvel occupant dont il flattait l'image, surtout que son modèle européen, Mohammed le cherchait très souvent en Espagne. Et en lisant le parallèle qu'il traçait d'autres fois entre les Espagnols et eux, ses lecteurs marocains pouvaient nourrir des espérances. « Car si, chez eux, les Espagnols multipliaient les voies ferrées pourvoyeuses d'abondance, pourquoi n'en feraient-ils de même dans ce Maroc où, jusqu'ici, les ponts détruits, les voies coupées, les chemins dégradés avaient fait la ruine du commerce ? Et s'ils avaient chez eux jugulé la révolte, n'allaient-ils pas rendre la paix à ce Maroc que dévorait la sédition » ? (55)

On en conclut que la besogne de séduction ainsi menée par Mohammed était d'un bon profit pour l'occupation espagnole. D'ailleurs, lui-même ne l'aurait pas nié. Bien mieux, il ne pouvait que s'en féliciter. Mais on s'expose à ne plus rien comprendre de tout ce qui suivra si l'on ne voit aussi qu'il était lui-même la victime des illusions qu'il propageait. Il n'aurait pas été un auxiliaire aussi ardent, aussi loyal des Espagnols s'il en avait été l'agent au sens vulgaire du mot. Le jour où, bien plus tard, il lui apparaîtra qu'il s'était égaré, il romprait avec eux. C'est que dans l'intervalle, l'amour de son pays n'avait cessé, à sa manière sans doute, et non sans de fréquents déchirements, de l'animer et de le gouverner.

*
* *

Pour Mohammed ben Abdelkrim, le vrai danger se situait, nous l'avons vu, du côté des Français, et c'est le sentiment de la faiblesse des Marocains affrontant seuls ce grand péril qui l'avait décidé à chercher le concours de l'Espagne au lieu de la combattre aussi, comme le faisaient inconsidérément Ameziane et les siens. Or, si à nul moment, son analyse n'avait reçu le démenti des faits, l'année 1911 vint au contraire lui apporter soudain la plus totale confirmation. Après un temps d'infiltration sournoise qui lui avait permis de prendre en mains tels organes essentiels de l'Etat marocain, la France, cette année-là, avait jugé que l'heure était venue de frapper le grand coup. Ses troupes, depuis Casablanca, foncèrent dans l'intérieur et, de mai à juillet, elles s'emparèrent de Fès, de Meknès, de Rabat. Malgré les démentis et les allégations,

(54) « Telegrama » du 4 octobre 1910.
(55) « Telegrama » du 11 octobre 1910.

c'était bel et bien la conquête (56). La rage au cœur, mais impuissant, Mohammed comme tant d'autres, contemplait de loin le désastre. Ce qu'il avait tant redouté était en train de se réaliser.

Pourtant, dans cette épreuve, il eut au moins le réconfort de s'assurer une fois de plus, de l'amitié des Espagnols. Car non contents de protester, ceux-ci agirent avec vigueur, débarquant eux-mêmes à Larache où Risouni les attendait, pour pousser ensuite à El Ksar et stopper l'avance des Français. Cependant, leurs journaux manifestaient leur vive réprobation (57). Et Lobera lui-même permit bien volontiers à Mohammed, dans le « Telegrama », de laisser libre cours à son ressentiment. Voilà comment, face à l'envahisseur, une voix marocaine, une au moins, s'éleva, trop faible assurément pour rien changer au cours des choses, mais entendue pourtant, et qui resterait pour l'histoire, un précieux document (58).

Dans le « Telegrama » du 9 juillet 1911, Mohammed publiait un appel « à tous [ses] frères les musulmans, et en particulier les Marocains ». Sous le titre « La France au Maroc », il disait :

> « Le voilà, le pays résolu à intégrer notre patrie au domaine colonial qu'il a constitué en Afrique et ailleurs, le pays qui se dresse pour réduire tout le monde musulman et le placer sous sa domination. Cela fait des années que la France travaillait à ces fins sans pouvoir aboutir en raison des obstacles que dressait devant elle la concurrence de ses rivales européennes... Mais elle vient de franchir un grand pas... qui l'a placée beaucoup plus près du but.
>
> « Pour arriver à s'emparer du royaume marocain, la France a recouru aux mêmes moyens que pour coloniser les autres pays d'islam : elle a usé de force, elle a frappé les guides des musulmans et elle a su par ses excitations ruiner leur unité, elle a semé la division entre tribus pour les dresser les unes contre les autres, elle a égaré les notables qu'elle alléchait par la promesse de hauts emplois s'ils choisissaient son amitié et se mettaient à son service,

(56) Voir le récit et l'analyse de ces événements chez Jean-Claude Allain : *Agadir 1911,* Publications de la Sorbonne, Paris, 1976, ch. 8.

(57) Cf. J.-C. Allain, *op. cit.*, ch. 10.

(58) Ce qui contribua beaucoup à affaiblir l'écho de cette voix, c'est qu'elle était portée par des articles dont l'impression fut vraiment détestable. Ils étaient confiés à un typographe espagnol qui, ignorant absolument le sens du texte arabe, déchiffrait bien des mots de travers, brouillait l'ordre des pages de la copie et mélangeait les lignes au moment du montage. Il en résulte que certains articles, en général les plus longs et les plus importants, se présentent, une fois imprimés, sous la forme d'un véritable hachis. Il faut donc des trésors de patience pour y identifier la pensée initiale et en restituer les articulations.

cependant qu'à l'inverse, elle menaçait tous les récalcitrants. Mais ici, au Maroc, elle a fait encore mieux en fondant un journal en arabe (59). Elle l'a pourvu de rédacteurs venus on ne sait d'où et dont la religion est aussi un mystère, et elle le fait parler au nom du gouvernement marocain. Elle a voulu séduire ainsi l'élite de chez nous, les oulémas, les grands et les chorfa, à grand renfort de jolies phrases et de style recherché. Mais ces messieurs les rédacteurs n'ont pas pris garde que la catégorie des Marocains à laquelle ils destinent leurs flèches empoisonnées est certes une catégorie restreinte, mais qu'elle sait se défendre, dans son esprit et dans son cœur, contre la séduction de leurs propos charmeurs. Nous Marocains, nous gardons tous, présent à nos mémoires, le souvenir des démêlés qu'eut avec ce journal un grand docteur plein de noblesse, Si Mohammed el Kettani, quand, au temps du renversement du pouvoir, il entreprit de réfuter ses facéties et ses sophismes. Ce héros merveilleux l'a payé de sa vie. La nation marocaine perdit en lui un de ses grands soutiens, et, entre ses enfants, le meilleur patriote. ».

Reprenant à partie le journal que les Français avaient, par antiphrase à son avis, nommé la « Saada » — c'est-à-dire « Le Bonheur » — Mohammed allait dire dans un nouvel article :

« Cher monsieur de la « Saada », si selon vous, les Marocains ne sont que pauvres ignorants... voici alors les docteurs de l'Orient, les journalistes d'Egypte et de Syrie ou de Constantinople la grande, qui eux aussi, sonnent l'alarme et dénoncent ce que fait la France au Maroc... Voici le « Mu'ayyid », le « ʿAlam », le « Liwa' », l' « Ittihad », quatre grands titres de la presse musulmane qui tous, à l'unisson, accusent la France de tromper le Maroc et d'ouvrir déjà ses mâchoires pour l'engloutir et pour le digérer. Devra-t-on dire que ces journaux se trompent, qu'ils ne comprennent rien aux intentions françaises ou bien qu'ils obéissent au seul fanatisme religieux ? » (60).

L'attaque de Mohammed ne passa pas inaperçue chez l'adversaire où, par sa pertinence et sa vivacité, elle eut assez d'effet pour que, depuis Tunis, le journal « Haquiqua », lui aussi serviteur des Français, crût nécessaire de lui donner une réplique aussitôt reproduite dans la « Saada » de Tanger. Signée par un certain Othman, cette réplique mêlait l'apologie de l'œuvre coloniale accomplie par la France, aux

(59) « La Saada », voir *supra,* p. 170.

(60) « Le journal de la France au Maroc », « Telegrama » du 11 juillet 1911..

insinuations sur la personne de Mohammed qui accordait sa collaboration à une feuille espagnole. Bonne occasion pour ce dernier de formuler publiquement ses vues sur la question et d'énoncer les grands principes qui inspiraient ses choix.

Partout où elle s'est installée, disait le Tunisien Othman, la France a établi la paix et fait fleurir la civilisation. Non, répond Mohammed. S'il est vrai que la France est elle-même un pays civilisé et cultivé, en quoi la Tunisie et l'Algérie, qui sont depuis longtemps sous son autorité, ont-elles participé aux bienfaits de la science et de la civilisation ? D'ailleurs, même si l'on admettait, contre la vérité, qu'elles en aient eu leur part, le problème n'est pas là. Car « à quoi bon la science, et à quoi bon la civilisation, si elles ne permettent pas aux peuples d'apprendre par degrés, à se gouverner par eux-mêmes, à perfectionner leur régime, à se déterminer en toute indépendance et à jouir de leurs richesses ? Je me demande ce que Othman fait du sentiment national et de cette liberté que les nations exigent de ceux qui les gouvernent même lorsque gouvernants et gouvernés sont unis par la race et par la religion, et donc, a fortiori, s'il en est autrement ? Il nous dira peut-être : « Laissez donc là patriotisme et liberté, et soucions-nous plutôt de nous civiliser, de boire et de manger, de goûter aux plaisirs de l'esprit sans regarder plus loin ». Mais moi, je répondrai : pourquoi alors veut-on partout l'indépendance ? Pourquoi existe-t-il des gouvernements ? Pourquoi les peuples s'unissent-ils derrière leurs Rois, derrière leurs Chefs d'Etats ? Pourquoi les nations sont-elles fières de leur force, rivalisant entre elles pour la consolider ? » ([61]).

Quant à prétendre que Mohammed était disqualifié si, pour défendre les intérêts de sa patrie, il recourait aux bons offices d'un journal étranger, l'allégation ne l'embarrassait guère :

> « Voyons, rétorquait-il, connaissez-vous, monsieur Othman, au royaume du Maroc, un journal national qui assure la défense des intérêts des Marocains, qui publie l'opinion des hommes politiques, les déclarations des ministres ? Vous a-t-on jamais dit que le gouvernement ait toléré chez nous, qu'un patriote aux idées libres en fondât un jusqu'à présent ? En 1319 (1901), un journal patriote avait été fondé par de courageux lettrés marocains. Mais aussitôt, l'absolutisme se dressa contre lui en brandissant son glaive sous prétexte que la religion — disons le fanatisme — ne le permettait pas et que c'était frivolité. Les fondateurs ne purent alors que regretter leur entreprise. Attendons, dirent-ils, que les temps soient meilleurs, quand Dieu abolira absolutisme et fanatisme.

(61) « Telegrama » du 26 juillet 1911.

« Sachez, monsieur Othman, que nous ne pourrons pas, nous Marocains, faire comme les peuples avancés, aussi longtemps que nous n'aurons pas su fonder des écoles nationales d'où sortiront les jeunes qui graviront pour nous les marches du progrès, de la gloire, de la grandeur et de la dignité. C'est alors, mais alors seulement, que nous aussi nous fonderons des journaux libres qui défendront vraiment nos intérêts sans les dénaturer ni s'attirer l'accusation ou d'espionnage ou d'allégeance à l'étranger. » (62).

Le Tunisien avait très bien senti que Mohammed, en fulminant contre la France, servait aussi, sans l'avouer, l'intérêt de l'Espagne, partenaire et rivale dans l'affaire marocaine. Comment se serait-il privé de le piquer sur ce point délicat ? Mettons, avait-il dit, que nous servions la France et que ce soit un mal. Mais vous servez l'Espagne, ce qui ne vaut pas mieux. Au contraire, à choisir, la France est libérale, détachée des questions religieuses, respectueuse de notre foi, l'islam. En direz-vous autant des Espagnols ? Souvenez-vous de leurs persécutions contre nos frères d'Andalousie.

Devant une telle incitation, il fallait bien que Mohammed se déclarât. Il le fit en effet, mais sans la moindre gêne, car tout étant chez lui mûrement réfléchi, on ne le prenait pas au dépourvu. Quand on compare, répondit-il, il faut que les objets soient comparables. Vous invoquez l'Andalousie. Oubliez-vous qu'alors, c'étaient les musulmans qui occupaient la place du conquérant ? Si donc les Espagnols durent recourir à la violence pour recouvrer ce qu'on leur avait pris par l'épée, nul n'a le droit de le leur reprocher. De plus, l'affaire est vieille de quatre siècles :

« A cette époque, régnaient les préjugés et l'ignorance. Or, maintenant, nous sommes à l'âge des lumières et de la civilisation. Jadis, les relations entre les hommes étaient réglées par le fanatisme religieux, cependant qu'aujourd'hui, la politique est une chose, la religion en est une autre. ».

Lancé sur ce sujet, Mohammed poursuivait :

« Surtout, qu'on ne m'objecte pas que la France justement, a une réputation trop bien assise à cet égard pour qu'on lui administre des leçons de laïcité. Car nous disons que nous non plus, patriotes que nous sommes, nous ne regardons pas les choses sous l'angle religieux, mais sous les angles et du patriotisme, et de l'indépendance et de la liberté. Et entre les deux pôles ainsi constitués, croie et prie qui voudra, et ne prie pas quiconque n'a pas la foi.

(62) « Telegrama » du 27 juillet 1911.

« Mais la France, quant à elle, que fait-elle ? Lorsqu'elle essaie de s'imposer sur les petits Etats sous le visage de la nation respectueuse des musulmans et de l'islam, c'est à peu près comme si elle nous disait : « Musulmans, occupez-vous de religion. Multipliez les sectes, les confréries, et les écoles théologiques, laissez-vous bien prendre au mirage de la venue prochaine du « Maître de l'Heure », du « Mehdi attendu ». Je vous y aiderai en gonflant l'importance des maîtres de confréries et en leur accordant une liberté entière dans leurs efforts d'union des cœurs. Ecartez tout problème qui ait quelque rapport avec la liberté et vous inspire l'idée d'éliminer la colonisation française. Gardez-vous d'aspirer au progrès. Ce sont des sentiments que je me suis promis de ne pas laisser naître en vous ». Eh bien précisément, voilà ce que nous, Marocains, nous craignons. Voilà ce que la France tente au Maroc pour essayer de l'annexer à l'Algérie et à la Tunisie. A nous alors, de ne pas nous laisser égarer au nom de la religion et du respect que l'on étale pour elle. Que Dieu l'anéantisse cette religion si nous ne savons pas lui assurer l'indépendance pour base, et si nous la privons du nerf de notre action et de la liberté. ».

Après une profession de foi aussi tranchée, il ne restait rien à cacher. Et en effet, voici la conclusion, aussi franche et brutale :

« Sachez, monsieur Othman..., que j'écris ces articles, comme j'ai écrit jusqu'à présent et écrirai dans l'avenir : ma conscience est tranquille, mes intentions sont pures. Avez-vous sous ma plume, une seule fois trouvé le mot « Espagne » ? Pourtant, la vérité doit être dite, et voici ma réponse. Parler, comme vous le faites, de l'histoire andalouse et de l'Espagne au temps de l'occupation musulmane il y a plus de quatre siècles, cela ne prouve rien dans la situation présente et dans les circonstances de notre époque. Voici alors ce qui ressort en conclusion. L'Espagne ne cherche pas à prendre le Maroc. Elle est donc une amie. Ses intentions sont saines. La France par contre, veut rayer le Maroc de la carte du monde. C'est donc notre ennemie. Nous la tiendrons pour telle jusqu'à la fin des temps. » (63).

Nous ne pouvions nous dispenser de citer longuement ces propos saisissants de passion, de vigueur et de lucidité. Grâce à eux, en effet, se dessine au grand jour le portrait initial, authentique, d'un homme qui, en dépit de son rôle historique à venir, est resté jusqu'ici à peu près inconnu. C'est en 1911, rappelons-le, qu'ils étaient formulés, et leur auteur était un Marocain de vingt-neuf ans qui, sorti récemment de son hameau antique, n'avait depuis, rien connu d'autre que Fès, la médiévale,

(63) « Telegrama » du 29 juillet 1911.

et Melilla, camp retranché plutôt que ville européenne. En ce temps-là, personne encore n'avait pu divulguer l'esprit réel et les méthodes du colonisateur. En France, même chez les opposants, on en était toujours aux formules avenantes habillant la conquête en « pénétration pacifique » et en « défense des intérêts français ». Mais voilà que ce jeune Marocain, ce demi-paysan, arrache au conquérant son masque, et il met à nu ses méthodes : corruption, division, diversion, espionnage, menace, usage de la violence, puis hypocrite exaltation des valeurs religieuses pour endormir la volonté de liberté. Tout le Lyautey le plus subtil, le plus secret est déjà là. Ne fallait-il pas être étonnamment doué pour arriver d'emblée à un tel résultat ?

Oui, Mohammed se révélait déjà exceptionnel. Or, l'âme de son talent, c'était ici, l'amour de son pays. Nous avons dit, c'est vrai, que ses assauts contre la France allaient en gros dans le même sens que les intérêts espagnols. Mais ils outrepassaient très largement les limites que l'Espagne leur aurait assignées dans le cas où vraiment, elle en aurait été l'instigatrice. Par ailleurs, sur ce point, il y a des accents qui ne sauraient tromper. Seul un réel patriotisme pouvait les inspirer.

Patriotisme est bien le mot, car c'est de patrie qu'il s'agit et non de religion. Non que l'islam soit répudié. Bien au contraire, il crée entre les peuples qui le professent une solidarité d'autant plus nécessaire que tous ces peuples sont ou soumis, ou menacés de l'être au même dominateur européen. Mais ils n'en ont pas moins chacun son existence à part. Et si dans ce Maroc, les hommes sont bien sûr musulmans, de par l'histoire ils sont surtout des Marocains. Ils le sentaient ainsi même quand naguère, face à l'Europe chrétienne, ils persistaient à se donner sans plus, le nom de « musulmans ». Le terme traditionnel leur suffisait alors, car ils n'avaient en vue que leur problème et ils n'en parlaient qu'entre soi. Mais maintenant que l'horizon s'est élargi, qu'on connaît le problème d'autres peuples musulmans et qu'on doit en parler avec eux, s'en tenir à ce terme nuirait à la clarté des choses. Et Mohammed qui, peu auparavant, l'utilisait encore, distingue dorénavant, s'il doit les désigner, les « Marocains » des autres « Musulmans ». Les mots « nation », « patrie », « patriotisme », alternant sous sa plume, achèvent de dissiper toute équivoque quant à l'objet réel de sa pensée et de ses sentiments.

Surtout que la patrie est loin d'être chez lui une notion confuse où se concentreraient on ne sait quels regrets du passé. La patrie est pour lui, au contraire, une notion rationnelle et orientée vers l'avenir. De façon très concrète, c'est le terroir dont tous les Marocains, communs propriétaires, auraient la jouissance entière et exclusive afin d'en retirer, pour eux et non pour d'autres, tout le parti permis par la technique et par la science d'aujourd'hui. Voilà donc l'essentiel. Quant à la religion, la belle affaire qu'on vous la laisse si l'on vous prend le reste !

Aussi, faut-il bien séparer les deux questions. A chacun de régler par lui-même ses rapports avec Dieu. Mais à tous de s'unir et de sauver d'abord l'indépendance pour, ensuite, s'engager dans la voie du progrès. Par malheur, l'entreprise, au point où l'on en est, est à peu près désespérée. Car le peuple à lui seul, ne peut rompre le siège que les Français ont établi. Il est encore trop ignorant. Or, loin de le guider comme il faudrait, vers les issues, un pouvoir despotique s'emploie lui-même à les lui aveugler. A moins d'un élément nouveau, comment briser le cercle ? Comment instruire le peuple et lui donner la liberté ?

Cet élément nouveau, c'est le « Deus ex machina » qui fait ici son irruption sous les espèces d'une Espagne tutélaire. De l'Espagne, Mohammed n'a jamais aperçu qu'un visage amical : dès son enfance, chez les civils et chez les militaires qui accueillaient son père ; à Melilla surtout, où tous moyens lui ont été donnés de devenir ce qu'il est aujourd'hui, où on l'estime à sa valeur et où il a noué, dans le meilleur milieu, de franches amitiés. D'ailleurs, comment l'Espagne nourrirait-elle des desseins agressifs à l'intention de son pays ? Ils seraient illusoires puisque la France est sur les rangs. Par contre, elle peut très légitimement prétendre à la reconnaissance des Marocains si, les aidant à s'adapter aux exigences de notre époque, autrement dit à se civiliser, elle les met en mesure d'échapper à l'étreinte de la France, ou bien, s'il est déjà trop tard, de s'en défaire un jour. D'ici là, chaque arpent de terrain où elle s'installera sera au moins soustrait au pouvoir des Français. Aussi, louange à Risouni qui a permis aux Espagnols de débarquer et d'occuper sans coup férir, Larache, El Ksar et Arzila. Mais comment au contraire, ne pas stigmatiser la courte vue d'un Ameziane qui, au moment où l'ennemi réel se répand librement dans le sud, se tourne au nord en s'acharnant sur son seul allié naturel ?

Pareille logique, répétons-le, pourra sembler bizarre trois quarts de siècle après l'événement. Souvenons-nous pourtant, plus près de nous, des désaccords entre Français face aux Alliés durant la dernière guerre, quand tout était incomparablement plus clair. On comprendra alors comment deux Marocains, Mohammed Ameziane et Mohammed ben Abdelkrim, que distinguaient l'âge et la formation, mais qui brûlaient tous deux d'une passion égale, aient pu jadis, dans le malheur de leur patrie, se retrouver, sans double jeu ni félonie, l'un contre l'autre tragiquement dressés. Devant l'histoire, c'est Ameziane qui eut raison. Devrons-nous pour autant, fabriquer à Mohammed ben Abdelkrim une âme de traître à son pays ? Ou dirons-nous, tout au contraire, comme autrefois ses détracteurs européens, ou aujourd'hui, ses laudateurs pieux et naïfs, qu'il ne servait l'Espagne que pour apprendre à la combattre ? Nous ne ferons ni l'un ni l'autre. Plus que tout, Mohammed avait l'amour de son pays. Et s'il servait l'Espagne, c'est qu'il voyait en elle une amie,

une alliée apte à aider les Marocains à se sauver. Il le croyait vraiment. Il avait même besoin d'y croire. Sans cette foi, il eût désespéré. Mais il l'avait, et il n'était pas homme à rester en chemin. Aussi longtemps qu'il maintiendrait son analyse des faits, il poursuivrait sans sourciller jusqu'aux ultimes conséquences qui n'allaient pas tarder d'ailleurs, à s'imposer.

* *

Quelques semaines après la polémique opposant Mohammed à son confrère Othman, la guerre reprit entre Rifains et Espagnols. Sorti de l'ombre où il évoluait depuis un an et demi, Ameziane attaquait sur le Kert, début septembre 1911, obligeant l'adversaire à mettre en jeu tous ses moyens. En effet, de Madrid, le ministre de la guerre était alors lui-même venu pour soutenir le plan d'une contre-offensive qui combinait à une attaque de front, un gros débarquement sur les arrières rifains. Le lieu choisi pour débarquer était évidemment, la Baie d'Alhucemas où la mission qui incombait en l'occurrence aux « Amis de l'Espagne », était de prévenir à terre, ou de paralyser toute tentative de résister. En tant que chef de file, le cadi Abdelkrim répondit de son mieux à l'attente que l'on plaçait en lui. Il avait obtenu, en garantie de la passivité des fractions riveraines, que trente otages, des enfants de notables, seraient livrés aux Espagnols avant l'opération. Mais le secret fut éventé, et les partisans d'Ameziane s'organisèrent pour la défense jusqu'au moment, on s'en souvient, où le débarquement fut annulé (64). Dénouement imprévu qui laissait le cadi Abdelkrim exposé sans recours à la vindicte populaire. Le 6 novembre, la foule se présenta devant chez lui. Elle n'attenta ni à sa vie, ni à la vie des siens, mais elle incendia la demeure et ravagea les autres biens. Le malchanceux cadi n'eut alors d'autre choix que de chercher refuge, avec toute sa famille, auprès de ses amis de la base de Nokour (65). Là-bas, on décida qu'il irait s'établir à Tétouan, encore

(64) Voir *supra,* pp. 146-147.

(65) Au cours de sa déposition en 1923, devant la Commission parlementaire qui enquêtait sur les responsabilités du désastre d'Anoual, le colonel Riquelme faisait ainsi la relation de ces événements : « Une fois, ce devait être l'année 1912 ou bien 1913, ... un débarquement projeté fut annulé quarante-huit heures avant l'exécution. Etant donné que nos agents à terre se trouvaient impliqués dans l'affaire, en particulier ceux d'Ajdir, et le père d'Abdelkrim plus que tous, vu qu'il était spécialement impliqué par la livraison à l'île des ôtages, étant donné aussi, qu'une fois l'opération décommandée, le secret disparut et que tout le monde apprit ce qui s'était tramé, Abdelkrim dut venir se réfugier dans l'île avec toute sa famille, alors qu'on lui avait tué quelques parents et rasé sa maison, avec un préjudice énorme subi pour notre cause. », *De Anual a la República : Documentos relacionados con la información instruida por la llamada « Comisión de responsabilidades »*

inoccupée par l'armée espagnole, pour y reprendre la besogne qu'il ne pouvait plus mener dans le Rif.

Ce fut pour lui une dure et humiliante épreuve. Sans plus de revenus que la pension de soixante-quinze pésètes reçue des Espagnols, il fut bientôt assez gêné pour devoir s'abaisser au rang de quémandeur. En août 1912, il adressa à Gómez Jordana, le Commandant de Melilla, une requête pitoyable. « C'est sans doute un bonheur, écrit-il, de sacrifier comme je l'ai fait, toute ma fortune au service de ce grand pays qu'est l'Espagne. Il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui, je connais le plus grand dénuement. D'autant plus qu'à Tétouan, tout est cher et les besoins sont grands. Or, je m'y trouve avec une famille entière sur les bras, alors que ma pension ne suffirait pas pour moi seul. Telle sera donc ma récompense pour l'amitié sincère qui m'a depuis longtemps déjà, gagné à votre cause ? J'en vois pourtant, des ennemis, et qui n'ont pas souffert, mais qui bénéficient toujours de vos largesses. Pour ces gens-là, vos ennemis tout autant que les miens, je ne suis qu'un objet de risée. Aussi, je vous en prie, pensez un peu à moi » (66).

L'appel fut entendu, et Gómez Jordana écrivit aussitôt à Madrid :

> « Ce chef jouit d'un grand prestige et d'une grande influence. Même les Français ont essayé de le gagner à eux en lui offrant 225 pésètes de pension mensuelle. De plus, dans toutes les occasions, il a été inébranlablement fidèle à notre cause, au préjudice de sa fortune et de ses intérêts en général. » (67).

En foi de quoi, il put lui obtenir 250 pésètes au lieu de 75 (68), et quelques mois plus tard, il lui fit décerner la médaille du Mérite militaire assortie d'une prime, elle aussi mensuelle, de 75 pésètes (69). Autrement dit, on ne lésinait pas du côté espagnol, pour récompenser ses mérites.

acerca del desastre de Anual, Madrid, Javier Morata, 1936, p. 117. On aura compris que par « le père d'Abdelkrim », Riquelme désigne en réalité le père de celui qui n'est encore pour nous que Mohammed, autrement dit le cadi Abdelkrim. Déposant à son tour devant la même commission, le général Damasso Berenguer, ancien Haut Commissaire et Commandant en chef, fit la même relation, en la datant seulement de façon plus exacte, c'est-à-dire en 1911, et en précisant que le nombre des otages, des enfants, était d'une trentaine. *Ibid.,* p. 328. Enfin, la date du 6 novembre 1911, pour l'incendie des biens du cadi Abdelkrim, est donnée par Carlos Hernández Herrera et Tomás García Figueras dans *Acción de España en Marruecos,* Madrid, 1929, t. I, p. 141.

(66) Lettre autographe en arabe adressée de Tétouan le 16 août 1912, S.H.M., Mel., III, 3, pièce non numérotée.

(67) Lettre du commandant de Melilla au Ministre d'Etat en date du 28 août 1912, S.H.M., Mel., I, 2, pièce non numérotée.

(68) *Ibid.*

(69) Ordre royal du 21 mai 1913, S.H.M., Mel., I, 6, 13.

Notons pourtant que, tout en déclarant son dévouement inébranlable, on surveillait du coin de l'œil les contacts que prenaient avec lui à Tétouan, soit les Français (70), soit même, comme le bruit en courut, les Allemands (71). Le fait qu'il eût permis à M'hammed, son cadet, de fréquenter l'école de l'Alliance Israélite pour apprendre le français fut assez mal reçu (72). On remarquait de plus, qu'aimant à revenir séjourner à Nokour, il s'y attardait sans raison en se livrant à de suspects manèges. Les confidences qu'on lui faisait ne tardaient pas à transpirer. Il semblait même que les notables hésitaient à venir des tribus comme s'ils craignaient d'être aperçus de lui (73).

Il est certain qu'à l'origine de ces soupçons se trouvait bien quelque réalité. Comment penser que sa mésaventure n'avait pas tant soit peu ébranlé la confiance, aveugle jusque-là, du cadi Abdelkrim envers les Espagnols ? Sûr de l'immunité que ces derniers, en débarquant, allaient lui assurer, il s'était découvert follement à la face des Rifains. Or, au moment crucial, l'armada entrevue s'était évanouie. Dans l'affaire, quant à lui, il avait tout perdu, biens et crédit, pour tomber au contraire, à la merci de ceux que sa confiance abandonnait. Obligé désormais de marcher avec eux, quand naguère, c'est lui-même qui seul, en décidait, il méditait, dans la rigueur de son exil, sur les moyens de rétablir ensemble, sa liberté et sa situation d'antan. Sans doute, quand il y parviendrait, poursuivrait-il sa collaboration avec l'Espagne, car il n'était pas d'autre voie. Surtout que, peu après son infortune, étaient intervenus et le Protectorat, et le partage entre Français et Espagnols. Mais cette fois, il agirait avec prudence, en veillant bien surtout à s'abriter de la bourrasque populaire. Il jouerait donc son jeu à lui, ou pour tout dire, il mènerait

(70) Voir ci-dessus, la lettre de Gómez Jordana mentionnant la tentative, vraie ou fausse, des Français pour attirer le cadi Abdelkrim à leur cause.

(71) Lettre du commandant de Melilla au général Alfau, commandant d'armes à Tétouan, le 22 mars 1913, demandant de contrôler des informations reçues sur de possibles contacts à Tétouan entre le cadi Abdelkrim et des représentants de la firme Mannesmann, S.H.M., Mel., I, 6, 7.

(72) *Mémoire de La Réunion,* ch. : *Le séjour de mon frère à Tétouan.* Le père dut retirer M'hammed de l'école. Deux ans plus tard, ce fait semble même avoir été à l'origine d'accusations qui faisaient de Mohammed lui-même un « protégé français ». Lettre du Haut Commissaire au commandant de Melilla, le 27 février 1915, et réponse de ce dernier, le 6 avril 1915, S.H.M., Mel., II, 8, pièces non numérotées. On lit dans la réponse du commandant de Melilla : « La seule fois qu'il avait été en contact avec les Français [il s'agit de Mohammed ben Abdelkrim], ce fut quand son jeune frère... assistait au cours de français de l'école de l'Alliance israélite à Tétouan pendant les grandes vacances. ».

(73) Lettre du commandant d'Alhucemas (Nokour) au commandant de Melilla, le 10 janvier 1913, S.H.M., Mel., I, 6, pièce non numérotée.

un double jeu. Un jeu qu'il lui faudrait d'ailleurs mener sans plus attendre, le plus urgent étant que les Rifains acceptent son retour.

Ainsi s'éclaire une démarche désormais tortueuse qui n'allait plus cesser de rassurer tantôt, et tantôt d'inquiéter ses amis espagnols. Dans la période qui nous occupe, il les tient au courant de tout ce qui se passe dans la ville de Tétouan qu'ils se préparent à occuper. Ensuite, après l'occupation, il leur prodigue ses judicieux conseils (74). Il saisit par ailleurs, chaque opportunité pour leur prouver que, même absent, il participe autant à leur entreprise dans le Rif où leurs revers à l'occasion l'affligent, mais où surtout, il applaudit à leurs succès. Pour n'en citer qu'un seul exemple, voici ce qu'il écrit au général Aldave quand, dans le Rif entier, on pleurait la mort d'Ameziane :

> « J'apprends avec une joie immense votre victoire sur les Rifains. Mais ce qui comble la mesure, c'est que parmi les morts, vous ayez relevé Ameziane, le chef de leur armée. Bravo. Mes félicitations pour ce coup magnifique, et tous mes vœux pour de nouveaux succès. » (75).

Document qui accablerait sa mémoire, si notre rôle était de le juger. Or, le même homme, au même moment, renouait en secret des contacts dans le Rif où ses renseignements venaient aider les combattants. Evidemment, il essayait de se blanchir en vue de faire accepter son retour.

Pourtant, s'il parvenait sans peine à endormir les soupçons espagnols, il allait lui falloir plus de patience et de prudence pour désarmer l'hostilité demeurée vive à son égard chez les Rifains. En mars 1913, soit plus d'un an après sa fuite, il estimait toujours risqué, pour lui, de reparaître. Il est vrai qu'à l'époque, les Espagnols eux-mêmes préféraient le garder à Tétouan où, momentanément, il leur rendait plus de services (76). Mais leur avis n'allait pas tarder à changer quand fut repris, en mai 1913, leur projet de débarquement dans la Baie. Ils n'y pouvaient songer bien sûr, qu'en vertu du regain connu dans la région par leur parti, une bonne année après la disparition d'Ameziane. Pour eux, ces conditions rendaient le retour du cadi Abdelkrim aussi possible que souhaitable. C'est d'eux par conséquent, que vint l'initiative. Ils obtinrent que l'on fît rebâtir sa maison, puis le poussèrent, malgré ses réticences, à revenir à terre. En accostant, il redoutait encore que le parti adverse ne l'eût attiré dans un

(74) Lettre précédemment citée du commandant d'Alhucemas (Nokour) au commandant de Melilla, le 10 janvier 1913 (n. 73) et lettre dans l'autre sens du 26 mars 1913, S.H.M., Mel., I, 6, 47.

(75) Lettre autographe en arabe, S.H.M., Mel., I, 3, 16.

(76) Lettre précédemment citée du commandant de Melilla au commandant d'Alhucemas (Nokour), le 26 mars 1913 (n. 74).

piège (77). Mais non, rien ne s'étant passé, il eut tôt fait de retrouver son assurance. Pourtant, comme d'autre part, les Espagnols récidivèrent en renonçant une fois de plus, in extremis, au débarquement préparé (78), il jura bien de s'en tenir plus que jamais à sa nouvelle façon de faire : servir assurément l'entreprise espagnole, mais en gardant un pied ici et un pied là, pour ne plus basculer. Quoi d'étonnant alors si, peu après, un libelle de sa plume se mit à circuler dans les tribus pour animer la résistance aux Espagnols. Mais avant que quiconque informât ces derniers, il prit sur lui de les instruire lui-même. C'était, expliqua-t-il, pur stratagème lui permettant de les servir tout à son aise en captant la confiance des Rifains. Version des plus plausibles (79). Mais comme en inversant les termes, le même langage valait aussi pour les Rifains, qui aurait pu jurer, d'un côté ou de l'autre, qu'Abdelkrim, le cadi, fût tout à fait un ennemi ou un ami ?

*
* *

L'infortune de son père et les revers de sa famille avaient encore accru l'estime et la confiance que Mohammed ne cessait pas, lui-même, de se gagner à Melilla. Les deux années qui allaient suivre furent ponctuées pour lui, de succès personnels, de distinctions honorifiques et de promo-

(77) Télégramme du commandant d'Alhucemas (Nokour) au commandant de Melilla, télégramme non daté mais confirmé par une lettre reçue à Melilla le 24 mai 1913, S.H.M., Mel., I, 6, 6 et 49.

(78) Nous manquons de précisions sur ce second projet de débarquement. On ne trouve ici ou là que des allusions qui y sont faites incidemment, bien longtemps après, et qui sont assez vagues. Il en est une par contre, qui est précise et sûre puisqu'elle émane du commandant même de la base de Nokour, le colonel Roberto Gavila. Dans une déposition faite devant le juge militaire d'instruction, on relève de lui le membre de phrase suivant : « Il y a deux ans et demi, quand on projeta le débarquement... » (déposition devant le juge instructeur colonel López Sanz en date du 5 novembre 1915, S.H.M., Mel., II, 12, 32 à 38). Ladite déposition datant de novembre 1915, le « projet », la décision d'opérer le débarquement se situe donc en mai 1913. Gavila était alors en poste à Nokour et il l'était encore au moment de sa déposition. On ne peut donc douter de son information. Quant à la date prévue pour le débarquement lui-même, c'était probablement entre juin et août, période éminemment favorable. [Nous savons maintenant que le débarquement était prévu très exactement pour les 14 et 15 juin 1913, et qu'il fut annulé le 9 juin. Cette confirmation et ce supplément de précision ont été apportés récemment par l'œuvre posthume du général Gómez-Jordana, fils du Haut Commissaire du même nom et qui, à l'époque, avait participé directement à l'élaboration du plan de ladite opération, Teniente General Francisco Gómez-Jordana Souza : *La tramoya de nuestra actuación en Marruecos,* Editoria Nacional, Madrid, 1976, pp. 28 et 99-100.]

(79) Télégramme du commandant d'Alhucemas (Nokour) au commandant de Melilla du 28 août 1913, S.H.M., Mel., I, 6, 14.

tions enviables. « Pour son intelligence et pour son zèle » dans ses fonctions de pédagogue, le voici tout d'abord chevalier dans un ordre dont la patronne — quelle ironie — est Isabelle la Catholique (80). Trois mois se passent, et le voilà déjà, en mars 1912, décoré cette fois, du Mérite militaire pour son rôle décisif dans la libération des Espagnols prisonniers d'Ameziane (81). Un an plus tard, en mai 1913, il obtiendra, toujours dans l'ordre du Mérite militaire, un nouveau grade ouvrant droit à pension (82). C'était tout à la fois une récompense pour les services rendus grâce à ses bons rapports avec les tribus insoumises, et une réparation pour les dommages subis en même temps que son père. Enfin, la même année, c'est la Médaille d'Afrique qui, en octobre, vient sanctionner toute son action depuis qu'il s'est rangé à la cause espagnole (83). Auparavant, faute de temps, il avait renoncé à son enseignement, mais par contre, il avait, en août 1913, pris ses fonctions au poste, créé pour lui, de Premier Juge, connaissant en appel, des arrêts prononcés dans la zone occupée (84). Si l'on ajoute qu'une société foncière de Bilbao l'avait choisi comme homme d'affaires pour l'acquisition de terrains dans le Rif (85), on voit que Mohammed avait acquis une position considérable,

(80) Etat des services de Si Mohammed ben Abdelkrim el Khattabi établi le 30 octobre 1915 pour le colonel López Sanz, juge militaire instructeur, S.H.M., Mel., II, 9, 27 à 40.

(81) *Ibid.*

(82) *Ibid.* et Ordre royal du 21 mai 1913, S.H.M., Mel., 6, 5.

(83) Etat des services précédemment cité.

(84) L'état des services déjà cité, indique la date du 11 février 1914 pour la promulgation du « dahir » l'élevant aux fonctions de « Cadi des Ferkhana, avec compétence pour examiner les sentences des autres cadis des régions [occupées] en cas d'appel par l'une des parties en cause ». En réalité, si le dahir porte bien la date mentionnée, ce que nous ignorons, il a donc été promulgué plusieurs mois après la prise de fonctions du nouveau juge. Il existe en effet une lettre autographe en arabe du cadi Abdelkrim, le père, au général Gómez Jordana, en date du 23 août 1913, pour le remercier, car dit-il, « Je viens d'apprendre la promotion de mon fils et sa nomination par vous aux fonctions de cadi de Melilla », S.H.M., Mel., I, 3, 37.

(85) Télégramme du commandant d'Alhucemas (Nokour) au commandant de Melilla, S.H.M., Mel., II, 2, 138. Ce télégramme n'est pas daté mais il répond à la question posée par Melilla de savoir si Mohammed s'était entremis dans des acquisitions de terrains pour les Allemands ou les Français. Cela nous situe donc en septembre 1915, quand, nous le verrons, Mohammed sera soumis à une enquête judiciaire. Comme à cette date on découvrit chez lui près de 300 lettres relatives à des achats de terrains, il est évident que cette correspondance s'est étalée au moins sur deux ou trois années, donc à partir de 1912 ou 1913 au plus tard. Notons que ledit télégramme nie formellement l'intervention de Mohammed dans des achats pour des Allemands ou des Français. Ce qui détruit une allégation extrêmement répandue par les Services français quant à sa dévotion aux Allemands Mannesmann.

et que tout l'incitait, au préjudice de l'idéal de sa jeunesse, à cumuler sans plus, les avantages que ses rapports avec l'Espagne ne cesseraient de ménager. Surtout que le Protectorat étant tombé depuis, comme une chape sur son pays, il fallait bien se résigner et s'adapter en conséquence, à une situation pour très longtemps apparemment irréversible. Et rien ne dit que Mohammed ne céda pas à de certains moments, au désespoir comme à la tentation. Ne pouvant plus servir l'Espagne avec la perspective de sauver son pays, il le ferait du moins à son propre profit, et à celui des Marocains peuplant la zone où elle s'installerait.

Mais quelques justifications qu'il ait pu se trouver à lui-même, sa réussite ne pouvait pas manquer de prendre un goût amer dans la mesure où elle se dessinait de plus en plus, suivant la courbe même du refus général qui s'opposait à ses amis. Eût-on cent fois raison, il est dur d'être seul contre tous et de subir le poids du mépris général. Qui pouvait autrefois, se vanter d'être aussi vénéré que son père ? Or, voici qu'on l'avait ignominieusement chassé en détruisant ses biens. Sans l'atteindre lui-même, le choc fut rude pour Mohammed et lui donna une plus juste idée d'un obstacle qu'il s'était figuré assez simple à réduire. Quant à sa foi en la suprématie de la force espagnole, elle fut aussi déçue par le débarquement manqué. Mais le plus grave, c'est que le doute naquit en lui quant à la vertu même et quant au sens de l'action espagnole. Après plusieurs années d'occupation, nul signe ne se voyait encore dans les tribus soumises, des changements qu'il espérait. Ni une école ouverte, ni un chantier, hormis quelques travaux de nature militaire. Et loin d'organiser la vie publique dans un esprit moderne, on la laissait à l'arbitraire de petits officiers dont les excès étaient connus de tous (86). De Tétouan qui, pourtant, s'était livrée à l'occupant sans l'ombre d'un combat, son père aussi lui transmettait les doléances de la population désabusée (87). Sans doute convenait-il d'attendre encore pour formuler un jugement. Mais force était de constater que le début n'était pas bon.

(86) Dans le *Mémoire de La Réunion,* il dira, après avoir rappelé combien « d'espoir et d'enthousiasme » avaient suscité chez lui, de la part des Espagnols, le projet de créer des écoles : « Mais mon espoir s'affaiblit peu à peu, car le Gouvernement, au lieu de montrer tout l'attachement nécessaire à cet important projet, y préféra les autres moyens : ceux de la violence. » (*Mon entrée dans l'administration espagnole*). Un an après la date où nous sommes, il se laissera, dans un mouvement d'humeur, aller à dire à un officier espagnol, qu'il ne souhaitait plus l'occupation de sa tribu, « car il voyait bien comment les Espagnols se conduisaient dans les tribus déjà occupées » (déclaration au capitaine Sist, le 15 août 1915, S.H.M., Mel., II, 9, pièce non cotée).

(87) *Mémoire de La Réunion,* ch. : *Séjour de notre père à Tétouan.*

Ainsi, quand Mohammed, durant l'été 1913, vint saluer son père enfin rentré d'exil, il était mûr pour se ranger au point de vue de ce dernier qui entendait à l'avenir, ne plus servir les Espagnols qu'à sa manière, et en menant son propre jeu. Si bien que peu après, alors que de nouveau, un débarquement était mis en projet, on l'entendit soudain recommander à ses contribules étonnés, de résister et de ne jamais livrer leur pays (88). Comment put-il accréditer cette nouvelle prédication quand lui-même s'apprêtait à retourner à Melilla ? C'est resté son secret. Mais on peut être sûr que, comme son père, il y parvint au moins assez pour rétablir avec les résistants des rapports supportables.

Le résultat était de prix si l'on sait qu'en dépit de leur retour en force, les « Amis de l'Espagne » n'étaient pas, tant s'en faut, les maîtres du terrain. Contre eux, les « fanatiques » — ainsi les nommait-on dans le camp espagnol — demeuraient agissants et tout à fait capables de soulever à l'improviste, la masse toujours flottante. Ainsi, deux mois plus tard, lors d'un nouveau séjour de Mohammed dans la tribu, ils réussirent à faire voter de graves résolutions : quiconque serait surpris à se rendre à Nokour, serait puni de mort ; quiconque tuerait pour se venger, ruinant ainsi l'union dont avait besoin la tribu, serait lui-même exécuté ; quant au canon pris récemment aux Espagnols sur un navire en perdition, on le tiendrait toujours servi, prêt à tirer (89).

Contre l'Espagne qui, tôt ou tard, s'installerait dans le pays, il était clair pour Mohammed, que ce canon braqué était une menace dérisoire. Mais contre ceux qui, demeurant ou séjournant souvent dans la tribu devaient, comme sa famille et lui, être en contact avec les Espagnols et fomenter la division pour hâter le cours du destin, les deux premières mesures prendraient un caractère sérieux si ce destin tardait à s'accomplir. Les Espagnols pouvaient tout à leur aise, différer leur action et renoncer, ainsi qu'ils l'avaient fait, l'un après l'autre, à deux débarquements. Pour eux, cela n'entraînait pas de conséquence. Mais leurs « amis », à terre, étaient placés dans une situation de plus en plus précaire qui comportait avec le temps, des risques grandissants. Contre

(88) Déposition du commandant d'Alhucemas (Nokour), colonel Gavila, devant le juge d'instruction colonel López Sanz en novembre 1915 : « Il y a deux ans et demi [mai-juin 1913], quand fut projeté le débarquement, le cadi [Mohammed] vint dans le territoire d'Alhucemas, mais le déclarant fut dans l'obligation de demander au général de le rappeler à Melilla, car il avait appris par des informations — et d'ailleurs, tout le monde en parlait — que le cadi exhortait les Rifains à installer des gardes pour s'opposer à l'avance espagnole. Depuis cette date, le déclarant ne croit plus au loyalisme de ce fonctionnaire », S.H.M., Mel., II, 12, 32 à 38.

(89) Rapport de Mohammed, retour de congé d'Ajdir, le 18 novembre 1913, S.H.M. Mel., II, 2, 132.

ces risques, le double jeu de Mohammed et de son père était sans doute une assurance. Elle ne les couvrirait pourtant pas indéfiniment.

Rien d'étonnant par conséquent, si dans la suite, il nous arrive de voir le cadi Abdelkrim aller par intervalles, sonner chez ses amis les Espagnols pour opiner que l'heure serait propice à un débarquement, et les morigéner un peu plus chaque fois, en les voyant se dérober (90). Rien d'étonnant non plus, si c'est précisément en ce temps-là que le père Abdelkrim et son fils Mohammed, tout en payant de bonnes paroles les résistants, rendirent à l'occupant le plus de signalés services.

*
* *

Après vingt mois de stagnation dans le secteur de Melilla, les Espagnols envisagèrent, quand s'achevait 1913, un nouveau bond pour assurer la couverture de positions trop exposées à l'action des Rifains. Il s'agissait en vérité, d'une progression prudente à diriger au sud sans transgresser le Kert, pour éviter un choc de front avec l'ensemble des tribus. Pourtant, malgré ces précautions, il était à prévoir que les tribus de l'ouest afflueraient au combat si les Beni Ouriaghel, noyau de leur coalition, intervenaient eux-mêmes et les entraînaient au passage. Or, les Beni Ouriaghel étant précisément la tribu du cadi Abdelkrim, qui mieux que Mohammed pouvait-on désigner pour aller y créer des conditions contraires à une intervention dans le conflit prévu ? Le résultat fut au-delà de toute attente. Dans chaque fraction de la tribu, Mohammed en effet, réussit à gagner à la cause espagnole, des notables, vingt-huit en tout, qui se placèrent aux ordres de son père (91). Lui reparti — c'était tout au début de 1914 — ce gros renfort vingt épauler le cadi Abdelkrim dans la tâche à laquelle il s'appliquait lui-même depuis longtemps et dont un précédent chapitre nous a permis déjà de savoir la nature (92). Car c'était lui précisément, à qui se référait le témoignage alors cité, du colonel Riquelme. Lui qui, par un abus de ses fonctions de juge, entravait le paiement des amendes par lesquelles d'ordinaire, dans le système de la tribu, les litiges s'éteignaient. D'où la nécessité de la vengeance aboutissant aux meurtres et aux conflits inexpiables entre familles, groupements et fractions. « On tuait d'un village à un autre, et jamais la tribu n'arrivait à s'entendre pour venir rallier ceux qui nous combattaient » (93).

(90) Il en sera reparlé plus loin.

(91) Deux notes relatives à la mission confiée au cadi Mohammed d'aller former un parti espagnol dans « le Rif occidental », l'une du 27, et l'autre du 31 janvier 1914, S.H.M., Mel., I, 9, pièce non numérotée, et Mel., II, 2, 148. Egalement, état des services de Mohammed, 30 octobre 1915, S.H.M. Mel., II, 9, 37 à 40.

(92) Pp. 113-114.

(93) *Ibid.*

Si néanmoins, des combattants parvenaient à s'entendre et à se rassembler pour aller sur le Kert, le cadi Abdelkrim leur dépêchait aussi son monde. Mais c'était, comme le général Jordana expliquait à son tour, « pour y semer le défaitisme avant qu'aucune action ne commence contre nous » (94). On peut donc dire sans exagération que, si ce même général Jordana put, quatre mois plus tard, effectuer sa poussée vers le sud avec le minimum de pertes, le cadi Abdelkrim et son fils Mohammed n'étaient pas étrangers à cet heureux succès.

D'ailleurs, pour confirmer ce jugement, voici comment, l'année suivante, dans un rapport confidentiel sur Mohammed, le lieutenant-colonel Garrigo appréciait le travail du parti qu'il avait mis sur pied :

> « Ce parti, écrit-il, est demeuré organisé pendant près de deux ans. D'un bout à l'autre de la période, il a pu obtenir que pas un contingent ne soit venu du Rif occidental, et que jamais la mobilisation n'ait été proclamée chez les Beni Ouriaghel. D'où le changement si sensible envers nous de cette tribu qui nous paraissait indomptable. ».

Bilan que le colonel Sanz, juge instructeur, reprenait mot pour mot à son compte, mais en renchérissant :

> « Ce n'est pas tout, disait-il en effet. Car à l'actif de ce parti, on doit aussi porter l'action de politique préparatoire en vue de nous permettre, sans effusion de sang, l'occupation en force de la tribu. » (95).

Ainsi, malgré le désenchantement qui s'emparait de Mohammed et de son père, ni l'un ni l'autre, apparemment, n'avaient cessé, bien au contraire, de mériter à cette date, 1915, la gratitude des Espagnols. Pourtant, à l'heure où tous les deux restaient en conséquence, l'objet de tels éloges, l'Espagne avait rompu avec le père, et Mohammed se trouvait au secret dans un cachot de forteresse. A Melilla, on l'accusait de trahison.

Que s'était-il passé ?

Il faut, pour le comprendre, se rappeler qu'alors — octobre 1915 — la guerre mondiale était en cours depuis quinze mois. Elle n'avait pas été sans retentir même sur la vie du petit monde rifain.

(94) *Ibid.*

(95) Etat des services du cadi Mohammed cité n. 91.

LA BROUILLE AVEC L'ESPAGNE

Bien que très isolé du monde, le Rif n'en fut pas moins, dès les premières semaines, mis en effervescence par le conflit européen. Car on eut tôt fait d'y savoir que la France, seule maîtresse véritable au Maroc, était elle-même soumise à l'invasion et vraisemblablement vouée à la défaite (1). Elle allait donc lâcher sa prise sur le pays. Ne disait-on déjà, qu'elle avait dû évacuer Taza et d'autres lieux (2) ? Or, si la France partait, que pèseraient les Espagnols même dans le cas fort improbable, où eux-mêmes resteraient à l'écart de la conflagration ? L'heure était donc venue de ranimer contre eux la guerre qui languissait depuis 1912. C'était du moins l'idée qui travaillait le plus grand nombre. Aussi, avant la fin de cet août historique, et bien qu'on fût en plein milieu du jeûne de Ramadan, les délégués des différentes tribus du Kert vinrent de concert chez les Beni Ouriaghel sans qui rien d'important ne pouvait se faire dans le Rif, mais que neutralisaient pour lors, les « amis de l'Espagne » en y semant la zizanie. Là, en un tournemain, ils réglèrent les conflits, ce qui permit déjà l'envoi au front d'un premier contingent (3). Eux repartis, l'action se poursuivit au sein de la tribu où des voix s'élevèrent, proposant le « jihad », c'est-à-dire la guerre sainte et la levée en masse contre les Espagnols, dès que le Ramadan serait passé (4).

(1) « Il circule des rumeurs selon lesquelles le fils d'Abdelkrim a écrit à son père en lui disant que ce sont les Allemands qui l'emportent dans la lutte. », télégramme d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, le 18 août 1914, S.H.M., Mel., I, 7, 37.

(2) « Car les Français ont déjà abandonné Taza et d'autres positions. », télégramme d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, le 21 août 1914, rapportant des nouvelles colportées dans les tribus, S.H.M., Mel., I, 7, 42.

(3) Lettre (autographe arabe) de Mohammed ben Abdelkrim au capitaine José Barbeta, le 29 août 1914, S.H.M., Mel., II, 2, non cotée dans le sous-dossier, mais enregistrée sous le n° 897 à l'arrivée à la « Subinspección de Tropas y Asuntos indigenas » (S.T.A.I.) de Melilla, et télégramme d'Alhucemas à Melilla, le 18 août 1914 mentionné note 1.

(4) Même source que note 2.

Face à un tel courant de l'opinion, les « amis de l'Espagne » se trouvèrent en posture difficile. Mais nul n'était moins à son aise que leur principal chef de file, le cadi Abdelkrim, surtout que par son fils, Si Mohammed à Melilla, il était mieux que tous au fait de la situation européenne. Si les Français étaient vraiment battus, que lui adviendrait-il à lui qui soutenait la cause de leurs partenaires espagnols ? Il est vrai qu'à présent, il le faisait en se couvrant d'un double jeu. Mais comment être sûr de perpétuer ainsi l'équivoque ? Et pourquoi tout ce risque si les chances de l'Espagne devenaient incertaines ? Sans pour autant se retourner contre eux, ne devait-il plutôt cesser une bonne fois, d'aider ses amis de la veille ? Se poser la question, c'était déjà répondre. Mais il était plus simple, comme il s'en rendrait compte, de décider la chose que de la mener à bon terme.

A la surprise des Espagnols, il commença par s'abstenir du moindre geste qui aurait pu gêner ou le recrutement ou le rassemblement du contingent monté depuis au front (5). Evoquant tout à coup et son grand âge et les fatigues du Ramadan, il espaça très ostensiblement ses visites à la base de Nokour (6). Le dernier jour du jeûne, il s'y rendit pourtant, mais c'était cette fois, en visite d'adieu. Car au colonel Gavila qui commandait la place, il déclara sa ferme résolution de séparer à l'avenir, sa cause de la cause espagnole. Il voulait bien, lui disait-il, continuer à l'informer s'il y avait nécessité, mais rien de plus. Pourquoi ce brusque revirement ? En raison simplement des grands frais que l'action politique exigeait. Ce n'était bien sûr qu'un prétexte.

Relatant le même jour l'entretien à ses chefs, Gavila les rassure : il a su, leur dit-il, faire comprendre au cadi combien sa décision lui ferait de tort à lui-même. Et en effet, bien que les arguments de l'Espagnol ne soient pas précisés, on en entrevoit quelques-uns. Par son geste, Abdelkrim n'allait-il compromettre et la situation et, qui sait même, peut-être la liberté de ses deux fils, tous deux à Melilla, l'aîné déjà dans de hautes fonctions, et M'hammed, le cadet, y préparant par ses études un avenir brillant ? Il se rendit à l'évidence, et pour bien le prouver, il ne repartit pas sans révéler à Gavila les projets relatifs à la prochaine levée en masse contre les Espagnols. Lui-même, précisait-il, avait, sur leur demande, fait lecture à des chefs illettrés, d'un appel rédigé en ce sens. Révélation où Gavila ne voulut voir que l'aveu maladroit de sa complicité avec le

(5) « Sidi Abdelkrim maintient son attitude de retraite sans avoir empêché les gens de partir pour le Kert », télégramme d'Alhucemas à Melilla, le 18 août 1914, mentionné note 1.

(6) Rapport oral de Mohammed ben Abdelkrim consigné à la « Oficina Central » le 18 août 1914, S.H.M., Mel., I, 7, 43.

parti ennemi (7). Le cadi Abdelkrim avait donc bien tenté de retrouver sa liberté, mais loin d'y parvenir, il n'avait au contraire, en laissant mieux voir dans son jeu, que mis en garde la partie espagnole et rétréci d'autant sa propre marge de manœuvre.

*
* *

En vérité, et de Nokour au moins, on le tenait à l'œil depuis longtemps déjà. Sa conduite équivoque y pouvait d'autant moins rester inaperçue qu'il était, au sein même des « amis de l'Espagne », entouré de jaloux. Un Cheddi notamment, qui se croyait par sa richesse, tout désigné pour être le premier, supportait mal d'être éclipsé par lui (8). Aussi épiait-il ses faits et gestes qu'il rapportait à Gavila ou au capitaine Sist, chef des renseignements dans l'île. Abdelkrim le savait, et il se justifiait en disant qu'il dupait les Rifains pour mieux servir l'Espagne. Mais à la fin qui était dupe ? On ne pouvait savoir.

Ce qui donnait à la question un tour plus irritant encore, c'était que le fils aîné du cadi Abdelkrim, Mohammed, était lui-même à la « Oficina Central » de Melilla, c'est-à-dire au bureau qui contrôlait dans leur ensemble, tous les services d'information et d'action politique. Et il y jouissait d'une position inattaquable. Le grand patron lui-même, le colonel Riquelme, lui accordait estime, confiance et amitié comme au plus proche et au meilleur de ses collaborateurs espagnols. On ne lui cachait rien et, surtout, on prenait son conseil. Dès lors, aucune allégation venue d'Alhucemas — autrement dit Nokour — pour mettre en cause la loyauté du cadi Abdelkrim, n'avait de chance là-bas, d'être prise au sérieux. On l'y mettait au compte des préventions de Gavila et de ses subalternes circonvenus par des rivaux moins doués et jaloux. D'ailleurs. ne se contentant pas de jeter le doute sur le père, Abdelkrim, Gavila n'avait-il, courant 1913, tenté de le jeter même sur le fils, le cadi Mohammed dont

(7) Télégramme d'Alhucemas à Melilla, le 21 août 1914, S.H.M., Mel., I, 7, 217.

(8) Déposition du capitaine José Barbeta, figurant au dossier de l'instruction du procès de Mohammed ben Abdelkrim en novembre 1915, S.H.M., Mel., II, 12, 32 à 38. Dans un télégramme du général Aizpuru, commandant de Melilla au Haut Commissaire Jordana, le 28 janvier 1917, on lit également : « Riquelme me confirme les manœuvres de Cheddi pour mettre la désunion entre les familles Khettabi [Abdelkrim] et Bourjila et soulever les anciens pensionnés du fquih [Abdelkrim] contre celui-ci et contre Si Mohand [son fils]», S.H.M., Mel., II, 10, 43. Dans sa déposition devant la commission d'enquête des Cortes, le 29 juillet 1923, le colonel Riquelme attribuera l'hostilité du Commandant d'Alhucemas (Nokour) envers le cadi Abdelkrim, aux intrigues de son rival « Chindi » qui avait l'avantage de parler l'espagnol et qui faisait le siège du commandant de la base, *De Anual a la República...*, *op. cit.*, p. 117.

chacun répondait à la « Oficina » de Melilla ? Il l'accusait alors d'avoir, durant un séjour à Ajdir, alerté les Rifains contre un débarquement prévu cette année-là (9). Voilà bien qui donnait la preuve et la mesure de son inimitié.

Les choses étant ainsi, on pensa en haut lieu, trouver une solution en scindant à Ajdir le parti espagnol entre deux formations conduites l'une par Cheddi et l'autre par le fquih Abdelkrim. La première seule restait coiffée, localement, par la base de Nokour, tandis que la seconde prendrait attache directement, par Mohammed, avec le Centre à Melilla (10).

Sur le plan général, on n'eut qu'à se louer de telles dispositions. Nous avons déjà vu en effet, comment le parti mis sur pied, tout au début de 1914, par Mohammed avait, dirigé par son père, facilité la progression en mai, des troupes espagnoles, et comment par la suite, il allait, assez longtemps encore, saper la résistance chez les Beni Ouriaghel (11).

Sur le plan local au contraire, ces mêmes dispositions furent très mal accueillies à la base de Nokour dépossédée d'une part de ses attributions et où tous les succès de Mohammed et de son père apparaissaient dès lors, comme autant de défis. On le sent bien au ton rageur dont Gavila s'emploie à les minimiser. Le cadi Mohammed, dit en substance un télégramme signé de lui, vient de partir pour Melilla. Il y fera sans doute un rapport très flatteur sur le rôle exclusif qu'il aurait eu dans les événements au cours du mois qu'il a passé ici. Ne vous y fiez pas. Je vous assure que d'autres, dont il dira du mal, Cheddi et Abocoy — les rivaux de son père — ont eux aussi bien travaillé (12).

Mais ce dépit tout personnel de Gavila était doublé d'un zèle patriotique dans la mesure où il sentait que ces deux hommes, Mohammed et son père, ne jouaient pas franc jeu. Chacun de leurs succès renforçant la confiance décidément aveugle qu'ils inspiraient à Melilla, leur trahison, le jour venu, n'en serait que plus redoutable. Il fallait donc les démasquer avant qu'elle ne fût consommée. Telle était la mission, et elle lui revenait. C'est dans cet esprit-là que, le 21 août, il avait accueilli le cadi Abdelkrim désireux, on l'a vu, d'en finir avec le service de l'Espagne (13). Loin d'accéder à ce désir ou, au moins, de noter la franchise avec laquelle on l'exprimait, il l'avait combattu sans rien retenir d'autre, chez l'homme qui lui parlait, que ce qu'il estimait pouvoir le compromettre face aux instances dont tous deux relevaient.

*
* *

(9) Déposition du colonel Roberto Gavila, figurant au dossier de l'instruction du procès de Si Mohammed ben Abdelkrim, dossier mentionné note 8.

(10) Déposition du capitaine Barbeta mentionnée note 8.

(11) Voir ci-dessus, pp. 197-198.

(12) Télégramme d'Alhucemas à Melilla, le 20 septembre 1914, S.H.M., Mel., II, 2, 129.

(13) Voir ci-dessus, pp. 200-201.

Mais pour cela, l'heure n'avait pas encore sonné. En effet, Melilla répondit aussitôt que, maintenant surtout, l'Espagne avait besoin du cadi Abdelkrim dont la diplomatie et le grand savoir-faire étaient seuls en mesure de surmonter la crise en cours (14). D'autre part, Mohammed, débarquant à Ajdir où il venait comme chaque année, fêter la fin du Ramadan et profiter de son congé pour épauler son père, remit à ce dernier un message personnel dont le général Jordana l'honorait avec en plus, une gratification (15). Comme Mohammed enfin, jugeait lui-même alors, qu'il n'y avait de voie possible pour sa famille, qu'au service de l'Espagne (16), Abdelkrim renonça, pour l'instant tout au moins, à sa velléité d'indépendance. Se remettant à l'œuvre, il fit tant et si bien, avec l'aide de son fils, que les mesures prévues de mobilisation avortèrent et que pas un seul homme ne rejoignit au front le contingent déjà en place. Or, au grand dam de Gavila, c'est bien à lui que le mérite de ce succès fut imputé à Melilla puisque de nouveau, Jordana, qui commandait, rappelons-le, toute la zone orientale, daigna lui écrire en personne, en lui donnant de son « très cher ami » :

> « Vous connaissez vous-même l'agitation dont les tribus du Rif sont le théâtre, et vous savez que les Rifains veulent contraindre les Beni Bou Yahi à se mettre en guerre contre nous. C'est pour cela que chaque marché est l'occasion d'en appeler aux armes. Je vous charge donc instamment de continuer votre action pour qu'à tout prix, votre tribu soit empêchée de faire la mobilisation, tout comme nous avons su qu'en l'occasion présente, vous l'avez obtenu. Et nous vous en avons une infinie reconnaissance. » (17).

Ces attentions de Jordana, ses flatteries, ses marques de confiance allaient d'ailleurs se répéter, assorties de largesses. Pour la fête du Mou-

(14) Télégramme de Jordana, commandant général de Melilla, à Alhucemas (Nokour), le 23 août 1914, S.H.M., Mel., I, 7, 33.

(15) Lettre du cadi Abdelkrim (autographe arabe) au général Jordana, le 13 chaoual 1332/4 septembre 1914, S.H.M. Mel., ... Nous ignorons malheureusement la cote du dossier dont cette lettre a été retirée en vue de sa photocopie. Mais nous disposons de cette reproduction photographique, et l'original est enregistré à l'arrivée à la S.T.A.I., le 8 septembre 1914 sous le n° 909 des « Lettres arabes ».

(16) « Si Mohammed ben Abdelkrim déclare... qu'aujourd'hui plus que jamais, sa famille travaille avec une entière loyauté en faveur de la cause espagnole, car les siens sont pleinement convaincus qu'ils n'ont pas d'autre moyen que d'œuvrer dans ce sens », rapport oral mentionné ci-dessus, note 6.

(17) Lettre du général Jordana au cadi Abdelkrim, le 17 septembre 1914, S.H.M., Mel., I, 7, 20.

ton, il adressa ses vœux et une belle somme d'argent (18). Une autre fois, comme la tension montait encore entre Ajdir et Nokour, l'idée lui vint de réitérer son cadeau, avec cette nouveauté que Gavila lui-même l'offrirait de sa main, comme si le geste était venu de lui. Il n'hésitait donc pas, pour ménager son « cher ami », à humilier un de ses lieutenants (19).

Ainsi lié par ses deux fils otages et par la vigilante sollicitude de Jordana, le cadi Abdelkrim ne voyait pas comment se dégager. Surtout que par ailleurs, il était plein d'incertitude quant à l'usage qu'il devrait faire de sa liberté reconquise. Car s'il jugeait que désormais, il valait mieux ne plus aider personnellement l'entreprise espagnole, l'idée de la combattre, aujourd'hui comme hier, lui semblait insensée. Si l'Espagne un beau jour s'en allait, c'est qu'une autre Puissance serait venue la remplacer. Mais jamais les Rifains ne pourraient la chasser, ni elle ni ceux qui l'auraient évincée. Entre elle et les Rifains, il songeait donc à la neutralité. Mais un tel choix lui serait-il permis, et le parti d'en face n'allait-il exiger son rachat par des actes ? Lui-même qui si longtemps, n'avait jamais quitté le devant de la scène, admettrait-il de retourner dans l'ombre ?

En méditant ainsi, il devait bien sentir combien, face aux Rifains, sa propre position allait se dégradant, car même son tout récent succès, trop chèrement acquis, ne pouvait annoncer que l'orage. Naguère, les réactions parmi les opposants, se limitaient à des maisons brûlées. Or, voici qu'à présent, on lui avait tué ses deux chefs de réseau des Beni Bou Ayyache, Hammad ben Mohammed ben Haj et Hammadi Mouna (20). La semonce était grave. Il ne pourrait donc pas s'éterniser dans les atermoiements.

*
* *

C'est à ce moment-là qu'eut lieu un fait déterminant avec l'entrée de la Turquie en guerre aux côtés des Allemands. Ce fait était à même de modifier sensiblement la vue des choses. Auparavant, quand le conflit ne concernait que des nations européennes, on ne pouvait chercher à en tirer parti contre la mainmise française au Maroc, qu'avec l'appui d'un autre Etat européen, l'Allemagne en l'occurrence, dont on n'ignorait plus, depuis quelques années, quels appétits elle aussi nourrissait. C'est dire qu'on risquait fort, surtout quand on avait, comme le fquih Abdelkrim,

(18) Lettre du cadi Abdelkrim (autographe arabe) au général Jordana, le 29 dou-l-ḥijja 1332/18 novembre 1914, enregistrée à la S.T.A.I., le 1er octobre 1914, sous le nº 1083 du registre des « Lettres arabes », conservée au S.H.M. Même situation qu'à la note 15 ci-dessus.

(19) Décision de la 3e Section de la « Comandancia general de Melilla »,, 15 février 1915, S.H.M., Mel., I, 8, 4 et 6.

(20) Même source que note 18 ci-dessus.

déjà servi l'Espagne, d'être accusé de faire ainsi le jeu d'un nouveau maître. Mais maintenant que la Turquie était aussi en guerre contre la France, l'appui qu'on pouvait en attendre aurait le bénéfice d'une caution musulmane, même s'il était doublé du soutien de Berlin. D'ailleurs, abstraction faite de leur problème avec la France, les Marocains n'étaient-ils pas tenus par les liens de la foi, d'aider résolument la Turquie musulmane ? Ainsi le proclamait précisément le pouvoir ottoman dans un appel lancé dès la première semaine, à tous les musulmans du monde (21).

Le cadi Abdelkrim eut-il spontanément la claire notion de ces données nouvelles ? Nous ne saurions le dire. Mais en tous cas, il était prêt à l'acquérir pour peu qu'on l'y aidât. C'est ce qui se passa quand un officier turc, émissaire clandestin, vint le voir à Ajdir, en novembre, semble-t-il, de 1914. Le visiteur voulait savoir si l'on pouvait, au Maroc même, espérer un appui pour une action contre la France, à partir des régions que l'Espagne, dans sa zone, n'occupait pas encore. Il lui fut répondu qu'avec l'aide matérielle fournie par la Turquie, il serait très facile de soulever le Rif (22). Réponse on ne peut plus encourageante et montrant bien chez son auteur, l'empressement avec lequel il prêterait lui-même la main à l'entreprise. Pourquoi soudain de telles dispositions si, jamais jusque-là, le cadi Abdelkrim n'avait manifesté contre la France l'hostilité qui, au contraire, animait son fils Mohammed ? Ce dernier l'avait-il en fin de compte, influencé ? C'est tout à fait plausible, et d'ailleurs, Mohammed allait lui-même, à quelques mois de là, s'en expliquer avec son chef et son ami, le colonel Riquelme : « son père autant que lui, confierait-il alors, prêteraient volontiers leur concours à une action contre la France qu'ils détestaient pour sa brutalité envers les Marocains » (23).

Eh bien, admettons donc que la haine de la France ait bien contribué, comme le dit Mohammed, à décider aussi son père. Mais une seconde explication dont on ne peut trop discerner si elle est due à Mohammed lui-même ou à la plume du colonel Riquelme relatant l'entretien, est à la vérité beaucoup plus éclairante : « Sans compter, dit le texte en effet, que si le père, avec son fils, prennent part à ce soulèvement de couleur musulmane bien marquée — encore qu'au fond, l'inspiratrice soit l'Alle-

(21) Décision prononcée le 7 novembre 1914, par « Cheïkh al-Islam », le plus haut dignitaire religieux de l'Empire ottoman, et reprise dans un manifeste adressé au monde musulman le 23 du même mois sous l'égide du Sultan, George ANTONIUS : *The Arab Awakening,* 3e édition de la traduction arabe *Iaqdat al ᶜArab,* Beyrouth, 1969, p. 222.

(22) Rapport sur les déclarations de Mohammed ben Abdelkrim au lieutenant-colonel Riquelme, le 3 août 1915, S.H.M., Mel., II, 9, 15.

(23) *Ibid.*

magne en tant qu'alliée des Turcs — ils pourront rattraper en partie, la considération et le prestige dont Abdelkrim et sa famille ont de tout temps, joui entre leurs contribules » (24).

Voilà bien la clé du problème. Malgré son double jeu, le cadi Abdelkrim se sait de plus en plus discrédité, honni, voire menacé parmi les siens comme agent de l'Espagne. Pour éviter la catastrophe et se refaire une virginité, il ne pourrait, au point où il en est, se contenter de mettre fin à sa besogne et de chercher la paix dans la retraite. On ne le tiendrait quitte que si, changeant résolument de camp, il allait à visage découvert, frapper ceux qu'il servait la veille. Comme il n'avait ni le désir ni le moyen de prendre un tel parti, l'engagement contre la France, ennemie du Maroc, mais aussi de l'Islam depuis qu'elle combattait les Turcs, ferait un bon succédané si l'on savait jouer ensemble du sentiment patriotique et du sentiment religieux. Il serait de plus, le moyen, à travers la Turquie, d'intéresser la très puissante Allemagne dont la victoire ne faisait guère de doute et dont les volontés seraient maîtresses au moment de la paix. Quant à l'Espagne enfin, elle ne pourrait que se louer si l'humeur belliqueuse des Rifains qu'elle était seule à supporter, trouvait un exutoire ailleurs, du côté des Français. Or, pour être en mesure de procurer à ses amis ce dernier mais immense avantage, le cadi Abdelkrim se devait justement de cesser la collaboration directe qu'il menait avec eux. La voilà donc la solution rendant possible et acceptable la nécessaire séparation. C'est elle que désormais, par petites touches, il s'emploiera à appliquer.

*
* *

Le plus pressé était de prendre pied dans le courant de résistance qui ne cessait de s'amplifier. Malgré l'acharnement qu'il avait toujours mis à le contrecarrer, l'opération était encore possible. Nous avons vu comment son double jeu lui permettait, depuis trois ou quatre ans, d'y maintenir à son sujet, une certaine équivoque (25). De plus, la résistance ne rassemblant pour l'essentiel que des gens du commun, on y sentait, pour diriger et s'imposer, un grand besoin de personnalités en vue. Or, mis à part les deux chorfa les plus considérés de la région, Mohammed Akhemlich et Hamidou el Ouazzani, ces personnalités, de façon générale, s'étaient fort compromises avec les Espagnols. Nécessité faisant donc loi, on ne pouvait être trop regardant sur la sincérité de ralliements tardifs. Et après tout, si le courant avait assez de force pour imposer ces ralliements, n'en aurait-il assez pour imposer aux ralliés, une fois en place mais encadrés, d'accomplir enfin leur devoir ? Ainsi en allait-il durant

(24) *Ibid.*

(25) Voir ci-dessus, pp. 191, 193, 196 etc.

les premiers mois de l'an 1915, pour le très sûr ami des Espagnols qu'avait toujours été le chérif Bourjila. Ainsi en alla-t-il pour leur ami moins sûr, le cadi Abdelkrim.

En mai, cette année-là, il n'y avait encore aucun indice de la probable intervention des Turcs pour laquelle Abdelkrim justement, prenait déjà le vent. Mais l'élan spontané contre les Espagnols qu'avec l'aide de son fils, il avait à l'automne, réussi à briser ([26]), reprenait de plus belle au printemps. Or, cette fois, il ne tenta même pas de le freiner. Car même au prix d'ultimes hésitations, il appliquait sa décision. Le 3 du mois, il acceptait encore de l'argent espagnol, mais il n'y toucha pas, décidé qu'il était à le rendre. Il alla ensuite à Nokour pour faire visite à Gavila. Il n'osa rien lui dire. Ce n'en était pas moins sa visite d'adieu, comme il le déclara plus hardiment un peu plus tard, et en présence de Mohammed son fils, à son vieil ami Benhaïm, allant jusqu'à jurer que c'en était fini pour lui, avec l'Espagne ([27]). C'était bien sûr, avec l'idée que Benhaïm le rapporterait à Nokour où il exerçait son commerce. Voilà pour le côté Espagne.

Côté rifain, au même moment, les choses allaient bon train. Dans la dernière semaine de mai et les tout premiers jours de juin (1915), une action concertée des deux chorfa sur qui l'Espagne n'avait jamais eu prise, Mohammed Akhemlich et Hamidou el Ouazzani, mettait fin aux conflits qui divisaient ici ou là, celles des tribus où s'exerçait directement leur influence, Sanhaja, Beqqioua, Beni Itteft, Beni Boufrah. Elle y faisait voter le versement, pendant trois mois, d'une contribution pour la guerre, et rassembler, à raison de cinquante par fraction, un millier d'hommes qui partirent pour le front. Bien plus, par sa ferme insistance, cette action concertée obtint de Bourjila, autre chérif, mais connu quant à lui, comme le servant le plus fidèle des Espagnols, qu'il en fît tout autant chez les Beni Ouriaghel où c'était lui que l'on pouvait entendre ([28]).

Il va sans dire que Bourjila, dans cette extrémité, avait truffé le contingent levé par lui, d'assez nombreux amis des Espagnols pour le paralyser. Mais le fait essentiel dont lui-même s'empressa d'aviser Gavila à Nokour, c'est que devant les sommations, il n'avait pu ni refuser ni même tergiverser. Décidément, le flot était impétueux. Autre fait d'im-

(26) Voir ci-dessus, p. 203.

(27) Lettre de Gavila, commandant de la base de Nokour (Alhucemas) au général Jordana, le 15 mai 1915, S.H.M., Mel., II, 6, 38. Document aimablement transcrit pour l'auteur par le colonel Don Ramón Sánchez Díaz du Servicio historico militar de Madrid.

(28) Rapport sur le travail politique réalisé à Alhucemas (Nokour) entre le 20 mai et le 10 juin 1915, S.H.M., Mel., II, 9, 68.

portance à noter, c'est qu'Ahmed Bourjila, avant d'obtempérer, avait songé à consulter ses patrons de Nokour. Or, il y renonça. Qui l'en avait dissuadé ? C'était le cadi Abdelkrim (29).

Autrefois, le cadi Abdelkrim se serait lancé dans l'arène en déployant tous ses moyens pour faire tomber cette inquiétante effervescence. Mais aujourd'hui, à la surprise des deux parties, il restait coi, obstinément. Pourtant, s'il ne se montrait pas, on sentait sa présence. Il se faisait chez lui un défilé des « amis de l'Espagne », des « pensionnés », petits ou grands qui, en plein désarroi, attendaient de lui des consignes. Jamais d'aussi fortes pressions ne s'étaient exercées pour ramasser des fonds et recruter des combattants. Par quels nouveaux moyens affronter cet orage ? A tout son monde interloqué, Abdelkrim répondait qu'il ne savait de quel orage on lui parlait. Tout était simple et très facile. On sommait Bourjila de lever des soldats ? Pourquoi s'en offusquer ? Il n'avait qu'à s'exécuter. Les gens étaient pressés d'avoir à s'enrôler ? Eh bien enrôlez-vous, leur disait Abdelkrim. Quand on lui demandait si c'était bien comme d'habitude, pour saboter de l'intérieur la mobilisation, il répondait avec humeur : « Pourquoi ? Ne savez-vous qu'il faut traiter les Espagnols à coups de masse » ? (30)

Partout, bientôt, on ne parla que de la volte-face du cadi Abdelkrim. Des résistants venaient le voir pour s'informer. Il affichait en leur présence un robuste optimisme. « Melilla, disait-il, est pour nous un objectif très bien connu. Il est à la portée de notre main » (31). De ceux qui l'entendaient, certains s'en retournaient sceptiques. D'autres, par contre, disaient bien haut qu'ils n'étaient pas surpris, car ils sentaient depuis longtemps que le rusé bernait au fond les Espagnols. Tout comme son fils d'ailleurs, Si Mohammed — on disait plutôt « Si Mohand » — dont le bruit se mit à courir qu'il rentrerait incessamment de Melilla, ainsi que M'hammed, le cadet, pour participer au combat. Pour le diriger même, car à tous, adversaires ou amis, et autant sinon plus que son père, cet homme en imposait (32).

En juillet, le cadi Abdelkrim pouvait considérer qu'avec tout son parti organisé autour de lui, il était accepté dans les rangs de ceux qu'il s'ingéniait, la veille encore, à disperser. Il pouvait même être certain de

(29) *Ibid.*

(30) *Ibid.*

(31) Télégramme d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, le 1er juillet 1915. S.H.M., Mel., II, 9, 81.

(32) *Ibid.*

s'y faire écouter puisque déjà, des groupes, les gens d'Isifrafen entre autres, se ralliaient à sa personne et voulaient se mettre à ses ordres (33). Il était temps pour lui, d'aborder la seconde étape de son plan.

*
* *

Nous ignorons à quel moment et par quelles voies, il avait obtenu les précisions requises pour l'action à mener conformément à son entente avec les Turcs. Mais nous savons que dès les premiers jours de juin (1915), il rassurait les hésitants qui redoutaient, en le suivant, de perdre la pension qu'ils recevaient des Espagnols (34). Or, puisqu'il leur disait, sans plus d'explications, que leur pension ne serait pas perdue, c'est que déjà, il attendait apparemment, d'une autre provenance, les fonds qui permettraient d'en maintenir le versement. Les Espagnols, de leur côté, apprenaient en juillet, que ceux de leurs agents qui gravitaient autour du cadi Abdelkrim, s'affairaient désormais à diffuser divers appels où, de Constantinople, Mohammed Rachid V, le Sultan, incitait les tribus à chasser les Français du Maroc (35). Enfin, c'est juste à ce moment, que les Français eux-mêmes apprenaient la présence, à leur frontière inter-zonale, d'un personnage qui commençait à les préoccuper, Abdelmalek ben Mohieddine.

Abdelmalek était un petit-fils du grand Abdelkader, le défenseur illustre, au siècle précédent, de l'indépendance algérienne. Elevé en Syrie, dans l'empire ottoman, il avait, disait-on, servi comme commandant dans un régiment turc avant de revenir, tout au début du siècle, chercher fortune en Algérie, à un moment où il ne pouvait plus porter ombrage aux occupants. C'est de là que, passant au Maroc, il offrit ses services au rebelle Jilani Zerhouni qu'il aida à combattre Moulay Abdelaziz. Mais lâchant peu après, Zerhouni, il se fit accueillir dans l'armée du Sultan qui, plus tard, le nomma commissaire des forces de police créées, après Algésiras, dans les ports marocains. Après 1912, il demeura dans ces fonctions, mais pour la seule zone de Tanger laissée, par un statut spécial, hors du Protectorat. Il y était encore quand, voici quatre mois, en mars 1915, il avait soudain disparu. En retrouvant depuis, sa trace dans la zone dévolue à l'Espagne, pour le voir ressurgir en juillet dans

(33) Télégramme d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, S.H.M., Mel., I, 7, 22. Ce télégramme ne porte pas de date, mais d'après sos contenu, il se situe sensiblement après le 15 mai et juste avant le 3 août 1915.

(34) Même source que ci-dessus, note 28.

(35) Témoignage recueilli par le Service d'information d'Alhucemas (Nokour) en juillet 1915, S.H.M., Mel., II, 14, 8. Voir aussi la source mentionnée ci-dessus, note 22.

les tribus avoisinant Taza, les Français s'inquiétaient tout à fait justement. Il arrivait pour diriger contre eux la lutte armée où, pour sa part, le cadi Abdelkrim essayait d'entraîner les Rifains (36).

*
* *

Il allait d'ailleurs s'avérer que, sous enseigne turque, il s'agissait surtout d'une entreprise allemande. Car au moment où, vers Taza, Abdelmalek cherchait à s'installer, voici qu'à Melilla, un Allemand revenait, un certain Farle, déjà connu là-bas pour avoir avant guerre, servi comme ingénieur à la mine des Beni Bou Ifrour (37). Prenant contact avec Si Mohammed, il le pria d'abord de l'annoncer et de le faire conduire à son père, Abdelkrim, à Ajdir (38). Mais il est clair que saisissant cette occasion, il lui fit part aussi des offres dont il était porteur en vue d'armer et de rétribuer deux mille Rifains qui se mettraient aux ordres d'Abdelmalek (39). Evidemment, le Rif serait récompensé de sa contribution et le traité de paix y maintiendrait au moins l'indépendance des

(36) De nombreux auteurs et des sources variées donnent Abdelmalek comme étant le fils du grand Abdelkader. Lui-même se présenta alors comme tel. C'est sans doute une erreur chez les uns et une supercherie chez lui. Nous avons lieu de croire qu'il était en réalité fils de Mohieddine, lui-même fils d'Abdelkader. Une lettre officielle de Moulay Abdelhafid que nous avons trouvée publiée en son temps dans le « Telegrama del Rif » du 6 avril 1911, lui était envoyée avec l'adresse suivante : « A notre bon et noble serviteur, commissaire de notre Vizir pour les Forces de Police dans les ports de notre Empire Fortuné, le Taleb Abdelmalek ben Mohieddine. ». Sur les débuts d'Abdelmalek, voir « Bulletin du Comité de l'Afrique française », août et septembre 1915 et janvier 1916 ; Mohammed Azerkane : *Aḍ-Ḍill al-warīf fī Muḥārabat al-Rīf,* pp. 18 *sqq.* du manuscrit (*op. cit.*) ; Abderrahman Ben Zidane : *Itḥāf Aʿlām en-Nās bi jamāl Aḫbār Ḥāḍirat Miknās,* Rabat, 1929, vol. I, pp. 407 et 410. C'est en juillet 1915 qu'Abdelmalek fut signalé aux Français comme venant d'arriver aux environs de Taza (« Rapport mensuel du Protectorat », juillet 1915).

(37) Les Services de Renseignements français signalaient en juin 1915, l'arrivée à Malaga de celui qu'ils désignaient comme « l'ingénieur allemand Lang, dit « Farr », (*Lyautey l'Africain, op. cit.,* p. 285, note, du vol. III). Les Rifains, en effet, nommaient généralement ce personnage du nom raccourci de « Farr ». Voir M. Azerkane, *op. cit.,* p. 19 du manuscrit. Voir aussi *Manuscrit de La Réunion,* traduction de Thami El Azemmouri, *op. cit.,* ch. *L'arrivée de Farle.*

(38) Témoignage oral d'Ahmed Hatimi d'Ajdir, recueilli par l'auteur. Hatimi, parent du cadi Abdelkrim, devait lui-même héberger et accompagner dans ses déplacements celui qu'il appelle « le consul allemand du nom de Farr ».

(39) M. Azerkane nous apprend qu'il fit effectivement ces propositions à la tribu des Beni Saïd, *op. cit.,* pp. 18, 19.

tribus que l'Espagne ne s'était pas encore soumises (39*). Nul document ne nous permet en vérité, de certifier que la promesse en fut ainsi vraiment formulée par Farle. Mais comment expliquer autrement, que Mohammed, quelques semaines plus tard, ait fait entrer, nous le verrons, ladite éventualité dans les plans politiques qu'à l'avenir, il entendait, avec son père, mettre en application ? (40)

Lorsqu'à son tour, le cadi Abdelkrim fit accueil à l'Allemand, il ne fut pas offusqué, lui non plus, par l'irruption de ce dernier dans la partie telle qu'elle était déjà lancée. Dès qu'il fut au courant de ses dispositions, il l'hébergea chez Ahmed Hatimi, un parent, pour lui permettre d'y recevoir tout à loisir, les principaux notables Beni Ouriaghel. Et pendant dix-huit jours il en alla ainsi jusqu'au moment où Hatimi reçut une mise en garde du chérif Bourjila en personne (41). Bourjila ? Autant dire qu'à Nokour, Gavila avait appris la chose et qu'il la réprouvait.

*
* *

On a vu qu'à l'égard tant du père Abdelkrim, que du fils, Mohammed, Gavila nourrissait les soupçons les plus graves. Or, voici que le père tout au moins, se comportait depuis deux mois, comme si lui-même, il voulait justifier ces soupçons. Gavila notait donc une à une, ses manifestations intempestives dont aussitôt, par câble, il avertissait Melilla. Là-bas, la précision des témoignages, leur gravité, leur accumulation finirent

(39*) Le 11 janvier 1916, la Résidence générale à Rabat transmettait à Paris le texte d'un tract qu'elle disait avoir été saisi chez les Beni Mestara, tribu de la région d'Ouezzane, et où il était dit que l'Allemagne et la Turquie garantissaient l'indépendance aux Marocains (Service historique de l'Armée à Vincennes, S.H.A., E. 12 *bis*).

(40) Dans le *Manuscrit de La Réunion, op. cit.*, Mohammed ben Abdelkrim confirmera en partie seulement notre assertion, en se gardant, bien sûr, vu les conditions dans lesquelles le manuscrit fut rédigé, de dire qu'il prêta une oreille attentive aux propositions de l'Allemand : « Cet homme [Farle] avait été employé comme ingénieur chez les Beni Bou Ifrour par une société allemande avant la Grande Guerre, mais nous ne nous connaissions pas bien. Quand je lui demandai ce qu'il attendait de nous, il me dit : « Je voudrais que vous m'aidiez à voyager dans le Rif et à y mener ma propagande contre la France. ». Je lui expliquai qu'étant donné la situation du Rif en zone de Protectorat espagnol, les Rifains ne se prêteraient pas à une activité de ce genre et que leur seule ennemie était l'Espagne qui était venue occuper leur pays. « Et ton père », fit-il. Je lui répondis qu'aussi bien ses déclarations que les nouvelles que j'avais eues à ce sujet portaient à croire que mon père voulait garder une attitude de neutralité. » (*L'arrivée de Farle*). Cette prétendue réserve de Mohammed devant les propositions de Farle est absolument démentie par tout ce qui suivra, tel que nous l'avons établi sur une masse de documents irréfutables.

(41) Témoignage d'Ahmed Hatimi mentionné ci-dessus, n. 38.

par entamer le scepticisme qui y régnait sur cette affaire. Il y avait surtout le fait nouveau de la propagande turque qu'on ne pouvait nier au vu des instruments, lettres ou tracts que l'on s'en procurait. Voici que maintenant, on parlait même d'une présence allemande. Notons enfin que le général Jordana étant promu Haut Commissaire, son successeur à Melilla, Aizpuru, devait porter depuis la mi-juillet (1915), un regard neuf, moins sélectif, sur les divers problèmes qui lui étaient soumis. Tout cela fit que le 3 août, Riquelme, le chef de la « Oficina Central », fut amené à demander à Mohammed, collaborateur et ami, ce qu'il savait du mouvement pro-turc signalé dans le Rif.

De l'air d'un homme qui n'y aurait lui-même prêté qu'une attention distraite, Si Mohand — ainsi le nommait-on surtout, là-bas — déballa sans façons, un lot d'informations de taille. Tout ce remue-ménage était à son avis, la mise en œuvre d'un projet déjà vieux puisqu'un émissaire turc, voici neuf ou dix mois, était venu s'en ouvrir à son père. Dans un plan général visant à soulever contre la France et l'Angleterre leurs colonies peuplées de musulmans, il s'agissait ici, de lancer les Rifains vers le sud, contre les positions françaises. A cet effet, un chef nommé Abdelmalek, avait été choisi en considération d'antécédents dont le détail était connu de Mohammed. Et à l'heure qu'il était, il gravitait déjà aux abords de Taza, aidé d'officiers turcs, ou même, selon quelques rumeurs, de conseillers allemands.

Le ton de Mohammed tendait à faire accroire que ni lui ni son père, n'avaient jusqu'à présent, trempé dans cette affaire. Mais on ne pouvait dire qu'à l'avenir, il en serait de même. Car en bons Marocains, — et ici Mohammed s'enflammait — comment manquer cette occasion de secouer le joug français ? De plus, si entre les Rifains, seuls ceux qui détestaient l'Espagne s'intégraient au mouvement, ils pourraient, à loisir, le retourner contre elle (42).

Obligé de parler, Mohammed s'était donc appliqué, sans pourtant rien nier, à maintenir le doute sur son rôle effectif et celui de son père. Mais, sûr qu'en fin de compte, la vérité serait connue, il la parait d'avance des seuls considérants qui pouvaient la rendre acceptable.

Et en effet, le colonel Riquelme ne demandait apparemment qu'à se laisser convaincre. Par amitié peut-être, mais surtout pour raisons politiques. Au fond, il n'était pas fâché de voir se dessiner une diversion fort propre à soulager l'Espagne aux dépens des Français qui, à ses yeux, étaient non pas des partenaires, mais des rivaux insolemment heureux. S'il fut donc bien forcé, au cours de son rapport, d'indiquer comme cer-

(42) Rapport du colonel Riquelme sur les déclarations que lui fit Mohammed Ben Abdelkrim, le 3 août 1915, S.H.M., Mel., II, 9, 15.

tain le rôle, dans cette affaire, du cadi Abdelkrim, il omit simplement d'y impliquer aussi son fils qui, au courant depuis des mois, avait pourtant gardé sur tout, un bien troublant silence. S'interrogeant par contre, sur l'attitude à prendre en tant que pays neutre, il ne voyait pas, disait-il, à quel titre l'Espagne interdirait à la Turquie en guerre contre la France, de harceler son adversaire à partir de régions jusqu'à ce jour inoccupées. Si nonobstant, elle envisageait ce parti, il fallait bien savoir que l'entreprise n'était pas sans péril. Car à moins de compter au sein même du mouvement, des amis sûrs, capables de s'imposer, tout ce qu'on obtiendrait serait, selon ses propres termes, « d'attirer contre nous tout ce flot de révolte pour le grand avantage de l'action des Français, mais au grand préjudice de la nôtre » (43).

En résumé, ou bien on se croisait les bras — et c'était sans doute préférable — ou bien l'on se risquait à mettre le hola. Dans les deux cas, il était clair, bien que la chose ne fût pas dite, que la présence dans le mouvement incriminé, du cadi Abdelkrim, était utile sinon indispensable. Et puisque enfin, la décision nécessitait un complément d'information, le colonel Riquelme achevait son rapport sur un souhait de Mohammed, son collaborateur, qui s'offrait à mener au sein de sa tribu, durant son imminent congé de Ramadan, une minutieuse enquête (44). La dialectique du colonel Riquelme aboutissait en quelque sorte, à laisser carte blanche au cadi Abdelkrim ainsi qu'à Si Mohand, pour contrôler secrètement, en faveur de l'Espagne, l'agitation antifrançaise inspirée par les Turcs.

*
* *

La suggestion était très claire, mais elle arrivait un peu tard. Car un choix différent était déjà fixé à l'échelon où se prenait la décision. Le danger immédiat, tel qu'on l'avait perçu à ce niveau, c'était de voir les Turcs obtenir l'allégeance des Rifains avec, pour conséquence, la déchéance des titres espagnols. Le seul moyen, si l'on devait parer au plus pressé, était donc d'imposer une stricte observation de la neutralité. C'était là en même temps, la façon la plus sûre de réserver ses chances aussi pour l'avenir. Depuis Algésiras, l'Espagne remplissait au Maroc une mission dont l'avaient, à l'époque, chargée sans distinction, les nations qui, depuis, s'opposaient dans la guerre. En cas de victoire allemande, Berlin ne pourrait donc tenir rigueur aux Espagnols s'ils n'avaient pas, en sa faveur, accepté de trahir un mandat qu'ils tenaient de l'Europe tout entière. Par contre, rien ne serait plus grave que de donner lieu à la France, si les Alliés étaient vainqueurs, d'imputer à l'Espagne cette même trahison.

(43) *Ibid.*
(44) *Ibid.*

Armé de ces principes, un commissaire, le général Indave, fut dépêché à Melilla pour remettre un peu d'ordre dans la situation. Arrivé le 6 août, il faisait, dès le 7, écrire par Mohammed, une lettre à son père. Lettre dictée, visiblement, et formulant dans le détail, l'attitude officielle de l'Espagne. En conclusion, venaient les injonctions suivantes :

> « Il est donc nécessaire, car c'est un ordre que te donne le général, que tu t'abstiennes de soutenir aucune action ni en faveur de la Turquie, ni en faveur d'un autre Etat. Bien au contraire, il faut t'y opposer de toutes tes forces et engager tous nos amis à faire de même, te consacrant obstinément et sans faiblesse à la seule cause qui, dans la zone assignée pour Protectorat à l'Espagne, soit une cause légitime, celle de l'Espagne elle-même. Voilà ce que le général attend de nous. » (45).

On voit qu'incidemment, dans la phrase de la fin, Mohammed se retrouve associé à son père dans la mise en demeure et donc, dans la réprobation du général. C'est dire qu'à son égard, on n'avait déjà plus, en haut lieu, la même mansuétude que son chef immédiat, le colonel Riquelme. Quant à son père, on notera la fermeté presque brutale du ton dont il est, envers lui, fait usage, et qui trahit un décalage certain entre l'information des Espagnols et la situation réelle. Le cadi Abdelkrim n'était plus comme jadis, un simple exécutant qu'on peut morigéner. S'étant d'abord rompu à la pratique du double jeu, il avait su, depuis quatre ans déjà, se rendre un peu moins disponible. Surtout, ce double jeu indiquait par lui-même, la résistance accrue que rencontrait dans les tribus, l'entreprise espagnole et l'usure progressive des moyens mis en œuvre pour en venir à bout. Hormis de rares exceptions, dont celle du colonel Riquelme, on n'avait pas perçu, du côté espagnol, cette évolution capitale. Aussi, dans le comportement présent du cadi Abdelkrim, ne voyait-on qu'une incartade, tandis qu'il répondait à une irréversible nécessité.

Que dire alors du fait qu'à l'heure présente, le cadi Abdelkrim n'en était plus à essayer, en soutenant les Turcs, de rattraper une notoriété perdue ? C'est en lui-même que ses récents contacts avec l'Allemand Farle avaient, par l'ouverture de perspectives nouvelles, ranimé de ses cendres le vieux patriotisme qui y couvait encore. Puisque l'Allemagne s'offrait à maintenir l'indépendance du Rif, la lutte contre la France cessait d'être un dérivatif, car elle aiderait tout de bon, à établir, par la victoire allemande, les conditions devant permettre à la promesse d'être tenue. Et si, chez les Rifains, la volonté d'indépendance cessait d'être

(45) Lettre du cadi Mohammed à son père Abdelkrim, le 7 août 1915, S.H.M., Mel., II, 9, 22 à 29 (en traduction espagnole).

utopique, il n'était plus permis de se borner, comme jusqu'ici, à la flatter pour mieux la dévoyer. On se devait de la galvaniser vraiment en vue bien sûr, d'une nécessaire défaite française, mais aussi, d'ici là, en vue d'un coup d'arrêt à la progression espagnole dans le Rif.

Cette toute récente métamorphose que nul encore ne soupçonnait à Melilla, ne pouvait pas ne pas conduire à la rupture avec l'Espagne. Pour l'instant cependant, le cadi Abdelkrim était ou trop habile, ou trop mal assuré pour déclarer son nouveau jeu et rompre de lui-même, quand ses deux fils étaient encore aux mains du futur adversaire. Aux injonctions qu'on lui avait transmises, il fit donc une réponse mitigée. Puisque Son Excellence le général lui demandait de rester neutre, il promettait de s'abstenir de toute intervention directe et trop visible dans la campagne que soutenaient les Turcs. Il devait dire pourtant, honnêtement, qu'il ne pourrait pas s'y soustraire de façon absolue ; d'abord, parce qu'il avait lui-même besoin de se mettre en bons termes avec les gens de sa tribu, ensuite, parce qu'il avait la conviction de bien servir l'Espagne en la prémunissant contre les suites de cette agitation qu'il s'emploierait à maintenir tournée contre la France (46). Mêlant ainsi subtilement l'esprit de fronde avec celui de soumission, il espérait probablement gagner du temps. Car sa fronde elle-même, présentée comme effet d'une amitié trop bien intentionnée, voulait moins inquiéter que toucher. Elle laissait espérer qu'avec de la patience et de bons arguments, on en viendrait à bout. Et cela mènerait jusqu'à la fin du jeûne. Ses fils alors, le rejoindraient à l'occasion de leur congé, et avec son aîné, il pourrait librement décider de la conduite à suivre.

Mais c'était ignorer qu'à Melilla, déjà, on songeait justement à ne pas laisser échapper ses deux fils sous couleur de congé, et que la décision en serait bientôt prise (47). C'était surtout compter sans l'irruption, dans le duo où il n'avait que Melilla pour partenaire, du turbulent exécutant supplémentaire qu'allait constituer Gavila, de Nokour.

*
* *

Il est certain que Gavila ne savait rien non plus des tout derniers desseins conçus par Abdelkrim et par son fils, desseins qui après tant d'années de collaboration toujours sincère, même quand la flamme eut

(46) Compte rendu de l'entretien de Si Mohand avec le colonel Riquelme, le 21 août 1915, S.H.M., Mel., II, 9, 5.

(47) Pièce nº 18, jointe au rapport de Riquelme sur les déclarations de Mohammed, le 3 août 1915, S.H.M., Mel., II, 9, 15. Cette pièce contenait la demande de permission de Mohammed, mais on y lit la note suivante au crayon : « Autorisation refusée par S.E. le Haut Commissaire ». C'est dire que la question avait déjà été portée devant la plus haute instance.

disparu, allaient pour la première fois, les dresser sur la voie que se fixait l'Espagne. Mais il faisait, depuis longtemps, du cas de ces deux hommes, une affaire personnelle, et son inimitié l'incitait à ne voir, dans le jeu double qu'il leur fallait mener, que ce qu'ils affichaient d'hostilité pour son pays. Or, il avait surtout noté, ces derniers mois, le regain d'influence qu'ils avaient, de la sorte, connu soudain auprès des résistants. Loin des vues générales où s'élevait le colonel Riquelme, il ne concevait pas qu'on pût, en attisant le feu, éloigner l'incendie. D'où les alarmes où le plongeait l'intervention des Turcs qui, par ailleurs, lui arrachait toute la situation des mains. Alarmes redoublées avec l'apparition d'un émissaire allemand au Rif. Et voilà que c'était justement le cadi Abdelkrim qui hébergeait cet émissaire et qui le patronnait (48). Comment alors garder le moindre doute sur le complot, sur son ampleur et sur sa mise en place autour du cadi Abdelkrim, lui-même couvert et relayé jusqu'au dernier moment, par son fils Mohammed, en pleine « Oficina Central », cerveau de l'information espagnole ? Que Mohammed parvînt à décrocher en temps voulu de Melilla pour ne pas être pris en otage avant d'aller se joindre à la révolte, et tout alors, serait paré. C'est ce que Gavila craignait par dessus tout. Il s'en était, dès le 1er juillet (1915), expliqué en ces termes :

> « Des informations dignes de foi m'assurent que le fquih Abdelkrim attend la venue de son fils Si Mohand, cadi à Melilla, pour que celui-ci travaille ouvertement contre l'Espagne, car il ne rejoindra plus Melilla. On m'indique le danger que présenterait la venue de Si Mohand aux Beni Ouriaghel avec de tels desseins en raison de l'influence acquise par lui auprès des fanatiques. » (49).

Gavila ignorait que, cette fois au moins, sa mise en garde serait suivie d'effet. Il restait donc sur le qui-vive. Juillet était passé, apportant son faisceau de nouveaux témoignages sur les machinations du père, sans qu'en haut lieu, une réaction se soit encore fait jour. Voilà que maintenant, août était entamé, coïncidant avec le mois de Ramadan. Autrement dit, dans une ou deux semaines, et en tout cas avant la fête, le fils, à moins de mesures immédiates, arriverait tout bonnement en congé régu-

(48) « Comme je demandais au neveu de Si Abdelkrim s'il était vrai que son oncle était en rapports avec les Allemands, il me dit que la nuit de leur arrivée ici, ceux-ci descendirent chez Si Abdelkrim, et que le lendemain, ils déménagèrent chez son beau-frère Haj Si Mohand ben Ali où ils sont demeurés jusqu'à aujourd'hui, date de leur départ... Ils étaient au nombre de trois. ». Lettre d'Antonio Ibancos, commerçant à Nokour et ami du cadi Abdelkrim, adressée au général Aizpuru, le 31 août 1915, S.H.M., Mel., II, 12, 113.

(49) Télégramme d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, le 1er juillet 1915, S.H.M., Mel., II, 9, 81.

lier. Comme son père, il serait dès lors, hors d'atteinte, et rien ne pourrait plus être empêché. Il fallait donc agir sans plus perdre un instant. Tel fut l'objet de la mission très officieuse que le capitaine Sist vint accomplir à Melilla.

*
* *

Arrivé de Nokour où il était lui-même chef du Renseignement, Sist courut à midi, un quinze août, frapper chez Mohammed auquel il s'accrocha en le harcelant de questions et d'insinuations, pour en venir aux franches accusations. Surpris et perdant tout sang-froid, il semble bien que Mohammed donna en plein dans la provocation, car il cracha la vérité : tout ce que Sist savait déjà, mais d'autres choses aussi, allant bien au-delà de ses soupçons (50). Ce dont rapport fut fait directement au général Aizpuru :

> « L'officier soussigné, lit-on dans le rapport, a eu une entrevue... avec le cadi Si Mohand de la « Oficina Central »... et il a, de sa bouche, recueilli les propos que voici :
>
> 1. Il déteste les Français. Il cherche donc et cherchera à les combattre par tous moyens à sa disposition.
>
> 2. Il rêve à la grandeur du peuple musulman et souhaite ardemment l'indépendance du Rif encore non occupé.
>
> 3. Il se peut bien qu'avec la fin de l'actuel conflit européen, la zone et les modalités du Protectorat espagnol subissent des modifications : la zone en serait limitée et le Protectorat réduit aux régions occupées à ce jour.
>
> 4. Le parti des Jeunes Turcs s'emploie à soulever tout le monde musulman contre les Alliés.
>
> 5. Soulèvement veut dire proclamation de la guerre sainte contre tous ceux qui cherchent à opprimer l'Islam.
>
> 6. Son père, le fquih Si Abdelkrim, ainsi que lui, se sont d'enthousiasme, ralliés à l'idée. Ils s'en font les champions et rien ne peut les détourner de leur dessein.

(50) Le colonel Riquelme devait déclarer plus tard, devant la commission parlementaire d'enquête sur les « Responsabilités », à propos de cette singulière entrevue : « Le chef de la « Oficina Indigena » d'Alhucemas [Sist] se présenta à Melilla où il était venu indiscutablement en mission commandée, *ex professo,* et de propos délibéré... pour y rencontrer Abdelkrim [Si Mohand] et essayer d'en tirer des aveux sur ses idées et sur ses sentiments intimes quant au Protectorat et à l'action des Espagnols. », *De Anual a la Repúhlica, op. cit.,* p. 118.

7. La première tâche à réaliser sera de nommer, en zone non occupée, un gouvernement qui pourra, dès sa formation, traiter avec l'Espagne.

8. Le premier résultat de l'action menée par lui et par son père, sera de rétablir chez les Beni Ouriaghel et dans toutes les tribus, la contribution pour la guerre.

9. Puis, on mettra sur pied des troupes qu'on lancera sur les Français, sans rien qui, en cela, puisse menacer l'Espagne. Sans doute, une forte garde sera-t-elle postée sur le Kert. Mais elle ne fera pas un geste hostile tant que nos propres troupes s'abstiendront d'avancer. Elle ne s'opposerait qu'à cette avance avec l'espoir qu'un des accords signés au moment de la paix en Europe, reconnaîtrait l'indépendance du Rif non occupé.

10. Son père ne mettra plus les pieds dans l'île d'Alhucemas [Nokour], et il ne viendra pas non plus à Melilla pour visiter Votre Excellence.

11. Lui-même, il considère que l'occupation serait la mort de sa tribu Beni Ouriaghel, et il se dressera contre elle.

12. L'Espagne devra se contenter du terrain occupé et renoncer au reste. » (51).

Ces déclarations-là sonnaient tout autrement que les aveux prudents jusqu'alors obtenus. Confirmant tout d'abord, que Mohammed avait en tout, partie liée avec son père, elles révélaient à quel degré insoupçonné le père lui-même se trouvait engagé puisque, déjà, il s'affairait à rassembler des troupes. Or, même en admettant, comme il le proclamait, qu'il n'enverrait ces troupes que contre les Français, il ne pourrait les recruter qu'en mettant fin, dans les tribus, aux divisions qu'il avait au contraire, mission de susciter. Et Sist qui prévoyait bien sûr, cette « disparition des luttes intestines déchirant les tribus », s'alarmait justement du danger permanent d'actions contre l'Espagne « qui en résulterait » (52).

Mais d'ailleurs, à quoi bon désormais, se poser ces questions ? Car on n'en était plus à supputer l'éventuelle répercussion en terrain espagnol, d'une entreprise montée contre la France. Mohammed et son père ne déclaraient-ils pas qu'ils allaient prendre en mains la cause du Rif encore indépendant ? Ils s'abstenaient sans doute de mettre en cause la présence espagnole dans les tribus déjà conquises. Mais si leur plan était de s'opposer à la poursuite de la conquête prévue par le Protectorat, c'est qu'en dépit de leurs protestations, ils n'allaient pas tarder à diriger leurs

(51) Rapport du capitaine Sist sur les déclarations du cadi Si Mohand ben Abdelkrim, le 15 août 1915, S.H.M., Mel., II, 14, 10.

(52) *Ibid.*

coups d'abord contre l'Espagne. Comment alors, ne pas souscrire aux conclusions de Sist qui, en stigmatisant « l'attitude dangereuse de la famille du fquih Si Abdelkrim », réclamait « des mesures pour couper court, une fois pour toutes, à l'action subversive » que cette famille menait ? ([53]).

L'affaire fut en tout cas jugée sérieuse puisque aussitôt, Aizpuru en déféra à Jordana, Haut Commissaire qui, lui-même, alerta à Madrid, le Ministère d'Etat. Sans doute, convenait-il de contrôler les dires de Sist dont on savait qu'il partageait, pour Abdelkrim et pour son fils, l'inimitié de Gavila. Mais, vu la gravité des charges, on se devait aussi de prendre, sans plus tarder, des mesures préventives. Le refus du congé pour Mohammed et pour son frère en était déjà une. Combien plus efficace eût été cependant, la capture du cadi Abdelkrim en personne. On pensa bien l'effectuer le 24 août, lors de la visite à Nokour du général Aizpuru. Si, parmi les « amis de l'Espagne », le cadi Abdelkrim était venu, selon la règle, pour saluer le visiteur, Aizpuru avait pour instruction, de s'en saisir et de le faire mener à Melilla ([54]). Mais Abdelkrim, flairant le piège, n'adressa ses respects que par personne interposée. Car il n'entendait pas, confia-t-il, être comme ses deux fils, arrêté sans raison ([55]).

Ce coup manqué allait conduire à une situation complexe où, malgré la rupture, les deux parties ne croiseraient le fer qu'à fleuret moucheté. Les Espagnols avaient en Mohammed, un gage inestimable. Pourtant, le seul usage qu'ils voulaient en tirer, était de mettre fin à la fugue paternelle afin de rétablir les rapports d'autrefois. Ils devaient donc bien se garder, à son sujet, d'en arriver jusqu'à l'irréparable. Quant au père Abdelkrim, il n'allait plus avoir d'autre objectif que d'obtenir la libération de son fils. Or, pour pouvoir la négocier, il lui fallait précisément gêner plus que jamais les Espagnols, en menaçant de leur porter des coups toujours plus durs, mais sans jamais non plus, franchir le point de non-retour. Epreuve de force en somme, mais avec le désir de part et d'autre, de parvenir à une entente.

Il en irait ainsi presque une année durant.

*
* *

(53) *Ibid.*

(54) Aizpuru ayant demandé, le 22 août, par télégramme, au Haut Commissaire Jordana si, au cas où le cadi Abdelkrim venait le saluer à Alhucemas (Nokour), il devait l'emmener à Melilla ou simplement se fier à sa promesse de s'y rendre de lui-même, le Haut Commissaire répond le lendemain : « Emmenez-le à Melilla et attendez mes instructions. », Memorandum sur l'affaire de Mohammed ben Abdelkrim, S.H.M., Mel., II, 10 (nous n'avons pas la cote de cette pièce dans le sous-dossier).

(55) Mêmes sources que ci dessus, n. 48 et 54.

Du côté espagnol, on dut d'abord instruire l'affaire de Mohammed. Et dans un premier temps, le colonel Riquelme invita son ami à donner sa version des propos échangés avec Sist. Mohammed reconnut que dans l'emportement de la colère où l'avaient mis les injurieuses accusations de Sist, il avait laissé voir son dépit face à l'ingratitude dont sa famille, après tant d'avatars, était payée pour ses services. Si telle était la récompense que l'Espagne accordait à ses plus sûrs amis, quel sort réservait-elle à ceux qui, en grand nombre, l'auraient jusqu'au bout combattue ? Et comment s'empêcher de redouter pour les Rifains, la perte de leur indépendance ? Ces mots lui avaient échappé, c'est vrai, mais sous l'empire de la colère, car ils allaient bien au-delà de sa pensée. En fait, s'il regrettait évidemment, comme tous les Marocains, la mainmise des chrétiens sur son pays vaincu, il comprenait, hélas, que c'était là, dans l'avenir, l'inéluctable fatalité. Puisqu'il fallait de toutes façons subir un maître, eh bien, c'était l'Espagne à qui sa préférence allait. Jamais il ne la trahirait. S'il avait bien parlé à Sist d'un gouvernement autonome dans le Rif, ou du recours à une contribution de guerre, c'était uniquement en tant qu'idées qui, en effet, se discutaient dans les tribus, mais sans aucun rapport avec son père ou avec lui. Il opposait par conséquent, un démenti catégorique aux plans qu'on l'accusait d'échafauder (56).

Hormis Riquelme, qui pouvait prêter foi à un tel démenti ? Surtout que Mohammed présentait quelques trous singuliers de mémoire. Que la question « Jeunes Turcs » par exemple, eût été évoquée, il n'en avait guère souvenance. Mais enfin, il niait. De Tétouan, Jordana manda donc au général Aizpuru de faire revenir Sist à Melilla et de confronter les deux hommes. Le résultat de la confrontation ne fut pas jugé bon pour Mohammed, comme en fait foi le compte rendu adressé à Madrid par le Haut Commissaire Jordana :

> « En effet, y lit-on, il en est résulté à l'évidence, que [Si Mohand] éprouve envers l'Allemagne une sympathie profonde et une haine invétérée à l'égard de la France. Et comme les manigances de son père Abdelkrim, ne se bornent pas par malheur, à déclarer cette sympathie, ni à agir sous l'impulsion de cette haine, mais qu'elles portent aussi sur des points qui nous affectent grandement, comme la future indépendance de tout le Rif qui n'est pas à ce jour occupé par l'Espagne, il ne fait aucun doute que le fils est complice de toutes ces manigances, encore que l'on ne puisse dire à quel point, et la véracité de ce que le capitaine Sist déclare, se trouve aussi accréditée. L'attitude contrainte de Si Mohand, mal à son

(56) Rapport du colonel Riquelme sur les explications fournies par Si Mohand ben Abdelkrim au sujet de la dénonciation de Sist, le 21 août 1915, S.H.M., Mel., II, 9, 5.

aise au cours de la confrontation, sauf quand il exprimait l'enthousiasme qu'il ressent pour l'Allemagne ou son hostilité envers la France, ne provenait que de sa crainte de voir aussi se vérifier les points touchant à son action pour le maintien d'un Rif indépendant, des points n'affectant que l'Espagne, et non les deux nations citées, et formant complément aux plans antifrançais élaborés par Sidi Abdelkrim et les siens. » ([57]).

De tout cela, la conclusion était pour Jordana, que Mohammed ne pouvait plus ni demeurer dans ses fonctions, ni conserver sa liberté. Il décida par conséquent, de le destituer, de l'inculper de haute trahison et, dans l'attente du jugement, de le faire mettre en forteresse avec, pourtant, tous les égards dus à son rang ([58]). Le 6 septembre (1915), il envoya à cet effet, ses ordres par télégramme à Melilla, en précisant d'avoir à informer le Commandant d'Alhucemas (Nokour) afin que le cadi Abdelkrim lui aussi, fût mis par là à la raison ([59]). L'arrestation de Si Mohand eut lieu ce jour-là même, et c'est le colonel Riquelme, malgré son « amitié intime », qui fut sommé de l'opérer ([60]). Mortifiant désaveu pour la confiance aveugle qu'il avait jusqu'au bout marquée à l'inculpé.

La vraie raison de la mésaventure de Mohammed était donc, comme on voit, le dessein qu'on prêtait, à lui comme à son père, de s'opposer dorénavant à l'avance espagnole dans le Rif. Raison de politique interne et sans aucun rapport avec de prétendues réclamations adressées de Rabat, suivant une légende tardivement forgée ([61]). Lyautey, à cette époque, ignorait tout de Mohammed, et il resta d'ailleurs dans l'ignorance

(57) Lettre du Haut Commissaire Jordana à Tétouan, au Ministre d'Etat, marquis de Lema, à Madrid, le 7 septembre 1915, S.H.M., Mel., II, 12, 104.

(58) *Ibid.*

(59) Mémoire sur l'affaire de Si Mohand ben Abdelkrim, mentionné ci-dessus, n. 54.

(60) *Ibid.* et déposition du colonel Riquelme devant la commission parlementaire d'enquête, *De Anual a la República, op. cit.*, p. 118.

(61) Légende qui traîne chez de nombreux auteurs français et espagnols. C'est ainsi que même le commandant Sánchez Pérez, qui passe pour être informé à la source, déclarait dans une conférence de stage sur « Abdelkrim », devant des officiers espagnols des Affaires indigènes, que Lyautey, informé des propos antifrançais tenus publiquement par Si Mohand, prit sa plus belle plume pour exiger, des Espagnols, des sanctions contre lui, « écrivant ainsi la première page de la tragédie d'Anoual », Andrés Sánchez Pérez : *Abdelkrim, in* « Selección de conferencias y trabajos realizados por la Academia de Interventores durante el curso 1949-50 », Imprenta del Majzen, Tetuán, 1950.

de son arrestation (62). Il est certain que la mesure, pourvu qu'on l'assortît de motifs adéquats, pouvait plaire aux Français, et à Madrid, on s'empressa d'en faire état devant l'ambassadeur de France, en se gardant pourtant d'indiquer nommément, qui en était l'objet (63). Mais c'était une manière de faire d'une pierre deux coups. Ce qui ne veut pas dire inversement, qu'on doive accorder foi aux plaintes de Lyautey contre la complaisance des Espagnols, voire leur complicité dans toute l'activité antifrançaise au Rif (64). Il s'en faut de beaucoup. Dix jours après l'arrestation de Si Mohand, Jordana, en visite à Rabat, formulait à Lyautey l'assurance que voici :

> « Je mettrai toute mon énergie à empêcher les éléments de la zone dans laquelle l'Espagne exerce son Protectorat, d'apporter la moindre perturbation dans la marche suivie par Votre Excellence. » (65).

L'attitude adoptée jusque-là à l'égard du cadi Abdelkrim nous a déjà montré que ces paroles de Jordana n'étaient que l'expression sincère d'une pratique effective et librement déterminée. Tout, par la suite, on le verra, viendra le confirmer.

*
* *

(62) Lyautey et ses Services resteront dans ce même état de complète ignorance au sujet de Mohammed ben Abdelkrim jusqu'au moment où, après la bataille d'Anoual, celui-ci sera mondialement connu. A vrai dire, quelques rares mentions en seront faites avant cette date dans les documents français, mais qu'on en juge. La première est de juin 1916, soit près d'un an après les événements que nous relatons. La voici textuellement : « Le 28 juin, 600 carabines Mauser et 6 mulets chargés de cartouches ont été amenés à Abdelmalek par Ould Si Abdelkrim, Secrétaire du Makhzen à Melilla. » (« Rapport mensuel du Protectorat », juin 1916). Voilà certes une information qui, par sa précision, ne devrait permettre aucun doute. Or, le 28 juin 1916, celui qui est nommé ici Ould Abdelkrim (le fils d'Abdelkrim) et qui est désigné par erreur comme « secrétaire du Makhzen », était incarcéré depuis dix mois déjà. Voilà qui, en nous confirmant cette ignorance dont nous parlions, donne aussi la mesure du crédit à accorder en la matière aux allégations futures de Lyautey concernant la situation dans la zone espagnole.

(63) « J'ai déjà fait valoir devant l'ambassadeur de France que vous aviez incarcéré un chef, mais sans indiquer lequel. » Lettre du Ministre d'Etat au Haut Commissaire Jordana, le 11 septembre 1915, S.H.M., Mel., II, 13, 1.

(64) Dès le 11 avril 1915, Lyautey télégraphiait à Paris : « Depuis quelques jours, l'action allemande s'exerce sur tous les éléments dissidents et trouve en zone espagnole les plus larges facilités sinon appuis. », télégramme n° 118 G., S.H.A. à Vincennes, E. 12 *bis*. Ailleurs, il parlera « d'indifférence ou de complicité des autorités espagnoles », télégramme aux Affaires étrangères n° 138 DR 1 du 25 juin 1917, S.H.A., Vincennes, E. 12 *bis*. Tel sera le thème invariable de ses rapports sur la zone espagnole jusqu'à la fin de la Guerre mondiale.

(65) B.C.A.F., septembre 1915, p. 262.

Le cadi Abdelkrim et son fils Mohammed, le premier toujours libre à Ajdir, mais le second, embastillé dans l'un des forts, Cabrerizas altas, qui couvrent Melilla, furent tous deux pris de court, et ébranlés visiblement, par la vivacité et la rudesse de la réaction espagnole. Déjà, en apprenant dans quelle colère sa dérobade avait plongé Aizpuru, le jour de l'inspection à la base de Nokour, le père avait cru bon, avant l'arrestation du fils, d'écrire au général pour s'excuser et demander pardon. Missive embarrassée où tout ne peut pas être dit et où, même pour le reste, l'allusion seule est quelquefois permise. Ainsi, quand, pour expliquer son absence, l'auteur évoque « la jalousie, la passion, l'injustice et l'ignorance » des gens entre lesquels il vit : « Il y faut, écrit-il, beaucoup de ruse, beaucoup d'adresse, beaucoup d'appui pour s'en protéger corps et biens et garantir l'honneur de sa famille » (66). Comment aurait-il dit en clair, que « la passion et l'injustice », c'était l'élan patriotique, et que lui-même, n'étant plus en mesure de s'opposer au flot montant de la résistance à l'Espagne, il s'y abandonnait ?

Or, c'était bien cela qu'il lui fallait tenter de faire comprendre et pardonner. S'il rappelait à cet effet, ses grands services passés, il n'en faisait pas pour autant espérer qu'à l'avenir, il pût en rendre d'autres. Le seul engagement qu'il prît, pour son fils et pour lui, était de ne jamais se retourner contre l'Espagne : « La trahison, expliquait-il, n'est ni dans nos natures ni dans nos habitudes... Lorsque nous sommes venus vers vous, ce n'était pas un mouvement qui se payait à prix d'argent. Nous ne cherchions pas à trahir notre pays ni notre religion. C'était à un moment qui commandait la chose ». Manière de faire entendre que le moment n'était plus le même aujourd'hui. « Mais, disait l'auteur pour finir, quoi que vous nous voyiez entreprendre, ce sera toujours à la fois, dans notre intérêt et le vôtre, ou au moins, dans notre intérêt sans que le vôtre ne soit lésé » (67).

Ces propos ne pouvaient, tant s'en faut, apaiser le courroux espagnol. Mais la demande de pardon, le vœu réitéré de conserver intacts les vieux liens d'amitié, le besoin même de s'expliquer et de se justifier, tout cela indiquait combien le cadi Abdelkrim était déjà troublé du simple fait de ce courroux. On conçoit donc son désarroi quand lui parvint l'incroyable nouvelle de la mise de son fils en prison et de l'exorbitante accusation dont il devait répondre :

> « Par deux fois, écrit-il aussitôt au général Aizpuru, je vous ai livré mes fils en otages pour que vous puissiez débarquer sur le rivage de ma tribu. Ma demeure a été mise à feu, j'ai payé des

(66) Lettre (autographe arabe) du cadi Abdelkrim au général Aizpuru, le 30 août 1915, S.H.M., Mel., II, 12, 118.

(67) *Ibid.*

amendes, je me suis vu forcé de fuir au loin avec toute ma famille, j'ai été honni et chassé de toutes les tribus, j'ai été sans raison dépouillé du produit de mes terres et privé de mon droit de toucher mes créances, sans compter d'autres actes, eux aussi inspirés par la haine. » Et voilà maintenant ce que l'Espagne lui réservait en récompense. « Je ne saurais nier, concédait-il, ma participation dans les événements en cours. Mais je ne savais pas que cela vous causât préjudice. » (68).

Le ton amer, plaintif, à demi-repentant montrait aux Espagnols combien le coup avait porté et les incitait donc à s'en tenir au plan qu'ils avaient arrêté. Aizpuru ne daigna pas répondre. Quant au Haut Commissaire Jordana, il fit attendre en vain, un mois durant, devant sa porte, l'émissaire que le fquih Abdelkrim, son « très cher ami » de naguère, lui dépêcha jusqu'à Tétouan (69).

*
* *

Pour Mohammed aussi, l'événement constituait un dur réveil. Sa valeur personnelle, ses amitiés, son influence à l'échelon local l'avaient apparemment grisé, lui donnant l'illusion qu'il avait un poids par lui-même. Les murs de sa prison lui rappelèrent soudain, combien sa position, sa liberté et même sa vie, ne dépendaient en fin de compte, que du bon vouloir espagnol. Cependant, en lui-même, il n'y avait aucune inimitié à l'égard de l'Espagne. Bien au contraire, il nourrissait et nourrirait encore longtemps l'espoir naïf que ses projets pourraient s'exécuter dans l'harmonie, en resserrant encore les anciens rapports amicaux. Tout cela l'amena, par un curieux mélange de repentir et de sincère indignation, à se défendre contre l'accusation de trahison. Quelques paroles dictées par la colère au cours d'un entretien privé, pouvaient-elles annuler tant de réels services accumulés depuis bien des années ? Ou plutôt, devait-il expier en raison même de ces services, puisque c'est eux dont avait pris ombrage le Commandant d'Alhucemas que, maintenant, par-delà Sist, on retrouvait à l'origine de la machination ? Quoi qu'il en fût, fit-il savoir au général Aizpuru, il était prêt à priver de son corps l'accusation dont il était l'objet, en invitant son père à cesser toute action politique dans un sens ou dans l'autre, et à se retirer, pour y mener une vie privée, à Melilla ou à Tétouan ou en tout autre lieu qu'on lui assignerait (70).

(68) Lettre (traduction espagnole) du cadi Abdelkrim au général Aizpuru, le 9 septembre 1915, S.H.M., Mel., II, 12, 91.

(69) Témoignage oral de l'émissaire en question Si Ahmed Hatimi, recueilli par l'auteur.

(70) Déclarations de Si Mohand recueillies en prison par le colonel Riquelme et transmises par lui au général Aizpuru, S.H.M., Mel., II, 9, 35, 36.

On se rappelle qu'en promettant aux Espagnols de ne jamais aller contre leurs intérêts, le père avait pourtant, avant l'arrestation du fils, laissé entendre qu'il ne renonçait pas à mener, sous l'égide des Allemands et des Turcs, la lutte armée contre la France. Or, maintenant, il était prêt à ce renoncement si, comme son fils s'offrait à l'obtenir de lui, il s'effaçait absolument de la vie politique. Concession importante et de nature à rassurer les Espagnols tant au sujet de la neutralité dans le conflit mondial, qu'à celui des projets, réels ou supposés du cadi Abdelkrim, de se dresser sur leur chemin. Mais quoique rassurante, elle ne pouvait les satisfaire. S'ils attendaient de leur agent qu'il renonçât à toute action indépendante et, plus encore, à toute action hostile, ce n'était pas en le mettant à la retraite. Ils avaient trop besoin de lui. Malgré sa répugnance désormais évidente, ils espéraient ni plus ni moins, lui faire reprendre avec eux son service. L'offre de Mohammed décevant cette attente, ne fut pas prise en considération. Elle n'arrêta ni n'entrava l'instruction du procès.

LA RUPTURE

Si Mohand était accusé de trahir la cause espagnole en incitant les « indigènes » à se dresser contre l'Espagne dans son effort pour occuper le Rif et le placer sous son Protectorat. Son père menait l'action au milieu des tribus, mais c'était lui qui l'animait et l'orientait de Melilla (1).

Sur quoi était fondée l'accusation ? Uniquement sur le rapport de Sist que nul élément matériel n'avait depuis, corroboré. On n'avait rien trouvé chez l'inculpé, sinon quelques proclamations « Jeunes Turques » sans relation avec l'affaire et qui, par leur présence, ne formaient pas délit (2). Sans doute, y avait-il un témoignage disant que Si Mohand avait, deux ans plus tôt, incité les Rifains à s'opposer à un débarquement. Mais, émanant de Gavila, le supérieur de Sist, ce témoignage unique avait-il un grand poids ? Surtout qu'il n'était pas direct et n'était qu'un rappel d'informations mal contrôlables (3).

(1) Rapport du juge instructeur, le commandant Enrique López Sanz. Le dossier complet de l'affaire du cadi Mohammed se trouve au S.H.M., Mel., II, 12, 32 à 38, cote valable pour toutes les pièces dont il est constitué, et que nous ne rappellerons donc pas dans les prochaines notes qui y font référence. Ce dossier comprend les éléments suivants :

a) le rapport du commandant López Sanz qui mena l'instruction entre le 8 septembre et le 5 novembre 1915. On y distingue les chefs d'inculpation, les dépositions des témoins à charge et à décharge, celles de l'accusé et enfin les conclusions du juge ;

b) le rapport du juge « auditeur » (auditor), Sente Fábregas qui, le 13 novembre 1915, transmet au général Aizpuru le rapport du juge instructeur, rapport sur l'ensemble duquel il formule ses propres conclusions ;

c) la décision du général Aizpuru prise, sur le plan juridique, le 20 novembre 1915 ;

d) une lettre du général Aizpuru datée du 19 décembre 1915 et faisant état de la décision prise le 1er décembre 1915, par le Haut Commissaire Jordana, sur le plan politique ;

e) une lettre du Ministre d'Etat au Haut Commissaire, entérinant le 20 décembre, les dispositions prises par ce dernier.

(2) Rapport du juge instructeur.

(3) Déposition du commandant de la base d'Alhucemas (Nokour), le colonel Roberto Gavila Gavila (*sic*), devant le juge instructeur.

Ceux qui par contre, étaient le mieux placés pour apprécier l'action de Si Mohand puisqu'ils l'avaient à leurs côtés ou sous leurs ordres depuis bien des années, n'hésitaient pas à s'en porter garants. Son chef, le colonel Riquelme, rappelait les malheurs dont sa famille avait payé son amour de l'Espagne, et il attestait que lui-même, Si Mohand, avait toujours accompli ses missions avec intelligence et loyauté. Evidemment, depuis la guerre, un changement s'était produit en lui. Au bout de quelques mois, il avait pris parti passionnément contre la France et pour l'Allemagne. Il avait même offert de résilier sa charge de cadi pour embrasser la cause allemande en toute liberté. Mais on l'avait dissuadé, en lui faisant promettre aussi, de respecter une stricte neutralité. Et la promesse avait été tenue. Quant à l'attachement de Si Mohand à la cause espagnole, il n'avait pas souffert de sa prise de parti. S'il évoquait la propagande germano-turque, c'était toujours comme un moyen de soulager l'Espagne aux dépens des Français (4).

Pour le capitaine Barbeta, lui aussi en service à la « Oficina Central », il n'était pas exclu que Si Mohand eût sur son père un certain ascendant, mais il ne risquait pas de l'exercer contre l'Espagne. Son loyalisme était aussi entier que celui d'un pur Espagnol. Seulement, avec son père, il était la victime de jalousies anciennes, exacerbées encore, depuis que Melilla avait encouragé visiblement une action autonome du cadi Abdelkrim. Il convenait par conséquent, de recevoir les racontars qui se faisaient sur les deux hommes, avec plus de prudence que les autorités d'Alhucemas (5).

C'était la thèse de Si Mohand lui-même qui soulignait combien sa propre réussite à Melilla, avait contribué à exciter l'envie entre ses contribules. C'était vrai que son père n'avait pas refusé son concours à l'Allemagne. C'était vrai que lui-même, il ne pouvait aimer la France qui avait démembré son pays et qui lui imposait un joug barbare. Mais quel rapport avec l'Espagne dont il continuerait à soutenir la cause aussi fidèlement qu'il l'avait fait jusqu'à ce jour. D'ailleurs, eût-il envie de la trahir vraiment, que nul ne le croirait dans le parti d'en face où l'on se garderait de l'accueillir. Donc, autant qu'un devoir ou qu'une marque de gratitude, son loyalisme était une nécessité (6).

De tous ces faits, déclarations et témoignages, le juge chargé de l'instruction conclut le 5 novembre (1915), qu'entraîné par l'idée assurément prématurée d'une victoire allemande, le cadi Si Mohand n'avait pas observé la discrétion et la prudence requises dans son langage, chez un

(4) Déposition du lieutenant-colonel José Riquelme.
(5) Déposition du capitaine José Barbeta.
(6) Déposition du cadi Mohammed ben Abdelkrim.

homme au service d'une Puissance neutre. Cependant, quant aux charges relevées contre lui, on ne pouvait nier qu'elles souffraient en effet d'un vice originel puisqu'elles étaient fondées sur les informations ou les accusations de Marocains hostiles à Abdelkrim et à son fils. En foi de quoi, le juge considérait qu'il n'y avait apparemment pas eu délit ou faute prévus au Code de justice militaire. Il opinait par conséquent, qu'on pouvait mettre fin aux poursuites (7).

Si le juge instructeur semblait tout aise d'avoir pu conclure en ce sens, c'est plutôt à regret que le juge « auditeur », saisi à son tour du dossier, se vit contraint d'entériner. Car tenu, en juriste, de demeurer sur le terrain du droit, il n'en voyait pas moins qu'il s'agissait en fait d'un problème politique. Ce qui le conduisait à formuler des jugements fort pénétrants et qui prennent aujourd'hui, une allure prophétique. Il ne fait pas de doute, observait-il d'abord, qu'en Si Mohand

> « sont rassemblés les traits les plus saillants qui distinguent sa race. Il est astucieux et sagace. Ses déclarations montrent bien qu'il ne dit rien que ce qu'il lui convient de dire. Dès qu'on lui pose une question embarrassante, il se dérobe et vous entraîne exactement à l'opposé de ce que vous cherchiez. Il n'a donc pas été possible, dans de telles conditions, de parvenir au but qui était d'établir de façon décisive que Si Mohand, fils de Si Abdelkrim, est ou n'est pas loyal à l'égard de l'Espagne » (8).

Mais si en droit, on ne pouvait aller plus loin, le juge avait pourtant son opinion intime, et il n'hésitait pas à l'exprimer :

> « Comment, poursuit-il en effet, douter que Si Mohand, fils de Si Abdelkrim, a son idée bien arrêtée, confinant même au fanatisme, sur ce que signifie la présence au Maroc, d'une force armée européenne ? Dans l'actuel conflit européen, il ne fait pas mystère des sympathies qu'il a pour les Jeunes Turcs et les Allemands, pas plus que de la haine que lui inspire la France. Bien sûr, dès qu'il entend nommer l'Espagne, le voilà qui devient tout respect et toute vénération. Jamais au grand jamais il ne la trahira, et ni lui ni son père ne se mettront jamais contre elle. Il prétend que son père, en prenant part à la campagne antifrançaise observée aujourd'hui au Maroc, vise exclusivement la France qu'il se doit de haïr comme tout bon musulman. Mais Si Mohand se trompe s'il se figure qu'on peut ainsi œuvrer contre la France sans préjudice aucun pour la cause espagnole. C'est là un point d'une gravité énorme et qui pèse contre lui. Car si vraiment, comme il l'assure,

(7) Conclusions du juge instructeur.
(8) Rapport du juge « auditeur » au général Aizpuru.

il hait la France, et si les intérêts de ce pays sont liés au Maroc, avec ceux de l'Espagne, peut-on douter, quand il conspire contre les Français au Maroc, que sa conspiration est dirigée par contre-coup, aussi contre l'Espagne, malgré toutes ses protestations de loyalisme et de fidélité ? Si le cadi de la « Oficina Central »... avait vraiment le grand amour dont il se targue envers l'Espagne, sachant comme il le sait, quel préjudice énorme doit entraîner pour elle l'action antifrançaise, il se garderait bien de couvrir cette action ou d'y participer. Or, c'est là ce qu'il fait. Il avoue sans façons qu'il apporte lui aussi, son fagot au bûcher dressé contre la France, protectrice du Maroc. Il ne ressent donc pas cet amour pour l'Espagne. Au contraire, il y a, tapi au tréfonds de son cœur, un quelque chose qui guette l'occasion de se traduire en haine et en rancœur tant contre les Français que contre nous, les Espagnols, et qui peut du même coup, donner une disposition à se dresser, sans distinction aucune, contre tous les Européens.

« Mais en droit strict, on ne peut pas punir cela. Nos lois ne le sanctionnent pas. » (9).

De cet avis à double face allaient sortir les décisions. Le 20 novembre 1915, le général Aizpuru déclarait close l'action de la justice (10). Mais le Haut Commissaire intervenant dix jours plus tard, comme instance politique, ordonnait le maintien de Si Mohand en détention jusqu'à ce que lui-même en décide autrement ou bien, qu'au vu des circonstances, le général Aizpuru puisse lui proposer le pardon (11). Dans l'intervalle, on avait supprimé la pension mensuelle allouée au cadi Abdelkrim, et annulé la bourse dont M'hammed, son cadet, devait bénéficier pour aller à Madrid, entreprendre ses études d'ingénieur (12).

*
* *

En approuvant toutes ces mesures, le Ministère d'Etat allait bientôt recommander « de se garder, en paroles et en actes, de tout excès violent qui, engendrant la haine et la soif de vengeance, fermerait à jamais la porte à une possible réhabilitation » (13). C'est dire qu'aussi bien à Madrid qu'à Melilla et à Tétouan, la détention de Si Mohand était jugée comme

(9) *Ibid.*

(10) Décision du général Aizpuru.

(11) Lettre du général Aizpuru au Haut Commissaire Jordana, le 19 décembre 1915.

(12) Lettre du Haut Commissaire au général Aizpuru, le 20 octobre 1915, S.H.M., Mel., II, 12, 43.

(13) Lettre du Ministère d'Etat au Haut Commissaire, figurant au dossier du procès.

provisoire et destinée à ramener, à un moment ou à un autre, le cadi Abdelkrim dans le chemin de son devoir. Mais celui-ci, dont les démarches s'étaient heurtées, jusqu'à présent, à un mur de silence, et Si Mohand, toujours dans sa prison en dépit du non-lieu dont il avait bénéficié, ne voyaient quant à eux, qu'un avenir bouché. D'où leur conduite assez désordonnée, comme dans les cas désespérés, et faite de sursauts suivis de dépressions.

C'est bien le désespoir qui poussa Si Mohand à concevoir, malgré ses risques, l'idée d'une évasion. Le 23 décembre, en effet, il s'échappa en usant d'une corde nouée à un créneau. Mais par malheur, la corde venant à rompre, il s'abattit dans le fossé qui était, paraît-il, hérissé de tessons. Les compagnons venus l'attendre, l'y ramassèrent inanimé, tout couvert de lésions, avec une vilaine fracture de la jambe. N'osant le transporter dans cet état, ils le laissèrent en vue, tout près du fort où la patrouille le ramassa (14). Il en fut quitte, après des mois de soins, pour une jambe mal remise dont il boîterait lourdement pour toujours. Quant à sa liberté, plus que jamais, elle dépendait du bon désir des Espagnols. C'est donc à eux que lui-même et son père durent s'adresser dans leur détresse.

Ce que nous connaissons, c'est la requête du père qui, cinq semaines après l'équipée de son fils, s'offrit à venir en personne, se présenter à Melilla, au général Aizpuru, si préalablement, on libérait le détenu (15). De la requête que Si Mohand avait de son côté, dû présenter plus tôt, nous n'avons connaissance que par les allusions de la correspondance qu'elle suscita. L'important, c'est qu'elle fut formulée. C'est aussi de savoir que, pour Aizpuru, la liberté de Si Mohand passait par certaines conditions, et d'abord, que son père fît une déclaration publique en faveur de l'Espagne, tandis que lui s'engagerait à ne pas travailler pour l'Allemagne (16). L'important, c'est qu'enfin, Jordana décida son maintien en prison en attendant que fût connue, sans équivoque, la position du père (17).

C'était le 19 février 1916.

(14) Télégramme d'Aizpuru au Haut Commissaire, le 23 décembre 1915, S.H.M., Mel., II, 9, 34. Voir aussi M. AZERKANE, *op. cit.*, p. 26 du manuscrit.

(15) Déclarations du messager Mohammed Bel Haj Si Mohand, venu à la « Oficina Central » de la part du cadi Abdelkrim, le 1er février 1916, S.H.M., Mel., II, 9, 30.

(16) Lettre du général Aizpuru au Haut Commissaire, le 15 février 1916, S.H.M., Mel., II, 12, 15.

(17) Réponse du Haut Commissaire au général Aizpuru, le 19 février 1916, S.H.M., Mel., II, 12, 12.

Or, à l'époque, le cadi Abdelkrim s'évertuait à soutenir ouvertement la cause allemande en relation avec leur homme, Abdelmalek. C'était conforme au choix qu'il avait fait dès avant que son fils ne fût pris. Mais c'était tout autant maintenant, pour faire sentir aux Espagnols la gêne qu'il pouvait leur causer. Ce faisant, il s'était d'ailleurs mis dans un autre engrenage dont il ne serait pas, une fois encore, facile de se tirer.

A l'origine, on s'en souvient, la lutte armée contre la France, sous le patronage turc, s'était offerte à lui comme un moyen de faire oublier son passé sans avoir pour autant à combattre l'Espagne qu'il pensait même ainsi, continuer à soutenir. L'irruption des Allemands avait modifié son optique envers les Espagnols qu'il lui semblait désormais souhaitable de contenir dans les limites où ils étaient déjà. Ce n'était là pourtant, dans l'ordre des urgences, qu'un objectif second en considération de la défaite française dont tout allait dépendre. Les Allemands d'ailleurs étaient là pour le lui rappeler si d'aventure, il l'avait oublié. L'argent qu'ils lui donnaient n'était donc destiné qu'à débaucher les anciens pensionnés de l'Espagne en vue d'en faire des recruteurs pour les cohortes d'Abdelmalek. C'est en effet ce rôle de recruteur en chef et de propagandiste de la cause allemande auquel il se voua, de façon exclusive, dès août 1915, un peu avant l'arrestation de Si Mohand ([18]). Il aurait pu s'y cantonner même après cette arrestation, en découvrant combien, par là, il déplaisait aux Espagnols. Mais il ne tarda pas à découvrir aussi, que c'était les Rifains qu'il s'aliénait surtout, au moment même où il songeait à revenir à eux.

C'est qu'avec un bon sens obstiné, les Rifains refusaient de détourner les yeux de leur ennemi véritable. Dès août 1915, quand les Allemands venaient tout juste de se montrer dans la région, Gavila indiquait de Nokour, en annonçant que de forts contingents faisaient route pour le Kert :

> « Tous, avant de partir, ont décidé qu'en arrivant au Kert, ils sommeraient là-bas, les Allemands qui s'y trouvent, de s'expliquer sur leur mission, exigeant d'eux qu'ils nous obligent [nous Espagnols] à quitter le pays occupé. S'ils refusaient, on userait de représailles. » ([19]).

Un peu plus tard, l'Allemand Farle, après s'être entendu avec le cadi Abdelkrim, s'était rendu chez les Beni Saïd, une tribu de la côte qui faisait face aux lignes espagnoles. En dépit des promesses qu'il leur fit de les armer eux-mêmes, il n'en put obtenir la concession d'un havre

(18) Lettre d'Antonio Ibancos au général Aizpuru, le 31 août 1915, S.H.M., Mel., II, 12, 113.

(19) Télégramme d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, le 29 août 1915, S.H.M., Mel., II, 9, 100.

pour débarquer les armes à l'intention d'Abdelmalek : « C'était là, disaient-ils, les distraire de la lutte contre les Espagnols, leur ennemi, prêt à fondre sur eux » (20).

Enfin, Abdelmalek lui-même s'en vint au cœur du Rif pour battre le rappel. Ce fut à Tafersit, chez les Beni Touzine, apparemment courant septembre 1915. Lui aussi essuya un échec : « Nous ne comprenons pas, lui dirent les chefs venus l'entendre, où tu veux en venir en combattant la France, là-bas, dans l'intérieur, alors qu'ici, tout près de nous, les Espagnols s'apprêtent à occuper nos territoires » (21).

Il n'est pas étonnant, dans de telles conditions, qu'après avoir été fêté durant deux ou trois mois, parmi les résistants, le cadi Abdelkrim fût à nouveau montré du doigt. On fit sur lui de déplaisants couplets dans le genre que voici :

« Abdelkrim, rossignol à pattes de flamant,
« Hier soir Espagnol, et ce matin Allemand. » (22).

D'ailleurs, tout bien considéré, avait-il changé réellement ? On ne le pensait pas. Dans leur majorité, les gens croyaient — à tort, il faut le dire — qu'encore une fois, c'était l'Espagne dont il suivait secrètement les ordres en se livrant à ses menées de diversion antifrançaises (23). Le résultat était assez inattendu. Cible commune du parti espagnol qui, s'attaquant à lui, pouvait enfin se faire entendre, et de la Résistance, qui menaçait de razzier sa maison (24), jamais le cadi Abdelkrim n'avait été si seul et par conséquent si débile, quand s'engageait entre l'Espagne

(20) M. AZERKANE, *op. cit.*, pp. 18, 19 du manuscrit.

(21) *Ibid.*, p. 18. « B.C.A.F. », janvier 1916, pp. 6-7. Dans le « Rapport mensuel du Protectorat » (R.M.P.) de septembre 1915, on lit : « Dans le Rif, la propagande allemande n'a pas grand effet car elle dirige l'action contre la France alors que les tribus sont surtout préoccupées par les Espagnols. ».

(22) « Si ᶜAbdelkrīm aḍarḥyānd obaraᶜmān
« Irayīdja ḍa Spaniū roḫa iḏwar ḍ-Alīmān. »
Textuellement : Si Abdelkrim à la barbe de verdier, il était Espagnol, aujourd'hui, il est devenu Allemand. Ce distique berbère a été recueilli pour nous par notre ami Youssef Souiqui de la bouche de son oncle Chouaïb Afellah que nous avons nous-même interrogé. Chouaïb Afellah, qui devait être l'un des chefs militaires durant la Guerre du Rif, avait vu, à l'époque où nous sommes, plusieurs dizaines d'Allemands chez le cadi Abdelkrim.

(23) « Les Allemands que le fquih Abdelkrim a amenés aux Beni Ouriaghel sont partis cette nuit pour le Kert avec des gens à lui... La majorité des indigènes commente les faits actuels en disant qu'ils sont la conséquence d'une mission confiée par l'Espagne à Si Abdelkrim dont ils se méfient en dépit de ses constantes déclarations anti-espagnoles. » Télégramme d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, le 29 août 1915, S.H.M., Mel., II, 9, 100.

et lui, le duel dont l'enjeu était la liberté de Si Mohand. Mais peut-être avait-il l'illusion que l'appui de l'Allemagne lui suffirait pour se défendre sur tous les fronts ?

En tous cas, une fois engagé, il ne pouvait guère reculer. Car derrière lui, il avait entraîné tout un réseau de stipendiés, des hommes qui, ayant renoncé à la solde espagnole, n'en attendaient que plus impatiemment la double solde qu'il s'était mis depuis, lui-même à leur verser (25). Fonction qu'à l'avenir, il aurait bien du mal à déserter.

Devenu ainsi le héraut des Allemands et des Turcs, il célébrait leur résistance aux Dardanelles et donnait leur victoire pour certaine (26). Reprenant le projet avorté de Farle, il s'adressait aux Temsamane, autre tribu côtière, pour obtenir le havre nécessaire à l'acheminement des armes jusqu'à Abdelmalek (27).

*
* *

Il semble bien pourtant, qu'il eut tôt fait de mesurer à quels périls il s'exposait s'il ne sortait de son isolement. Aussi, puisqu'un rapprochement avec l'Espagne était pour le moment exclu, c'est vers la Résistance qu'il se remit à manœuvrer. A cet effet, on s'aperçoit, depuis au moins la mi-janvier 1916, que, sans cesser de décocher ses flèches contre la France, il en dirige de plus en plus contre l'Espagne. Bientôt, on le verra alerter les tribus contre un débarquement que l'Espagne en effet projetait, mais que son flair lui avait permis d'éventer. Il se retrouvera alors, main dans la main avec les « fanatiques » pour obtenir des fonds en vue d'armer la garnison qui défendrait la côte et d'autres contingents à dépêcher au front du Kert (28). La logique sur laquelle il avait jusque-là obstinément fermé les yeux, venait ainsi de le conduire, et malgré qu'il en eût, à se dresser ouvertement contre l'Espagne. Mais au moins, les menaces qu'hier encore lui adressaient les résistants n'étaient désormais

(24) « Beaucoup de monde hier, au souk el Arbaa (marché) d'Ajdir. Nos amis [des Espagnols] contrecarrent l'action de Si Abdelkrim, et on a proclamé que tous les musulmans désapprouvent ses agissements. On a vivement discuté de la nécessité de châtier le fquih et tous ceux qui ont amené et logé des Allemands. » Télégramme d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, le 2 septembre 1915, S.H.M., Mel., II, 9, 99.

(25) Télégramme d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, le 20 janvier 1916, S.H.M., Mel., III, 8, 112.

(26) *Ibid.*

(27) Télégramme d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, le 16 janvier 1916, S.H.M., Mel., III, 8, 114.

(28) Télégramme de Melilla au Général en chef, Jordana, le 13 avril 1916, S.H.M., Mel., III, 8, 90, et télégramme d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, le 28 mars 1916, S.H.M., Mel., III, 8, 96.

plus de mise. Quant à l'Espagne qui refusait de relâcher son fils, il disposait enfin contre elle, d'un réel moyen de pression.

De ce côté d'ailleurs, les réactions ne devaient plus tarder à se manifester. A la base de Nokour, où le cas Abdelkrim mettait les nerfs à vif, on s'alarma au point de décider tout bonnement l'assassinat du personnage lui-même ou de M'hammed, son fils cadet que l'on avait, à Melilla, commis la lourde faute de laisser s'en aller. Car, avec sa culture espagnole, il doublait maintenant les moyens d'action de son père (29). Mis au courant par des indiscrétions, le Haut Commissaire Jordana fit aussitôt savoir que ce projet n'était pas du tout de son goût. De Melilla, Aizpuru s'empressa lui aussi, de condamner l'initiative, en désignant comme responsable unique l' « Oficina » locale de la base de Nokour (30).

C'est que l'idée de Jordana était non pas de se débarrasser du cadi Abdelkrim, mais au contraire de le récupérer. Car le débarquement que ce dernier croyait pouvoir annoncer aux tribus était bel et bien projeté, une nouvelle fois, pour le cours de l'été. On ne pourrait le réussir bien sûr, que si l'on n'avait pas le cadi Abdelkrim contre soi. Mais pour l'effectuer aux moindres frais, peut-être même sans coup férir, il fallait davantage. On persistait à croire qu'à cet effet, le concours sans réserve de ce même Abdelkrim serait indispensable (31). L'heure était donc venue non de l'assassiner, grands dieux, mais d'obtenir sa réconciliation contre la liberté de Si Mohand que l'on pourrait alors réintégrer dans ses fonctions.

Le colonel Riquelme étant le plus à même de réussir dans cette mission, c'est lui qui, en personne, vint à Nokour où il ne fallut pas moins de deux mois d'efforts pour obtenir une entrevue secrète, mais qui fut décisive. Contre l'engagement des Espagnols à libérer son fils puis à le rétablir dans ses fonctions, contre promesse aussi, de relever les

(29) Télégramme du Haut Commissaire Jordana au général Aizpuru, le 10 février 1916, S.H.M., Mel., III, 8, 116, et lettre en réponse à ce télégramme, le 29 février 1916, S.H.M., Mel., III, 8, 102. Télégramme d'Alhucemas à Melilla, le 21 février 1916, S.H.M., Mel., III, 8, 106.

(30) Lettre du général Aizpuru au Haut Commissaire à Tétouan, le 29 février 1916, S.H.M., Mel., III, 8, 102.

(31) « Alors qu'Abdelkrim [Si Mohand] était toujours en prison, après l'arrêt de la procédure... l'ordre arriva de préparer l'occupation d'Alhucemas, pacifiquement, en comptant sur l'aide des éléments d'Abdelkrim [le père de Si Mohand] et, si possible, avec celle des Beqqioua avoisinant », déposition du colonel Riquelme devant la commission parlementaire d'enquête sur les « Responsabilités », *De Anual a la República..., op. cit.*, pp. 118, 119.

autorités de Nokour avec lesquelles aucune entente n'était possible (32), le cadi Abdelkrim renonça à l'idée un moment caressée, d'un Rif indépendant, et se remit, comme autrefois, à recoller les morceaux dispersés du parti espagnol. Il fut alors possible d'arrêter les mesures permettant d'accueillir les troupes qui devaient débarquer. La liste des otages requis pour cette opération était déjà dressée quand enfin, Si Mohand fut mis en liberté, juste à temps pour venir, début août (1916), célébrer en famille, la fin du Ramadan (33).

A cet égard du moins, tout s'achevait au mieux. Pourtant, il était clair que par là même, un nouveau problème surgissait, car il faudrait masquer aux regards des Rifains la nouvelle pirouette grâce à laquelle ce résultat était acquis. Ecrivant le 6 août au général Aizpuru pour le remercier, et l'assurant de son grand zèle à tout prévoir pour le débarquement, le cadi Abdelkrim ajoutait : « Mais il y faut une prudence extrême et le maximum de tactique, afin que nul ne s'aperçoive que j'y travaille, jusqu'à ce qu'avec l'aide de Dieu, votre projet ait abouti » (34). Il mesurait ainsi toute la difficulté de son problème, mais il comptait ne pas avoir à l'affronter longtemps. Dès que les Espagnols auraient mis pied à terre, plus ne serait besoin, à l'abri de leurs armes, de conserver le masque.

Hélas, une fois encore, la troisième en cinq ans, l'indécision du conquérant vint renverser ces prévisions. Quand tout fut prêt à terre, pour lui ouvrir la voie, il renonça à son débarquement (35). C'est dire que les embûches de la situation estimée transitoire, allaient en fait, se prolonger sans fin. D'où la nécessité urgente d'aviser aux moyens d'y parer.

A la fin du mois d'août en effet, une nouvelle qui consterna les Espagnols, se mit à circuler. Suivi d'une à plusieurs centaines de combattants — on ne savait exactement — le cadi Abdelkrim s'était mis en chemin pour aller voir Abdelmalek, l'ennemi des Français (36). Voilà ce que jamais, il n'avait encore fait, même au temps de la brouille. Pourquoi donc maintenant, après la réconciliation ? Aizpuru ne manqua pas de faire savoir à Si Mohand, demeuré à Ajdir, qu'il n'était pas du tout

(32) « Après sa libération [Si Mohand], le personnel d'Alhucemas [Nokour] qui portait la responsabilité directe de la crise des relations avec la famille Abdelkrim, avait été muté », déposition déjà mentionnée du colonel Riquelme, *ibid.*, p. 120.

(33) Même source que notes 31 et 32.

(34) Lettre du cadi Abdelkrim (traduction espagnole) au général Aizpuru, le 6 août 1916, S.H.M., Mel., II, 10, 24.

(35) Même source que note 31.

(36) Télégramme du commandant de Melilla au Général en chef, Jordana, le 12 septembre 1916, S.H.M., Mel., III, 8, 58.

content ([37]). Il ne se rassura que lorsque ce dernier, venu à Melilla, lui procura, au cours d'une entrevue, l'explication relatée aussitôt en ces termes :

> « Si Mohand me déclare que son père est maintenant déjà, bien décidé à cesser toute action intéressant d'autres Puissances, pour œuvrer avec nous et nous seuls. Et il n'attend, pour mettre en actes cette résolution, que de voir la façon dont il y parviendra sans ameuter les fanatiques qui pourraient le disqualifier et rendre par la suite, son concours impossible avec nous. Sans compter les dommages qu'il devrait en subir et dans ses biens et même peut-être, dans sa personne. Depuis qu'il est venu secrètement, reprendre le contact avec nous, c'est pour nous qu'il travaille, mais il doit s'arranger pour que ses partisans le croient toujours voué aux intérêts allemands et turcs. » ([38]).

Lui-même, rentré de sa visite auprès d'Abdelmalek, le cadi Abdelkrim tenait à rassurer Aizpuru, lui écrivant qu'il lui fallait, pour demeurer fidèle à ses engagements envers l'Espagne, « recourir à la ruse et à la politique » ([39]). La ruse, en l'occurrence, consistait à dresser Abdelmalek, les Allemands et les Turcs en écran de fumée dissimulant sa collusion renouvelée avec les Espagnols.

Mais avec les années, ces jongleries avaient perdu de leurs vertus, et elles ne réussirent à égarer qu'un petit nombre :

> « A l'heure présente, disait le 13 septembre (1916), un télégramme de la base de Nokour, Si Abdelkrim d'Ajdir fait à lui seul, dans les tribus voisines, l'objet de tous les commentaires. Pour les uns, c'est l'ami de l'Espagne, pour les autres, c'est celui de l'Allemagne, à cause de sa visite récente à Abdelmalek Mohieddine. Mais l'avis qui prévaut, depuis le retour de son fils [Si Mohand], c'est qu'il est notre ami à nous. » ([40]).

Ainsi, pour l'essentiel, la diversion avait manqué son but. Or, même si elle l'avait atteint, la suite du message nous conduit à penser que, de toutes façons, l'échec était complet. On y lit en effet :

> « Lundi, au souk de Rouadi, l'avis fut que tous les chrétiens, quelle que soit la nation, étaient des ennemis. On est donc dans

(37) *Ibid.*

(38) Lettre du général Aizpuru au Haut Commissaire Jordana, le 24 septembre 1916, S.H.M., Mel., II, 10, 104.

(39) Lettre du cadi Abdelkrim au général Aizpuru, le 26 septembre 1916, (traduction espagnole), S.H.M., Mel., II, 10, 100.

(40) Télégramme d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, le 13 septembre 1916, S.H.M., Mel., I, 8, 51.

> l'attente du retour d'Abdelkrim et de tous ceux qui l'ont accompagné auprès d'Abdelmalek. Si l'on découvre alors que ce sont des chrétiens avec lesquels il est de connivence, tous seront châtiés et l'on brûlerait leurs maisons. » (41).

Il s'avérait par conséquent, que l'opinion rifaine avait franchi un nouveau stade de son évolution. Après plus d'une année d'incertitude au sujet des Allemands, la voici qui soudain, éclairée, les rejetait aussi résolument qu'elle rejetait les Espagnols. Le laisser-faire dont Abdelkrim avait bénéficié jusqu'à présent quand il les patronnait, était donc périmé. Passe encore pour les Turcs ou pour Abdelmalek. Mais s'il s'avérait que les Allemands avaient aussi leur place dans cette panoplie, alors il y aurait des comptes à rendre. C'est dire qu'en annonçant à grand fracas sa nouvelle mise, comme il venait de faire, le cadi Abdelkrim avait à tout le moins, joué un coup pour rien.

*
* *

D'ailleurs, il n'allait pas tarder à en être averti. Car à peine s'était-il prévalu auprès d'Aizpuru, des ruses auxquelles il savait recourir, qu'on démolit près de la côte, une construction qui s'y faisait pour lui. Et cela, simplement parce que le bruit avait couru qu'il la destinait aux Allemands (42). Convenait-il alors, de s'obstiner à maintenir un camouflage inopérant dans le meilleur des cas, mais surtout capable autrement, d'attirer un surcroît de périls ? Autant jeter le masque et affronter les résistants à visage découvert, en s'adossant au moins à l'organisation du parti espagnol.

Il semble bien que dès la mi-novembre (1916), la nouvelle volte-face était déjà connue, si l'on en juge par une dépêche de la base de Nokour où l'on peut lire :

> « Les rebelles ont toujours le dessein d'incendier la maison du fquih Si Abdelkrim, mais ils n'osent pas s'y décider, sachant qu'il peut compter sur le parti de Bourjila [chef du parti espagnol] qui usera de tous moyens pour l'empêcher, voyant aussi que, dans l'ensemble, les amis de l'Espagne sont unis pour se défendre mutuellement. » (43).

Un mois plus tard, il ne subsistait plus de doute. Le cadi Abdelkrim faisait alors publiquement savoir qu'il ne soutenait plus la cause des Allemands et des Turcs. Il avisait Abdelmalek lui-même et annonçait au

(41) *Ibid.*

(42) Télégramme d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, le 30 septembre 1916, S.H.M., Mel., I, 8, 41.

(43) Télégramme d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, le 17 septembre 1916, S.H.M., Mel., I, 8, 36.

personnel de son réseau qu'il ne se chargeait plus de verser leurs pensions (44). Comme on savait qu'il était pris dans un dilemme entre la cause allemande et la cause espagnole, il n'était nul besoin, après une telle proclamation, de préciser à qui il allait désormais, se vouer tout entier. D'ailleurs, au point où en étaient venues les choses, il n'était plus question de mener comme jadis, une action souterraine, ou d'entretenir l'équivoque par des clins d'œil aux résistants. Les résistants ayant une bonne fois identifié le personnage, celui-ci maintenant, n'avait d'autre ressource que de les affronter ouvertement et, toute honte bue, de descendre au niveau du chérif Bourjila qui ne s'était jamais caché de préparer la domination espagnole. On verrait le cadi Abdelkrim en personne, venir sur les marchés, flanqué de Bourjila et de ses hommes de main, clouant le bec aux orateurs qui parlaient de défense, ou usant contre eux de la force. Quant à son fils Mohand qui, cinq années plus tard, serait l'incarnation du Rif indépendant, on doit dire, quitte à faire grimacer l'idéal, que non seulement il emboîtait le pas, mais il montrait même le chemin : « On m'apprend, écrivait à l'époque le général Aizpuru, que le fquih, maintenant, entend travailler franchement pour l'Espagne, comme le fait déjà son fils Si Mohand » (45).

Où était donc ce fier langage tenu à Sist voilà seize mois, pour prédire l'érection de défenses sur le Kert et la constitution au Rif, d'un organisme indépendant qui traiterait avec l'Espagne ? Onze mois de détention en forteresse, une évasion manquée au risque de sa vie, une jambe estropiée, le mauvais vouloir des Rifains à faire crédit à la puissance allemande, quand par eux-mêmes, il était clair qu'ils s'agitaient pour rien, la guerre européenne qui, d'ailleurs, elle aussi s'enlisait à Verdun, trop d'espérances mortes depuis les temps si proches et si lointains de la révolte d'Abdelhafid, le sentiment d'être coupé de tout, de tous, et de tourner en rond pour retomber toujours dans la main de l'Espagne en qui, bonne ou mauvaise, résiderait la solution, voilà ce qui avait réduit cet homme de trente-cinq ans, passionné et pourtant pragmatique, à se plier aux circonstances pour en tirer au moins un parti personnel.

*
* *

Les Espagnols étaient très satisfaits des résultats de leur épreuve de force avec la famille Abdelkrim. La mise au pas du fquih et de son fils avait permis la restructuration de leur parti dans la région, face à No-

(44) Télégramme du général Aizpuru au Général en chef Jordana, le 21 décembre 1916, S.H.M., Mel., II, 10, 94.

(45) *Ibid.*

kour, où le débarquement était depuis toujours prévu. Ce parti comporta alors deux fractions. La plus nombreuse, qui rassemblait des éléments d'un peu toute la tribu Beni Ouriaghel, dont les familles Cheddi et Abocoy d'Ajdir, obéissait à Ahmed Bourjila, le chérif, fortement épaulé par son fils Abdeslam. Elle ne faisait aucun mystère de son dévouement à l'Espagne. La seconde, au contraire, que dirigeait avec son fils, le cadi Abdelkrim, avait, au début tout au moins, essayé de faire croire qu'elle soutenait la cause germano-turque, et recevait d'ailleurs ses fonds d'Abdelmalek. Ce qui ne manquait pas de réduire la portée des services qu'elle rendait à l'Espagne. Mais maintenant, devant l'échec de sa manœuvre, la voilà à son tour qui devait se résoudre à lever franchement les couleurs espagnoles. Si bien que les deux groupes, ne dissimulant plus la conjonction de leurs efforts, interviendraient ensemble, avec un poids accru, sur les marchés et dans les assemblées. De plus, le cadi Abdelkrim obtiendrait aussi le renfort des gens qu'Abdelmalek payait par son intermédiaire au seul profit des Allemands et des Turcs, si l'Espagne assumait le maintien de leur rétribution. Ainsi, les perspectives du travail politique étant beaucoup plus claires, on avait lieu de croire que le débarquement manqué de l'été précédent aurait en 1917, toutes les chances d'aboutir.

Sous d'aussi bons auspices, on crut devoir sceller la réconciliation totale avec la famille d'Abdelkrim. Décision fut donc prise de rendre au père le bénéfice de la pension dont on l'avait privé depuis 1915, et d'en doubler même le montant. On fit aussi le nécessaire pour lever les sanctions prises contre ses deux fils et permettre au cadet d'aller avec sa bourse étudier à Madrid, cependant que l'aîné retournerait à Melilla où l'attendait sa charge à la « Oficina Central ». Ainsi récupérés, les fils allaient d'ailleurs être en posture « d'otages garantissant la collaboration, sincère ou non, mais efficace du fquih », leur père (46).

*
* *

Un mois à peine était passé depuis que le parti restructuré s'était jeté de tout son poids dans la bataille, quand l'échec le plus grave jamais subi par lui vint briser son élan. C'était en 1917, aux premiers jours de mars. L'homme qui était connu pour exercer en fait la direction la plus voyante, le chérif Abdeslam, fils d'Ahmed Bourjila, fut assailli par une troupe armée et laissé mort sur le terrain. Les circonstances de cette affaire nous sont très mal connues. Nous connaissons seulement le nom des deux fractions Beni Ouriaghel auxquelles appartenaient les assaillants

(46) Rapport du général Aizpuru au Général en chef, Jordana, sur la situation politique chez les Beni Ouriaghel, le 29 janvier 1917, S.H.M., Mel., III, 9, 14.

et le nom des deux chefs qui conduisaient chacun son groupe (47). Mais il n'en faut pas plus pour révéler le caractère prémédité, organisé et concerté d'une agression effectuée d'ailleurs avec assez de monde pour s'imposer à la solide escorte habituelle de Bourjila. Quant au motif de l'agression, il ne fut pour personne l'objet du moindre doute : « C'était uniquement, comme nous l'apprendra Si Mohand, parce qu'on voyait dans le chérif Si Abdeslam, un ami de l'Espagne et un soutien actif du plan visant à son Protectorat. Ce qui était d'ailleurs une vérité notoire » (48).

Privant le parti espagnol de son leader le plus connu et le plus remuant, montrant par contre, la force et la résolution de la Résistance militante, l'événement était déjà très grave en soi. Mais il fut encore le signal d'une série de violences subies à des degrés divers par tous les « amis de l'Espagne ». Abdelkrim et son fils étaient les plus visés. Originaires de huit tribus de la région, des contingents se rassemblèrent autour de leurs propriétés qu'ils ravagèrent systématiquement en y mettant le feu (49). Réédition de la mésaventure subie déjà six ans plus tôt, mais située à une tout autre échelle. Résultat décevant de l'alliance publiquement scellée avec le chérif Bourjila. Décidément, le choix d'une attitude s'avérait impossible. Voyant toujours monter et s'élargir le flot de résistance, Abdelkrim et son fils avaient d'abord tenté, en recherchant d'ailleurs des appuis extérieurs, de s'affranchir face à l'Espagne en s'opposant à elle. Ils s'y étaient brisés. Rentrés dans son giron, les voilà, en dépit du renfort qu'ils escomptaient des Bourjila, qui se brisaient encore, mais contre les Rifains.

Est-ce pour sortir d'une position aussi tragique qu'à nouveau, le cadi Abdelkrim prit soudain le chemin du camp d'Abdelmalek avec lequel il assurait avoir rompu (50) ? Nous manquons d'éléments pour répondre. Mais comment en douter, même si l'on comprend mal qu'ayant déjà tenté cette voie sans issue, il allât s'y risquer à nouveau ? Agissait-il par désespoir, ou plutôt par calcul, pour inquiéter les Espagnols trop lents à tenir leurs promesses ?

(47) Si Amar M'hammedi, de la fraction Aït Youssef ou Ali et Haj el Hadi, de la fraction des Mourabitine, requête de Si Mohand ben Abdelkrim, adressée au Khalifa du Sultan à Tétouan, pour obtenir réparation des dommages résultant de l'incendie des biens de sa famille par les ennemis de l'Espagne, le 14 décembre 1917, S.H.M., Mel., II, 2, 216.

(48) *Ibid.*

(49) *Ibid.*

(50) Télégramme du général Aizpuru au Haut Commissaire Jordana, le 8 mars 1917, S.H.M., Mel., III, 9, 2.

Ces derniers en tout cas, réagirent sans tarder. Jordana fit savoir que ce départ contrariait vraiment sa politique et remettait en cause les accords établis sur la base d'une reprise de ses fonctions par Si Mohand. Il faudrait, disait-il, obtenir d'Abdelkrim qu'il revienne aussitôt sur ses pas. Il ordonnait enfin que les otages fournis par Si Mohand lors de sa mise en liberté et qu'on gardait à Melilla, fussent aussitôt placés sous les verrous (51).

Si comme on voit, les Espagnols étaient bien décidés à ne pas tolérer une reprise de contact avec Abdelmalek, le cadi Abdelkrim n'était pas pour sa part, décidé à les braver vraiment. Content apparemment de la secousse qu'il leur avait donnée, il se hâta d'obtempérer à la semonce, tout en se prévalant de sa bonne volonté (52).

Nous ignorons comment, au retour de sa fugue, il put reprendre en mains une situation profondément troublée par la liquidation d'Abdeslam Bourjila et l'incendie de tous les biens que lui-même possédait. Mais puisque Si Mohand reprenait enfin ses fonctions le 15 mai (1917) (53), c'est que déjà, à cette date, les Espagnols ne pouvaient pas se plaindre des efforts de son père. Et en effet, vers cette époque, le parti espagnol avait repris assez de force à Ajdir même et dans ses environs pour braver les menaces de razzia et d'amendes qui lui venaient du reste de la tribu du fait qu'il assurait la fourniture de l'eau à la base de Nokour (54). Un mois plus tard, le Commandant de cette base pouvait même dire dans un rapport :

> « A Ajdir, la situation est très bonne. Les hommes qui furent à l'origine des incidents où a perdu la vie Si Abdeslam [le fils de Bourjila] sont progressivement éliminés. L'idée qui s'enracine

(51) Télégramme du Haut Commissaire Jordana au Commandant de Melilla, Aizpuru, non daté, mais entre le 8 et le 11 mars 1917, S.H.M., Mel., III, 9, 6.

(52) Relation de l'entretien du cadi Abdelkrim avec le lieutenant-colonel Pablo Cogolludo, le 4 novembre 1917, S.H.M., Mel., II, 13, 53 à 56.

(53) C'est en mai 1917, qu'il avait effectivement retrouvé ses fonctions par décision espagnole : rapport du général Aizpuru mentionné note 46. Mais la régularisation n'interviendra que plus tard, par dahir khalifien du 22 octobre 1917 et par arrêté viziriel du 16 novembre 1917 : requête de Si Mohand ben Abdelkrim ayant le même objet que celle qui est mentionnée note 47, mais adressée, celle-là, le 17 décembre 1917, au Président de la Commission des Indemnités (document aimablement transcrit pour nous par le colonel Don Ramón Sánchez Díaz, du S.H.M.).

(54) Lettre d'Alhucemas (Nokour) au général Aizpuru, le 11 août 1917, S.H.M., Mel., III, 9, 50.

selon laquelle Ajdir et Souani ont l'appui inconditionnel de l'Espagne, crée une barrière de protection entre nos voisins [les habitants d'Ajdir] et les fractions de la montagne. » (55).

*
* *

A vrai dire, ces paroles respirent une sérénité que ne partageait pas le cadi Abdelkrim. A une barrière tout idéale de protection, celui-ci eût bien sûr préféré la présence effective des armes espagnoles, seule capable de régler pour toujours son problème. Depuis six ans, il ne vivait que dans l'attente de ce débarquement fantomatique maintes fois annoncé et chaque fois remis. Cette année-là, il en était encore question. Mais l'été commençait sans que rien fût en train pour la préparation. D'où l'impatience manifestée par le cadi au cours d'un entretien avec le nouveau Commandant, Civantos, de la base de Nokour :

« Il m'a dit, rapporte ce dernier, qu'à son avis, le moment est le plus favorable pour réaliser nos desseins en raison de l'état de décomposition où se trouvent les tribus, et qu'on doit saisir l'occasion avant que des événements imprévisibles ne viennent contrarier nos plans. » (56).

Impatience, comme on voit, nourrie par la hantise d'événements en vérité trop prévisibles dont l'origine se situait dans l'action grandissante des Rifains pour résister à l'agression. Pourtant, l'été de 1917 s'écoula lui aussi sans que les Espagnols aient eu l'audace ou les moyens de saisir l'occasion.

Nous avons retrouvé sur ce point, un précieux document permettant d'appréhender à vif, des sentiments et des pensées que nous sentions mûrir depuis longtemps chez le fquih Abdelkrim, mais dont lui-même alors, instruit par l'expérience, nous livre l'expression. Ce fut pendant un séjour à Tétouan, au cours d'un entretien avec le colonel Cogolludo, au cabinet du Haut Commissaire Jordana. Cet officier a fait de l'entretien un compte rendu dont nous croyons devoir citer le long extrait suivant :

« [Le fquih m'a dit] qu'il est tout décidé à travailler activement et sans réserve, à visage découvert, en faveur de l'Espagne, mais que si nous voulions avoir des résultats, il faudrait occuper la Baie d'Alhucemas pour étendre de là, notre action sur les autres tribus, en profitant des circonstances favorables créées par la mauvaise récolte de cette année au Rif et le manque relatif de cartouches.

(55) *Ibid.*

(56) Lettre d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, le 11 juin 1917, S.H.M., Mel., III, 9, 60. La mauvaise situation dans les tribus était due à l'absence de récolte de l'année 1917.

« Voyant qu'il en tenait pour l'action immédiate, parlant d'une imminente occupation et de ce qui s'ensuit, je dus lui rappeler qu'il fallait avancer prudemment, en se bornant pour l'heure, à donner plus d'assise au parti espagnol, et à en étendre l'influence aux autres bourgs et aux autres tribus, pour préparer la soumission de ces tribus à l'autorité du Makhzen par degrés insensibles, sans combats ni violence. Car tel était le dessein de l'Espagne.

« En entendant ces mots, il prit un air des plus contrariés pour déclarer :

« Ecoute, depuis que je suis en rapports avec vous, j'entends « toujours le même refrain : il ne faut pas aller trop vite. Eh bien, « c'est perdre votre temps et perdre votre argent. Si, tout en ne « remuant pas, vous voulez empêcher les Rifains d'aller rejoindre « Abdelmalek, il vous faudra donner beaucoup d'argent, sans quoi, « c'est lui auprès de qui ils iront en chercher. Et votre argent sera « perdu car vous n'en recevrez aucune contrepartie. De plus, les « gens diront dans les tribus, qu'il vous manque et la force et « l'argent nécessaires pour votre installation dans le pays, c'est-à- « dire justement, ce qu'ils ne cessent d'entendre de la bouche des « Français. Si vous voulez vraiment établir le Makhzen dans le « Rif, vous n'avez pas d'autre moyen que d'aller très vite en be- « sogne, en saisissant la balle au bond, en payant bien ceux qui « vous servent, en frappant dur tous les récalcitrants et en faisant « un étalage constant de votre force. En ce qui me concerne, je « suis tout disposé à travailler, mais je ne voudrais pas duper le « général Jordana. Je te le dis pour que lui-même en soit instruit. « S'il ne me donne pas l'ordre de réunir mes gens pour préparer « l'occupation de ce lieu-ci ou de cet autre, qu'est-ce que je vais « pouvoir bien faire ? Que je me croise les bras ? Soit. Mais alors, « je ne ferai rien de bon pour l'Espagne. Et si quelqu'un vous dit « qu'il vous rend des services dans de telles conditions, il se moque « de vous. »

« Voilà presque textuellement, les propos qu'il me tint sur un ton énergique et de vive contrariété. Je l'engageai à prendre patience car, le moment venu, il trouverait l'emploi de son activité. Il me répondit qu'il partait extrêmement préoccupé, car il voyait bien que l'Espagne ne ferait jamais rien de bon dans le Rif, faute de se résoudre à employer à suffisance les deux moyens indispensables, force et argent, en gardant toujours l'arme au poing pour profiter des moindres circonstances propices. Et dans ces conditions, il ne faut pas que nous comptions nous établir sur le rivage d'Alhucemas. Bien pis, notre parti ira s'affaiblissant, vu que les

chefs rifains n'oseront pas se compromettre pour une cause dont ils ne sont pas sûrs que le triomphe soit pour demain. » ([57]).

De cette jolie leçon de politique, nous retiendrons surtout la mise en garde claire, encore qu'un peu voilée, d'un ami de l'Espagne excédé de devoir redescendre toujours seul dans la fosse aux lions : « Ou vous venez à temps pour me tirer de là, ou je ne réponds plus de ma fidélité ». Précisons cependant qu'à l'époque, les Espagnols avaient de sa fidélité, deux autres répondants en la personne de ses deux fils dont l'aîné, Si Mohand, avait rejoint son poste à Melilla, cependant que M'hammed, le cadet, était depuis octobre, étudiant à Madrid ([58]). En les laissant reprendre ainsi tous deux leur position d'otages, le père s'était pratiquement lié les mains. La seule issue à sa situation ne serait donc frayée que par les Espagnols, s'ils se décidaient enfin à agir.

*
* *

Or, les événements sur place, ne lui laissaient aucun répit. Il y avait à peine sept mois qu'on avait brûlé tous ses biens et déjà, en novembre, on voulait le soumettre à de nouvelles représailles. Et, fait notable, c'était d'Ajdir que la menace montait. Voilà donc maintenant que, même chez lui, entre ses proches, il était isolé ([59]).

Tout cela l'incita à prendre les devants. Puisque d'eux-mêmes, les Espagnols ne se décidaient pas, pourquoi ne pas tenter de leur forcer la main ? Leur projet jusque-là, avait porté sur la région d'Ajdir, propice géographiquement, mais où la résistance se ranimait toujours quand on la croyait étouffée. D'où ces reculs de dernière heure. Mais qu'on leur proposât d'accoster plus à l'est, sur le rivage encore très praticable d'une tribu moins sourcilleuse que les Beni Ouriaghel, et dont seraient acquises les bonnes dispositions, ils pourraient se montrer plus résolus.

C'est ainsi qu'au début de 1918, le cadi Abdelkrim, privé de toute audience dans sa tribu, se retourna vers la tribu voisine, les Temsamane, dont une fraction, celle des Trougout, la plus proche sur la côte, devint l'objet de ses intrigues. Le résultat fut qu'en avril, il put se présenter à la base de Nokour avec de fermes propositions. D'un accord unanime, la fraction des Trougout demandait à l'Espagne de débarquer chez elle. Elle

(57) Compte rendu de l'entretien du cadi Abdelkrim avec le lieutenant-colonel Cogolludo, le 4 novembre 1917, mentionné note 52.

(58) Lettre du Ministre d'Etat à Madrid au général Aizpuru annonçant l'installation du jeune homme à la « Residencia de Estudiantes », S.H.M., Mel., II, 13, 42.

(59) Télégramme d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, le 15 novembre 1917, S.H.M., Mel., III, 9, 36.

offrait le soutien de ses 900 fusils, ainsi que des otages, en garantie de sa parole. Elle n'attendait que la réponse pour mettre en place tout le dispositif correspondant (60).

La réaction fut favorable. Mis au courant par télégramme le 4 avril, Jordana répondit dès le 5, que la proposition était intéressante. On la mit à l'étude. Si Mohand se trouvait justement à Ajdir en congé. Il fut chargé de la mission et le 24 avril, il transmettait au colonel Riquelme, ses conclusions. On pouvait, d'après lui, faire confiance à tous les cheikhs et au caïd Allal, de la fraction Trougout, qui proposaient de débarquer chez eux. Il donnait donc un relevé des points à occuper avec des précisions sur les otages à prendre, sur l'effectif des riverains fournissant leur appui, et les sommes à prévoir pour les rétribuer ainsi que pour gagner la bienveillante neutralité des habitants d'Ajdir. Quant au restant de la tribu Beni Ouriaghel et aux autres voisins, si des remous s'y produisaient, ils seraient, pensait-il, de peu de conséquence, vu le nombre trop restreint des fusils (61).

L'amendement le plus notable apporté par Riquelme au plan de Si Mohand, fut de choisir juillet au lieu de juin pour son exécution, car ce mois-là, les saisonniers rifains étant déjà en Algérie pour la moisson, le potentiel de résistance en serait d'autant amoindri. On affréta même des navires pour leur transport par mer, étant prévu que deux des unités déporteraient leurs passagers sur Malaga où ils seraient pris comme otages (62).

Les choses s'annonçaient donc au mieux pour ce cinquième projet qui devait mettre fin à la si longue attente du cadi Abdelkrim. Pourtant, morne répétition, tout était prêt à terre une fois de plus, pour accueillir les « protecteurs », quand l'ordre vint pour annuler l'opération (63).

(60) Dépêche du général Aizpuru au Haut Commissaire Jordana, le 4 avril 1918, S.H.M., Mel., II, 10, 14. Les Français eurent vent de ce qui se passait chez les Temsamane. Le Résident général écrivait le 10 avril aux Affaires étrangères, à Paris : « Les négociations pour l'achat de la rade de Driss se poursuivent activement entre Abdelmalek et les Allemands par l'intermédiaire de Boukkadour, caïd des Temsamane, propriétaires de cette rade », P. LYAUTEY : *Lyautey l'Africain, op. cit.*, t. III, pp. 297, 298. Mais on constate encore que, tant sur les détails que sur le fond de l'affaire, l'information est totalement inexacte et orientée, conformément aux intentions de Lyautey de grossir le danger allemand dans le Rif et de dénoncer la faiblesse ou la complaisance des Espagnols.

(61) Déposition du colonel Riquelme devant la commission parlementaire d'enquête, *De Anual a la República..., op. cit.*, p. 121.

(62) Rapport du colonel Riquelme sur le projet de débarquement en date du 4 juin 1918, cité par son auteur dans la déposition mentionnée note 61.

(63) Déposition du colonel Riquelme mentionnée notes 61 et 62.

Lorsque, douze ans plus tôt, le cadi Abdelkrim se faisait l'artisan de la cause espagnole au milieu des Rifains, pouvait-il se douter de la longue aventure où il serait lancé ? Vu le prestige dont jouissait l'Europe aux yeux des Marocains instruits, il escomptait tout au contraire, un processus qui, en un tournemain, aurait conduit les Espagnols à couvrir sa région de la manne que dispense aujourd'hui la civilisation, tout en donnant les rênes du pouvoir à la petite élite dont il faisait partie. D'où son enthousiasme et celui de son fils Mohammed, surtout que tous les deux n'avaient eu au début, que des activités ou marginales ou souterraines qui n'éveillaient donc pas encore, dans leur milieu, de franche hostilité. Mais les années avaient passé et le mirage de la conquête, toujours évanoui juste au moment d'être touché, avait chaque fois laissé place à une réalité faite de plus d'obstacles et de plus gros dangers. La lassitude s'était alors emparée peu à peu, du cadi Abdelkrim, jusqu'à le décider, à l'occasion du cataclysme européen, à retirer sa main de celle des Espagnols et à tenter fortune ailleurs, sinon contre eux, avec les Turcs et les Allemands. Il ne fit que tomber de Charybde en Scylla, n'aboutissant, après bien des épreuves, qu'à une sujétion accrue envers les Espagnols qui se remirent à l'exposer au ressentiment des Rifains, sans pour autant se décider à venir eux-mêmes lui fournir la couverture promise. Situation désespérante après le dernier projet avorté de débarquer chez les Trougout. Car ce projet, c'était lui-même qui l'avait suscité en rassemblant d'avance les conditions de son succès. Ce qui, étant connu, ne pouvait pas manquer d'être ajouté à son passif auprès des résistants. Or, sa sécurité était déjà si compromise à Ajdir même, qu'il avait demandé, en vain d'ailleurs, aux Espagnols, la permission de s'établir dans une autre tribu (64).

A l'heure où il était ainsi presque au fond de la nasse, voilà que brusquement, la chance basculant, le conflit en Europe s'achevait par la défaite allemande. Sur ce tableau encore il était donc perdant, avec les nouveaux risques que cela impliquait de représailles contre lui et son fils, du côté des Français. Son double échec avec les Espagnols et les Allemands, ne lui permettait plus, s'il désirait au moins survivre, de rester en avant, en s'exposant ou pour les uns ou pour les autres. A lui donc maintenant, de se glisser hors de l'arène à l'insu de ses maîtres, les Espagnols qui l'y avaient poussé et qui l'y maintenaient. A lui de disparaître et, fondu dans la masse, de se réconcilier, s'il le pouvait, avec

(64) « Le fquih [Abdelkrim] dit aussi que sa situation dans la tribu est de jour en jour plus compromise en raison des preuves ostensibles données par lui de son adhésion à la cause espagnole. Aussi, demande-t-il qu'on l'autorise à aller vivre chez les Temsamane jusqu'à ce que sa présence chez les Beni Ouriaghel soit nécessaire pour y travailler activement en vue de résultats immédiats. » Dépêche du général Aizpuru au Haut Commissaire Jordana mentionnée note 60.

ses frères rifains. Et puis, plus tard, si la situation se décantait, il pourrait aviser.

*
* *

Cette résolution, on a lieu de le croire, naquit en lui dès qu'il fut informé, fin juillet au plus tard, que le débarquement était décommandé. Pourtant, la décision de la traduire en acte n'intervint semble-t-il, que plus tard. Elle ne pouvait pas être prise aussi longtemps que les deux fils otages ne seraient pas rentrés, l'un de Madrid et l'autre, de Melilla. Par contre, elle pouvait l'être, dès qu'à l'occasion d'un congé, ils auraient pu ensemble, se trouver à Ajdir où leur père les aurait retenus. Nous ignorons comment la première occasion fut manquée pour la fête du mouton, à la fin de l'été. Mais à la mi-décembre, Si Mohand put quitter Melilla pour venir célébrer le Mouloud en famille. L'effondrement allemand, intervenu dans l'intervalle, donnait alors à la situation, un tour encore plus inquiétant. Outre la conviction définitive ou presque, que l'Espagne n'était pas en mesure d'accomplir sa mission dans le Rif, l'idée régnante, au lendemain de l'armistice, était, selon le propre témoignage du général Aizpuru, qu'eux-mêmes, les Espagnols étaient tout disposés à céder la place aux Français (65). La perspective était d'autant moins rassurante pour Si Mohand et pour son père, fichés comme amis des Allemands, que l'Espagne, sans attendre, venait déjà de livrer aux Français, une soixantaine de compagnons d'Abdelmalek réfugiés dans sa zone. Si cet événement n'a pas été comme on l'a cru, la vraie raison de ce qui allait suivre (66), il a pu néanmoins contribuer à en hâter le cours.

(65) Décrivant la situation politique générale dans son secteur, le général Aizpuru écrivait le 18 janvier 1919, dans un rapport au nouveau Haut Commissaire, le général Damasso Berenguer, successeur de Gómez Jordana : « Peu à peu, les amitiés dont nous disposions se sont refroidies et des éléments très importants ont pris leurs distances envers nous, ce qui a désagrégé les coalitions mises sur pied à grands frais, et fait tomber notre influence avec ce que cela comporte de discrédit. Il en est résulté une telle méfiance en ce qui regarde notre action, qu'on nous croit aujourd'hui, incapables d'une action énergique ou, pis encore, tout prêts, avec le plein accord de notre peuple, à renoncer à l'entreprise que nous livrerions aux Français. C'est une idée bien installée depuis que la guerre est finie. », S.H.M., Mel., III, 1, 3 à 16.

(66) C'était l'opinion du colonel Riquelme qui connaissait bien Si Mohand, mais dont il faut dire qu'à cette date, il n'était plus à la « Oficina central », ayant reçu le commandement d'un régiment. Devant la commission parlementaire d'enquête sur les « Responsabilités », Riquelme dira que Si Mohand avait été très affecté par la livraison de ces Marocains aux Français et, au commandant Martínez Monje, chargé de cette livraison, il aurait demandé : « Si la France vous avait demandé de me livrer, vous auriez cédé ». Malgré les dénégations de Monje, il s'entêtait : « Je sais que je suis fiché comme germanophile et qu'on voudrait nous livrer, mon père et moi. ». *De Anual a la República, op. cit.*, p. 120. Ce sera aussi, on le verra, l'opinion du général Aizpuru.

Quand Si Mohand fut à Ajdir, il fallut aussi faire rentrer son frère de Madrid. L'heure ne s'y prêtait guère, car M'hammed venait juste d'être admis à l'école des ingénieurs des mines (67). Il obtint néanmoins une autorisation exceptionnelle d'absence et, à la mi-janvier, la famille au complet se retrouvait chez elle, hors de la prise des Espagnols (68).

C'est à ce moment-là qu'on dut, à la « Oficina » de Melilla, s'étonner du retard du cadi Si Mohand absent depuis un mois déjà. Retard d'autant plus regrettable que le général Berenguer, nouveau Haut Commissaire, venant en février inspecter le secteur, tous les hauts fonctionnaires devaient être à leur poste. Comme le 8 février, le cadi Si Mohand n'avait pas reparu, le général Aizpuru lança par télégramme à la base de Nokour, une convocation pour lui et pour son frère, appelés tous les deux à rentrer sans délai pour saluer l'hôte attendu (69). Le 19 février, un nouveau télégramme arrivait à Nokour, le précédent étant resté sans suite (70). Le lendemain, 20 février (1919), Civantos, Commandant de la base, répondait :

> « Le fquih Abdelkrim me fait dire par un de ses neveux, venu en messager, que s'il a décidé de ne pas renvoyer ses deux fils à leur poste, c'est que les gens des trois fractions Aït Ali, Mourabitine et Aït Youssef ou Ali, se sont rendus chez lui pour l'avertir qu'ils prendraient des mesures contre lui si ses fils repartaient pour Nokour, car l'Espagne entendait les avoir comme otages. Craignant donc de subir à nouveau les représailles de la tribu, il a fait défense au cadi Si Mohand et à l'étudiant ingénieur de sortir du pays. Ils s'y tiendront tranquilles avec leur père, sans rien faire contre nous, comme de quelconques particuliers d'Ajdir. Nécessité qui les afflige tous trois, et spécialement les fils. » (71).

En cuisinant le messager, Civantos avait su que de l'avis de ce dernier, Abdelkrim et ses fils craignaient d'être arrêtés s'ils se montraient à Melilla. Il en avait conclu que Si Mohand devait avoir sur la conscience quelque méfait qu'il redoutait d'avoir à expier. Mais sans rien montrer

(67) Après une année préparatoire, il avait échoué à l'examen d'entrée, en juin 1918, mais avait été reçu dans d'excellentes conditions, à la session d'octobre : déposition d'Alberto Giménez Fraud, Directeur de la *Residencia de Estudiantes* de Madrid, devant la commission d'enquête sur les « Responsabilités », *De Anual a la República..., op. cit.*, p. 53.

(68) Même source que note 67.

(69) Télégramme du commandant de Melilla au commandant d'Alhucemas (Nokour), le 8 février 1919, S.H.M., Mel., II, 8, 28.

(70) Même référence que note 69.

(71) Télégramme d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, le 20 février 1919, S.H.M., Mel., II, 8, 28.

de ses doutes, il lui écrivit aussitôt, le conjurant de réfléchir aux conséquences d'une rupture, tant qu'elle n'était pas consommée (72). Démarche vaine, car dès le lendemain, Si Mohand répondit, confirmant par écrit le message de son père. Traduite de l'original espagnol, voici sa lettre que nous citons in extenso en raison à la fois, du tournant historique qu'elle amorce, et du jour qu'elle projette sur les approches de ce tournant :

« Au Sieur Don Manuel Civantos

Mon cher ami,

« J'ai reçu ta lettre d'hier. Je l'ai traduite à mon père. Nous nous sommes concertés sur la question posée, et voici maintenant ma réponse.

« Je te remercie d'abord vivement pour tous tes bons conseils d'ami. C'est au très grand regret et de mon père et de nous tous, que mon frère a lâché ses études et que j'ai moi-même renoncé à mon poste. Mon père l'a décidé ainsi pour les raisons suivantes.

« Etant donné nos relations intimes avec l'Espagne, alors que nulle autre famille, dans tout le Rif, ne se trouve dans ce cas, nous devons nous attendre à de grands préjudices, à de grands sacrifices, tels que déjà, nous en avons subis. Or, nous constatons que l'Espagne ne nous fournit ni l'aide ni la protection suffisantes pour affronter l'hostilité croissante que nous nous attirons par notre politique qui nous expose, entre Rifains et Espagnols. Ainsi, c'est la nécessité qui nous impose la décision que nous prenons.

« Réfléchis et dis-moi ce que l'un d'entre vous ferait lui-même à notre place. Tu m'as conseillé dans ta lettre de peser mûrement avant de décider. Je te réponds que notre geste n'est pas l'effet d'un mouvement d'humeur. Il s'agit d'un problème que nous avons bien étudié, à moins que l'Espagne ne corrige sa politique dans cette zone. Nous croyons que les autorités espagnoles de cette zone doivent connaître notre situation.

« De toutes façons, nous sommes et nous serons toujours partisans de l'action civilisatrice de l'Espagne, et vous le savez bien. Quant à la façon dont nos gens pourront juger notre conduite, nous n'en avons pas cure, car ce sont des gens arriérés, à l'horizon étroitement borné et médisant toujours de ceux qui sont différents d'eux.

« Nous regrettons beaucoup de n'avoir pas l'honneur d'accueillir le Haut Commissaire. En ce qui te concerne, nous n'avons nullement à nous plaindre. Nous sommes tout au contraire, de bons

(72) *Ibid.*

amis, ayant œuvré ensemble pour une cause commune. Et tu peux disposer de nous comme amis véritables, maintenant et toujours.

« Voilà tout pour l'instant. Salutations de ton ami. »

Mohammed Abdelkrim (73)

*
* *

Du côté espagnol, on ne voulut pas croire au sérieux des raisons invoquées par Si Mohand et par son père. On n'y concevait pas que la famille pût renoncer à la réalité des avantages et des profits que lui valait sa collaboration avec l'Espagne, pour l'ombre d'un péril qui paraissait sensiblement grossi, et qui d'ailleurs, avait des chances de se dissiper tout à fait, dès que serait réglée, par les Alliés vainqueurs, la question marocaine. La vraie raison, c'était plutôt la crainte très réelle celle-là, que Si Mohand fût livré par l'Espagne aux Français. On remarquait que Si Mohand avait pris soin, en terminant sa lettre, de dire qu'avec son père, il maintenait son adhésion à la cause espagnole. C'était laisser la porte ouverte pour qu'on vînt l'implorer de ne pas s'en aller. Il poserait alors comme condition, la garantie de n'être pas livré si les Français le réclamaient. Comme il était exclu que pareille garantie pût lui être accordée, et que l'on n'était plus au temps de Jordana et de Riquelme pour prôner le concours d'un Abdelkrim et de son fils, on opina à Melilla, qu'après expiration du délai de rigueur, Si Mohand et son frère devaient être déchus des postes abandonnés par eux (74).

L'explication qui prévalut ainsi auprès des Espagnols est loin d'être satisfaisante. Que Si Mohand ait cru prudent de revenir dans sa tribu pour ne pas tomber au pouvoir des Français, cela est très plausible. Mais pourquoi, du même coup, sacrifier toute la situation de la famille ? Le père n'aurait-il pu d'Ajdir, maintenir son soutien à l'Espagne ? Et M'hammed était-il obligé de renoncer à ses études ? Quel grief les Français avaient-ils contre lui ? Et puisque Si Mohand avait laissé la porte ouverte à une reprise des relations, il ne tenait qu'à lui et à son père, s'ils l'avaient désiré, de retrouver leur enviable position lorsque les mois passant, il apparut que les Français, loin de se soucier d'eux, ignoraient même leur existence. Pour être exact, il y eut bien comme on verra, au moins une démarche qui peut s'interpréter comme une dernière avance du

(73) S.H.M., Mel., II, 8, 26.

(74) Lettre du général Aizpuru au Haut Commissaire Berenguer le 3 mars 1919, S.H.M., Mel., II, 8, 49. Jordana, mort à son poste, trois mois plus tôt, venait d'être remplacé par le général Berenguer. Quant au lieutenant-colonel Riquelme, il venait d'être promu colonel et avait donc reçu le commandement d'un régiment.

cadi Abdelkrim à l'Espagne. Mais la seule condition que son auteur suggérera alors pour un retour éventuel aux rapports d'autrefois, sera le changement sur place de la politique espagnole, et nullement l'immunité contre la colère des Français (75). Il n'y a rien par conséquent, qui nous incite à adopter la thèse des Espagnols, et à ne voir que des prétextes dans les raisons qu'eux-mêmes, les intéressés ont fournies. Surtout que ces raisons sont en parfait accord avec les faits dont nous avons, depuis leur origine, restitué le cours.

*
* *

Nous disposons d'ailleurs d'un autre document qui, de façon encore plus détaillée et plus précise que tous les précédents, met en lumière cette conformité. C'est la lettre de M'hammed au Directeur de la Maison des Etudiants qui l'avait hébergé à Madrid, pour justifier la décision prise par son père de le garder auprès de lui. Rédigé à loisir après la lettre déjà citée de Si Mohand, et œuvre collective de toute la famille, cet écrit nous fournit un raccourci frappant du long itinéraire effectué avec les Espagnols, par Abdelkrim et ses deux fils. Faisant état de la démarche effectuée dans la tribu, auprès du cadi Abdelkrim, pour le dissuader de renvoyer ses fils auprès des Espagnols, M'hammed explique comment son père en est arrivé par degrés, à devoir se soumettre à de telles injonctions :

« Avant la Conférence d'Algésiras sur la Protection du Maroc, mon père avait déjà acquis la conviction que le Maroc ne pouvait pas, étant donné le bas niveau de sa culture, rester une nation indépendante. Or, la position du pays sur la carte, sa parenté avec la plus grande partie de l'Espagne, les nombreux points communs dans la façon de vivre, tout cela l'amena à penser que la nation dont le Maroc, surtout au nord, avait besoin d'être l'allié, ou pour mieux dire le protégé, c'était l'Espagne et non une autre.

« Aussi, quand le traité d'Algésiras survint, il se mit à œuvrer de toute la force de son intelligence, et avec tous ses moyens, en faveur de l'action civilisatrice de l'Espagne et de son influence économique et politique. Il le fit en dépit de la chute sensible qu'eut à subir son influence au Rif, à cause de l'amitié fidèle qui l'unissait à vous. Jusqu'à ce jour, il n'a jamais cessé de mener cette action avec zèle, et il continuera, ainsi que nous d'ailleurs. Mais cette action n'a pas produit les fruits qu'elle aurait dû donner, car les responsables espagnols qui, tour à tour, ont eu à appliquer la politique de Protection, avaient des vues étroites et ont eux-mêmes, faute de direction correcte, entravé les efforts de propagande en faveur de l'Espagne.

(75) Voir ci-dessous, pp. 282-283.

« Un exemple pour comprendre. Qu'un chef rifain prenne conscience de l'opportunité de l'action espagnole, et bien sûr, on l'invite à la base la plus proche où les autorités vont conclure avec lui des accords. Mais une fois qu'il s'est mis dans le bain, les mêmes autorités l'abandonnent à son sort sans lui fournir le moindre appui pour se tirer d'affaire. Et le chef en question perd de son influence, souvent il perd aussi sa demeure et ses biens, de riche devenant pauvre, et quelquefois, il y perd même la vie. C'est ainsi que se ruine la politique de pénétration. Résultat ? Vous dépensez beaucoup, mais rien n'avance.

« En ce qui nous concerne, nous avons en cela subi de grosses pertes. Mais je crois qu'aujourd'hui, mon père en a assez de cette déficience politique qui ne donne aucun bon résultat mais beaucoup de mauvais. Nous voudrions, nous autres, frayer dans ce pays, la voie devant la civilisation européenne, celle de l'Espagne surtout. Nous voudrions y travailler à l'essor agricole, industriel et commercial. Hélas, la nation protectrice ne nous accorde pas les moyens suffisants, ni l'aide qui rendraient nos efforts efficaces. Moi-même, j'ai demandé au Ministère d'Etat une aide pour édifier ici, un bâtiment à la moderne, comme une petite forteresse, capable de repousser les assauts des Rifains toujours prêts à s'en prendre à l'Espagne et à nous. On m'a dit oui. Mais rien n'a été fait. Et comme ce cas, il y en a beaucoup.

« Voilà pourquoi mon père se voit contraint d'abandonner la politique, et nous, de demeurer ici. Les Rifains sont trop arriérés, ils nous harcèlent de leurs coups parce que nous soutenons l'Espagne. Et comme de son côté, l'Espagne nous délaisse, il nous est impossible de supporter le poids pour deux. » (76).

On ne peut pas être plus clair. Aujourd'hui comme hier, le cadi Abdelkrim a la même opinion des Rifains, incapables à ses yeux, de se tirer tout seuls de leur état d'arriération. L'intervention européenne lui apparaît par conséquent, toujours indispensable, étant bien entendu qu'elle viserait non la conquête, mais simplement la mise en selle de cette élite que lui-même représente, et l'octroi de moyens pour la mise en valeur du pays. Mais puisque les Rifains, dans leur aveuglement, sont réfractaires à cette intervention, il eût fallu, dès le début, les juguler par une action rapide et résolue. Au lieu de quoi, les Espagnols, depuis au moins sept ans, n'ont pas cessé d'atermoyer, accréditant l'idée de leur

(76) Lettre adressée à Alberto Giménez Fraud et versée par ce dernier au dossier de l'enquête menée par la commission parlementaire sur les « Responsabilités », *De Anual a la República..., op. cit.*, p. 53.

faiblesse et animant par contre, l'audace des opposants. Quant à lui, Abdelkrim, qui soutenait leur cause entre ses contribules, il a, à trois reprises, eu ses biens démolis ou brûlés. Cette infortune, il l'endurait aussi longtemps qu'il avait foi dans l'imminent succès des armes espagnoles. Mais voilà maintenant, que cette foi, il l'a perdue, cependant que grandissent les risques encourus. Comment dès lors, continuer à s'exposer ? Quitte à déplaire à ses anciens amis, il doit abandonner leur cause. Il y a bien songé déjà. Il l'avait même tenté. Mais faute d'expérience, il avait manqué sa sortie. Cette fois au contraire, les précautions ont été prises. Ses deux fils sont ici, près de lui, et ils y resteront. Sans doute, pour l'un et l'autre est-ce un gros sacrifice. Mais c'était là le prix d'une liberté permettant de sauver tout au moins l'essentiel.

Il ne s'agit par conséquent que d'une mesure de sauvegarde n'abolissant en rien les sentiments depuis longtemps nourris par le cadi et ses deux fils à l'égard de l'Espagne. C'est par élan du cœur qu'ils ont encore tous trois, des mots de gratitude pour les bienfaits dont cette Espagne les a comblés, et non, comme on les en soupçonne, pour maintenir la porte ouverte aux marchandages. Encore moins songent-ils à se joindre au parti du refus auquel, dans le passé, ils ne s'étaient frottés que par jeu politique. Quant au projet mort-né d'un Rif indépendant traitant avec l'Espagne pour fixer avec elle ses frontières, il était, on l'a vu, retourné dans les limbes déjà avant que la défaite allemande ne l'y reléguât pour toujours. Non, aujourd'hui, il n'y aurait de perspectives que si l'Espagne se décidait, pour établir sa protection, à emprunter les voies appropriées.

Qui sait ? Elle s'y décidera peut-être. Alors, et notamment, si elle procure à ses amis un bouclier pour résister à la colère des fanatiques, le cadi Abdelkrim et ses fils pourront bien se montrer à nouveau disponibles. Mais dans l'incertitude, leur seul recours est de tenter de faire retraite et de cultiver leur jardin loin du combat toujours recommencé des Espagnols et des Rifains.

Nous disons bien « tenter ». Car s'ils sont désormais, hors de la prise des Espagnols, pourront-ils échapper aux remous de leur milieu rifain ?

L'EXEMPLE DE RISOUNI

Coïncidence notable, le lendemain du jour où Abdelkrim et ses deux fils avaient repris leur liberté, les Espagnols enregistrèrent à l'autre bout du territoire constituant leur zone, une défection qui dut, sur l'heure, les inquiéter bien davantage, vu le grand poids du personnage qu'elle concernait, le fameux Ahmed Risouni.

Abdelkrim, on l'a vu, ne possédait au Rif qu'une influence toujours remise en cause dans deux ou trois tribus se gouvernant en républiques. D'où les services assurément précieux, mais pourtant limités qu'il avait rendus jusque-là. D'où aussi désormais, l'obligation pour lui, de mettre fin à son concours. Risouni au contraire, maintenait sous sa poigne la plupart des tribus dont est formé à l'ouest, le grand ensemble des Jebala. De ce fait, il était par lui-même, une puissance véritable, tant militaire que politique, et son alliance avait permis aux Espagnols d'importants gains de territoire, les seuls d'ailleurs, ou presque, réalisés en huit années par eux. Elle les gardait en outre, contre l'hostilité des tribus montagnardes qui lui obéissaient. Alors, pourquoi, au même moment, était-il lui aussi, conduit à rompre son alliance ? Etait-ce uniquement, comme le pensèrent les Espagnols, duplicité et inconstance, ou bien l'effet d'une ambition démesurée ? Etant donné les liens qu'un très proche avenir allait faire apparaître entre tous les secteurs de la zone à soumettre, il est intéressant de le déterminer.

En 1919, c'était déjà une longue et riche histoire que celle de Moulay Ahmed Risouni (1). Elle avait commencé dans les dernières années de

(1) La figure haute en couleur de Risouni a intéressé d'assez nombreux biographes. Citons notamment :

— Manuel L. Ortega (Pichardo) : *España en Marruecos ; El Raisuni,* Madrid, 1917.

— Eliseo Bermudo Soriano : *El Raisuni (caudillo de Yebala),* Madrid, 1921.

— Rosita Forbes : *El Raisuni, the Sultan of the mountains,* N.-York, 1924.

— Tomás García Figueras : *Del Marruecos feudal. Episodios de la vida del xerif Raisuni,* Madrid, Barcelone, Buenos-Aires, 1930.

l'autre siècle, lorsque des changements très comparables à ceux du Rif, permirent, entre les Jebala, l'apparition de bandes, armées de bons fusils, qui instaurèrent avant la lettre, un système de racket : opérant des pillages, elles négociaient ensuite pour rendre à leurs victimes, les biens volés, contre rançon. Cependant, Risouni, tout jeune adolescent, et orphelin de père, s'adonnait aux études comme l'exigeaient ses aptitudes mais aussi sa naissance. Car étant d'une famille de chorfa vénérée entre toutes dans le nord du Maroc, il se devrait, devenu homme, d'entretenir une telle vénération par son savoir et par sa religion (2). Il fut contraint hélas, de

Citons également deux études publiées en feuilleton, l'une, anonyme, dans le « Bulletin du Comité de l'Afrique française », (ci-après B.C.A.F.) à partir de juin 1946, l'autre de Tomás García Figueras, sous le titre : *Mulay Ahmed ben Sid Mohammed Raisuni (Zinat 1873 ? - Tamasin 1925)* dans la revue espagnole « Africa », à partir d'octobre 1943.

Rien n'est moins sûr que les renseignements fournis par ces biographies, dans bien des cas, même en ce qui concerne la matérialité des faits et leur chronologie, surtout pour la période précédant 1900, quand Rısouni était encore un inconnu pour les Européens. Son nom lui-même nous a été transmis déformé en Raïssouni et plus souvent encore en Raïssouli. Le seul auquel on puisse accorder vraiment foi est l'Espagnol Tomás García Figueras qui s'est livré à une enquête minutieuse dans la région et qui s'appuie sur des témoignages marocains oraux ou écrits.

Récemment, un auteur marocain, Ali Risuni Al Ḥami, a publié en arabe, *Abṭāl Ṣanaʿū at-Taʾrīḫ,* Tétouan, 1975, ouvrage consacré, pour une large part, à la biographie de Risouni. Appartenant lui-même à la famille de son héros, l'auteur se livre à son sujet, à une tentative de réhabilitation patriotique, ce qui, à partir de 1911 tout au moins, est une gageure impossible à tenir sans un viol outrageant des vérités les plus constantes. Par contre, on peut, sans hésiter, lui accorder la préférence sur les auteurs européens pour les années obscures d'enfance et de jeunesse dont le récit s'appuie sur les mémoires laissés par deux parents, proches compagnons de Risouni.

Quelques indications sur la période où ce dernier fut gouverneur de Tanger, sont fournies par les *Documents relatifs à Raisuni,* documents arabes du Makhzen publiés avec traduction française par I.S. Allouche dans « Hespéris-Tamuda », 3e-4e trim. 1951.

Pour la période commençant en 1911, on dispose d'informations précises et datées pour tout ce qui concerne les rapports de Risouni avec l'Espagne. On en trouve l'essentiel dans Carlos Hernández Herrera et Tomás García Figueras : *Acción de España en Marruecos,* 2 vol., Madrid, 1922. Les sources les plus éclairantes résident pourtant dans les longues missives, véritables mémoires, adressées à diverses reprises par Risouni aux autorités espagnoles et que l'on trouvera en traduction espagnole soit dans l'annexe documentaire de l'ouvrage précité, soit dans celle du livre du général Berenguer : *Campañas en el Rif y Yebala - 1921-1922,* Madrid, 1923. De même intérêt sont aussi les interviews accordées soit à des journalistes, soit à des hommes politiques espagnols, et dont les références seront données au fur et à mesure.

(2) Sur la généalogie des Risouni ou Oulad Risoun, voir Mohammed Daoud : *Taʾrīḫ Tiṭwān,* vol. VII, 1er fasc., pp. 100-101, Tétouan, 1975.

répudier cette pieuse vocation lorsque son domaine fut razzié et que sa mère elle-même fut massacrée au cours de l'agression. Ce n'était pas le livre mais le fusil qui l'aiderait à obtenir vengeance. S'étant fait chef de bande à son tour, il retrouva les agresseurs, les massacra et recouvra ses biens sans la moindre rançon (3).

Ce coup d'éclat le désigna à la faveur publique. Des tribus alentour on accourut à lui pour réclamer vengeance. Ses succès répétés permirent alors de liquider le brigandage. Ils établirent dans le même temps sa propre autorité. L'Etat le remarqua et recourut à lui pour faire échec au banditisme dans la tribu déjà plus éloignée des Anjera dont le Sultan, reconnaissant, le nomma gouverneur. C'était aux derniers jours de Moulay el Hassan (4).

Avec le nouveau règne, sans que l'on sache au juste quelle en fut la raison, ce tout jeune gouverneur de quelque vingt-cinq ans, fut soudain arrêté et enfermé dans le pénitencier de l'île d'Es-Saouira où il allait rester jusqu'à la mort de Ba Ahmed, le vizir tout puissant (5).

Quand il en ressortit, en 1900, il était un autre homme. Ce n'était plus à des brigands locaux qu'il entendait se mesurer. Opposants politiques, venus de Fès et d'autres villes, ses compagnons de détention lui avaient découvert de nouveaux horizons en l'instruisant des grands périls qui menaçaient l'ensemble du pays (6). A conjurer ces grands périls, il allait donc, face aux chrétiens et au Sultan, Abdelaziz, faible jouet entre leurs mains, mettre sa fougue juvénile et ses moyens aventureux. C'est depuis, en effet, qu'il devint ce personnage étrange, à demi-légendaire, où se mêlaient, dans un rapport mal défini, le justicier, le patriote et le bandit. Précurseur oublié, il acquit, par la capture du journaliste anglais Harris, puis de l'Américain Perdicaris, prisonniers tour à tour, au cœur de ses montagnes, une renommée universelle et des moyens accrus fournis par les rançons. Cependant, le Sultan, qui était mis par lui dans une position intenable, était forcé de composer en le nommant gouverneur de Tanger.

Nomination qui ne le rendit pas plus docile. Il usa au contraire du pouvoir dont elle l'investissait, pour contrer la menace qu'à l'époque, représentait surtout la France. C'est lui, quand Guillaume II débarqua

(3) Ali Risuni Al Ḥami : *op. cit.*, p. 96.

(4) *Ibid.*, pp. 98-99.

(5) *Ibid.*, pp. 99-100. Nous savons, grâce aux recherches actuellement en cours de Mohammed Bezzaz sur le *Conseil sanitaire européen à Tanger avant 1912*, que le pénitencier d'Es Saouira ne fut pas ouvert avant 1897. Ce qui limite à trois années au maximum (1897-1900), le séjour qu'y fit Ahmed Risouni.

(6) *Ibid.*, p. 102.

dans sa ville avec le même dessein de gêner les Français, qui rassembla des foules pour donner à l'accueil le plus bruyant éclat. Il fut bientôt en rébellion ouverte contre son souverain Abdelaziz dont il parvint à capturer l'un des chefs militaires, l'Anglais Mac Lean, ce qui devait lui rapporter une rançon de plus (7).

C'était après Algésiras. Et quand, un peu plus tard, Abdelhafid se souleva à Marrakech, Risouni fut de ceux qui, les premiers, effectuèrent leur ralliement. Comme Mohammed el Kettani, il attendait beaucoup d'Abdelhafid avec lequel d'ailleurs, il était mieux fait pour s'entendre. Plutôt que le contrôle des sujets sur leur maître, c'est la puissance indiscutée et la violence impitoyable d'une direction lucide en quoi, bien au contraire, il avait foi. N'avait-il pas lui-même ainsi, remis de l'ordre dans sa région et jeté même son gant à la face des Puissances ?

Abdelhafid, à qui ce style plaisait assez, remit entre ses mains les seize tribus peuplant, entre la Mer et l'Océan, tout le trapèze finissant au Détroit (8). Dans chacune d'elles, le nouveau chef mit fin aux divisions en imposant ses partisans et liquidant les adversaires. Le nom de Risouni fut bientôt redouté dans une vaste région où nul n'aurait osé se soustraire à ses ordres. Il y régnait en souverain. Il avait partout ses gens d'armes. Partout, des métayers exploitaient ses domaines. A Azila, sa capitale, tout s'ordonnait autour de son palais et de ses prisons toujours pleines.

A ce succès local faisait pendant hélas, la ruine des espérances qu'avait fait naître l'avènement d'Abdelhafid. Loin de reprendre aux étrangers le moindre pouce du territoire perdu, il leur avait cédé sur toute la ligne, en acceptant les décisions d'Algésiras, en endossant les dettes de son frère, en s'enfonçant lui-même dans le gouffre aux emprunts. On apprenait bientôt qu'abandonné de tous, et assiégé dans Fès par les tribus qui proclamaient sa déchéance, il avait appelé au secours les Français. Forçant sa capitale, ceux-ci l'avaient bien délivré de ses sujets, mais en faisant de lui leur prisonnier et en s'installant en plein cœur du pays. Comment ne pas se rendre alors à l'évidence ? Au bout du compte, c'est Zugasti, ami de Risouni quoique chrétien et consul espagnol à Larache, c'est lui qui voyait juste : contre l'Europe coalisée, il était vain de résister.

Cependant Zugasti entrevoyait un avenir qui n'était pas tout noir. Puisqu'on ne peut choisir son maître, il soulignait, comme le faisait naguère Marín, l'ami du cadi Abdelkrim, la chance des Marocains qui,

(7) *Ibid.*, p. 106 et pp. 113-116.

(8) Touhami El Ouazzani : *Ta'rīḫ al Maġrib*, vol. III, p. 145, Tétouan, 1940, et Hernández Herrera et García Figueras (ci-après : HH) : *op. cit.*, vol. I, pp. 249 *sqq*.

dans le Nord, seraient, grâce à l'Espagne, soustraits à la domination française. Idée qui ne fut pas sans influence aussi sur Risouni (9). Ce dernier en effet, dirait un jour, en évoquant, beaucoup plus tard, cette période :

> « L'Espagne n'était pas, à mes yeux, une grande Puissance. Voilà pourquoi je lui donnais, au fond de moi, la préférence sur les autres nations. Du fait qu'elle n'avait pas une force excessive, et que ses intérêts s'identifiaient avec ceux du Maroc, je ne la croyais pas faite pour nous écraser. Je rêvais d'elle comme d'une sœur aînée qui aurait éduqué ce pays, quitte pour le Maroc, à lui rendre un jour ses bienfaits en frère reconnaissant et rempli d'affection. » (10).

Sous l'égide de l'Espagne, il concevait en somme, que le Protectorat ne fût pas un vain mot. Aussi, résolut-il, en voyant Fès tomber au pouvoir des Français, de faire crédit aux Espagnols. Mais par la mise en garde que, dès ce moment-là, il leur lançait, on comprend bien ce qu'il en espérait et ce qu'il redoutait. A Tomás Maestre, sénateur de Madrid venu pour le sonder, il conseillait alors très vivement de ne faire débarquer qu'un minimum de troupes à maintenir d'ailleurs, cantonnées dans les ports :

> « Le nom d'Espagne, expliquait-il, est sympathique aux Marocains. Mais si vous amenez des troupes nombreuses, ce nom sera bientôt haï parce que les Marocains croiront que vous voulez vous imposer par les armes. ».

Maestre demandant qui, dans ce cas, établirait ordre et sécurité, « mes propres troupes », avait rétorqué Risouni (11).

C'est un calcul assez complexe qui se perçoit à travers ces propos. Conçue, nous l'avons vu, comme une parade à la menace française, la présence espagnole devra tout à la fois, étayer Risouni et reposer sur lui. Cela suppose qu'elle devra lui laisser toute la situation en mains et être assez discrète pour ne pas cabrer l'opinion. A cette double condition, lui, Risouni, se charge de la faire accepter, voire, s'il le faut, de l'imposer. Mais à défaut, il sera pris entre la contrainte étrangère et la colère de ses compatriotes. Alors, il ne répondra plus de rien.

(9) T. García Figueras : *Mulay Ahmed ben Sid Mohammed Raisuni, in* « Africa », oct.-nov. 1945. Risouni a lui-même évoqué son amitié avec Zugasti dans une lettre au colonel Gómez Souza, le 22 février 1919. Document reproduit en annexe par HH., *op. cit.*, vol. II, pp. 88 *sqq*.

(10) Déclaration recueillie par Manuel Ortega et publiée dans « Revista Hispano-Africana », sept. 1922.

(11) Déclaration faite au sénateur Tomás Maestre, le 1er juin 1911 et citée par T. García Figueras : *Mulay Ahmed...*, même référence que note 9.

Dans ce calcul entre bien sûr, au premier chef, la volonté dominatrice d'un homme qui tient à conserver tout son pouvoir. L'erreur serait pourtant de croire que s'il brandit, comme il le fait, la menace populaire, ce n'est que ruse, afin d'intimider les Espagnols. Moins que de ruse, c'est de naïveté que, peut-être, il faudrait le taxer en le voyant nourrir l'espoir qu'une fois dans la maison, les Espagnols ne voudront pas être seuls maîtres. Quant à la crainte qui le travaille au cas où cet espoir serait déçu, elle est loin d'être feinte. Si sûr qu'il soit de son étoile tant que l'affaire n'est qu'entre Marocains, il craint par contre, que ce ne soit sa fin s'il était convaincu d'être un agent des étrangers. Lui-même d'ailleurs, voudrait-il de ce rôle ? Le risque à tout le moins, ne lui échappe pas. Mais à défaut d'alternative plus séduisante, il misera sur l'intervention espagnole.

Et en effet, huit jours après son entretien avec le sénateur Maestre, il accueillait dans le port de Larache, le colonel Silvestre qui put, sans coup férir, faire débarquer son corps d'occupation. Puis il l'aida à occuper Ksar el Kébir, en prenant de vitesse les Français, et lui ouvrit les portes d'Azila où se trouvait le siège de son gouvernement. Il jouait donc le jeu ([12]).

Quant à Silvestre, il se donna bien l'air de vouloir le payer de retour puisqu'il le proposa au poste honorifique de Khalifa, substitut du Sultan pour toute la zone revenant à l'Espagne. Mais en même temps, il s'employait, dans les limites du territoire où Risouni régnait, à ruiner son pouvoir en désignant des responsables parmi ses ennemis, en prenant langue directement avec telles des tribus qui lui obéissaient, et en vidant enfin, suprême injure et coup irréparable, les prisons d'Azila ([13]). Après moins de deux ans, la tension fut si vive entre les deux parties que Risouni, cédant tout le pays de plaine à l'ennemi qui s'y était grâce à lui introduit, se réfugia, en mars 1913, dans sa tribu natale, celle des Beni Arous, au plus haut des montagnes ([14]).

(12) Dans une lettre écrite plus tard, le 2 joumada II 1340/30 janvier 1922, au général Berenguer, Risouni rappellera ainsi les services rendus par lui aux Espagnols : « Aurais-tu oublié comment je procédais envers votre nation, au début de nos rapports, les services que je vous ai rendus quand je vous aidais à occuper Larache, El Ksar, Azila et tant d'autres lieux importants... ? Tout cela s'accomplit sur nos indications et grâce à notre intervention sans qu'un coup de feu fût essuyé par vos soldats. Or combien de ces lieux étaient déjà occupés par d'autres [les Français] avant que notre intervention n'eût permis à vos troupes de les prendre pourtant sans grand-peine ni péril. ». Document cité en traduction espagnole sous le n° 11 par General Berenguer : *Campañas..., op. cit.*, pp. 257-260.

(13) HH., vol. I, p. 249.

(14) *Ibid.*, vol. I, p. 249.

Là du moins, comme aussi dans ses autres tribus que l'Espagnol n'occupait pas encore, il était toujours maître. Mais un maître affaibli et déjà contesté pour avoir mis sa main dans celle de l'ennemi. Pour rétablir sa position, il dut, selon son propre témoignage, « transiger et marcher à côté des tribus » ([15]) où s'animait l'esprit de résistance. Dans les missives qu'il faisait lire, ici et là, sur les marchés, il appela lui-même aux armes en expliquant que sa compromission avec l'Espagne n'avait été qu'une tentative de bonne foi pour conjurer le mal sans faire couler le sang. Avant de s'y livrer — avec quelle répugnance — il savait trop combien la tentative risquait, comme elle le fit, d'aboutir à l'échec, et lui vaudrait dans tous les cas, l'amère accusation de s'être fait lui-même chrétien. Mais c'était son devoir d'endurer un pareil sacrifice pour le bien de son peuple et pour sa religion ([16]).

Cette belle rhétorique ne suffit pas à désarmer une campagne adverse qui s'entêta à voir en lui « un chrétien et demi » et un agent mal déguisé des Espagnols ([17]). Evoquant lui-même ces déboires, il écrira plus tard :

> « J'eus beau participer à toutes les assemblées de mes frères musulmans et me mêler à eux dans les moindres combats, ils ne s'en mirent pas moins à dire que c'était un manège afin de les trahir, et qu'en les côtoyant, je ne cherchais qu'à mieux servir la nation espagnole. J'étais ainsi entre deux feux : vous, Espagnols, vous prétendiez que la révolte était mon fait, et pour les musulmans j'étais un traître. » ([18]).

Il est bien vrai qu'en ce temps-là, l'autorité de Risouni connut entre les siens, une sérieuse éclipse puisqu'on lui préféra, pour conduire le combat, un autre chef de guerre. Mais l'homme avait d'autres moyens que la parole pour regagner tout le terrain perdu. Son appareil, constitué de longue date, était encore debout. Il en usa, par la violence et la traîtrise qu'il pratiquait si bien, pour liquider les plus en vue de ses compétiteurs ([19]). Très largement haï mais redouté de tous, il redevint alors l'homme avec qui les Espagnols devaient parler s'ils voulaient rallier l'ensemble des Jebala qui leur interdisait, par sa présence hostile, toute progression depuis deux ans. Lui-même, il n'aspirait apparemment qu'à s'adjuger précisément ce rôle, à condition bien sûr, que l'Espagne lui payât son service à son prix par le maintien de son pouvoir et l'octroi de moyens, argent et armes, pour le consolider.

(15) Lettre au Général Berenguer du 30 janvier 1922, citée note 12.

(16) T. García Figueras : *Del Marruecos feudal..., op. cit.*, p. 23.

(17) *Ibid.*, p. 39.

(18) Lettre au Général Berenguer, le 30 janvier 1922, citée *supra*, note 12.

(19) *Del Marruecos feudal..., op. cit.*, pp. 51-55.

Après plus d'une année de négociations, l'accord fut arraché, en mai 1916. Aussitôt, Risouni, en partenaire loyal, fraya la voie à Jordana, Haut Commissaire qui, entrant à Fondaq, put enfin établir la jonction entre ses deux secteurs de l'ouest, ceux de Larache, sur l'Atlantique, et de Ceuta, en Méditerranée. Il l'aida ensuite à réduire les tribus contrôlant le passage entre ces deux secteurs, et notamment la grande tribu des Anjera. Ce résultat ne fut atteint que par le fer et par le feu en des combats où Risouni dut s'engager ouvertement, avec ses propres troupes, aux côtés de l'Espagne ([20]). Comment dès lors, aurait-il pu entretenir la confusion sur la nature de ses rapports avec l'envahisseur ?

Il s'y employait cependant. A chaque empiètement des Espagnols sur son propre domaine, il protestait d'autant plus haut qu'il se croyait sincèrement brimé. Il exhortait alors ses gens à se défendre. Mais pour les Espagnols, c'était la logique même de progresser partout où l'occasion s'en présentait. Ils s'irritaient par conséquent de se heurter à Risouni alors qu'ils escomptaient toujours son aide. Or à partir de 1917, Jordana estimait qu'il bloquait en pratique toute l'avance espagnole. Il n'était donc plus un ami et l'on devrait à son égard, reprendre une attitude de maître ([21]). Voilà précisément, et Risouni le savait bien, avec quelles intentions arrivait Berenguer quand, au début de 1919, il succéda à Jordana.

*
* *

Mais la tension réelle qui l'opposait aux Espagnols était loin de suffire à blanchir Risouni au regard des tribus qui mesuraient tout le progrès réalisé grâce à son aide, par l'ennemi. Aussi, l'alarme suscitée à chaque tentative d'étendre encore l'occupation dressait-elle les esprits contre lui autant qu'elle les dressait contre l'envahisseur. Voici comment lui-même, il porterait un jour témoignage sur ce point. Parlant des militaires qui attaquaient ici et là, pour progresser, il dira en effet :

> « Ils firent tant et si bien qu'ils ébranlèrent mes positions dans toute la zone, d'Azila au fin fond de la tribu Akhmas, alors qu'auparavant, tout m'y était soumis. Et cela m'a valu des sacrifices bien inutiles en hommes et en argent. » ([22]).

Ces sacrifices étaient, bien sûr, le prix qu'il lui fallait payer pour réprimer la sédition. C'est dire qu'en relation avec la résistance patrio-

(20) HH., *op. cit.*, I, p. 236.

(21) Dernier rapport du Haut Commissaire Jordana, considéré comme son testament politique, à la veille de sa mort en novembre 1918, *ibid.*, I, p. 249.

(22) Lettre du 30 janvier 1922, au Général Berenguer, citée *supra*, notes 12 et 15.

tique vis-à-vis de l'Espagne, une opposition politique avait osé s'affirmer aussi contre lui. Et la haine des tribus était telle en effet, et elle était si manifeste, que Jordana imagina de l'exploiter au profit de l'Espagne (23). Berenguer après lui, se vanta même d'y être parvenu : « Sais-tu, écrivit-il un jour à Risouni, que les tribus nous recevaient à bras ouverts à seule fin d'échapper à ton autorité ? » (24).

Risouni avait trop l'expérience de la force pour ne pas mesurer celle qui, de ce côté, ne cessait de grandir contre lui. Quel changement intervenu dans la nature de son pouvoir depuis l'époque où, jeune encore, il donnait la chasse aux brigands, ou capturait en plein Tanger, quelque chrétien en vue. Il avait toujours eu la main lourde. Mais autrefois, c'était pour soulager les gens de leurs fléaux ou pour frapper les ennemis des musulmans. Applaudissant à tous ses coups les tribus se pliaient volontiers à son autorité et lui donnaient sans rechigner, des moyens matériels pour l'asseoir. C'est en 1911 que s'était produit le tournant. Si alors, Risouni s'était déterminé en faveur de l'Espagne, c'était d'après des considérations prenant en compte l'intérêt général, mais auxquelles il savait qu'évidemment, le menu peuple ne pouvait rien entendre. L'espérer eût été chimérique. Et d'ailleurs, à quoi bon y penser ? Le chef doit-il se justifier à l'égard de ses gens ?

Voilà pourtant à quoi il avait dû s'astreindre quand ses rapports avec Silvestre prenant un mauvais tour, il était revenu, battant sa coulpe, chercher refuge dans ses tribus. Bon gré, mal gré, c'était admettre alors, qu'il dépendait de ces tribus sur lesquelles il régnait. Mais il l'avait compris à la façon du cavalier qui, dépendant pour avancer, de sa monture, la flatte avant de l'enfourcher, quitte à la cravacher ensuite, si elle était rétive. Et vraiment, cravachant ses tribus, il les avait reprises en main pour les mettre au service de l'Espagne qui, à son tour, le fournit d'armement pour mieux tenir ses gens. Mais alors, c'était là l'engrenage qu'il avait autrefois redouté, à en croire les propos qu'il tenait à Maestre. Loin de se résorber avec le temps, la répulsion croissait à l'égard de l'Espagne chaque fois qu'un progrès de la conquête était réalisé. Jusqu'où cela irait-il donc ? Qui, sinon lui, serait le premier emporté, s'il attendait qu'une explosion survînt ?

C'est cette crainte, hantant l'esprit de Risouni, qui, à n'en pas douter, paralysa soudain, en 1917, la collaboration si efficace fournie par lui aux Espagnols dans les mois précédents, soit depuis mai 1916, date de l'ac-

(23) « S'il rompt, on pourra l'isoler politiquement, car les tribus le craignent certes, mais elles le haïssent. » (Testament politique de Jordana, HH., *op. cit.*, I, p. 249.)

(24) Lettre de Berenguer à Risouni, le 12 février 1922, *in Campañas...*, *op. cit.*, p. 260.

cord qui le liait à eux. Voilà la vraie raison et non, comme on le crut, la certitude de la prochaine victoire allemande. En effet, Jordana, tenté lui-même d'abord, par la dernière explication, est bien forcé d'admettre ensuite, que, loin de s'assagir après l'effondrement allemand, Risouni accentue au contraire, ses airs d'indépendance et en vient même aux actes de franche hostilité ([25]). Dernier exemple, son ordre d'expulsion contre des ingénieurs de l'armée espagnole qui opéraient à sa portée, dans les proches environs de Tétouan. S'en justifiant plus tard, il dit aux Espagnols que ce geste de lui était de simple politique, car en rompant ainsi publiquement ses rapports avec eux, il tentait de calmer la colère qui grondait dans la population ([26]).

On ne saurait être plus clair. Que peut être en effet, ce courroux populaire qu'une rupture avec l'Espagne est susceptible d'apaiser, sinon le même précisément, que les amis de cette même Espagne affrontaient aussi dans le Rif ? Nous avions vu par le menu comment, de ce dernier côté, il avait pris en 1918, un tour si agressif qu'Abdelkrim et ses fils n'avaient pas cru possible de retarder, une fois de plus, leur décision de quitter la livrée espagnole. Evoquant cette année de 1918, c'est Risouni lui-même qui nous dira que, dans l'ouest également, elle fut marquée par une aggravation sans précédent, et dans toute la région, El Ksar ou Azila, de la situation ([27]). Si donc au terme de cette année, nous le voyons faire fi du bénéfice que lui vaudraient le nombre et le poids des services déjà rendus par lui aux Espagnols, et déclarer que la colère des gens peut s'apaiser dès qu'on croira qu'il s'est séparé d'eux, comment douter du grand parallélisme entre le cours des deux évolutions ?

Ce n'est donc pas un pur hasard que ce cours ait conduit dans les deux cas, au même moment, à une fin quasiment identique. Un jour après que Si Mohand eut écrit sa lettre à Ajdir, Risouni à son tour, rédigeait à Tazrout, très loin de là, à l'ouest, une longue missive qui, faisant de l'Espagne l'unique responsable de la tension entre les deux parties, équivalait aussi à une rupture de fait. La différence, c'est qu'à la courtoisie de Si Mohand, à son désir sincère de sauver l'amitié, s'opposent l'accent hautain et le défi de Risouni. Si vous pensez m'intimider, dit-il à l'adresse du Haut Commissaire Berenguer, « sachez que nous ne sommes pas de ces arbres que l'on secoue pour faire tomber leurs fruits, mais plutôt de ces pierres sur lesquelles n'ont de prise ni le chaud ni le froid » ([28]). C'est qu'Abdelkrim et Si Mohand n'étaient en somme que

(25) Testament politique de Jordana, *in* HH., *op. cit.*, I, 249.

(26) Lettre de Risouni au Colonel Gómez Souza, citée *supra,* note 9.

(27) « Ainsi arriva-t-on en 1337 H. [1918 G.] année où la situation empira plus que jamais, partout, d'Azila, El Ksar... » (Lettre de Risouni à Berenguer, le 31 janvier 1922, *in Campañas..., op. cit.*, p. 259.)

(28) Lettre de Risouni au Colonel Gómez Souza, citée *supra,* note 9.

des notables. Ils devaient beaucoup à l'Espagne et ne la quittaient qu'à regret car de ce fait, ils renonçaient à bien des ambitions qu'ils n'auraient pu réaliser que grâce à elle. Tandis que Risouni était déjà un prince, et il avait tout au contraire, miné les bases de son autorité à force de tirer les marrons du feu pour l'Espagne. Il perdait trop s'il ne se rachetait par un retournement assez spectaculaire pour convaincre ses gens qu'il allait désormais s'opposer à l'Espagne bien plus qu'il ne l'avait précédemment aidée.

Sur l'heure, c'était évidemment l'éclat de Risouni qui était seul capable de frapper l'attention, encore que l'avenir révèlerait combien plus grosse de conséquences était en fait, la discrète sortie du cadi Abdelkrim. Mais l'intérêt ici, c'est de noter que le bouillonnement depuis longtemps en cours dans les tribus du Rif, ne travaillait pas moins les tribus Jebala qui connaissaient pourtant des conditions très différentes, et qu'en définitive, c'était bien lui le responsable de la rupture de Risouni, comme il l'était de celle du cadi Abdelkrim. C'est dire qu'une fois privée de ces deux atouts maîtres, les Espagnols allaient, ici et là, buter directement contre le refus de tribus plus vigilantes, plus perspicaces et enfin libres d'agir selon leur propre volonté. L'espoir de Jordana était donc illusoire quand il comptait que les tribus l'aideraient à réduire Risouni. Et que penser de l'optimisme de Berenguer, son successeur, qui s'exclamait, deux ou trois jours après la double défection de Risouni et d'Abdelkrim, « J'ai toujours dit que le problème d'Afrique n'est pas un problème militaire » ([29]) ? On ne pouvait parler moins à propos, à l'heure précisément où l'échec politique allait contraindre à recourir aux armes.

*
* *

Surtout qu'à ce moment, une donnée nouvelle s'était mise à peser sur les événements du fait de la contestation, sinon de l'obstruction française.

C'est bien à contre-cœur que les Français avaient jadis, sous la pression anglaise, dû promettre à l'Espagne tout le nord du Maroc. On l'avait bien senti quand, à l'heure du partage, ils étaient revenus sur leurs engagements. A la faveur d'un âpre marchandage, ils avaient pu alors, repousser par delà l'Ouergha, la frontière que l'accord convenu avait mise en deçà ([30]). Mais en regard de leurs énormes prétentions, ce gain notable

(29) Déclaration à « España en Africa » du 26 février 1919, citée *in* HH., *op. cit.*, I, p. 266.

(30) Le traité de partage avec la France, resté secret jusqu'à sa publication par le journal parisien « Le Matin », le 3 octobre 1911, prévoyait une ligne de démarcation passant par la ligne de séparation des eaux entre la rivière Ouergha au nord, et l'Oued Sebou, au sud. Après plus de 14 mois de négociations, la convention finale du 27 novembre 1912 ajouta la vallée de l'Ouergha au territoire d'occupation française. Voir le calendrier et l'analyse des négociations dans le « Bulletin du Comité de l'Afrique française » (ci-après : B.C.A.F.), à partir de juin 1911.

faisait figure d'ajustement beaucoup trop maigre pour ne pas les laisser cruellement insatisfaits. Si bien qu'un véritable irrédentisme à peine dissimulé, inspira par la suite, à l'égard de l'Espagne, la politique des coloniaux français tant que Lyautey, leur coryphée, fut au Maroc, le maître incontesté.

Dès le début, Lyautey avait proscrit toute coopération avec l'Espagne sur le plan militaire. En visite à Madrid, il tint à l'affirmer une fois pour toutes, devant le Roi lui-même (31). Si en contrepartie, il proposa alors sa « collaboration loyale et très sincère » (32) dans les autres domaines, c'est que là, les promesses ne l'engageaient à rien. Et en effet, loin de collaborer, c'est à contrecarrer, bien au contraire, qu'il s'était depuis, appliqué. Ainsi dans la question du Khalifa qui, pour l'Espagne, était de tant de conséquence. Substitut du Sultan, le Khalifa était, aux mains des Espagnols, le seul lambeau de légitimité qui leur permît de donner corps à la fiction de leur Protectorat. Comment n'auraient-ils pas tout fait pour en rehausser le prestige ? Mais non. Lyautey ne l'admit pas. Il dénonça les attributs de souveraineté dont, disait-il, le titulaire était indûment revêtu (33). Souci de préserver, à ce qu'il prétendait, l'unité

(31) « Pas de coopération militaire, sous quelque forme que ce soit, c'est nettement entendu », voilà ce qu'avait déclaré Lyautey aux Espagnols, d'après son compte rendu au Gouvernement. Cité par Pierre LYAUTEY : *Lyautey l'Africain,* Paris, 1953, t. I, p. 284 (ci-après : LYAF).

(32) « Il y a onze ans, à mon premier passage à Madrid avec Monsieur Poincaré, j'avais, après entente avec lui, offert très loyalement et très sincèrement notre collaboration... » (Note de Lyautey en date du 4 mars 1924, au Commandant de Puverville, attaché militaire à l'ambassade de France à Madrid. Pièce annexée à la lettre nº 538 de Lyautey au Président du Conseil, le 22 mars 1924, Archives du Quai d'Orsay (ci après : A.E.P.), série « Maroc », 11, 2.)

(33) Dans une lettre du Sultan Moulay Youssef du 25 safar 1337/30 novembre 1918, transmise par Lyautey à son Gouvernement à l'appui de propositions dont il le saisissait lui-même, lettre très visiblement inspirée, sinon rédigée par ses services, nous lisons ce qui suit : « Quant à l'autre zone, elle échappe même à notre contrôle du fait que le Gouvernement espagnol y a installé des autorités marocaines indépendantes du Makhzen et n'obéissant qu'à un chérif de Notre Maison qui, bien qu'étant Notre Khalifat, n'entretient aucun rapport avec Nous et se pare abusivement des attributs d'une souveraineté qui n'appartient qu'à Notre Majesté. » Document annexé à la lettre nº 1386 de Lyautey au Ministre des Affaires étrangères le 5 décembre 1918, A.E.P., série « Maroc », 10-1 d/g. Lui-même, six ans plus tard, Lyautey mettra au premier rang de ses griefs accumulés contre l'Espagne depuis 1913, « les attributions souveraines extérieures données au Khalifat de Tétouan » (Note au commandant de Puverville citée *supra,* note 32).

politique du royaume (34), ou dessein de frapper au point faible, le fragile édifice espagnol ?

D'ailleurs, lui-même ne portait-il plus gravement atteinte à l'unité lorsque, dans le même temps, il disloquait l'économie traditionnelle pour isoler le Rif de son arrière-pays ? Car c'est là la raison, selon son propre aveu, qui lui fit refuser, dix ans durant, la construction d'un pont sur la basse Moulouya. Puisque l'unité dans ce cas, aidait les Espagnols à maintenir leur zone en vie, il la biffait d'un cœur léger pour rattacher, contre nature, l'est du pays au marché algérien (35).

A la veille de la guerre, il songea un moment à changer d'attitude en prévision du choix que l'Espagne devrait faire au début du conflit (36). Celle-ci demeurée neutre, il dut encore en tenir compte et, jusqu'à l'armistice, il se retint de mettre en cause le statu quo, sauf une fois pour Tanger dont il aurait voulu faire une base de la marine française (37). Il n'en avait pas pour autant renoncé à ses vues. Pendant quatre ans de guerre, il gonfla ses dossiers de griefs contre les Espagnols qu'il accusait de transformer leur zone en base allemande contre la France. Et dès que la victoire fut acquise aux Alliés, sans même attendre que l'armistice fût proclamé, il rédigea pour son Gouvernement la requête qu'il voulait voir soumettre à la Conférence de la Paix. Du moment, y lit-on, qu'il

(34) En 1913, nous dit Lyautey, il avait offert sa collaboration aux Espagnols « sous la condition indispensable qu'ils reconnaissent avant tout l'intégrité du khalifat » (Notons que par « khalifat », Lyautey désigne cette fois, l'empire chérifien sous l'autorité du Sultan, lequel est en effet le « khalifa » du Prophète, tandis que le Khalifa de Tétouan n'est lui, que le substitut du Sultan). Note au commandant de Puverville citée *supra,* notes 32 et 33.

(35) Dans une lettre du 24 juin 1924, Lyautey indique au Ministre des Affaires étrangères que, depuis 1915, il s'était opposé à la construction, souhaitée par les Espagnols, d'un pont sur la basse Moulouya, le fleuve qui, à l'est, délimitait les deux zones. Et pour s'en expliquer, il écrit notamment : « Une autre raison qui nous a fait éluder la construction, c'était la crainte de voir, grâce à ce pont, une partie du commerce oriental se détourner sur Melilla... Le but de notre politique d'atermoiement était de nous permettre d'attendre que les routes et les chemins de fer fussent construits, et de donner ainsi, au mouvement des échanges, l'habitude de s'aiguiller sur l'Algérie, au lieu de s'aiguiller, comme le désiraient les Espagnols, sur le préside de Melilla. » Lettre nº 1137, A.E.P., série « Maroc », 11-2.

(36) « Des considérations de politique générale d'un ordre supérieur nous conseillent d'aider nos voisins à se tirer au mieux de leurs difficultés marocaines. » : Lyautey à Viviani, Ministre des Affaires étrangères, le 30 juillet 1914, *in* LYAF, *op. cit.,* II, p 150.

(37) Lettre adressée le 17 novembre 1915, par Lyautey à De Peretti, Sous-Directeur d'Afrique au Ministère des Affaires étrangères, *in* LYAF, *op. cit.,* III, p. 88.

n'y a plus, comme aux premières années de guerre, à ménager l'Espagne pour la mettre dans son jeu, et qu'un copieux dossier existe sur la mise de sa zone au service de l'Allemagne, deux solutions seulement sont à envisager : ou « la cession de la totalité de la zone espagnole » à la France, et ce serait la seule « consécration logique et complète de l'intégrité de l'Empire chérifien », ou bien cession partielle de ladite zone, et dans ce cas, « le minimum » demandé par la France engloberait tout ce qui est à l'ouest comme à l'est et au sud de l'arc formé par les sommets de la montagne rifaine, y compris toute la zone internationale et Tanger ([38]). Autrement dit, le maximum qui alors, resterait à l'Espagne, serait cette muraille qui, de Ceuta à Melilla, grosso modo, s'élève sur la mer. Entre les deux formules, la différence était modeste.

Quand Lyautey préparait quelque grosse entreprise, on peut voir chaque fois, pour l'appuyer aux différents niveaux de l'opinion, du Parlement, des ministères et des milieux diplomatiques, éclore une campagne habilement diversifiée dont on saura plus tard, que c'est lui-même et ses services qui l'orchestraient. Ainsi en alla-t-il dans l'occasion qui nous occupe. Il n'avait pas plus tôt transmis au Gouvernement sa requête, qu'une succession d'articles, de pétitions et de ballons d'essai concentra l'attention sur les torts que la France subissait au Maroc de par son voisinage avec l'Espagne. Selon les cas, on suggérait en conséquence, ou bien l'on réclamait des mesures ou globales ou partielles. Cependant qu'à Marseille la Chambre de Commerce haussait la voix mais pour borner ses exigences à la zone de Tanger ([39]), ailleurs, l'organe des milieux coloniaux opinait, sur un ton doucereux, dans le sens d'une cession par l'Espagne de sa zone tout entière : « Cette solution, y lisait-on, doit être recherchée avec persévérance, car seule elle est capable de rétablir entre les deux Puissances une harmonie qui nous importe » ([40]).

C'est à Tanger que le signal avait été donné dès les tout premiers jours de 1919. La colonie française y avait formulé, dans une adresse à Clemenceau, sa revendication tant sur la ville que sur le littoral la séparant au sud, du territoire que contrôlait la France. Ce n'était jusque-là, qu'une démarche effectuée par des particuliers. Elle n'avait donc rien

(38) Lyautey au Ministre des Affaires étrangères. Lettre n° 400 CMC, rédigée à Fès le 5 novembre 1918, mais qui ne sera expédiée qu'un mois plus tard, le 5 décembre 1918, jointe à une seconde lettre de cette dernière date, sur le même sujet, A.E.P., série « Maroc », 11-2 s/d.

(39) Résolution publiée par le journal parisien « Le Temps » et signalée de Paris au Foreign Office, le 25 mars 1919. Archives du Foreign Office au Public Record Office de Londres (ci-après : PRO-FO) FO .403/450, n° 67.

(40) Sous la plume de Rober-Raynaud, *in* « B.C.A.F. » de Janvier-février 1919, p. 92.

d'officiel. Il en fut quelque peu autrement quand Boissonas, en qualité de consul de France dans la ville, alla lui-même communiquer ladite adresse à son collègue anglais, puis ajouta sans nul détour, qu'en vérité, c'était toute la zone espagnole, et même en plus, Ceuta et Melilla, qu'il fallait à la France pour sa propre défense et pour l'action menée par elle, de l'Atlantique à la Tripolitaine (41). Les deux consuls, en l'occurrence, devenaient des relais entre Lyautey et le Foreign Office.

L'idée fut accueillie très fraîchement à Londres où, aujourd'hui pas plus qu'hier, on n'acceptait de voir la France, Puissance maritime, s'installer sur la côte en face de Gibraltar (42). Aussi s'en tenait-on là-bas, à l'accord de partage qui, en 1904, avait à dessein réservé à l'Espagne tout le nord du Maroc pour en faire un tampon entre la mer et les Français (43). Il est vrai que la France n'avait signé qu'avec la seule Espagne, mais dans des conditions qui impliquaient de l'Angleterre une adhésion tout au moins « virtuelle » aux termes du contrat dont elle devenait ainsi la garante (44).

Comment nier pourtant que les Français avaient beau jeu à dénoncer chez leurs voisins cette carence incontestable qui, en laissant depuis sept ans toute une région sans maître, maintenait à leurs portes un foyer de révolte et un refuge pour tous leurs propres dissidents (45) ? Ce n'était pas, bien sûr, de quoi remettre en cause la position anglaise de soutien

(41) Adresse transmise le 14 janvier 1919, par Sir H. White, consul britannique à Tanger, à Curzon, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, à Londres, PRO-FO.403/450.

(42) Point de vue réaffirmé le 27 février 1919 par l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, Derby, à Curzon, PRO-FO.403/450,27. Le 30 juin 1923 encore, William Codrington, nouveau consul britannique à Tanger, insistera, dans une correspondance à Curzon, sur la « nécessité stratégique du maintien de la côte marocaine aux mains des Espagnols, ou en tout cas, la nécessité de l'empêcher de tomber aux mains de la France », et il rappellera que les traités de 1904 et de 1912 « avaient eu pour objet d'éviter [le long de cette côte] un vide indésirable », PRO-FO.413/66.

(43) Comme il en informe son ambassadeur à Madrid, Sir Hardinge, le 2 janvier 1919, Sir Robert Cecil, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, a été interrogé par le Gouvernement espagnol : il lui a répondu que la politique anglaise n'a pas varié, quant au problème marocain, depuis 1904. PRO-FO.403/450.

(44) Le 26 février 1919, Curzon télégraphiait à Balfour, à la Conférence de la Paix, que l'Angleterre s'en tenait au traité franco-espagnol [de 1904] auquel elle avait « virtuellement » adhéré. On ne pouvait donc prendre en considération, concluait-il, les demandes françaises, PRO-FO.403/450,23.

(45) Commentaire de White (Tanger) à Curzon, le 14 janvier 1919, à propos de l'adresse des Français de Tanger, PRO-FO.403/450.

à l'Espagne et de rejet total des prétentions françaises. Cependant en retour, il était du devoir de l'Espagne d'accélérer la mise en place de son Protectorat. Voilà ce qu'il fallait lui dire (46).

*
* *

Mais à Madrid, ne l'avait-on déjà spontanément compris ? Jamais l'Espagne n'avait nourri trop d'illusions sur les dispositions à son égard, des coloniaux français, ni surtout de Lyautey. Déjà, lors du séjour que celui-ci avait effectué en 1913 à Madrid, le Roi s'était, en tête à tête, plaint franchement de son « antipathie notoire » (47). Antipathie, ou pour dire vrai, hostilité que l'on s'évertua, dans les années suivantes, à apaiser, mais toujours sans succès. On se souvient du soin de Jordana, durant la guerre, à ne rien tolérer, sous son commandement, qui fût contraire aux intérêts français. Deux fois, il profita d'occasions solennelles pour en faire devant tous, le serment. Ce fut quand en 1915, il put, à force de prévenances, obtenir un échange de visites entre Lyautey et lui : à Rabat tout d'abord, quand il y fut reçu, puis à Tétouan où il fit à Lyautey un fastueux accueil digne du « maître incontestable de la guerre africaine » (48). Entre voisins, voilà qui allait donc assainir le climat ? Au contraire. Dans l'accueil qu'on lui fit, Lyautey ne voulut voir qu'un stratagème. Car mêlé « par surprise » au « protocole » qui conférait au Khalifa « des attributions souveraines », n'avait-il pas eu l'air de cautionner lui-même l'usurpation ? Prenant prétexte de ce « vrai coup monté » qu'il prétendait, neuf ans plus tard, n'avoir pas encore « digéré », il interrompit sa visite et écarta pour l'avenir, l'idée de toute nouvelle rencontre (49).

Alors qu'ainsi, toute espérance de coopération, ou même d'entente, s'avérait illusoire, il revenait par contre aux Espagnols divers échos d'une propagande extrêmement fâcheuse puisqu'elle venait, dans leur zone même, les présenter comme bien trop pauvres et bien trop faibles dans leur propre pays pour s'essayer à dominer ailleurs. Et ces idées, nul n'en faisait mystère, prenaient naissance dans les postes français (50). Situation pénible, mais à laquelle il avait bien fallu se résigner.

(46) Dépêche d'A. Hardinge, ambassadeur de Grande-Bretagne à Madrid, adressée à Curzon, le 22 janvier 1919, PRO-FO.403/450,9.

(47) Relatant son premier entretien avec Alphonse XIIII à Madrid, Lyautey dit de celui-ci : il fit « un petit prélude sur mon antipathie préventive et notoire contre l'Espagne » (6 octobre 1913), *in* LYAF, *op. cit.*, I, p. 279.

(48) Le 6 décembre 1915, « B.C.A.F. », oct.-déc. 1915, p. 338.

(49) Note au commandant de Puverville du 4 mars 1924, citée *supra,* notes 32, 33, 34.

(50) Entretien du cadi Abdelkrim avec le lieutenant-colonel Cogolludo, le 4 novembre 1917, S.H.M., Mel., II, 19, 53 à 56. Voir *supra,* pp. 243 à 245.

Voilà pourtant que depuis l'armistice, il y avait un nouveau bruit bien plus précis, qui s'était mis à circuler. On disait maintenant, dans les tribus du nord, que l'Espagne s'était enfin persuadée de son échec, et qu'elle se disposait elle-même à passer la main aux Français (51). Or, fait notable, la même allégation se retrouvait ici ou là, dans les journaux de France (52). Si l'on sait qu'en Espagne, de nombreux opposants réclamaient en effet, l'abandon du Maroc, quitte à le négocier avec la France, éventuelle bénéficiaire (53), on comprend que le tout finissait par former un ensemble alarmant. Première intéressée, la France se profilait derrière. Allait-elle donc franchir un nouveau pas et dépasser la sourde hostilité des années écoulées pour une action plus décidée ? Arrivant victorieuse aux assises de la paix, n'allait-elle réclamer l'éviction de l'Espagne afin de rester seule la maîtresse au Maroc ? Qui sait d'ailleurs, si à Madrid, on n'avait pas déjà eu vent de la requête présentée en ce sens par Lyautey à son Gouvernement ? Il est clair en tout cas, qu'on y était inquiet puisque, dès les dernières semaines de 1918, on y crut nécessaire de s'enquérir auprès de Londres pour voir où en était la position anglaise dans l'affaire marocaine (54).

Les assurances reçues de ce côté permirent aux Espagnols de prendre les devants en vue de la probable initiative française. Alors que débutait à peine, la Conférence de la Paix, Romanones, chef du Gouvernement, proclama aux Cortès, le 21 janvier, que la présence de son pays dans la zone du Maroc faisant face à ses côtes, n'était rien moins que « l'impérieuse garantie... de son indépendance » (55). Autrement dit, il n'était pas question, sur ce point-là, soit d'accepter un marchandage, soit de céder à des pressions.

(51) Rapport du général Aizpuru, Commandant de Melilla, au Haut Commissaire Berenguer, le 18 janvier 1919, S.H.M., Mel., III,1, 3 à 16. Voir *supra,* p. 248, note 65.

(52) Notamment dans le « B.C.A.F. ». Rober-Raynaud y écrivait (janvier-février 1919, p. 92) : « Cet avis [faire du Maroc une monnaie d'échange] est celui des socialistes, des catalanistes et des réformistes, c'est-à-dire celui des dirigeants de l'Espagne de demain. »

(53) Le 25 février 1919, Cambo, représentant de la minorité régionaliste, déclarait qu'il serait vain pour un peuple faible comme l'Espagne, de faire du Maroc « une frontière stratégique » qu'elle serait incapable de tenir. Il voyait donc dans le Protectorat, « un instrument d'échange international » (« B.C.A.F. », janvier-février 1919). C'était l'opinion d'opposants aussi divers que le libéral Leopoldo Romeo, le républicain Lerroux ou le socialiste Besteiro.

(54) Lord Robert Cecil, de Londres, à Hardinge, ambassadeur britannique à Madrid, le 2 janvier 1919, PRO-FO.403/450. En transmettant la nouvelle, Lord Cecil indique aussi la réponse faite à Madrid : la politique anglaise n'a pas varié quant au problème marocain depuis 1904.

(55) Cité par le « B.C.A.F. » de janvier-février 1919, p. 71.

Ferme langage assurément, mais qui ne risquait pas d'être pris au sérieux sans une action correspondante, une action militaire, seule apte à imposer sur le sol du Maroc, cette présence jugée indispensable. Hélas, voilà que justement, cédant aux opposants, on s'engageait dans un chemin contraire. Deux mois avaient passé depuis la mort de Jordana, Haut Commissaire et Général en chef, avant qu'un successeur eût été désigné. Ce n'était pas un signe de grande résolution. Et quand enfin Berenguer fut nommé, tout au début de 1919, n'avait-on dû, pour désarmer l'opposition, le dépouiller du titre de Général en chef ? On allait donc à contresens, et il n'était que temps de redresser.

C'est ce qu'on fit, quoique en sous-main dans les débuts, mais sans attendre pour cela, que les exhortations soient arrivées de Londres. Alors que Berenguer était censé devoir se cantonner dans un rôle politique, il semble bien qu'en fait, il eut d'emblée mission de porter son effort sur le plan militaire. Le 7 janvier, sans même attendre d'avoir rejoint son poste, il demandait déjà au Commandant de Melilla, comment se présentaient les choses en vue d'éventuelles opérations si le Gouvernement voulait donner à la conquête une impulsion nouvelle. Formulation, comme on le voit, hypothétique, mais qui n'était probablement qu'une précaution de style. Car dès ce moment-là, l'alarme était donnée dans les tribus où l'on se disposait à affronter une offensive prochaine. On y précisait même que l'Espagne, cette fois, s'apprêtait à mener vivement la conquête à son terme. Tout cela est noté dans la réponse du Commandant de Melilla, sans susciter chez ce dernier le moindre étonnement. Comment le concevoir s'il n'avait su lui-même que la nouvelle était fondée ([56]) ?

Bientôt d'ailleurs, c'est le Gouvernement qui déclara publiquement ses intentions. Reprenant la parole aux Cortès, Romanones se prononça avec vigueur et émotion pour le maintien du statu quo au Maroc : « Abandonner notre Maroc, s'écria-t-il, serait... la dernière infortune que nous pourrions pleurer ». Mais pour pouvoir faire respecter ses droits, l'Espagne, affirmait-il, devait là-bas, intervenir avec plus d'énergie et plus de résultats. Aussi, concluait-il à l'intention bien évidente des opposants : « Nous abordons une période où la liberté d'action au Maroc doit être plus grande, très grande » ([57]).

C'était le 19 février, deux jours avant la rupture du cadi Abdelkrim, trois avant celle de Risouni. Il est certain que ces trois faits étaient sans lien direct l'un avec l'autre, que même, sur le moment, ils s'ignoraient

(56) Rapport du général Aizpuru au Haut Commissaire Berenguer, le 18 janvier 1919, cité *supra,* note 51.

(57) Cité par le « B.C.A.F. » de janvier-février 1919.

l'un l'autre. Il n'en est pas moins vrai qu'ils définissent ensemble l'état de la situation. Les visées de la France et l'impatience de l'Angleterre mettaient l'Espagne dans la nécessité d'entreprendre sans délai l'occupation de toute la zone de son Protectorat. Mais c'était au moment où, s'amplifiant dans les tribus, la résistance à son action avait atteint un tel niveau, qu'elle lui ôtait des mains ses atouts maîtres en politique. Ainsi, hors de la force, pas de recours possible, et pas moyen non plus, de reculer ni de temporiser. Où conduirait alors pareille épreuve de force si les tribus, par leur conscience et leur résolution, avaient pu faire sauter, en Abdelkrim et Risouni, deux des grands freins qui avaient jusque-là, paralysé leur liberté d'action ?

*
* *

Les Espagnols mesuraient-ils exactement la difficulté du problème ? On ne sent pas, au départ tout au moins, une unité de vue sur ce point-là, dans le haut commandement. A Melilla, le général Aizpuru n'était guère optimiste. Depuis bientôt quatre ans qu'il était en fonctions, il avait, écrit-il, assisté au déclin du prestige espagnol. Les amitiés entretenues dans les tribus du Rif s'étaient peu à peu refroidies. Des défections se produisaient, et des partis mis sur pied à grands frais, étaient décomposés : « En zone non occupée, concluait-il, l'opinion des tribus se résume... au refus énergique de notre occupation » ([58]).

Ces lignes étaient écrites en janvier 1919. L'inquiétude qu'elles recèlent ne fut ni dissipée, ni même atténuée par le succès avec lequel Aizpuru parvint ensuite, au cours de cette année, à avancer deux fois ses troupes, dans deux tribus, Métalsa et Beni Bou Yahi. C'est que dans les deux cas, l'avance s'était bien faite sans rencontrer de résistance. Mais elle avait bénéficié de conditions exceptionnelles, en pays plat et pauvre, où la population très clairsemée était, de plus, réduite à la famine par quatre années consécutives de sécheresse et par le blocus conjugué des Espagnols et des Français ([59]). D'ailleurs, elle n'avait rien réglé. Loin d'entraîner des ralliements, elle avait rejeté dans le parti adverse un homme déjà acquis — encore un — Bourhaïl, chef influent des Métalsa, et suscité dans le restant du Rif, un grand regain d'hostilité. Pour la première fois, la propagande de Risouni était reçue jusque dans la région.

(58) Rapport d'Aizpuru à Berenguer du 18 janvier 1919, cité *supra*, notes 51 et 56.

(59) Le « Rapport Mensuel du Protectorat » (ci-après : RMP), organe confidentiel de la Résidence française à Rabat, notait, avec un certain dépit, dans son numéro de mai 1919, en parlant de l'avance espagnole chez les Metalsa et les Beni Bou Yahi : « Ils se sont laissé envahir avec une facilité déconcertante ... Le blocus exercé à la fois par l'Espagne et par la France a réduit ces populations à la misère. ».

Celle des Français, que l'on sentait aussi présente, n'arrangeait pas non plus les choses. Ici et là, des formations armées se rassemblaient : « Il ne fait pas de doute, estimait le 2 juin, le même Aizpuru, que le mouvement est d'importance » (60). Et trois semaines plus tard, notant que la tension rendait la politique inopérante, il ajoutait qu'on ne viendrait à bout d'un mouvement si hostile et si ample, qu'à condition de le briser avec des moyens militaires qui, pour l'instant, faisaient défaut (61).

Cet été-là, une grande activité régna dans les tribus avoisinant la Baie d'Alhucemas. Une fois de plus, Si Hamidou el Ouazzani s'y employa à rassembler des contingents. Mais soulignant une nouvelle tendance, ceux-ci ne prenaient plus seulement la direction du Kert. Les uns allaient se joindre à l'ouest, à ceux de Risouni. D'autres allaient au sud affronter les Français dont, en avril déjà, ils avaient pu, conduits par Ahmed Akhemlich, briser l'avance sur l'Ouergha, en leur tuant beaucoup de monde et en leur prenant des canons (62). Or ces tribus, pour le moment, n'étaient pas elles-mêmes menacées. N'y avait-il, dans cet appui qu'elles s'en allaient porter au loin, partout où le danger pointait, l'indice d'une conscience assez poussée déjà de la communauté des intérêts pour hisser le réflexe de solidarité d'un niveau tout local à celui de l'ensemble que le destin avait coupé du reste du pays ?

C'était encore comme un balbutiement, car les « amis des Espagnols » étaient loin d'avoir tous désarmé et parvenaient encore à entraîner les résistants dans des luttes intestines. Ainsi, dans la tribu des Tafersit, les frères Chami et Abdeslam, ou le caïd Amar et Moh Amar Ouchen chez les Beni Saïd, qui poursuivaient de leurs provocations les Bourhaïl, les Bouferkouch, les Si Allal Mohand :

> « Le résultat de leurs conflits, note en octobre Aizpuru, c'est la disparition presque complète des unités de combattants précédemment formées et réduites aujourd'hui, à d'infimes groupuscules. Car chaque parti épuise dans ces luttes intestines, ses énergies et ses moyens, et les dettes de sang qui s'ensuivent, rendent plus difficile la lutte contre nous. » (63).

(60) Rapport d'Aizpuru à Berenguer, le 2 juin 1919, S.H.M., Mel., III, 1, 51-52.

(61) Rapport d'Aizpuru à Berenguer, le 23 juin 1919, S.H.M., Mel., III, 1, 59 à 61.

(62) Rapport d'Aizpuru à Berenguer, le 15 août 1919, S.H.M., Mel., III, 1, 64. Le 1er avril, à Aïn Mediouna, sur l'Ouergha, les Français subirent une sévère défaite devant les Rifains d'Ahmed Akhemlich. Ils eurent 296 tués et 67 blessés (Voinot : *Sur les traces glorieuses des pacificateurs du Maroc,* Paris, 1939, p. 267). Le Le R.M.P. d'avril 1919 n'avouait que 24 tués et 67 blessés.

(63) Rapport d'Aizpuru à Berenguer, le 10 octobre 1919, S.H.M., Mel., III, 1, 66 à 69.

Un processus que nous connaissons bien, mais qui n'arrivait plus à rassurer Aizpuru :

> « Nos amis disent, écrivait-il, qu'eux-mêmes sont les auteurs de ce désordre et de cette anarchie, et que le résultat est conforme à leurs plans. Mais dans ce cas, ils sont eux-mêmes victimes de leur manège. Car le parti des fanatiques et des rebelles, celui qu'on nomme dans le pays « le parti des petites gens » (el partido de los pequeños), ce parti est de loin le plus fort, et il a pu déjà soumettre à la razzia et aux amendes, de nombreux chefs, entre les plus marquants, accusés de garder des contacts avec nous. » (64).

Il se trouvait d'ailleurs, qu'au nombre de ses « amis », l'Espagne maintenant, découvrait de curieuses recrues. Ainsi cet Ahmed Akhemlich, le fils de Mohammed, chérif fameux et adversaire irréductible. Depuis qu'il acceptait des subsides de l'Espagne, le jeune Ahmed avait daigné ne pas s'en prendre à elle. Mais c'est lui qui avait infligé dans le sud, une sévère défaite aux Français (65). Or quand, ayant bloqué le versement de sa pension, Aizpuru le convoqua pour lui intimer l'ordre de laisser la paix aux Français, il réagit en menaçant, ni plus ni moins, d'anéantir la base espagnole de Badis sous le feu des canons justement capturés aux Français (66). Si telles étaient les amitiés que l'on payait à prix d'argent, on risquait d'avoir des surprises.

D'autres surprises en vérité, Aizpuru en avait eues déjà. Progressant vers le sud, il venait d'occuper, dans la tribu des Métalsa, Souk el Tlata, marché et nœud de communications. Campagne extrêmement réconfortante. Les Métalsa n'avaient pas pu obtenir l'aide des autres unités qui étaient pourtant proches, mais qui, venues du Rif occidental, avaient surtout mission de s'opposer aux Espagnols s'ils faisaient route à l'ouest. C'était le jeu subtil des « amis de l'Espagne » qui, en cette occasion, avait fait prévaloir l'égoïsme tribal sur le devoir de solidarité. Abandonnés, découragés, les Métalsa n'avaient plus résisté. Aizpuru était rasséréné. Par ce succès de bon augure, il pensait bien avoir assis sa position et désarmé une bonne fois chez l'adversaire, la volonté de résister (67). Or le 1er décembre, par une nuit très sombre, la garnison d'un de ses petits postes fut attaquée dans son sommeil et massacrée, blessée ou mise en fuite. Redoutant ces « alarmes quelque peu puériles que les pertes humaines, au dire de Berenguer, semaient dans l'opinion de [son]

(64) *Ibid.*

(65) Voir *supra,* p. 274.

(66) Rapport d'Aizpuru à Berenguer, le 22 décembre 1919, S.H.M., Mel., III, 1, 17 à 23.

(67) Rapport d'Aizpuru à Berenguer, le 12 novembre 1919, S.H.M., Mel., III, 1, 17 à 23.

pays » ([68]), Aizpuru en fut très affecté. Ce qui pourtant, l'avait le plus frappé, c'est la façon dont l'assaillant avait mené l'affaire. Démuni de moyens, il ne s'était servi que d'espèces de grenades grossièrement confectionnées par lui, mais terriblement efficaces ([69]). S'il avait su tirer un tel parti d'un armement aussi rudimentaire, qu'en serait-il avec celui qu'il avait capturé et dont il parviendrait toujours à s'emparer s'il faisait preuve d'une telle résolution ?

Ainsi, comme tous ses rapports en témoignent, Aizpuru percevait clairement que, sous les apparences, des forces étaient en train de se bander chez l'adversaire alors pourtant que celui-ci était forcé de reculer. D'où l'excès de prudence qui finissait par le paralyser. Il n'était donc pas l'homme de la nouvelle situation telle qu'elle apparaissait à Berenguer et au Gouvernement. L'action ne prendrait son élan, dans le secteur de Melilla, qu'avec son successeur, le général Silvestre, qui vint le relever le 30 janvier 1920.

*
* *

D'ailleurs, avant ce terme déjà, le contraste était grand entre le train prudent d'Aizpuru dans son secteur, et l'allure imprimée, dans le secteur occidental, à toute l'activité, par la présence de Berenguer, nouveau Haut Commissaire, dès qu'il prit ses fonctions. De ce côté, on s'en souvient, les Espagnols, depuis deux ans, n'avaient plus progressé. Disons, pour être exact, qu'ils avaient même dû reculer après que les rapports entre eux et Risouni s'étaient détériorés. Fondaq, où celui-ci, trois ans plus tôt, les avait fait entrer, leur avait échappé. Or c'est par là que, de Ceuta et de Tétouan, la liaison terrestre s'effectuait avec Larache, sur l'Océan. Tétouan elle-même, capitale de la zone, voyait de tous côtés la dissidence se rapprocher de ses faubourgs, et son contact avec Ceuta, d'où se faisait la liaison par mer avec la Péninsule, devenait un problème militaire.

Aussi, quelques semaines à peine, après avoir précisément nié qu'au Maroc, le problème fût de type militaire, Berenguer débarquant, n'eut-il pas d'autre soin que d'entreprendre une série d'opérations armées dont toute l'année de 1919 allait être remplie. Opérations assez sanglantes pour alarmer déjà l'opinion publique espagnole ([70]). Mais elles permirent de

(68) Déclaration de Berenguer publiée *in* « España en Africa » du 26 février 1919, citée par HH., *op. cit.*, I, p. 266.

(69) Rapport d'Aizpuru à Berenguer, le 4 décembre 1919, S.H.M., Mel., III, 1, 74.

(70) En juillet, les Espagnols subirent un grave échec chez les Ouad Ras. Selon le B.C.A.F., ils avaient eu 67 tués et 101 blessés.

dégager très largement Tétouan et d'assurer par la reprise de Fondaq (71), la maîtrise du passage menant à l'Océan.

La nouveauté de ce succès c'est que, loin d'être dû à Risouni, il avait été acquis contre lui, l'obligeant même à une retraite précipitée au cœur de ses montagnes. A défaut du soutien qu'à lui seul, Risouni avait toujours fourni sur le plan politique, on avait su gagner ici et là, à la cause espagnole, des personnages beaucoup moins gros, mais pesant assez par le nombre, et que leur haine personnelle permettait de liguer contre lui. N'en devait-on conclure qu'il existait une rechange à la défunte alliance de Risouni, et qu'on aurait ainsi toujours en mains, les atouts politiques capables de réduire au plus strict minimum, l'indispensable emploi des armes et d'en assurer le succès ? Face aux hésitations d'Aizpuru, c'était donc l'optimisme hardi mais réfléchi de Berenguer qui recevait ainsi sa justification. Et le choix que l'on fit du général Silvestre pour commander à Melilla, indiquait bien que là aussi, on entendait faire prévaloir les mêmes dispositions.

Un choix où l'on s'est à vrai dire, complu depuis, à découvrir les germes du désastre qui devait emporter, un an et demi plus tard, le général Silvestre avec toute son armée. Silvestre était connu, dit-on, comme un homme de panache, ambitieux et fougueux, un favori du Roi dont il prenait directement les ordres. Il était de surcroît, du même grade que son chef, Berenguer, et plus ancien que lui. Comment cela n'aurait-il pas conduit à des conflits de compétence, à des rivalités et à l'insubordination de l'un, comme au ressentiment de l'autre, voire à son obstruction (72) ?

En fait, si l'on s'en tient aux données contrôlées, il ne s'est rien produit de tel. Outre que les deux hommes étaient liés entre eux d'une étroite amitié, Berenguer sut toujours, même avant que Madrid l'eût rétabli dans les fonctions de Général en chef, garder la haute main sur les plans de campagne, et affirmer, durant l'exécution, un contrôle libéral

(71) Le 6 octobre 1919.

(72) Ce point de vue qui permettait une très sommaire explication de l'effondrement espagnol d'Anoual, connut un succès prodigieux et il a pris depuis, figure de vérité constante. L'auteur, qui a peut-être le plus contribué à le faire passer dans l'histoire, fut Blasco Ibáñez, par son fameux pamphlet *Alphonse XIII démasqué ; La terreur militariste en Espagne,* trad. française de Jean Louvre, Paris, 1925. A titre d'exemple, l'auteur prétend qu'on aurait trouvé, dans les papiers de Silvestre, une lettre du Roi qui lui disait : « Fais ce que je te dis et ne te préoccupe pas du Ministre de la Guerre : c'est un imbécile. » (p. 47). Faut-il préciser que personne n'a jamais retrouvé trace ni de cette lettre ni de quoi que ce soit qui lui ressemblât ?

mais jamais défaillant ([73]). Une fois et une seule, il advint que Silvestre lui faisant son rapport, osa écrire que, l'occasion s'étant offerte à lui de conquérir certaine localité, il avait dû y renoncer faute de permission : car il avait un chef et entendait ne pas désobéir. Loin de s'accommoder de l'air de soumission dont la chose était dite, Berenguer y perçut, à tort ou à raison, l'impatience d'un homme avide d'agir plus librement. Comment, répondit-il, peux-tu « tenter de me faire apparaître comme te privant de liberté, et faire de moi le responsable, si tu n'as pas pris Tafersit quand l'occasion s'en présentait » ? Aussi, mit-il les choses au point très fermement. Il démontra à son second que, dans l'exécution du plan convenu en commun, il disposait, à chaque étape, d'une liberté totale. Mais, lui rappela-t-il, il ne saurait pour lui, être question de modifier de son seul chef, ni les lignes du plan, ni l'étendue ou l'ordre des étapes ([74]).

La réponse de Silvestre montre assez qu'il se le tint pour dit :

> Si j'ai bien regretté, y lit-on, de n'avoir pu saisir l'occasion qui s'offrait, « ce n'était pas du tout que j'aspirais à plus d'indépendance, mais au contraire, à cause du sentiment de ne faire avec toi qu'un seul tout, et animé par le constant et vif désir d'œuvrer et de t'aider dans l'accomplissement de ta mission, mission soumise à la nécessité de rendre compte au Gouvernement. »

Parlant ensuite des garanties qu'il se devait d'offrir à Berenguer, tout comme les autres commandants, il ajoutait :

> « Jamais, dans l'avenir, pas plus que jusqu'ici, je ne chercherai à jouir d'un régime d'exception, et surtout de ta part, alors que justement, tu me distingues en m'accordant une confiance dont je suis si reconnaissant. ». Et il achevait par ces mots : « Ton bon ami comme toujours, et ton subordonné affectionné, en espérant t'embrasser mardi prochain. » ([75]).

Si nous tenions à faire ici connaître cet incident menu, c'est moins par goût de l'inédit, que pour mettre en lumière ce qu'ont été vraiment les rapports de deux hommes au rôle prédominant. Silvestre n'a pas

(73) Berenguer fut réinvesti du titre de Général en chef le 1er octobre 1920. Dans son livre déjà cité, *Campañas...*, Berenguer a dû lui même se référer à la rumeur qui, *a posteriori,* établissait la zizanie entre Silvestre et lui (pp. 7-8). Le démenti qu'il lui oppose est modéré mais ferme et il répond à l'opinion qui se dégage de l'examen des documents.

(74) Lettre du Haut Commissaire Berenguer au général Silvestre, commandant du secteur de Melilla, le 8 juillet 1920, S.H.M., Ponencia de Africa, Documentos personales del General Silvestre.

(75) Réponse du général Silvestre à Berenguer, le 17 juillet 1920. Même référence que note 74.

désobéi. Au contraire, il s'impose de lui-même, le devoir d'obéir. Pourtant, il a suffi à Berenguer de sentir que le bât le blessait, pour tirer aussitôt sur le mors. Loin de broncher alors, Silvestre se fait gloire de sa docilité. Voilà qui ne ressemble guère à la légende imaginée depuis. Cela dispense aussi, surtout que Berenguer s'en est lui-même chargé (76), de reprendre après coup, tout le cours de l'action militaire, pour constater que les rapports normaux de subordination y ont toujours été strictement observés. Le jour où la situation échappa des mains de Silvestre, ce fut non en raison d'une incartade de ce dernier, mais par le jeu d'un élément nouveau. impondérable, celui-là même qu'Aizpuru avait bien, semble-t-il, décelé, mais sans l'identifier ni surtout concevoir son degré de puissance. Qui pensait à l'époque, que le patriotisme, puisque c'est là ce dont il s'agissait, dût être pris en compte quand on n'avait affaire qu'à des tribus rifaines ? Pas Silvestre en tout cas, non plus que Berenguer.

Cette commune méconnaissance faisait au contraire, de Silvestre, décidé qu'il était à aller de l'avant, l'homme exigé par la situation telle qu'elle était jugée par Berenguer.

En vérité, c'est le secteur occidental qui, dans les plans de ce dernier, conçus pour toute la zone, bénéficiait de la priorité. Après avoir, en 1919, dégagé les accès de Tétouan et rétabli la liaison avec Larache en contournant au nord le massif Jebala, Berenguer projetait, dans la nouvelle étape, d'occuper la saignée entaillant ce massif, du nord-est au sud-ouest, entre la Mer et l'Océan, suivant les deux cours opposés, chacun sur son versant, de l'Oued Laou et du Loukkos. Il aurait de la sorte, disposé d'un vaste chemin de ronde qui, jalonné par les deux villes de Chechaouen et d'El Ksar el Kebir, eût permis d'isoler et d'encercler la dissidence conduite par Risouni (77). Telle était donc la tâche prioritaire qu'il voulait accomplir avant de se tourner, avec tous ses moyens, vers l'autre grand problème, situé celui-là dans la zone orientale, et consistant à parvenir jusqu'à la Baie d'Alhucemas (78). Mais l'ordre des urgences n'impliquait nullement l'arrêt total, dans cet autre secteur, de l'action militaire. Car le problème d'Alhucemas se profilait lui-même par-delà une série d'obstacles moins ardus qu'on pouvait entreprendre d'aplanir sans tarder, et qui succomberaient d'autant plus aisément que l'on mettrait plus d'à propos et de résolution à exploiter les conditions imprévisibles qui s'y rencontreraient. Silvestre était précisément le chef qui, par son grade et son tempérament, répondait à de telles exigences. Apte à saisir les occasions, il jouissait de l'amitié confiante de Berenguer et

(76) Dans son livre précédemment cité, *Campañas...*
(77) Général Berenguer, *op. cit.*, p. 27.
(78) *Ibid.*, p. 3.

disposait d'assez d'autorité, non pour lui imposer ses propres plans, mais pour les lui soumettre et les faire accepter, à mesure que lui-même progressant, découvrirait les perspectives.

Il est temps d'ailleurs de noter que la stratégie espagnole avait subi, depuis l'entrée en jeu de Berenguer, une double mutation. Jusque-là, le secteur oriental, autrement dit le Rif, avait toujours été le théâtre principal des combats. Dans les années 1909-1912, à l'époque d'Ameziane, il s'y était mené une véritable guerre, et depuis, sur le Kert, c'était encore deux camps résolument hostiles qui s'affrontaient ou se dévisageaient. Situation toute différente dans le secteur occidental où quatre villes, sur les cinq qui s'y trouvent, Larache, El Ksar, Azila et Tétouan avaient ouvert leurs portes dès l'arrivée de l'occupant. Et celui-ci dès lors, avait vécu avec les tribus Jebala, dans un paisible voisinage. De plus, dans le secteur du Rif alors prioritaire, c'était la Baie d'Alhucemas où le Commandement avait vu jusque-là, la clé de la situation, et c'est elle qu'il avait, depuis 1911, projeté maintes fois d'occuper par un débarquement. Désormais au contraire, c'est le secteur occidental qui, on l'a vu, devient pour Berenguer le secteur principal. Quant à celui du Rif, tombé au second rang, on ne peut plus envisager d'y déployer les gros moyens nécessités par un débarquement. Naguère considérée comme l'objectif prioritaire d'une armada venue par mer, la Baie d'Alhucemas gardait bien son attrait pour la Commandement, mais par une inversion des termes du problème, elle devenait l'ultime étape d'une progression terrestre.

Comment ne verrait-on dans ce retournement, une hâtive adaptation du programme militaire aux exigences de la nouvelle situation telle qu'elle se révélait par la rupture de Risouni et la double retraite du cadi Abdelkrim et de son fils Mohand ? Il est certain que, pour avoir cédé aux Espagnols tout le pays de plaine, Risouni aujourd'hui, pesait moins qu'autrefois. Qu'on le laissât pourtant mobiliser toutes les tribus de la montagne, et le danger serait immense pour tout le système espagnol, civil et militaire, exposé à ses coups dans la plaine. Rien n'était donc aussi pressé que de prévenir Risouni en l'encerclant puis, en allant dans ses montagnes pour l'y détruire sans lui laisser le temps d'établir sa puissance. C'est à quoi Berenguer entendait lui-même se consacrer, avec l'essentiel des moyens. Et il en résultait bien sûr, que l'on devrait en attendant, réduire ses ambitions à l'autre bout du territoire, dans le secteur de Melilla. En profitant au mieux des circonstances, on était sûr d'y avancer, mais seulement par degrés. La défection du cadi Abdelkrim était aussi à prendre en considération. Sans le concours de ce dernier et de son fils, on ne pouvait plus se risquer à jouer son va-tout pour débarquer d'emblée sur le rivage d'Alhucemas.

*
* *

La stratégie avait changé pour s'ajuster à la situation. Mais la situation n'allait pas pour autant, cesser d'évoluer. Car si, en frappant Risouni, Berenguer prit sur lui l'avantage militaire, il lui restitua par contre son prestige aboli et ranima la foi des combattants dans la zone tout entière. Sans s'émouvoir de ses premiers revers, on s'exaltait plutôt aux coups très durs que Risouni rendait déjà, en supputant pour l'avenir, les conséquences de son retournement sur le rapport d'ensemble des forces en présence (79). Nous avons vu déjà que dans l'été de 1919, soit à l'heure où la lutte s'engageait dans le secteur occidental, les plus lointaines tribus de l'est accueillaient, fait nouveau, les émissaires de Risouni (80). Non moins nouveau et plus notable encore, le fait que des renforts furent dépêchés, cet été-là, à Risouni, par les tribus centrales d'Alhucemas (81).

En annonçant cette nouvelle, les dépêches émanant des deux bases espagnoles de Badis et Nokour notaient, sans plus de précisions, que le chérif Si Hamidou, organisateur de la chose, « était en relations avec le fquih Si Abdelkrim d'Ajdir » (82). Le nom du cadi Abdelkrim avait, comme celui de son fils Mohammed, disparu des papiers espagnols depuis six mois qu'il avait fait retraite. Il est symptomatique de l'y voir justement reparaître, même de façon tout incidente, en liaison avec l'écho qu'avait, dans la région, la défection retentissante de Risouni.

Plus sûrement d'ailleurs que ce léger indice, et avec une très bonne précision, il est un autre fait permettant de sentir combien le cadi Abdelkrim restait, au fond de sa retraite, attentif aux événements, sensible à leur évolution, et à l'affût des changements qui l'aideraient à remonter en scène. On a vu en effet, comment, en février, M'hammed, son fils cadet, justifiait longuement, dans une lettre au directeur de la Maison des Etudiants abandonnée par lui, la retraite à laquelle toute sa famille avait été contrainte (83). Or le 15 août, six mois après, à l'heure où les dépêches nommaient le cadi Abdelkrim à propos d'aide fournie à Risouni, le même M'hammed, repris par son besoin de justification, écrivit à nouveau, et sur le même sujet, mais cette fois, à Manuel Aguirre, haut fonctionnaire du Ministère d'Etat. Et il est remarquable que, rouvrant un dossier en principe inchangé, il en ait fait alors, une pré-

(79) Le R.M.P. d'août 1919 notait que l'action de Risouni « donnait la fièvre » à tout le Nord. C'était après son succès des Ouad Ras, en juillet. (Voir *supra,* note 70.)

(80) Voir *supra,* p. 273.

(81) Voir *supra,* p. 274.

(82) Rapport d'Aizpuru à Berenguer le 15 août 1919, S.H.M., Mel. III, 1, 64.

(83) Voir *supra,* pp. 252-253.

sentation sensiblement nouvelle. Six mois plus tôt, M'hammed n'avait traité en gros, que le cas personnel de son père Abdelkrim. Maintenant au contraire, il s'élevait à un niveau d'ensemble pour dresser d'un ton vif, mordant ou pathétique, le bilan de faillite de toute la politique de l'Espagne au Maroc. Il écrivait ainsi :

> « En employant correctement l'argent que l'on a dépensé ici, on aurait pu mener à bonne fin la pacification de la zone espagnole, construire la voie ferrée de Tanger à Tétouan et celle de Melilla à Fès ou à Taza via Alhucemas. Chez les Beni Touzine et les Beni Ouriaghel, les bras de milliers d'hommes et les excavatrices seraient à l'œuvre dans les entrailles de la montagne pour en arracher les trésors qu'elle recèle. » (84).

Les moyens financiers n'avaient donc pas manqué, mais on les avait mal employés. De même, l'Espagne avait dilapidé le capital de sympathie dont elle avait longtemps pu disposer :

> « Du jour où l'Espagne entreprit sa tâche de civilisation, des personnalités en vue se sont mises à l'œuvre en grand nombre. Tous leurs efforts tendirent à résoudre avec vous le problème marocain dans un sens favorable aux intérêts des Espagnols. Hélas, loin d'obtenir un résultat satisfaisant et les égards qu'elles méritaient, toutes ces personnes n'y ont gagné que déboires personnels, déconsidération et perte de leurs biens... Voilà bien sûr, qui ruine le prestige et de l'Espagne et de ses partisans aux yeux des indigènes. Ceux-ci sont convaincus qu'à suivre cette voie, jamais l'Espagne n'arrivera à pacifier sa zone. Comme ils voient par ailleurs, la façon dont en zone occupée, est rendue la justice et fonctionnent les grands services ou l'administration, ils se défendent contre toute progression ou politique ou militaire, car ils préfèrent encore leur propre condition. » (85).

Comment d'ailleurs, les Espagnols n'avaient-ils pas eux-mêmes conscience de leur échec d'après le nombre et la nature des collaborations qu'une à une, ils perdaient depuis peu ?

> « Je suis, disait M'hammed, convaincu quant à moi de l'échec, à voir combien de chefs marquants, alliés de votre cause, vous ont retiré leur soutien, les uns pour se tourner carrément contre

(84) Lettre de M'hammed ben Abdelkrim à Don Manuel Aguirre, secrétaire de la Section du Maroc au Ministère d'Etat à Madrid, datée de « la tribu des Beni Ouriaghel », le 15 août 1919. Comme boursier politique, M'hammed avait été, durant son séjour à Madrid, l'objet des soins de Manuel Aguirre avec lequel s'étaient établies des relations cordiales.

(85) *Ibid.*

vous, et d'autres simplement, pour voir aller les choses. Je citerai du premier groupe, Risouni, puis Ben Hachem de la tribu des Anjera, et Bourhaïl de celle des Metalsa, et encore Boul-Chérif chez les Beni Touzine. Mais il y en a d'autres. Du second groupe relèvent les cas de Boujeddaïn, chez les Beni Touzine, et de mon père, le plus actif de tous, chez les Beni Ouriaghel, sans compter divers autres. Il faut que l'on soit en Espagne, informé de cela. Il faut qu'on s'y demande pourquoi cette incroyable vague de défections, surtout celle de mon père. » ([86])

On voit que de l'aveuglement de leurs représentants sur la terre marocaine, M'hammed en appelait directement aux Espagnols :

« De toute la force de ses poumons, écrivait-il, le Rif lance un appel vers les bons Espagnols en dénonçant les formes selon lesquelles est exercée la protection... Lassés par tant d'années d'anarchie et de luttes intérieures, nous nous adressons à l'Espagne pour la prier d'examiner notre situation et de changer un peu sa politique au Rif. Et nous lui assurons que dans sa zone, la pacification exige que de bons dirigeants espagnols s'entendent directement avec un petit nombre de chefs compréhensifs d'ici, des hommes qui savent tout l'intérêt qu'a le Nord du Maroc à se lier avec l'Espagne dans une union intime et fraternelle, des hommes aussi, qui s'y connaissent en administration et en organisation du Protectorat.

« La façon dont à Alhucemas, sont distribuées les pensions entre les indigènes, ne peut conduire qu'à des échecs... Il faut supprimer ces pensions jusqu'à ce qu'un autre plan soit dressé... Encore une fois, la seule façon de pacifier la zone, c'est de s'entendre avec des personnalités en vue et bien au fait de la question, en les dotant de toute l'aide nécessaire pour introduire ici l'influence de l'Espagne et mettre le pays en condition d'en recevoir la protection sans qu'il en coûte de sacrifices. » ([87]).

Est-il besoin de préciser qu'en rédigeant cette missive, M'hammed ne pouvait pas avoir agi de son seul chef, ni exprimé non plus, que ses vues personnelles. Dans la famille, la décision appartenant au père, les idées étaient donc celles du père et celles de Mohammed, l'aîné, son conseiller. Les Espagnols d'ailleurs, ne l'entendaient pas autrement. Or si cette lettre de M'hammed peut d'abord apparaître comme une version remaniée de celle qu'il adressait six mois plus tôt, à un premier destinataire ([88]), elle n'en trahit pas moins, à l'examen, une fort intéressante

(86) *Ibid.*
(87) *Ibid.*
(88) Voir *supra,* pp. 252-253.

évolution. Sans doute, retrouvons-nous ici l'éternelle doléance envers l'Espagne coupable de faiblesse et d'irrésolution dans le soutien dû aux amis qui s'exposaient pour elle. Mais comment ne pas voir que le soutien dont il est maintenant question, ne se définit plus comme celui d'autrefois ?

Durant bien des années, la mission du cadi Abdelkrim s'était bornée à aplanir la voie pour un débarquement en force de l'armée espagnole. Et le soutien qu'il escomptait alors, c'était celui du bouclier que cette armée, foulant la terre, dresserait devant lui. D'où son besoin de plus en plus fébrile de voir et de toucher cette présence armée. D'où aussi, ses reproches véhéments contre les Espagnols à chaque nouveau délai. Or maintenant, le voyons-nous, en récapitulant les erreurs de l'Espagne, se référer comme autrefois, à ce débarquement souvent promis et toujours différé ? Souvenons-nous de ses propos au colonel Cogolludo en 1917 :

> « Si vous voulez vraiment établir le Makhzen dans le Rif, vous n'avez pas d'autre moyen que d'aller très vite en besogne, en saisissant la balle au bond, en payant bien ceux qui vous servent, en frappant dur tous les récalcitrants et en faisant un étalage constant de votre force. » (89).

Et encore :

> « [je vois bien] que l'Espagne ne [fera] jamais rien de bon au Rif faute de se résoudre à employer à suffisance, les deux moyens indispensables, force et argent, en gardant toujours l'arme au poing pour profiter des moindres circonstances. Hors de cela, il ne faut pas que [vous comptiez vous] installer sur le rivage d'Alhucemas. » (90).

Force et argent, voilà quels étaient alors, à ses yeux, les moyens. Et l'objectif était de prendre pied sur le rivage d'Alhucemas. Désormais, l'objectif est plus flou, plus lointain, puisqu'il consiste à « pacifier la zone ». Quant aux moyens, nous découvrons que l'un des deux, l'argent, ne manquait pas du tout. Seul est en cause l'usage qu'on en faisait, notamment par l'octroi d'innombrables pensions à un fretin inopérant de menus partisans. Et de la force, second moyen, il n'est plus du tout fait mention. C'est qu'à sa place est apparue la notion toute neuve d'une entente directe entre « bons dirigeants espagnols » et quelques chefs. triés sur le volet auxquels il reviendrait, grâce aux moyens qu'à eux, mais à eux seuls, l'Espagne prodiguerait, d'obtenir que les gens se soumettent, sans résistance notable, au bienfaisant Protectorat. C'est-à-dire qu'à l'inverse de ce qui s'était fait dans les zones occupées, les Espagnols

(89) Voir *supra,* p. 244.
(90) Voir *Ibid.*

sauraient se cantonner dans leur rôle directeur, en se gardant de se substituer, pour les affaires courantes, aux chefs qui les auraient intronisés.

On voit qu'en somme, il s'agit là d'un ralliement aux vues de Risouni et à sa notion de mandat tel qu'il l'avait jadis réclamé de l'Espagne sur les régions qu'il gouvernait, et l'avait en effet obtenu, ce mandat qu'aujourd'hui, il luttait pour rétablir dans son intégrité. Aussi longtemps que Risouni vivait en harmonie avec les Espagnols, le cadi Abdelkrim manquait de poids pour se permettre de réclamer le bénéfice de la formule. Il avait dû se contenter de jouer les fourriers jusqu'au jour où le jeu devenant trop risqué, il avait lâché la partie. Mais aujourd'hui, la rébellion de Risouni incitait à poser en termes différents la question des rapports avec les Espagnols. N'ayant jamais, jusqu'à présent, exécuté ses plans de conquête militaire quand seules la défiaient quelques tribus rifaines, l'Espagne n'allait pas s'y risquer maintenant qu'elle avait une guerre sur les bras dans le secteur occidental, et contre son allié, le meilleur de la veille. Il lui faudrait, par conséquent, bon gré, mal gré, inverser sa méthode. Loin de s'évertuer à arracher des mains de Risouni un mandat grâce auquel elle s'était, dans un large secteur, dispensée de recourir aux armes, c'était plutôt de ce système qu'il lui faudrait tirer le même parti au Rif. Dans ce cas, le cadi Abdelkrim, réduit naguère à déserter le rôle trop périlleux d'agent d'exécution, était tout disposé à renouer, mais à des conditions évidemment correspondantes. Que l'Espagne acceptât de lui donner mandat au Rif, en le fournissant de moyens et sans chercher à débarquer en force, alors tout le problème redevenait soluble. Car au lieu de heurter comme aujourd'hui, de front les résistances, on aurait tout loisir de biaiser avec elles.

Le cadi Abdelkrim ne songeait-il pourtant qu'à s'en remettre au bon vouloir des Espagnols quant à l'accueil que recevraient ses suggestions ? Il y a dans la lettre de M'hammed un passage qui invite à poser, sans attendre, la question. Le voici :

> « Uni à elle par la fraternité et les devoirs du voisinage, le Rif préfère l'Espagne à toutes les autres Puissances européennes. Aussi, clamera-t-il son appel à tous les partis espagnols en les priant de se pencher sur sa situation. Mais si alors, il s'aperçoit qu'on le dédaigne, il ne pourra faire autrement que de chercher secours ailleurs. » (91).

Touchant couplet s'il ne s'achevait en semonce. Chercher secours ailleurs ? Autant dire du côté des Français. La menace était claire et elle n'était pas vaine. Deux mois plus tôt, des notables rifains avaient envoyé l'un d'entre eux proposer aux Français de leur faire allégeance.

(91) Lettre de M'hammed à Manuel Aguirre, citée note 84 *sqq*.

Et le porteur de ce message était le Boujeddaïn que M'hammed, dans sa lettre, citait, près de son père, comme l'un des chefs ayant rompu avec l'Espagne (92). Le cadi Abdelkrim ne pouvait ignorer cette affaire, à supposer qu'il n'y eût pas trempé. Il savait aussi que l'Espagne avait vent des contacts qui se nouaient ici et là, avec la France (93). Certes, il ne savait pas que la France venait juste d'offrir aux Espagnols de leur acheter leur zone. Mais à Madrid, on le savait (94). Ainsi fondée, et dans ces conditions, sa mise en garde ne risquait pas d'être reçue à la légère.

Que conclure de cela ?

Le cadi Abdelkrim était assurément tout disposé à remplir un mandat pour l'Espagne, s'il lui était offert. Mais il y a chez lui plus qu'une simple disposition. En vérité, lassé de sa retraite, il brûle de convoitise pour ce mandat que semblent mettre à sa portée des conditions nouvelles. Bien plus, il le postule, et le fait même avec une pointe de menace, s'il était rebuté. C'est dire que, sans prévoir où tout cela pourrait un jour mener, il n'exclut pas l'idée de batailler avec les Espagnols pour leur forcer la main, s'ils restent sourds à ses appels. Il a pour les convaincre, des moyens qu'il manie en expert. L'épouvantail français, dont il a fait état déjà, avec une fausse ingénuité, n'est de ces moyens que le moindre. A ce propos, l'action de Risouni n'a pas le seul mérite d'avoir créé une situation d'ensemble nettement plus propice. Elle a aussi, et par soi-même, valeur de stimulant exemple. C'est la dernière et la meilleure illustration du grand parti qu'on peut toujours tirer, pour s'imposer aux Espagnols, de l'aveugle refus dressant contre eux le gros de la population, même pour qui s'est, comme Risouni et Abdelkrim, usé ou brisé contre lui. Voilà de quoi rasséréner et enhardir le cadi Abdelkrim en allant dans le sens où sa propre expérience aurait pu l'engager. Comment avait-il en effet, réussi à tirer naguère son fils de

(92) Le R.M.P. de juin 1919 disait que ces notables avaient « spontanément » délégué Boujeddaïn pour « solliciter le protectorat français ». Boujeddaïn s'était présenté au poste français de Camp Berteaux, le 20 juin.

(93) Dans une lettre, plus tardive il est vrai (10 février 1921), mais qui fait référence à l'époque où nous sommes (août 1919), Silvestre associera même le nom du cadi Abdelkrim à ces contacts avec la France : « Son nom, y lit-on, figurait au nombre de ceux qui agitaient l'opinion au Rif pour rédiger des adresses aux Français et à Moulay Youssef (le Sultan). ». Lettre du général Silvestre à Berenguer, le 10 février 1921, S.H.M., Mel., II, 15, 26.

(94) Le 20 juin 1919, Hardinge, ambassadeur de Grande-Bretagne à Madrid, annonçait à Lord Curzon : « Le Ministre d'Etat m'a dit aujourd'hui, que le Gouvernement français semble maintenant avoir démasqué ses batteries au sujet du Maroc. ». L'ambassadeur de France, Alapetite, avait, au cours d'une entrevue, proposé au Roi l'achat de la zone nord. PRO-FO.403/450, 122 et 127.

la prison de Melilla, sinon en faisant mine de se ranger résolument dans le parti des résistants ? Si l'Espagne aujourd'hui, refuse le compromis que Risouni et lui, coup sur coup lui proposent, les conditions sont bien meilleures pour aller au besoin, jusqu'au bout de ce système tactique.

Comme il était prévu, le message de M'hammed suscita à Madrid une certaine inquiétude. Mais on voulut n'y voir que la main d'un agent ennemi de l'Espagne qui opérait peut-être dans la région d'Ajdir. Aussi, la transmit-on à Berenguer, Haut Commissaire, en le priant d'élucider l'affaire et de percer les vraies raisons auxquelles obéissait le cadi Abdelkrim. Madrid qui, on le voit, se refusait à croire la simple vérité, était donc loin de pouvoir s'engager dans la voie où Ajdir l'invitait. A Tétouan, Berenguer, dont on sait qu'à l'époque, le parti était pris de faire plier les résistances, était moins disposé encore. Il omit simplement de répondre pendant plus d'une année jusqu'au moment où, fin 1920, le Ministère d'Etat lui réitéra sa demande (95).

Mais l'heure des compromis était alors passée. Car le succès, dans l'intervalle, s'était mis à sourire aux armes espagnoles.

(95) La première demande avait été adressée à Berenguer le 16 octobre 1919. Nous n'avons pas la lettre qui la formulait, mais nous avons celle du 18 décembre 1920 qui la réitérait en en rappelant les termes et en notant qu'elle était restée sans réponse. Lettre du Ministère d'Etat au Haut Commissaire Berenguer, le 18 décembre 1920, S.H.M., Mel., II, 15, 31 à 35.

LA CROISÉE DES CHEMINS

Le vrai pays rifain est loin de contenir l'ensemble du croissant dessiné par la chaîne qu'on nomme communément le Rif. Il en englobe à peine la partie orientale, depuis le point où le relief, auparavant massif, élevé, continu, s'abaisse et s'amincit en direction de l'est, puis se disloque en éléments grossièrement échelonnés en travers de la côte comme des dents de rateau dont la longueur irait en décroissant.

Entre ces éléments qui s'arrondissent en caps ou s'effilent en presqu'îles, sont encadrées des dépressions irrégulières où quelques oueds, venus du sud, ont bientôt fait de rencontrer la mer. Vers le nord, quelquefois, l'une de ces dépressions s'évase en large baie, comme à Alhucemas (1). Vers le sud, elles débouchent par des seuils ou des cols plus ou moins escarpés, sur une longue cuvette flanquant tout le système, du nord-est au sud-ouest.

Dans les compartiments de ce damier en relief et en creux, les grandes tribus rifaines s'étaient, au cours des siècles, partagé tout l'espace. Mais l'Espagne elle aussi, y avait pu, de longue date, glisser ses propres pions. Ils consistaient à l'ouest, dans les deux bases complémentaires de Badis et Nokour, chacune sur son îlot, à proximité de la terre. Tandis qu'à l'autre bout, Melilla, face à l'est, et donc vers le dehors, s'adossait à l'arête montagneuse de la presqu'île extrême terminée par le Cap des Trois Fourches.

Quand la conquête fut, en 1907 et en 1909, mise à l'ordre du jour, c'est bien évidemment par Melilla que l'on amorça l'entreprise. L'action semblait alors, guidée par le terrain. Se faufilant au sud, entre la mer et la montagne, il s'agissait de parvenir en plaine, de s'y répandre à

(1) Quand nous parlons d'Alhucemas, il s'agit soit de la baie de ce nom, soit de la base espagnole de Nokour, située au fond de la baie et qui, de ce fait, était désignée du même nom par les Espagnols. Quant à la ville actuelle d'Alhucemas, avec son port, il faut prendre bien garde qu'elle n'existait pas à l'époque. Elle ne fut fondée qu'après l'occupation espagnole.

l'ouest, puis d'achever, en se tournant au nord, un mouvement en faucille conduisant à la mer et coupant la presqu'île du reste du pays. Il suffirait alors d'attendre l'inévitable soumission des tribus encerclées. Ensuite, le même schéma resterait constamment applicable. On poursuivrait la progression à l'ouest, le long de la cuvette, pour opérer de proche en proche, par bouclages successifs. Fractionnée de la sorte, la conquête conduirait sûrement, patiemment et sans trop de moyens, jusqu'à la Baie d'Alhucemas.

Pourtant, l'idée impliquée par ce plan était qu'en progressant, il n'y aurait à vaincre qu'une résistance locale. Ce qui, nous l'avons vu, même aux tout premiers jours, ne fut jamais le cas. On se souvient des gros revers qui, en juillet 1909, avaient marqué la tentative de percée vers le sud (1*). C'est que déjà, des tribus même lointaines répondaient à l'appel d'Ameziane. Et il ne fallut pas moins de deux ans d'attente et de huit mois de guerre où les Rifains gardèrent longtemps l'initiative, pour parvenir à l'embouchure de l'Oued Kert, limite naturelle de la presqu'île de Melilla (2).

Sur l'autre rive de l'Oued Kert, et obstruant massivement la direction de l'ouest, se dressent les hauteurs auxquelles les Espagnols donnaient le nom de Mont Mauro et où culmine le territoire côtier peuplé par la tribu Beni Saïd. Ce Mont Mauro était logiquement, le second objectif à réduire par une manœuvre d'enveloppement. Mais depuis la mort d'Ameziane, des contingents venus du Rif entier, n'avaient jamais cessé d'y converger pour y monter la garde. De leur montagne, ils pouvaient fondre en un instant, sur les arrières ou sur les flancs de tout convoi s'aventurant à l'ouest. Et la menace qu'ils suspendaient sur Melilla elle-même, à une nuit de marche à peine, créait aux troupes espagnoles de lourdes servitudes (3). Aussi, durant sept ans, entre 1912 et 1919, y eut-il bien, sous Jordana et sous Aizpuru, deux progressions en vérité non négligeables. Mais loin de côtoyer le territoire Beni Saïd, et encore moins d'y mordre en remontant au nord, c'est vers le sud qu'elles furent effectuées, sur les étendues plates des Beni Bou Yahi et de leurs voisins Metalsa. Le résultat en fut sans doute, d'étendre notablement la zone d'occupation tout en faisant barrage à l'expansion française. Elles n'en tournaient pas moins le dos au vrai problème tel que, plus haut, les termes s'en présentaient à nous. C'est que les Espagnols avaient fait un tel cas de ce verrou du Mont Mauro, que, renonçant à le forcer, ils avaient cru devoir opter pour une autre clef du problème. Il n'y a pas d'autre origine à l'idée fixe dont le commandement fut obsédé ces années-là : l'idée de débarquer

(1*) Voir ci-dessus, p. 142.
(2) Voir ci-dessus, pp. 143, *sqq*.
(3) General BERENGUER : *Campañas en el Rif..., op. cit.*, pp. 1-2.

d'emblée sur le rivage d'Alhucemas. Inversement, quand, s'adaptant à la situation qu'il découvrait en arrivant, Berenguer à nouveau, écarta l'idée de ce débarquement, il revenait pour l'essentiel, et dans son secteur de l'est tout au moins, aux conceptions des premiers temps.

Mais il faut dire qu'alors, ces conceptions étaient servies par des moyens nouveaux. Car bien des choses avaient changé autour de Melilla et à Melilla même, depuis 1909. Quasiment prisonnière dans sa ceinture de fortifications, la ville, jadis, ne respirait que par la mer d'où tout le nécessaire de la vie quotidienne devait lui parvenir. Mais en dix ans, grâce aux progrès de la conquête, elle était devenue capitale d'une région représentant, de l'Oued Kert à la basse Moulouya, et du Guerrouaou à la Pointe des Trois Fourches, plusieurs milliers de kilomètres carrés. Manquant de tout naguère, y compris l'eau courante, elle trouvait maintenant, dans cet arrière pays, les conditions lui permettant de se peupler, de s'équiper et de s'étendre en vue de recevoir et de pourvoir une forte armée d'occupation. De son côté, le territoire conquis, parsemé maintenant, de positions, de garnisons, de points de colonisation que reliaient des routes, des pistes et même une voie ferrée, offrait pour la manœuvre toutes les ressources dont peut user la stratégie. C'était en outre, un réservoir de combattants qui permettait de ménager le sang du soldat espagnol. C'est en effet dans les tribus jadis adverses mais subjuguées depuis, qu'étaient levés les mercenaires constituant les régiments dits de « Regulares » et les corps dénommés « Mías de Policía ». Forcés de bien se battre, car ils savaient qu'en face, leur trahison ne trouverait pas grâce, ces pauvres hères pouvaient, sans trop d'égards, être jetés en première ligne pour ne laisser au contingent péninsulaire, que le seul soin de s'installer sur le terrain conquis.

Les dimensions accrues de la zone occupée donnaient aussi moyen d'intensifier l'action en pays insoumis. La frontière étirée amenait au contact de tribus plus nombreuses où, très vite, s'engageait le travail souterrain de corruption et de renseignement. De plus, les saisonniers venant de ces tribus ou d'autres plus lointaines, ne pouvaient plus se rendre, comme chaque été, en Algérie, sans traverser ladite zone de bout en bout. L'interception de tels d'entre eux au moment du retour, était un sûr moyen de faire pression sur leurs tribus de provenance.

Ajoutons que l'armée espagnole disposait à présent d'une flottille aérienne et qu'elle pouvait en conséquence, frapper partout et châtier, jusque dans leurs foyers, même ceux des contingents qui venaient de loin au combat. Si l'on sait, pour finir, que de 1915 à 1919, cinq ans de suite, la sécheresse avait sévi, on comprend que l'Espagne, en permettant ou non l'importation, par Melilla et par Nokour, de l'orge dont les Rifains faisaient leur pain, disposait d'un dernier et terrible moyen

de rétorsion contre ses adversaires. Il est donc vrai que Berenguer reprenait le problème par le côté où ses prédécesseurs avaient dû le lâcher. Mais il est vrai aussi, qu'il le faisait sous des auspices infiniment meilleurs.

Les conditions nouvelles permettaient même de mener l'affaire rondement. Faute de champ pour manœuvrer, on ne pouvait jadis, réduire le Mont Mauro qu'en le contournant au plus près. Opération risquée en terrain montagneux, et de portée réduite puisqu'elle ne parvenait à isoler, de la tribu Beni Saïd, que la partie extrême. Aujourd'hui, Berenguer dominait une bonne partie de la rocade qui, de Nador et Selouane, s'en va à l'ouest le long de la cuvette méridionale. Il pouvait donc déjà songer à investir une bien plus grande portion de la tribu, tout en ne rencontrant, dans sa marche à la mer, qu'un pays de collines assez facile d'accès. Mais pour avoir la mesure comble, il méditait de se pousser encore à l'ouest, jusqu'au pied d'un second bourrelet montagneux que deux tribus chevauchent, les Beni Oulichek et les Beni Touzine, et dont ensuite, en remontant au nord, il suivrait à distance le versant. Il avait donc, dès 1919, dressé un plan pour une occupation de la région de Tafersit où la localité de Dar Drius servirait de pivot pour la manœuvre au nord, tandis qu'à Ben Tieb, Tafersit et Azib de Midar, des positions colmateraient sur son flanc gauche, toutes les issues de la montagne qui menaçaient la progression. Ce fut ce plan qu'en arrivant, eut à exécuter le général Silvestre (4).

*
* *

Il est certain que les Rifains ignoraient les détails de ce plan. Mais attentifs comme ils l'étaient, aux moindres gestes de l'adversaire, ils ne pouvaient ne pas noter que la menace pesant naguère sur les rivages d'Alhucemas, s'était portée ailleurs, vers les tribus de l'est, soumises depuis un an, à un effort accru d'attraction politique, et désignées par maints préparatifs, comme but des progressions prochaines.

De ce fait, les Beni Ouriaghel, qui avaient, à la mort d'Ameziane, hérité de la prééminence, et dont la vigilance et la résolution ne se démentaient pas, allaient avoir à élargir sensiblement le champ de leur action. Aussi longtemps que le danger avait plané directement sur eux, ils avaient eu à se mobiliser surtout eux-mêmes. Si désormais, le même

(4) C'est le 5 mars que Berenguer donna à Silvestre ses instructions pour l'exécution de ce plan. Dans ces instructions on relève : « L'objectif vers lequel doivent tendre tous nos efforts est la région de Tafersit », lettre de Berenguer à Silvestre, le 8 juillet 1920, S.H.M., Ponencia de Africa, Documentos personales del General Silvestre, et General Berenguer, *op. cit.*, p. 1.

danger risquait de les surprendre en approchant sous le couvert de voisins moins hardis ou moins bien préparés, c'était à eux d'aller chez ces voisins prêcher, organiser la résistance. Il faut dire qu'en l'absence d'institutions communautaires appropriées, ils ne pouvaient pas espérer qu'en général, leur tâche serait facile. Ils devaient au surplus, chez leurs voisins comme chez eux-mêmes, compter avec les « amis de l'Espagne » dont les intrigues étaient à dénouer sans cesse, et qui, en l'occurrence, pouvaient jouer de deux atouts supplémentaires : la méfiance à l'égard d'une tribu étrangère et, plus que tout, chez ceux qui défendaient leur propre sol, la peur des représailles exercées par l'Espagne une fois victorieuse, sur la tribu qui n'aurait pas cédé.

Ils pouvaient néanmoins se prévaloir d'un avantage certain depuis qu'ils n'avaient plus à affronter les mille obstacles qu'avait, pendant dix ans, dressés sur leur chemin le cadi Abdelkrim. Bien mieux, après avoir voulu d'abord se cantonner dans la neutralité, le cadi et son fils avaient enfin, tout récemment, décidé de rentrer dans la voie dont ils n'auraient jamais dû s'écarter.

C'est par un document de février 1920 que nous savons la chose. Le 27 de ce mois, un télégramme de quelques mots annonçait de Nokour que Si Mohand el Khettabi et son oncle Abdeslam avaient quitté Ajdir et faisaient route vers la « harka » (5). Or la « harka », c'était le mot qui désignait les formations de Marocains en armes. Autrement dit, Si Mohand et son oncle étaient montés au front. A cette date, par conséquent, la prédiction qu'autorisait six mois plus tôt, la missive de M'hammed à Manuel Aguirre, était réalisée : le cadi Abdelkrim avait, avec son fils, franchi le Rubicon.

Sans doute l'avait-il fait depuis un certain temps déjà et, très probablement, avait-il travaillé à un accord passé quelques semaines plus tôt avec les Temsamane sur lesquels, on le sait, il avait une grande influence.

Les Temsamane occupent toute la partie du littoral qui s'interpose entre leurs deux voisins, Beni Ouriaghel, à l'ouest, Beni Saïd, à l'est. Dans l'intérieur, leur territoire constitué vers l'est, de plaines et de collines, se dresse à l'ouest, en épaisse dorsale qui s'avance dans la mer et qui surplombe à l'ouest, en un mur continu, la dépression que borde au nord, la Baie d'Alhucemas. D'où l'importance vitale, pour les Beni Ouriaghel, de ces hauteurs qui les défendent de l'invasion, s'ils les contrôlent, mais qui les y condamnent si elles tombaient aux mains d'un adversaire.

(5) Télégramme d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, S.H.M., Mel., 256, 2, pièce non cotée.

Or la tribu des Temsamane, soumise aussi à l'influence de la base de Nokour, comptait, comme les Beni Ouriaghel, un fort parti fait de notables acquis aux Espagnols. On se rappelle qu'en 1918, sous l'influence d'ailleurs, du cadi Abdelkrim, elle avait même offert à ces derniers de débarquer chez elle (6). Le projet échoua, mais les liens se maintinrent et conduisirent, l'année suivante, à un accord en règle. Les Temsamane y avaient pris de graves engagements : ne pas défendre leur territoire contre les Espagnols, ne pas participer à des expéditions menées contre eux, interdire le passage aux tribus qui iraient les combattre, enfin aller à eux quand ceux-ci atteindraient Tafersit, pour les conduire jusqu'aux frontières de la tribu. Tout cela en échange de la fin du blocus exercé par l'Espagne, de la libération des saisonniers revenant d'Algérie et du retour à la liberté de transit (7).

En se livrant ainsi aux Espagnols, les Temsamane auraient porté un coup fatal à leurs voisins Beni Ouriaghel et sonné même le glas pour toute la résistance dont ceux-ci étaient l'âme. C'est ce péril que conjura l'accord intervenu en février 1920. Il engageait les deux tribus à maintenir de bons rapports de voisinage, mais aussi et surtout, à verser toutes les contributions qui seraient décidées pour la guerre, suivant un taux commun du Kert aux Ghomara, et même à s'entraider pour en recouvrer le montant (8). C'est dire que, faisant fi de leurs promesses aux Espagnols, les Temsamane venaient reprendre, à côté de leurs frères, leur place dans le combat.

On pourra s'étonner de ce qu'une même tribu ait pu conclure, à si peu d'intervalle, deux contrats à ce point exclusifs l'un de l'autre. Ce n'étaient là pourtant, que les péripéties de l'incertain duel où s'opposaient, depuis plus de dix ans, à travers tout le Rif, le parti des notables, favorable à l'Espagne, et celui du refus, communément nommé « le parti des petites gens ». Selon que l'un ou l'autre des partis avait pris un moment l'avantage, c'était l'appel aux armes ou la compromission avec l'envahisseur. Il est certain qu'à ce régime, l'Espagne devait avoir de fréquentes déceptions. Mais au moins, elle avait son armée toujours prête à marcher, et sur laquelle elle pouvait donc compter quel que fût le destin des promesses. Combien par contre, tout était plus ardu, plus complexe, plus mouvant du côté des Rifains. Sans armée, sans budget et sans autre moyen, pour la coercition, que l'appui fugitif de foules inorganiques, on n'y pouvait rien obtenir, ni armes, ni argent, ni guer-

(6) Voir ci-dessus, pp. 245-246.

(7) Rapport de Silvestre à Berenguer, en date du 24 août 1920, S.H.M., Mel., III, 1, 96-100.

(8) Mémoire sur la situation politique dans le secteur de Melilla, S.H.M., Cuartel General, 1920, dossier 28.

riers, ni unité d'action, qu'en l'arrachant au jour le jour, par une lutte renouvelée contre des opposants qu'il fallait chaque fois et partout, dénoncer, confondre et isoler.

La lutte armée étant ainsi subordonnée au succès d'un combat politique incessant, c'était pour les Rifains, une merveilleuse aubaine que le ralliement même tardif, du cadi Abdelkrim et de son fils Mohand. Au service de la cause que leur opposition naguère paralysait, ceux-ci mettraient non seulement leur talent, mais aussi cette masse d'informations secrètes qu'ils avaient pu accumuler grâce à leur collaboration avec l'Espagne. Qui donc pourrait mieux qu'eux, désigner les « amis de l'Espagne » sous les masques divers qui les dissimulaient ? Qui savait mieux leurs stratagèmes ? Qui saurait mieux, à l'occasion, les débaucher ?

*
* *

Est-ce à dire que personne ne soupçonnait le ténébreux dessein auquel, en fait, leur ralliement obéissait ? Au contraire. Ou plutôt, sans pouvoir discerner précisément leur jeu, on n'en avait pas moins, en général, à leur égard, une méfiance catégorique et de principe. Les ralliements passés du cadi Abdelkrim étaient présents à toutes les mémoires. Ils avaient tous été trompeurs. Pourquoi en irait-il autrement cette fois ? Quant à Mohand, son fils, il avait trop vécu au milieu des chrétiens. Beaucoup en éprouvaient une vive répugnance. Quand, prosterné dans la prière, il laissait voir le bas de ses mollets, ses voisins, bons Rifains brûlés par le soleil, étaient choqués par leur blancheur inusitée. Telle n'était pas l'idée qu'ils se faisaient d'un Musulman (9).

Mais les deux hommes avaient aussi, dès le début, pu se gagner d'éloquents partisans, tel le fquih Boulahia, qui se portaient garants de leur sincérité. A cet effet, les arguments ne manquaient pas non plus. La dure infirmité que Si Mohand devait traîner à la vue de chacun, n'était-elle pas le fait des Espagnols ? Et ceux-ci l'auraient-ils laissé naguère, moisir dans leurs prisons s'il n'était pas, alors déjà, leur ennemi juré ? Quant au père, qui n'aurait manœuvré comme lui, s'il avait eu son fils à délivrer ?

Il est clair cependant, que les discours auraient été inopérants si les intéressés n'avaient eux-mêmes contribué à désarmer d'abord les préventions en s'engageant à fond dans une action irréprochable pour animer et rassembler les énergies. Et cela, jusqu'au jour où, dans un deuxième temps, et par leurs résultats, ils se trouvèrent promus aux premiers rangs.

(9) Témoignage de Chaïb Afellah qui fut, au cours de la guerre, l'un des commandants de l'armée régulière rifaine. Témoignage recueilli par l'auteur, le 23 mai 1972.

Sur la première de ces deux phases, préparatoire et forcément obscure, les documents et les témoignages sont muets. On en sent seulement l'existence comme une nécessité logique. Ce n'est qu'en mai ou juin 1920, qu'avec la deuxième phase, le cadi Abdelkrim reparaît dans le champ de notre observation.

A ce moment, le général Silvestre poussait déjà ses troupes en direction de l'ouest, et le 15 mai, sans coup férir, il était entré à Drius. Un bond pareil, effectué d'emblée et avec tant d'aisance, avait de quoi secouer la torpeur de ceux qui, jusque-là, se croyaient à l'abri. Mais encore fallait-il que se fissent entendre des voix capables de faire taire les partisans de la résignation et triompher l'appel aux armes. Ce fut surtout chez les Beni Ouriaghel que ces voix s'élevèrent. Et déjà, de ces voix, la plus nette et la plus entendue était celle du cadi Abdelkrim. A en croire même le général Silvestre, mais il exagérait, seule devait être incriminée la tribu du cadi Abdelkrim, et celui-ci était dans sa tribu, l'unique incitateur. On relève en effet, dans un rapport du général, daté de juin 1920, que la situation était partout tranquille en face, dans la zone insoumise :

> « Le seul point noir, disait alors l'auteur, c'est que, dans la région et l'agglomération d'Ajdir, il y ait, par la folle ambition d'un homme aussi ingrat que le fquih Abdelkrim El Khettabi, une certaine agitation, alors que depuis si longtemps, tout y était paisible » ([10]).

L'avenir montrerait que la situation dans son ensemble, n'était pas aussi calme que voulait bien le voir Silvestre. Mais l'essentiel ici, c'est de noter comment, dans le panorama, et même aux yeux des Espagnols, c'est dès ce moment-là, la figure du cadi Abdelkrim qui, soudain, à nouveau se détache, sauf que l'ami d'hier, après un an d'éclipse, reparaît sous les traits d'un adversaire déterminé.

Il y eut bien alors, comme une velléité de rattraper le cœur de l'infidèle. On songea donc à l'inviter à Melilla à l'occasion de la venue de Berenguer, et ordre fut donné de tenter le possible pour le décider à venir ([11]). Mais l'affaire fut sans suite. Car Silvestre n'était pas homme à trop s'abaisser quand on le défiait. D'autre part, le cadi Abdelkrim s'était encore, dans l'intervalle, engagé plus avant. Désormais, en effet, il commandait au front.

*
* *

(10) Rapport mensuel de Silvestre à Berenguer de juin 1920, S.H.M., Cuartel General, 1920, dossier 28.

(11) Instruction de Silvestre, Commandant général de Melilla, au colonel Morales, Chef de la « Oficina central », le 7 juillet 1920, S.H.M., Mel. II, 205, pièce non cotée.

On risque fort de se leurrer sur ce qu'était le front à cette époque, si l'on ne sait comment se recrutaient, s'armaient et s'assemblaient ces formations de combattants que les Rifains, nous l'avons vu, nommaient « harkas », et auxquelles désormais, nous donnerons ce nom.

Il n'existait aucun pouvoir habilité à faire la mobilisation, s'il s'agissait d'aller se battre hors des frontières de la tribu. C'était sur les marchés, ces vrais forums, que la parole des orateurs emportant l'adhésion, faisait voter, ici et là, l'envoi de contingents. Ceux-ci devaient alors, se recruter eux-mêmes, par libre décision de qui voulait en être. Or tout le monde ne pouvait pas en être. Il y fallait d'abord, posséder un fusil avec ses munitions. Et les armes étaient rares. Procurées à Ceuta, chez l'ennemi lui-même, elles n'arrivaient que chichement, par des voies clandestines ([12]). Il fallait d'autre part, être en mesure de subvenir à l'essentiel de ses besoins pendant l'absence. Dès lors, même pour les mieux pourvus, l'absence ne pouvait être longue. Force était donc, dès le départ, de prévoir les relèves.

Constitués séparément, les divers contingents avaient d'abord à établir chacun, sa discipline interne et à choisir son chef. Après quoi, le problème se reposait pour eux, au niveau de l'ensemble, quand tous avaient rejoint le point de ralliement. A qui allait échoir la direction du tout ? Question jamais facile. On commençait en général, par former un collège où chaque tribu était représentée. Par la suite, émergeait, non sans rivalités, celui que tous reconnaissaient pour chef.

L'avantage du système, c'est que les combattants étaient des volontaires. Mais en regard, que de sérieux inconvénients ! Pénurie d'effectifs, manque de stabilité et donc de cohésion, par le fait des relèves, et risque de dislocation en cas de mésentente. A cela s'ajoutaient les rapports difficiles de la harka avec les gens de la tribu qu'elle venait en principe, protéger.

Voilà qui semblera paradoxal. Mais l'expérience ayant montré, depuis dix ans, que les Rifains cédaient toujours, en fin de compte, devant le conquérant, rare était la tribu qui, voyant ce dernier à ses portes, résistait à la peur et à l'idée de capitulation. Loin de courir spontanément aux armes, elle supportait mal la présence de la harka qui lui valait déjà, les bombes larguées par les avions et qui demain, se repliant, la livrerait aux représailles des Espagnols. C'est donc sous la contrainte qu'elle accordait le minimum exigé d'elle : un toit pour le soldat, la miche de

(12) Note de la Section III de la Oficina Central, du 12 août 1920. Il y est indiqué que les barques de la tribu des Beqquioua, ramènent en général de Ceuta, où elles vont vendre leurs œufs, un ou deux fusils et des munitions, parfois aussi, de la dynamite provenant probablement, des travaux du port, S.H.M., Mel., 256, 2, pièce non cotée.

sa ration et des bras pour creuser les tranchées. Telles étaient donc les conditions dont l'ensemble pesait sur les formes et le sort de la lutte qui se menait au front.

Les effectifs d'une harka réunie à grands frais, n'excédant pas en général, ceux d'un gros bataillon, on ne pouvait, contre toute une armée, songer à une défense échelonnée, ni même à une défense en ligne. Tout devait être concentré en un seul point qui permettrait, s'il était bien choisi, ou de barrer la route à l'ennemi, ou de l'attaquer sur ses flancs. C'était la solution unique. Mais elle était précaire sinon même dérisoire, quand l'adversaire avait le choix entre plusieurs itinéraires. S'il pouvait dans sa marche, se tenir assez loin, ou s'il se fractionnait en colonnes multiples, la harka débordée était, sans avoir même tenté sa chance, contrainte à une retraite précipitée.

Au même échec pouvaient conduire les tensions politiques et les tares organiques du système : quand la relève se faisait trop attendre, quand des tiraillements se produisaient dans le commandement ou qu'un chef écouté fût atteint d'une incapacité fortuite, enfin, quand la tribu d'accueil se rebellait, refusant carrément le service.

La résistance, en ce début d'année 1920, n'était donc plus celle du temps d'Ameziane. L'optique elle-même avait changé. S'il est vrai, en effet, que la conquête, après dix ans, n'avait pas abouti, jamais non plus l'Espagne n'avait rendu un pouce du territoire conquis. Elle s'y était depuis, si solidement installée, qu'il était vain de croire qu'on l'en délogerait. Tout ce que, sensément, on pouvait encore espérer, c'était de l'empêcher de conquérir le reste. Beaucoup d'ailleurs, avaient perdu même cet espoir, ou le perdaient au fil des mois, en voyant que l'Espagne avait repris sa marche sans que nul ne lui eût disputé le terrain. C'était ce pessimisme qu'avaient d'abord à secouer ceux qui voulaient combattre. Mais le sentant plus dur à vaincre que l'eût été sans lui, l'envahisseur lui-même, comment pouvaient-ils à leur tour, garder leur foi intacte dans le succès de l'entreprise ?

*
* *

Surtout que la situation était, au même moment, affectée gravement par deux fléaux sévissant de concert, la sécheresse et l'effondrement monétaire.

Au premier de ces maux, le général Silvestre se référait ainsi, le 14 mai :

« La population indigène souffre effroyablement de la faim. Voilà cinq ans qu'il n'y a pas eu de récolte. Or, celle de cette

année encore est considérée comme perdue. Chez les Metalsa, en tout cas, elle l'est absolument. » (13).

Et quinze jours plus tard, il confirmait ces prévisions :

« La récolte perdue crée une situation désespérée. » (14).

La perspective, après cinq ans, d'une autre année sans pain, c'était bien là de quoi ne laisser subsister que l'instinct de survivre. Et loin de se sentir le cœur à la combattre, beaucoup espéraient de l'Espagne, planche unique de salut, qu'elle voulût bien, contre un peu d'orge, les employer à faire ici, les routes pour son armée, ou la moisson, là-bas, sur la terre andalouse (15).

Quant au second fléau, c'était une conséquence inattendue de la crise traversée à l'époque, par la monnaie française. On savait jusqu'ici, quel préjudice l'affaissement du franc avait causé, dans les années de l'après-guerre, aux régions du Maroc que la France occupait. Un préjudice se mesurant à la perte subie par la valeur du franc, et au volume de cette monnaie mis en circulation par l'occupant depuis 1907. Mais on ne savait pas que le franc circulait jusque dans les régions pourtant inoccupées de ce pays rifain dont une partie d'ailleurs, était déjà dans les mains de l'Espagne. Or, non seulement c'était le cas, mais à l'inverse du reste du Maroc, le franc était là-bas, pour des raisons mal définies, la monnaie presque seule en usage (16). Le coup y fut donc reçu de plein fouet puisque l'amputation portait sur la masse monétaire presque entière. Amputation de la moitié au moins, car ce fut là le taux auquel, dans la zone sud, l'autorité fixa le cours forcé du franc (17). Le cours réel, comme c'est la règle, se situait encore plus bas. Le résultat, c'est qu'à la crise alimentaire aiguë, s'ajouta la brutale hausse des prix même du secteur non agricole, ceux des armes notamment, et de l'équipement. Ce qui, en

(13) Lettre du général Silvestre au Haut Commissaire Berenguer, S.H.M., Ponencia de Africa, Documentos personales del General Silvestre.

(14) Rapport mensuel de Silvestre à Berenguer, mai 1920, S.H.M., Cuartel General, 1920, dossier 28.

(15) Lettre du 14 mai, citée en note 13, et Rapport mensuel cité note 14.

(16) Dans la déposition qu'il devait faire trois ans plus tard devant la commission parlementaire dite « Commission des responsabilités », Berenguer citera, comme l'une des raisons de la misère régnant alors au Rif, « la baisse de la monnaie française, monnaie que possédaient principalement les Maures de cette région et qui était presque sans valeur », déposition faite le 7 août 1923, *in De Anual a la República : Documentos relacionados con la información instruida por la llamada Comisión de Responsabilidades, acerca del desastre de Anual,* Madrid, 1936, p. 330.

(17) Par dahir du 19 mars 1920 « sur la réforme monétaire », Cf. P. Louis Rivière : *Précis de législation marocaine,* Paris, 1927, p. 152.

achevant de ruiner le moral, amenuisait aussi le maigre potentiel des moyens matériels.

Ainsi, la résistance, qui avait autrefois déferlé en soulevant les masses, était réduite à un étroit courant qui, jailli de l'arrière, devait pour joindre l'ennemi, frayer sa voie à travers des tribus hésitantes ou franchement hostiles. D'où l'allure étriquée de ce front ramené aux dimensions d'un point. D'où aussi, l'impression qu'il donnait, d'une totale inconsistance, quand la harka se retirait sans même attendre que l'ennemi fût au contact.

Et pourtant, dans ce cas, l'éclipse n'était jamais que temporaire. La harka disparue, une autre surgissait quelque part, en retrait. C'était un signe à prendre en considération. Il indiquait que sous les eaux dormantes, quelque chose bouillonnait. A travers les obstacles d'une situation vraiment exceptionnelle, l'élan des années précédentes semblait s'être brisé. En fait, il animait toujours au moins cette minorité qui refuse de plier quand tout cède autour d'elle, et dont l'histoire consacre quelquefois, la clairvoyance et la témérité. Sans doute, nul ne pouvait alors prévoir ce que serait le cours final des choses. Mais un esprit lucide devait comprendre que le moment viendrait où la harka, servie par l'occasion, frapperait l'adversaire et lui ferait payer cher ses progrès.

C'était sur ce calcul précisément, que se fondaient les plans du cadi Abdelkrim, et c'était d'après lui qu'il menait alors son action.

*
* *

Survenue le 15 mai, l'entrée subite des Espagnols à Dar Drius avait mis en émoi toutes les tribus de la région : Beni Saïd, qu'elle menaçait d'encerclement, Beni Touzine et Beni Oulichek, qu'elle menaçait de front, Temsamane et Beni Ouriaghel, dont les deux précédentes formaient la défense avancée. Mais le répit que leur laissa Silvestre, occupé à asseoir ses nouvelles positions, permit aux résistants de rentrer en contact, d'une tribu à l'autre, pour établir un plan commun. Tandis que les Beni Saïd, situés à l'écart, n'assureraient que la défense de leurs propres frontières, les quatre autres tribus concentreraient leurs effectifs en une harka unique, à Tafersit, au pied de la montagne que se partagent les Beni Oulichek et les Beni Touzine.

Barrant l'accès du col Tizi Azza, situé derrière lui, le bourg de Tafersit contrôle aussi deux passages qui le flanquent l'un au nord, par la localité de Ben Tieb, et l'autre au sud, par Arbaa de Midar. Mais encore fallait-il s'y établir avant Silvestre qui, de toute évidence, marcherait sur ces trois positions.

Les pourparlers puis, l'action politique préparatoire à la campagne de mobilisation, occupèrent un bon mois. La campagne elle-même ne commença chez les Beni Ouriaghel, qu'à la mi-juin, quand enfin, le cadi

Abdelkrim — car c'était lui l'animateur — parvint, sur les marchés, à imposer silence au parti espagnol et à faire entendre ses appels (18). Prenant alors lui-même, avec son fils Mohand, la tête du contingent constitué, il put, avant la fin du mois, se mettre en route pour Tafersit (19). Les autres contingents l'y avaient précédé, mais seulement à partir du 25, alors que l'ennemi avait lui-même failli y parvenir la veille (20).

Une arrivée aussi tardive aide à comprendre que les plus concernés, les gens de Tafersit et de ses environs, se soient montrés très réservés au point de ne fournir aucun soldat à la harka (21). Mais maintenant que près de deux mille hommes étaient rassemblés là, c'était, en fin de compte, un assez beau succès (22). Entre autres faits réconfortants, il y avait aussi le choix des Temsamane qui, malgré les promesses dont ils avaient bercé les Espagnols, avaient rejoint la lutte aux côtés de leurs frères (23). Pourquoi, si la défense s'organisait correctement, ne rendrait-on de même, courage aux gens de la région pour les tirer de leur passivité ? Sans doute, faudrait-il batailler pour cela. Mais à une telle nécessité répondaient justement, les talents du cadi Abdelkrim et de son fils Mohand.

Les deux hommes en effet, avaient très vite été promus aux fonctions dirigeantes. L'avis du père était celui qui prévalait dans le conseil des chefs. Quant à Mohand, c'est lui que l'on avait chargé du système de défense. Tâche essentielle et pas seulement technique, vu l'ambiance incertaine où il l'accomplissait. Ainsi quand le cheikh Boul-Chérif, homme influent dans toute la région, s'en vint un jour l'apostropher publiquement :

(18) S.H.M., Cuartel General, 1920, dossier 28.

(19) Nous n'avons pas la date exacte de son départ. Mais nous savons par contre, qu'il revint à Ajdir, malade, le 19 juillet. Or, d'après le *Mémoire de La Réunion, op. cit.*, nous savons que trois semaines environ s'étaient écoulées entre les deux événements (*Réunion : La fin de notre neutralité et l'engagement pro-rifain de notre père*).

(20) Parvenu à Abbada le 24 juin, Silvestre aurait pu pousser jusqu'à Tafersit qui était à sa portée et sans défense. Mais, il crut devoir s'en abstenir faute d'avoir préalablement obtenu l'accord du général en Chef, Berenguer : Lettre de Berenguer à Silvestre du 8 juillet 1920, et réponse de Silvestre, le 17 juillet, S.H.M., Ponencia de Africa, Doc. personnels du Général Silvestre. La harka de Tafersit ne commença à se rassembler que le lendemain, 25 juin, Rapport de Silvestre à Berenguer, le 8 juillet 1920, S.H.M., Mel., III, 1-62, 63.

(21) *Ibid.*

(22) *Ibid.* et Rapport de Silvestre à Berenguer, le 24 août 1920, S.H.M., Mel., III, 1-96 à 106.

(23) Mêmes références que note 22.

« Il était, lui dit-il, mal venu, lui qui avait mangé le pain des Espagnols, d'empêcher aujourd'hui, les pauvres gens de vivre. Car ceux-ci savaient bien que, malgré les tranchées et tout cet appareil qu'on leur faisait dresser, ils n'auraient d'autre résultat, face aux chrétiens, que de s'attirer leur colère. Si le cœur lui disait de creuser des tranchées, il n'avait qu'à rentrer chez lui et les creuser là-bas. » (24).

Un défi de ce genre était d'autant plus inquiétant que Boul-Chérif, ancien ami des Espagnols, s'était, tout comme le cadi Abdelkrim, dressé depuis contre eux (25). On ne pouvait donc plus le dénoncer comme simple agent de l'ennemi. Sa défaillance était plutôt due à la peur, une peur contagieuse qu'à son tour, il risquait de répandre irrésistiblement. Mais Si Mohand n'était pas homme à se laisser désarçonner. Sa pratique du combat politique l'aurait sans doute mis en mesure de régler le problème dont le cas Boul-Chérif n'était que le rappel, si un fait imprévu n'était venu soudain les obliger, son père et lui, à lâcher prise et à se retirer.

Ce fut quand, à la mi-juillet, le père fut pris au ventre, de douleurs insolites qui s'installèrent en s'aggravant au point d'annihiler ses forces (26). Il fallut donc l'évacuer. Les lois de la famille faisant à Si Mohand, un devoir de ne pas le quitter, ce fut ensemble que, le 19 juillet, père et fils arrivèrent à Ajdir (27).

Les précisions nous manquent sur la situation de la harka après le départ des deux hommes. Il est pourtant certain qu'elle en fut affectée gravement. Une note espagnole estimait même, dès le 23, que le départ du père avait laissé les troupes sans commandement (28). Et la suite, semble-t-il, lui a donné raison. Quand douze jours plus tard, Silvestre entra à Tafersit, non seulement il n'eut pas à combattre, mais l'adversaire ne se montra même pas (29). En aurait-il été ainsi, sans la disparition des deux figures prédominantes de la harka ?

(24) Information rapportée par deux agents secrets, Tahar et Mohammed ben Haj Tahar Mohand, des Beni Bou Ifrour, le 16 juillet 1920, S.H.M., Mel., II, 2-30.

(25) Lettre de M'hammed ben Abdelkrim à Manuel Aguirre, le 15 août 1920, S.H.M., Mel., II, 15-31 à 35.

(26) *Réunion, op. cit.*, même référence que note 19.

(27) Télégramme du 20 juillet 1920, d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, S.H.M., Mel., II, 2, pièce non cotée.

(28) Télégramme du 23 juillet 1920, d'Alhucemas (Nokour) à Melilla : même référence que note 27.

(29) Rapport de Silvestre à Berenguer du 24 août 1920, cité note 22.

Parvenu à Ajdir, le cadi Abdelkrim ne se rétablit pas. Il souffrit trois semaines et mourut le 7 août (30). Sa mort fut, dans le Rif, attribuée aux Espagnols qui l'auraient fait empoisonner (31). Accusation fragile, à en juger d'après des documents confidentiels où l'on sent bien que pour Silvestre, et ses Services, la maladie puis la mort du cadi étaient inattendues (32). Accusation pourtant intéressante, si l'on remarque qu'elle lavait Abdelkrim et ses fils du soupçon d'être restés secrètement fidèles aux Espagnols. Est-ce qu'on empoisonne ses amis ?

*
* *

Il n'empêche qu'au moment où la mémoire du père était ainsi blanchie, sa mort était aussi, pour ses fils, l'occasion d'amorcer une reprise de contact avec leurs amis de naguère. En effet, Lobera, le directeur de ce « Telegrama del Rif » dont Si Mohand avait été longtemps le collaborateur, fit sur le disparu un bel article nécrologique, en regrettant bien sûr, que sur le tard, un homme de cette classe se fût tourné contre l'Espagne. Aussi, en adressant à ses deux fils d'affectueuses condoléances, il leur tendait la main et les pressait d'effectuer leur ralliement :

> « Ils savent, écrivait-il, quels sont les vrais sentiments de l'Espagne. Ils ont connu de près les bienfaits de notre œuvre de colonisation, et ils sont convaincus qu'on ne peut pas nous résister. Alors, qu'ils reconnaissent tout de bon leur erreur, qu'ils

(30) Son fils Mohammed croira plus tard, dans le *Mémoire de La Réunion,* se rappeler que le décès intervint 22 jours après le retour à Ajdir, ce qui donnerait le 9 août. Mais le « Telegrama del Rif » du 11 août 1920, annonçait la mort du cadi Abdelkrim en la datant du 8 août. Puis, s'appuyant sur les renseignements provenant directement d'Alhucemas (Nokour), Silvestre annoncera l'événement à Berenguer en le datant avec précision, le 7 août au soir : Rapport de Silvestre à Berenguer, d'août 1920, S.H.M., Cuartel General, 1920, dossier 28.

(31) Azerkane désigne même le caïd Abdeslam de Tafersit, comme l'exécutant du crime ordonné par les Espagnols.

(32) On se souvient que, quelques années plus tôt, l'idée avait en effet été conçue, au niveau de la base d'Alhucemas, de liquider soit le père, Abdelkrim, soit son fils M'hammed (voir ci-dessus, p. 235). Ce simple projet avait provoqué de vives réactions à un niveau supérieur, chez les Espagnols, et avait laissé sa trace dans les archives. Rien de tel lors de la disparition effective du cadi. Son retour puis, sa maladie ne sont annoncés que successivement, le 20 puis le 23 juillet, et comme des faits naturels. Annonçant un peu plus tard, la nouvelle de sa mort, dans le cours d'un rapport, Silvestre dira à Berenguer que la mort était intervenue « le 7 [août] au soir, dans sa demeure d'Ajdir, et sans doute, des suites d'une maladie causée par les fatigues de son expédition à Tafersit » (Rapport cité, note 30). Il est significatif que dans le *Mémoire de La Réunion,* son fils Mohammed n'ait même pas évoqué l'hypothèse d'un empoisonnement criminel.

reviennent militer dans le camp des amis et cessent de nourrir des ambitions qui ne se peuvent ni accepter ni justifier. C'est le conseil... d'un vieil ami qui leur est attaché. » (33).

L'appel fut entendu et réponse lui fut faite sans tarder. La voici :

Ajdir, le 15 août 1920

Notre ami estimé,

« Le but de notre lettre est de vous exprimer notre plus vive gratitude pour vos condoléances et pour le bon conseil que vous nous adressez dans le « Telegrama » à l'occasion de la disparition de notre père (puisse-t-il dormir en paix).

« Si l'on veut bien examiner à fond, l'action et la pensée de notre défunt père, on ne pourra que se convaincre de la part qu'il a prise dans l'œuvre civilisatrice de l'Espagne — notre cause commune — et apprécier ses grands efforts pour étendre l'influence espagnole dans le Rif. Il a œuvré résolument dans un esprit humanitaire. Il avait réfléchi et il comprenait bien la mission de l'Espagne. Il appréciait les grands bienfaits que cette mission implique pour les Rifains, nos frères. Toujours, sa politique a tendu vers la paix. Il savait bien que, pour jouir d'une tranquillité fraternelle et durable, nos deux peuples ont besoin d'être amis et liés de confiance réciproque. Non, il n'a pas été hostile à l'action espagnole comme certains le prétendent depuis peu.

« Et nous aussi, les fils de cet Abdelkrim, qui gardons en mémoire les bienfaits dont l'Espagne nous a personnellement comblés, nous formons de grands vœux pour la prospérité de cette Espagne et du Protectorat, en souhaitant très vivement l'essor de ce dernier. Nous donnons en même temps l'assurance de notre entier concours à l'œuvre concernée.

Vos amis très affectionnés

Les frères Abdelkrim. » (34).

(33) « Telegrama del Rif » du 11 août 1920.

(34) Cette lettre a été publiée par le « Telegrama » comme datée du 15 septembre 1920, ce qui est manifestement un erratum puisqu'elle se trouve dans le numéro du 22 août. C'est donc bien le 15 août qu'il convient de lire. La lettre a été republiée avec sa date erronée et une phrase importante sautée par F. Hernández Mir dans *Del desastre a la victoria (1921-1926)*, Madrid, 1926, 1re partie, p. 18.

Voilà qui aurait sans doute atterré les résistants rifains s'ils avaient pu s'en informer quand Lobera eut pris sur lui de le livrer à la publicité. Mais le « Telegrama » n'ayant et ne pouvant avoir, dans le Rif insoumis, d'autre lecteur que les deux frères, il fut possible à Si Mohand de demeurer aux yeux des siens, l'intraitable champion qu'il était devenu en même temps que son père. Par contre, on imagine dans quelle perplexité durent se trouver les autorités espagnoles. A lire cette profession de foi candide, rien ne s'était passé ces derniers mois, ni la lutte politique, ni la levée des contingents, ni l'organisation de la défense à Tafersit. Ou tout au moins, rien n'était vrai dans les informations qui avaient situé Abdelkrim et son fils au cœur de ces affaires. Or, ces affaires ayant bien existé, et le rôle des deux hommes étant chose établie, comment mettre d'accord les actes et les paroles ? Si les paroles étaient sincères, pourquoi cette explosion d'hostilité ? Et pourquoi ce message de sereine amitié, maintenant que la guerre se trouvait déclarée ?

En vérité, le général Silvestre avait déjà son opinion, et avant même la mort du cadi Abdelkrim. Pour expliquer la volte-face de ce dernier, il avait même deux interprétations. Ou bien il lui attribuait le seul dessein de « devenir numéro un dans sa tribu », ou bien il l'accusait de saboter l'action des Espagnols « pour faire valoir son influence passablement surfaite, et obtenir ainsi, qu'on lui propose d'être rappelé au service » ([35]).

Donc, il n'était pas dupe. Pourtant, son analyse laissait beaucoup à désirer. S'il sentait bien que l'ambition travaillait le cadi Abdelkrim, il était loin de supposer que désormais, cette ambition ne tenait plus dans les limites d'une tribu, et que c'était au moins tout le Rif insoumis auquel elle s'étendait. De même, s'il comprenait que le battage contre l'Espagne visait à provoquer une réconciliation, il était loin d'imaginer que pour l'intéressé, la question n'était pas, tant s'en faut, de se faire « rappeler au service », ni de rentrer en grâce, mais bien de négocier un pacte en tant que partenaire. Or, ses chances de succès étaient fonction de sa résolution. Il ne risquait de « devenir numéro un » du Rif entier, qu'en se faisant vraiment l'animateur le plus actif et le plus efficace dans le mouvement de résistance. Et d'autre part, plus il aurait par là, acquis d'autorité, structuré son parti et aguerri ses troupes, et plus l'Espagne serait forcée de l'accueillir en interlocuteur plutôt qu'en quémandeur. Ayant franchi le pas, il ne pouvait plus désormais, ni reculer, ni s'arrêter, ni hésiter. Voilà ce que Silvestre prit à tort pour un jeu de façade et pour un dédaignable manège de chantage.

(35) Rapport mensuel de Silvestre à Berenguer, juin 1920, S.H.M., Cuartel General, 1920, dossier 28.

Dans cette optique, le message des deux frères paru dans le « Telegrama », semblait traduire, maintenant que le père n'était plus, le désir d'arrêter l'entreprise en essayant pourtant d'en recueillir le fruit. Ce qui allait conduire Silvestre à formuler ainsi la ligne de conduite qu'il suivait dans leur cas :

> « Lorsque des chefs ont été d'abord des amis puis ont fait défection, et se sont remis contre nous, je les accueille s'ils se rallient, mais je ne leur cours pas après, car ce serait leur donner occasion de se rendre importants et d'avancer des prétentions qu'on ne saurait admettre. Voilà comment j'ai fait revenir Bourhaïl. Voilà aussi, j'en suis certain, comment reviendra la famille Khettabi [Si Mohand et son frère], quand l'heure aura sonné. » ([36]).

Lorsque ces lignes étaient écrites, un autre que Silvestre aurait peut-être montré moins d'assurance. Car un temps suffisant serait alors passé pour établir que le message à Lobera n'annonçait pas la défaillance de ses auteurs. L'explication était tout autre. Le plan conçu par feu le cadi Abdelkrim avait besoin, dans son exécution, de fermeté sans doute, mais aussi de souplesse. Car s'il était indispensable de s'imposer aux Espagnols, c'était par contre une utopie — on le pensait du moins — d'imaginer que rien pût aboutir sans eux, sans leur accord et leur entier concours. D'où la nécessité d'une politique à deux visages, l'un menaçant, mais l'autre souriant ; politique appuyée sur l'usage de la force, mais qui déplore tout aussitôt ce même usage comme un recours forcé et bien sûr temporaire, à l'inverse des liens toujours réaffirmés de l'indéfectible amitié. C'est l'occasion de proclamer cette amitié que Si Mohand avait saisie quand Lobera la lui fournit.

Quant à l'autre occasion, celle qui lui permettrait, selon les termes de Silvestre, « de se rendre important », ce n'était pas d'autrui qu'il l'attendait, car il la saisissait journellement, lui-même autour de lui. Silvestre fut long à s'en apercevoir. Mais alors, ce fut lui qui laissa, avant de disparaître, le plus frappant des témoignages sur l'homme qu'il découvrait :

> « Si l'on dit, y lit-on, qu'il n'osait, du vivant de son père, lever le petit doigt, voici que, libéré par la mort de ce père, rien ne l'arrête maintenant et que, débarrassé des habitudes acquises quand il vivait chez nous, il va tout couvert de poussière et brûlé de soleil comme un vrai montagnard. Peu à peu, il a fait son chemin, et bien qu'il ne soit pas un homme de guerre, bien qu'il ait eu

(36) Lettre de Silvestre à Berenguer, le 10 février 1921, S.H.M., Mel., II, 15-26 et 31 à 35.

aussi, à affronter cette méfiance que lui valait sa vie passée au milieu des chrétiens, on peut dire aujourd'hui qu'il est, dans la harka, le chef indiscuté. » (37).

Cet « aujourd'hui » se situait neuf mois après la mort du père, mort dont Silvestre avait cru à l'époque, qu'elle avait « dégagé l'horizon » pour l'Espagne (38). Il s'était bien trompé. On verra qu'au contraire, l'exécution du plan naguère conçu avec le père, avait reçu dans l'intervalle, une impulsion nouvelle.

*
* *

Silvestre était persuadé que la déconfiture de la harka avec la chute de Tafersit et d'Arbaa de Midar, aurait suffi à ébranler irrémédiablement le moral des Rifains. Or depuis, notait-il, était intervenue la soumission de Boul-Chérif, un chef que tous croyaient irréductible. Comme de plus, ses avions répandaient une terreur salutaire, il opinait que désormais, convaincus de la force espagnole, les gens cédaient à la résignation avec le fatalisme coutumier des Arabes (39).

C'était une estimation subjective. Il est certain que les tribus devaient faire face à des difficultés nouvelles. Ainsi, quand fut connue chez les Beni Ouriaghel, l'agonie du cadi Abdelkrim, le parti espagnol eut tôt fait d'y relever la tête. Il parvint même à déclencher sur le marché d'Ajdir, une sanglante échauffourée pour torpiller la décision de rassembler les fonds nécessaires au combat. Il n'en reste pas moins qu'en fin de compte, il fut battu et que les fonds furent ramassés (40). Démentant l'optimisme de Silvestre, cet épilogue permet au contraire de comprendre qu'un nouveau point de résistance ait pu faire son apparition presque aussitôt après la chute de Tafersit (41).

(37) Lettre de Silvestre à Berenguer, le 29 mai 1921. Cette lettre a été publiée par le Vizconde de Eza qui, à la date précitée, était Ministre de la Guerre, dans le livre qu'il fit paraître deux ans plus tard, *Mi responsabilidad en el desastre de Melilla como ministro de la guerra,* Madrid, Graficas reunidas, 1923, pp. 415-419. L'authenticité de la pièce, déjà quasi certaine de par la qualité d'Eza à qui, copie de toute la correspondance de Silvestre était transmise, réglementairement, est encore attestée par Berenguer, son destinataire initial : celui-ci en a donné en effet, une analyse et des extraits textuels pp. 32-33 de son livre déjà cité, *Campañas en el Rif...*

(38) Rapport mensuel d'août 1920, de Silvestre à Berenguer, cité *supra,* notes 30 et 32.

(39) *Ibid.* et rapport mensuel de septembre 1920, de Silvestre à Berenguer, S.H.M., Cuartel General, 1920, dossier 28.

(40) Rapport mensuel de juillet 1920, de Silvestre à Berenguer, S.H.M., Cuartel General, 1920, dossier 28, et rapport d'août cité *supra,* note 38.

(41) Rapport de Silvestre à Berenguer, le 11 octobre 1920, S.H.M., Mel., III, 1-11. Silvestre y situe deux mois plus tôt environ, la constitution de ce nouveau point de résistance.

Situé plus au nord, au lieu dit Taouerda, c'était un point qui contrôlait l'accès de Ben Tieb, position dont Silvestre avait encore besoin pour se garder de flanc dans sa marche à la mer. A vrai dire, la harka qui s'était formée là, se distinguait assez du précédent rassemblement de Tafersit. Elle était moins nombreuse et n'était pas, à proprement parler, une émanation des tribus. On apprit en effet, qu'elle avait à sa tête, un personnage, un chérif à l'en croire, nommé El Idrissi, et dont personne, Rifain ou Espagnol, n'aurait su dire d'où il était sorti. On le soupçonnait fort d'être envoyé par les Français, et c'était là un mauvais point pour lui. Mais comme il promettait de l'argent et des armes, et qu'après tout, il travaillait contre l'Espagne, il fallait bien y regarder de près. Les délégués des cinq tribus de la région se rassemblèrent à Taouerda. Un plan fut établi pour la levée partout, de contingents à répartir en trois harkas, dans chacune des tribus au contact, Beni Saïd, Beni Touzine et Beni Oulichek. Puis, chacun repartit pour appliquer chez lui, les décisions communes (42).

Quand se tenait ce genre de conférences, c'était toujours, vu leur poids décisif, les délégués Beni Ouriaghel dont s'enquéraient surtout les Espagnols. Ce fut avec dépit qu'en l'occurrence, ils découvrirent l'identité du chef de leur délégation, car ce chef n'était autre que Si Mohand, le fils du cadi Abdelkrim, assisté d'ailleurs de M'hammed, son jeune frère :

> « Ils font de belles déclarations publiques, notait alors rageusement Silvestre, au sujet des deux hommes, mais ils n'accordent pas leurs actes à leurs paroles. Ce n'est pas en courant vers des prédicateurs de la guerre sainte, qu'ils peuvent prouver leur gratitude pour tout ce que la nation protectrice leur a accordé de bienfaits. » (43).

C'était moins de deux mois après la mort du père.

Pendant ce temps, à Taouerda, la harka suffisait, parmi les Beni Oulichek, à tenir en respect le parti espagnol (44). Elle empêchait ainsi la soumission de la tribu que Silvestre attendait pour avancer sans risque. Soumission que rendait plus nécessaire encore, la mobilisation prévue dans les autres tribus. Car Berenguer, le Général en Chef, se refusait, on s'en souvient, à opérer en force dans son secteur de l'est, aussi longtemps qu'il n'aurait pas réduit la résistance à l'ouest. Or il était précisément, en pleine action là-bas. Une percée audacieuse lui avait fait attein-

(42) *Ibid.* et les télégrammes d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, les 17 et 19 octobre 1920, S.H.M., Mel., 256, 2-10 et 11. Enfin rapport mensuel de Silvestre à Berenguer d'octobre 1920, S.H.M., Cuartel General, dossier 28.

(43) Rapport d'octobre 1920, cité note précédente.

(44) Rapport du 11 octobre cité note 41.

dre, en cet octobre 1920, la ville de Chichaouen, reliée désormais à Tétouan par un mince couloir de soixante kilomètres, qui partageait en deux moitiés le pays insoumis. Mais si brillant qu'il fût, ce succès exigeait d'être consolidé par la conquête des deux régions qui flanquaient le couloir. Il y faudrait pendant longtemps de gros moyens dont on ne pourrait rien distraire en faveur de Silvestre, si celui-ci butait sur des difficultés.

Silvestre attendait donc, mais il rongeait son frein. Car lui ne croyait pas à la difficulté. L'impertinente agitation notée dans les tribus était si dérisoire. « Tout cela, disait-il, dès juillet, ne donne que des révoltes estivales. Quand la saison sera passée, alors viendra l'heure de la vérité, autrement dit, la faim et la misère par absence de récolte et par manque de travail » (45).

Mais un autre facteur, non mentionné ici, allait intervenir à la fin de l'été, avec le retour de la pluie. Après tant d'années sèches, comment courir aux armes en perdant l'occasion des labours ? Comme en 1909, quand Ameziane, voyant son armée fondre, avait dû brusquement mettre fin aux combats (46), c'est le travail des champs qui, cette fois encore, eut la priorité : « Il a plu, écrivait Silvestre... L'espoir renaît de ne pas connaître la famine. Les gens sont accaparés par le travail de la terre » (47). Aussi, n'avait-il rien à signaler sur le plan militaire. Les décisions de Taouerda demeuraient lettre morte, en effet. Malgré tous les efforts de Si Mohand, une cinquantaine à peine, de combattants, avaient, dans sa tribu, répondu à l'appel (48). Que pouvait-il en être ailleurs ? La mobilisation était donc un échec, et Silvestre était sûr qu'en saisissant cette occasion, il irait de l'avant sans rencontrer d'opposition.

Son insistance finit par emporter l'accord de Berenguer, et dès la fin des pluies, il entra en action. Dépassant Taouerda d'où s'enfuit le chérif Idrissi, il occupait le 5 décembre, Ben Tieb et toute la partie orientale des Beni Oulichek. Trois jours plus tard, il pénétrait sans coup férir chez les Beni Saïd et recevait la soumission d'un adversaire aussi farouche que Kaddour n'Amar. Le 11 enfin, il hissait son drapeau sur le sommet du Mont Mauro, objectif convoité depuis 1911 (49).

(45) Rapport mensuel de Silvestre à Berenguer, juillet 1920, S.H.M., Cuartel General, 1920, dossier 28.

(46) Voir *supra,* pp. 142-143.

(47) Rapport mensuel de Silvestre à Berenguer, novembre 1920, S.H.M., Cuartel General, 1920, dossier 28.

(48) Télégramme d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, le 2 novembre 1920, S.H.M., Mel., II, 2-158.

(49) General Berenguer : *Campañas en el Rif..., op. cit.,* pp. 5 et 6.

Ainsi, il avait eu raison. En quelques jours, il avait mis un point final à un plan de campagne dont Berenguer n'osait prévoir avant longtemps la réalisation. Non seulement il avait largement étendu la zone d'occupation, mais encore et surtout, il avait fait, après onze ans, la première brèche dans le bastion rifain. Nul ne lui contesta le mérite du triomphe que lui fit Melilla où fut chanté, le 31 décembre, le Te Deum de la victoire.

Or la victoire ne s'arrêta pas là. Le lendemain, 1er janvier, tous les notables Temsamane, dont pourtant le pays était encore hors de la portée espagnole, vinrent présenter leur soumission. Ils promettaient d'ouvrir leurs portes à l'occupant dès qu'il se montrerait (50). Un occupant qui, poursuivant sur sa lancée, achevait en janvier, de s'emparer des Beni Oulichek. C'est là que notamment, il établit le 15, à la frontière des Temsamane, le poste d'Anoual. La ligne de l'ancien front du Kert était laissée à 35 kilomètres en arrière. Et tout cela, « sans un seul coup de feu, en compagnie des chefs de la tribu et de ses habitants qui marchaient à côté des colonnes... dans une ambiance calme et de parfaite entente » (51).

1921 ouvrait donc des horizons nouveaux. Le secteur oriental offrait soudain des possibilités qu'on devait exploiter sans tarder. C'est Berenguer lui-même qui le conçut ainsi et donna à Silvestre les instructions correspondantes dans une longue missive du 21 janvier (52). Silvestre étant alors, maître, pour l'essentiel, du territoire Beni Saïd et Beni Oulichek, il l'engageait d'abord, à en parfaire l'occupation en profitant des conditions offertes par la famine, et en ne s'arrêtant que quand lui-même, au vu de ses moyens, le jugerait prudent. Cela étant, ajoutait-il, nous

(50) Rapport de Silvestre à Berenguer, le 26 janvier 1921, S.H.M., Mel., III, 1-121 à 123.

(51) General Berenguer : *Op. cit.*, p. 9.

(52) Berenguer, qui ne cite que des passages de cette lettre dans son livre déjà cité (pp. 10 et 11), la date par erreur, du 10 janvier. L'original, que nous avons retrouvé dans les papiers personnels de Silvestre, est bien daté du 21. (S.H.M., Ponencia de Africa, Documentos personales del General Silvestre, dossier 1). Dans la déposition qu'il fera plus tard devant la « Comisión de responsabilidades », Berenguer indiquera, le 7 août 1923, comment il avait réagi spontanément, devant la nouvelle situation. A son arrivée au Maroc, expliqua-t-il alors, il s'était fixé comme objectif, la conquête de la zone ouest qui lui semblait la plus importante parce que seule appelée à avoir des relations internationales en Afrique. Mais en face de la situation nouvelle créée par le grand succès de Silvestre, il vit la possibilité d'une avance « pacifique » vers Alhucemas, et qui n'aurait pas contrarié ses propres opérations contre Risouni (*De Anual a la República : Documentos...*, *op. cit.*, pp. 328-330).

voici maintenant au seuil de la dernière étape, et il est temps de reposer le vieux problème d'Alhucemas, mais en termes nouveaux, conformément à la situation.

Dans cet esprit, il persistait à rejeter la formule du débarquement, car les moyens requis restaient indispensables ailleurs. C'est donc toujours par voie de terre qu'il comptait parvenir chez les Beni Ouriaghel. Mais jusque-là, on prévoyait l'opération de l'intérieur, selon l'ancien schéma, et en deux temps : pousser d'abord à l'ouest, jusqu'aux sources du Nokour dont la vallée ensuite, conduirait, droit au nord, vers la Baie. Mais l'avance imprévue de Silvestre avait conduit jusqu'aux abords des Temsamane, tribu côtière et voisine immédiate, sur la Baie, des Beni Ouriaghel. Comme par ailleurs, ces Temsamane offraient spontanément, de livrer le passage, il devenait infiniment plus simple de couper par chez eux, quitte à franchir, en fin de course, le contrefort surplombant, on l'a vu, la Baie et la basse vallée du Nokour.

Il ne restait qu'un point à éclaircir avant de décider. En n'avançant que par la côte, on finirait par obtenir, face aux tribus de l'intérieur, un front très étiré, forcément vulnérable. Pourrait-on le défendre sans l'appoint de renforts ? Sinon, et faute de cet appoint, ne devait-on prévoir une progression plus lente, étayée à mesure, de points d'appui à établir profondément dans le pays ? Berenguer s'en remit à Silvestre pour rassembler les éléments de la réponse (53).

Mais comment celui-ci eût pu s'acquitter de la tâche sans tenir compte de l'expérience des derniers mois ? Là-dessus, il avait sa doctrine. On s'était fait une montagne de la conquête, alors qu'il suffisait d'oser. La résistance rifaine était comme le mirage qui s'efface à mesure qu'on est plus près de lui. Ses chefs ? Des ambitieux comme Mohammed ben Abdelkrim, ne se haussant entre les leurs que pour mieux se vendre à l'encan. Ou bien des profiteurs comme Amar ben Messoud Pantorias qui empochait les fonds destinés à la guerre :

> « Mais la masse des gens, disait alors Silvestre, goûte peu, quant à elle, les entreprises guerrières. Elle sait combien la lutte est inégale et elle a peur du châtiment... [D'ailleurs,] il est certain que l'indigène, dont la vie misérable ne se maintient péniblement que par la faim et l'abstinence dans un état voisin de l'agonie, n'entend les appels au combat qu'avec indifférence ou même indignation contre les tyrans féodaux et les impitoyables usuriers que sont en fait, pour lui, les chefs, dans son régime traditionnel.

(53) Lettre du 21 janvier 1921, citée note 52.

« Voilà, concluait-il, ce qui donne à penser que la majorité des indigènes, notamment ceux qui... savent un peu comment vivent les tribus de notre Protectorat... attendent de voir le jour où, avec leurs familles, ils entreront eux-mêmes sous ce nouveau régime. » (54).

Sans doute, notait Silvestre, y avait-il le cas exceptionnel des Beni Ouriaghel, « foyer irréductible... et dont, bon gré, mal gré, les fractions limitrophes subissent l'ascendant ». Mais il notait aussi que cet ascendant fléchissait, s'il n'était pas déjà ruiné, après le gros échec d'une harka de la tribu, honteusement chassée, ces jours derniers, de chez les Temsamane (55). Si bien que, dans l'ensemble, les Rifains, affamés, désarmés, apeurés, tyrannisés et pressurés, rêvaient secrètement de l'arrivée des Espagnols. Par leur accueil, les Beni Oulichek et les Beni Saïd venaient juste d'en fournir la preuve.

Dès lors, comment répondre aux deux questions de Berenguer ? A la façon dont elles étaient posées, on sentait bien que leur auteur craignait de s'engager sans assurer sa couverture. Souci bien naturel. Mais il ne savait pas que cette couverture était, à l'heure présente, pratiquement acquise, et qu'il était donc temps de programmer l'opération. Désormais, en effet, il ne restait que deux tribus interposées, comme un écran, entre Silvestre et les Beni Ouriaghel : les Temsamane, en bordure de la côte, et les Beni Touzine, dans l'intérieur. Logiquement, la progression devait se faire par la tribu côtière qui d'ailleurs, promettait de livrer le passage. Comme on aurait alors les Beni Touzine sur sa gauche, le seul problème, pour assurer sa garde, était de s'installer d'abord chez eux. Or, deux de leurs fractions avaient déjà fait acte de soumission et attendaient impatiemment leur occupation effective. Dans les autres fractions, on n'en était pas là encore, mais la situation y mûrissait grâce aux amis que l'Espagne y comptait. Sur ces bases, on pouvait sans excès d'optimisme, envisager pour la fin août, l'occupation conjointe des Temsamane et des Beni Touzine, jusqu'au Nokour qui les sépare des Beni Ouriaghel. Un bon mois de travail politique devrait alors suffire, vu la proximité des troupes, à ranimer chez ces derniers, le parti espagnol et à y étouffer l'esprit de résistance. De sorte qu'en octobre, on foulerait enfin, cette plaine fameuse qui environne la Baie d'Alhucemas et que peuple une part importante de la plus farouche des tribus. Quant au restant de la tribu, vivant dans la montagne, il n'était pas à craindre. Car, disait le rapport établi pour Silvestre, « notre ennemi n'est pas organisé. Bien

(54) Rapport de Silvestre à Berenguer du mois de décembre 1920, S.H.M., Cuartel General, 1920, dossier 28.

(55) *Ibid.*

que, depuis 1912, il ait mis à défendre son sol, toute l'énergie que ses moyens permettent, il ne prend l'offensive que pour des actions ponctuelles » ([56]).

Berenguer accueillit prudemment l'analyse de Silvestre et décida d'aller lui-même sur le terrain pour la soumettre à examen. Mais en principe au moins, il retint le projet qui lui était soumis. Avant même son départ pour l'inspection qu'il projetait dans le secteur de Melilla, il soumit en effet à son Gouvernement, un plan où, pour l'année en cours, un nouvel objectif figurait à côté des anciens. C'était « l'occupation de la Baie d'Alhucemas et, si possible, celle des tribus Beni Touzine et Beni Ouriaghel » ([57]).

*
* *

Etait-il raisonnable, de la part de Rifains chaque jour moins nombreux, de s'opposer encore à l'avance espagnole ? Les Marocains, qui tenaient bon depuis onze ans, dans le nord du pays, venaient de céder en trois mois, plus de terrain qu'au cours de toute la période écoulée. Ouezzane et Chichaouene, les deux seules villes que la région comptait à l'intérieur des terres, étaient d'un coup, tombées aux mains, l'une des Français, l'autre, des Espagnols. Et tandis que naguère, Akhemlich se portait de lui-même au devant des Français et leur infligeait des revers, on voyait aujourd'hui, les Beni Oulichek et les Beni Saïd livrer leur territoire avant même de se battre, ouvrant ainsi à l'ennemi, le reste du pays.

Il est vrai qu'à cela, les Beni Ouriaghel avaient bien réagi. Chez eux, en quelques jours, un corps de six cents hommes avait été levé. Mais au lieu d'obtenir l'appui, voire le renfort des Temsamane chez qui il lui

(56) Rapport établi le 16 février 1921 pour Silvestre par le colonel Morales, Chef de la Oficina central. Ce document est cité intégralement par DE EZA dans *Mis responsabilidades..., op. cit.*, pp. 313-314. Il est analysé, avec des citations textuelles par BERENGUER dans *Campañas en el Rif...*, p. 15. L'esprit de ce rapport se retrouve d'ailleurs, dans une lettre adressée quelques jours plus tard, par Silvestre à Berenguer. Rapportant les propos d'un « ami de l'Espagne » venu lui conseiller de débarquer dans la baie d'Alhucemas, il écrit : « L'homme ajouta, *ce que moi-même, je sais déjà,* que l'occasion est bonne d'avancer sur Alhucemas en raison de la misère qui règne partout, et qu'après la récolte, il ne serait ni aussi opportun, ni aussi facile d'avancer. », lettre du 28 février 1921, S.H.M., Ponencia de Africa, Documentos personales del General Silvestre, dossier 1. Cette idée de l'occasion à saisir avant que la récolte ne mette fin à la famine, a beaucoup pesé tant auprès de Silvestre que de Berenguer.

(57) Lettre de Berenguer, le 27 mars 1921, à de Eza, Ministre de la Guerre, à Madrid. Citée par DE EZA dans *Mis responsabilidades...*, pp. 42-43, et analysée avec des citations textuelles par BERENGUER, dans *Campañas en el Rif...*, pp. 15-16.

fallait passer, il fut si mal reçu chez ces derniers qu'il dut refluer en désordre ([58]). Etant donné que leurs voisins Beni Touzine cédaient aussi au défaitisme, il ne restait aux Beni Ouriaghel aucun moyen d'organiser ni défense avancée, ni action conjuguée. Leur seul recours était de se défendre, le dos au mur, et seuls probablement. Car quelle aide espérer des tribus de l'arrière, dans ce climat de débandade ? Contre toute une armée, fallait-il y penser ?

C'est pourtant cette idée un peu folle qui prévalut chez eux, on ne sait trop comment, sinon que Si Mohand, fils de feu Abdelkrim, était de ceux qui la prônaient résolument. « Plutôt la mort, répétait-il, que de se rendre aux Espagnols » ([59]). A l'heure où le danger devenait si pressant, ces paroles ranimaient les courages. Malgré le gros échec subi chez leurs voisins, les combattants se regroupèrent, décidés à user désormais, d'autres moyens envers les Temsamane, que la persuasion. Ces derniers renonçaient à disputer leur territoire aux Espagnols ? Libre à eux. Mais libre alors, à leurs voisins Beni Ouriaghel, de pénétrer sur ce même territoire pour y devancer l'ennemi. Ainsi le réclamait leur propre sauvegarde. Car ils étaient perdus s'ils permettaient aux Espagnols d'occuper les hauteurs barrant, du nord au sud, le pays Temsamane, et qui formaient rempart le long de la frontière entre les deux tribus. Ces hauteurs allaient voir se jouer leur destin. Ils devaient s'y poster et, de là, face à l'est, en interdire absolument l'accès. Quant aux Trougout, fraction des Temsamane et habitants des lieux, il leur faudrait se résigner à la présence de leurs voisins en armes, et se soumettre, bon gré, mal gré, à leur autorité.

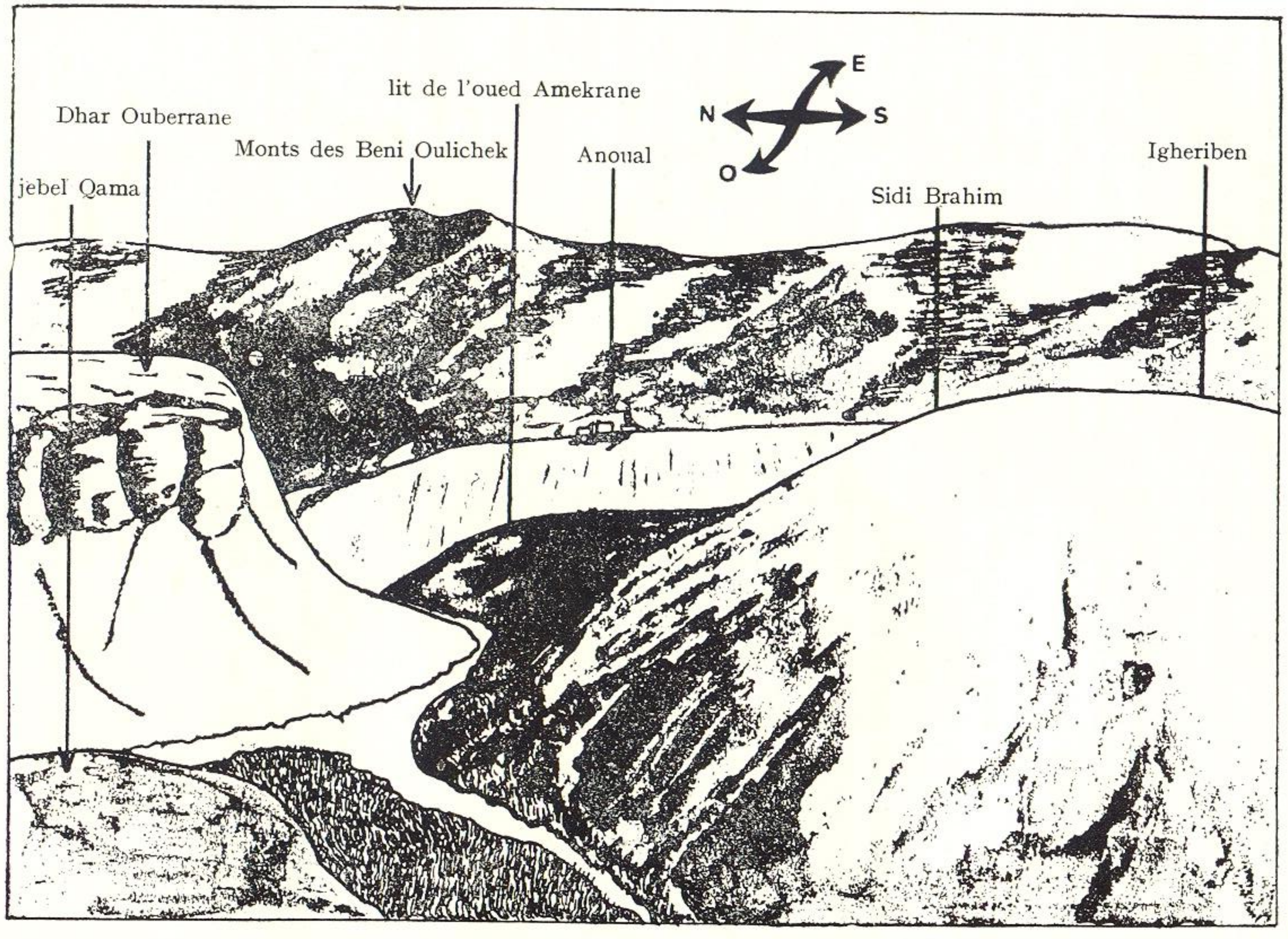
Et en effet, c'est ce qui leur advint quand, fin janvier ou début février 1921, quelques centaines de combattants Beni Ouriaghel vinrent s'établir sur la hauteur du Jebel el Qama ([60]).

Le point était on ne peut mieux choisi. Tout près du plat pays d'Alhucemas, d'où l'ascension est néanmoins commode, malgré les 700 mètres de dénivellation, le Jebel el Qama est défendu par contre, dans l'autre direction, par la raideur de son versant que précède un couloir

(58) Rapport mensuel de décembre 1920, cité *supra,* note 54.

(59) « Nous nous croyons tenus de souligner une fois de plus... l'attitude incompréhensible de Si Mohand Abdelkrim dont on assure avoir entendu de sa propre bouche que les Beni Ouriaghel devraient plutôt mourir que de se rendre à notre domination. », *ibid.*

(60) Dans un rapport à Berenguer du 26 janvier 1921, S.H.M., Mel., III, 1-121 à 123, Silvestre indique que les Beni Ouriaghel cherchaient à s'installer chez les Trougout. Le 9 février, une information d'Alhucemas (Nokour) parlait de leur présence comme déjà effective, S.H.M., Mel. II, 2-198.



Position de Jebel Qama

Vue vers l'est et les positions espagnoles

(croquis de l'auteur)

en glacis, taillé profond dans le massif, pour finir en créneau donnant vue sur la plaine. Ainsi découvrait-on à l'est et au sud-est, tout le pays que ponctuaient au loin, les nouvelles positions espagnoles, dont Anoual, la principale et la plus proche. La vue n'était bouchée qu'en direction nord-est par le D'har Ouberrane, moins haut pourtant, mais dessinant, presque à la verticale, la bordure du créneau sur la gauche. Il y fut remédié en installant un avant-poste qui, surplombant la plaine, pût surveiller jusqu'à la mer, les abords du relief et tout le cours de l'Amekrane, rivière qui serpente à ses pieds (61). Position avancée, mais bien ancrée sur ses arrières, le Jebel el Qama permettait aussi bien de résister, d'intervenir et d'observer.

Entre les chefs présents, il apparut dès le début, que Mohammed ben Abdelkrim était le plus saillant (62). Et c'est lui dont bientôt, l'ascendant s'établit sans partage quand mourut en avril, Mohammed ben Tahar, son seul rival possible (63). Dès lors, cette harka, formée contre l'envahisseur, allait, entre ses mains, servir aussi d'instrument politique pour donner corps à un pouvoir dont l'absence jusque-là, condamnait à l'échec toute action collective entreprise dans le Rif. C'est au Jebel el Qama, de février à mai 1921, que sous sa forme encore embryonnaire, apparut ce pouvoir dont Mohammed ben Abdelkrim fut l'artisan conscient, et dont il resterait, durant toute sa croissance, le démiurge et le plein détenteur.

En février, quand fut constitué le premier groupe armé, il n'était pas question de prendre l'offensive. Les gens avaient trop faim pour que l'on pût mobiliser en nombre. Jusqu'au moment de la récolte, qu'on espérait enfin normale, il fallait se borner à tenir et à se préparer pour les combats futurs (64).

Se préparer, c'était former de vrais soldats, instruits, bien entraînés et toujours sous la main pour encadrer, en temps voulu, tous les mobilisés. C'était aussi se procurer des armes. C'était enfin, unir les gens dans une même volonté de combattre en étouffant tout germe de discorde et en brisant les opposants. Autant de tâches que Mohammed ben Abdelkrim discerna clairement et dont, avec bonheur, il dirigea l'exécution.

(61) Cet avant-poste se trouvait à Azdrou-Idrar, au S.E. d'El Qama. Rapport de Silvestre à Berenguer, le 29 mai 1921, cité *supra,* note 37.

(62) Information d'Alhucemas (Nokour) du 9 février 1921, citée *supra,* note 60.

(63) Information d'Alhucemas (Nokour), le 25 avril 1921, S.H.M., Mel., II, 2-38 à 40.

(64) *Ibid.*

Son premier soin fut d'assurer le ralliement de la fraction Trougout, où campait sa harka, et à prendre des gages sur le restant des Temsamane qui s'apprêtaient à accueillir les Espagnols. Chez les Trougout, il lui suffit, par sa présence, de peser sur l'issue du débat qui opposait ses adversaires à ses amis. Un témoin nous raconte comment Omar Oufqir put ainsi l'emporter sur le Caïd Allal :

> « Nos frères ici présents, osa-t-il déclarer, les Beni Ouriaghel, sont musulmans, et nous aussi. Si, quant à toi, tu es avec les Espagnols, il faut le dire pour qu'on sache avant tout, quelles mesures prendre à ton égard. » (65).

Dans les autres fractions, il intervint en force pour se saisir des principaux notables qui avaient fait, à Melilla, acte de soumission, et en disposer comme otages. Il les frappa d'amendes, mais fit savoir que la sanction serait, à l'avenir, l'entière confiscation des biens (66).

Avec la même rigueur, il réprima les vengeances personnelles dont il savait combien elles servaient l'ennemi, et imposa, tant chez les siens, Beni Ouriaghel, que chez les Temsamane, une justice sociale qu'il exerça lui-même selon le « Chraa », loi de l'islam. A cet effet, il ne reculait pas devant les sanctions exemplaires. Ainsi, quand son propre second, Si Mohand ben Tahar, dut acquitter une très lourde amende pour un meurtre dans la fraction qui relevait de lui, les Beni Bou Ayyache (67). Il n'admettait pas davantage que ses soldats s'érigent en justiciers :

> « Si Mohand Abdelkrim, dit un informateur des Services espagnols, défend absolument aux hommes de la harka, de s'en prendre en aucune façon, aux personnes ou aux biens de ceux que l'on soupçonne d'être amis de l'Espagne, ni de quiconque d'ailleurs, sans que lui-même en ait connu et décidé. Tout doit passer par lui et l'on ne doit agir que sur son ordre. » (68).

Il lui fallait des fonds pour maintenir ses effectifs sans recourir à des relèves. Il y pourvut de ses deniers d'abord, en sacrifiant l'assez belle fortune qu'il avait amassée depuis quinze ans à Melilla (69). Puis, ce fut le produit des amendes. Il décida enfin toutes les fractions Beni Ouria-

(65) AZERKANE : *Op. cit.*, pp. 32-33 du manuscrit.

(66) Information du 25 avril, citée *supra,* note 63.

(67) Information du 9 février 1921, citée *supra,* notes 60 et 62.

(68) Information du 25 avril citée *supra,* notes 63 et 66.

(69) Une note de la Oficina central de Melilla, en date du 20 février 1921, S.H.M., Mel., II, 2-36, indique que, des 100 000 Douros (500 000 F) que Si Mohand avait à son compte à la Banque d'Espagne, il n'en restait que 8 400, et que les retraits, selon les informations obtenues, étaient utilisés par lui, pour les besoins de la harka.

ghel à détourner pour la défense, les revenus des institutions religieuses ([70]). Ces moyens conjugués permirent d'avoir en stock, un complément d'armes et de munitions en plus de celles que tout Rifain aisé se devait d'acquérir à ses frais. Surtout qu'alors, dans les tribus occupées récemment, certains s'en défaisaient par crainte de les voir confisquées par l'Espagne ([71]). Personnellement, Si Mohammed récupéra, on ne sait trop comment, l'armement capturé deux ans plus tôt par Akhemlich sur les Français, à Aïn Médiouna. Et, chose tout à fait neuve, très exaltante pour les Rifains, il s'y trouvait deux fusils mitrailleurs et un canon avec trois cents obus ([72]).

Au Jebel el Qama cependant, on travaillait intensément. On creusait des tranchées, on faisait des patrouilles, on s'entraînait surtout à la manœuvre en groupe, la seule qu'on dût apprendre à des Rifains. Car pour le reste, ils étaient tous des voltigeurs et des tireurs d'élite.

Sous l'autorité grandissante de Mohammed ben Abdelkrim, s'était donc mis à fonctionner un appareil dont les fins militaires n'excluaient pas, bien au contraire, l'intervention globale dans toute la vie de deux tribus majeures, Temsamane et Beni Ouriaghel, qu'il tendait à unir dans un rapport encore confus d'alliance ou de domination. Or, tandis qu'il prenait peu à peu consistance, cet appareil dut inopinément, subir une première épreuve qui fut pourtant l'occasion d'un succès assez spectaculaire pour acquérir, à l'échelle des Rifains, valeur de haut fait historique.

*
* *

Ce fut quand Berenguer vint inspecter son secteur oriental.

Berenguer entendait s'assurer de visu, de la validité du plan que proposait Silvestre. Et si l'on devait croire ce que lui-même en écrivit plus tard, il estima sur l'heure, que la situation n'était pas mûre politiquement et qu'il fallait en conséquence, surseoir à toute l'exécution ([73]). Mais cette affirmation, vraie dans sa lettre, est pourtant tendancieuse en ce qu'elle met l'accent sur le veto, sans laisser voir que ce veto, purement

(70) Information d'Alhucemas (Nokour) en date du 20 avril 1921, S.H.M., Mel., II, 2-202, et information de même provenance, le 25 avril 1921, citée *supra,* note 63.

(71) Témoignage du colonel Davila lors de sa déposition devant la « Comisión de responsabilidades », le 16 août 1923, *De Anual a la República : Documentos relacionados...,* p. 402.

(72) Télégramme de Silvestre à Berenguer, le 10 mai 1921, S.H.M., Comandancia de Melilla, 1921, dossier 278.

(73) *Campañas en el Rif...,* pp. 22-23.

moratoire, allait de pair avec une chaleureuse approbation du plan dont le succès était de toutes façons, envisagé comme proche. Il semble même que l'adhésion de Berenguer aux vues de son second ne se fit pas attendre. Dès le premier contact, à la base de Nokour où l'accueillit Silvestre, et d'où il découvrit le pays convoité des Beni Ouriaghel, c'est lui-même qui, à l'heure du champagne, leva son verre « à la prochaine occupation de la région » (74). Puis, débarquant le lendemain, trente kilomètres à l'est, en territoire déjà conquis, d'où se voit l'autre face de l'écran montagneux barrant la route d'Alhucemas, il admit que l'obstacle pouvait être aisément franchi (75). L'accueil reçu ensuite dans les tribus Beni Saïd et Beni Oulichek tout fraîchement soumises, leva enfin, s'il en restait, ses dernières raisons d'hésiter (76). Le 6 avril, à Melilla, dans un vibrant ordre du jour, il adressa aux troupes des félicitations qu'il espérait, dit-il, renouveler bientôt, mais dans la Baie d'Alhucemas (77). Et dans une interview parue dans le « Telegrama » des 7 et 8 avril, il était plus précis encore. On y lit :

> « Nous allons, ce printemps, franchir la ligne qui sépare les bassins de l'Oued Nokour et de l'Oued Amekrane. Certaines fractions Beni Ouriaghel voudront probablement nous barrer le passage, et il faudra alors livrer bataille. Mais dès que nous aurons atteint l'autre versant, nous gagnerons très vite la Baie d'Alhucemas qu'on peut considérer comme un fruit mûr. » (78).

Dix jours plus tard, la tête froide, il écrivait, pesant ses mots, dans son rapport au Ministère d'Etat :

> « Le problème d'Alhucemas peut être considéré comme à la portée de la main. » (79).

« Fruit mûr », « à portée de la main », formules que Berenguer se gardera de rappeler plus tard, car elles indiquent à quoi se réduisaient les timides réserves que put lui inspirer la situation politique. En fait, il prévoyait « dès ce printemps », une progression dont nous savons que pour Silvestre, la fin se situait plutôt en août. C'est assez dire que, comme Silvestre, il ignorait où en étaient les choses chez les Beni Ouriaghel,

(74) Reportage du « Telegrama del Rif » du 2 avril 1921.

(75) Lettre de Berenguer au Ministre d'Etat et au Ministre de la Guerre, le 17 avril 1921 ; DE EZA : *Op. cit.*, pp. 259-264, et BERENGUER : *Op. cit.*, p. 23, où la lettre n'est qu'analysée avec des citations textuelles.

(76) General BERENGUER : *Op. cit.*, p. 21.

(77) Ordre général aux troupes de Melilla, le 6 avril 1921, S.H.M., Ponencia de Africa, Documentos personales del General Silvestre.

(78) « Telegrama del Rif » des 7 et 8 avril 1921.

(79) Rapport cité *supra*, note 75.

et que, comme lui, nous le verrons, il se méprit sur la portée des faits qui y survinrent, une fois qu'il les connut.

Quand, le 1er avril, il avait débarqué à Nokour, il aurait dû y recevoir l'hommage des « amis de l'Espagne » accourus au complet depuis la terre voisine. Or, malgré le battage effectué d'avance, il n'avait eu pour l'accueillir, qu'une poignée de comparses et de rares notables, dont Sibera, des Beqqioua, et Sliman ben Mohammed Amjahed, des Beni Ouriaghel. On avait mis alors, cet avatar sur le compte du gros temps qui régnait en effet (80). Mais la raison, la vraie, était que Mohammed ben Abdelkrim, comme chef de la harka, avait fait proclamer l'interdiction d'aller saluer l'Espagnol. Et la plupart n'avaient osé contrevenir (81). Ce qui en soi, était déjà troublant. Mais Berenguer ne le sut pas. Ce ne fut qu'à l'escale de Badis, sur la route du retour, qu'il reçut la nouvelle des suites que prenait l'incident. Une réunion était en cours chez les Beni Ouriaghel, pour mettre au point une action punitive consistant à brûler les maisons de tous les amis de l'Espagne (82).

En vérité, il s'agissait uniquement d'infliger des amendes à ceux de ces derniers qui, faisant fi de l'interdit, s'étaient rendus dans l'île (83). Mais la nouvelle ainsi grossie, et peut-être à dessein, était mieux faite pour émouvoir les Espagnols.

Sans s'émouvoir, ceux-ci jugèrent pourtant que l'occasion s'offrait d'intervenir. Par télégraphe, Silvestre et Berenguer se concertèrent. Menacés de sanctions, leurs partisans à terre se disaient prêts à résister en force. Dès lors, un vigoureux appui de feu fourni par la base de Nokour, par la marine et par l'aviation, les mettrait en mesure non seulement de faire face, mais d'écraser leur adversaire et d'en finir, plus tôt qu'on n'y comptait, avec l'opposition des Beni Ouriaghel. C'est en ce sens qu'allèrent les propositions de Silvestre. Il suggéra même un débarquement pour répondre aux instances du Rifain Sibera qui, sur ce point, chaussait les bottes du cadi Abdelkrim.

En réponse, Berenguer ne fut pas chaud pour un débarquement. Mais il se dit d'accord pour tout le reste, en cas d'attaque subie par le parti ami (84). C'était le 10 avril, et dans l'esprit de Berenguer, on voit qu'alors,

(80) General Berenguer : *Op. cit.*, pp. 16-17.

(81) Azerkane : *Op. cit.*, pp. 28-29 du manuscrit.

(82) Télégramme du Haut Commissaire Berenguer, depuis Badis, au général Silvestre, à Melilla, le 7 avril 1921, S.H.M., Comandancia de Melilla, 1921, dossier 278.

(83) Azerkane : *Op. cit.*, pp. 28-29 du manuscrit.

(84) Télégramme de Berenguer à Silvestre, le 10 avril 1921, S.H.M., Comandancia de Melilla, 1921, dossier 278.

l'opération n'était conçue que comme riposte. Mais dans la suite, sans que l'on sache à qui fut dû le changement, elle fut montée comme préventive, de façon qu'à l'heure dite, les canons espagnols se mettraient à tirer, et les Rifains amis, de leur côté, s'ébranleraient à terre.

Voilà comment, le 13 avril, à l'heure où le marché du mercredi grouillait de monde, les obus commencèrent à tomber. Quand la foule s'égaillant eut déserté la place, le tir fut reporté sur les maisons des chefs qui, jusqu'au soir, servirent de cible aux artilleurs ([85]).

Ce fut de bel ouvrage. Mais hormis les dégâts et les pertes causés, le résultat fut nul ou plutôt, négatif, du fait qu'à terre, et malgré les promesses, les amis de l'Espagne, eux, n'avaient pas bronché. Leurs adversaires par contre, bien loin de se terrer, avaient couru aux armes et, conduits par M'hammed, cadet de Si Mohand, ils avaient entrepris de harceler la base avec leurs seuls fusils, mais d'un tir ajusté sur tout ce qui bougeait. En révélant aux yeux de tous le vrai rapport des forces au sein de la tribu, la partie espagnole n'avait fait qu'ajouter au décri dont souffraient ses amis. Ceux-ci, dorénavant, devraient courber la tête devant les résistants dont le prestige, la force et la résolution se retrouvaient par contre, énormément grandis. Tout grands seigneurs qu'ils fussent, les invités de Berenguer durent s'acquitter piteusement de leurs amendes sauf un, Sliman ben Mohammed qui réussit à fuir dans l'île. Débarrassés de leur opposition, les résistants purent à loisir, mobiliser les gens et les moyens. L'état de guerre imprudemment institué par le vieil adversaire, rallumait lui aussi, la flamme patriotique. Toute transaction fut supprimée avec la base. Le seul contact resta celui des balles qui venaient y claquer par moments ([86]).

Berenguer et Silvestre ressentirent cet échec. Sous leur plume se devinent le dépit, le regret. Ainsi, lorsque Silvestre écrit :

> « Malgré leurs propres propositions et leurs promesses de tenir tête à la harka, les chefs d'Alhucemas, qui touchent nos pensions, ont tous payé l'amende qu'on leur a infligée. » ([87]).

On lit de même, dans un rapport de Berenguer :

> « Je n'approuve pas, dans cette affaire, la conduite de Sibera ([88]), car en réalité, c'est lui qui a conseillé d'ouvrir le feu contre la côte

(85) Télégramme de Silvestre à Berenguer, le 13 avril 1921, même référence que note 84.

(86) Azerkane : *Op. cit.*, pp. 28-29 du manuscrit, et télégramme de Silvestre à Berenguer, le 27 avril 1921, S.H.M., Comandancia de Melilla, 1921, dossier 278.

(87) Télégramme du 27 avril cité en note précédente.

(88) Voir *supra,* p. 319.

et, en conséquence, qui a provoqué la réaction de la tribu dont les hommes vinrent tirer sur la place. » (89).

L'un et l'autre cependant, s'appliquèrent à réduire la portée de cet événement qui dérangeait leur optimisme. Parlant d'Alhucemas, Silvestre est pressé d'annoncer :

« La situation s'améliore. Les tirs ont cessé et le service commence à s'effectuer aisément. On a lieu d'espérer que le retour à la normale ne saurait plus beaucoup tarder. » (90).

Berenguer, pour sa part, écrit, se référant au même sujet :

« Quant à l'agitation survenue récemment, après mon retour... je ne lui accorde pas grande importance... Je ne sens pas, pour le moment, dans tout ce qui se passe là-bas, le mordant d'une hostilité résolue aux extrêmes... Je ne crois pas que les Beni Ouriaghel, vu la pression à laquelle, le moment venu, nous pourrions les soumettre... puissent résister à notre poussée en nous causant de grands dommages dans notre élan. » (91).

Ce fut leur grande et leur commune erreur. Bien sûr, l'événement semblait n'avoir été qu'un temps pour rien puisque Rifains et Espagnols n'avaient rien fait de plus, en somme, que de se défier de loin. Mais il n'en avait pas moins fait surgir, dans les tribus du voisinage, une très nouvelle situation. Témoins de la déconfiture du parti espagnol et du fiasco des grands moyens utilisés par l'ennemi, les gens, à terre, avaient vibré d'enthousiasme devant la fière allure et le bon ordre des résistants. Le double résultat était que ces derniers jouissaient désormais, du pouvoir sans partage, par l'élimination des opposants, et d'une autorité que soutenait, outre leur force armée, la massive adhésion des anciens hésitants. Et Mohammed ben Abdelkrim qui, à leur tête, faisait, la veille encore, figure de chef de bande ou de chef de parti, ne devait plus tarder à recevoir l'investiture de tous ses frères Beni Ouriaghel auxquels allaient d'ailleurs se joindre leurs voisins Beqqioua.

Cela advint avant la fin du mois d'avril, au cours d'une assemblée elle aussi mémorable, qui fut pour les Rifains, un peu ce qu'a été pour les Français, la réunion du Jeu de Paume. Une cinquantaine de délégués

(89) Rapport de Berenguer au Ministre d'Etat, le 17 avril 1921 cité *supra*, note 75.

(90) Lettre de Silvestre à Berenguer développant son télégramme du 27 avril cité aux notes 86 et 87. Cette lettre est analysée avec des citations textuelles par BERENGUER : *Op. cit.*, pp. 24-25. Sans en donner la date précise, Berenguer dit qu'elle était de « fin avril ».

(91) Rapport de Berenguer au Ministre d'Etat, le 17 avril, cité *supra*, note 75.

représentant les cinq fractions Beni Ouriaghel et la tribu des Beqqioua, gravirent le Jebel el Qama où veillait la harka. Après avoir, comme une première mesure, décidé la levée de cent hommes de renfort dans chacune des fractions, ils firent le grand serment de demeurer unis et de se battre jusqu'au bout. Comme chef, c'est Mohammed ben Abdelkrim qu'ils désignèrent expressément (92).

* *

Mais à l'heure même où les auteurs du « Serment d'el Qama » frappaient ainsi la première effigie du chef de guerre qui deviendrait l'Abdelkrim de l'histoire, il se menait dans la coulisse, des tractations qui, tout en confirmant la nature des desseins nourris dans la famille du cadi Abdelkrim, n'en sont pas moins déconcertantes tant elles révèlent de force calme et de constance logique dans le maintien d'un cap jusqu'au front même de la tempête.

Silvestre avait, à ce sujet, fait une première révélation dès le 10 février, quand la harka venait à peine de s'assembler à El Qama. Il annonçait à Berenguer que Si Mohand, malgré ses faits et gestes de plus en plus hostiles, venait, lui disait-on, d'annoncer son désir de causer et de réintégrer le giron de l'Espagne (93). Encore floue à l'époque, la nouvelle prit bientôt assez de consistance pour faire l'objet d'un examen quand les deux chefs se rencontrèrent, au mois d'avril, à Melilla (94). Ces derniers ne pouvaient en effet, ignorer l'imminence de contacts qu'allait prendre à Ajdir, une firme espagnole en relations d'affaires avec les frères Ben Abdelkrim.

On attribue souvent, mais sans la moindre preuve, un rôle déterminant dans ce qui allait suivre, à des intérêts mercantiles. Le fait est qu'à l'époque, le Rif était considéré comme un nouveau Pérou. D'où l'intérêt que lui portaient soit des groupes financiers, soit des particuliers qui souhaitaient y acquérir par anticipation, des titres à exploiter quand le pays serait soumis. C'est un fait également que Mohammed ben Abdelkrim avait, durant toutes ses années passées à Melilla, et même depuis,

(92) Déclarations d'un informateur spécial, le 30 avril 1921, S.H.M., Mel., II, 2-43, et témoignage d'AZERKANE : *Op. cit.*, pp. 32-33 du manuscrit. Des déclarations d'Azerkane, faites de mémoire, il résulte que celui-ci situait l'événement vers le 10 mai. L'information du 30 avril, conservée aux Archives espagnoles, nous amène à avancer la date jusqu'à avant la fin avril.

(93) Lettre de Silvestre à Berenguer, le 10 février 1921, S.H.M., Mel., II, 15-26.

(94) Berenguer fait référence à cet examen dans le télégramme qu'il rédigera sur le sujet, à Silvestre, le 29 avril 1921, S.H.M., Comandancia de Melilla, 1921, dossier 278.

fait office de courtier dans ce genre de marchés. Les transactions portaient en général sur des régions minières ou des terres de culture, sans que l'on sache au juste comment elles se faisaient (95). Le seul document sûr qui nous éclairerait, date de l'époque où la famille du cadi Abdelkrim s'était déjà regroupée à Ajdir. Et c'est M'hammed, le fils cadet, qui y propose à un correspondant d'Espagne, un terrain mis en vente sur les bords du Nokour. Il y suggère aussi une association pour importer directement au Rif, toutes les denrées que seuls y débitaient alors, les Benhaïm, les Ibancos, négociants espagnols de la base insulaire (96).

Tout cela est bien vrai. Mais cela prouve-t-il que l'idéal dont Si Mohand se prévalut un jour, était supercherie, et que la vraie raison de sa guerre à l'Espagne fut affaire de gros sous ? Il faudrait, pour le croire, ne distinguer ni les époques ni les situations. Quand Si Mohand, simple particulier, menait ce genre d'activité, il était loin d'imaginer le rôle que le destin lui réservait. Il gagnait sa vie comme un autre. Quant à prétendre que, même alors, il aurait dû le faire en patriote, c'est ignorer que le patriotisme, dans le Maroc de ce temps-là, cherchait encore sa voie et que, pour Si Mohand, c'est justement la guerre, une fois déclenchée, qui allait la tracer. En attendant, comme nous l'avons déjà montré par le menu, il n'espérait pour son pays, ni mise en ordre politique sans un soutien de l'extérieur, ni essor matériel sans mise de fonds de l'étranger. Seule précision à ajouter, il ne traita jamais qu'avec des firmes espagnoles (97). Le fait est significatif. Ayant choisi l'Espagne comme tuteur politique, c'est à elle seule qu'il réservait le rôle d'associé financier. Et l'important ici, est d'observer qu'il poursuivait des tractations avec cet associé alors que le conflit était presque engagé. C'est dire qu'à ce moment encore, il ne voyait guère l'avenir sans présence espagnole dans le Rif, et que ses vigoureux préparatifs guerriers n'étaient menés que dans la perspective d'un règlement avantageux de dernière heure.

(95) Lors de l'arrestation de Si Mohand à Melilla, en septembre 1915, on avait saisi chez lui 276 lettres dont le rapport d'instruction dit, sans plus, que « la plupart se référaient à des achats de terrains, de mines et autres affaires... sans rien qui puisse compromettre l'accusé » : Rapport du juge instructeur, le 5 novembre 1915, S.H.M., Mel., II, 12-32 à 38.

(96) Lettre de M'hammed ben Abdelkrim à Julio Setuaïn, Zurbano, 10, Madrid, le 23 février 1919, S.H.M., Mel., II, 8 78.

(97) Dans un télégramme d'Alhucemas (Nokour) à Melilla, télégramme non daté, mais qui se situe évidemment à l'époque de l'enquête instruite pendant sa détention, on lit que Si Mohand s'est bien entremis pour l'achat de terrains pour une maison de Bilbao. « Par contre, il n'est jamais intervenu dans des acquisitions faites par des Allemands ou des Français », S.H.M., Mel., II, 2-138. Ce qui confirme le rapport du juge instructeur cité en note 95, rapport où il est dit que presque toute la correspondance saisie se faisait avec deux maisons de Bilbao.

Pour nous, cela n'est que confirmation d'une attitude connue. Mais comment Berenguer et Silvestre ne l'auraient-ils alors, et à leur tour, perçu ? Peut-être est-ce même là, l'origine de l'erreur commise par le premier quand il disait ne pas sentir dans les événements d'Ajdir « une hostilité résolue aux extrêmes » (98).

C'est dans la nuit du 6 avril qu'un émissaire du nom de Got débarqua en secret près d'Ajdir. Il était dépêché par Echevarrieta, gros financier de Bilbao, intéressé par le sous-sol rifain et qui, de par l'estime qui le liait à Si Mohand, ne cesserait, jusqu'à la fin, d'avoir un certain rôle dans les événements. C'est Si Mohand qu'il venait voir. Mais l'ironie du sort voulut que celui-ci fût retenu à l'assemblée occupée justement, à juger les notables inculpés pour avoir rencontré Berenguer. Il s'était fait en conséquence, représenter par M'hammed, son jeune frère, et son oncle Abdeslam.

L'entrevue qui dura jusqu'à deux heures après minuit, fut consacrée d'abord à des questions minières. Puis, M'hammed aborda le problème politique. Il exprima tout le regret qu'avait eu sa famille à quitter le service de l'Espagne tant aimée, en justifiant d'ailleurs cet abandon par une version nouvelle des circonstances qui y avaient conduit. Il rappela ensuite, les doléances connues contre la politique dont souffraient, sous la coupe de petits officiers, les tribus occupées, alors qu'elles auraient dû être soumises, dans l'esprit du Protectorat, à une administration marocaine. Pourtant, ajoutait-il, son frère et lui étaient tout disposés à discuter avec le général Silvestre, en qui ils avaient toute confiance, des conditions de leur ralliement à l'Espagne et de leur allégeance à la personne du khalifa. Bien entendu, les pourparlers devraient être menés dans le plus grand secret, vu les énormes risques qui en résulteraient si la tribu avait vent de l'affaire avant sa conclusion. Telle était l'offre que Got était autorisé à transmettre en haut lieu (99).

(98) Voir ci-dessus, p. 321.

(99) Got a lui-même publié le texte du rapport qu'il adressa à la suite de cette entrevue, au colonel Morales, Chef de la Oficina central à Melilla, ainsi que la réponse de ce dernier. Cette publication n'étant intervenue que le 3 novembre 1921 (dans le journal « El Sol »), soit après la disparition de Morales et de Silvestre, tués tous deux à Anoual, on pourrait mettre en doute la valeur de ces documents. Mais un télégramme de Silvestre adressé à Berenguer le 27 avril 1921, nous permet d'en authentifier le contenu. On y lit : « Abdelkrim fait savoir par l'intermédiaire de Got, qu'il est disposé à se soumettre pourvu qu'il traite directement avec le Commandant Général [Silvestre] par l'intermédiaire de Got. On lui a répondu que l'on acceptait son concours, mais qu'on attendait un travail effectif », télégramme cité *supra,* note 86.

Got le fit dès le 9, dans un rapport à Morales, le nouveau chef de la Oficina Central. Le 17, celui-ci répondit que Silvestre acceptait, mais à la condition que Mohammed ben Abdelkrim apporterait concrètement son aide à l'avance espagnole jusque dans sa tribu. Informé, Berenguer approuva la réponse. Mais il mettait en garde : même si le requérant parvenait aujourd'hui par des actes, à réparer ses errements passés, il faudrait bien veiller à n'en pas faire un personnage indispensable s'interposant entre l'Espagne et les populations ([100]). Ainsi, les mois passant, commençait-on, du côté espagnol, à mieux voir les contours de la partie qui se jouait. Mais on était si sûr d'en posséder tous les atouts !

Cette assurance allait d'ailleurs être nourrie par le comportement de Si Mohand. Pour se garder des fuites, celui-ci avait dit qu'il ne voulait pas d'autre intermédiaire que Got. Mais depuis le départ de Got, le coup de force du 13 avril avait changé bien des données dans la situation. La rupture des contacts que Si Mohand lui-même avait dû imposer entre le continent et la place ennemie, avait coupé à l'émissaire le chemin du retour, alors que l'imminence accrue d'une conflagration rendait au contraire plus urgente la poursuite du dialogue engagé. Est-ce la raison pour laquelle le blocus, si rigoureux de jour, se relâcha bientôt la nuit ? On ne peut le prouver. Mais le fait est qu'alors, un va-et-vient nocturne put s'établir « sans que, nous dit Silvestre, la place essuie le moindre geste hostile, ni qu'on juge opportun [du côté des Rifains] de gêner ceux qui s'y rendent nuitamment » ([101]).

Cependant, comme un mois s'écoula sans que Got reparût, il fallut aviser, et Si Mohand en fut réduit à l'humiliante nécessité de répéter son offre par le moyen d'un émissaire de son propre entourage qu'il fallut bien mettre dans le secret. Son choix porta sur l'un de ses beaux-frères, Mohammed Azerkane, tout dévoué à sa personne, mais sans relief aux yeux des Espagnols : à Melilla, où il avait aussi vécu, il était affublé d'un surnom dérisoire, « Pajarito », « Petit moineau ».

Mohammed Azerkane pour qui, en fait, c'était une carrière de diplomate qui débutait, a donné bien plus tard, un récit de la mission qu'il accomplit alors. Il aurait dit aux Espagnols que les Rifains voulaient savoir leurs intentions, et qu'ils leur demandaient de suspendre toute avance en attendant de discuter et d'aboutir à un accord ([102]). En clair, l'objet de sa mission était de proposer une soumission conditionnelle. Mais tout en retenant cet implicite aveu, force est, pour tout le reste,

(100) Télégramme de Berenguer à Silvestre, le 29 avril 1921, S.H.M., Comandancia de Melilla, 1921, dossier 278.

(101) Lettre de Silvestre à Berenguer, le 29 mai 1921, citée *supra,* note 37.

(102) Azerkane : *Op. cit.,* p. 31 du manuscrit.

de rejeter un témoignage dont on comprend que son auteur, déjà trahi par sa mémoire, ne pouvait pas non plus, nous dire la vérité. Car comment avouer qu'il était mandaté par le seul Si Mohand, à l'insu des Rifains, et qu'il était allé, au nom de son mandant, offrir en fait, un ralliement sans conditions ? Par contre, les archives espagnoles, confidentielles et rédigées sur l'heure, sont exemptes quant à elles, des mêmes imprécisions ou des mêmes précautions. Voici donc, mot pour mot, la dépêche du 7 mai par laquelle Melilla relate l'événement :

> « L'indigène d'Alhucemas, Mohammed Azerkane, nommé communément « Pajarito », est venu à cette place [Melilla] le jeudi 5, envoyé par Si Mohand Abdelkrim, pour présenter, au nom de ce dernier, une demande de pardon pour sa conduite passée, et l'offre de se mettre au travail, loyalement, en faveur de l'Espagne.
>
> « Après lui avoir amplement fait mesurer sa faute qu'aucune raison n'excuse, on lui a accordé le pardon à condition que ses futurs services soient aussi efficaces et aussi dévoués que sa faute était grande.
>
> « Alors, Pajarito fit la proposition que Si Mohand, se sachant pardonné, écrivît une lettre confirmant la requête verbalement transmise par lui, et offrant ses services inconditionnellement. Il s'enquit également de la conduite que le Gouvernement voudrait voir adopter par Si Mohand, celui-ci acceptant de quitter la harka. La réponse a été qu'au contraire, il devait y rester, car c'est ainsi qu'il servirait le mieux, en y faisant un sabotage adroit. La loyauté et l'efficacité de son travail seraient jugées par le Gouvernement, d'après les résultats. » ([103]).

Se déclarant lui-même d'accord, Azerkane s'était alors rembarqué pour Nokour et Ajdir en promettant de faire à Si Mohand une relation fidèle.

A peine y était-il rentré, que Got, l'émissaire attendu, signalait sa présence dans la base insulaire. Et, bien que la réponse dont celui-ci était porteur fût déjà parvenue, une entrevue lui fut aussitôt ménagée, dans la nuit du 16 mai. Et cette fois, c'est Si Mohand qui tint à l'accueillir personnellement et à s'ouvrir à lui. Or, dit Silvestre qui, peu après, transmit à Berenguer le résultat de la rencontre,

(103) Télégramme du Commandant de Melilla au Haut Commissaire Berenguer, le 7 mai 1921, S.H.M., Comandancia de Melilla, 1921, dossier 278. Ce télégramme a dû, en réalité, être dicté par le Commandant adjoint, Silvestre étant à cette date, permissionnaire en Espagne.

« il fut alors très explicite. Il dit à Got qu'il entendait mettre sur pied une force de police de cinq cents à mille hommes pour imposer le calme et l'ordre dans la tribu, et, cela obtenu, traiter avec l'Espagne. » ([104]).

La reprise de contact avec Got aurait pu, semble-t-il, dispenser Si Mohand de donner suite à la démarche effectuée par Azerkane. Il n'en fut rien, car celui-ci reprit bientôt la mer, porteur de deux missives pour le colonel Morales avec lequel avaient eu lieu ses entretiens à Melilla. Deux missives rédigées, on ne sait trop pourquoi, non de la main de Si Mohand, mais de celle de M'hammed qui s'y faisait son interprète. Mesure de précaution ? C'eût été illusoire. Simple commodité, le texte étant en espagnol ? Mais Si Mohand ne l'écrivait pas mal. Ou bien déjà, question de protocole, le but étant de bien marquer que Si Mohand se réservait comme interlocuteur du seul Silvestre ? C'est une raison plausible.

Quoi qu'il en soit, M'hammed se bornait, quant au fond, à indiquer, dans une première lettre datée du 18 mai, qu'au vu de la réponse transmise par Azerkane, son frère et lui avaient le grand espoir qu'on parviendrait à un accord pour associer les intérêts rifains et espagnols dans une œuvre commune où, disait-il, « nous aurions, nous aussi, notre rôle à jouer » ([105]). Puis, après coup, il s'était avisé d'écrire encore un mot. C'était pour demander à Morales une clé rendant possible une correspondance chiffrée, et dispensant par conséquent, d'intermédiaire pour les rapports futurs.

Il y avait dans cette action menée concurremment par deux voies différentes, un enchevêtrement qui n'aidait guère à clarifier des positions déjà fuyantes. Par Got, les Espagnols avaient d'abord appris que Si Mohand était disposé à traiter des conditions d'un ralliement. Mais voilà que soudain, Azerkane était venu leur annoncer, par ordre de Si Mohand, que celui-ci ne demandant que le pardon, accepterait d'avance, n'importe quelle condition. Puis, Azerkane reparaissant, avait remis des lettres qui ne reniaient pas expressément ses propos de la veille, mais qui les ignoraient, et où la négociation n'était plus souhaitée, mais présentée comme

(104) Lettre de Silvestre à Berenguer, le 29 mai 1921, citée *supra*, notes 37 et 101. Silvestre désigne l'entrevue dont il rend compte ainsi, comme « la deuxième » qui aurait eu lieu entre Got et Si Mohand. Il y a bien eu deux entrevues pour Got. Mais au cours de la première, c'est non pas Si Mohand, mais M'hammed, qu'il avait rencontré. M'hammed n'étant que le porte-parole de son frère, Silvestre n'a pas cru bon de faire la distinction.

(105) Une copie de cette lettre et du second message était jointe à la lettre de Silvestre à Berenguer, le 29 mai 1921, lettre citée dans la note précédente.

réciproquement admise. Or, on avait appris dans l'intervalle, par Got, que Si Mohand n'entendait pas se présenter aux Espagnols en simple demandeur, car il avait lui-même quelque chose à offrir. Et il laissait entendre qu'il en voulait le prix.

Où était donc la vérité et surtout, que visait au juste Si Mohand ? On comprend que Silvestre se posât la question et qu'il ait hésité entre deux hypothèses :

> « Cela, écrivait-il, peut aussi bien n'être qu'un subterfuge pour pouvoir se couvrir dans le cas d'un échec — et c'est, je crois, le plus probable — ou résulter du sentiment que l'Espagne parviendra forcément chez les Beni Ouriaghel, auquel cas, il voudrait s'être d'abord réconcilié en rendant un service qui pèserait plus que sa défection. Je n'ai pas jusqu'ici, de critère décisif, et j'attends que les faits indiquent de quel côté il me faudra pencher. » ([106]).

Nous qui avons suivi de bien plus loin tous les antécédents, nous pouvons nous risquer à dire, sans trop d'hésitation, que des deux hypothèses, aucune n'était tout à fait bonne, que les propos de Si Mohand à Got étaient des plus sérieux, et que son plan tenait toujours. En étant devenu ce chef avec lequel l'Espagne devait parler, il avait accompli la moitié dudit plan. Il n'avait plus, dès lors, qu'à faire, sans brusquerie, accepter par l'Espagne, l'idée qu'elle gagnerait à s'entendre avec lui. D'où ces avances plus ou moins allusives et quelquefois, trop prometteuses, mais qui, renouvelées, instauraient dans les faits, la négociation.

On pourrait, il est vrai, voir les choses autrement, et supposer qu'ayant déjà choisi de déclencher la lutte armée, Si Mohand se devait de tromper l'adversaire sur le degré de sa résolution. Mais pourquoi, dans ce cas, mener les tractations de son seul chef, et à l'insu de ses compagnons d'armes ? Dira-t-on que, peut-être, ce secret fut fictif et simulé en fait, pour mieux tromper les Espagnols ? Il resterait alors à expliquer la conduite d'Azerkane lorsque plus tard, il évoqua l'affaire. Nous avons vu déjà qu'en faisant le récit de sa première mission, il maquillait la vérité. Il ne le fit pas moins dans le récit de la seconde qui se serait, à l'en croire, achevée en rupture dramatique. Car Silvestre lui aurait, en personne, jeté à la figure ces mots : « Nous n'avons rien à discuter ensemble tant que mes troupes ne seront pas au Cap Sidi Chaïb des Temsamane et à Ras el Abid, dans la tribu des Beqqioua ». C'était, comme le dit Azerkane, une vraie déclaration de guerre ([107]).

(106) Lettre du 29 mai 1921 citée dans la note précédente.

(107) AZERKANE : *Op. cit.*, p. 31 du manuscrit.

Reprenant à l'envi cette scène théâtrale, les auteurs espagnols l'ont poussée dans l'histoire où elle n'a pas du tout sa place ([108]). La vérité était bien différente. Azerkane revenait porteur de deux missives pour le colonel Morales. C'est ce dernier qu'il rencontra, et non Silvestre qui, de façon ou d'autre, ne l'aurait pas reçu. Il lui remit tout simplement les lettres où M'hammed demandait, au nom de Si Mohand, une clé pour une correspondance chiffrée. C'est dire que Si Mohand souhaitait voir nouée la discussion jusque-là ébauchée. N'ayant pas qualité pour décider lui-même, Morales dut en référer à Silvestre. Or, justement, Silvestre aussi voulait en savoir plus pour mieux comprendre le jeu de Si Mohand ([109]). Il avait par ailleurs, des instructions formelles de Berenguer, ou plutôt son accord pour une reprise de coopération avec les frères Ben Abdelkrim ([110]). Il ne pouvait donc qu'accéder, et il le fit, à la demande transmise par Morales ([111]). Si bien que le 30 mai, quand, muni de sa clé, Azerkane s'embarqua pour Nokour et Ajdir, c'était tout le contraire de la rupture. Les deux parties en étaient même à mettre en place les instruments de pourparlers qui devaient conduire à l'entente.

Mais la situation, juste à ce moment-là, leur échappa des mains. A l'heure où Mohammed ben Abdelkrim accueillait Azerkane de retour à Ajdir, c'était déjà trop tard. A deux lieues de l'endroit, sa troupe venait à l'improviste, de remporter, dans son premier combat, un fascinant triomphe. Le feu était donc mis aux poudres.

Ainsi, placé comme tout Rifain, à la croisée des deux chemins, et forcé de choisir ou la paix ou la guerre, Si Mohand espérait gagner la paix en préparant la guerre. Mais non, c'est dans la guerre que, désormais, il était engagé sans retour.

(108) Notamment Ruiz Albéniz, selon qui, c'est Got qui aurait transmis à Silvestre une mise en garde de Si Mohand ben Abdelkrim. Cette allégation est reprise par Hernández Herrera et García Figueras, qui citent leur source *in Acción de España en Marruecos, op. cit.*, pp. 313-314. Quant à Luis de Oteyza, la mise en garde, selon lui, aurait été transmise et par Got et par Azerkane (*in Abdelkrim y los prisioneros,* Madrid, s.d.).

(109) Voir ci-dessus, p. 328 : « Je n'ai pas jusqu'ici de critère décisif, et j'attends que les faits indiquent de quel côté il me faudra pencher. ».

(110) Télégramme de Berenguer à Silvestre, le 29 avril, cité *supra,* note 100.

(111) Lettre de Silvestre à Berenguer, le 29 mai 1921, citée *supra,* notes 37 et 101.

CONCLUSION

Ce fut à l'aube du 1er juin 1921, que les guetteurs de la harka aperçurent, du Jebel el Qama, une force ennemie s'installant face à eux, cinq kilomètres à l'est, sur la hauteur de l'Ouberrane, piton dont seul, les séparait, le lit à sec d'un affluent de l'Amekrane.

D'Anoual, en effet, une colonne, forte de 1 500 hommes, était partie de nuit, et, passé l'Amekrane, était montée par le versant caché, en pente douce, de ce piton, jusqu'à son objectif où elle se profila dès la première lueur du jour. Edifiant aussitôt une enceinte de pierres surélevée de sacs de sable et précédée de barbelés, elle put, avant midi, se replier en ne laissant sur place que 250 hommes, la plupart marocains, avec, comme Espagnols, l'encadrement et les servants de quatre pièces d'artillerie (1).

Venu de Melilla pour assister à cette belle opération qui, prenant la harka par surprise, la plaçait sous le feu des canons, Silvestre eut donc tôt fait de repartir après avoir, par télégramme, lancé à Berenguer la nouvelle du succès. Mais de retour dans la soirée à Melilla, ce fut pour y trouver lui-même une dépêche qui l'attendait : elle annonçait la perte d'Ouberrane (2).

Comment s'expliquait donc l'effarante nouvelle ?

En l'absence de leur chef, Si Mohand, descendu à Ajdir dans le secret dessein d'y attendre Azerkane, les combattants rifains avaient pris sur eux-mêmes de passer à l'action. Le demi-millier d'hommes dont ils étaient formés, se scinda en trois groupes dont deux, postés sur des hauteurs, à l'ouest et au nord d'Ouberrane, couvriraient de leurs feux le troisième, qui livrerait l'assaut par l'est. La mise en place effectuée discrètement,

(1) Rapport du général Picasso, *in De Anual a la República,* 1re partie : *El Expediente Picasso,* Madrid, 1931, pp. 314-320.

(2) Déposition du colonel Davila devant la commission d'enquête, le 16 août 1923, *in De Anual... Comisión de responsabilidades..., op. cit.,* pp. 397-398.

ils n'attaquèrent qu'après quinze heures, quand le repli du gros de l'adversaire n'eut laissé face à eux, que les seuls défenseurs restés en position. Mitraillés d'un côté et assaillis de l'autre, ceux-ci ne purent, malgré l'usage de leurs obus fusants, briser la dernière vague qui déferla sur eux. A dix-sept heures, tout était terminé. Vingt artilleurs avaient pu s'échapper, avec une cinquantaine de mercenaires rifains. Le reste, cent cinquante hommes et tous les officiers, était tué ou porté disparu (3).

En évoquant plus tard, cet épisode qu'il qualifie de douloureux et regrettable, Berenguer cherchera à en réduire les proportions. Ce ne fut, dira-t-il, qu'un accident comme en connaissent toutes les guerres coloniales, mais on a tort d'y voir, comme c'est souvent le cas, l'annonce du grand effondrement qu'il précéda de peu (4).

Ce point de vue n'est en rien convaincant. Car s'il est vrai qu'au moment d'Ouberrane, nul n'aurait su prévoir jusqu'où les choses iraient, il ne fait aucun doute, à l'examen du cours suivi depuis, par les événements, que c'est là où l'on doit situer le tournant.

C'est l'Espagne jusque-là, qui menait l'offensive. Et même s'ils évoquaient ici ou là, le risque de combats pouvant causer des pertes, Silvestre et Berenguer n'y croyaient plus vraiment. Ou tout au plus, ils n'y voyaient qu'un léger supplément au prix d'une victoire que déjà ils tenaient. Dans les tribus aussi, l'Espagne paraissait désormais invincible. Voilà pourquoi les tribus de l'arrière, Beni Saïd et Beni Oulichek, s'étaient pliées et supportaient le joug. Et vers l'avant, le même esprit retenait les tribus Beni Touzine et Temsamane, ainsi que d'autres, bien au-delà, d'accorder leur soutien à la harka de Jebel el Qama. C'est tout cela qui, dans l'instant, fut renversé par le coup d'Ouberrane. Que l'on ait pu, avec quelques fusils, venir à bout des canons espagnols, voilà qui fut, à travers tout le Rif, perçu comme un cri de réveil.

Si confiant jusque-là, Silvestre eut bientôt fait d'y porter attention :

> « Pour le moment, opinait-il déjà, le 4 juin, la perte d'Abarran contrarie la poursuite du plan prévu en direction de Quilatès [aux portes d'Alhucemas]. Car, première conséquence — et je l'avais prévu — à la tribu Beni Ouriaghel s'est ralliée celle des Beni Touzine. Ce qui va, à coup sûr, causer la défection des fractions Temsamane considérées comme nos alliées, avec répercussion probable parmi les Beni Oulichek. Il faut y ajouter que l'occasion

(3) Télégramme de Silvestre à Berenguer, non daté, mais joint à un autre télégramme du 2 juin 1923, S.H.M., Com. de Mel., 1921, dossier 278.

(4) *Campañas en el Rif..., op. cit.*, p. 34.

n'a pas été donnée de vérifier... le degré de confiance à accorder à ces déclarations de totale adhésion qu'on nous prodigue chez les Beni Saïd. » (5).

A son tour, Berenguer, accouru de Tétouan aux nouvelles, fut d'accord avec lui pour conclure « qu'à l'heure où l'ennemi mobilisait et possédait un moral élevé, tout mouvement pour franchir l'Amekrane serait payé très cher » (6). Et du rapport qu'il adressait le 8 au Ministère d'Etat, il résultait, comme il le dit lui-même, que « tout projet de progression sur le terrain des Temsamane et vers Alhucemas, se trouvait ajourné définitivement » (7).

C'était pourtant trop peu de reconnaître ainsi, que l'effet d'Ouberrane était d'avoir stoppé la poussée espagnole. La vérité, c'est que, d'un camp à l'autre, une permutation était déjà en cours et que, bientôt, c'est du côté rifain que viendrait l'offensive.

Cependant que Silvestre ne songeait plus qu'à renforcer les positions acquises, en s'inquiétant soudain de la sécurité de ses arrières, une grande effervescence régnait dans le pays. En zone libre, ce fut un brusque afflux de contingents venus même des tribus de deuxième ligne où Hamidou et Akhemlich se rejetèrent dans la bataille de tout leur poids de chefs spirituels (8). La harka eut bientôt, un effectif évalué à près de quatre mille (9). En grande pompe, on mit trois des canons du butin d'Ouberrane, en position contre Nokour (10). De tribus plus au sud, Mellul et Beni Bou Yahi, que menaçait de déborder l'avance de Silvestre, des messages parvenaient à Si Mohand qu'ils saluaient déjà de « Premier chef des combattants rifains ». « Nous avions, dit l'un d'eux, perdu l'espoir de voir quelqu'un châtier l'Espagnol. Voici pourtant que se sont présentés les champions de l'islam » (11). « Attendez, dit un autre,

(5) Télégramme de Silvestre à Berenguer, le 4 juin 1921, S.H.M., Comandancia de Melilla, 1921, dossier 278.

(6) *Campañas en el Rif..., op. cit.*, p. 39.

(7) *Ibid.*, p. 42.

(8) Télégramme d'Alhucemas (Nokour), à Melilla, le 8 juin 1921, pièce communiquée par le colonel Riquelme à la commission parlementaire d'enquête, *in De Anual... Comisión..., op. cit.*, p. 226, et télégramme de Berenguer à Melilla, le 7 juin 1921, S.H.M., Comandancia de Melilla, 1921, dossier 278.

(9) Télégramme du Commandant de Dar Drius à Melilla, le 15 juin 1921, communiqué par le colonel Riquelme à la commission parlementaire, même réf. que note 8, p. 229.

(10) Télégramme du 8 juin 1921, cité note 8.

(11) Lettre non datée mais adressée avant le 15 juin à Si Mohand, de chez les Beni Mellul, et tombée aux mains des Espagnols le 1er juillet, S.H.M., Mel. II, 2, 119.

pour venir jusqu'à nous, que nous ayons rentré le grain » (12). Et tous de s'accorder pour annoncer que, la moisson finie, ils ne feraient, avec leurs frères du nord, qu'un seul et même parti.

Dans la zone occupée, les commentaires allaient bon train. Chez les Beni Saïd où l'on avait, six mois plus tôt, ouvert les bras devant l'envahisseur, on déclarait tout haut le grand plaisir qu'avait produit la nouvelle d'Ouberrane. On observait que c'était là presque l'endroit où, treize années plus tôt, l'armée de Zerhouni avait connu l'échec avant de refluer, en grand désordre, sur ses bases de départ. Et le même sort était prédit à l'armée espagnole. Aussi, se hâta-t-on d'écrire à Si Mohand pour le prier de retenir ses coups contre ceux des Beni Saïd que l'ennemi avait pris de force dans ses rangs, mais qui allaient saisir la première occasion de se retourner contre lui (13).

Très vite, le résultat de cette fièvre universelle se dessina sur le terrain. Déjà, le lendemain de leur premier combat, les vainqueurs d'Ouberrane, ou une partie d'entre eux, avaient surgi en plaine et, de leur propre chef, mais grossis d'éléments Temsamane, s'étaient portés sur Sidi Driss, position avancée de Silvestre à l'embouchure de l'Amekrane. Inaugurant d'instinct une tactique qui deviendrait la règle, ils tiraillèrent le jour durant, mais attendirent la nuit pour monter à l'assaut. Ils y allèrent trois fois et, malgré les canons d'un vaisseau qui opérait du large, ils étaient parvenus à traverser les barbelés quand soudain, à trois heures du matin, ils cessèrent le combat (14). C'est que, loin de chez eux, les Beni Ouriaghel étaient pressés de s'en aller pour passer en famille la nuit suivante, la vingt-septième de Ramadan, sacrée pour ces bons musulmans (15). Leur fol exploit n'avait donc rien donné. Il amorçait pourtant la courbe renversée de la nouvelle situation. Car si la veille encore, c'étaient les Espagnols qui se poussaient chez les Rifains pour leur prendre Ouberrane, ce jour-là au contraire, les Rifains accouraient pour les braver chez eux.

(12) Lettre adressée à Si Mohand le 3 choual 1339/10 juin 1921, de chez les Beni Bou Yahi et également parvenue aux mains des Espagnols, S.H.M., Mel., II, 2, 120.

(13) Information d'Ahmed Haddou Ali des Beni Saïd, fournie le -4 juin 1921, document déposé par Riquelme devant la Commission des Responsabilités, *De Anual..., op. cit.*, p. 228.

(14) Rapport télégraphique de Silvestre à Berenguer, le 3 juin 1921, S.H.M., Comandancia de Melilla, 1921, dossier 278.

(15) Témoignage de Chaïb Afellah, recueilli en décembre 1973 par Youssef Souiqui, pour l'auteur.

Le nouveau cours se confirma quand la harka eut retrouvé son chef. De Jebel el Qama, Si Mohand fit descendre sa troupe jusqu'au bord même de l'Amekrane, à Sidi Ismaïl où affluèrent les contingents (16). De là, franchissant la rivière, il s'installa en un lieu dit Amesaouro, cinq kilomètres sud-ouest du grand camp retranché d'Anoual, et tout en face d'une colline, Igheriben, qui en était la défense avancée (17).

Ce fut alors que, le 14 juin, les Espagnols surpris, virent s'avancer, en file indienne, une colonne interminable, vers le pied d'une colline, Sidi Brahim, où eux-mêmes, à jours fixes, envoyaient une garde pour protéger la corvée d'eau des défenseurs d'Igheriben. Quand, le surlendemain, la garde se présenta pour prendre position, l'adversaire lui barra le chemin. Malgré un dur combat et l'appui de renforts, elle fut contrainte de renoncer à sa mission. Pour ce jour-là et pour toujours, car les Rifains eux-mêmes, restés maîtres du lieu, se fortifièrent sur la hauteur (18). De là, ils condamnaient Igheriben à dépendre, pour son eau, d'Anoual, comme elle en dépendait déjà tant pour les vivres que pour les munitions. Or, de Sidi Brahim, ils dominaient aussi le chemin encaissé par lequel tout cela lui venait. S'ils coupaient ce chemin, Igheriben était à leur merci. Et s'ils prenaient Igheriben malgré les secours d'Anoual, et sous le feu de ses canons, autant dire qu'Anoual serait lui-même noyé sous le flot conjugué de la levée en masse des tribus insoumises, et de la rébellion qui montait dans son dos.

C'est bien ainsi que tout se déroula, un mois plus tard, quand les Rifains eurent achevé de rassembler, d'organiser et d'entraîner leur monde et que, de tribu à tribu, les liens eurent été renoués de part et d'autre des lignes espagnoles. C'est donc Sidi Brahim dont la conquête portait en elle la chute d'Igheriben et la débâcle d'Anoual. Or, peut-on concevoir que les Rifains auraient conquis Sidi Brahim sans la victoire brillante de la harka à Ouberrane, moins de vingt jours plus tôt ?

On ne peut guère le concevoir non plus, sans le talent de l'homme qu'ils avaient à leur tête. Plus tard, Si Mohand écrira qu'il ne reçut l'investiture de commandant en chef qu'à la veille de l'assaut contre la position d'Igheriben, soit à la mi-juillet (19). Si sa mémoire est sûre, cela voudrait dire simplement que les tribus, arrivées une à une pour se joindre au combat, lui reconnurent alors conjointement, et dans les formes, l'autorité qu'il exerçait déjà en droit, depuis le Serment d'El Qama,

(16) Azerkane : *Aḍ-Ḍill..., op. cit.*, pp. 37-38 du manuscrit.

(17) Télégramme cité note 9.

(18) Rapport Picasso, *De Anual..., op. cit.*, pp. 320-322, et *Campañas en el Rif..., op. cit.*, pp. 46-47.

(19) *Mémoire de La Réunion, Le poste d'Igheriben.*

entre ses frères Beni Ouriaghel, et celle qu'il exerça en fait, dans les opérations, sur l'ensemble du front, dès les tout premiers jours qui suivirent Ouberrane. Comment douter de cette autorité de fait quand c'est à lui qu'on écrit nommément, même des tribus lointaines, avec les titres, tantôt de « Chef », tantôt de « Premier chef » de « l'armée qui combat pour la foi » ou de « l'armée rifaine » (20) ?

C'est cette autorité d'un homme apte à saisir l'ensemble de la lutte qui, tout en stimulant l'initiative du combattant, sut bannir de l'action l'allure instable et capricieuse dont Sidi Driss avait été l'exemple. C'est elle qui, s'imposant aux esprits et aux cœurs, en évitant la force, mit au-dessus de tout, l'union dans les tribus et entre les tribus, comme facteur décisif, avant même les fusils. C'est encore elle, l'autorité de Si Mohand, qui présida au choix génial d'un objectif tel que Sidi Brahim, point névralgique de la défense adverse d'où l'on prenait en quelque sorte, par les naseaux, le taureau espagnol. C'est elle enfin, comme nous le montrerons, mais dans un autre livre, qui, du sein du chaos où Anoual allait plonger le Rif, ferait surgir un nouvel ordre pour de nouveaux combats. Mais comment oublier que jusqu'au 1er juin, ladite autorité s'évertuait à préparer non pas vraiment la guerre, tenue pour insensée, mais un état de compromis, voire de complicité avec l'envahisseur, et que c'est Ouberrane dont le tonnerre réduisit ce projet à néant ?

Ainsi, contrairement à l'opinion de Berenguer, c'est Ouberrane qui ranima dans tout le Rif, l'immense force populaire qu'avaient peu à peu engourdie la division, l'échec, le désarroi et finalement la peur. Comme par ailleurs, c'est Ouberrane qui brûla les vaisseaux de Mohammed ben Abdelkrim dont les tribus avaient besoin pour les unir et les guider au but, c'est donc bien là et en ce jour que, contre la mainmise de l'Europe triomphante, éclata cette guerre, la première de l'histoire, populaire, offensive et presque victorieuse : c'est là et en ce jour que commença la guerre du Rif.

*
* *

Cette guerre surprenante, hors de rapport, à tous égards, avec le petit monde rifain, fera l'objet d'une prochaine étude. Quant à celle qui s'achève, et qui se proposait de découvrir comment un fait si neuf pouvait avoir surgi du terrain archaïque de l'histoire marocaine, elle nous aura permis d'asseoir sur des bases historiques, ce qui jusqu'à présent, baignait dans la dégende.

Dès le début, nous l'avons vu, des mythes s'étaient institués. Ils se sont par la suite, multipliés en se diversifiant suivant l'optique qu'on choisissait et le sens qu'on cherchait à donner à l'affaire.

(20) Lettres citées notes 11 et 12.

On a d'abord tout expliqué par l'impéritie espagnole. Thèse plausible par référence au succès des Français, mais qu'infirmaient déjà, le tour heureux de la conquête menée à l'ouest par Berenguer et la belle réussite de Silvestre lui-même jusqu'à la veille de son désastre. Thèse qui d'ailleurs — est-ce un hasard ? — fut reléguée aux oubliettes quand, avec son équipe, Lyautey eut à son tour, connu le goût de la défaite.

On invoqua alors l'ingérence étrangère. Et là encore, la thèse trouva certain crédit en souvenir des tentatives germano-turques durant la guerre mondiale. Aussi, les Espagnols l'avaient-ils, quant à eux, adoptée dès leurs premiers déboires, accusant les Allemands d'avoir fourni au Rif, armes et instructeurs contre leur propre progression vers les centres miniers (21). Nous savons sur ce point, à quoi nous en tenir, pour avoir vu de près, quand les Allemands étaient présents vraiment, ce que fut leur échec à vouloir entraîner les Rifains sur des voies non rifaines.

Quant à Robert Montagne, qui condescend à situer dans les tribus elles-mêmes la « force redoutable » sur laquelle buteraient Espagnols et Français, mais qui s'empresse de n'y voir qu'un effet du vieux « rêve de « siba » dans lequel [ces] tribus cherchent spontanément... le remède de leurs maux » (22), nous connaissons sa thèse et avons vu déjà ce qu'on peut en penser.

A vrai dire, plus qu'au mythe, c'est à la mystification que cette thèse s'apparente, comme les deux précédentes, par le besoin qu'on y perçoit de refuser la vérité. Dans le Rif au contraire, c'est un mythe authentique que l'on a vu fleurir, en réponse au besoin d'une conscience naïve forcée de s'orienter dans une situation complexe qu'elle ne saurait analyser. Dans les schémas très simples qu'il fallut dessiner, ce fut le chef, selon l'usage qui devint le symbole désignant tout l'ensemble. Pour le gros des Français, c'est le coup d'éventail et la casquette du Père Bugeaud qui occasionnent ou représentent toute la conquête de l'Algérie. De même chez les Rifains, tout aura commencé par une querelle de Si Mohand avec les Espagnols quand il vivait chez eux. Une tradition le montre instituteur à Melilla et projetant son encrier à la figure du directeur. Une autre en fait, à Malaga, un lieutenant de l'armée espagnole giflant son capitaine qui l'avait insulté. Enfin, selon une autre qui n'est pas la dernière, c'est Silvestre, à l'inverse, qui l'aurait souffleté (23).

Mais il ne s'agit là que des tout premiers mythes, ceux d'une époque où plus personne ne s'offusquait de la présence passée de Si Mohand à

(21) « El Diario Universal » et « El Tiempo », cités par « Le Temps » du 27 juillet 1921.

(22) *Les Berbères et le Makhzen..., op. cit.*, p. 416.

(23) Traditions recueillies par l'auteur.

Melilla. Si nombreux étaient ceux, comme lui, qui combattaient résolument les Espagnols après les avoir bien servis ! Or, avec les années, un tel état d'esprit est devenu inconcevable. Car chacun désormais se figure, dans un Maroc redevenu indépendant, que jadis, tous les cœurs brûlant d'un feu patriotique, n'acceptaient d'autre lieu de rencontre avec l'envahisseur, que le champ de bataille. Dès lors, qu'allait donc faire à Melilla, celui qu'on tient à juste titre, pour le premier des combattants qui défièrent l'impérialisme ?

C'est en réponse à la question qu'est née une nouvelle mythologie dont un Ahmed Bou Ayyachi ou un Mohammed Salam Ameziane se sont depuis, faits colporteurs ([24]). Ces auteurs nous apprennent que si le cadi Abdelkrim et son fils Mohammed ont frayé de bonne heure avec les Espagnols, ce fut dans un esprit de vigilante prévoyance, pour sonder leurs desseins et s'initier aux formes de combat qu'il s'agirait, le jour venu, de retourner contre eux. Autrement, dans le Rif, le cadi Abdelkrim avait toujours porté le rameau d'olivier dans les conflits internes des tribus ! Quant à son petit Mohammed, prodige qui citait 16 000 vers de mémoire, il s'était, à six ans, mis de lui-même à creuser des tranchées en prévision de la menace qu'un jour l'Espagne ferait peser sur son pays. A seize ans, il tançait vertement le pacha de Tétouan qui, en servant un maître indigne, Abdelaziz, aidait les progrès des chrétiens. Plus tard, à Melilla, il ne fut pas non plus, pour ses hôtes espagnols, un résident de tout repos. Un jour, il provoquait en discussion publique, le jeune Silvestre, son futur adversaire, dont on ne sait par quel miracle il était déjà là. Ou bien, une autre fois, entré avec son père dans le bureau de Marina, il refusait la main que lui tendait le général, et celui-ci de s'exclamer, séduit par tant d'audace : « C'est un petit qui défiera le ciel » ([25]).

La liste est encore longue de ces traits édifiants. Mais telle quelle, elle suffit à montrer le fantastique des traditions orales, et l'absolue nécessité pour l'historien, de replonger lui-même jusqu'au niveau des faits pour les toucher du doigt en adaptant d'ailleurs sa vue à la lumière des profondeurs. Rétablie à ce prix, la vérité est plus complexe et bien sûr, en tous points différente. Le cadi Abdelkrim et son fils Mohammed ont été de loyaux serviteurs de la cause espagnole et, presque jusqu'à la conflagration, nul n'a contrecarré plus efficacement, ni de façon plus clairement consciente, l'effort des résistants rifains. En s'en tenant pourtant à Mohammed, le fils, car c'est lui seul qui restera en scène, et si paradoxal que cela semble à nos contemporains, c'est en pensant à son pays qu'il avait fait son choix. Il était patriote, et son patriotisme n'avait

(24) Les ouvrages de ces auteurs sont cités dans la bibliographie.
(25) Ameziane : *Abdelkrim..., passim.*

pas les couleurs enfantines dont l'ont paré les traditions citées. Ce n'était pas non plus cet on ne sait trop quoi qu'on se plaît à nommer « proto-nationalisme ». Nullement archaïque, il s'épanouissait en des concepts étonnamment modernes de nation, de progrès, de liberté d'esprit et de démocratie que pourraient bien lui envier ceux qui depuis, se sont nommés « nationalistes ». Le sentiment avait déjà en lui, engendré la doctrine.

Mais il se trouve que la doctrine avait sa force et sa faiblesse. Sa force était la volonté d'indépendance qu'une histoire millénaire avait irréductiblement fichée au cœur de tout un peuple, et dont elle-même, cette doctrine, n'était que l'expression. Sa faiblesse était celle d'une élite qui ne pouvait pas encore soupçonner la force que recèle la volonté d'un peuple, et que fascinait au contraire, la toute puissance européenne. D'où le dédain pour la lutte populaire, voire son rejet et sa persécution lorsque spontanément, elle-même se déployait, et d'où inversement, cet imprudent recours à l'aide empoisonnée que seule, à cette époque, pouvait fournir l'Europe des colonisateurs. Et il faudra à Mohammed ben Abdelkrim un long apprentissage des forces populaires pour se convaincre par degrés, que même en vue de leur seul bien, il ne pourrait ni les forcer, ni s'en servir, et que c'était donc lui qui devait les servir. Alors, soudain, à grandes enjambées, il ira de l'avant vers l'idéal que jusque-là, il n'avait fait que caresser.

Voilà qui donne à réfléchir lorsque, taxant de primitif le refus spontané des larges couches populaires en face du colonisateur, on l'imagine voué à la stérilité tant qu'un pollen d'idées modernes butiné çà et là par des cerveaux de choix n'est pas venu le féconder et faire mûrir ce fruit qu'on nomme enfin « nationalisme ». L'exemple de Mohammed ben Abdelkrim ne doit-il pas nous inciter à renverser les termes, ou tout au moins à les équilibrer, en constatant l'inanité de ses idées pourtant modernes avant que, s'imposant à lui, la lutte des Rifains, spontanée, populaire, ne leur eût donné corps ?

Son exemple est aussi des meilleurs si l'on cherche à comprendre quel rôle tiennent les masses et quel rôle tient le chef aux heures de mutation qui jalonnent le progrès de l'histoire. Car même avant de réserver un autre livre à son récit, nous risquons d'être cru si, annonçant la guerre du Rif, nous disons qu'elle n'aurait jamais eu, sans Mohammed ben Abdelkrim, les dimensions qu'elle a connues. Mais comment, à l'inverse, oublier — et cela tout au moins a été démontré — que s'il n'avait tenu qu'à lui, cette même guerre du Rif n'aurait jamais eu lieu ? A l'heure où elle se déchaînait, lui négociait, et en sous-main, avec les Espagnols. Comment ne pas se demander si, lui présent à la harka le 1er juin, la bataille d'Ouberrane, qui a tout déclenché, aurait été livrée ?

De toutes façons, l'affrontement qui dressa les Rifains contre les Espagnols puis contre les Français, n'a pas été le fait d'un homme, si forte qu'ait pu être sa personnalité, si ambitieux ou ardent patriote qu'on veuille, selon le cas, se le représenter. Il résulta directement de l'opiniâtre volonté des larges couches de la population rifaine, malgré l'obstacle d'une minorité dont Mohammed ben Abdelkrim et son père, le cadi, furent justement, et très longtemps, les figures dominantes. Mais ces Rifains n'étaient pas que rifains. Ils étaient marocains. Et nous avons montré que par delà le bout de champ qu'ils entendaient défendre, il y avait un peuple qui les avait, depuis toujours, faits musulmans, et un pays dont ils avaient la mission séculaire de défendre les côtes contre l'invasion des chrétiens. Contrairement aux apparences, la guerre qu'entreprenaient les seuls Rifains, n'allait donc pas être une affaire locale ou régionale. Ce serait un haut fait national, car c'est un peuple entier dont, en définitive, la volonté latente fut à son origine.

Voilà qui ne réduit en rien le rôle de Mohammed ben Abdelkrim dont le nom s'est depuis, identifié avec l'événement, même si par là, le thaumaturge qu'en avaient fait conjointement l'admiration des peuples et la colère des publicistes européens, s'en trouve ramené au rang de ces humains qui ont marqué l'histoire de leur époque. De bout en bout, il a influencé le cours des choses. Il est vrai que ce fut tour à tour dans des sens différents ou franchement contraires, si bien qu'il le freina longtemps avant de le favoriser. Il est vrai que ce cours était né et existait sans lui, et qu'à s'y opposer, il faillit s'y briser. Mais il est vrai aussi que, se ressaisissant, il se mit d'abord à le suivre avant de s'y abandonner. C'est alors qu'entraîné dans le sens d'un courant dont il perçut toute la puissance et discerna la direction, il courut à sa pointe pour lui frayer la voie. Ce fut là son génie.

Beaucoup auraient sans doute aimé que l'historien se fût d'emblée, porté vers cette phase de sa carrière. Mais c'eût été au détriment du petit peuple des tribus qui, remontant infatigablement en scène depuis un demi-siècle, n'en redescendit plus depuis Mohammed Ameziane. De plus, l'évolution de Mohammed ben Abdelkrim fut celle de bien des Marocains de sa génération qui, fervents patriotes, mais éclairés sur la situation du monde et le destin qu'elle impliquait pour leur pays, s'abandonnèrent aux solutions de désespoir. C'est donc toute une époque quasiment inconnue que son cas nous permet d'éclairer, de comprendre et de juger plus équitablement.

Lui-même d'ailleurs, est en réalité bénéficiaire de ce jugement plus serein. Car rien n'est plus propice à voiler son renom que le silence embarrassé pesant sur son passé ou les sornettes d'un Salam Ameziane et d'un Ahmed Bou Ayyachi.

Enfin, qui pourrait affirmer qu'il aurait pu tenir le rôle qui fit sa gloire, sans les années d'apprentissage qui l'initièrent, dans les deux camps, espagnol et rifain, à ce qui en faisait les forces ou les faiblesses ? Qui pourrait dire que sans la chrysalide, on aurait eu le papillon ?

Quoi qu'il en soit, la mission de l'histoire est de faire la lumière. La chrysalide a existé, et le naturaliste qu'est aussi l'historien, ne pouvait pas se dispenser de l'observer avant d'en venir au dessin du papillon final.

SOURCES

I. — SOURCES MAROCAINES

1. — *Fonds de Tétouan* (Tétouan) : archives de l'ancienne Délégation des Sultans à Tanger (Niaba). Il s'y trouve quelque quinze mille pièces dans 161 cartons. Nous avons consulté particulièrement les cartons suivants :

— 1 à 30, groupant les lettres adressées à la Niaba par les Sultans successifs, depuis les dernières années de Moulay el Hassan, ainsi que par leurs vizirs, notamment Ahmed ben Moussa (Ba Ahmed).

— 36 à 55, concernant les relations du Maroc avec l'Espagne, la France, l'Angleterre et l'Allemagne.

2. — *Collection Kettania,* à Rabat (Kettania), groupant quelque cinq mille pièces de provenances multiples. En ayant effectué personnellement le classement, nous les avons consultées en totalité.

3. — *Dépôt du Palais Royal de Rabat* (Dépôt B) : ce dépôt immense étant encore en cours de classement, nous n'avons pu y effectuer que des recherches non méthodiques. Les pièces qu'il nous arrivera d'en citer, et dont nous avons copie ou photocopie, ne sont pas cotées.

4. — *Notre collection personnelle* : constituée soit de documents originaux, soit de reproductions photographiques effectuées chez les détenteurs des originaux. Au Maroc, de très nombreuses archives d'Etat antérieures à 1912 se trouvent en effet, entre les mains de particuliers.

5. — *La collection Sbihi,* à Salé, collection très riche. Mais vu son état actuel de classement, nous n'avons pu y faire que des sondages.

6. — De ce même type de sources relèvent plusieurs recueils de documents d'archives qui, quoique publiés, étaient demeurés vierges de toute exploitation. Ce sont :

— Nehlil, Mohammed : *Lettres chérifiennes,* Paris, 1915, reproduction photographique de 128 lettres des Sultans du XIX^e^ siècle et du début du XX^e^.

— « Al Ouataïq », recueils périodiques dont la Direction des Archives Royales a récemment entrepris la publication, essentiellement à partir du « Dépôt B ». Quatre volumes en sont parus, Rabat, 1976-1978. Une partie des documents y est reproduite photographiquement. La plupart sont transcrits typographiquement.

— Ben Zidane, Abderrahmane : *Itḥāf Aʿlām en-Nās bi Jamāl Aḫbār Ḥāḍirat Miknās,* 5 vol., Rabat, 1929-1933. C'est un dictionnaire biographique, genre classique de l'historiographie marocaine. Mais la biographie des Sultans

de la dynastie alaouite est l'occasion, surtout pour le XIX^e siècle, que saisit l'auteur, de publier en série, des centaines de documents en sa possession et qui, tous, sont des lettres scellées par ces mêmes Sultans.

— Du même auteur : *Al ᶜIzz wa-l-Ṣūla fi Maᶜālim Nuḍum al Dawla,* 2 vol., Rabat, 1961-1962, où le même procédé se retrouve, sauf qu'il n'y a pratiquement rien d'autre que des documents.

— DAOUD, Mohammed : *Ta'rīḫ Tiṭwān* (Histoire de Tétouan). Une première série de six volumes en a été publiée à Tétouan de 1959 à 1966. Du volume VII, seuls deux fascicules sur trois ont été publiés, à Tétouan également, le premier en 1975 et le second en 1976. Enfin, le volume VIII a été, depuis, publié à Rabat, en une fois, par les soins de l'Imprimerie Royale, en 1979. Cet ouvrage présente les mêmes caractères que les deux précédents.

7. — Nous avons enfin utilisé les articles publiés en arabe, par Mohammed ben Abdelkrim, dans le « Telegrama del Rif », à partir de 1907, et jusqu'en 1915. C'est là la source unique et sûre qui permette de restituer l'évolution de sa pensée.

II. — SOURCES ESPAGNOLES

Des deux dépôts d'archives susceptibles d'être mis à profit, le *Servicio Histórico Militar,* à Madrid (S.H.M.), est le seul où nous ayons pu travailler, car les archives du *Ministerio de Estado* qui avait lui aussi, avec celui de la Guerre, regard sur les affaires du Maroc, sont à ce jour indisponibles. Mais la recherche n'en devait guère souffrir du fait qu'au S.H.M. ont été recueillies les archives de la *Comandancia de Melilla* et du *Cuartel General* à Tétouan, archives dans lesquelles se retrouvent précisément, outre les documents locaux, toute la correspondance entretenue, et de façon conjointe et donc pour nous, interchangeable, avec le Ministère d'Etat et celui de la Guerre.

Les fonds intéressant notre recherche sont demeurés dans un état encore sommaire de classement. Sous la rubrique « Melilla » (Mel.), les trois premiers cartons (« Legajos » I, II, III) sont consacrés, de façon exclusive, à la zone relevant de la « Oficina » qui, du Peñon d'Alhucemas (Nokour), était chargée de l'action politique. Echelonnés sur une période de vingt années (1902-1921), on y retrouve, avec une densité particulière pour les années 1914-1919, des documents qui se situent au niveau même des faits : dans la correspondance échangée quelquefois chaque jour, avec le siège, à Melilla, de la « Oficina central », dans les procès-verbaux de réunions avec les chefs, dans les tribus, du « Parti espagnol », ou bien dans les écrits en provenance de ces derniers. Et l'on voit qu'en ce sens, il s'agit là d'archives qui sont rifaines aussi bien qu'espagnoles. Groupés mais non classés à l'intérieur de sous-dossiers, « Carpetas », les documents sont, par bonheur, marqués, et feuillet par feuillet, d'un numéro qui les constitue du moins en série.

Sous la rubrique « Comandancia de Melilla », les pièces sont regroupées dans des dossiers portant chacun un millésime, et consacré à un secteur déterminé de l'ensemble de l'action menée dans la Comandancia. Les deux dossiers de cette rubrique qui nous ont fourni les renseignements les plus riches sont, pour l'année 1920, le dossier 256, et pour 1921, le dossier 278.

La même remarque doit être faite à leur sujet, sur le caractère dans une certaine mesure ambivalent de leur contenu, rifain et espagnol. Toutefois, les pièces y sont groupées dans un complet désordre et sans même numéro de série. La référence doit alors se borner à l'indication du dossier.

La rubrique « Cuartel general » recouvre à la fois, des dossiers constitués par année et des dossiers inscrits dans une période beaucoup plus longue. De la deuxième catégorie, c'est le carton 2 de la série 1908-1926, qui répondait à l'objet de nos recherches. De la première, c'est le carton 28 de l'année 1920 où se trouvent les rapports d'ensemble, mensuels ou de quinzaine, adressés par le Commandant de Melilla au Commandant en chef. Ces rapports étant tous de même origine, et pour la même destination, leur date suffit comme référence, après la désignation du dossier.

Sous la rubrique « Ponencia de Africa », nous avons retrouvé les papiers personnels de Silvestre (*Documentos personales del General Fernández Silvestre*) qui recouvrent toute la période de son commandement à Melilla (février 1920-juillet 1921) et qui, outre les documents passant par les Services, contiennent nombre de pièces portant mention « Personal y reservado ».

Enfin, un certain nombre de documents que nous n'avons pu retrouver dans les archives, furent publiés en 1923, par le général Berenguer et le ministre De Eza, qui en avaient été les destinataires, l'un comme Haut Commissaire et Général en Chef, l'autre comme Ministre d'Etat. Il nous est apparu qu'une juste analyse n'en pouvait être faite qu'à la lumière des autres archives examinées par nous.

III. — SOURCES FRANÇAISES

Utiles pour l'évaluation des prétentions françaises sur la zone d'influence espagnole, elles ne sont pas d'un grand secours, dans la période qui nous occupe, pour comprendre la situation de la zone et les événements qui s'y préparent. Car d'abord, les Français n'ont pas d'antennes assez précises pour percevoir ce qui se joue si loin de leur frontière, et ensuite, les informations que Lyautey retransmet à Paris sont gauchies et grossies à dessein pour établir la gravité de la menace allemande et la complicité dont il accuse les autorités espagnoles.

A Vincennes, au Service Historique de l'Armée (S.H.A.), nous avons consulté :

Série E :

Carton 12 *bis* : *Evénements de la zone espagnole. Raïssouli. Abdelmalek. Agissements allemands. Complicité des autorités espagnoles (1915-1921).*

Carton 19 : *Apparition d'Abdelkrim.*

Carton 21 : *Notice sur le Rif.*

Carton 30 : *Au Maroc de juillet 1914 à décembre 1921 (Cap. Tarrit).*

SÉRIE EM :

Carton 2 : *Documents communiqués par le Service des Renseignements (1902-1912).*

Carton 7 : *Notices sur différentes tribus (1912).*

Carton 10 : *Front nord, 1912-1924. Action contre Abdelmalek, 1917-1918. Relations avec les Espagnols.*

Carton 52 : *Abdelmalek, 1915-1916.*

Carton 68 : *Abdelmalek, 1917.*

Carton 123 : *Renseignements sur les tribus.*

Carton 140 : *La question riffaine.*

Carton 156 : *Etudes historiques.*

Aux Affaires Etrangères, à Paris (A.E.P.) où, pour une part notable, les documents sont les mêmes qu'à Vincennes, nous avons pu, en outre, avoir communication de dossiers essentiels de la SÉRIE M, cartons 10 et 11, concernant la zone espagnole du Maroc.

A Rabat, nous avons retrouvé des restes des archives françaises du Protectorat qui avaient échappé au transfert effectué peu après l'indépendance. Elles se trouvent à la Section des Archives de la Bibliothèque Générale de Rabat. Elles ne sont malheureusement pas cotées. Il s'y trouve toutefois, la série complète du « Rapport mensuel du Protectorat » (R.M.P.), que l'on peut à bon droit classer parmi les sources. En effet, ce bulletin, quoique imprimé, resta toujours absolument confidentiel et réservé à un nombre compté de hauts agents d'autorité. Donnant de mois en mois, une vue détaillée de la situation dans l'ensemble du Maroc, telle qu'elle apparaissait à l'Instance supérieure, ou telle que cette Instance voulait qu'elle apparût, il a dans les deux cas, valeur de document.

IV. — SOURCES ANGLAISES

Les archives du Foreign Office (F.O.), au Public Record Office de Londres (P.R.O.), deviendront riches et fort utiles lorsque la guerre du Rif sera bien engagée. Mais pour la période antérieure, qui nous occupe encore ici, elles ne nous ont fourni qu'assez peu de renseignements, précieux d'ailleurs, sur l'aspect international du problème. Pour cette période, nous y avons dépouillé les deux séries 403/450 et 403/451.

TÉMOIGNAGES

I. — TÉMOIGNAGES ÉCRITS

1. — Le *Mémoire de La Réunion* (voir *Introduction,* p. 20), ainsi nommé par nous, mais désigné aussi comme *Manuscrit Sagnes,* du nom de l'officier interprète qui accompagna, dans son exil, Mohammed ben Abdelkrim, a été rédigé par ce dernier, à La Réunion, avant 1929, comme l'indique un repère, le seul qu'on y découvre. Nous ignorons comment ce manuscrit est parvenu aux mains de son détenteur actuel. Nous n'en avons nous-même pris connaissance que dans sa traduction, effectuée, de l'arabe au français, par feu Thami Azemmouri. La qualité irréprochable du traducteur nous garantit la conformité du français à l'arabe, hormis quelques erreurs causées par la méconnaissance du milieu historique, mais repérables et de réparation aisée dès que l'on connaît ce milieu. Quant au contenu même du document, son authenticité nous apparaît certaine. Les inexactitudes y sont certes nombreuses. Mais elles sont dues aux défaillances inévitables de la mémoire ou sont calculées à dessein. Il s'y trouve par contre, trop de faits inconnus du public et conformes aux données des archives, trop de mots relevant d'une terminologie ou locale ou d'époque, pour que tout autre que le Rifain si Mohammed ben Abdelkrim ait pu les évoquer ou en user. Avec ses soixante pages de dactylographie, ce document nous a surtout donné une pierre de touche pour l'analyse où nous avaient conduit les documents d'archives.

2. — *Les Mémoires de Mohammed Azerkane.* Azerkane a été, dans le Gouvernement rifain, chargé des Affaires extérieures. Astreint à résidence, après la guerre, il fit, car lui-même n'était pas lettré, une narration orale des faits qu'il connaissait. Et c'est *Ahmed Skirej* qui transcrivit la narration. Il nous en reste le manuscrit unique intitulé *Aḍ-Ḍill al-Warīf fī Muḥārabat ar-Rīf,* conservé à la Section arabe de la Bibliothèque Générale à Rabat. Beaucoup plus étendu et plus détaillé que le *Mémoire de La Réunion,* il attire néanmoins des remarques analogues. Malgré le grand défaut que constitue son flou chronologique, il est irremplaçable pour l'éclairage interne qu'il donne de la question.

II. — TÉMOIGNAGES ORAUX

S'agissant d'une époque révolue depuis un demi-siècle au moins, les témoignages oraux directs ne pouvaient être très nombreux. Du petit nombre que, néanmoins, nous avons recueillis, les témoignages fournis par de menus acteurs sont restés fragmentaires, et leur valeur n'est surtout appréciable que

pour saisir l'idée qu'avaient les gens de la crise qu'ils vivaient. Quant à la crise elle-même, seuls des témoins privilégiés ont pu, diversement, nous renseigner sur elle. Avec chacun d'entre eux, nous avons parlé longuement. Ce sont les personnalités suivantes :

Abdelkrim ben el Haj Ali Loh, rencontré à Tétouan, où il réside, en mai 1970 et en avril 1971. Il était alors octogénaire et ses souvenirs remontaient à la fin de l'autre siècle. Dans sa tribu des Beqqioua, son père avait joué un rôle dans l'affaire célèbre des pirates. Lui-même avait beaucoup voyagé hors du Rif. Pendant la guerre, il fut l'un des deux membres de la mission qui se rendit à Londres pour faire connaître la résistance rifaine. Il fut chargé d'autres missions et commanda dans un secteur du front de l'ouest.

Mohammed Boujibar, beau-frère de Mohammed ben Abdelkrim, il réside aujourd'hui à El-Jadida. Il alla en mission à Londres avec Abdelkrim Loh, puis à Paris. Déjà, à Melilla, il avait été proche collaborateur de Si Mohand, et il le resterait la guerre durant. Nos entretiens ont eu lieu à Casablanca, en juin 1971 et en mai 1972.

Mefeddel Benino, de la région de Chechaouen où nous l'avons rencontré en 1970. Il fit d'abord le coup de feu comme franc-tireur, contre les Espagnols, dans le secteur occidental. Lorsque l'armée rifaine atteignit ce secteur, occupant Chechaouen, c'est lui que Mohammed ben Abdelkrim désigna comme Pacha de la ville.

Ahmed Hatimi, parent et camarade d'enfance de Mohammed ben Abdelkrim, il avait 88 ans quand, en mai 1972, nous l'avons rencontré dans la ville actuelle d'Al Hoceima où il vivait alors. Le cadi Abdelkrim, le père de Mohammed, l'avait, jusqu'à sa mort, en 1920, compté parmi ses collaborateurs. La guerre venue, il occupa des fonctions militaires.

Chaïb Afellah. Résidait près d'Ajdir où il nous a entretenu en mai 1972. Il était tout jeune homme quand la guerre commença. C'était alors un modeste khemmas, métayer au cinquième. Il révéla des talents militaires qui lui valurent une promotion rapide, et il finit comme l'un des commandants du corps de réguliers qui formait le noyau de la défense rifaine. Décédé récemment.

Caïd Bouhot. Il était plus qu'octogénaire quand il nous a reçu dans sa petite maison de paysan, à proximité de Nador. Témoin ambivalent, car il avait, jusqu'à la guerre, été dans le camp espagnol comme lieutenant « indigène » dans les « Regulares ». C'est au moment de la débâcle qu'il dépouilla son uniforme pour devenir, parmi les siens, un chef militaire prestigieux.

Mohammed Boudra. Beaucoup plus jeune que tous les précédents, n'était qu'un écolier à la veille de la guerre. Mais il a beaucoup retenu des récits entendus par la suite. Pour l'avant-guerre, son témoignage ne manque pas d'intérêt, mais il n'est pas direct et n'est à prendre que sous réserve.

En terminant, nous citerons encore le nom de Mohammed Hatimi, le cadet d'Ahmed Hatimi, précédemment nommé. Durant la guerre, il fut proche collaborateur de M'hammed, le frère de Si Mohand. Mais dans la période antérieure, il avait gravité dans l'entourage d'Abdelmalek. Nous attendions beaucoup d'un tel témoin. Pour des raisons que nous tairons, il préféra ne pas parler. Ce fut le seul échec.

BIBLIOGRAPHIE

RECUEILS DE TRAITÉS

ROUARD DE CARD, E. : *Les relations de l'Espagne et du Maroc pendant le* XVIII^e^ *et le* XIX^e^ *siècle,* Paris, 1905.

— : *Les traités de commerce conclus par le Maroc avec les Puissances étrangères,* Toulouse, Paris, 1907.

BECKER, Jeronimo : *Tratados, convenios y acuerdos referentes a Marruecos y la Guinea,* Madrid, 1918.

RIVIÈRE, P. Louis : *Traités, codes et lois du Maroc,* 5 vol. (le vol. I réservé aux traités), Paris, 1924.

RÉSIDENCE GÉNÉRALE DE FRANCE AU MAROC : *Recueil des actes internationaux et à incidence internationale concernant le Maroc,* Rabat, 1941.

CAILLÉ, Jacques : *Les accords internationaux du Sultan Sidi Mohammed Ben Abdallah (1757-1790),* Rabat, 1960.

DIRECTION DES ARCHIVES ROYALES DU MAROC : *Al Ouataïq* (voir aussi Sources) ; (recueils périodiques de documents), 4 vol. parus, Rabat, 1976-1978. Parmi les documents publiés, figurent, en arabe et dans la langue adoptée par l'autre partie, les principaux traités signés par le Maroc depuis 1763.

NEHLIL, Mohammed (cité *supra,* Sources) contient le fac-similé du texte original en arabe de la Convention de Madrid.

ÉTUDES, RÉCITS, TÉMOIGNAGES

ABDELKRIM, Mohammed ben — EL KHETTABI : (voir *supra,* Sources, I, 7).

— : Préface à *Vie du martyr Mohammed el Kettani* (en arabe), voir ci-après KETTANI, Mohammed Baqer el —.

Abdelkrim et la République du Rif, actes du Colloque international d'études historiques et sociologiques, 18-20 janvier 1973, Paris, 1976.

ABOULNASR, Omar : *Baṭal al Rīf, al Amīr ᶜAbdulkarīm,* édit. Al Maktaba al Ahliya, Damas (?), 1934 (traduction en arabe d'un choix de textes déjà publiés en Europe).

AGERON, Charles R. : *La politique berbère du Protectorat marocain de 1913 à 1934, in* « Revue d'Histoire moderne et contemporaine », t. XVIII, janv.-mars 1971, pp. 50-90.

ALAOUI, Mohammed el — : *Zaᶜīm ar-Rīf, Muḥammad ᶜAbdulkarīm al Ḫaṭṭābī* (en arabe), Casablanca, 1969.

ALLAIN, Jean-Claude : *Agadir, 1911,* Paris, 1976.

ALLOUCHE, I. S. : *Documents relatifs à Raisuni, in* « Hespéris », 1951, t. XXXVIII, 3ᵉ-4ᵉ tr., pp. 327-353.

AMRI, A.F. al — : *Al Ḥarb ar-Rīfiya wa Sirru Intiṣār al-Amīr ᶜAbdulkarīm al-Ḫaṭṭābī* (en arabe), édit. Dar es-Salam, Bagdad, 1925.

AMEZIANE, Mohammed Salam : *ᶜAbdulkarīm al-Ḫaṭṭābī wa Ḥarb ar-Rīf* (en arabe), édit. El Maḍani, Le Caire, 1971.

ANTONIUS, George : *The Arab Awakening. The story of the arab national movement,* New-York, 1939. Edit. arabe, sous le titre : *Iaqdat al ᶜArab,* Beyrouth, 3ᵉ édit., 1969.

ARNAUD, Dr Louis : *Au temps des mehallas ou le Maroc de 1860 à 1912,* Casablanca, 1952.

ARSALAN, Chakib : *Al Amīr Muḥammad Ibn ᶜAbdilkarīm Zaᶜīm ar-Rīf, in Ḥāḍir al ᶜAlam al-Islāmī* (Le monde musulman d'aujourd'hui) ouvrage de STODDARD, Lothrop augmenté, dans sa traduction arabe, d'études d'Arsalan, Le Caire, 1352 H./1933, vol. III, pp. 184-207.

AUBIN, Eugène : *Le Maroc d'aujourd'hui,* Paris, 1904.

AYACHE, Albert : *Le Maroc. Bilan d'une colonisation,* Paris, 1956.

AYACHE, Germain : *Aspects de la crise financière au Maroc après l'expédition espagnole de 1860, in* « Revue historique », t. CCXX, oct.-déc. 1958.

— : *Ibn Khaldoun et les Arabes, in* « Ibn Khaldoun », actes du Colloque de mai 1962 à Rabat, Casablanca, s.d.

— : *La première amitié germano-marocaine (1885-1894), in* « Mélanges Charles André Julien», Paris, 1964.

— : *La crise des relations germano-marocaines (1894-1897), in* « Hespéris-Tamuda », vol. VI, 1965, fasc. unique.

— : *Le sentiment national dans le Maroc du* XIXᵉ *siècle, in* « Revue historique », fasc. 488, oct.-déc. 1968.

— : *Beliounech et le destin de Ceuta entre le Maroc et l'Espagne, in* « Hespéris-Tamuda », vol. XIII, fasc. unique, 1972.

— : *Société rifaine et pouvoir central marocain (1850-1920), in* « Revue historique », t. CCLIV, 2, 1975.

— : *La fonction d'arbitrage du Makhzen, in* « Actes du Colloque de juillet 1977 », à Durham, Rabat, 1979.

BARBARI, Mouslim (pseudonyme) : *Tempête sur le Maroc ou les erreurs d'une politique berbère,* Paris, 1931.

BARETY, Léon : *La France au Maroc,* Paris, 1932.

BECKER, Jeronimo : *España y Marruecos. Sus relaciones diplomáticas durante el siglo* XIX, Madrid, 1903.

— : *El Rif,* Madrid, 1909.

— : *Historia de Marruecos,* Madrid, 1915.

BEN MANSOUR, Abdelwahhab : *Aâlām El-Maghrib El-Arabi* (Dictionnaire biographique maghrébin), en arabe, t. I, Rabat, 1979. Contient une importante monographie sur Jilani Zerhouni (Bou Hmara).

BEN ZIDANE, Abderrahmane : (voir « Sources », I, 6).

BERENGUER, General : *Campañas en el Rif y Yebala (1921-1922). Notas y documentos de mi diario de operaciones,* Madrid, 1923.

BERMUDO SORIANO, Eliseo : *El Raisuni, caudillo de Yebala,* Madrid, 1941.

BERNARD, Augustin : *Le Maroc,* 6e édit., Paris, 1921.

BLASCO IBÁÑEZ, Vicente : *Alphonse XIII démasqué. La terreur militariste en Espagne* (traduit de l'espagnol), Paris, 1925.

BIARNAY, S. : *Un cas de régression vers la coutume berbère chez une tribu arabisée, in* « Archives berbères », 1915-1916, t. IV, pp. 219-229.

BLANCO IZAGA, Emilio : *La vivienda rifeña, in* « Curso de perfeccionamiento de Oficiales del Servicio de Intervención », revue « Africa », Ceuta, 1930.

— : *El Rif (2ª Parte. La Ley Rifeña) II, Los Cánones rifeños comentados,* Ceuta, 1939.

BOUAYYACHI, Haj Ahmed El — : *Ḥarb ar-Rīf at-taḥrīriya wa Marāḥil an-Niḍāl* (La guerre libératrice du Rif et les étapes de la lutte), 2 vol., Tanger, 1974.

BRENAN, Gerald : *Le labyrinthe espagnol. Origines sociales et politiques de la guerre civile* (traduit de l'anglais, Cambridge, 1960), Paris, 1962.

BRIGNON, J. (en collaboration) : *Histoire du Maroc,* Paris-Casablanca, 1967.

BRUNSCHWIG, Henri : *Mythes et réalités de l'impérialisme colonial français,* Paris, 1960.

BUENO Y NUÑEZ DE PRADO, Emilio : *Historia de la acción de España en Marruecos desde 1904 a 1927,* Madrid, 1929.

BURKE, Edmund : *Prelude to protectorate in Morocco. Precolonial protest and resistance (1860-1912),* Chicago-London, 1976.

BUSCHENSCHUTZ, Lt-Col. : *Une opération de partisans au Maroc, in* « Revue d'Infanterie », 1er avril 1925, pp. 559-575.

CAMPO ECHEVARRIA, Antonio del — : *España en Marruecos. Datos y consideraciones,* Santander, 1926.

CARRENZA, Fernando : *Estudios historicos sobre las provincias de Yebala y el Rif,* Ceuta, s.d.

CALVO, Gonzalo : *España en Marruecos : 1910-1913. Acción de España en las regiones de Larache, Alcazar, Ceuta y Melilla, con el relato de la campaña del Rif en 1911-1912,* Barcelone, s.d.

CATROUX, Général : *Lyautey le Marocain,* Paris, 1951.

CHARLES-ROUX, François et CAILLÉ, Jacques : *Missions diplomatiques à Fès,* Paris, 1955.

CAILLÉ, Jacques : *Charles Jagerschmidt, chargé d'affaires de France au Maroc (1820-1894),* Paris, 1950.

— : *La mission du capitaine Burel au Maroc en 1808,* Paris, 1953.

— : *Le vice-consul Broussonet et ses « mémoires » sur le Maroc, in* « Hespéris-Tamuda », 1961, vol. II, pp. 5-42.

— : voir également Traités et CHARLES-ROUX.

COON, Carleton : *Tribes of the Rif,* Cambridge, 1931.

COSSÉ BRISSAC, Philippe de — : *Les rapports de la France et du Maroc pendant la conquête de l'Algérie (1830-1847),* Paris, 1931 (paru initialement *in* « Hespéris », 1931, t. XIII, fasc. 1, pp. 35-115 et fasc. 2, pp. 133-225.

COUR, Auguste : *L'établissement des dynasties des chérifs au Maroc et leur rivalité avec les Turcs de la Régence d'Alger (1509-1830),* Paris, 1904.

COUTARD, Cap. : *Au Maroc : contre la montagne. Méthodes d'action politique, économique et militaire, in* « Revue d'Infanterie », 15 mars 1921, pp. 326-338.

DAOUD, Mohammed : (voir *supra,* « Sources », I, 6).

DAVILA JALON, Valentin : *Una vida al servicio de España : General Don Fidel Davila Arrondo (1878-1962),* Primera parte, Madrid, 1978.

De Anual a la República : El Expediente Picasso. Las responsabilidades de la actuación española en Marruecos, Madrid, 1931.

De Anual a la República : Documentos relacionados con la información instruida por la llamada « Comisión de responsabilidades » acerca del desastre de Anual, Madrid, 1936.

DELBREL, Gabriel : *España en Marruecos, Intereses de España en el valle del Muluya, el Rif oriental y el Garb el Isar* (traduit du français), Melilla, 1909.

— : *Geografía general del Rif y kabilas de Guelaia-Kebdana,* Melilla, 1911.

DÍAZ DE VILLEGAS, José : *Lecciones de la experiencia (Enseñanzas de las campañas de Marruecos),* Tolède, s.d.

DUMAINE, Jacques : *Les éléments du problème du Rif, in* « Renseignements coloniaux », février 1926, pp. 89-99.

DONOSO CORTÉZ, Ricardo : *Estudio geográfico-político-militar sobre las zonas españolas del Norte y Sur de Marruecos,* Madrid, 1913.

DUNN, Ross E. : *Resistance in the desert, Moroccan responses to French Imperialism (1881-1912),* Madison-London, 1977.

EUSTACHE, Daniel : *Corpus des Dirhams Idrissites et contemporains,* Rabat, 1970-1971.

— : *Les ateliers monétaires du Maroc, in* « Hespéris-Tamuda », vol. XI, 1970, fasc. unique, pp. 95-102.

ESTADO MAYOR CENTRAL DE EJÉRCITO : *Enseñanzas de la campaña del Rif en 1909,* Madrid, 1911.

EZA, Visconde de — : *Mi responsabilidad en el desastre de Melilla como Ministro de la Guerra,* Madrid, 1923.

FASI, Allal El — : *Al Ḥarakāt al Istiqlāliya fi-l-Maġrib al-ᶜArabī* (Les mouvements d'indépendance dans le Maghreb arabe), Tétouan-Tanger, s.d., mais achevé au Caire en 1948.

FERNANDO LA HOZ, Vicente : *Apuntes para la historia de la imprenta en el Norte de Marruecos,* Tétouan, 1949.

FONTAINE, Pierre : *Abdelkrim : origine de la rébellion nord-africaine,* Paris, 1958.

FORBES, Rosita : *El Raisuni, the Sultan of the Mountains,* New-York, 1924.

FRUNSE, Michail Wassiliewitsch : *Die Europäischen Zivilisatoren und Marokko,* traduction allemande de l'édition russe, (Moscou-Léningrad, 1927), pp. 440-532 des œuvres choisies (Ausgewählte Schriften), Berlin, 1955.

FURNEAUX, Rupert : *Abdel Krim, emir of the Rif,* London, 1967.

GABRIELLI, Léon : *Abdelkrim et les événements du Rif,* Casablanca, 1953.

GARCÍA FIGUERAS, Tomás : Voir HERNÁNDEZ HERRERA.

— : *Del Marruecos feudal : episodios de la vida del Cherif Raisuni,* Madrid, 1930.

— : *La acción de España en Marruecos,* Barcelone, 1939.

GHIRELLI, Angelo : *El Norte de Marruecos. Contribución al estudio de la zona de Protectorado español en Marruecos septentrional,* Melilla, 1926.

— : *Monografía de la cabila de Beni Tuzin,* Madrid, 1923.

GODED, General : *Las Etapas de la Pacificación,* Madrid, 1932.

GÓMEZ-JORDANA SOUZA, Teniente General Francisco : *La tramoya de nuestra actuación en Marruecos,* Editoria Nacional, Madrid, 1976.

GUILLEN, Pierre : *L'Allemagne et le Maroc de 1870 à 1905,* Paris, 1967.

HARRIS, Walter B. : *France, Spain and the Rif,* London, 1927.

— : *Morocco that was,* London, 1921, traduit en français sous le titre *Le Maroc disparu,* Paris, 1929.

HART, David M. : *An ethnologic survey of the rifian tribe of Ait Wuryaghil, in* « Tamuda », II, 1954, pp. 51-86.

— : *Emilio Blanco Izaga and the Berbers of the Central Rif, in* « Tamuda », VI, 1958, pp. 171-237.

— : *Clan, lignage et communauté locale dans une tribu rifaine,, in* « Revue de Géographie du Maroc », nº 8, 1965, pp. 25-33.

— : *De ripublik à République : les institutions socio-politiques rifaines et les réformes d'Abdelkrim, in* « Abdelkrim et la République du Rıf », pp. 33-45, Paris, 1976.

HERNÁNDEZ HERRERA, Carlos y GARCÍA FIGUERAS, Tomás : *Acción de España en Marruecos,* 2 vol., Madrid, 1929-1930.

HERNÁNDEZ MIR, Francisco : *Del desastre a la victoria,* 4 vol., Madrid, 1926-1927.

HUBERT, Jacques : *L'aventure riffaine et ses dessous politiques,* Paris, 1927.

JALAL YAHIA, D. : *Abdulkarīm al-Ḫaṭṭābī,* collection *Aʿlām al-ʿArab* (en arabe), Le Caire (?), 1968.

JIMÉNEZ ORTONEDA, Jesús : *Estudio de la región del Rif,* Toledo, 1930.

JULIEN, Charles-André : *Histoire de l'Afrique du Nord (Tunisie-Algérie-Maroc),* Paris, 1931. Deuxième édition, *Des origines à 1830,* revue par Christian COURTOIS et Roger LE TOURNEAU, Paris, 1951-1953.

JULIEN, Charles-André : *L'Afrique du Nord en marche. Nationalismes musulmans et souveraineté française,* Paris, 1952, 2e édit., Paris, 1972.

— : *Histoire de l'Algérie contemporaine. I, la conquête et les débuts de la colonisation (1827-1871),* Paris, 1964.

— : *Le Maroc face aux impérialismes (1415-1956),* Paris, 1978.

KANN, Reginald : *Le Protectorat marocain,* Nancy, Paris, Strasbourg, 1921.

KETTANI, Mohammed el Baquer El — : *Tarjamat al-Šaiḫ Muḥammad al-Kittānī al-Šahīd,* Rabat (?), 1962.

LADREIT DE LACHARRIÈRE, Jacques : *Le rêve d'Abdelkrim, esquisse d'histoire marocaine,* Paris, 1925.

LAROUI, Abdallah : *Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain (1830-1912),* Paris, 1977.

LECLÈRE, Chef de Bataillon : *Terres collectives de tribu* (Conférence au Cours de Perfectionnement des Adjoints stagiaires du Service des Renseignements), Rabat, 1922.

LECUYER, M.C. et SERRANO, C. : *La guerre d'Afrique et ses répercussions en Espagne (1859-1904),* Paris, 1976.

LE TOURNEAU, Roger : *Evolution politique de l'Afrique du Nord musulmane, (1920-1961),* Paris, 1962.

LÉVI-PROVENÇAL, Evariste : *Le Maroc en face de l'étranger à l'époque moderne, in* « Bulletin de l'Enseignement public », nº 65, février 1925, pp. 95-112, Rabat, 1925.

LÉVY, Simon : *La guerre du Rif sous le règne d'Alphonse XIII (1886-1931)*, Mémoire pour le D.E.S. à la Faculté des Lettres de Paris, 1957-1958, (inédit).

LÓPEZ RIENDA, Rafael : *Frente al fracaso. Raisuni. De Silvestre a Burguete*, Madrid, 1923.

LOUTSKAÏA, Nathalie : *Respublica Rif* (en russe), Moscou, 1959.

— : *A propos de la structure intérieure de la République du Rif* (Communication au XXV[e] Congrès international des Orientalistes, Moscou, 1960).

— : *Abdelkrim El-Khattabi sur la guerre hispano-rifaine* (Communication au XXVII[e] Congrès international des Orientalistes), édité à Moscou, 1967.

— : *Les auteurs arabes sur les luttes de libération nationale des Rifains*, (Communication au II[e] Congrès international des Africanistes), édité à Moscou, 1967.

LYAUTEY : *Vers le Maroc. Lettres du Sud-Oranais (1903-1906)*, Paris, 1937.

LYAUTEY, Pierre : *Lyautey l'Africain. Textes et Lettres du Maréchal Lyautey*, 4 vol., 1953-54-56-57.

MALDONADO, Eduardo : *El Rogui*, Tétouan, 1949.

MARTIN, A.G.P. : *Quatre siècles d'histoire marocaine (1504-1912)*, Paris, 1924.

MARTÍNEZ YAGUES : *El mokaden de Segangan, in* « Africa Española », n° 40, 4[e] année, 30 sept. 1916.

MARTY, Paul : *La politique berbère du Protectorat, in* « Renseignements coloniaux », 1927, n° 7 *bis*, pp. 322-335.

MAURA, Gabriel : *La question du Maroc au point de vue espagnol*, Paris, 1911. (L'édition originale espagnole est de 1905.)

MICHAUX-BELLAIRE, E. : *Le Rif*, (Conférence au Cours des Affaires indigènes), Rabat, 1925.

— : *Conférences préparatoires aux Cours des Affaires Indigènes*, Rabat, 1927.

MIÈGE, Jean-Louis : *Le Maroc et l'Europe (1830-1894)*, Paris, 1961-1963.

MOHAMI, Mohammed A.I. et SOUFI, Mohammed A. : *Al-Amīr ᶜAbdulkarīm al-Ḫaṭṭābī Baṭal al Šamāl al-Ifrīqī*, Le Caire, 1954.

MONTAGNE, Robert : *Les Berbères et le Makhzen dans le sud du Maroc. Essai sur la transformation politique des Berbères sédentaires (groupe Chleuh)*, Paris, 1930.

— : *La vie sociale et la vie politique des Berbères* (Leçons professées à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris, nov.-déc. 1931), Paris, 1931.

— : *Abdelkrim, in* « Politique étrangère », juillet 1947, pp. 301-324.

— : *Révolution au Maroc*, Paris, 1953.

MORALES LEZCANO, Victor : *El colonialismo hispano-francés en Marruecos (1898-1927)*, Madrid, 1976.

MOULIERAS, Auguste : *Le Maroc inconnu. Exploration du Rif*, Oran, 1895.

NACIRI, Ahmed ben Khalid En — : *Kitāb al-Istiqṣa' li Aḫbār Duwal al-Maġrib al-Aqṣā*, 1re édit. 4 vol., Le Caire, 1894, réédition de Casablanca en 9 vol., 1954-1956.

NAÏB, Karim Khalil : *ᶜAbdulkarīm al Ḫaṭṭābī*, Le Caire, 1925.

NEHLIL, Mohammed : (voir « Sources », I, 6).

Opérations (Les) militaires au Maroc, ouvrage collectif réalisé sous la direction du général Maurel, Paris, 1931.

ORDINAIRE, Maurice : *Les deux Maroc, in* « Revue de Paris », 15 octobre 1932, pp. 818-830.

ORTEGA, Manuel L. Pichardo : *España en Marruecos, El Raisuni*, Madrid, 1917.

ORTEGA Y GASSET, Eduardo : *Anual*, Madrid, 1922.

OTEYZA, Luis García de — : *Abdelkrim y los prisioneros*, Madrid, s.d.

OUAZZANI, Touhami El — : *Al-Muqāwama al-Musallaḥa wa-l-Ḥaraka al-Waṭaniya fī Šamāl al-Maġrib* (en arabe) annoté et commenté par Mohammed Benᶜazzouz Hakim, Rabat, 1980.

OURIACHI, Larbi El — : *Al-Kašf wa-l-Bayān ᶜAn Sīrat al-Šarīf al Ġāzī, Baṭal al-Rīf al-Awal, Muḥammad Ameziān* (inédit) en arabe.

PARDO FERNÁNDEZ-CORREDOR, Emilio : *Resumen de la Historia de la Zona de España en el Norte de Marruecos*, Madrid, 1933.

PARDO GONZÁLEZ, Candido : *Al servicio de la verdad. Las Juntas de Defensa militares. El Protectorado de Marruecos y Alhucemas. La dictadura del secundo marqués de Estella. Aportaciones para un estudio crítico de la dictadura del general Primo de Rivera*, Madrid, 1930.

PASCON, Paul : *Le Haouz de Marrakech*, 2 vol., Rabat, 1977.

PAYNE, Stanley G. : *Los militares y la política en la España contemporánea* (traduction de l'original américain de 1967), Paris, 1968.

PEZZI, Rafael : *Los presidios menores de Africa y la influencia española en el Rif*, Madrid, 1893.

PIQUET, Victor : *Le Maroc. Géographie, histoire, mise en valeur*, nouvelle édition, Paris, 1920.

PRIMO DE RIVERA, Miguel : *La cuestión del día. Gibraltar y Africa* (Discurso del general...), Cadiz, 1917.

QADI (AL-), Mohammed Mohammed Omar : *Asad al-Rīf, Muḥammad ᶜAbdulkarīm al-Ḫaṭṭābī. Muḏakkirāt ᶜan Ḥarbi-l-Rīf*, en arabe, Tétouan, 1979.

QUINTANA MARTÍNEZ, Eduardo : *La marina de guerra española en Africa. Crónica de la campaña del Rif*, Cadiz, 1910.

— : *La marina de guerra española en Africa. Crónica. Ocupación de Larache y Alcazarquivir. La campaña del Kert,* Cadiz, 1912.

RAMOS CHARCO-VILLASEÑOR, Aniceto : *El Rif. Apuntes para su estudio,* Toledo, 1930.

RICARD, Robert : *Le commerce de Berbérie et l'organisation économique de l'Empire portugais aux* XV^e^ *et* XVI^e^ *siècles, in* « Annales de l'Institut d'études orientales », Faculté d'Alger, II, 1936.

RIERA, Augusto : *España en Marruecos. Crónica de la campaña de 1909,* Barcelone, 1910.

RINN, Louis : *Marabouts et Khouans,* Alger, 1884.

RISOUNI AL-MOHAMI, Ali al — : *Abṭāl ṣanaᶜū at-Tarīḫ* (en arabe), Tétouan, 1975.

RIVIÈRE, Paul Louis : *Précis de législation marocaine,* Paris, 1927.

— : Voir également « Traités ».

RODA JIMÉNEZ, Rafael de — : *Economia marroquí. Los problemas del campo,* Ceuta, 1941.

RODRÍGUEZ PADILLA, Isaias : *Cofradías religiosas en el Rif y diversas taifas de Xorfas, Zaouias y santuarios,* Ceuta, 1930.

ROGER-MATHIEU, J. : *Mémoires d'Abdelkrim,* Paris, 1927.

ROSENBERGER, Bernard : *Autour d'une grande mine d'argent du moyen âge marocain : le Jebel Aouam, in* « Hespéris-Tamuda », V, 1964, fasc. unique, pp. 15-78.

— : *Les anciennes exploitations minières et les anciens centres métallurgiques du Maaroc, in* « Revue de Géographie du Maroc », n^os^ 17 et 18, 1970.

— *Tamdult, cité minière et caravanière* (*du* IX^e^ *au* XVI^e^ *siècles*), in « Hespéris-Tamuda », vol. XI, 1970, fasc. unique.

ROSENBERGER, Bernard et TRIKI, Hamid : *Famines et épidémies au Maroc aux* XVI^e^ *et* XVII^e^ *siècles,* in « Hespéris-Tamuda », vol. XIV, 1973, fasc. unique, et vol. XV, 1974, fasc. unique.

RUIZ ALBÉNIZ, Victor : *El Riff (Estudio de un español en el Norte Africano). El Riff en Paz. La guerra del Riff. El pleito internacional,* Madrid, 1912.

— : *Las responsabilidades del desastre. Ecce homo,* Madrid, 1922.

— : *La actuación de España en Marruecos* par Juan de España (pseudonyme), Madrid, 1926.

SAÏD, Amine : *Tawrāt al ᶜArab fi-l-Qarn al-ᶜIšrīn* (Les mouvements révolutionnaires arabes au XX^e^ siècle), Le Caire, s.d.

— : *Al-Dawla al-ᶜArabiya al-Muttaḥida* (L'Empire arabe unifié), 3^e^ partie, Le Caire, s.d.

SÁNCHEZ DÍAZ, Ramón : *La pacification espagnole, in* « Abdelkrim et la République du Rif », pp. 75-80, Paris, 1976.

SÁNCHEZ PÉREZ, Andrés : *Aprovechamientos comunales y formas de cooperación en las yemaas del Rif, in* « Africa », Madrid, novembre 1947.

— : *Abdelkrim, in* « Selección de conferencias y trabajos realizados por la Academia de Interventores durante el curso 1949-1950, pp. 61-76, Tétouan, 1950.

SANGRÓNIZ, José-Antonio : *La actuación de España en Marruecos, apuntes de historia y estudios sobre la política y situación actual del problema hispano-marroquí,* por Juan de España (pseudonyme), Madrid, 1926.

SHINAR, Pessah : *ᶜAbd al-Qādir and ᶜAbd al-Krim. Religious influences on their thought and action, in* « Asian and African Studies » (Annual of the Israel Oriental Society), vol. I, 1965, pp. 139-174.

TAILLIS, Jacques du — : *Le nouveau Maroc* suivi d'*Un voyage au Rif,* Paris, 1923.

TARRIT, Capitaine : *Emploi des partisans au Maroc, in* « Revue de Cavalerie », t. III, mars-avril 1923, pp. 197-211.

TAOUFIK, Ahmed : *Baᶜdu Jawānib Ta'rīḫ al-Maġrib al-Ijtimāᶜī fi-l-Qarn at-Tāsiᶜa ᶜAšara : Inultān min 1850 ilā 1912* (Aspects de l'histoire sociale du Maroc au XIXe siècle : les Inoultane de 1850 à 1912), Diplôme d'études supérieures, Faculté de Rabat, 1976. Publications de la Faculté des Lettres de Rabat, 1978-1980.

TERRASSE, Henri : *Histoire du Maroc. Des origines à l'établissement du Protectorat français,* 2 vol., Casablanca, 1950.

THOMASSY, Raymond : *Le Maroc. Relations de la France avec cet empire,* 3e édit., Paris, 1859 (1re édit., 1842).

TOYNBEE, Arnold J. : *The Islamic World since the peace settlement, in* « Survey of international affairs », vol. I, 1925, Oxford, 1927.

TORCY, Général de — : *Les Espagnols au Maroc en 1909,* Paris, Nancy, 1910.

TUÑON DE LARA, Manuel : *La España del Siglo* XX, Paris, 1966.

VALLERIE, Cap. Pierre : *La pénétration militaire au Maroc,* Paris, 1934.

« Verdades amargas. La campaña de 1909 » por el Capitan X..., Madrid, 1910.

VINCENT, Lieut.-col. : *Un peuple gagné à la France. Les Berbères marocains et leur sol, in* « Revue des Deux Mondes », 15 août 1924, pp. 855-872.

VIVERO, Augusto : *Una petición absurda, in* « Africa española », 30 nov. 1915.

— : *España y Francia en Marruecos. La cuestión de Tanger,* s.l., 1919.

— : *El Derrumbamiento,* 2e édit., Madrid, 1922.

VOINOT, Lieut.-col. : *Sur les traces glorieuses des pacificateurs du Maroc,* Paris, 1939.

WEISGERBER, Docteur : *Au seuil du Maroc moderne,* Rabat, 1947.

WESTERMARCK, Edward : *Ritual and Belief in Morocco,* London, 1928.

WOOLMAN, David S. : *Rebels in the Rif. Abdelkrim and the Rif Rebellion,* Stanford, London, 1969,

YOUSSOUFI, Abderrahman : *Les institutions de la République du Rif, in* « Abdelkrim et la République du Rif », pp. 81-100, Paris, 1976.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

N'y figurent ni le cadi Abdelkrim, ni Mohammed, son fils qui sont cités quasiment partout.

ABBAS, Moulay —, prince marocain : 122.

ABDELAZIZ, Moulay —, sultan : 53, 69, 108, 109, 110, 128, 129, 131, 133, 134, 160, 161, 172, 173, 209, 257, 258, 338.

ABDELHAFID, Moulay —, sultan : 54, 56, 61, 69, 70, 112, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 143, 153, 161, 162, 172, 173, 175, 210, 239, 258.

ABDELKADER ben Mohieddine, chef de la résistance algérienne : 9, 10, 11, 16, 27, 48, 121, 209, 210.

ABDELMALEK ben Mohieddine : 209, 210, 212, 233, 234, 236, 237,, 238, 239, 240, 241, 242, 244, 246, 248.

ABDERRAHMAN, Moulay — ben Hicham, sultan : 55, 105.

ABDESLAM, Ahmed ben —, chef religieux : 137.

ABDESLAM, caïd : 303.

ABDESLAM ben Mohammed el Khettabi : 161, 293, 324.

ABDI, Allal, agent français : 110.

ABOCOY, Mohand, notable rifain : 154, 202, 240.

AFELLAH, Chaïb, chef militaire rifain : 233.

AGUIRRE, Manuel, fonctionnaire espagnol : 281, 282, 293, 302.

AIZPURU, Luis, général, commandant de Melilla : 201, 212, 216, 217, 219, 220, 223, 224, 227, 230, 231, 232, 235, 236, 237, 238, 239, 242, 245, 246, 247, 248, 249, 251, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 279, 281, 290.

AKHEMLICH, Mohammed Seddiq, chef religieux : 135, 156, 206, 207, 275, 333.

AKHEMLICH, Ahmed, son fils : 274, 275, 313, 317.

ALAPETITE, ambassadeur de France : 286.

ALDAVE, général espagnol : 148, 149, 192.

ALFAU, général espagnol : 191.

ALLAL, caïd des Temsamane : 246, 316.

ALLAL, Mohand, notable rifain : 274.

ALPHONSE XIII : 91, 270.

AMAR, caïd, — El Ouriaghli : 146.

AMAR M'HAMMEDI, chef rifain : 241.

AMAR OUFQUIR, des Temsamane : 316.

AMEZIANE, Mohammed, chef de la résistance rifaine : 112, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 156, 179, 181, 188, 189, 192, 194, 280, 290, 292, 298, 309, 340.

AMEZIANE, Mohammed Salam, auteur marocain : 338, 340.

ARISTOTE : 36.

ARSALANE, Chakib, publiciste arabe : 11.

AUBIN, Eugène, auteur français : 26.

AVERROÈS : 36.

AZEMMOURI, professeur marocain : 158.

AZERKANE, Mohammed, dit « Pajarito », chef rifain : 21, 127, 154, 164, 167, 210, 303, 322, 325, 326, 327, 328, 329, 331.

BA AHMED, voir Ben Moussa.

BAGHDADI, Ben Bouchta ben el —, caïd : 97, 127, 128, 154, 160.

BALFOUR, Arthur, homme d'Etat britannique : 269.

BARBETA, José, officier espagnol : 199, 201, 228.

BARGACH, Mohammed, naïb du Sultan : 122, 123.

BARGACH, Seddiq ben Mohammed, membre de la Niaba : 131.

BEL HAJ HACHEM, Boubeker, notable rifain : 154.

BEKRI (El), géographe arabe : 37, 38.

BEN HACHEM, des Anjera : 283.

BENHAÏM, Messaoud, commerçant : 163, 207, 323.

BEN MOUSSA, Ahmed, dit Ba Ahmed, vizir : 55, 109, 110, 128, 257.

BEN SENNAH, Bachir, caïd : 130, 143.

BERENGUER, Damasso, général espagnol : 84, 147, 190, 248, 249, 251, 260, 262, 263, 264, 265, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 286, 287, 291, 292, 296, 299, 301, 303, 307, 308, 309, 310, 311, 313, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 324, 325, 326, 329, 331, 332, 333, 336, 337.

BERNARD, Augustin, auteur français : 26.

BESTEIRO, Julian, homme politique espagnol : 271.

BEZZAZ, Mohammed, professeur marocain : 257.

BLANCO IZAGA, Emilio, officier espagnol : 114.

BLASCO IBÁÑEZ, Vicente, écrivain espagnol : 277.

BOISSONAS, Consul français : 269.

BOUAYYACHI, Ahmed, auteur marocain : 338, 340.

BOUFERKOUCH, notable rifain : 274.

BOUJEDDAÏNE, notable des Beni-Touzine : 283, 286.

BOU HMARA, voir Zerhouni.

BOULAHIA, dit « le Fquih », chef rifain : 295.

BOUL CHERIF, notable des Beni-Touzine : 283, 301, 302, 307.

BOURHAÏL, notable des Metalsa : 273, 274, 283, 306.

BOURJILA, Abdeslam, notable rifain : 116, 155, 201, 207, 240, 241, 242.

BOURJILA, Ahmed, notable rifain : 155, 208, 211, 238, 239, 240.

BOU SELMANE, notable rifain : 154,

BOU ZIANE, Ben Ali Es-Saïdi, caïd : 130.

BROUSSONET, Pierre, vice-consul français : 48.

BUGEAUD, Thomas, maréchal de France : 10, 48, 337.

CAMBO, Francesc, homme politique espagnol : 271.

CANALEJAS, José, homme d'Etat espagnol : 93.

CECIL, Robert, homme d'Etat anglais : 269, 271.

CHAMBERLAIN, Austin, homme d'Etat anglais : 65.

CHEDDI Mohammed, notable rifain : 154, 201, 202, 240

CHOUAÏB, Haj Omar, notable rifain : 110.

CÉSAR, Jules, homme d'Etat romain : 35.

CISNEROS, Francisco Jiménez, cardinal espagnol : 79.

CIVANTOS, Manuel, officier espagnol : 249, 250.

CLEMENCEAU, Georges, homme d'Etat français : 268.

CODRINGTON, William, consul britannique : 269.

COGOLLUDO, Pablo, officier espagnol : 242, 243, 245, 270, 284.

COLOMBAT, général français : 63.

CURZON, Earl, homme d'Etat britannique : 269, 270, 286.

DADDI ben Messaoud, notable rifain : 110, 154.

DAVILA ARRONDO, Fidel, officier espagnol : 317.

DELBREL, Gabriel, aventurier français : 132, 134.

DELCASSÉ, Théophile, homme d'Etat français : 29.

DERBY, Lord, diplomate anglais : 269.

DESCHANEL, Paul, homme d'Etat français : 28, 29.

DOMINGO, Marcelino, homme politique espagnol : 90.

DRUMMOND HAY, John, diplomate britannique : 123.

ESCHYLE : 116.

ECHEVARRIETA, financier espagnol : 324.

ETIENNE, Eugène, homme d'Etat français : 29, 60, 67, 73.

EZA, visconde de —, ministre espagnol : 307.

EZZIANI, Aboul Qacem ben Ahmed, historien marocain : 120.

FÁBREGAS, Sente, officier espagnol : 227.

FARLE (ou Far), alias Lang, agent allemand : 210, 211, 214, 232, 234.

FERRY, Jules, homme d'Etat français : 71.

FROUNZE, Michel, chef militaire soviétique : 13, 14.

FRÉJUS, Roland, explorateur français : 80.

GABRIELLI, Léon, officier de contrôle civil : 167.

GALLIÉNI, Joseph, maréchal de France : 59, 67.

GARRIGO, Rafael, officier espagnol : 198.

GAVILA, Roberto, officier espagnol : 193, 196, 200, 201, 202, 203, 204, 207, 211, 215, 216, 219, 227, 232.

GHAZAL, Ahmed el —, diplomate marocain : 120.

GIMÉNEZ FRAUD, Alberto, fonctionnaire espagnol : 249, 253.

GLAOUI, Thami el —, caïd : 56.

GÓMEZ JORDANA, voir Jordana.

GÓMEZ SOUZA, officier espagnol : 264.

GOT, Antonio, homme d'affaires espagnol : 324, 325, 326, 327, 328, 329.

GOUNDAFI, El —, caïd : 56.

GUENOUN, Thami, professeur à la Quarawiyyine : 161.

GUILLAUME II : 53, 168, 257.

HAJ EL HADI, chef rifain : 241.

HAMIDOU EL OUAZZANI, chef religieux : 155, 156, 206, 207, 274, 281, 333, 460.

HARDINGE, diplomate anglais : 269, 270, 271, 286.

HARRIS, Walter B., journaliste anglais : 257.

HART, David M., ethnologue : 96, 97, 102, 114, 115, 128, 159.

HASSAN, Moulay — ben Mohammed, Sultan : 53, 55, 105, 112, 126, 127, 128, 129, 159, 257.

HATIMI, Ahmed, notable rifain : 210, 211, 224.

HERRIOT, Edouard, homme d'Etat français : 159.

HIBA, Ahmed el —, chef de la résistance marocaine : 54, 55, 56, 57, 59, 61, 68, 69, 70.

HO CHI MINH : 15.

IBANCOS, Antonio, commerçant espagnol : 163, 216, 232, 323.

IBN HAWQAL, auteur arabe : 41.

IBN KHALDOUN : 39, 41.

IBN TOUMERT : 27.

IDRIS, fondateur de l'Etat marocain : 33.

IDRISSI (El), chef religieux : 308, 309.

INDAVE, général espagnol : 214.

ISABBLLE, la Catholique : 51, 79, 194.

ISMAÏL, Moulay —, sultan : 33, 44.

IYYADI (El), caïd : 56.

JAMI°I, Ahmed ben Bouchenafa el —, gouverneur du Rif : 126.

JAURÈS, Jean, homme politique français : 13, 29, 35.

JAZOULI, Mohammed, chef religieux et politique : 43.

JONNART, Charles, gouverneur en Algérie : 59, 66, 67, 73.

JORDANA, Francisco Gómez, général espagnol : 83, 84, 113, 114, 115, 116, 148, 149, 190, 191, 193, 194, 198, 201, 203, 204, 212, 219, 221, 222, 224, 227, 230, 231, 234, 235, 242, 243, 244, 246, 247, 248, 251, 262, 263, 264, 265, 270, 272, 290.

KADDOUR n'Amar, chef rifain : 309.

KETTANI, Mohammed el —, leader politique : 54, 173, 175, 183, 258.

KHATIB, Mohammed el —, naïb du Sultan : 105, 106.

KHATTABI, Idriss, el —, fils de Mohammed ben Abdelkrim : 167.

LAMELA, Carlos de —, fonctionnaire espagnol : 151.

LAS HERAS, commerçant espagnol : 163.

LEBBADI, Mohammed, membre de la niaba du Sultan : 108, 109.

LECLERC, Max, correspondant de Lyautey : 60, 67.

LÉNINE : 11, 15.

LERROUX, Alejandro, homme politique espagnol : 271.

LÉON L'Africain : 38.

LOBERA, Candido, journaliste espagnol : 169, 170, 177, 182, 303, 305, 306.

LOUTSKAÏA, Nathalie, historienne soviétique : 170.

LYAUTEY, Hubert, Résident général de France au Maroc : 8, 18, 19, 28, 30, 59, 60, 61, 62, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 82, 83, 84, 87, 89, 91, 145, 159, 187, 221, 222, 246, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 337.

LYAUTEY, Pierre, homme de lettres français : 61.

Mac Lean, aventurier anglais : 258.

Ma El Aïnine, chef religieux : 55.

Maestre, Tomás, sénateur espagnol : 113, 149, 259, 260, 263.

Maginot, André, ministre français : 60.

Maldonado, Eduardo, auteur espagnol : 134, 135, 138.

Mannesmann (les frères), financiers allemands : 191, 194.

Mansour (El), sultan saadien : 44.

Mao Tsé Toung : 14.

Margallo, général espagnol : 127.

Marín, Francisco, officier espagnol : 163, 164, 258.

Marina, José — y Vega, Haut Commissaire espagnol : 89, 137, 338.

Martín, Domingo, officier espagnol : 164.

Marx, Karl : 15.

Martínez Monje, officier espagnol : 248.

Massenet, homme d'affaires français : 140.

Mennou, Idriss, Pacha : 56.

Merry, Francisco, diplomate espagnol : 107, 122, 123, 124.

Merzouq, Ahmed Ben —, gouverneur marocain : 105.

Metouggui (El), caïd : 56.

M'hammed, fils de Moulay el Hassan : 129, 133.

M'hammed ben Abdelkrim, frère du chef rifain : 165, 166, 191, 208, 230, 235, 245, 249, 251, 281, 282, 283, 286, 287, 293, 302, 303, 308, 320, 323, 324, 327, 329.

Michaux-Bellaire, Edmond, auteur français : 28.

Mimoun, Cheikh —, chef rifain : 125.

Mohammed V, Roi du Maroc : 70.

Mohammed ben Abdallah, Sidi —, sultan alaoui : 45, 106, 120.

Mohammed ben Mohammed, oncle du chef rifain : 158.

Mohammed ben Abderrahman, Sidi —, sultan : 122, 123.

Mohammed (Mohand) ben Tahar, chef rifain : 315, 316.

Moha ou Hamou, chef de la résistance marocaine : 71.

Mohammed Rachid V, sultan ottoman : 209.

Montagne, Robert, auteur français : 27, 30, 111, 337.

Montesquieu : 101.

Morales, Gabriel, officier espagnol, 154, 313, 324, 325, 326, 327, 329.

Mouliéras, Auguste, auteur français : 80, 96, 102, 111.

Moul Oudou, caïd : 134, 135, 136, 139.

Naciri, Ahmed En —, historien marocain : 49, 52, 120.

Napoléon : 48.

Omar El Khattab, calife : 158.

Ortega y Gasset, José, écrivain espagnol : 78.

Oteyza, Luis, journaliste espagnol, 177, 329.

Othman, journaliste tunisien : 183, 184, 185, 186, 189.

Ouezzane, chérif d' —, : 52.

Ouriachi, Larbi El —, auteur marocain : 134, 135, 136, 138, 140.

Ouziane, Haj Ali Omar, notable rifain : 110.

Painlevé, Paul, homme d'Etat français : 25, 27, 28.

Pantorias ben Messoud, chef rifain : 311.

PERDICARIS, Américain résidant au Maroc : 257.

PERETTI, de —, diplomate français : 267.

PÉTAIN, Philippe, maréchal de France : 8, 26.

PICQUART, Georges, ministre français : 67.

PIERRON, officier français : 59.

PINTOS, général espagnol : 142.

POINCARÉ, Raymond, homme d'Etat français : 74, 266.

POUGATCHEV : 112, 130.

PRIETO, Manuel García, ministre espagnol : 80.

PRIMO DE RIVERA, Miguel, homme d'Etat espagnol : 8, 90, 91.

PUVERVILLE, de —, officier français, 266, 267, 270.

QADIRI, Mohammed el —, professeur à la Quarawiyyine : 161.

REIBELL, officier français : 59.

RENAN, Ernest, auteur français : 36.

RIQUELME, José y López Bayo, officier espagnol : 83, 113, 114, 147, 189, 190, 197, 201, 205, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 220, 221, 224, 228, 235, 236, 246, 248, 251, 333.

RISOUNI, Ahmed el —, gouverneur marocain : 53, 83, 95, 182, 188, 255, 256, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 272, 273 274, 276, 279, 280, 281, 283, 285, 286, 287, 310.

ROMANONES, Alvaro, conde de —, 271, 272.

ROMEO, Leopoldo, homme politique espagnol : 271.

RUIZ ALBÉNIZ, publiciste espagnol : 329.

SÁNCHEZ DÍAZ, Ramón, officier espagnol : 164, 207, 242.

SÁNCHEZ PÉREZ, Andres, officier espagnol : 163, 221.

SANZ, Henrique Lopez —, officier espagnol : 193, 194, 196, 198, 227.

SAY, Louis, entrepreneur français : 132.

SEBASTIEN, roi de Portugal : 48.

SIBERA, notable rifain : 154, 319, 320.

SILHOL, J., correspondant de Lyautey : 67.

SILVESTRE, Manuel Fernandez —, Commandant général de Melilla : 8, 89, 154, 260, 263, 276, 277, 278, 279, 286, 292, 296, 298, 300, 302, 303, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 318, 319, 320, 321, 322, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 331, 332, 333, 334, 337, 338.

SIST, Vicente, officier espagnol : 195, 201, 217, 218, 219, 220, 224, 227, 239.

SLIMAN ben Mohammed, Amjahed, notable rifain : 319, 320.

SKIREJ, Ahmed, auteur marocain : 127.

SOUIQUI, Youssef, professeur marocain : 233.

SURDON, Georges, auteur français : 30.

TACHFINE, Youssef ben —, : 57, 97.

TAILLIS, J. du —, journaliste français : 102.

TEBBAA, Mohammed, notable rifain, 140.

TERRASSE, Henri, historien français : 26.

THOMAS, Saint, Théologien : 36.

THOMSON, Gaston, Homme politique français : 67.

TORRES, Mohammed ben Larbi, naïb du Sultan : 108, 109, 110, 126, 127.

VATIN PÉRIGNON, fonctionnaire français : 61.

VIVIANI, homme d'Etat français : 267.

VOGÜÉ, E.M. de —, écrivain français : 60, 67.

WESTERMARCK, Edward, ethnologue, 96, 111.

WHITE, H., consul britannique : 269.

WOOLMAN, David S., auteur américain : 159.

YOUSSEF, Moulay —, sultan : 61, 266, 286.

ZEBDI, Mohammed, commissaire du Sultan : 105.

ZERHOUNI, Jilani, dit Bou Hmara : 53, 112, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 143, 153, 161, 162, 167, 209, 334.

ZIANE ben Mohammed, gouverneur dans le Rif : 158.

ZUGASTI, Juan, consul d'Espagne : 258.

INDEX DES NOMS DE LIEUX ET DE TRIBUS

N'y figurent aucun des noms Maroc, Rif, France et Espagne qui reviennent dans tous les chapitres.

Abbada : 301.

Adoua : 9.

Afghanistan : 12.

Afra : 132.

Aïn Mediouna : 274, 317.

Aït Ali, fraction de tribu : 249.

Aït Ishaq, tribu et zaouïa : 63.

Aït Khattab, fraction de tribu : 154, 158, 161.

Aït Youssef, fraction de tribu : 241, 249.

Aït Waryagher, voir Beni Ouriaghel.

Ajdir : 154, 155, 158, 160, 167, 189, 196, 202, 203, 204, 205, 210, 223, 234, 236, 237, 242, 243, 245, 246, 247, 248, 249, 251, 264, 281, 287, 293, 296, 301, 302, 303, 304, 307, 323, 324, 326, 329, 331.

Akhmas, tribu : 262.

Alger : 48, 121.

Algérie, et Algériens : 7, 9, 10, 11, 27, 46, 51, 59, 61, 65, 68, 79, 85, 92, 97, 109, 110, 121, 126, 132, 138, 139, 140, 141, 152, 184, 186, 209, 246, 267, 291, 294, 337.

Algesiras (Convention d'—) : 53, 73, 82, 131, 133, 161, 164, 165, 166, 168, 173, 213, 252, 258.

Alhucemas, Baie d'— : 77, 80, 107, 108, 109, 119, 120, 145, 146, 150, 153, 154, 155, 158, 189, 209, 235, 243, 244, 274, 279, 280, 281, 282, 283, 284,, 289, 290, 291, 292, 293, 303, 311, 312, 313, 314, 318, 320, 321, 326, 333.

Alhucemas, Peñon d'—, base insulaire, voir Nokour.

Allemagne, et Allemands : 32, 49, 51, 53, 56, 74, 79, 168, 191, 194, 199, 204, 206, 211, 216, 220, 221, 225, 228, 229, 231, 232, 234, 237, 238, 239, 240, 246, 247, 248, 323, 337.

Amassine, rivière : 63.

Amekrane, rivière : 315, 318, 331, 333, 334, 335.

Amesaouro, localité : 335.

Amsterdam : 42.

Andalousie : 185.

Angad, tribu : 131.

Angleterre, (Grande-Bretagne), et Anglais : 32, 41, 48, 49, 53, 55, 66, 74, 78, 79, 108, 123, 163, 212, 269, 273, 286.

Anjera, tribu : 131, 257, 262, 283.

Ankara : 18.

Anoual : 83, 87, 189, 222, 277, 310, 315, 324, 331, 334, 336.

Aregmane, en espagnol, Restinga ou Mar Chica : 132.

Argentine : 11.

Asilah, ou Azila, ou Arzila : 83, 85, 86, 188, 258, 260, 262, 264, 280.

Atlas : 65, 86.

Athènes : 101.

Azdrou Idrar : 548.

Badis, crique et base insulaire, en espagnol Peñon de Velez : 77, 119, 120, 125, 145, 153, 155, 275, 281, 289, 319.

Balkans : 116.

Barcelone : 88, 93, 142, 176.

Beni Arous, tribu : 260.

Beni Bou Ayyache, fraction de tribu : 204, 316.

Beni Bou Ifrah, tribu : 207.

Beni Bou Ifrour, tribu : 137, 138, 140, 141, 210, 211, 302.

Beni Bou Yahi, tribu : 203, 273, 290, 333.

Beni Emzar, fraction de tribu : 141.

Beni Ider, tribu : 131.

Beni Ittefft, tribu : 155, 207.

Beni Mansour, tribu : 131.

Beni Mestara, tribu : 211.

Beni Oulichek, tribu : 134, 292, 300, 308, 309, 310, 312, 313, 318, 332.

Beni Ouriaghel, tribu : 97, 104, 113, 114, 120, 128, 134, 135, 136, 145, 146, 153, 154, 156, 158, 160, 162, 197, 198, 199, 202, 207, 211, 216, 218, 233, 240, 245, 246, 247, 282, 283, 292, 293, 294, 296, 300, 307, 308, 311, 312, 313, 314, 316, 317, 318, 319, 321, 322, 328, 332, 334, 336.

Beni Saïd, tribu : 134, 232, 274, 290, 292, 293, 300, 309, 310, 312, 313, 318, 332, 333, 334.

Beni Sicar, tribu : 141.

Beni Sidel, tribu : 136, 151.

Beni Snassen, confédération de tribus : 131.

Beni Touzine, tribu : 134, 135, 233, 233, 282, 283, 292, 293, 300, 308, 312, 313, 314, 332.

Ben Tieb, localité : 292, 300, 308, 309.

Beqqioua, tribu : 97, 107, 108, 109, 110, 127, 145, 154, 155, 207, 235, 319, 321, 322, 328.

Berlin : 18, 205, 213.

Bilbao : 194, 323, 324.

Cabrerizas Altas : 362.

Cadix : 91.

Caire (Le) : 17, 21, 57, 170.

Camp Berteaux : 286.

Cap de l'eau : 138.

Cap des Trois Fourches : 289, 291.

Cap Sidi Chaïb : 328.

Casablanca : 54, 61, 91, 133, 141, 172, 181.

Castille : 78.

Catalogne : 77, 78, 88.

Ceuta : 42, 45, 47, 51, 77, 85, 86, 90, 92, 105, 120, 121, 125, 150, 153, 262, 268, 269, 275, 276, 297.

Chaouïa, confédération de tribus : 133, 141, 172.

Chichaouen ou Chaouen : 279, 309, 313.

Chenguit : 55.

Chine : 11, 12, 14, 15, 46.

Constantinople : 183.

Cuba : 7, 78, 167.

Damas : 57.

Dardanelles : 234.

Dar Drius ou Driouch : 296, 300.

D'har ou Berran ou Abarran : 315, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 339.

Egypte : 11, 12, 48, 53, 183.
Etats-Unis : 11.

Ferkhana, fraction de tribu : 141, 143.

Fès : 8, 36, 42, 54, 55, 59, 61, 99, 129, 132, 133, 140, 161, 165, 167, 168, 171, 173, 181, 186, 257, 258, 259, 268, 282.

Figuig : 54, 126, 129, 139.

Fondaq : 262, 276, 277.

Gaule : 35.

Genève : 19.

Germaine : 32.

Gérone : 88.
Ghis, oued : 135.
Ghomara, confédération de tribus : 95, 104, 105, 294.
Gibraltar : 51, 53, 79, 107, 108, 269.
Gourara : 128.
Guel^{c}ia, confédération de tribus : 107, 120, 122, 123, 124, 126, 130, 132, 136, 139, 143, 148, 172, 180.
Guerrouaou : 291.
Guinée : 42.

Hollande : 41.
Herri (El) : 71.

Ibouqqouyen, voir Beqqioua.
Ichkern, tribu : 112.
Ifni : 129.
Igheriben, lieu-dit : 335.
Ihamed, tribu : 129.
Imi n'Tanout : 56.
Imzinatten, tribu : 63.
Inde (s) : 11, 12.
Indochine : 7, 14, 15, 59.
Indonésie : 12.
Inoultane, tribu : 100.
Isifrafen, localité : 209.
Isly, oued : 48, 121.
Italie : 32, 36.
Izemouren, fraction de tribu : 110.

Japon : 174, 175.
Jebala, confédération de tribus : 95, 255, 256, 261, 265, 279, 280.
Jebel El Qama : 314, 315, 317, 322, 331, 332, 335.
Jebel Hamam : 134.

Kert, oued : 114, 116, 143, 145, 146, 147, 148, 150, 151, 153, 179, 189, 197, 198, 199, 200, 218, 232, 233, 234, 239, 274, 280, 290, 291, 294, 310.
Khartoum : 9.
Khenifra : 71.
Ksar El Kebir ou El Ksar : 85, 182, 188, 260, 264, 279, 280.

Lang Son : 71.
Larache : 83, 85, 86, 150, 153, 182, 188, 258, 260, 262, 276, 279, 280.
Londres : 19, 42, 269, 271, 272.
Loukkos, oued : 279.

Madagascar : 59.
Madrid : 12, 19, 50, 51, 89, 107, 122, 123, 141, 146, 178, 189, 190, 219, 220, 222, 230, 240, 245, 248, 249, 252, 259, 266, 270, 271, 277, 286, 287.
Malaga : 107, 108, 123, 210, 246, 337.
Marrakech : 36, 42, 55, 56, 57, 68, 110, 133, 258.
Marseille : 268.
Mauritanie : 55.
Mazagan (Al-Jadida) : 45.
Mazouja, tribu : 141, 142.
Mediouna, tribu : 51.
Meknès : 181.
Melilla : 8, 45, 47, 51, 77, 82, 83, 85, 86, 90, 98, 105, 106, 107, 113, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 131, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 144, 145, 148, 150, 163, 164, 165, 166, 167, 169, 170, 171, 172, 175, 176, 178, 180, 187, 188, 190, 191, 193, 194, 196, 197, 198, 200, 201, 202, 203, 208, 210, 211, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 223, 224, 227, 228, 230, 231, 232, 235, 237, 240, 242, 245, 248, 249, 251, 267, 268, 269, 271, 272, 273, 276, 277, 280, 282, 287, 289, 290, 291, 296, 310, 313, 316, 318, 322, 323, 326, 327, 331, 337, 338.
Mellul, Beni —, tribu : 333.
Mer Noire : 13.

Metalsa, tribu : 143, 273, 275, 283, 290, 299.
Midar, ou Arbaa de —, : 292, 300, 307.
Mogador, (As-Saouira) : 48, 257.
Mont Mauro : 290, 292, 309.
Moscou : 18.
Moulay Abdeslam Ben Mechich, sanctuaire : 131.
Moulouya, oued : 120, 121, 140, 267, 291.
Mourabitine, fraction de tribu : 241.
M'tioua, tribu : 104, 105.

Nador : 292.
Nokour, Hajrat —, ou Rocher de —, en espagnol, Peñon de Halucemas : 97, 119, 120, 125, 127, 149, 153, 154, 163, 166, 167, 189, 191, 193, 194, 196, 200, 201, 202, 203, 204, 207, 208, 211, 215, 216, 217, 218, 219, 221, 223, 224, 227, 228, 232, 235, 236, 237, 238, 240, 242, 243, 245, 249, 281, 289, 291, 293, 294, 311, 312, 318, 323, 326, 329, 333.
Nokour, oued : 135, 318.

Oran : 110.
Ouad Ras, tribu : 276, 281.
Oued Dib (Barranco del lobo) : 142.
Oued El Makhazen : 44.
Oued Lau : 279.
Ouergha, oued : 62, 71, 156, 265, 274.
Ouezzane : 8, 63, 109, 110, 155, 211, 313.
Ouixane : 132.
Oujda : 54, 130, 132, 141, 172.
Oulad Settout, tribu : 126, 141.
Oulad Sidi Cheikh, tribu : 73.
Oum El Rebia, oued : 63.

Paris : 15, 19, 42, 68, 87, 211, 268.
Pays Basque : 77, 78.
Philippines : 118.
Port Say (Acjroud) : 132.
Portugal et Portugais : 77, 109.

Quilates, Cap : 332.

Rabat : 19, 68, 91, 181, 211, 221, 222, 270.
Ras El Abid, cap : 328.
Ras El Aïn : 67.
Rehamna, tribu : 52.
Rhénanie : 116.
Rhin : 92.
Rome : 101.
Rouadi, localité : 237.
Ruhr : 8.
Russie : 13, 15, 74, 130.

Sabadell : 88.
Saghro, jebel : 65.
Sahara : 9, 55, 120, 124.
Saouira (As-), ville et îlot : 257.
Saquia Al Hamra : 129.
Sebou, oued : 265.
Seghanghan : 137, 148.
Selouane : 131, 136, 140, 292.
Sénégal, et Sénégalais : 55, 87, 92.
Senhaja, confédération de tribus : 95, 156, 207.
Senhaja du Mosbah, tribu : 64.
Sidi Bou Othman : 57.
Sidi Brahim, lieu-dit : 335.
Sidi Driss, lieu dit : 246, 334, 336.
Sidi Ouriach, sanctuaire : 126.
Sijilmassa : 41.
Snada : 155.
Souani : 243.
Soudan : 35, 55.
Souk El Tlata (des Metalsa) : 275.

Souk El Khemis : 142.
Sous : 55, 56, 57.
Syrie : 183.

Tafilalet : 65.
Tafersit, tribu et localité : 134, 233, 274, 278, 292, 294, 300, 301, 302, 303, 305, 307, 308.
Taka Ichien, localité : 63.
Tamesloht : 52.
Tanger : 48, 80, 86, 107, 108, 109, 126, 170, 171, 173, 183, 209, 256, 257, 263, 267, 268, 282.
Taouerda : 308, 309.
Taroudant : 56.
Tarragone : 88.
Taza : 61, 65, 120, 129, 139, 199, 210, 212, 282.
Tazrout : 264.
Temsamane, tribu : 134, 234, 245, 247, 293, 294, 300, 301, 310, 311, 312, 313, 314, 316, 317, 328, 332, 333, 334.
Tétouan : 8, 92, 105, 143, 150, 156, 174, 178, 189, 190, 191, 192, 195, 220, 224, 230, 243, 266, 267, 276, 279, 280, 282, 287, 309, 333, 338.
Tizi Azza, col : 300.
Tiznit : 55, 57.
Tlemcen : 48.
Touat : 52, 54, 128, 129.
Tripolitaine : 12, 269.
Trougout, fraction de tribu : 245, 246, 247, 314, 316.
Tunis : 183.
Tunisie : 184, 186.
Turquie, Turcs, Sublime Porte, Empire Ottoman : 12, 174, 175, 204, 205, 206, 207, 209, 211, 213, 214, 215, 216, 217, 225, 229, 234, 237, 238, 239, 240, 247.

Verdun : 8, 239.
Viet Nam : 15, 16.

Zafarines (ou Chaffarines), îles 121.
Zaïan, tribu : 71.
Zerkat : 156.
Ziz, oued : 120.
Zousfana, vallée de la —, : 129, 238.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

La guerre du Rif, prélude à l'émancipation des peuples coloniaux 7
Echo qu'elle suscita chez les colonisés et au sein du mouvement communiste 11
Comment elle fut diversement interprétée 14
Le problème des sources 16
Esprit de la présente étude 22

L'EMPIRE DES SULTANS. PERMANENCE DE L'ETAT ET FORMATION D'UN PEUPLE 25

La théorie des deux Maroc, « Bled el Makhzen » et « Bled el Siba » 25
Société tribale et avènement du grand commerce 31
Facteurs de l'intégration des tribus dans un ensemble dominé par l'Etat 34
Epanouissement et expansion de l'Etat marchand 35
Villes et campagnes. Intégration économique 36
Limites de l'expansion et début de la décadence 38
Résistance à l'Europe et apparition du sentiment national 42

LA MAINMISE ETRANGERE 47

Pénétration européenne et désagrégation de l'Etat marocain 47
Echec de Moulay Abdelhafid 52
La vaine tentative d'El Hiba 55

LA REUSSITE FRANÇAISE 59

Lyautey. L'homme, sa méthode, ses succès 59
L'appui du « Parti colonial » 66
Les conditions politiques de la conquête et la légende de Lyautey 69
Limites de la réussite 72

LES PROBLEMES DE L'ESPAGNE 77

La capacité d'expansion espagnole 77
Précarité de la position politique espagnole au Maroc 81
Les données naturelles du problème militaire 85
Impréparation de l'Espagne à une guerre coloniale 86

LE RIF ET LES RIFAINS 95

L'image traditionnelle du Rif et des Rifains : férocité, anarchie, insubordination 95
Autre éclairage de la question : société primitive et stagnante ; institutions démocratiques viables 98
Le pouvoir du Sultan est présent dans le Rif 103
Sa défaillance récente consécutive à la pression européenne 106
Piraterie et contrebande, conséquences et moyens de l'intervention étrangère 107
Crise sociale au sein de la tribu 111
Les « Amis de l'Espagne » ou le parti de l'anarchie organisée 112
Réaction unitaire, nationale, du « Parti des Petites Gens » 116

RIFAINS ET ESPAGNOLS 119

Pression espagnole, réaction rifaine et mollesse du Makhzen 119
Jilani Zerhouni (Bou Hmara) et les Rifains 128
Soulèvement rifain et ruine de Zerhouni 133
Mohammed Ameziane 136
La première guerre du Rif contre l'Espagne ; campagne de 1909 139
L'offensive et la mort d'Ameziane (1911-1912) 144
La légende d'Ameziane 150

LE CADI ABDELKRIM ET SON FILS MOHAMMED 153

Notables et chorfa dans la région d'Alhucemas 153
Abdelkrim, fquih et cadi 157
Son adhésion à la cause espagnole 161
La formation de Mohammed ben Abdelkrim dans le Rif puis à Fès. Instituteur et journaliste à Melilla 167
Le patriote déçu par le fiasco d'Abdelhafid. L'Espagne, dernier recours contre la France 172

Patriotisme et service de l'Espagne 179
Définition de ce patriotisme face au danger français 181
Le cadi Abdelkrim en butte aux représailles des résistants rifains 189
Pour lui et pour son fils, nécessité du double jeu 193

LA BROUILLE AVEC L'ESPAGNE 199

La guerre européenne ébranle les esprits. Le cadi Abdelkrim restera-t-il aux côtés de l'Espagne ? 199
Situation après l'entrée de la Turquie en guerre 204
Contre la France, Abdelkrim et son fils choisissent les Allemands et les Turcs. La neutralité de l'Espagne 206
La lutte contre l'Espagne, inévitable corollaire d'une position anti-française 215
Arrestation à Melilla, de Mohammed ben Abdelkrim et son inculpation 220

LA RUPTURE 227

Non-lieu pour Mohammed. Son maintien en prison comme otage 227
L'action pro-allemande du cadi Abdelkrim, moyen de pression sur les Espagnols 230
Son retour au giron de l'Espagne contre libération de Mohammed 234
Remise sur pied, en zone non occupée, du parti pro-espagnol 239
Dure riposte des résistants 240
Le cadi Abdelkrim entre Rifains et Espagnols 243
Plus d'autre issue que la retraite 245
Abandon de la cause espagnole 248
Le sens de la rupture 251

L'EXEMPLE DE RISOUNI 255

Potentat patriote acquis, contre la France, à la cause espagnole 255
Rupture puis réconciliation avec les Espagnols, mais maintien de rapports orageux 260
L'opposition interne accule Risouni à une nouvelle rupture 262
Prétentions de Lyautey sur la « Zone d'influence espagnole » 265
L'Espagne tenue d'effectuer sa prise réelle de possession 270
Le train trop lent du général Aizpuru 273
Le tandem Berenguer-Silvestre. La nouvelle stratégie espagnole 276
Le regain d'ambition du cadi Abdelkrim 281

LA CROISEE DES CHEMINS 289

Le plan d'opérations dans le secteur de Melilla 289
Le cadi Abdelkrim et son fils Mohammed rallient la résistance 292
Conditions de la lutte des Rifains. Famine et ruine de la monnaie 297
Mort du cadi Abdelkrim 300
Ses fils reprendront-ils le service de l'Espagne ? 303
La percée de Silvestre 307
Le nouvel objectif de Berenguer et de Silvestre : la Baie d'Alhucemas 310
Création, sous la conduite de Mohammed ben Abdelkrim, d'un embryon de pouvoir politique 313
Le coup du 13 avril et le serment du Jebel el Qama 317
La guerre s'impose à l'heure du compromis 322

CONCLUSION 331

Sources 343

Témoignages 347

Bibliographie 349

Index des noms de personnes 359

Index des noms de lieux et de tribus 366

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE AGDAL-MAGHREB
30, RUE SBOU A RABAT
LE 22 DÉCEMBRE 1981

DÉPÔT LÉGAL : N° 1981-700



Germain AYACHE est né et il a grandi au Maroc. Professeur de lettres classiques, il enseigne à Casablanca de 1937 à 1950, avec l'interruption des six années de guerre, dont quatre sont passées aux armées. Il est ensuite en France, exerçant à Toulouse, puis à Paris, au Lycée Condorcet. Revenu au Maroc, lors de l'indépendance, c'est à l'histoire de ce pays qu'il se consacre désormais : d'abord sous l'égide du C.N.R.S. (Paris), puis à la Faculté des Lettres de Rabat où il a enseigné de 1960 jusqu'à ce jour. Il publie en français et en arabe. Ses « Etudes d'histoire marocaine » (S M E R, 1979), ont fait l'objet d'une traduction en russe, éditée à Moscou.

ISBN 2.85.944 0453

« Notre intention première était de tirer de l'oubli la guerre du Rif elle-même par le moyen d'un récit neuf et plus conforme à ce qui fut vraiment. Cette intention demeure. Mais bien que la matière dudit récit soit prête, celui-ci ne pourra faire encore l'objet du présent livre, sauf à la fin où nous l'amorcerons. C'est que notre ambition, ne se limitait pas à raconter des faits, même en rétablissant à leur sujet, la vérité. Il fallait aussi les comprendre. D'où la nécessité de dissiper d'abord la nuée d'idées fausses qui les obscurcissait. Puisque la guerre du Rif eut lieu, et qu'elle fut soutenue brillamment contre deux grands Etats européens par d'humbles paysans, en pays marocain, on n'a le choix qu'entre deux attitudes : ou crier au miracle — ce que jamais n'acceptera un historien — ou répudier toutes les idées en cours sur la foncière inaptitude du Maroc de l'époque et sur celle des Rifains. Ayant opté pour la seconde des attitudes, nous nous devions de revenir sur le passé proche et lointain de ce Maroc et de ses fils rifains pour un lucide réexamen et une systématique remise en cause. Nous l'avons fait. Et maintenant, dans un Maroc et dans un Rif ainsi redécouverts, dans leur histoire et dans leur société, nous allons ci-après, chercher pour le lecteur, les origines réelles, logiques, intelligibles de l'important événement que fut la guerre du Rif et dont un autre livre, auquel nous travaillons, racontera prochainement le cours. »

G. A.

Publications
De la Sorbonne